

Hubert COCHET

travers  
à  
champs

# Des barbelés dans la Sierra

Origines et transformations d'un système agraire  
au Mexique



CRSTOM  
Éditions



La collection *à travers champs*, publiée par les éditions de l'ORSTOM, témoigne des mutations que connaissent aujourd'hui les sociétés rurales et les systèmes agraires des pays tropicaux.

Les études relèvent souvent des sciences sociales, mais les pratiques paysannes sont également éclairées par des approches agronomiques.

Les publications s'organisent autour d'un thème ou s'appliquent à des espaces ruraux, choisis pour leur caractère exemplaire.

---

Jean BOUTRAIS

Directeur de la collection

---

### *déjà parus dans la collection à travers champs*

*Le risque en agriculture* - Collectif

Éditeurs scientifiques : Michel Eldin et Pierre Milleville.

*La mutation d'une économie de plantation en basse Côte-d'Ivoire*

Jean-Philippe Colin.

*Les charrues de la Bagoué*

Jacqueline Peltre-Wurtz et Benjamin Steck.

*Paysans montagnards du Nord-Cameroun*

Antoinette Hallaire.

*Sous l'empire du cacao*

Christian Santoir.

### *à paraître*

*L'ombre du mil*

Dominique Guillaud.

## Des barbelés dans la Sierra

*Origines et transformations d'un système agraire au Mexique*

# Des barbelés dans la Sierra

*Origines et transformations d'un système agraire au Mexique*

Hubert Cochet

**Éditions de l'Orstom**

INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT EN COOPÉRATION

Collection 

Paris 1993

*Cet ouvrage est le texte remanié d'une thèse soutenue à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, chaire d'Agriculture comparée et Développement agricole.*

---

*Crédit photos*

Lorsqu'il n'y a pas d'indication, les photographies sont de Hubert Cochet

*Couverture (illustration originale et maquette): Michèle Saint-Léger*

*Fabrication et coordination: Catherine Guedj*

*Correcteur: Charles H.-A. Masson*

---

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Orstom 1993

ISSN : 0998-4658

ISBN : 2-7099-1116-7

## REMERCIEMENTS

---

C'est tout d'abord aux agriculteurs des communes de Coalcomán, Villa Victoria et Aquila que s'exprime notre gratitude. Indiens, métayers et éleveurs ont été nombreux à nous accueillir et à accepter de répondre à tant de questions posées. Don Trinidad Flores et Doña Maria Spindola doivent être mentionnés tout spécialement, le premier pour nous avoir initié aux inextricables sentiers de la Sierra Madre, la deuxième pour son amitié désintéressée et ses encouragements quotidiens.

Nos remerciements s'adressent aussi aux étudiants et aux chercheurs du *Colegio de Michoacán* qui, par leur curiosité, leur compréhension et leur soutien nous ont incité à entreprendre et à poursuivre ce travail, en particulier à Thierry Linck qui, le premier, a aiguillé nos recherches vers la communauté indienne de Pómaro.

Ce travail n'aurait pas davantage été possible sans l'appui financier de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (Orstom) et sans la confiance que nous a accordée Jean-Yves Marchal.

Nous remercions également François Chevalier et Jacques Chonchol pour l'intérêt qu'ils ont manifesté pour notre travail.

Enfin, nous sommes très reconnaissant à Marcel Mazoyer et à Marc Dufumier, professeur et maître de conférence à l'Institut national agronomique Paris-Grignon, pour leurs orientations méthodologiques et la pertinence de leurs conseils.



## INTRODUCTION

Le sud-ouest de l'Etat du Michoacán est une région mal connue. Les reliefs escarpés de la Sierra Madre del Sur, le climat tropical sec, la rareté des voies de communication et la quasi-absence de surfaces labourables (environ 1 % du territoire) en font une région de faible potentiel agricole, encore peu peuplée et le plus souvent délaissée par les programmes de développement mis en place par les pouvoirs publics.

Toute la région est maintenant consacrée à l'élevage semi-extensif dont les produits - les taurillons - sont achetés par les éleveurs installés dans les régions plus humides du pays. Toute ? Non, quelques villages d'irréductibles Indiens résistent encore et toujours à l'extension des clôtures et aux empiétements successifs qui amenuisent la surface de leur territoire. C'est là que la recherche a été entreprise, dans la communauté indienne de Pómaro (commune de Aquila), sorte de nébuleuse de villages et de hameaux dispersés sur le bas du versant Pacifique de la Sierra. Dans un premier temps, l'objectif a été limité à l'identification des principales transformations agricoles récentes et à l'élaboration d'un diagnostic agro-économique. Après quelques temps de travail dans les villages de la côte, une constatation s'est imposée : malgré l'origine très ancienne de ces communautés indiennes, les villages de bord de mer sont d'implantation récente (1970 environ).

Anciennement installés au cœur de la Sierra, ces paysans indiens avaient vu progressivement leurs terres usurpées par des éleveurs au visage pâle venus du nord. Contraints d'abandonner une partie de leur terroir, et de descendre peu à peu vers la côte pour y implanter de nouveaux villages, ils ont dû supporter des conditions physiques plus difficiles (climat plus sec, sols squelettiques, etc.) et chercher des compléments de revenu dans la pêche.

Aussi l'invasion des terrains communautaires par les éleveurs créoles et la « réduction » consécutive de la communauté indienne nous ont-ils amené à rechercher, dans l'histoire, les racines de ce mouvement général d'invasions foncières et sa signification. Pour répondre à cette question, la recherche a été étendue aux zones plus hautes d'où proviennent la plupart des familles créoles ou métisses<sup>1</sup> installées sur les indivis de la communauté indienne. C'est dans la commune de Coalcomán, au cœur de la Sierra Madre del Sur que la deuxième étape du travail a donc été réalisée.

1. Ces populations n'emploient jamais le mot « métis » (*mestizo*) ou « créole » (*criollo*) pour se distinguer des populations indiennes. Les Indiens, en revanche, qualifient souvent les personnes au teint clair de « gens de raison » (*gente de rason*), appellation lourde de sens et chargée d'histoire. C'est dans un souci de simplification et pour ne pas employer cette expression que nous désignons le plus souvent ces personnes par Métis ou Créole, sans introduire cependant de différences entre ces deux termes. Il s'agit le plus souvent de personnes de type européen, généralement peu métissées.



Nous y avons découvert alors une société agricole particulièrement différenciée, caractérisée par des structures foncières très inégalitaires qui n'ont pas été le moins du monde affectées par un demi-siècle de réforme agraire. Ici, point de communautés indiennes et pas davantage d'*ejidos*<sup>2</sup>. Nous avons découvert aussi une région spécialisée dans l'élevage « naisseur » depuis déjà plusieurs décennies, où l'extension des pâturages a transformé le paysage agricole.

Mais l'étude de cette société agropastorale, de son origine et de son évolution a permis de découvrir que la totalité des familles en présence proviennent d'une autre région. Les personnes âgées interrogées ont été nombreuses à évoquer ce lointain souvenir, celui de la région de Cotija où eux (ou leurs parents) étaient nés, à plus de 100 km au nord de Coalcomán, de l'autre côté de la grande dépression tropicale des Terres Chaudes, constituée par le bassin du Río Tepalcatepec. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'abolition des droits de main-morte obligeait les communautés indiennes à fractionner les indivis ; d'innombrables familles paysannes originaires de Cotija purent, en rachetant une fraction des anciens indivis, s'installer dans les montagnes du sud. À l'emplacement de l'actuelle commune de Coalcomán, une communauté indienne, aujourd'hui disparue, dut céder son territoire aux nouveaux occupants.

Lorsque cette paysannerie créole entreprit de conquérir les escarpements de la Sierra Madre del Sur (à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle), elle était véritablement établie dans la région de Cotija depuis moins d'un siècle. Nombre de familles provenaient elles-mêmes de contrées plus septentrionales : le haut plateau des Altos de Jalisco et la grande région céréalière du Bajío (qui correspond au bassin hydrographique surélevé du Río Lerma).

Un véritable « glissement » démographique commence donc dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle en plein cœur de la Nouvelle Espagne. Après plusieurs étapes, près de deux siècles d'histoire et 300 km de distance, il conduit les paysans du centre du Mexique jusqu'aux abords de la côte de l'océan Pacifique. Cette migration est l'œuvre d'une paysannerie différenciée depuis déjà longtemps, mais souvent oubliée ou minimisée devant la toute-puissance de l'hacienda du XIX<sup>e</sup> siècle et la foule sans nombre des ouvriers agricoles dépossédés de tout moyen de production. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, petits tenanciers, métayers et fermiers constituent pourtant un groupe social (certes, hétérogène) de première importance dans tout l'ouest du pays. Ce sont eux qui constituent le gros des bataillons d'émigrés qui partent vers Cotija, puis vers Coalcomán avant de poursuivre plus avant jusqu'à la côte (fig. 1).

Cette migration paysanne lente et progressive, ses causes profondes, ses mécanismes fondamentaux et ses expressions historiques succes-

2. Avant la Révolution, le terme *ejido* désigne les terres communales ou indivises d'une communauté villageoise. Avec la Réforme agraire, un sens nouveau est donné à ce mot : l'*ejido* désigne alors les terres distribuées par l'État à un groupe d'agriculteurs.

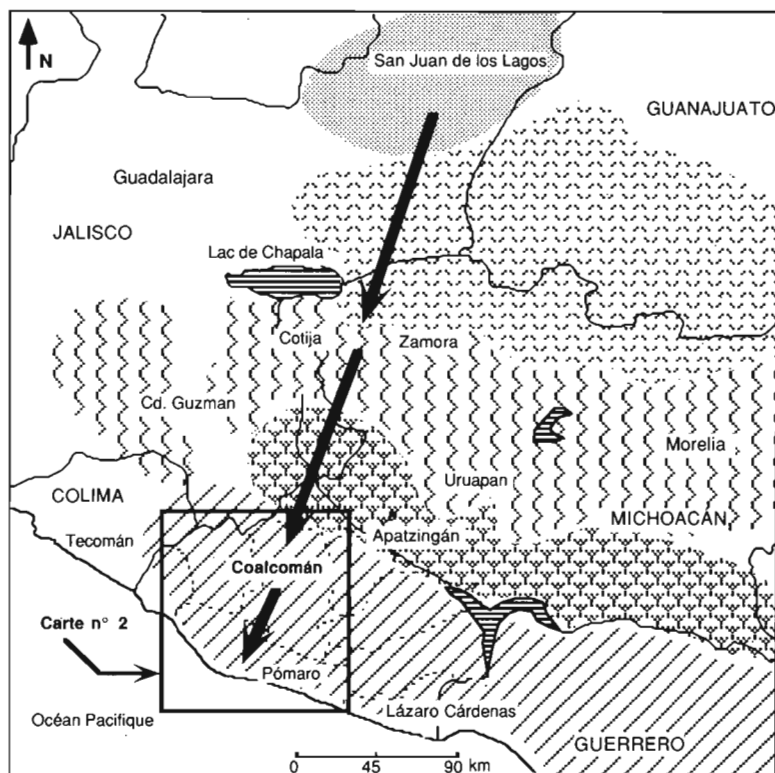









Figure 1

*Ouest du Mexique et glissement démographique vers la Sierra Madre del Sur.*

-  Plateau des Altos de Jalisco (1 900-2 300 m)
-  Bajío (1 600-1 900 m)
-  Axe volcanique central (1 900-4 200 m)
-  Dépression des Terres Chaudes (200-600 m)
-  Sierra Madre del Sur (0-2 500 m)
-  Limites d'État
-  Étape du mouvement migratoire

Note : la dépression des Terres Chaudes est séparée de l'axe volcanique central par une zone de balcons intermédiaires non reportée sur la carte.

sives constituent l'objet de cette recherche. Pour chaque étape du glissement démographique, il a fallu s'interroger sur les conditions qui avaient permis le départ d'une partie de la paysannerie et son installation dans la région d'accueil.

L'élaboration d'une problématique et d'un ensemble cohérent d'hypothèses a résulté de la découverte, progressive, des mécanismes et des causes historiques de l'émergence et de la différenciation des systèmes agraires observés. Cette démarche a été imposée par la mise en évidence des différentes étapes de la migration paysanne. Nous avons commencé par étudier l'étape finale de ce mouvement

migratoire qui a conduit à l'invasion actuelle des derniers terrains indivis des communautés indiennes de la côte. Nous avons découvert ensuite les phases antérieures de la migration, de plus en plus anciennes à mesure que nous remontions vers le nord et que nous nous rapprochions des régions centrales du Mexique.

Un tel mouvement démographique n'est pas unique au Mexique. L'histoire de ce pays fut profondément marquée par le contraste qui opposait le centre, fortement et anciennement peuplé, aux régions tropicales situées de part et d'autre de l'altiplano, très faiblement peuplées. Aussi, de vastes mouvements de population ont vu le jour, spontanés ou planifiés par les pouvoirs publics dans le cadre de la colonisation agricole. Sur le « front pacifique », cette colonisation est ancienne (xviii<sup>e</sup> et xix<sup>e</sup> siècles) et des flux migratoires comparables ont été identifiés en direction de Colima ou des versants des Terres Chaudes. Cette migration connaît un nouvel essor au xx<sup>e</sup> siècle avec l'application de la Réforme agraire et le développement des grands périmètres irrigués.

L'histoire du glissement démographique, qui conduit les agriculteurs du centre du pays jusqu'au cœur de la Sierra Madre del Sur, est pourtant bien différente. Elle ne suit pas les étapes obligatoires qu'enseignent souvent les manuels d'histoire : Indépendance, Révolution, Réforme agraire. Dans la Sierra de Coalcomán, l'histoire est faite de cette migration paysanne qui consacre l'anéantissement de la communauté indienne de Coalcomán et la « réduction » de toutes les autres communautés indiennes du versant pacifique de la Sierra. Histoire peu commune, car on n'y rencontre ni haciendas, ni péons et pas davantage de manifestations de la Réforme agraire. En revanche, certains phénomènes observés entre 1985 et 1988 étaient déjà décrits par les chroniqueurs du xvi<sup>e</sup> siècle qui racontaient le regroupement des populations indiennes dans les nouveaux villages de « congrégation » ! Et l'occupation progressive des terrains indivis, qui appartient aux communautés indiennes, par d'autres agriculteurs métis aurait été stoppée, dit-on, par la Révolution et les premières lois de réforme agraire.

La réduction actuelle des communautés indiennes et la paupérisation de secteurs entiers de cette société agraire ne sont cependant pas le fruit d'une histoire « à l'envers », même si certains aspects évoquent davantage le xvi<sup>e</sup> ou le xix<sup>e</sup> siècle. Elles sont surtout le résultat d'une intégration croissante de la région aux échanges marchands. Ce mouvement progressif de spécialisation régionale doit donc être analysé, ainsi que ses différentes manifestations. Dès la fin du xix<sup>e</sup> siècle, en effet, les agriculteurs qui prennent possession des terres de la communauté indienne de Coalcomán n'ont guère d'autre choix que de produire l'énergie animale dont d'autres régions du pays ont

besoin : des animaux de traction et des graisses animales pour la consommation humaine. Plus tard, c'est la production extensive de jeunes taurillons et la culture du cannabis qui deviendront les seules activités « rentables ».

Ainsi, la marginalisation de cette région et la paupérisation d'une partie de ses habitants expriment la réalité d'un long processus de différenciation sociale. C'est la profondeur historique de ce processus qu'il fallait essayer d'appréhender pour en comprendre le déroulement et les conséquences.

Si la recherche a été menée du sud vers le nord, c'est-à-dire en remontant le cours de l'histoire à la recherche d'une paysannerie mouvante, le plan de notre travail épouse le sens de cette migration paysanne.

La première partie est consacrée aux deux étapes initiales du glissement démographique : la première, plus ancienne mais peu connue - elle commence à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle - est appréhendée par l'étude du système agraire de l'altiplano mexicain avant l'Indépendance. Les causes de l'émigration et les conditions qui ont permis à tant de paysans de partir y sont analysées. La seconde étape (1870-1920) est celle qui voit les Indiens de Coalcomán céder leurs terres aux agriculteurs créoles originaires de Cotija. Elle est mieux connue car la mémoire des agriculteurs est encore vive et permet de reconstituer une partie de cette histoire. Pour en préciser quelques aspects et appuyer certaines hypothèses, il a fallu toutefois consulter longuement les archives régionales et inventorier les ouvrages qui faisaient allusion à ce mouvement migratoire ou permettaient d'en améliorer la compréhension.

La deuxième partie présente le nouveau système agraire qui voit le jour dans la Sierra de Coalcomán après la disparition de l'ancienne communauté indienne (1920-1950). Pour comprendre ce système agraire, en identifier les principaux acteurs (groupes sociaux), leurs pratiques et les rapports sociaux qu'elles révèlent, archives et littérature ne furent pas d'un très grand secours. C'est surtout de nombreuses conversations avec les « anciens » et d'innombrables heures de marche dans les montagnes de la Sierra qui ont donné un sens à ce paysage.

Mais ce système agraire, qui veut le développement de la propriété privée et des nouveaux ranchos, ne s'arrête pas aux frontières sud de la commune. Les communautés indiennes du versant pacifique sont atteintes à leur tour, avec une ou deux générations d'écart.

La troisième partie est consacrée aux transformations récentes (1950-1990) qui ont bouleversé l'ancienne forme de mise en valeur imposée par les immigrés au début du siècle. L'élevage « naisseur » devient la

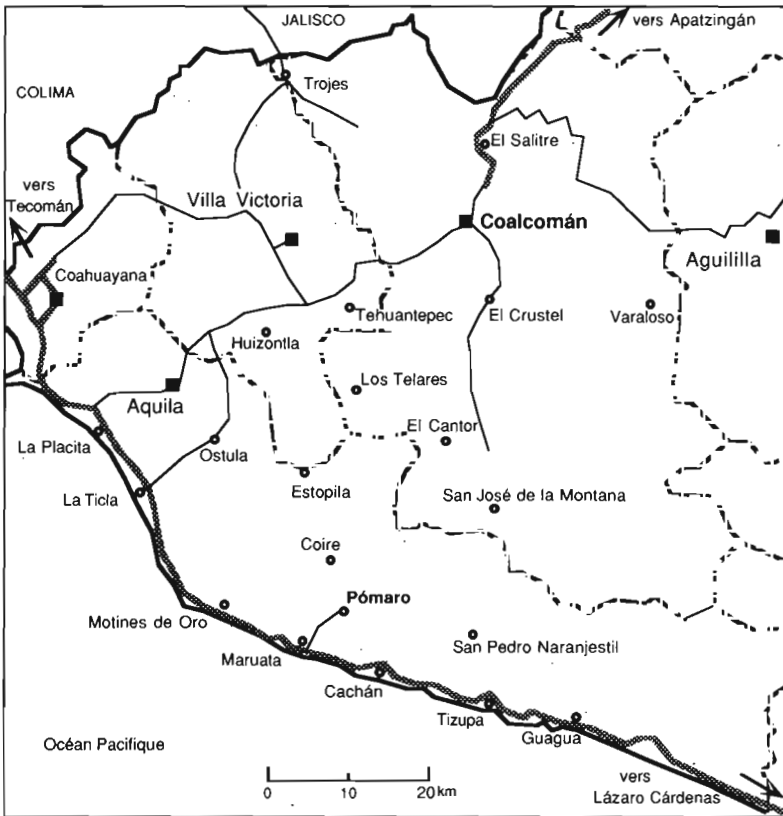


Figure 2

*Région de Coalcomán (ancienne province de Motines), au sud-ouest du Michoacán.*

- |           |                   |   |                                 |
|-----------|-------------------|---|---------------------------------|
| ■ ■ ■ ■ ■ | Limite municipale | ■ | Chef lieu de commune (municipe) |
| ⋯⋯⋯⋯⋯     | Route goudronnée  | ● | Village                         |
| —         | Piste carrossable |   |                                 |

seule activité assignée à la Sierra Madre del Sur par la division du travail. Cette spécialisation régionale est à l'origine d'un nouveau processus de migration qui voit certains métayers et petits tenanciers de la commune de Coalcomán partir vers le sud pour s'installer sur les terrains indivis des dernières communautés indiennes, celles que nous avons découvertes au début de notre recherche. C'est là que le fil de fer barbelé, déjà utilisé par les propriétaires métis pour entourer leur domaine, devient l'instrument principal d'aliénation des territoires indivis qui appartiennent aux communautés indiennes et un outil essentiel à la généralisation d'un nouveau système de production.

Dans la quatrième et dernière partie, les différentes facettes d'un tel mouvement de spécialisation régionale sont analysées. On s'interroge sur les inégalités de développement qu'il contribue à renforcer et sur les mécanismes qui permettent à certains groupes d'agriculteurs de s'enrichir, tandis que de larges pans de cette société agraire connaissent une paupérisation accélérée ou sont progressivement évincés.

Pour les deux dernières parties, les enquêtes effectuées auprès des agriculteurs et l'analyse de leur exploitation agricole (ou de celle dans laquelle ils travaillent sans en être pour autant propriétaires) ont constitué la documentation de base du travail. Malgré les innombrables difficultés rencontrées (largement dues à la violence et aux suspicions engendrées par un siècle d'histoire agraire), 170 enquêtes ont pu être réalisées dans 70 hameaux et villages de la Sierra, dispersés sur une surface d'environ 5 000 km<sup>2</sup>. Parmi ces enquêtes, 130 environ rassemblaient suffisamment d'informations pour caractériser l'exploitation agricole et étudier son fonctionnement, d'autres étant davantage orientées sur l'histoire.



Système agraire et migrations paysannes  
à l'ouest du Mexique (fin XVIII<sup>e</sup>-1920)

---



## HACIENDAS ET PAYSANNERIE DE L'ALTIPLANO AVANT L'INDÉPENDANCE

---

Entre le vieux Mexique mésoaméricain densément peuplé et « civilisé » (Aztèque, Tarasque) et les vastes étendues semi-désertiques du nord, parcourues par les chasseurs-collecteurs « barbares » (Chichimèques), le Bajío apparaît d'abord aux Espagnols absolument vide et dépourvu de toute population.

C'est une région constituée d'un chapelet complexe de bassins et de vallées tempérés, situés entre 1 600 et 1 900 m d'altitude, alignés grossièrement d'est en ouest et formant le bassin hydrographique du Río Lerma jusqu'au grand lac de Chapala. Ce *no man's land* sépare l'axe volcanique central, mis en valeur par les grandes civilisations précolombiennes, des collines caillouteuses et des grandes étendues du nord. Demeuré vide durant tout le xvi<sup>e</sup> siècle, le développement des mines d'argent au nord (Zacatecas) en a rapidement fait un passage obligé entre Mexico et les centres miniers ; ce « chemin royal » est alors bientôt équipé de relais qui se transforment en autant de villes commerçantes, distantes entre elles d'une journée de cheval : Queretaro, Celaya, Salamanca, Irapuato, Silao, Leon, Lagos de Moreno, etc. Le potentiel agricole de la région est rapidement découvert ; le grand domaine - l'hacienda - et la ville (commerce) deviennent alors les deux piliers du développement du Bajío (MEYER, 1986 b). L'agriculture naît donc avec une finalité purement commerciale : approvisionner les mines en grains et en viandes mais aussi en énergie de traction animale. La menace permanente des agressions « barbares », venues du nord, et la nécessité de protéger l'activité pionnière agricole et minière font du Bajío et du plateau limitrophe surélevé des Altos de Jalisco une frontière qu'il faut peupler rapidement (fig. 1, p. 9). On vient de partout pour s'installer dans la nouvelle région. Espagnols, Créoles, mais aussi Indiens, deviennent paysans-soldats, installés sur les Altos de Jalisco et dotés d'un lopin de terre (FABREGAS, 1986 ; ALVA VEGA, 1983). Le Bajío devient le creuset de la culture métisse intégrée autour de la langue espagnole et du catholicisme, tous deux rapidement assimilés et reconnus par tous. Au xviii<sup>e</sup> siècle, ce n'est plus une région de frontière agricole. L'ouverture des mines de Guanajuato, une forte croissance démographique et l'expansion des villes en font le cœur de la Nouvelle Espagne (BRADING, 1988). C'est la région la plus dynamique et la plus moderne. L'élevage extensif régresse au profit des cultures : le Bajío devient le grenier de la Nouvelle Espagne.

## Quelques éléments du système agraire

Le système céréalier est dominé par le maïs, semé un an sur deux. La traction animale est assurée par les bœufs qui constituent l'essentiel du troupeau bovin de l'hacienda avec les vaches allaitantes et leur suite quand le remplacement des animaux est assuré sur place. Le travail du sol, effectué à l'aire, ne constitue pas un véritable labour. Les anciens inventaires - documents de base pour les historiens qui ont étudié l'évolution agraire du Mexique - ne fournissent pas malheureusement d'informations sur le fonctionnement du système. Assolements et techniques ne sont pas décrits, pas plus que les mouvements du bétail sur les différentes soles et parcours du domaine. Cependant, tout porte à croire que l'association agriculture-élevage est alors assez faible en dehors du travail fourni par les animaux et de la récupération des pailles, chaumes et adventices par les troupeaux. À part les importantes surfaces de parcours (*agostadero*) disponibles toute l'année, et en l'absence de toute pratique de fauche et de stockage du foin, au moins 75 % des terres labourables sont laissées en pâturage pour répondre aux exigences d'alimentation des bœufs (MORIN, 1979). Pourtant, les observateurs de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (HUMBOLDT, 1984) signalent des rendements par rapport à la semence extrêmement élevés, bien supérieurs aux rendements européens du XVIII<sup>e</sup> siècle : 80 pour 1 contre 29 pour 1 dans le cas du maïs, 40 pour 1 contre 5,6 pour 1 dans le cas du blé. En réalité, les rendements par unité de surface sont alors comparables aux rendements moyens européens, de l'ordre de 5 à 6 q/ha semé, la densité de semis étant presque dix fois plus faible au Mexique (MORIN, 1979). Compte tenu de l'absence de parcage de nuit, le maintien de la fertilité est plutôt assuré, partiellement, par la culture associée du haricot noir, le séjour des animaux sur les parcelles ne donnant lieu à aucun transfert réel de fertilité.

### L'HACIENDA

L'hacienda a toujours été considérée comme l'unité de production typique du monde colonial hispanique. Grâce aux « compositions de terres », sorte d'impôt royal qui consacre, consolide et légalise le grand domaine colonial, l'hacienda remplace les anciens droits d'usage et devient une véritable exploitation agricole. Sa force de travail est alors constituée d'innombrables travailleurs permanents (« casés ») ou temporaires (les journaliers), spoliés et chassés de leurs communautés originelles. Endettés, ils deviennent entièrement dépendants du grand propriétaire qui dispose alors d'une énorme force de travail attachée à son domaine, grâce au « servage pour dettes » (CHEVALIER, 1953).

Ce schéma reste fondamentalement exact mais, de plus en plus, les historiens remettent en cause l'exclusivité de ce modèle en découvrant, dans tout l'ouest du Mexique, la présence d'un important secteur de petits et moyens propriétaires. Issues bien souvent du fractionnement des terrains communaux (*fondo legal*) concédés aux villages par la Couronne<sup>1</sup>, les petites propriétés finissent par combler de très grands espaces vacants entre les différentes haciendas. La région pauvre des Altos de Jalisco en bordure du Bajío, d'où commencera ce glissement général de population jusqu'à Coahuila, est alors caractérisée par l'importance des petites structures d'exploitation et de propriété (FABREGAS, 1986 ; CHEVALIER, 1983). La grande vallée du Bajío et l'actuel État du Michoacán ne sont pas non plus constitués d'un tissu continu de grandes haciendas jointives (BRADING, 1988 ; MORIN, 1979 ; ECHENIQUE MARCH, 1982). D'autres études, consacrées au XIX<sup>e</sup> siècle, ont montré que cette classe de ranceros, petits ou moyens tenanciers, se renforce et se développe considérablement au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, légitimée par les lois libérales de la Réforme. Elle constitue, par exemple, la principale composante du tissu social de San José de Gracia à la fin du siècle (GONZALEZ, 1979) ; de ce fait, la vieille dichotomie grand propriétaire-péon dénoncée pendant et après la Révolution dresse un tableau trompeur parce que trop simpliste. Jean MEYER (1986 a) démontre à ce propos que la duperie repose sur une interprétation trop rapide des recensements de 1895 et 1910. En limitant arbitrairement le classement de la population rurale en seulement deux catégories : agriculteur - statut supérieur - ou péon - statut inférieur -, les recenseurs passent sous silence l'existence de toutes les autres classes de producteurs : petits ou moyens tenanciers, fermiers, métayers pourtant nombreux.

Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, l'hacienda du Mexique centre-occidental n'est donc pas le seul type d'exploitation. Entourée de petites et moyennes exploitations indépendantes, elle est elle-même constituée d'un ensemble complexe d'unités d'exploitation plus ou moins autonomes, bien que dépendantes du grand propriétaire pour l'accès à la terre. À la périphérie du domaine et installés parfois sur les plus mauvaises terres, les fermiers occupent une partie importante de l'hacienda. Là aussi, les historiens se sont heurtés aux difficultés d'interprétation des inventaires disponibles où, bien souvent, les exploitations annexes - terrains affermés par le grand propriétaire - ne sont pas mentionnées. Des quatre haciendas étudiées en détail par Claude MORIN (1979), trois utilisent largement le mode de faire-valoir indirect en louant respectivement 53, 30 et 31 fermes aux paysans. David BRADING (1988) affirme que la majorité des haciendas du Bajío afferment alors une grande partie de leurs terrains. C'est le cas pour les

1. Ou même aux nouveaux villages formés à l'intérieur des haciendas et reconnus comme tels par l'administration coloniale du XVIII<sup>e</sup> siècle ou mexicaine du XIX<sup>e</sup> siècle (CHEVALIER, 1982).

trois haciendas qu'il étudie en détail et qui comptent respectivement 121, 26 et 40 fermiers<sup>2</sup>. Enfin, ce phénomène est particulièrement présent dans la région défavorisée des Altos de Jalisco où l'on ne compte pas moins de 1 528 ranchos loués à Tepatitlan en 1791 (CHEVALIER, 1983).

Par ailleurs, il convient de ne pas oublier le groupe des métayers généralement relégués sur les terres non irriguées pour y semer du maïs pluvial. Encore méconnu et rarement mentionné dans les inventaires ou les comptes des haciendas, le métayage a été récemment « redécouvert » par les historiens et son importance dans les rapports de production de la période prérévolutionnaire est de plus en plus souvent soulignée. Les métayers sont présents dans les haciendas dès le XVIII<sup>e</sup> siècle ; ils deviennent de plus en plus nombreux après la grande famine de 1785-86 (MORIN, 1979) et le système du semis « à moitié » se généralise pendant le XIX<sup>e</sup> siècle (BRADING, 1988). Pourtant, aujourd'hui comme hier, le phénomène social du métayage est statistiquement occulté, méconnu, nié. Ignorés par les premiers recensements de 1895 et 1910, les métayers le sont encore dans les recensements modernes, malgré l'amélioration des catégories statistiques : bien qu'il existe une colonne consacrée aux métayers dans les tableaux fonciers des recensements agricoles de 1950, 1960 et 1970, elle reste vide comme si les métayers de Coalcomán, pourtant majoritaires, n'osaient pas se définir comme tels ou, plus simplement, n'étaient pas interrogés.

Le noyau dur de l'hacienda, cultivé en faire-valoir direct grâce au travail permanent ou temporaire des ouvriers, ne représente donc qu'une partie de l'hacienda et pas toujours la plus étendue. Il se réduit souvent aux meilleures terres, disposant d'infrastructures d'irrigation ou de drainage, consacrées aux cultures plus intensives et commerciales : blé dans le Bajío ou canne à sucre dans le sud de l'actuel État de Jalisco (DE LA PEÑA, 1987). Au début du XIX<sup>e</sup> siècle et dans presque toutes les haciendas du Mexique centre-occidental, les terres non irriguées sont cultivées par la paysannerie : métayers, fermiers, petits ou moyens tenanciers<sup>3</sup>. Les unités d'exploitation y sont donc beaucoup plus nombreuses que les unités foncières. À la veille de la Révolution mexicaine, grands propriétaires et ouvriers agricoles ne constituent qu'une partie de la société agraire. Une véritable paysannerie existe, le plus souvent soumise au métayage et à l'usure et ce, depuis longtemps, même dans les régions où les communautés indiennes étaient peu nombreuses ou inexistantes à l'époque de la conquête espagnole.

La figure 3 résume les grands traits de l'organisation sociale et spatiale de ce système agraire. Les communautés indigènes ne sont pas

2. Ces données correspondent respectivement aux années 1811, 1814 et 1831.

3. - *En efecto la mayoría de los observadores estaba de acuerdo en que al inicio del siglo XIX en casi todas las haciendas del centro de México solo se cultivaban " las tierras irrigadas o humedas", y se dejaban el resto de la propiedad a la empresa campesina.* - (BRADING, 1988).

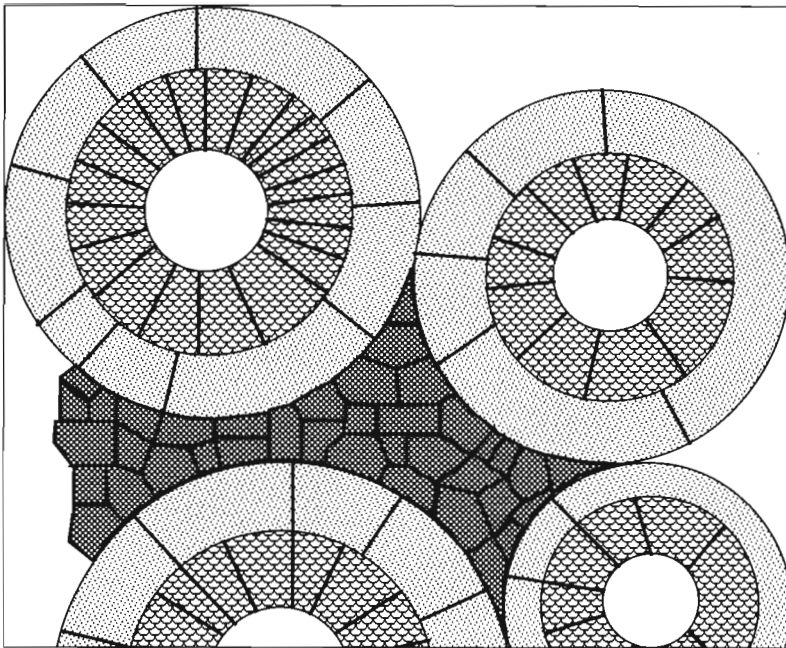
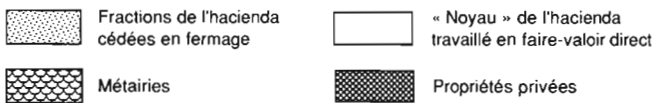


Figure 3

*Haciendas, fermes, métairies et petites propriétés.*



mentionnées car elles y sont alors peu nombreuses. Le grenier de la Nouvelle Espagne se développe en effet en marge du monde indien ou en absorbant ses éléments par le métissage.

### *Les rapports d'échange*

Le maïs est alors le pilier de l'économie coloniale car il représente la principale source d'énergie disponible. Il assure non seulement la base de l'alimentation humaine mais aussi une partie de l'alimentation animale et conditionne ainsi l'énergie disponible dans les mines. Cultivé dans des écosystèmes extrêmement différents, depuis la côte jusqu'à plus de 3 000 m d'altitude, dans des régions très sèches ou sous le tropique humide, sa récolte est très inégale entre les terres chaudes, les régions tempérées et celles situées en position plus septentrionale. Le transport du grain d'une région à l'autre, son stockage et l'approvisionnement des marchés urbains et miniers se révèlent, par conséquent, d'une importance capitale.

En étudiant les fluctuations du prix du maïs au XVIII<sup>e</sup> siècle, Enrique FLORESCANO (1969) a montré l'antagonisme fondamental qui oppose petits producteurs et grands propriétaires : en période de récolte

moyenne, les petits producteurs alimentent le marché pendant les premiers mois qui suivent la récolte (décembre à mars) et ce, à bas prix, compte tenu de l'abondance relative. Quand ce maïs s'épuise, et que les paysans ont vidé leurs greniers pour faire face aux dépenses et aux remboursements d'emprunts, le magasin de l'hacienda s'entrouvre et le maïs du grand propriétaire fait son entrée sur le marché, au prix fort cette fois-ci, car la demande est décuplée<sup>4</sup> : les paysans rachètent le grain qu'ils ont vendu pour payer leurs dettes et les pauvres des villes ont épuisé le peu de maïs récolté sur le lopin dont ils disposent parfois dans les faubourgs. Les fluctuations saisonnières du prix du maïs peuvent déjà atteindre, lors d'une année moyenne, 60 % du prix moyen (FLORESCANO, 1969) et bien davantage dans le cas d'une mauvaise récolte.

Au mouvement saisonnier se superpose le mouvement cyclique : succession de mauvaises récoltes pendant lesquelles le prix du maïs triple ou quadruple durant deux ou trois ans, avant de redescendre à son niveau antérieur (FLORESCANO, 1969). C'est à ce moment-là, en période de pénurie et de disette prolongée, que les grands propriétaires font recette. Leur intérêt consiste moins à augmenter la production du maïs qu'à en contrôler les stocks accumulés dans leurs magasins, parfois transformés en forteresse. Pour le spéculateur, une série de bonnes récoltes se transforme en catastrophe. Le grain se vend mal - tout le monde en a - et à un prix dérisoire. Aggravant les effets du système, les impôts sur les transports des marchandises (*alcabalas*) et la politique commerciale de la Couronne empêchent, en outre, les ventes à longues distances (FLORESCANO, 1976).

En revanche, la couverture des besoins alimentaires vitaux de la famille et l'entretien des bœufs restent l'enjeu principal de tous les petits producteurs, dépendants ou non du grand propriétaire pour l'accès à la terre ; ces derniers cherchent avant tout à se protéger des crises, en limitant les risques d'une récolte nulle ou en deçà du seuil de subsistance. Ce n'est pas en vendant de maigres excédents à très bas prix qu'ils peuvent prospérer. Cette production paysanne fait pourtant concurrence à la production à grande échelle des haciendas (BRADING, 1988). Elle parvient à approvisionner le marché local en cas de bonne récolte et réduit considérablement la demande en grain de milliers de petits producteurs alors autosuffisants. Mais les crises cycliques de la production, en transformant la disette en famine, éliminent périodiquement cette concurrence paysanne.

## ***La famine de 1785-86***

La famine de 1785-86 constitue un exemple caractéristique de ces crises. Après la mauvaise récolte de 1784, les gelées de 1785 provo-

<sup>4</sup>. Voir également Marta TERAN (1987).

quent une grande pénurie de maïs et une spéculation effrénée qui multiplie par quatre le prix du maïs. La famine tue plus de 300 000 personnes en Nouvelle Espagne (FLORESCANO, 1969), dont environ 90 000 dans l'évêché du Michoacán (CARRENO ALVARADO, 1978) - plus de 10 % de la population - et peuple les chemins de mendiants. Contrairement aux famines précédentes, celle-ci présente l'intérêt d'avoir suscité, à l'époque, de nombreuses réactions. Un large débat, animé par les hommes politiques et les scientifiques, donne lieu à de nombreux écrits rassemblés plus tard par Luis CHAVEZ OROSCO (1953) et Enrique FLORESCANO (1981).

Rapidement alertées, les autorités coloniales cherchent à enrayer la spéculation en dénonçant les accapareurs. Elles prennent une série de mesures pour contrôler les excès du commerce libre des grains : obligations d'informer sur les besoins et ressources de chaque juridiction, établissement d'inventaires pour disposer de statistiques fiables, obligation de vendre le grain disponible, interdiction d'exporter le grain en dehors de la juridiction sauf en direction des mines, réduction d'impôts, répression des fraudes et mesures incitant à la production (crédits)<sup>5</sup>. D'importantes décisions sont également prises par les autorités ecclésiastiques, en particulier par l'évêque du Michoacán largement reconnu pour ses idées humanistes et modernes (CARDOZO GALUÉ, 1973). L'Église n'est pas un simple arbitre de l'économie coloniale. En prélevant la dîme, elle contrôle directement 10 % de la production brute (mais une fraction beaucoup plus importante du volume total commercialisé), sans parler des produits récoltés sur ses innombrables propriétés. Avec ses nombreux greniers et ses magasins, elle gère un énorme volant de grains qui assure sa puissance économique. En autorisant de nombreux prêts avantageux à tous les cultivateurs, grands ou petits, pour financer les semailles de l'année 1786 et encourager l'accroissement des surfaces emblavées (CARDOZO GALUÉ, 1973 ; ROMERO FLORES, 1962), l'Église renforce son rôle de banquier et devient le grand financier de l'agriculture. Elle entreprend de grands travaux pour occuper et nourrir les indigents, organise la charité et menace les accapareurs des pires châtimements divins. Les conséquences de cette politique sur les emblavures et la bonne récolte de 1786 sont difficiles à mesurer. Il est en revanche probable qu'elle a permis d'apaiser les esprits et d'éviter les émeutes (FLORESCANO, 1969). Mais la famine de 1785-86 n'est pas la dernière.

## *Oscillations foncières*

La forte croissance démographique, enregistrée dans l'ouest du Mexique pendant le XVIII<sup>e</sup> siècle (fig. 4), exige une augmentation au

5. Circulaire du vice-roi Bernardo de Galvez du 11 octobre 1785 (CHAVEZ OROSCO, 1953).

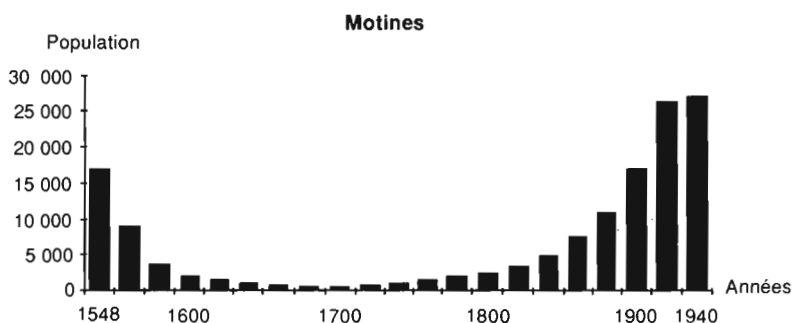
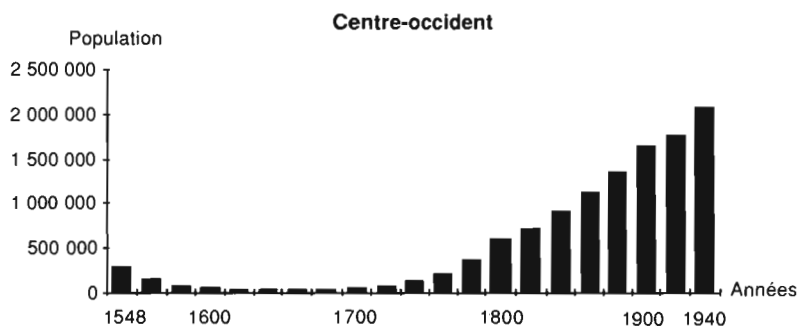


Figure 4

Évolution démographique comparée des régions de Motines et du centre-occident mexicain (1540-1840).

Source : voir annexe 1.

moins équivalente de la production de grains, progression mise en évidence par l'étude des revenus de la dîme (BRADING, 1988). En revanche, les historiens n'ont découvert aucune augmentation significative des rendements. Ces derniers restent médiocres si l'on prend soin de les calculer par unité de surface semée et non par rapport à la semence. L'étude des inventaires prouve, en revanche, que les surfaces emblavées augmentent considérablement dans la région du Bajío et des Altos de Jalisco (BRADING, 1988 ; DE LEONARDO et ESPIN, 1978). À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, de nombreuses terres sont défrichées et labourées mais les assolements ne semblent pas bénéficier de modifications importantes. C'est la superficie globale assolée qui croît au détriment des pâturages et des parcours périphériques. L'élevage extensif tend à régresser au profit du système céréalier (BRADING, 1988)<sup>6</sup>. Au sud du Bajío, Claude MORIN (1979) note l'extension des surfaces emblavées dans les régions neuves et récemment peuplées vers l'ouest et vers le sud : Zamora, balcon des Terres Chaudes. Il s'agit donc d'une extension spatiale du système céréalier sans aucune intensification notable. L'outillage reste rudimentaire (araire) et la productivité du travail ne progresse pas. Le cas des améliorations foncières observées au centre du Bajío, en particulier les infrastructures d'irrigation (petits barrages, canaux), prouve l'intérêt manifesté

6. L'élevage extensif reste important dans la région pauvre des Altos de Jalisco, pourtant caractérisée par de petites structures d'exploitation.



par les haciendas pour la production de blé. Le marché de cette céréale européenne est en effet mieux protégé, son prix plus élevé que celui du maïs et les grands propriétaires ne souffrent pas de la concurrence de la production paysanne sur ce produit. Le développement des clôtures en pierres témoigne d'un souci croissant de séparer les principales soles pour contrôler les mouvements du bétail. Il représente également un outil de spoliation foncière, utilisé par les haciendas pour étendre leur contrôle sur les terres voisines à la périphérie du domaine. L'expansion des grands domaines est en effet un trait marquant de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, souligné par David BRADING (1988), Claude MORIN (1979) et Enrique FLORESCANO (1969). Ce dernier accuse cette domination renforcée d'être l'une des causes principales de la hausse générale du prix du maïs qui débute vers 1780, hausse sur le long terme qui se superpose aux crises cycliques et aux variations saisonnières. En accentuant encore leur contrôle sur le foncier, les haciendas auraient réussi à éliminer la principale cause de l'effondrement cyclique des prix du maïs : la production indépendante des petits tenanciers et des communautés indiennes (FLORESCANO, 1969, 1976). L'expansion des grands domaines a donc moins pour but d'accroître la production ou les rendements que de contrôler directement - ou indirectement grâce au fermage ou au métayage - le volume de la production et de s'assurer le monopole du stockage et des ventes. Cette stratégie trouve son efficacité grâce à l'existence d'un marché important, capable d'absorber la production toute l'année et à n'importe quel prix (villes, mines).

En dépossédant les Indiens et les petits tenanciers, les grands propriétaires élargissent le marché potentiel de leurs grains, tout en disposant d'une main-d'œuvre plus abondante. Avant l'Indépendance (1821), seuls les salaires n'augmentent pas, alors que grains, bétail et terres voient leurs prix fortement accrus. Dans l'ouest du Mexique, de nombreux petits propriétaires indépendants ne résistent pas à cette pression et deviennent métayers ou fermiers (BRADING, 1988). L'expansion des grands domaines s'accompagne d'une augmentation importante du faire-valoir indirect. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, une grande partie du maïs pluvial est produite par les fermiers et les métayers (BRADING, 1988 ; MORIN, 1979), bien que contrôlée, stockée et vendue par les propriétaires. Ceux-ci poursuivent l'exploitation directe sur les meilleures terres, c'est-à-dire dans le cas du Bajío, sur les terres à blé irriguées. Les loyers des fermiers constituent alors une part importante de leurs revenus (BRADING, 1988).

À partir de l'Indépendance et durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, les petites et moyennes unités d'exploitation, en faire-valoir direct ou indirect, occupent une place de plus en plus grande dans le paysage agraire de l'ouest du Mexique. Profitant des difficultés rencontrées par les

haciendas dans la période qui suit l'Indépendance, les petits propriétaires et les fermiers prennent leur revanche en rachetant les parcelles qu'ils louaient auparavant (MEYER, 1984). Alors qu'ils dépendaient du grand domaine au XVIII<sup>e</sup> siècle, de nombreux ranchos s'affranchissent au cours du XIX<sup>e</sup> siècle en devenant des unités foncières et de production indépendantes (CHEVALIER, 1982). Ils constituent alors le groupe dominant de nombreuses régions du Michoacán et du Jalisco jusqu'à nos jours. Les métayers se font également de plus en plus nombreux, mais le développement de ce type de faire-valoir ne semble pas linéaire et régulier. Patricia DE LEONARDO (1978) met en évidence, dans le cas des Altos de Jalisco, un mouvement de va-et-vient dépendant du marché entre le faire-valoir direct et les différentes formes de faire-valoir indirect. Lorsque la conjoncture semble favorable pour un produit (débouchés assurés, prix élevés), la cohésion de l'hacienda - comme unité de production - se renforce et l'exploitation est le plus souvent directe à base de travail salarié. Si le prix du produit baisse et que le marché se resserre, les rapports sociaux se relâchent et l'hacienda se « décentralise » en multipliant les formes de faire-valoir indirect. La production est alors confiée aux fermiers et aux métayers. La crise dans laquelle le Mexique est plongé après l'Indépendance favorise sans doute ce dernier mouvement (BRADING, 1988).

## SYSTÈME AGRAIRE ET MIGRATIONS

---

### *L'intensification est-elle possible ?*

La période de croissance économique accélérée, caractéristique de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, semble s'appuyer en grande partie sur les progrès de l'agriculture qui devient la principale activité économique de la Nouvelle Espagne, devançant même les mines (FLORESCANO, 1976). Le Bajío est toujours considéré comme le grenier de la colonie, mais les surfaces emblavées augmentent encore davantage à l'ouest et au sud du bassin du Río Lerma. Pourtant, l'extension spatiale du système céréalier n'entraîne pas une amélioration des techniques, assolements et rendements. L'abondance n'est pas partagée par tous ; les périodes de disette et de famine se succèdent avec la même fréquence, élargissant sans cesse le fossé qui sépare les grands propriétaires spéculateurs et les commerçants de la grande masse des paysans. Car le négoce paie plus que la production elle-même. De nombreux témoi-

gnages font état du désintérêt croissant manifesté par les *hacendados* pour la production de maïs, déjà réputée non rentable en cas de bonne récolte. Les loyers payés par les fermiers permettent en réalité d'éponger le déficit et, en quelque sorte, de financer la production (BRADING, 1988). Les grands propriétaires se lamentent du prix trop bas du maïs et de celui trop élevé de la main-d'œuvre (mais n'en contiennent pas moins à investir dans l'achat de la terre). Claude MORIN (1979) a montré à quel point ces plaintes sont alors exagérées et avance d'autres raisons, structurelles, à ce manque relatif de rentabilité : caractère extensif de l'exploitation, poids des crédits hypothécaires du clergé, absentéisme des propriétaires et mauvaise gestion. Par ailleurs, les très faibles densités de semis permettent le calcul de rendements excellents rapportés à la semence, critère pertinent en situation de frontière agricole quand la terre est abondante et bon marché. Mais l'augmentation des surfaces emblavées, l'occupation complète de l'espace par le système céréalier et l'augmentation générale du prix de la terre et des bœufs, enregistrée à la fin de l'époque coloniale, relativise l'intérêt de ce critère. L'augmentation des frais de culture, proportionnels à la surface emblavée, justifierait alors un accroissement des quantités semées par hectare et le calcul du rendement rapporté à la surface semée.

La pression sur la terre se renforce considérablement par suite de l'augmentation démographique ; le système agraire semble atteindre une situation de saturation et de blocage. La densité démographique moyenne du centre-ouest du Mexique n'est pourtant pas très élevée, de l'ordre de 10 hab./km<sup>2</sup> en 1793, 14 hab./km<sup>2</sup> pour la seule Intendance de Guanajuato<sup>7</sup>.

Pour améliorer la situation de l'agriculture et éviter les crises cycliques qui provoquent famines et épidémies, les agronomes du siècle des Lumières proposent de nombreuses améliorations techniques. L'époque des semis est clairement identifiée comme une phase clé de la production, compte tenu des irrégularités du climat. On propose donc l'emploi de variétés plus précoces et de semences préalablement germées, afin de pouvoir attendre le début réel de la saison des pluies - et non la première pluie parfois suivie de plusieurs semaines de sécheresse - sans pour cela perdre du temps (CHAVEZ OROSCO, 1954). L'agronome Alzate conseille également une intensification fourragère à base de nopal (raquettes de figuier de barbarie) coupé pour les zones semi-désertiques et s'émerveille de l'utilisation des marécages de la vallée de Mexico par les Indiens (c'est le système des *chinampas*, sorte de jardins surélevés extrêmement productifs). De nombreux marécages de la région centre-occidentale (Chapala, Zacapu, Querendaro) pourraient être aménagés de la sorte. Enfin, les agronomes suggèrent une réforme du calendrier agricole du maïs et des assolements, en prônant le développement des semis, en hiver,

7. Alejandro VON HUMBOLDT (1984) avance le chiffre de 1 172 238 habitants pour les Intendances de Valladolid, Guanajuato et Guadalajara pour 1793. Nous estimons à un million d'habitants la population rassemblée dans la région centrale, en excluant le versant pacifique des États de Michoacán et de Jalisco et la totalité de l'État de Colima encore peu peuplé. Cette région représente approximativement 100 000 km<sup>2</sup>, d'où une densité démographique approximative de 10 hab./km<sup>2</sup>.

sur les terres irriguées des régions chaudes à l'abri des gelées et, au printemps, pour les régions tempérées ou froides, quelques mois seulement avant les pluies, selon la technique du mi-irrigué mi-pluvial (CHAVEZ OROSCO, 1953). Ces propositions ne sont pas irréalistes puisqu'elles reprennent des pratiques paysannes déjà connues et observées par Alzate. Grâce aux pressions exercées par les autorités ecclésiastiques (crédit), la technique des semis de maïs « hors cycle » est appliquée avec succès en 1786 pour pallier la famine qui sévit (CARDOSO GALUÉ, 1973 ; FLORESCANO, 1981). Environ 14 000 ha sont déjà semés au mois de mai dans l'évêché du Michoacán (Valladolid) avant l'arrivée des premières pluies (CHAVEZ OROSCO, 1953)<sup>8</sup>. Ces emblavures exceptionnelles auraient permis de juguler la crise dès 1786, démontrant ainsi l'efficacité de ces techniques. Malheureusement, 1786 est une année exceptionnelle et il faut tout le pouvoir de persuasion de l'Église pour que les semis se réalisent, malgré les critiques constantes des grands propriétaires (CARDOSO GALUÉ, 1973). La famine jugulée, tout semble rentrer dans l'ordre établi auparavant et aucune étude historique n'a pu démontrer la permanence de ces techniques après 1786. L'augmentation progressive des surfaces emblavées pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle ne correspond, répétons-le, qu'à une extension horizontale du système céréalier sans modifications techniques.

La mise en œuvre de ces nouvelles techniques, véritable révolution agricole, est donc alors techniquement possible. Elle ne se réalise pas. Tout porte à croire que la logique spéculative des grands propriétaires et leur contrôle accentué sur la propriété foncière, en totale contradiction avec les stratégies paysannes, bloquent toute tentative de changement. Chaque grand propriétaire a intérêt à produire plus pour pouvoir vendre davantage de grains en période de pénurie. Mais pour cela, il est plus efficace et moins coûteux d'accentuer sa domination territoriale et de contrôler un nombre croissant de métayers, plutôt que de chercher à accroître les rendements. Les contradictions de ce système agraire ne permettent pas que soient réunies les conditions nécessaires au développement de réels progrès. Les autorités les plus clairvoyantes (et parmi elles, l'évêque du Michoacán) proposent pourtant de distribuer gratuitement les terres royales aux pauvres et d'inciter les grands propriétaires à louer des parcelles à ceux qui veulent les travailler (FLORESCANO, 1969, 1981). Mais cette politique caritative « moderne » ne remet pas sérieusement en cause les structures du système « latifondiaire ».

## *L'émigration*

Pour les petits propriétaires indépendants, dont les exploitations sont morcelées par les divisions héréditaires et menacées d'absorption par

8. Une partie importante de cette surface correspond en réalité au maïs semé très tôt dans les régions hautes du Michoacán (plateau tarasque) et qui profite de l'humidité résiduelle importante de ces sols (andosols).

le grand domaine, pour les fermiers et les métayers qui supportent la pression croissante des prélèvements<sup>9</sup> (la main-d'œuvre de plus en plus nombreuse le permet), la tentation d'aller chercher fortune ailleurs est grande. La mobilité démographique est d'ailleurs très forte dans toute la région centre-occidentale de la Nouvelle Espagne (BRADING, 1988). À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et pour la première fois, les courants migratoires s'inversent au détriment du Bajío dont la main-d'œuvre (MORIN, 1979) commence à partir dans toutes les directions, mais surtout vers le sud et l'ouest à proximité du rebord de l'altiplano : Zamora, Cotija, Jiquilpan, et San José de Gracia connaissent alors une forte croissance démographique (MORENO GARCIA, 1980 a ; GONZALEZ, 1979 ; TAPIA, 1986 ; CALVO, 1988). Tacambaro, Ario, Urecho, Peribán, Tamazula et Tuxpan, situés sur les « balcons » intermédiaires assurant la transition avec les Terres Chaudes vivent également un « boom » démographique largement dû à l'immigration<sup>10</sup>. Enfin, les terres tropicales presque inhabitées depuis l'effondrement démographique du XVI<sup>e</sup> siècle commencent à peine à se repeupler (ROBINSON, 1988 ; BARRETT, 1975 a).

C'est la région pauvre des Altos de Jalisco qui, la première, perd de nombreuses familles dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. Plus froide, chichement pourvue en eau d'irrigation, cette région ressent alors plus durement encore les crises agricoles. De surcroît, la propriété et les structures d'exploitation y sont davantage morcelées que dans le Bajío, les petits tenanciers, fermiers et métayers plus nombreux. L'exode des familles en surnombre et leur installation dans la région de Cotija constituent l'un des plus importants de ces mouvements migratoires. Bien que peu étudié, il a été signalé par François Chevalier (1983), Luiz Gonzalez (*comm. pers.*) et Jean Meyer (1973 c, 1988, *comm. pers.*)<sup>11</sup>. Nous montrerons qu'il se poursuit à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle vers les terres encore presque vierges de la Sierra de Coalcomán et en direction de la côte du Pacifique, façonnant d'une marque indélébile le paysage ethnique, culturel et économique des régions concernées, en fondant la société blanche et altière des rancheros.

Cette migration lente et spontanée est le fait de la paysannerie. Ce sont les petits tenanciers, les métayers et les fermiers qui émigrent, et non les grands propriétaires ou même leurs travailleurs salariés ou journaliers. Car on imagine mal les péons, entièrement dépossédés de leur outil de travail et souvent « attachés » au grand domaine par les dettes contractées ou par la peur de perdre un emploi misérable mais permanent, se lancer sur les chemins. Les petits paysans ou les éleveurs qui choisissent de partir n'ont rien à voir non plus avec les hordes d'indigents faméliques qui peuplent alors les chemins ou convergent vers les villes pendant les grandes crises agricoles. Pour ces derniers, l'émigration est d'ailleurs interdite : les lois

9. BRADING (1988). D'après Claude MORIN (1979), le loyer de la terre passe de 5 à 10 pesos par *fanega* semée (environ 1 hl de grains) dans le Bajío.

10. D'après Claude MORIN (1979), la population de Ario et de Urecho croît à un rythme annuel de 4 % entre 1742 et 1792. Voir également Sherburne F. COOK et Woodrow BORAH (1977). La population du sud-ouest de l'État de Jalisco est multipliée par 10 entre 1700 et 1790. Elle croît également très rapidement durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle.

11. D'après les études généalogiques de Andres FABREGAS (1986), le peuplement tardif des Altos de Jalisco se serait effectué progressivement du nord vers le sud au fil des générations, préfigurant ainsi le glissement démographique observé par la suite vers le sud et vers l'ouest. Arandas, village situé au sud de cette région, n'est fondé qu'en 1764.

coloniales de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle contrôlent le vagabondage et les provinces épargnées par la famine ne voient pas d'un bon œil l'arrivée des mendiants<sup>12</sup>.

En revanche, les nombreuses lois de colonisation agricole élaborées après l'Indépendance facilitent l'installation de colons sur les terres moins peuplées ou vierges (MENDIETA Y NUÑEZ, 1986 ; CORROMINA, 1986). Elles permettent de légaliser un mouvement démographique déjà actif, en lui donnant un fondement juridique en situation de frontière agricole, mais elles n'interviennent pas directement dans les régions déjà occupées, même faiblement. Elles restent lettre morte si l'émigration ne constitue pas déjà un élément structurel et dynamique du système agraire.

Après l'Indépendance, « on croyait que le pays, loin de nécessiter une répartition équitable de la terre, nécessitait plutôt une meilleure distribution de la population sur le territoire... » (MENDIETA Y NUÑEZ, 1986). En évitant ainsi le problème foncier, les libéraux du XIX<sup>e</sup> siècle auraient frustré la révolution de l'Indépendance née dans le grenier de la Nouvelle Espagne où les soulèvements populaires massifs trouvaient leur sens dans la lutte agraire.

Les zones d'accueil sont moins touchées par les crises agricoles : pendant la famine de 1785-86, on ne compte que quelques dizaines ou centaines de morts dans les villages situés en bordure de l'altiplano ou sur les balcons intermédiaires (Taretán, Tancitaro, Ario, Peribán, Jiquilpan, Tuxpan) et moins encore dans la vallée tropicale des Terres Chaudes (Apatzingán, Tepalcatepec, Amatlán) ou dans la Sierra de Coalcomán (CARRENO ALVARADO, 1978), il est vrai, faiblement peuplée. Les provinces du sud (Guerrero, Oaxaca), contrairement au Bajío, ne sont presque pas touchées par la crise et regorgent de grains (FLORESCANO, 1981). En moyenne, le maïs est moins cher à mesure que l'on s'éloigne du Bajío vers le sud (MORIN, 1979).

Les régions montagneuses du sud constituent également un refuge idéal pour les familles déplacées par les guerres d'Indépendance, particulièrement violentes dans le Bajío, et pour les guérilleros irrédutibles retranchés dans la Sierra de Coalcomán<sup>13</sup>.

Mais les zones d'accueil sont surtout beaucoup moins peuplées. L'étude des densités démographiques présente de nombreuses difficultés car la superficie des entités considérées dans les différents rapports ou recensements de population n'est jamais signalée, pas plus que les limites changeantes du découpage administratif. Les données rassemblées en annexe 1 (p. 310) permettent cependant d'avancer les chiffres approximatifs du tableau 1 (p. 30).

Les principales zones d'accueil ont une densité démographique deux à trois fois moins élevée que les régions de départ, peuplées environ

12. Édité du roi du 11 octobre 1785 (FLORESCANO, 1969, 1981).

13. C'est le cas notamment du cacique-guérillero Gordiano Guzman, qui installe ses retranchements à Aguililla (OLVEDA, 1980).

Ensemble géographique	Petite région	Densité démographique (hab./km <sup>2</sup> )		
		1793	1822	1885-90
Mexique central	Altos de Jalisco		20	40
	Guanajuato	14	18	
	Vallée de Zamora		15	34
Région intermédiaire	Jiquilpan-M. Cast.		6	15
	Los Reyes		11	13,5
	Cotija		8	31
	Tocumbo-Tinguindin		7	28
	Sud du Jalisco		4	15
Région tropicale	Terres Chaudes		1	3
	Sierra Madre del Sur		0,4	2
	Sierra sud-Jalisco		?	5

Tableau 1

*Évolution de la densité démographique dans quelques régions du Mexique occidental pendant le XIX<sup>e</sup> siècle*

Sources : voir annexe 1 (p. 310).

de 20 hab./km<sup>2</sup>. La région qui reçoit le plus d'immigrants en provenance des Altos de Jalisco ne compte alors que 8 hab./km<sup>2</sup> environ (Cotija, Tinguindin, Tocumbo). C'est celle qui connaît la plus forte croissance démographique pendant le XIX<sup>e</sup> siècle; la densité atteignant environ 30 hab./km<sup>2</sup> à la fin du siècle. La région de Jiquilpan et le sud de l'État de Jalisco voient leur densité démographique tripler<sup>14</sup>. Celle de la dépression des Terres Chaudes et de la Sierra de Coalcomán augmente également, mais reste très faible : 2 à 3 hab./km<sup>2</sup>. Pendant ce temps, la densité démographique des régions d'origine des migrants, déjà élevée, double entre 1822 et 1890.

En remontant sur le rebord occidental de l'altiplano, après avoir traversé le Bajío, les paysans originaires de la région des Altos de Jalisco découvrent un paysage peu différent de celui qu'ils ont laissé : des collines caillouteuses séparées de vallées ou de bassins aux sols plus profonds, un climat un peu moins rigoureux, peut-être plus humide, des clôtures en pierres moins nombreuses. On peut alors attendre des grands propriétaires de meilleures conditions de travail, un contrôle des pâturages moins strict, un accès au bois de chauffage plus aisé, peut-être aussi une rente foncière moins élevée et des sols non encore épuisés par le système céréalier. Dans l'hacienda de Cojumatlán, au sud du lac de Chapala, trente familles s'installent ainsi comme fermiers ; d'autres achètent une fraction de terrain, en profitant de prix plus avantageux que dans le Bajío (GONZALEZ, 1979).

En morcelant de ce fait les structures d'exploitation de l'hacienda - même si la structure foncière reste inchangée -, ces paysans jettent les bases d'une nouvelle société agraire, celle des fermiers, métayers et petits propriétaires qui travaillaient déjà la plus grande partie des terres cultivées de leur région d'origine. Tout se passe donc comme si la paysannerie, nouvellement installée à Cotija, reproduisait à l'identique une organisation sociale en expansion durant tout le

14. En excluant les zones montagneuses qui bordent le bassin du Río Tepalcatepec.

xix<sup>e</sup> siècle. Une fois les terrains les plus accessibles occupés, les paysans franchissent le rebord surélevé du plateau qui domine Cotija ; ils s'installent sur les pentes découpées et abruptes qui plongent vers les terres tropicales et forment un ensemble montagneux complexe, très accidenté, disséqué par l'érosion. C'est la Sierra de Cotija, qui se poursuit dans l'État de Jalisco, dont les crêtes délimitent le bassin du Río Tepalcatepec. Le milieu change alors brutalement et devient forestier. La terre y est aussi particulièrement bon marché parce que non défrichée. En dessous de l'étage écologique dominé par les pins, les colons expérimentent un nouveau système de culture, sur brûlis et à friche de très longue durée.

Devant la situation de blocage que connaît la région centre-occidentale du Mexique, l'émigration apparaît donc comme la seule solution aux enfants de fermiers, métayers ou petits tenanciers, qui souhaitent à leur tour s'installer. Le système agraire du grenier de Nouvelle Espagne semble atteindre sa limite de capacité car l'intensification, pourtant techniquement possible, ne se produit pas. L'agriculture reste comparable à celle du haut Moyen Âge européen et l'Indépendance n'ébranle pas les structures sociales qui bloquent le changement. Devant la saturation du système, la productivité du travail a sans doute tendance à baisser : des techniques inchangées, davantage de bras pour un espace limité, un système de maintien de la fertilité limité, sans parcage de nuit ni *a fortiori* de production de fumier, des rendements orientés vraisemblablement à la baisse. En revanche, l'émigration permet probablement de retrouver, ou de maintenir, un niveau déterminé de la productivité du travail sans nécessiter pour cela une révolution technique. Dans les régions tempérées et boisées, la culture sur brûlis correspond sans aucun doute à un accroissement significatif de la productivité du travail et à l'obtention de meilleurs rendements. L'émigration apparaît alors comme la meilleure solution pour échapper à la baisse de la productivité du travail. Elle dispense en quelque sorte de l'intensification. En outre, elle fonctionne déjà comme une soupape sociale, à l'image de l'émigration vers les États-Unis d'Amérique, si importante au xx<sup>e</sup> siècle.

## HISTOIRE DU PEUPEMENT DANS LA SIERRA DE COALCOMÁN

---

Quand la région occidentale de l'altiplano mexicain connaît un véritable « boom » démographique vers la fin de l'époque coloniale, la grande chaîne de montagnes qui borde l'océan Pacifique (la Sierra



Madre del Sur) est encore presque inhabitée. En effet, après l'effondrement démographique du XVI<sup>e</sup> siècle dont les populations indiennes sont victimes, la Sierra de Coalcomán reste peu peuplée jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, époque à laquelle elle connaît un essor démographique rapide (fig. 4, p. 23). Cette augmentation de population est surtout due à l'immigration massive de paysans originaires de la région de Cotija, elle-même occupée depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle par des familles aux origines plus septentrionales, issues des hauts plateaux des Altos de Jalisco et du Bajío. Le peuplement de la Sierra de Coalcomán correspond donc à la poursuite vers le sud du glissement démographique, déclenché un siècle auparavant par les petits tenanciers, fermiers et métayers du centre du pays.

### *Les origines indiennes*

Avant l'arrivée des Espagnols, la Sierra Madre del Sur n'est pas déserte. La région, connue sous le nom de Motines<sup>15</sup>, abrite une population indienne importante - peut-être 30 000 personnes -, dispersée dans les montagnes côtières, qui gravite autour de deux pôles fédérateurs : Coalcomán et Motines. La partie basse de la Sierra est la plus densément peuplée et constitue l'une des rares concentrations indiennes du Pacifique, avec le pôle de Zacatula (BRAND, 1960 ; LECOIN *et al.*, 1986). L'état encore balbutiant de la recherche archéologique dans l'ouest du Mexique ne permet pas d'affirmer avec certitude à quel empire ou royaume ces Indiens étaient rattachés.

Malgré la persistance d'ambiguïtés linguistiques et toponymiques, ces populations appartiendraient à la grande famille nahua, plus ou moins dépendante de l'empire aztèque et de sa capitale Tenochtitlan. Ces villages auraient alors constitué des sortes de garnisons avancées, complétant ainsi l'encercllement du royaume indépendant tarasque du Michoacán. Mais à l'arrivée des Espagnols, les armées tarasques gagnent du terrain et font échec à l'impérialisme aztèque. Au XV<sup>e</sup> siècle, la grande dépression des Terres Chaudes et une partie de la Sierra jusqu'à Coalcomán sont sous le contrôle du royaume tarasque, soucieux de son approvisionnement en produits tropicaux - cacao, coton, plumes, sel - et en métaux précieux. L'armée du Michoacán atteint la côte vers 1460, étendant ainsi son hégémonie à l'ensemble de la province de Motines<sup>16</sup>.

Le mode d'exploitation du milieu naturel est sans doute basé sur la culture du maïs en essart, interrompue par de longues périodes de repousse forestière. L'habitat dispersé permet la mise en valeur d'un très grand territoire, le jardinage des bords de torrents et de nombreuses activités complémentaires : chasse-cueillette, mais aussi extraction du sel sur les plages, ramassage des coquillages et pêche

**15.** La région de Motines correspond approximativement aux quatre communes actuelles de Aquila, Coahuayana, Villa Victoria et Coalcomán ; région délimitée par les Ríos Coahuayana et Nexpa.

**16.** La limite des empires aztèque et tarasque fait l'objet de controverses. Voir en particulier les travaux de Donald D. BRAND (1952, 1960), et de Gonzalo AGUIRRE BELTAN (1952). Les affrontements périodiques entre les Indiens de la côte et les Tarasques sont clairement mentionnés dans la *Relacion de Motines* écrite en 1580 (OCHOA et SANCHEZ DIAZ, 1981). Voir également Ignacio M. DEL CASTILLO et Raul GUERRERO (1946).

côtière. Si l'on accepte l'hypothèse d'une population concentrée surtout dans la zone côtière<sup>17</sup>, dans les limites de l'actuelle commune de Aquila, la densité de population est alors élevée, compte tenu du mode de mise en valeur par abattis-brûlis et des caractéristiques du milieu naturel : environ 10 hab./km<sup>2</sup>, chiffre supérieur à l'actuelle densité de population<sup>18</sup>.

Après le pillage de la capitale tarasque, les Espagnols poursuivent la conquête de l'ouest à la recherche des mines d'où pouvaient provenir toutes les richesses accumulées à Tzintzuntzan. C'est ainsi qu'ils découvrent la région de Motines et ses mines d'or (1524). L'exploitation s'organise sur la base de l'*encomienda*<sup>19</sup> et du travail forcé (esclavage) dans les mines et les plantations de cacao (BRAND, 1960 ; AGUIRRE BELTAN, 1952). En outre, les Indiens doivent payer le tribut : toiles de coton, volailles, maïs et haricots pour les mines (DEL PASO Y TRONCOSO, s. d.).

Cet âge d'or dure peu car les mines sont presque abandonnées douze ans plus tard. Elles se situent trop loin des centres urbains et sont sans doute difficiles à approvisionner en vivres et en main-d'œuvre car la population est anéantie par les épidémies. Les *encomenderos*, voyant fondre leur capital (la main-d'œuvre) à grande vitesse, abandonnent la partie et se retirent vers Colima ou Zacatula pour se consacrer à leurs plantations de cacao (BRAND, 1960 ; ARREOLA CORTES, 1980)<sup>20</sup>. Enfin, la découverte d'extraordinaires veines d'argent à Zacatecas détourne à jamais l'attention ; la région côtière du Michoacán est oubliée. Soixante années après la conquête, les habitants souffrent de faim et d'épidémies. La région est désertée par les Espagnols. Les descriptions de 1580<sup>21</sup> font état de nombreux villages abandonnés et d'une activité humaine ralentie, réduite. Il ne reste que 10 % de la population autochtone. Contrairement aux régions froides du Michoacán où les pertes démographiques sont moindres, les Terres Chaudes, la Sierra de Coalcomán et la côte sont décimées (fig. 5). La densité démographique devient inférieure à 1 hab./km<sup>2</sup> dans tout le sud du Michoacán : 0,26 hab./km<sup>2</sup> pour la Sierra Madre del Sur (AGUIRRE BELTAN, 1952). La dépression des Terres Chaudes (Tepalcatepec, Apatzingán) et la côte sont les plus touchées. Les Indiens de Coalcomán, bénéficiant d'un climat plus sain, et ceux de Tizupan et de Huahua, plus éloignés de l'agitation des mines et des plantations de cacao, semblent résister un peu mieux.

Traditionnellement dispersés sur l'ensemble du massif, les Indiens sont rassemblés en villages pour faciliter leur adaptation à la civilisation occidentale, organisée autour de l'Église, et permettre leur contrôle politique et fiscal. Cette politique des « congrégations », mise en place par l'administration coloniale et l'Église au xvi<sup>e</sup> siècle<sup>22</sup>, rend en fait encore plus précaires les conditions d'existence des popula-

17. Les *Relaciones* de 1580 le laissent entendre (OCHOA et SANCHEZ DIAZ, 1981 ; Leccoin *et al.*, 1986).

18. Donald D. BRAND (1960) avance le chiffre de 35 000 habitants dans la province de Motines avant l'arrivée des Espagnols. Nous considérons que les deux tiers environ de cette population vivaient sur le territoire de l'actuelle commune de Aquila, qui couvre une surface de 2 300 km<sup>2</sup>, soit une densité de 10 hab./km<sup>2</sup>. La population était en 1980 de 19 700 habitants, soit une densité de 8,5 hab./km<sup>2</sup>.

19. L'*Encomienda* est une sorte de délégation de pouvoir royal sur la population d'un territoire, avec charge pour son bénéficiaire (*encomendero*) de l'administrer et de la christianiser.

20. Voir également Maria de la Cruz R. LABARTHE (1969), qui note la même évolution pour la province voisine de Zacatula.

21. Il s'agit de textes écrits vers 1580 en réponse à un questionnaire envoyé par le roi d'Espagne aux *corregidores* et aux *alcaldias* : *Relacion de Maquili, Relacion de Motines et Relacion de Coalcomán* (OCHOA et SANCHEZ DIAZ, 1981).

22. *Relacion de Motines et Relacion de Coalcomán* (OCHOA et SANCHEZ DIAZ, 1981). La congrégation de Maquili est signalée par Ernesto DE LA TORRE VILAR (1984). Ces congrégations auraient été organisées par les premiers Franciscains installés sur la côte à partir de 1530, puis par le visiteur Lebron de Quinones (BRAND, 1960).

23. DE LA TORRE VILLAR (1984) ; *Relacion de Motines* (OCHOA et SANCHEZ DIAZ, 1981) ; *Relacion de agravios de los naturales de la provincia de los Motines de Colima contra su Alcalde Mayor y Juez Congregador (1603-1604)* (ARREOLA CORTES, 1980).

24. Sur cette période, voir les rapports de ZARATE Y MANZO (1789) et de Diego LASAGA (1978). Voir également *Noticias de la Juridiccion de Motines del Oro, fechas en 6 de julio de 1791* (DEL CASTILLO ET GUERRERO, 1946) : Par décision du vice-roi en 1768, la défense militaire de la côte contre les événements pirates et invasions est confiée aux Indiens de ces villages, organisés alors en troupes d'Indiens archers et dirigées par le colonel Salceda. En échange de ce service gratuit, les Indiens de ces villages sont exemptés du paiement du tiers de leur tribut (BRAND, 1960).

25. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, les confréries de Ostula, Pómaro, Coire et Coalcomán possèdent respectivement 230, 126, 88 et 152 têtes de gros bétail (bovins et équins confondus) d'après Juan ZARATE Y MANZO (1789). Voir également DE LA TORRE VILLAR (1967). Sur la pauvreté des paroisses voir aussi : *Cartas del cura del curato de Coalcomán.... de 1740* ; MAZIN (1988) ; GONZALEZ (1985).

tions indigènes. En effet, elle contredit la logique d'un mode d'exploitation du milieu qui exige un habitat dispersé, au risque de voir s'allonger indéfiniment la marche d'approche au champ de maïs. En outre, elle accélère la propagation des épidémies et donne lieu à toutes sortes d'abus commis au détriment des communautés indiennes : tribut exagéré, corvées multiples et travail à façon pour filer le coton, trafics en tous genres, invasions foncières<sup>23</sup>. Vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, la plupart des villages de bord de mer ont disparu et le minimum démographique est atteint (BRAND, 1960). Contrairement à l'évolution observée pour l'ensemble du Mexique centre-occidental, le sud du Michoacán ne connaît aucun rétablissement démographique pendant tout le XVIII<sup>e</sup> siècle. À la fin du siècle, six villages nahua ont survécu : Maquili, Aquila, Ostula, Pómaro et Coire, non loin de la côte mais installés à l'intérieur des terres, et Coalcomán dans la haute vallée du même nom. Dans chaque village, quelques dizaines de familles survivent grâce au semis du maïs en essart, sans que les techniques précolombiennes aient été réellement modifiées. La vente du produit de la cueillette permet de payer le tribut désormais exigé en espèces : cire et résine de copal récoltées dans la forêt, sel et noix de coco ramassés sur la plage<sup>24</sup>. Coton, cacao et vanille ne sont plus cueillis que pour l'usage domestique. Les familles espagnoles ou métisses sont rares et surtout installées dans la plaine de Coahuayana pour la culture intensive du coton. Enfin, la présence religieuse est maintenue à grand-peine dans les principaux villages (Pómaro, Maquili et Coalcomán), grâce aux maigres produits obtenus des confréries créées à proximité des villages sur les terrains indivis. Constituées, à leurs débuts, dans le but de subvenir aux besoins du culte et des festivités religieuses, les confréries s'enrichissent grâce aux dons accumulés et disposent finalement d'un capital relativement important. Jouissant d'un droit d'usage sur d'importants terrains indivis, elles possèdent vraisemblablement les seuls troupeaux importants de la région<sup>25</sup>.

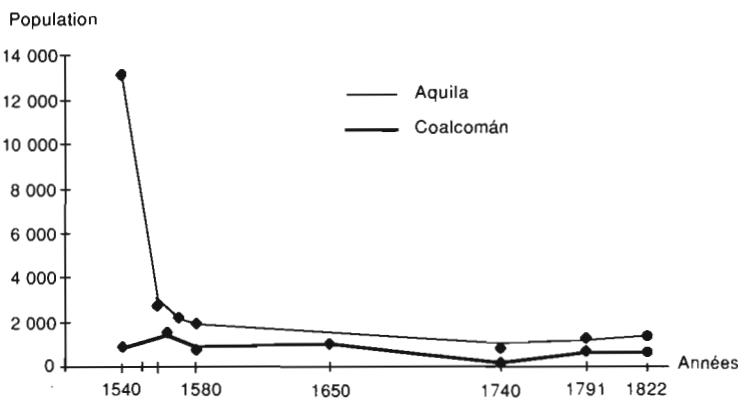


Figure 5

Évolution démographique des communes de Aquila et de Coalcomán pendant la période coloniale.

À la veille de l'Indépendance, la Sierra de Coalcomán n'a donc pas encore retrouvé le niveau démographique du XVI<sup>e</sup> siècle. Elle reste presque vide d'hommes. Les Indiens sont peu nombreux, 300 ou 400 familles, mais la terre leur appartient encore. Bien que les communautés indigènes ne soient pas en mesure de présenter leurs titres de propriété, les grands domaines déjà constitués à la périphérie de cet immense territoire ne sont pas encore menaçants et leurs occupants ne disposent pas davantage de titres de propriété. Les terres abandonnées ou occupées illégalement sont pourtant déclarées « terres royales » et mises à la vente aux enchères. Aucun acheteur ne se présente malgré les prix dérisoires<sup>26</sup>. La vallée de Coalcomán, moins accidentée et déjà connue de plusieurs familles espagnoles installées à Coalcomán, n'est pourtant occupée par aucune hacienda. Seule la partie nord-ouest de l'actuelle commune de Coalcomán est alors contrôlée par l'hacienda de Pantla, ainsi que l'actuelle commune de Coahuayana à l'ouest, occupée par plusieurs haciendas cotonnières. Les grands domaines, qui limitaient à l'est la région encore indienne de Coalcomán et de la côte, ne constituent en aucune manière des haciendas semblables à celles décrites pour le Bajío. Personne ne connaît alors les frontières approximatives de ces territoires. Il faut, pour y travailler, payer un « impôt » ou un « loyer » au patron et, pour y voyager ou y faire du commerce muletier, lui régler un péage<sup>27</sup>.

C'est au cours du XIX<sup>e</sup> siècle que la haute vallée de Coalcomán commence à se repeupler (fig. 6) grâce à l'immigration progressive de familles blanches et métisses. Ce développement est d'abord provoqué par l'ouverture de mines de fer et l'installation d'une fonderie. Coalcomán devient alors célèbre (*Real de Minas*) car sa production de fer, indispensable à la suite du blocus maritime imposé par l'Angleterre en 1796, est utilisée dans les mines de Guanajuato puis par les insurgés indépendantistes retranchés dans les montagnes du sud. Après les destructions provoquées par les guerres et l'armée royaliste, on tente de réactiver l'industrie du fer et d'attirer à Coalcomán une population plus nombreuse, grâce à une forte campagne de propagande. Mais les immigrés ne constituent pas une main-d'œuvre stable ni propice aux activités industrielles. Ce sont principalement des populations réfugiées, des bandits et des guérilleros retranchés, chassés du Mexique centre-occidental par les guerres d'indépendance et l'instabilité chronique qui se manifeste jusqu'en 1867. Pour relancer l'activité minière, on propose même la construction d'un pénitencier dont les détenus constitueraient une force de travail à pied d'œuvre<sup>28</sup>.

La frange côtière (correspondant à l'actuelle commune de Aquila) n'est pas fondamentalement perturbée par le flux migratoire qui peuple la vallée de Coalcomán. Elle reste essentiellement indienne.

26. - *Denuncia de Tierras Realeñas - por el Lic. Pacheco 1798*, cité par Raul ARREOLA CORTES (1980).

Ces terres sont proposées à un prix cent à mille fois inférieur au prix moyen des plus mauvaises terres du Bajío.

27. C'est notamment le cas du latifundium de Salceda, ancien colonel des troupes d'Indiens archers (ARREOLA CORTES, 1980).

28. Sur l'histoire des mines à Coalcomán, on consultera : MARTINEZ DE LEJARZA (1974) ; BRAND (1960) ; RUIZ (1940) ; SANCHEZ DIAZ (1979) ; ARREOLA CORTES (1980).

L'étude des archives paroissiales conservées à Coalcomán montre que les mariages, contractés par les populations côtières, se réalisent à l'intérieur d'une même communauté ou entre deux villages voisins, sans jamais faire appel aux familles blanches installées à Coalcomán<sup>29</sup>. Cette séparation raciale est également visible si l'on analyse les documents disponibles relatifs au paiement de la dîme dont les Indiens étaient exemptés. L'église de Coalcomán collecte une dîme (surtout du maïs, quelques têtes de bétail et quelques fromages) dix fois plus élevée que celle de Maquili ou de Pómaro, en terres indiennes. Coahuayana, habitée par une population en majorité non indienne, paie une dîme beaucoup plus importante, liée à la production cotonnière. Seule l'hacienda de Hihuitlán et de Trojes (ancienne hacienda de Pantla divisée), dans l'actuelle commune de Villa Victoria, est mentionnée comme telle et s'acquitte de la dîme<sup>30</sup>. Le développement démographique de la région est donc limité à la seule vallée de Coalcomán. Le flux migratoire qui l'alimente est en réalité purement conjoncturel et de faible ampleur. Il ne permet pas l'essor de l'activité métallurgique qui tombe en désuétude, malgré les offres attractives proposées aux nouveaux venus et le support juridique des lois de colonisation de 1828 (GUTIERREZ DE SALCEDA, 1905). Ce n'est pas une migration paysanne. Le grand mouvement démographique, évoqué à partir de la région centrale du Bajío, s'est arrêté sur le rebord des terres froides ou dans la dépression des Terres Chaudes qui, elle, connaît un développement agricole important. Les grands domaines de la vallée de Apatzingán s'agrandissent au détriment des terrains communaux. À la périphérie de ces haciendas, de nombreux ranchos sont affermés ou deviennent indépendants. L'essor de la culture commerciale du riz, de la canne à sucre et de l'indigo nécessite l'élevage associé de chevaux et de mules et le développement rapide du commerce muletier en direction des centres de consommation et des manufactures textiles : Bajío, Guadalajara, Mexico, Puebla. De grands domaines d'élevage sont aussi présents depuis le xvii<sup>e</sup> siècle dans la vallée de Apatzingán ; les troupeaux augmentent malgré les destructions occasionnées par les guerres (SANCHEZ DIAZ, 1979, 1987 a ; BARRETT, 1975 b).

### *L'arrivée massive des populations blanches*

Après plus d'un demi-siècle d'évolution lente, la population de la Sierra de Coalcomán croît très rapidement à partir de 1870. Sur la figure 6, deux courbes apparaissent clairement différenciées : la première, dessinée en trait gras, décrit l'évolution démographique des régions hautes de la Sierra dans les limites actuelles des communes de Coalcomán et de Villa Victoria. Elle met en évidence un double-

29. Archives paroissiales de Coalcomán 1855-1863.

30. Archives de la Casa de Morelos.

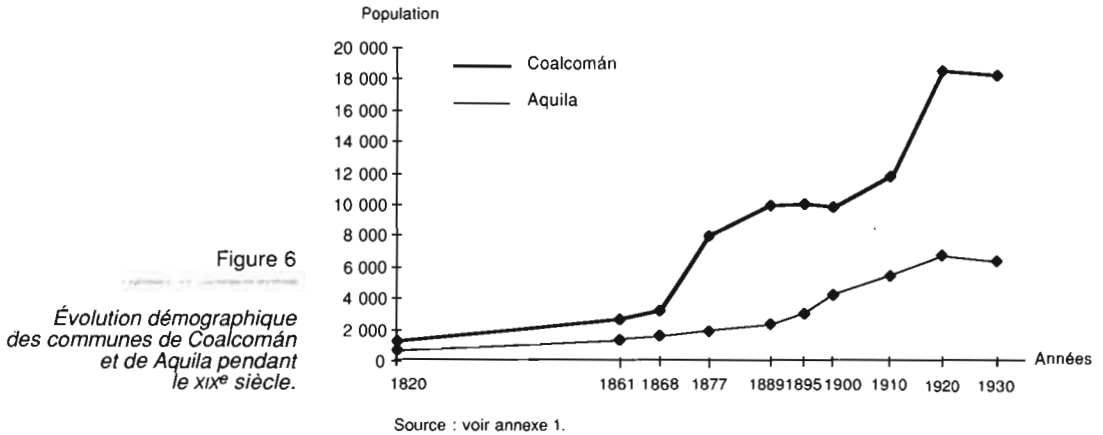
ment brutal de la population entre 1870 et 1890 suivi, après un palier de dix ans, d'un deuxième doublement entre 1900 et 1920. La deuxième courbe, dessinée en trait fin, décrit l'évolution démographique de la région côtière correspondant à l'actuelle commune de Aquila. Elle connaît elle aussi un essor démographique important, bien que plus lent et décalé d'une vingtaine d'années par rapport à celui enregistré sur les régions hautes.

Au début du xx<sup>e</sup> siècle, le panorama démographique est donc entièrement transformé ; la distribution de la population entre région côtière et Sierra s'est inversée au profit des régions hautes, désormais plus peuplées que les terres tropicales des communautés indiennes de la côte.

Cette croissance démographique accélérée (plus de 5 % par an) n'est pas due au seul accroissement naturel, sans doute voisin de 1 % par an<sup>31</sup>. Elle est surtout provoquée par un afflux massif d'immigrants (encore très présent dans la mémoire des agriculteurs de Coalcomán, puisque de nombreuses personnes âgées ont évoqué avec nous leurs souvenirs ou ceux de leurs parents). Cette migration est également confirmée par l'étude des registres paroissiaux relatifs au mariage : pour les années 1876-1882, par exemple, 54 % des jeunes hommes candidats au mariage ne sont pas originaires de la région de Coalcomán mais y résident depuis quelques années. Environ 34 % des filles prises en mariage sont également nées dans une autre paroisse<sup>32</sup>.

31. C'est le chiffre que l'on peut avancer en considérant les données présentées par Sherburne F. COOK et Woodrow BORAH (1977) pour l'ensemble du Mexique centre-occidental.

32. On consultera l'étude des registres de mariages en annexe 3 (p. 328).



Les enquêtes réalisées dans la commune de Coalcomán et l'étude des registres de mariage permettent d'identifier clairement la principale région d'origine des immigrants. Il s'agit du rebord sud-ouest de l'altiplano et des premiers balcons tempérés qui marquent la descente

33. Roger ROUSE (1988) a étudié un phénomène migratoire très semblable pour la commune voisine de Aguililla.

34. Les fiancés originaires des Terres Chaudes sont très peu nombreux. Voir annexe 3 (p. 328).

35. Ces caractéristiques ethniques n'ont donc rien à voir avec le librentage des soldats français de l'armée impériale dispersée après sa défaite de 1867, comme le veut une légende solidement ancrée dans les esprits.

vers les Terres Chaudes, région centrée autour du bourg de Cotija. Tout le nord de ce rebord - vallée de Zamora, Cienega de Chapala, Bajío et Altos de Jalisco - est également pourvoyeur de migrants mais en moindre nombre, les lieux de naissance étant dispersés sur l'ensemble de ce territoire. D'autres migrants, enfin, sont originaires du sud de l'État voisin de Jalisco, en particulier de la vallée sucrière de Tamazula et Tuxpan, et même de Colima<sup>33</sup> (fig. 7). Ce flux migratoire s'inscrit donc dans la continuité des mouvements démographiques qui commencent dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, à partir tout d'abord des Altos de Jalisco puis du grenier même de la Nouvelle Espagne : le Bajío. Il est constitué de personnes de race blanche (les *Criollos*, d'origine espagnole mais nés au Mexique) ou faiblement métissées, et traverse l'axe néo-volcanique, région indienne, sans entraîner avec lui aucune personne de couleur. Les migrants franchissent également la dépression des Terres Chaudes sans s'arrêter. Leurs habitants, métis ou mulâtres dans leur majorité, ne se joignent pas au mouvement, comme le montre l'étude des registres de mariage<sup>34</sup>. Dès lors, et après anéantissement de la communauté indienne, les habitants de Coalcomán deviennent célèbres pour leur teint clair et leurs yeux bleus. Coalcomán se transforme en une sorte d'enclave blanche, à l'image de Cotija et des Altos de Jalisco<sup>35</sup>.

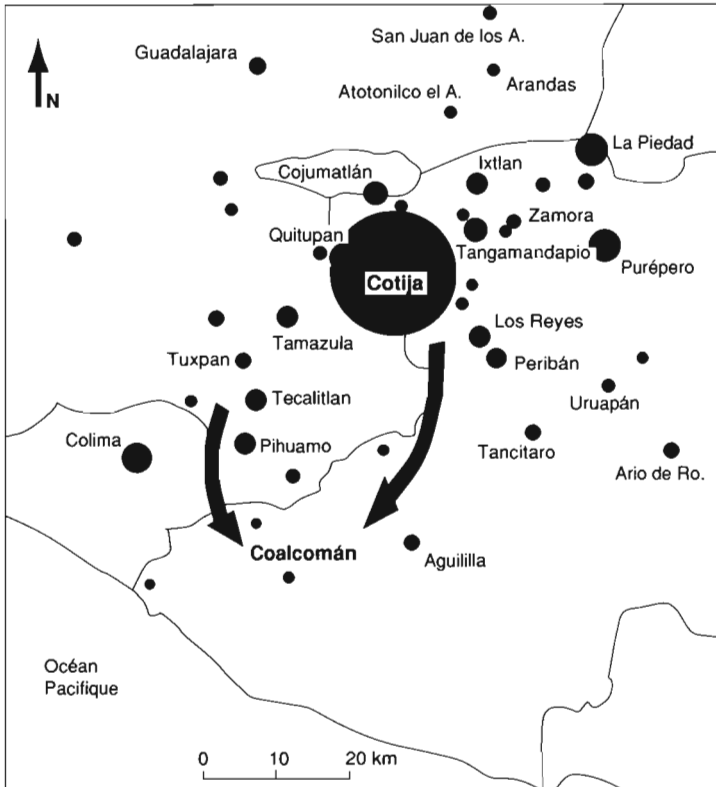


Figure 7

Origine géographique des familles immigrées à Coalcomán (1870-1890).

Source : archives paroissiales de Coalcomán 1876-1883 (voir annexe 3).

Rappelons que, depuis l'Indépendance, les tentatives de développement « planifiées » et appuyées par les lois de colonisation de 1828 ont échoué, sans permettre un peuplement réellement important et stable de la région de Coalcomán. L'abolition des biens dits de mainmorte (les biens possédés et gérés en commun et non transmissibles par héritage), dont jouissaient les communautés indiennes, déclenche brutalement le partage des terrains indivis de Coalcomán entre les membres de la communauté et la vente individuelle des lots aux Créoles et aux métis qui affluent en grand nombre. Elle est responsable de la première vague migratoire observée entre 1870 et 1890. L'installation de cette paysannerie sur les terrains indivis de la communauté indienne de Coalcomán et la disparition consécutive de cette dernière constituent les bases de l'histoire agraire de la région.

## L'APPROPRIATION PRIVÉE DES INDIVIS

---

Nous désignons par terrains indivis l'ensemble des terres appartenant collectivement aux communautés indiennes (mais en général exploitées individuellement). Pendant l'époque coloniale, cette notion est souvent assimilée à celle des « communaux » européens, bien que les terrains concédés par la Couronne aux villages (*pueblos*) aient été désignés sous un autre nom (*propios*) (MOLINA ENRIQUEZ, 1985 ; SILVA HERZOG, 1959). Au Mexique, communauté indienne et commune (ou *municipio*) sont des entités distinctes dans la majorité des cas ; il serait donc plus rigoureux de réserver le terme de communaux aux seuls terrains appartenant au « municipe ». Néanmoins, la rareté de tels terrains, l'assise légale attribuée à ceux qui appartiennent aux communautés indiennes et leur usage équivalent à ceux des anciens communaux européens conduisent à employer indifféremment terrains indivis et communaux pour désigner les terrains appartenant aux communautés indiennes.

### *Fractionnement et vente des terrains indivis de Coalcomán*

L'essor du capitalisme mercantile, des idées libérales et individualistes, font alors de toute propriété collective un obstacle au développement. Pendant les années qui suivent l'Indépendance, des lois sont élaborées dans plusieurs États du Mexique en vue d'organiser l'abolition des droits de mainmorte. Dans le Michoacán, la loi du 18 janvier 1827 et ses lettres d'application (15 février 1828), puis celle du



13 décembre 1851 prévoient déjà le partage des communaux entre tous les membres de la communauté indienne (CORROMINA, 1986). Plus connues, les lois fédérales de la Réforme, votées à partir de 1856 et constitutionnalisées en 1857, proclament l'inviolabilité de la propriété privée et la mise hors la loi de la « propriété » dite de mainmorte. Dans un premier temps, la loi ne concerne que les biens de l'Église - et donc aussi ceux des confréries - qui doivent être mis en vente. Les fermiers bénéficient alors d'une sorte de droit de préemption qui leur permet de devenir propriétaires, moyennant rachat à terme de la propriété et paiement d'un impôt (MOLINA ENRIQUEZ, 1985 ; MENDIETA Y NUÑEZ, 1986 ; SILVA HERZOG, 1959)<sup>36</sup>. Sans ressources suffisantes et effrayés par les menaces du clergé, les fermiers ne peuvent profiter de l'offre qui leur est faite de devenir propriétaires dans le délai de trois mois prévu. Passé ce délai, les terrains sont mis à la vente aux enchères et cédés aux plus offrants<sup>37</sup>. La circulaire du 9 octobre 1856 exonère d'impôt le rachat des petites fractions de terre évaluées à moins de 200 pesos. Elle facilite donc, théoriquement, le partage égalitaire des terrains indivis en petites fractions entre les propres membres des communautés indiennes, désormais touchées par la loi. En théorie, les Indiens restent donc maîtres chez eux, à condition d'accepter de recevoir individuellement une fraction des communaux et de devenir de ce fait propriétaires. Mais devenir propriétaires est aussi le désir le plus cher des populations métisses ou des Créoles pauvres, fermiers ou métayers. Ce sont ces derniers qui, le plus souvent, rachètent une à une les parcelles mises en vente par les Indiens, comme ce fut le cas à Coalcomán.

Les lois de la Réforme ne constituent, en réalité, que le paroxysme de la législation libérale car elles s'inscrivent dans un processus de longue durée, commencé dès l'Indépendance, dont l'application est déjà largement avancée dans certains États ou, au contraire, retardée par la résistance indienne (MEYER, 1973 b, 1984).

Le partage des indivis de Coalcomán, effectué en 1871, est donc relativement tardif si l'on songe qu'il se réalise quarante-quatre ans après le vote de la loi michoacannaise de 1827. Malgré les empiétements successifs, perpétrés par les haciendas de Trojes et de Coahuayana sur la marge nord-ouest de la région (cet empiétement est en partie postérieur), le territoire contrôlé par les communautés indiennes de la côte et de Coalcomán était immense, de l'ordre de 500 000 ha d'après nos estimations (fig. 8)<sup>38</sup>. Il est probable que le partage tardif des communaux de Coalcomán soit dû au peuplement, non moins tardif, de la vallée de Coalcomán par les familles blanches ou métisses venues de Cotija. Rappelons que l'immigration observée à Coalcomán dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle est surtout conjoncturelle, instable et ne correspond pas à une stratégie d'installation

**36.** Devant la résistance au clergé, ses biens sont nationalisés en 1859.

**37.** Contrairement aux objectifs de la loi, c'est donc la grande propriété et la spéculation qui sont favorisées (MOLINA ENRIQUEZ, 1985 ; MENDIETA Y NUÑEZ, 1986).

**38.** Contrairement à la situation observée dans la dépression des Terres Chaudes, les communautés indigènes de la Sierra Madre del Sur n'ont pas affermé leurs terrains durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle (SANCHEZ DIAZ, 1979).

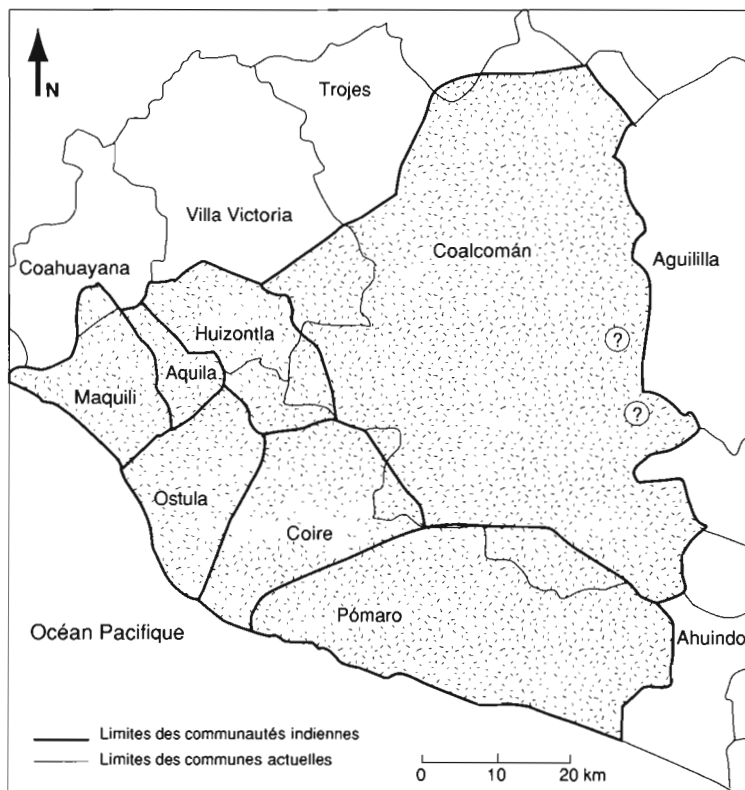


Figure 8

*Territoire des communautés indiennes avant le fractionnement des indivis.*

Source : voir annexe 4.

dans l'agriculture. Après 1860, la pression de la population blanche augmente et plusieurs familles louent ou achètent illégalement certaines parcelles communales aux Indiens. Ainsi, plusieurs années avant que ne commence le processus légal d'abolition des droits de mainmorte (« désamortisation »), le fractionnement et la vente des communaux aux personnes étrangères à la communauté sont déjà commencés, si l'on en croit les « défenseurs indigénistes » de l'époque : « qu'il soit demandé... (à l'empereur Maximilien)... la répartition des terres inoccupées entre tous les indigènes qui, imprudemment, ont vendu à vil prix leurs biens communaux, et entre les autres qui, désœuvrés, sont sur le point de se laisser aller à la révolution et au vol » (ROMERO, 1880). C'est donc la pression croissante de la population allochtone, déjà installée à Coalcomán, qui déclenche le partage « légal » des communaux, légitimant ainsi un processus en marche depuis déjà plusieurs années. Dans la région côtière encore peu connue des populations blanches, seules les communautés indiennes de Huizontla et de Maquili sont réellement affectées par la « désamortisation », mais avec vingt ans de retard. Dans les autres communautés (Ostula, Coire et Pómaro), la pression créole est faible ou nulle et

le partage des indivis ne se réalise pas, malgré l'insistance et les encouragements de l'administration (SANCHEZ DIAZ, 1979).

Dans un premier temps, les Indiens de Coalcomán n'opposent aucune résistance au partage des communaux réalisé en 1871. Le gouvernement met à la disposition de la communauté un commissaire qui divise les terrains en 329 lots, attribués individuellement aux familles indiennes<sup>39</sup>. D'après le préfet de Coalcomán, la surface distribuée représente 400 *fanegas* de terres cultivées dans la vallée de Coalcomán, soit approximativement 2 400 ha. En réalité, la surface totale distribuée dépasse vraisemblablement les 200 000 ha (fig. 8). Chaque famille indienne dispose donc, théoriquement, d'une parcelle de plus de 500 ha, largement suffisante pour subvenir à ses besoins, et non d'un petit lopin de terre comme c'est le cas dans de nombreuses régions du Mexique (MENDIETA Y NUÑEZ, 1986). En réalité, les Indiens ne sont pas préparés à adopter un mode de vie individuel. La mise en valeur du milieu a toujours été organisée autour du système de culture sur brûlis à friche de longue durée. Ce mode d'exploitation du milieu exige alors une certaine gestion communautaire de l'ensemble de l'écosystème cultivé, afin que chaque famille puisse abattre une parcelle de forêt primaire (ou suffisamment reconstituée) chaque année. La chasse et la cueillette complètent l'activité agricole, en réservant à une même famille l'accès à la diversité écologique de l'ensemble du territoire sans qu'aucune clôture n'entrave le libre choix de la parcelle mise en culture. Les semis faits par les Indiens, non protégés, sont par conséquent très vulnérables lorsque les éleveurs créoles ou métis commencent à introduire leur bétail. Manuel Jimenez, membre de la communauté de Coalcomán, est même poignardé « parce qu'il défendait ses semis de maïs d'une vache qui les détruisait »<sup>40</sup>. La cohérence du mode d'exploitation indigène et son maintien sont donc difficilement compatibles avec l'exploitation individuelle d'une même parcelle, par une même famille, tout au long de l'année et d'une année sur l'autre.

La nouvelle forme de mise en valeur, qui s'impose peu à peu, exige la participation d'un capital dont seuls les immigrés disposent. En faisant de l'Indien un être à part entière, un citoyen majeur et débarrassé de la protection paternaliste maintenue par l'administration coloniale, les lois libérales effaçent les derniers obstacles encore présents au jeu des lois de l'accumulation du capital. Il est donc normal qu'une famille indienne - n'ayant pour capital qu'une machette et un bâton planteur, acculée désormais à payer l'impôt foncier - ne puisse résister à une famille immigrée qui, même modeste, dispose d'un petit pécule suffisant (un araire, quelques têtes de bétail, etc.) pour s'approprier immédiatement la parcelle distribuée à la famille indigène.

**39.** Ces informations proviennent de divers rapports administratifs et de la correspondance échangée par les différents protagonistes et le gouvernement.

Ces documents ont été étudiés par Natalio VASQUEZ PALLARES (1944). Cette étude a été ensuite reprise par Donald D. BRAND (1960), puis par Jean MEYER (1973 b) et Raul ARREOLA CORTES (1980) avant d'être complétée par Gerardo SANCHEZ DIAZ (1988).

**40.** Rapport du président municipal au préfet de Coalcomán du 23 novembre 1872, cité par Gerardo SANCHEZ DIAZ (1988).

La terre devient inutilisable pour les Indiens dans l'incapacité d'investir. Elle est rapidement achetée, à un prix dérisoire, par le groupe créole installé à Coalcomán et renforcé par les migrants de plus en plus nombreux. « Le père de mon grand-père, raconte un agriculteur de San José de la Montaña, avait acheté une partie de la communauté de Coalcomán. C'étaient des milliers d'hectares cédés en échange d'un miroir. » « Le grand-père Pablo s'est installé ici à la fin de l'autre siècle en achetant aux Indiens. Ils aimaient bien l'alcool »<sup>41</sup>. La plus grande partie des terrains indivis passe ainsi aux mains des familles immigrées pendant les premières années qui suivent la répartition individuelle des lots. Les dernières ventes de lots, effectuées par d'anciens membres de la communauté indienne, apparaissent dans les archives notariales en 1890 et 1891, soit vingt ans après l'application locale des lois abolissant les droits de mainmorte<sup>42</sup>.

Lorsque les Indiens se ressaisissent et prennent conscience du caractère définitif de la spoliation, il est trop tard. D'innombrables plaintes font état de fraudes commises par les fonctionnaires chargés du partage. Les lots n'ont pas été réellement mesurés, parce que l'immensité et la complexité du territoire auraient allongé indéfiniment la procédure et mis en évidence les différents empiètements, déjà réalisés de fait sur les pourtours de la communauté par les haciendas voisines (Haciendas del Terrenate et de Trojes). Ces imprécisions sont particulièrement grossières quand il s'agit des meilleures terres, situées dans la vallée de Coalcomán, pourtant facilement mesurables. De nombreux lots, enfin, sont attribués illégalement ou même vendus à des personnes étrangères à la communauté, en particulier aux fonctionnaires<sup>43</sup>.

Pendant plus de vingt ans, les Indiens de Coalcomán essaient de faire annuler le partage de leurs communaux par de longues démarches administratives qui n'aboutissent jamais, puis par la révolte. Ces efforts sont vains car la loi qui proclame l'abolition des biens de mainmorte supprime, de ce fait, les communaux, principale raison d'être de la communauté indienne. Celle-ci perd du même coup le peu de reconnaissance légale dont elle jouissait auparavant et cesse alors de constituer une personne juridique reconnue par la loi. L'ex-communauté de Coalcomán a donc bien peu de chance d'obtenir gain de cause contre le groupe des nouveaux propriétaires, mieux au fait de la loi et plus influents. Pour ces derniers, les Indiens ont vendu « de leur plein gré », « le libre consentement des parties étant la pierre angulaire de tout marché » ; tous les citoyens désormais libres et égaux devant la loi (les immigrés assimilent pour l'occasion les lois de la Réforme à l'abolition des privilèges dont jouissaient, d'après eux, les Indigènes à l'époque coloniale), l'État n'a plus à intervenir

41. Enquêtes réalisées auprès de Daniel Betancourt à San José de la Montaña et de Santos Virrueta à El Aguacatito, Coalcomán. Plusieurs témoignages de ces ventes sont également signalés par le préfet d'après Natalio VASQUEZ PALLARES (1944) et Gerardo SANCHEZ DIAZ (1988). Sur le même thème, on consultera également l'intéressante étude de Andres MOLINA ENRIQUEZ (1985 : 125-127).

42. *Archivo General de Notarías de Michoacán*, 1890 : n° 2, 21 et 24 ; 1891 : n° 5.

43. VASQUEZ PALLARES (1944). SANCHEZ DIAZ (1988). D'après Concepcion Reyna, agriculteur à Tehuantepec, c'est un certain Señor Gomez qui aurait vendu les immenses terrains de Tehuantepec à Antonio Valladares, premier propriétaire métis de cette région. Il est donc très probable que ce Gomez soit le fonctionnaire (Vicente Gomez) responsable du partage des communaux de Coalcomán. Voir annexe 5 (p. 335).

44. Le texte présenté par le groupe des 65, nouveaux propriétaires, en défense de leurs droits constitue un chef-d'œuvre d'idéologie libérale. Il est retranscrit par NATALIO VÁSQUEZ PALLARES (1944).

45. Cette loi, votée par le congrès de Morelia en 1912, interdit sous peine de sanction pénale la vente ou l'achat de biens possédés en indivision (non répartis) par les anciennes communautés indigènes. Cette loi, et ses lettres d'application, sont retranscrites dans *Reparto de tierras de las Excomunidades de Indígenas Disposiciones relativas*, 1919.

46. Actuellement encore, les personnes de race claire qui ont l'occasion de côtoyer les Indiens de la commune de Aquila s'autodéfinissent comme « gens de raison » (*gente de rason*).

dans des transactions purement privées<sup>44</sup>. La cause présentée par la communauté de Coalcomán se défendait pourtant juridiquement car le fractionnement des communaux s'était réalisé sur la base légale de la loi de 1851 (et non sur la loi de 1868, application locale de la loi fédérale de 1856), sans avoir jamais été approuvée officiellement par le congrès (VÁSQUEZ PALLARES, 1944 ; SANCHEZ DIAZ, 1988). De ce fait, la vente individuelle des lots était illégale, comme le souligne à nouveau la loi du 14 juin 1902<sup>45</sup>.

Irritées par cette résistance opiniâtre, les principales familles de Coalcomán organisent la répression, aidées par l'armée et les milices privées des haciendas voisines (la prison de Coalcomán est construite dès 1873). La liquidation de la communauté indienne culmine lors du massacre de Camichines, perpétré dans les premières années du <sup>xx</sup>e siècle (SANCHEZ DIAZ, 1988).

Non seulement la communauté indienne est supprimée, mais chacun de ses membres est physiquement éliminé. La suite montre que l'extermination complète était, en quelque sorte, « nécessaire » à la stabilité du nouveau régime foncier basé sur la propriété privée. En effet, si tous les membres de la communauté n'avaient pas été chassés vers la côte ou tués, ils auraient été en mesure, quelques années plus tard, de récupérer le contrôle de leurs terres, grâce aux lois agraires de 1915 et à la constitution de 1917 qui leur restitue leur personnalité juridique et leur ancien territoire.

L'installation du premier contingent d'immigrés à Coalcomán, entre 1870 et 1890, s'effectue donc grâce à l'achat des indivis fractionnés de la communauté indienne et entraîne la disparition de celle-ci. Dès lors, l'ensemble de la commune de Coalcomán est exclusivement peuplée de « gens de raison », Créoles au visage pâle ou faiblement métissés, sans qu'aucun mariage interracial n'ait pu avoir lieu<sup>46</sup>. La figure 9 illustre l'évolution de la composition de la population dans la commune de Coalcomán.

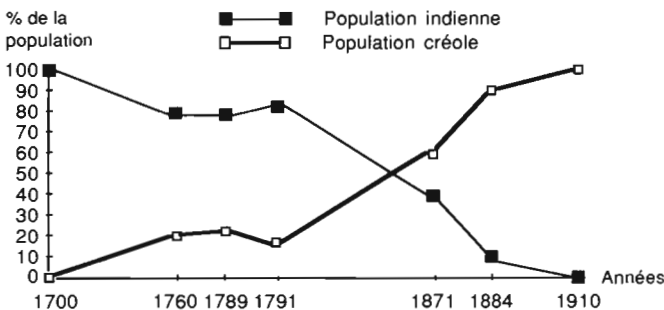


Figure 9

Évolution comparée des populations indienne et créole à Coalcomán.

Source : voir annexe 1.

## *Formation et développement de la propriété privée*

La société blanche qui s'installe sur les ruines de la communauté indienne repose sur un nouveau mode de tenure de la terre : la propriété privée. Le marché foncier s'affole dans les années qui suivent le partage des indivis et met plusieurs dizaines d'années avant de se stabiliser quelque peu. Les très grands domaines, constitués immédiatement après la « désamortisation », sont en effet éphémères et ne se transforment en ranchos qu'après un nouveau fractionnement et la revente des parties à d'autres personnes. Parmi les familles installées dans la région entre 1870 et 1890 (responsables du premier « boom » démographique), beaucoup n'achètent pas directement la terre aux Indiens mais plutôt à ceux qui, arrivés en premier, l'avaient déjà acquise dès 1871. Les immenses propriétés, accaparées de la sorte par Antonio Valladares dans la région de Tehuantepec (sud-ouest de Coalcomán) et par Antonio Pallares, sont revendues par leurs héritiers quinze ans après leur acquisition. L'État de la propriété foncière dans la commune de Coalcomán ne peut donc être, à peu près, reconstitué que dans la dernière décennie du siècle. Les principales propriétés identifiables sont énumérées en annexe 5 et dessinées sur la figure 10 (p. 46).

L'occupation de la Sierra de Coalcomán ne s'est pas effectuée d'une manière homogène et simultanée : les meilleures terres, celles de la vallée de Coalcomán, étaient déjà envahies de fait avant le partage des indivis et sont immédiatement achetées par leurs propres occupants. Les immigrants, arrivés trop tard pour accéder aux terres planes, s'installent tout d'abord à proximité de la vallée sur les terres les plus accessibles, puis s'intéressent aux terrains un peu plus éloignés ; ils progressent ainsi selon un mouvement centrifuge vers les extrémités les plus inaccessibles, en particulier vers le sud où les limites de l'actuelle commune sont atteintes aux environs de 1890.

Par ailleurs, les migrants ne s'établissent pas tout de suite d'une manière définitive sur le terrain qui deviendra leur rancho. Bien souvent, c'est à la suite d'une longue pérégrination dans les montagnes de la commune en direction du sud, front pionnier encore presque « vierge », que la famille trouve un lieu adéquat à son installation définitive. Elle vit d'abord quelques années dans plusieurs hameaux déjà occupés, avant de poursuivre la migration. D'autres choisissent de revendre précipitamment leur domaine dans l'espoir de trouver mieux et moins cher plus loin, derrière les crêtes, vers le sud. C'est par exemple le cas de Lazaro Magallon qui revend sa propriété en 1905 à un nouveau venu, immigré de la deuxième vague (1900-

47. Enquêtes auprès de José Acevedo et de José Cisnero (El Sauz del Algodon, Coalcomán).

48. D'autres exemples de migration par étapes successives nous ont été racontés par Ismael Alvarez (Coalcomán, La Guadalupe, El Tortugo, La Peña), Rumaldo Madrigal (Guadalupe del Cobre, La Chichihua, Los Salgados, Los Telares), BUNDIA Alvarez (Coalcomán, Los Telares, Estopila), Severo Magallon et Pancho Corona (La Granada, El Cantor).

1920), et s'installe au-delà des frontières municipales, sur les terrains de la communauté indienne de Huizontla.

Ainsi, on peut affirmer que les ranchos situés vers la limite sud de la commune de Coalcomán, sur le versant océanique des derniers sommets élevés de la Sierra, sont fondés plus tardivement. Les hameaux de El Cantor et de El Sauz del Algodon, par exemple, sont occupés et peuplés par des familles qui ont vécu auparavant à Coalcomán, puis à Tehuantepec<sup>47</sup>. Concepcion Reyna raconte que son père et ses oncles s'étaient d'abord installés à Coalcomán, puis à La Guadalupe (ancien village indien situé à proximité de Coalcomán), avant de poursuivre leur chemin vers le plateau de Tehuantepec pour s'établir finalement sur les terrains encore indivis de la communauté indigène de Huizontla, en contrebas<sup>48</sup>.

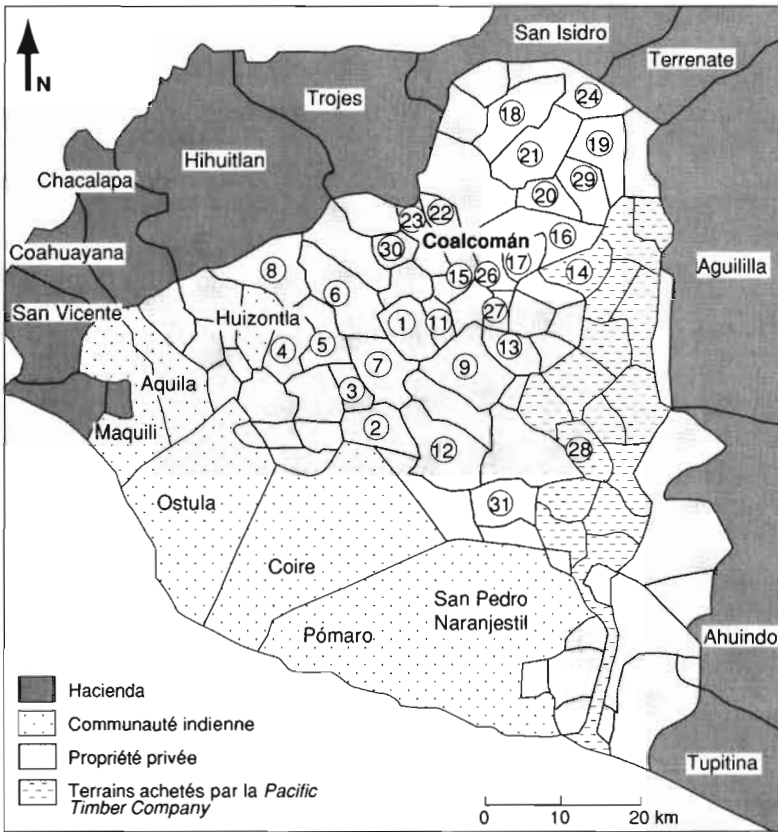


Figure 10

Formation de la propriété privée à Coalcomán.

Source : voir annexe 5. Les numéros indiqués correspondent à ceux mentionnés en annexe. Ils indiquent les propriétés dont le propriétaire et les limites approximatives sont connus.

C'est donc bien après la désagrégation de la communauté de Coalcomán et à partir de la deuxième génération seulement (celle des fils des premiers immigrants) que la pression métisse exercée sur la terre

touche les communautés indiennes de la côte. Ces dernières n'ont pas encore subi de spoliation massive, mais la création du Registre public de la propriété (1884) et la réévaluation à la hausse de la valeur fiscale des terres les contraignent à louer, hypothéquer puis à vendre une partie de leurs communaux, afin de couvrir le paiement de l'impôt foncier devenu prohibitif<sup>49</sup>.

C'est la communauté de Huizontla qui souffre le plus de cette hausse intempestive de l'impôt foncier puisque, en quelques années (1889-1900), la plus grande partie des indivis est vendue aux « gens de raison ». C'est aussi, de toutes les communautés de la côte, la plus vulnérable car précocement affaiblie par la perte d'une partie de son territoire (Estopila) au profit de la communauté voisine de Coire (BRAND, 1960). À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Église fait encore pression sur les quelques Indiens survivants de Huizontla pour qu'ils acceptent leur « réduction » et l'administration des Saints Sacrements dans la communauté voisine de Aquila. Leur territoire (25 000 ha) est dénoncé « terre royale » et proposé à 50 pesos à qui souhaite l'acquérir. Mais à cette époque, ces terres n'intéressent personne, et aucun acheteur ne se présente (ARREOLA CORTES, 1980). Un siècle plus tard, par contre, les acquéreurs éventuels sont innombrables et tous les terrains vendus par la communauté sont déjà hypothéqués ou loués, depuis plusieurs années, aux immigrés venus de Coalcomán. Il suffit aussi de se marier avec une fille de la communauté pour être intégré au groupe indigène et devenir l'un de ses membres à part entière. Aux familles indiennes d'origine (Bellas, Carrillo, Marmolejo) s'intègrent rapidement d'autres familles allochtones (Ortiz, Cortes, Ruiz, Castañeda) à l'occasion d'un métissage important, contrairement au cas observé pour la communauté de Coalcomán. Il est même possible de s'installer et de travailler « pacifiquement » sur les indivis, à condition de payer une contribution annuelle - sorte de tribut versé en argent aux autorités - et de participer aux corvées collectives. Après quelques années de ce régime, et en prenant soin de prêter de l'argent aux autorités quand elles en ont besoin, il est facile de se faire vendre une fraction des communaux<sup>50</sup>. D'autres, enfin, usent de la faiblesse relative de la communauté pour pousser leur bétail sur les communaux et profiter ainsi d'une ressource fourragère gratuite<sup>51</sup>. Ces occupations foncières sont d'autant plus aisées que les terrains les plus éloignés du centre de la communauté font souvent l'objet de conflits avec les autres communautés de la côte.

Les immigrés, déjà installés sur les terrains de Huizontla, sont donc les grands bénéficiaires de la hausse des impôts fonciers. En quelques années, la communauté est entièrement entourée de propriétés privées et isolée des autres communautés côtières (fig. 8 et 10). Des 25 000 ha dont disposait Huizontla, il ne lui en reste plus que

49. Le détail de ces ventes est reporté en annexe 5 (p. 335). Voir également Gerardo SANCHEZ DIAZ (1988).

50. C'est par exemple le cas de Manuel et de Maximo Reyna qui achètent le terrain de Buenavista en 1897. Enquête auprès de Concepcion Reyna ; AGNM, 1897 : n° 6).

51. C'est le cas des familles Valladares, Pallares et Magallon. Enquête auprès de Everaldo Magallon (El Izote) et Vitorino Marmolejo (La Nuez).



5 000 environ, contrôlés à grand-peine par les 50 membres de la communauté<sup>52</sup>.

Toutes les autres communautés indiennes de la côte sont également contraintes à louer ou à vendre une ou plusieurs fractions de leur territoire pour pouvoir payer l'impôt foncier demandé. Celle de Maquili est amputée d'une grande partie de son territoire par le fisc et les haciendas voisines, les terrains restants étant soumis à une procédure de « désamortisation »<sup>53</sup>. La communauté de Pómaro (la plus étendue parmi celles qui n'ont pas été fractionnées) est dépossédée de toutes les terres situées à son extrémité orientale. Une grande partie devient l'hacienda de Tupitina (plus de 10 000 ha) et de nombreux terrains sont donnés en location (fig. 10 et annexe 5, p. 335).

En une génération, le partage des terrains indivis de Coalcomán et les ventes opérées par les communautés indigènes de la côte ont amputé le territoire indien de plus de 300 000 ha. L'installation des familles blanches (les « gens de raison ») sur les terrains des communautés indiennes de la côte provoque bien l'essor démographique mis en évidence sur la figure 6 ( p. 37) pour la commune de Aquila. Il est décalé d'une génération par rapport à celui de la commune de Coalcomán. C'est cette deuxième génération qui est responsable des empiétements réalisés sur les communautés indigènes situées au sud-ouest de Coalcomán. Les représentants de la troisième génération, petits-fils ou arrière-petits-fils des premiers immigrants, ont poursuivi cette colonisation lente vers le sud et vivent actuellement dans les hameaux de la communauté de Pómaro ou même dans les villages récemment fondés sur la côte (parties 2 et 3, p. 67 et 139). Il est donc possible, schématiquement, de superposer à la carte de la progression de la propriété privée les arbres généalogiques des familles allochtones. À chaque génération, un ou plusieurs fils ont « essaimé », vers le sud, par bonds successifs de quelques kilomètres ou dizaines de kilomètres, étendant ainsi le champ d'action de la famille élargie<sup>54</sup> (fig. 11).

Mais, dès l'avènement de la seconde génération, le mouvement migratoire se relaie et s'amplifie par l'arrivée d'une autre vague d'immigrants qui provoque la croissance démographique enregistrée sur la figure 6 pour la période 1900-1920. Certains d'entre eux, forts d'un petit capital issu de leurs activités agricoles ou commerciales, réussissent à acheter un terrain aux immigrants de la première vague ou se marient avec les héritières de ces derniers. C'est par exemple le cas des familles Moreno, Munguia, Contreras, Tejada<sup>55</sup>. D'autres, probablement, rachètent certaines fractions périphériques des haciendas voisines qui, pour la plupart, sont endettées et contraintes à hypothéquer des terrains<sup>56</sup>. La majorité d'entre eux, cependant, ne peuvent

**52.** Certains Indiens de Huizontla affirment même que les propriétaires des alentours fomentèrent le massacre de 40 Indiens pour s'approprier les terrains communaux résiduels (enquête auprès de Ignacio Candido, Huizontla).

**53.** AGNM, 1908 : n° 22 ; 1911 : n° 24 ; SANCHEZ DIAZ (1988).

**54.** Des exemples sont ainsi donnés par les familles Valdivinos, Reyna, Magallon, Acevedo.

**55.** Enquêtes auprès de Manuel Moreno Munguia, Rosendo Tejada et Elvira Hernandez.

**56.** Enquête auprès de Fernando Sanchez (El Salitre de Maruata) ; SANCHEZ DIAZ (1988). L'hacienda de Aguillilla semble aussi se fractionner au début du siècle d'après l'étude réalisée par Roger ROUSE (1988).

devenir propriétaires car les terres sont occupées jusqu'aux lointains confins de la commune de Aquila. Ils deviennent métayers et fourniront l'essentiel de la main-d'œuvre caractéristique du système agraire (partie 2, p. 67), à moins d'aller, eux aussi, tenter leur chance du côté des communautés indiennes de la côte.

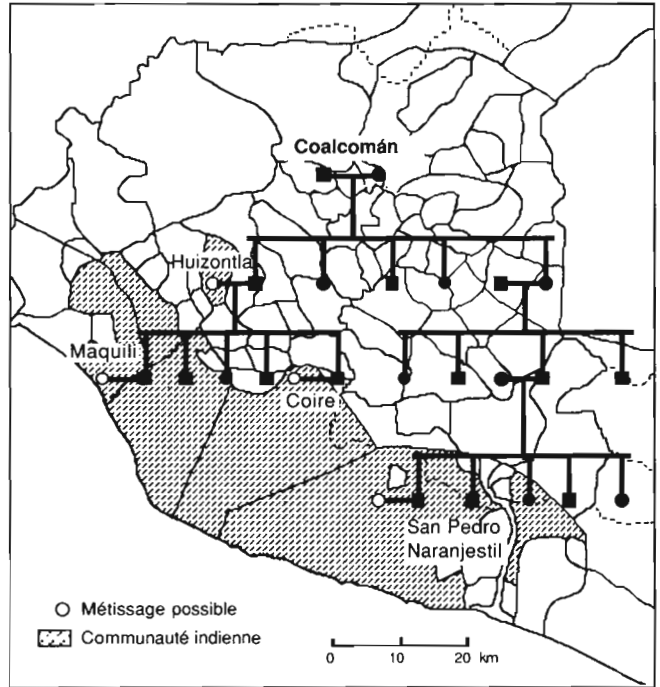


Figure 11

*Progression généalogique des familles créoles vers les communautés indiennes de la côte.*

Cette période de formation de la propriété privée s'accompagne d'une hausse générale du prix de la terre car les immenses terrains « achetés » aux Indiens, en échange d'un miroir ou d'un baril d'eau de vie, se revendent beaucoup plus cher aux immigrants du deuxième flux migratoire, et génèrent ainsi des plus-values importantes. La valeur fiscale des terrains du district de Coalcomán se décuple dans les années qui précèdent la « désamortisation ». Curieusement, elle ne progresse plus pendant les vingt années suivantes, malgré l'augmentation des impôts fonciers prélevés sur les communautés indiennes de la côte, comme si ces dernières étaient les seules à subir les hausses fiscales<sup>57</sup>. L'établissement de la propriété privée à Coalcomán se réalise en fait en marge de tout contrôle réel, cadastral ou fiscal. Dès la répartition des lots entre les Indiens de Coalcomán, les terrains ne sont pas mesurés selon la loi. La création du Registre public de la propriété doit permettre un meilleur contrôle de la propriété foncière, mais aucun cadastre n'est réellement levé : la surface déclarée des propriétés est donc sous-évaluée ; en outre, il semble que de nom-

<sup>57</sup>. La valeur fiscale des propriétés rurales de Coalcomán est estimée à 26 000 pesos en 1860 (ROMERO, 1862). Elle est estimée à 225 000 pesos en 1869, 204 000 pesos en 1892, 229 000 pesos en 1893 et 363 000 pesos en 1894 (GONZALES, 1869 ; VALDES, 1894). Pour les années intermédiaires, Coalcomán n'est pas cité comme entité fiscale et les statistiques sont incluses dans les données du district de Apatzingán.

breux actes notariés de vente n'ont enregistré qu'un prix fictif bien inférieur au prix réel, fixé d'un commun accord par les protagonistes pour frauder le fisc<sup>58</sup>. Malgré l'incorporation du district à la « civilisation », les statistiques font encore défaut assez longtemps et celles qui sont publiées ne permettent jamais une réelle appréciation de la situation foncière de la commune. Beaucoup plus tard (1944), Natalio VASQUEZ PALLARES écrit que l'ensemble des propriétés de la commune de Coalcomán représentent un peu moins de 40 000 ha, soit à peine 14 % de la surface réelle de la commune. En 1978, enfin, la surface totale recensée pour les besoins fiscaux à Coalcomán ne représente qu'un tiers de la surface réellement possédée par les propriétaires.

## SUR L'ORIGINE ET LES CAUSES DE L'IMMIGRATION

---

S'il semble relativement aisé d'imaginer les motivations des acteurs de la première phase migratoire (1870-1890) - celle qui consacre l'anéantissement de la communauté indienne de Coalcomán -, on comprend mal, en revanche, pourquoi un deuxième flux de migrants (1900-1920) submerge la région, alors que la terre n'est plus aussi facilement accessible. Revenons donc à la figure 7 (p. 38), aux régions d'origine des migrants, pour comprendre les mécanismes qui déclenchent et entretiennent ce mouvement migratoire.

Qui étaient les migrants ? Exception faite de quelques enquêtes historiques, il est très difficile de retracer leurs activités avant qu'ils décident de partir et les raisons de leur départ. Après avoir retrouvé leurs noms dans les archives paroissiales de Coalcomán, on pouvait espérer également une marque de leur existence dans les archives de leur région d'origine. Mais celles de Cotija, la principale région pourvoyeuse de migrants, ont été brûlées pendant la Révolution en 1918. Il fallait alors rechercher dans les archives notariales de l'État les testaments des parents, ceux qui n'ont pas émigré, dans l'espoir de voir apparaître le nom de ceux qui sont partis. Selon notre hypothèse, ces traces sont maigres car la majorité des migrants n'étaient pas propriétaires fonciers dans leur région d'origine ou ne possédaient qu'un lopin de terre exigu. Certains étaient fermiers ou métayers et travaillaient dans les haciendas à l'époque des récoltes de blé ou de canne à sucre. Les plus mal lotis étaient seulement péons, travailleurs salariés de l'hacienda. D'autres enfin consacraient l'essentiel de leur temps au commerce muletier.

**58.** Un exemple de ces transactions est cité par Jose Napoleon GUZMAN AVILA (1982), d'après une enquête réalisée par Gerardo SANCHEZ DIAZ. Pascual Moreno achète, en 1905, un terrain pour 3 500 pesos mais le prix indiqué sur l'acte notarié n'est que de 800 pesos, etc.

## Sur la notion de *ranchero*

La principale zone d'origine des migrants, la région de Cotija, est considérée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle comme un phare de la civilisation et de la culture *ranchera* (GARCIA, 1873 ; ROMERO VARGAS, 1973 ; MORENO GARCIA, 1980 a). Constituée précocement de familles espagnoles, la population de cette région s'était renforcée par un mouvement migratoire en provenance des Altos de Jalisco et du Bajío. Cette migration jetait les bases d'une nouvelle société composée de petits et moyens propriétaires, de fermiers et de métayers, société caractéristique de l'ouest mexicain et, en particulier, de toute la frange géographique qui envoie des émigrés vers Coalcomán. Mais ceux qui s'installent à Coalcomán sont-ils vraiment des *rancheros* ? Et quel sens donner à ce terme si couramment employé au Mexique<sup>59</sup> ?

On décrit en général le *ranchero* comme un petit ou moyen propriétaire indépendant, agriculteur-éleveur, d'ascendance espagnole ou peu métissée, individualiste et libéral (au sens politique que recouvre ce terme au XIX<sup>e</sup> siècle mexicain). Il travaille lui-même la terre ou avec l'aide de métayers, mais sans jamais implorer l'aide du gouvernement qu'il méprise le plus souvent. Seule l'initiative individuelle compte et les qualités personnelles de chacun. Le travail, la famille, la religion et la morale sont valorisés au plus haut point et défendus bien avant la patrie. En général armé et passant une bonne partie de la journée sur sa monture, il est le « cow-boy » des films d'aventures. On l'oppose souvent au *campesino* qui représente dans la littérature mexicaine le pauvre, le travailleur agricole dépossédé de son outil de travail et exploité par l'hacienda, l'État ou le grand capital, en bref le paysan sans terre. Pour nous, au contraire, le *ranchero* correspondrait justement au « paysan » français, attaché à sa terre, au terroir et à son travail. Nous verrons qu'il peut également désigner un éleveur, un petit commerçant ou un mulétier, et que le terme *ranchero* dissimule parfois de grands propriétaires fonciers, même si l'origine de leur domaine est différente de celle d'une hacienda<sup>60</sup>.

Mais la confusion qui surgit de la traduction de *ranchero* par paysan n'est pas seulement due aux différences sémantiques. La définition culturelle du *ranchero* crée une ambiguïté fondamentale. Les fermiers ou les métayers de Cotija sont-ils eux aussi des *rancheros* ? Ont-ils été forgés dans le même creuset culturel ? Et les valeurs communes défendues par le petit propriétaire et son métayer peuvent-elles effacer le rapport de classe qui définit leur relation de travail ? Car ce rapport d'exploitation est souvent ignoré par les défenseurs de cette société et certains historiens qui, en souhaitant rompre avec le manichéisme des livres d'histoire et la trop classique dichotomie grand propriétaire-paysan sans terre, oublient de mentionner les

59. Luiz Gonzales est l'historien des *rancheros*. Leur culture est admirablement décrite dans *Pueblo en vilo* (1979).

60. Le *ranchero* désigne alors une sorte de moyenne propriété, intermédiaire entre la petite propriété et le minifundium et l'hacienda classique, dont la constitution historique se distingue nettement de celle de l'hacienda. Contrairement au sens que peut prendre ce terme dans le nord du Mexique, le *ranchero* ne doit pas être confondu avec le *ranch*, dont les activités seraient exclusivement tournées vers l'élevage extensif.

rapports sociaux de production sur lesquels se fonde la société qu'ils décrivent.

Pour certains auteurs, c'est sur ces mêmes valeurs et grâce au dynamisme et à l'esprit d'entreprise des migrants assoiffés d'horizons nouveaux et de liberté qu'aurait émergé la société blanche de Coalcomán, et son développement agropastoral si spectaculaire (ROMERO VARGAS, 1973 ; VASQUEZ PALLARES, 1944 ; SANCHEZ DIAZ, 1988). C'est enfin grâce à leur courage, à leur travail et à leur foi que les rancheros auraient imposé leurs valeurs aux communautés indiennes de la côte et ainsi envahi une bonne partie de leur territoire résiduel à partir de 1960 (partie 3, p. 139).

Les similitudes culturelles qui rassemblent les rancheros de San Pedro Naranjestil, installés sur les communaux de Pómaro, ceux de Coalcomán, de Cotija ou des Altos de Jalisco, pourtant si éloignés géographiquement, sont particulièrement frappantes. Les noms de famille sont le plus souvent identiques et la mémoire collective entretient le souvenir de la migration. À l'image de toute la région centro-occidentale du Mexique, dont elle constitue pour certains l'élite, cette société *ranchera* s'est illustrée par sa participation dans la guerre d'Indépendance et a largement profité des lois libérales de la Réforme. Peu enthousiaste à l'époque de la Révolution et franchement hostile aux transformations de la Réforme agraire, elle a vu sa cohésion idéologique renforcée par la participation commune à la révolte conservatrice des *Cristeros*. Le contraste culturel est spectaculaire entre Coalcomán ou Cotija et les régions chaudes du bassin du Río Tepalcatepec ou de la côte Pacifique. Il est toujours très marqué entre le plateau des Altos de Jalisco et la vallée du Río Lerma.

Mais le glissement démographique, commencé au XVIII<sup>e</sup> siècle à partir des Altos de Jalisco et prolongé au-delà des frontières actuelles des communautés indiennes de la côte, n'est pas dû à la progression irrésistible de la « culture *ranchera* ».

N'est-ce pas plutôt le développement de certaines formes de production et de certains rapports sociaux de production qui provoquerait le mouvement migratoire et la propagation consécutive des idéaux et des valeurs de la société *ranchera* ? La migration apparaît alors, non pas comme un fait culturel, mais bien davantage comme un élément constitutif et dynamique des systèmes agraires étudiés. Les immigrants installés à Coalcomán étaient métayers ou fermiers plutôt que petits ou moyens propriétaires dans leur région d'origine. En ce sens, ils ne sont pas rancheros, mais le deviennent, en achetant la terre des Indiens, et reproduisent alors les rapports sociaux propres à la société agraire dont ils sont issus.

## Participation des muletiers au mouvement migratoire

Cotija devient, dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, l'un des principaux centres commerciaux de l'ouest mexicain. Dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, sa prospérité s'asseoit sur son commerce muletier célèbre car les distances traversées dépassent les limites régionales : les caravanes de Cotija parcourent les États du golfe du Mexique, la région des Chiapas, le Guatemala et une bonne partie des activités du village dépendent de ces échanges<sup>61</sup>. Le commerce à plus courte distance se révèle aussi très actif, en particulier vers le sud, avec la dépression des Terres Chaudes, à travers la Sierra Madre del Sur et jusqu'à la mer. Les muletiers détiennent ainsi les clés du petit commerce avec les villages de Coalcomán, de Aguililla et des communautés indiennes de la côte, productrices de sel. En direction du nord, les muletiers se rendent à la grande foire de San Juan de los Lagos, en plein cœur des Altos de Jalisco (ROMERO VARGAS, 1973). D'autres routes commerciales parcourues par les muletiers sont mises en évidence, toujours selon des directions nord-sud/sud-nord, reliant la région centrale du Bajío ou des Altos de Jalisco avec le bassin tropical des Ríos Balsas et Tepalcatepec, la Sierra Madre del Sur et la côte Pacifique. L'une d'elles rattache Tuxpan, village du sud du Jalisco, à Villa Victoria et à Tehuantepec dans la Sierra de Coalcomán, et, vers le nord, à Ciudad Guzman, Guadalajara et à la fameuse foire de San Juan de los Lagos (MARTINEZ GOMEZ, *non publ.*). Plus à l'est enfin, les muletiers relient également les hautes terres du Bajío ou de Morelia à la région chaude de Huetamo, à la Sierra de l'État de Guerrero et à la côte Pacifique. Finalement, les muletiers assurent le maintien permanent des relations familiales et commerciales entre la « société fille » de Coalcomán, la « société mère » de Cotija et les lointains parents des Altos de Jalisco. Ils accompagnent ainsi l'essor démographique de Coalcomán.

La révolution introduite dans les transports par le développement des chemins de fer va complètement bouleverser le commerce muletier et briser la croissance de Cotija. Les voyages à très longue distance sont les premiers interrompus, en particulier ceux qui assurent la liaison avec le golfe du Mexique, relié par chemin de fer au centre du pays en 1873. Au projet initial de liaison ferroviaire interocéanique se substitue un projet plus modeste qui relie le nord du Michoacán au Bajío et à la capitale, Mexico. Morelia est intégré au réseau ferré en 1883. Uruapan, qui surplombe les Terres Chaudes, est relié en 1899. En 1902, le chemin de fer arrive à Los Reyes, également situé sur le rebord de l'altiplano, mais passe à plus de 20 km de Cotija qui se

61. MORENO GARCIA (1980 a). La plupart des régions d'origine des migrants connaissent un commerce muletier florissant. À part Cotija, la région du sud de l'État de Jalisco ou le village de Purépero constituent des exemples intéressants (OCHOA, 1988).

trouve soudainement et définitivement marginalisé. Purépero subit le même sort en restant à l'écart du réseau ferré. Le transport muletier se reconvertit vers des trajets plus courts dans les régions encore éloignées du train. Il achemine la production croissante des Terres Chaudes vers les stations terminales de Los Reyes et de Uruapan et n'a aucune raison de se ralentir avant l'arrivée du train à Apatzingán (1941) et le développement des transports routiers. Au contraire, le commerce muletier s'intensifie à mesure que progresse le peuplement de la Sierra de Coalcomán et l'agriculture commerciale dans la vallée tropicale des Ríos Balsas et Tepalcatepec.

Néanmoins, cette reconversion n'est pas possible pour tous les muletiers de Cotija ; certains d'entre eux préfèrent placer leurs économies en achetant des terres là où elles paraissent le moins cher. La deuxième vague d'immigrés installés à Coalcomán entre 1900 et 1920 a donc été très probablement alimentée en partie par l'isolement de Cotija et le reflux du commerce muletier. Ceux qui, déjà, convoyaient leurs caravanes à travers les montagnes de Coalcomán, jusqu'aux marais salants de la côte, sont particulièrement bien placés pour acquérir de la terre. Ils connaissent Coalcomán et Aguillilla depuis longtemps (ROUSE, 1988) ; certains y ont déjà établi un petit commerce. Seuls détenteurs et colporteurs de l'information, ils possèdent du fait un pouvoir immense. Les muletiers, jusqu'en 1970, seront toujours à l'avant-garde du mouvement progressif de pénétration et d'invasion des communautés indiennes de la côte (partie 3, p. 139).

La crise du commerce muletier et le repli de ses acteurs vers la région de Coalcomán sont parfois présentés comme la cause principale des déplacements démographiques enregistrés vers le sud. Même si les muletiers ont toujours accompagné ce mouvement général de manière très active, il ne faut pas surestimer leur participation directe au peuplement de la Sierra de Coalcomán. La première phase de migration vers Coalcomán (1870-1890) se déroule bien avant que ne soit sérieusement touché le commerce muletier de Cotija. Les muletiers n'amplifient réellement le mouvement que lorsqu'ils décident de se reconvertir, c'est-à-dire après 1890.

## *Spécialisation régionale et migration*

L'essor du capitalisme mexicain, encouragé par Porfirio Díaz, dépend alors de la construction d'un réseau ferré communiquant avec les États-Unis d'Amérique et de la suppression de tous les impôts et taxes qui entravent les échanges commerciaux depuis l'époque coloniale (les *alcabalas*)<sup>62</sup>. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, c'est chose faite et une spécialisation régionale voit le jour, favorisant pour chaque type de production la ou les régions les mieux placées. Le cas du sud de

62. Les *alcabalas* sont abolies en 1896.

l'État de Jalisco, relié par le train en 1902, illustre ce processus fondamental. C'est une région qui, elle aussi, envoie de nombreux migrants vers Coalcomán (fig. 7, p. 38).

C'est à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle que le sud de l'État de Jalisco connaît une augmentation démographique rapide et le développement d'une société agraire typique de l'ouest mexicain : système où la grande hacienda n'est pas l'unique forme d'exploitation agricole et où les fermiers, métayers et petits propriétaires représentent une fraction majoritaire de la population active agricole (DE LA PEÑA, *multigr.*). Ici, les biens de mainmorte appartenant aux communautés indiennes ont été fractionnés très précocement (à partir de 1826, soit quarante-cinq ans avant le partage des terrains indivis de Coalcomán) et vendus aux immigrants en provenance des Altos de Jalisco ou d'ailleurs. En 1856, seules les confréries, établies sur d'anciens communaux et exploitées à des fins religieuses, n'ont pas encore perdu le contrôle de leur territoire<sup>63</sup>. Le « noyau » irrigué de l'hacienda est consacré à la canne à sucre qui occupe tous les fonds de vallées fertiles. Le maïs, cultivé par les fermiers, métayers et petits propriétaires indépendants, envahit les terres montagneuses et sèches des alentours.

Quand la locomotive arrive à Tuxpan (1902), les perspectives de vente du sucre sont démultipliées par la présence, désormais toute proche, du grand marché de Guadalajara. La surface plantée en canne augmente, mais surtout les rapports sociaux de production se modifient. Devant la hausse rapide du prix du sucre, les grands propriétaires congédient ceux de leurs métayers qui avaient encore accès à une parcelle de canne à sucre pour embaucher des travailleurs salariés (DE LA PEÑA, 1987). Car le prix d'un salaire (qui, lui, n'augmente pas) devient bien inférieur à l'équivalent d'une moitié de récolte laissée au métayer. Sur les terres pluviales, les métayers sont aussi chassés par le développement de l'élevage extensif, également stimulé par la demande en viande du marché de Guadalajara.

Sur les terres des haciendas, l'arrivée du train provoque un reflux des formes de faire-valoir indirect au profit du faire-valoir direct. Les métayers et les fermiers s'installent alors plus loin, hors de portée des troupeaux. Certains iront défricher les pentes de la Sierra del Tigre, au sud de Mazamitla (DE LA ROCHA et ESCOBAR LATAPI, 1977). D'autres enfin tenteront leur chance du côté de Coalcomán, et c'est bien d'eux qu'il s'agit dans les archives paroissiales de Coalcomán.

Les bouleversements introduits par la construction du chemin de fer ont effectivement provoqué des départs vers les horizons nouveaux de Coalcomán. Les mulétiers n'ont pas été les seuls déplacés par cette révolution technologique. Dans les régions qui connaissaient

63. LAMEIRAS, 1982  
et *comm. pers.*



un développement important des productions commerciales, l'expulsion des métayers a été probablement une attitude assez courante des grands propriétaires, et pas seulement dans la région sucrière du sud du Jalisco.

### *Les régions d'émigration sont-elles en crise ?*

Au moment où commence le mouvement démographique en direction de Coalcomán, les sociétés agraires d'où viennent les migrants ne sont pas en crise. Au contraire, cette période est souvent décrite comme l'âge d'or, la belle époque *ranchera* (GONZALEZ, 1979). La croissance démographique est impressionnante à Cotija et à San José de Gracia mais, surtout, le développement urbain est exclusivement financé par les familles *ranchera* des alentours (GONZALEZ, 1979 ; MORENO GARCIA, 1980 a)<sup>64</sup>. Les dons, les kermesses et les tombolas se succèdent, permettant ainsi de détourner une partie importante du surplus vers la construction d'infrastructures urbaines, l'installation d'un kiosque entouré de jardins et l'érection d'une église somptueuse. Le niveau de vie progresse moins rapidement, mais de nombreuses familles inaugurent le moulin à maïs pour la confection des tortillas et la nouvelle machine à coudre Singer (GONZALEZ, 1979). Cette relative prospérité est liée à une phase de croissance et d'accumulation importante sur la base d'une extension spatiale des systèmes de culture et d'élevage accompagnée du développement du commerce mulétier. À l'occasion du fractionnement de l'hacienda de Cojumatlán, les familles paysannes s'installent sur un terrain très vaste (1 000 ha par famille). Dans la région de Cotija, l'essaimage progressif des familles vers les versants montagneux, qui plongent dans la dépression des Terres Chaudes, permet également une expansion de l'économie *ranchera* (BARRAGAN, 1990) et une augmentation importante de la production, sans qu'aucune évolution technique ne vienne modifier les systèmes de production. L'aire reste le principal outil de travail du sol sur les terres non irriguées, tandis que les versants montagneux sont toujours cultivés manuellement en défriche-brûlis. Les grands espaces sont propices au développement de l'élevage. La traite pendant la saison des pluies permet la confection d'un fromage exporté en toutes directions par les mulétiers et qui devient célèbre dans l'ensemble du pays.

### *Pression démographique, système agricole et migration*

Au début du xx<sup>e</sup> siècle, la prospérité de cette société s'interrompt brutalement. Cotija est marginalisé par la construction des chemins

64. Esteban BARRAGAN (1990) décrit, pour la même région, la fondation du village de Santa Inés et la construction de l'église de El Sanctuario.

de fer et tombe en décadence. Cette crise provoque l'émigration massive de la population active (MORENO GARCIA, 1980 a). L'irruption de bandes armées révolutionnaires et l'augmentation de l'insécurité achèvent de ruiner Cotija. Mais, répétons-le, l'émigration vers Coalcomán commence bien avant cette crise et il faut rechercher les causes profondes de cette émigration à l'époque où la société *ranchera* de Cotija est en pleine croissance.

La forte augmentation démographique, enregistrée pendant les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, entraîne un début de morcellement des propriétés, le renchérissement de la terre et des difficultés croissantes pour y accéder. À San José de Gracia, en 1860, 300 métayers, vachers et péons travaillent sur les 50 propriétés moyennes du village. Cinquante années plus tard, le nombre des propriétés est multiplié par 3, mais les 140 familles propriétaires ne représentent guère plus de 25 % de la population. Les métayers forment encore la majorité. Dans la région de Cotija et de Tocuambo, la densité démographique atteint 30 hab./km<sup>2</sup> en 1890. Les commerçants et les muletiers composent une partie importante de la population ; pourtant, la pression sur la terre est devenue très forte si l'on songe à la topographie accidentée de ces régions qui laissent peu de place aux surfaces labourables. Dans la vallée de Cotija, chaque métayer dispose d'une parcelle de 4 ha correspondant à la capacité de travail d'un homme muni d'un attelage simple (une paire de bœufs et un araire)<sup>65</sup>. Mais dans les montagnes situées au sud de cette vallée, le semis du maïs sur brûlis et la nécessaire période de recrû forestier n'autorisent pas un peuplement démographique très dense (> 10 hab./km<sup>2</sup>), au risque de raccourcir excessivement la période de repousse forestière.

Si les archives paroissiales de Coalcomán indiquaient le hameau précis d'origine des jeunes mariés, on s'apercevrait sans doute que les grandes familles commerçantes du bourg de Cotija et celles qui possèdent alors les propriétés les plus étendues ne sont pas celles dont les enfants émigrent vers Coalcomán. Il est en effet probable qu'un gros contingent de migrants soit plutôt originaire des hameaux dispersés dans la zone montagneuse des communes de Cotija et Tocuambo, aux confins des États de Jalisco et Michoacán.

À mesure que progresse l'essaimage des familles dans la Sierra de Cotija, les ranchos se rapprochent de la dépression semi-désertique du Río Tepalcatepec, en descendant sur des versants de moins en moins propices aux activités agropastorales. Ce sont donc eux, petits tenanciers ou métayers, qui franchissent d'un seul coup cette grande dépression et s'installent à Coalcomán. Lorsqu'on part sur les traces de ces migrants en répétant le même voyage, le paysage parle de lui-même : la région qui domine les Terres Chaudes est érodée, « surpâturée », mais encore assez fraîche par rapport aux immenses steppes

65. Enquête auprès de Luis Gonzalez Zepeda (Cotija).

arborées qui couvrent l'extrême sud de l'État de Jalisco, dans les communes de Manuel M. Dieguez et de Jilotlan de los Dolores. Après avoir traversé ce désert naturel et humain et remonté les pentes de la Sierra Madre del Sur, le paysage change brusquement en arrivant dans la vallée de Coalcomán. Malgré plus d'un siècle d'activités agricoles, l'altitude relative, la végétation et l'abondance des points d'eau donnent encore aujourd'hui une impression de fraîcheur.

Par ailleurs, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le climat de Coalcomán est assez sain comparé à celui de la côte ou de la dépression des Terres Chaudes, encore insalubre. Enfin, le relief déchiqueté de la Sierra de Coalcomán ne constitue pas un obstacle majeur à la circulation des personnes et au développement des activités agropastorales. La complexité du relief facilite au contraire le camouflage des bandits et révolutionnaires en fuite qui, eux aussi, participent au peuplement de la région de Coalcomán.

Le partage des communaux de Coalcomán et l'arrivée de la première vague d'immigrés doublent rapidement la densité démographique, mais celle-ci reste très faible (2 hab./km<sup>2</sup>) par rapport à celle des régions d'origine des migrants. Ce peuplement encore très diffus permet à une famille de six personnes d'obtenir une propriété de 300 ha en moyenne, alors que la même famille ne disposerait, théoriquement, que de 20 ha dans la région de Cotija. En outre, la terre est encore très bon marché à Coalcomán, même s'il faut la racheter aux immigrés de la première époque (1870-1890). Le tableau II rassemble quelques données indicatives permettant l'établissement de comparaisons.

Catégorie de terrain	Cotija Jiquilpán	Coalcomán (vallée)	Terres Chaudes
Terre irrigable	100-300	25-60	8-17
Terre pluviale labourable	10-100	5-8	3-7
Parcours montagneux	2-15	0,2-0,4	0,2
Forêt exploitable (pin)	1-3		

Tableau II

*Comparaison du prix de la terre à Cotija et à Coalcomán vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (pesos/hectare)*

Sources : - Cotija-Jiquilpán : AGNM 1908, vol. 543 ; 1909, vol. 512-544.  
 - Coalcomán : AGNM, 1884 à 1904 (pour les forêts de pins, les prix indiqués sont ceux proposés par la *Pacific Timber Company* en 1911).  
 - Terres Chaudes : *Mémoire de Gobierno*, 1883.

Ces estimations ont toutes pour origine des évaluations fiscales ou des actes notariés. Elles sont donc dans l'ensemble sous-estimées, mais nous pouvons raisonnablement penser que la comparaison de ces données, plus que leur valeur absolue, est significative. En moyenne, donc, il est encore possible d'acquérir de grandes propriétés, non clôturées et encore largement boisées, pour moins de 1 peso

par hectare dans la région de Coalcomán. Le prix à payer est encore inférieur sur les marges sud de la commune ou en territoire indien. Là, l'évaluation fiscale - cette fois-ci surestimée pour obliger les communautés indiennes à vendre - est supérieure au prix réellement payé par les acheteurs. Les différentes propriétés, déjà hypothéquées par les Indiens de Huizontla, sont évaluées à 12 700 pesos avant d'être vendues pour un total de 8 000 pesos seulement, soit moins de 0,5 peso par hectare !

Une très faible densité démographique permet donc aux migrants de profiter d'un terrain particulièrement peu cher, en comparaison des prix pratiqués dans leur région d'origine où la population ne cesse d'augmenter depuis la fin du xviii<sup>e</sup> siècle.

Cependant, la pression démographique, d'ailleurs relative, ne suffit pas, seule, à expliquer l'émigration. Certains auteurs ont tenté de montrer que ce mouvement démographique conduit nécessairement au progrès technique et à l'adoption de systèmes de plus en plus intensifs. Ce n'est manifestement pas le cas de la société agraire de Cotija qui ne connaît aucun changement technique significatif. Pourtant, l'intensification est théoriquement possible. La charrue est déjà connue dans l'ensemble du pays, mais la plupart des métayers continuent de travailler à l'araire les 4 ha dont ils disposent. L'achat d'un tel outil (la charrue) est pour eux prohibitif, et l'intérêt du propriétaire consiste davantage à augmenter le nombre de ses métayers plutôt que leur productivité (COCHET, 1988). Dans les zones montagneuses, la construction de terrasses pourrait permettre une extension importante des surfaces labourées et le passage à des systèmes de culture à jachère courte. Les terrains qui appartiennent au village de Jaripo, en bordure de la *ciénega* de Chapala, dont les habitants travaillent dans l'hacienda voisine de Guaracha, sont ainsi aménagés en terrasses depuis longtemps et constituent autant de petits lopins individuels cultivés chaque année<sup>66</sup>. Mais un tel travail ne peut être entrepris que par des travailleurs propriétaires de leurs moyens de production (en particulier la terre) et difficilement par des métayers.

Ces évolutions possibles ne se produisent pas alors dans les régions pourvoyeuses de migrants. La pression démographique ne trouve de sens - en tant que facteur expulsif - que si l'on analyse les conditions, réunies ou non, qui permettent le changement<sup>67</sup>. Dans le cas présent, c'est donc bien l'absence de capacité de changement du système qui donne à la pression démographique son pouvoir expulsant. En arrivant à Coalcomán, les migrants reproduisent approximativement les formes d'exploitation et les rapports sociaux de production déjà caractéristiques de leur société d'origine. L'émigration ne répond donc pas à la nécessité d'augmenter les rendements. Elle n'entraîne aucune intensification.

66. Il s'agit du Cerro El Paraiso, colline caillouteuse qui a toujours appartenu au village de Jaripo, contrairement aux terrains des alentours accaparés par l'immense hacienda de Guaracha.

67. Sur ce thème, voir aussi Crescencio RUIZ CHIAPETIO (1980).

L'émigration permet en revanche d'augmenter ou de maintenir le niveau de la productivité du travail qui tendait à baisser dans les régions pourvoyeuses de migrants. En effet, la productivité du travail peut être relativement élevée dans les ranchos de Coalcomán, même si le métayage ôte au travailleur la moitié du produit de son travail (partie 2, p. 67). Elle est en tout cas supérieure à celle d'un métayer de Cotija, et ses chances d'accumulation légèrement meilleures. En autorisant une extension spatiale du système agraire, l'émigration permet que soient à nouveau réunies les conditions de sa reproduction élargie. C'est donc pour maintenir un système d'exploitation du milieu donné, certaines formes de rapports sociaux de production et pour en assurer la pérennité, que l'on émigre vers Coalcomán. Dès lors, l'émigration apparaît bien d'abord comme un élément structurel de la société agraire étudiée, condition nécessaire à sa propre survie. Elle correspond aussi à une tendance à « l'extensification » des systèmes de production, qui répond à la nécessité d'enrayer la baisse générale de la rémunération du travail.

Dans le cas de Purépero, village du Bajío qui, lui aussi, envoie certains de ses fils à Coalcomán (fig. 7, p. 38), il est clair que la rémunération du travail est localement trop faible pour contrecarrer la première vague massive d'émigration vers les États-Unis et les départs vers la « frontière agricole » de Coalcomán (OCHOA, 1988). Les grands propriétaires se plaignent de la débandade généralisée des travailleurs, provoquée par la baisse générale du pouvoir d'achat des journaliers (leur salaire journalier n'a pas dépassé 25 centimes depuis plusieurs décennies) et les augmentations périodiques du prix du maïs. Ces hausses intempestives sont particulièrement fortes pendant les années 1881-1891 et 1908-1910. Cette dernière crise est parfois considérée comme l'un des catalyseurs des soulèvements de la Révolution. Elle a sans doute aussi accentué la mobilité des populations et encouragé l'émigration vers la région de Coalcomán, souvent moins touchée par ces crises (MORENO GARCIA, 1983 ; SANCHEZ DIAZ, 1984, 1987 b)<sup>68</sup>. Pourtant, le travail ne manque pas dans les haciendas michoacanaises : les grands travaux d'aménagement entrepris à cette époque (drainage des marais de Zacapu, Chapala et vallée de Zamora) correspondent à une volonté d'intégration dans le grand marché capitaliste et le modèle agro-exportateur, qui réserve aux cultures commerciales les meilleures terres et repousse le maïs sur les terres pluviales. Dans les haciendas qui nécessitent un approvisionnement régulier en maïs, les métayers continuent à être chargés de cette production, sur les terres pluviales et dans la stricte limite des besoins d'alimentation de la force de travail. Partout ailleurs, faire produire par les métayers du maïs destiné au marché n'est plus conforme à l'intérêt des propriétaires, car les opportunités de vente à plus longue

68. Pendant la crise de 1908-1910, la frange côtière est durement touchée, mais les terres - hautes - de Coalcomán paraissent relativement épargnées.

distance (train) évitent une baisse trop brutale des prix en cas de bonne récolte. Pour toutes les cultures destinées au marché, les grands propriétaires préfèrent les journaliers aux métayers et proposent parfois de meilleurs salaires, afin d'éviter l'hémorragie de main-d'œuvre<sup>69</sup>. Pour les anciens métayers ou petits tenanciers de la région de Cotija, l'émigration offre de plus amples perspectives d'accumulation, à condition de détenir déjà un petit capital, même très modeste, pour s'installer à Coalcomán.

## *Les sources de l'accumulation*

La plupart des migrants qui partent vers Coalcomán ne sont pas des agriculteurs fortunés. En devenant propriétaires, certains nouveaux venus connaissent un enrichissement spectaculaire pendant leurs premières décennies de présence à Coalcomán. Mais le point de départ de ce mouvement d'accumulation se situe dans la migration elle-même ou, plus exactement, à l'occasion de l'installation à Coalcomán.

Pour ceux qui participent directement à l'extermination de la communauté indienne, le mécanisme de l'accumulation primitive est évident. C'est en échange d'un baril d'alcool ou d'un miroir que d'immenses terrains sont conquis par les premiers immigrants et que les Indiens sont dépossédés de leur outil de travail. Pour ces derniers, la valeur d'échange de la terre se limite alors à l'équivalent du travail accumulé à sa surface, à l'occasion de sa mise en culture (abattis, brûlis, semis, etc.). Après la récolte, cette valeur redevient nulle car le travail investi est récupéré. La terre ne peut plus alors être l'objet d'aucune transaction commerciale jusqu'à ce qu'un nouveau travail y soit investi lors d'un nouveau cycle de culture. La terre non défrichée ne vaut alors rien, en comparaison du miroir proposé par les nouveaux venus.

En revanche, pour les nouveaux propriétaires, la terre acquiert une valeur minimale, indépendante de toute forme de mise en valeur. L'ancien droit d'usage se transforme en droit de propriété absolu ; la terre devient une marchandise.

Avant d'être privées à leur tour de leurs indivis, les communautés indiennes de la côte sont d'abord dépossédées de leurs ressources fourragères. La diversité écologique des terrains communaux et leur abondance en arbres fourragers permettent une multiplication rapide et presque illimitée du bétail. Plusieurs familles métisses réussissent à négocier un droit de pâture aux autorités indiennes, ou, plus simplement, repoussent progressivement leur bétail, afin que celui-ci franchisse les limites communales. Ce pastoralisme pirate constitue le

69. C'est par exemple le cas des haciendas de Nueva Italia et de Lombardia, où les cultures de vente progressent très rapidement (BARRETT, 1975 b).

70. Enquêtes auprès de Lazaro Magallon, Santos Virrueta, Daniel Betancourt, Vitorino Marmolejo et Bundia Alvarez.

71. Enquête auprès de Manuel Moreno Munguia.

72. Nous considérons :  
10 jours de salaire à 0,4 pesos par jour, soit 4 pesos.  
4 fanegas de maïs à 0,75 pesos par fanega, soit 3 pesos.  
20 rations journalières (alimentation des hommes) à 0,2 pesos, soit 4 pesos.  
Amortissement des mules, 4 pesos.  
Total = 15 pesos.  
Ces calculs sont inspirés du rapport de Arturo de Harivel de 1877 (Bustos, 1880).  
Pour l'amortissement du capital, nous affectons un prix de 30 pesos (prix maximal) à chaque mule et une durée de vie moyenne de cinq ans (très sous-estimée mais qui tient compte des risques encourus), soit un amortissement de 4 pesos par voyage (15 voyages par an). Le bénéfice obtenu de 35 pesos par voyage peut être considéré comme un minimum.

véritable « secret de l'accumulation primitive » pour de nombreuses familles, en leur permettant par la suite l'achat de propriétés foncières importantes<sup>70</sup>.

Enfin, même pour les migrants de la deuxième vague (1900-1920), la terre est encore particulièrement bon marché, par comparaison avec leurs régions d'origine. Pascual Moreno, ancien péon d'une hacienda sucrière de Tamazula (sud de l'État de Jalisco), réussit à acheter un terrain de 3 000 ha, non loin de Coalcomán, en vendant son mulet et les quelques têtes de bétail qu'il avait pu entretenir sur les terres périphériques de l'hacienda<sup>71</sup>.

Un calcul rapide permet également d'entrevoir les possibilités d'accumulation des muletiers : si l'on considère que le transport d'une charge (= deux sacs) entre Coahuayana et Colima est payé 2,5 pesos, le muletier qui dispose d'une dizaine de mules peut ainsi gagner 25 pesos en cinq journées de marche et 50 pesos s'il ne revient pas à vide. En soustrayant les frais occasionnés par ce voyage, rémunération d'un aide-muletier, alimentation des hommes et des animaux, amortissement de la caravane, on obtient un produit net de 35 pesos par voyage<sup>72</sup>. En supposant qu'il est facile d'effectuer ainsi deux aller et retour par mois pendant les sept ou huit mois de la saison sèche, le muletier dispose en fin d'année d'un capital minimal de 500 pesos. En outre, beaucoup de muletiers sont eux-mêmes commerçants et donc propriétaires de leur marchandise. Les bénéfices obtenus se révèlent alors bien supérieurs et largement suffisants pour permettre l'achat de grandes propriétés dans la Sierra de Coalcomán.

Dans tous les cas, l'accumulation, liée à l'installation dans la Sierra de Coalcomán, dépend de la détention préalable d'un petit capital qui, compte tenu de la différence observée entre les niveaux d'accumulation des zones de départ et d'accueil, permet au migrant de s'approprier un immense terrain dans la région d'accueil. Ce mécanisme, véritable moteur des invasions foncières perpétrées au détriment des communautés indiennes, sera étudié plus en détail dans les parties suivantes.

## LE PORT DE MARUATA ET L'INTERVENTION DES CAPITAUX ÉTRANGERS

L'intérêt porté au district de Coalcomán à partir de 1860-1870 donne lieu à la publication de plusieurs ouvrages qui décrivent les richesses naturelles de Coalcomán, tant du point de vue de ses potentialités

agropastorales que de celui de ses ressources minières jugées inépuisables<sup>73</sup>. L'obstacle au « développement » économique, constitué par le statut juridique de la propriété communale, est levé dans le cas de l'ex-communauté indienne de Coalcomán, mais reste entier sur la côte où la « naturelle indolence » des Indiens leur fait méconnaître les richesses accordées par la nature. Cette littérature positiviste et le courant mercantiliste qui la produit alors ont pour objectif d'attirer dans la région les esprits entrepreneurs et les capitaux nécessaires à l'exploitation de ces ressources. Il faut réouvrir les mines de fer, exploiter l'or, l'argent et le cuivre, exporter les fruits tropicaux, construire des routes et intégrer ainsi le district de Coalcomán à la division inter-régionale et internationale du travail. On prévoit l'ouverture d'un port maritime dans la baie de Maruata, sur les terrains non encore envahis de la communauté indienne de Pómaro, la construction d'une route reliant Morelia à Maruata via Coalcomán et l'ouverture d'une liaison ferroviaire directe entre le port et la capitale de l'État (URIBES SALAS, 1986 ; DREUMONT, 1873).

En réalité, les acteurs de cet essor mercantile et les capitaux nécessaires sont déjà entrés en action depuis plusieurs années et n'ont nullement attendu le développement des voies de communication. C'est par la voie maritime que plusieurs compagnies nord-américaines ont entrepris l'exploitation des bois tropicaux de la côte, en négociant directement avec les communautés indiennes. En 1863, les Indiens de Pómaro obtiennent pour leur chapelle plusieurs cloches forgées à New York et troquées en échange de chargements de *palo de Brasil* (l'arbre à colorant, *Caesalpinia echinata*). Les autorités indiennes envoient leurs sujets couper les arbres sélectionnés dans les ravins humides de la communauté. Les troncs sont ensuite acheminés jusqu'à la plage, grâce à des chariots équipés de quatre roues en bois massif et tirés par des bœufs. De là, des embarcations légères tirent les fûts jusqu'au navire ancré dans la baie<sup>74</sup>.

Les communautés de la côte n'ont pas subi aussi violemment le contrecoup de la « désamortisation », mais le pillage de leurs ressources forestières par des compagnies privées incite l'État à ne pas laisser lui échapper l'une de ses rares ressources fiscales : les douanes. En légalisant l'exportation de ces produits, l'État souhaite également encourager l'activité des investisseurs étrangers. La douane de Maruata est donc instituée par la loi du 12 mars 1873, et du personnel est envoyé sur place. Plusieurs douaniers meurent de dysenterie dans ce que les journaux de l'époque appellent déjà le « port de Maruata ». Deux ans après, les registres de douane sont toujours vierges et la caisse de dépôt du port ne contient que 7 pesos. Les affaires sont reprises en main par un autre administrateur et les taxes prélevées pendant la troisième année sur plusieurs chargements de bois pré-

73. Un exemple de cette littérature est donné par le travail de José Guadalupe ROMERO (1980) Voir également José María CHAVEZ (1873) et le rapport de Arturo Le Harivel, propriétaire de l'hacienda Bellavista de Achotan, munice de Coahuayana, publié dans Emiliano BUSTOS (1880) et cité par Raul ARREOLA CORTES (1980).

74. Camilo CHAVEZ (1985). Don Camilo Chavez est membre de la communauté indienne de Pómaro. Ces ventes de bois précieux sont également mentionnées pour les communautés indiennes de Maquili et de Coire par José María CHAVEZ (1873).



cieux, à destination de l'Europe et des États-Unis d'Amérique, réussissent de justesse à équilibrer le budget de l'entreprise. L'administration du port n'a ni bâtiment, ni navires, ni même de drapeau. Son administrateur est contraint de camper sur une plage quasiment déserte<sup>75</sup>. Quelques années après, l'entreprise fiscale semble délaissée et le rapport administratif de 1877 signale déjà l'inexistence réelle du « port de Maruata » (GONZALES, 1877). En 1882 et 1883, le « port de Maruata » n'est même plus mentionné dans les rapports de mission des géologues qui explorent le district de Coalcomán. Leurs études sont pourtant rigoureuses et débarrassées du positivisme qui dominait les rapports précédents. Elles dressent un bilan plus objectif des ressources naturelles de la région et relativisent l'importance des gisements exploitables.

L'entretien d'un bureau de douanes sur les plages désertes et malsaines de la côte n'est pas alors chose facile. En outre, l'aménagement d'un véritable port se heurte à la concurrence de celui de Manzanillo qui s'affirme déjà comme premier port du Pacifique et sera le premier relié au réseau ferré du pays<sup>76</sup>.

L'écho publicitaire orchestré autour de l'entreprise de Maruata est à la mesure des illusions mercantilistes entretenues dans l'opinion publique de l'époque, afin de masquer l'intérêt plutôt fiscal de l'opération. Mais l'exploitation des ressources naturelles de la région, tournée vers la mer, échappe totalement aux promoteurs de ce développement libéral. L'essor des activités agropastorales de la région de Coalcomán, à partir du flux migratoire que nous avons mis en évidence, ne doit donc rien à l'ouverture du « port de Maruata ». Les principales familles immigrées de Coalcomán appuient alors le projet, car il leur ouvre un nouveau champ d'activités et leur facilite l'accès aux territoires des communautés indiennes de la côte. Néanmoins, leur espoir se fonde davantage sur le désenclavement de Coalcomán et la construction d'un pont sur le Río Tepalcatepec qui faciliterait les échanges commerciaux avec le nord de l'État et leur région d'origine.

Le pillage des bois précieux continue de plus belle après la fermeture du « port » et, en 1886, un nouveau contrat est signé entre la communauté indienne de Pómaro et les acheteurs nord-américains (CHAVEZ, 1985). La période de relative paix civile, qui s'établit à partir de 1867, est particulièrement propice aux activités des capitaux étrangers encouragés par l'administration de Porfirio Diaz. L'exploitation du district de Coalcomán est réactivée au début du xx<sup>e</sup> siècle par l'installation de la *Pacific Timber Company* (PTC) qui achète d'immenses terrains boisés dans la Sierra de Coalcomán. L'objectif a désormais changé et l'exploitation du pin, dont la demande est démultipliée par

75. Pedro Guzman Cuesta : *Aduana de Maruata*, 30 juin 1876, rapport publié dans Manuel GONZALES (1877). La propagande des années précédentes annonce que Maruata compte une population de 250 habitants en 1860 et de 300 habitants en 1868, alors qu'aucun village n'existe sur la côte de la communauté de Pómaro, hormis les hameaux de Cachan et de Guagua. Cette population est en fait, selon toute vraisemblance, celle du village de Pómaro situé en retrait par rapport à la côte et à 500 m d'altitude. Ces erreurs sont écrites par Jose Guadalupe ROMERO, et citées par Gerardo SANCHEZ DIAZ (1988).

76. Pedro Guzman Cuesta, administrateur du port de Maruata en 1876, se plaint du manque de coopération et de bonne volonté des responsables du port de Manzanillo. Il affirme qu'aucun développement du port de Maruata ne sera possible sans une indépendance complète à l'égard de ce dernier (GONZALES, 1877).

le développement des chemins de fer et des mines, remplace celle des bois à colorants. Entre 1908 et 1911, la PTC achète la plus grande partie des terrains d'altitude situés sur les plateaux calcaires de la chaîne orientale (fig. 10, p. 46). Elle accapare ainsi les meilleures forêts de pins du district, sans doute plus de 60 000 ha, et relie cette zone d'exploitation à la mer en achetant, à la communauté indienne de Pómaro, une longue frange de terrain qui comprend la vallée du Río Guagua depuis sa source, en contrebas des massifs calcaires, jusqu'à son embouchure. La construction d'un canal devait permettre la descente des troncs d'arbre sur la plage et leur embarquement, mais les activités de la compagnie sont interrompues par les premiers troubles révolutionnaires et l'assassinat d'un de ses administrateurs (GUZMAN AVILA, 1982, 1985 ; SANCHEZ DIAZ, 1988). Pendant la même période, la *Balsas Hardwood Company* (BHC) loue les terres de l'hacienda de Tupitina (achetées depuis quelques années à la communauté de Pómaro), celles de l'hacienda de Ahuindo, situées au sud-est de Coalcomán, et d'autres terrains boisés situés dans les limites des actuelles communes de Arteaga, Tumbiscatio et Lazaro Cardenas (GUZMAN AVILA, 1985)<sup>77</sup>. Malgré la mise en œuvre d'importants capitaux, et l'immobilisation foncière d'une fraction importante de la commune, l'exploitation forestière ne sera jamais réellement entreprise. La Révolution mexicaine éclate mais, surtout, les massifs forestiers du nord de l'État, désormais entourés de voies de chemin de fer, permettent l'évacuation plus rapide du bois et une exploitation moins coûteuse. La déforestation aura bien lieu dans la Sierra de Coalcomán, mais elle concernera davantage les versants et les vallées situées en contrebas des grandes forêts de pins, où s'installent les nouveaux agriculteurs immigrés à Coalcomán.



Un nouveau système agraire  
pour la Sierra de Coalcomán (1920-1950)

---

Entre 1870 et 1920, la Sierra de Coalcomán est occupée par une paysannerie immigrée qui s'empare des terrains indivis de l'ancienne communauté indienne de Coalcomán. L'installation de ces familles, la mise en oeuvre de nouveaux moyens de production et la généralisation du métayage bouleversent les formes de mise en valeur. Les bases d'un nouveau système agraire sont progressivement définies. La culture sur brûlis ne représente plus l'unique système de culture pratiqué. Elle est maintenant secondée par l'utilisation de l'araire et la mise en place de nouvelles rotations. L'élevage associé de porcs gras et de taureaux de dressage devient systématique.

Tandis que la région de Coalcomán est profondément modifiée par l'installation de cette nouvelle paysannerie, les communautés indiennes de la côte conservent le même mode de mise en valeur du milieu (culture sur brûlis et vaine pâture). Mais l'espace qu'elles contrôlent encore s'amenuise de jour en jour, à mesure que progresse l'avancée des familles blanches établies à Coalcomán.

La société agraire mise en place par les nouveaux habitants de la commune de Coalcomán et son extension territoriale, au détriment des communautés indiennes de la côte, font l'objet de cette deuxième partie. Le premier chapitre, consacré à la morphologie de la Sierra de Coalcomán, présente succinctement les grands traits du paysage que découvraient les immigrants en arrivant à Coalcomán.

## LES GRANDS TRAITS DU PAYSAGE

---

L'ensemble de la région sud-ouest du Michoacán se caractérise par un relief particulièrement déchiqueté et complexe ; ses plus hauts sommets atteignent 2 700 m, altitude modeste par rapport à celle des grands édifices de l'axe néo-volcanique mexicain, mais relativement importante de par la proximité géographique de la profonde dépression des Terres Chaudes au nord (300 m d'altitude) et de la côte Pacifique au sud. Les derniers sommets culminant à plus de 2 000 m se situent ainsi à moins de 30 km de la côte. Si l'on excepte la plaine côtière de Coahuayana, prolongement de celle de Colima, et la basse vallée du Río Aguila, les montagnes tombent brutalement dans la mer. À l'embouchure des torrents et des rivières qui descendent de la Sierra, les vallées s'élargissent parfois un peu pour donner naissance à de très petites plaines côtières, parsemées de lagons et régulièrement dévastées par les crues.

Cet ensemble montagneux fait partie de l'immense Sierra Madre del Sur qui longe l'océan Pacifique depuis les États de Jalisco et de Colima - où elle s'articule avec la Sierra Madre Occidental et l'axe néovolcanique central - jusqu'à l'isthme de Tehuantepec entre les États de Oaxaca et de Chiapas. Son orogénèse est liée à la subduction de la plaque océanique sous le continent américain, et sa géologie est marquée par une grande complexité structurale. Des formations très anciennes (Paléozoïque), d'origine extrusive et métamorphique (andésites, schistes) affleurent sur de très grandes surfaces dans toute la chaîne (INEGI, 1984). Elles apparaissent perturbées par l'irruption (Mésozoïque et Cénozoïque) de roches intrusives de profondeur (granites intrusifs), recouvertes çà et là par une couverture sédimentaire en général calcaire (Crétacée), plissée et fracturée (INEGI, 1985). Dans la région qui nous intéresse, les formations calcaires sont particulièrement bien représentées et constituent la plus grande partie des communes de Coalcomán et de Villa Victoria. Les roches plus anciennes (andésites et schistes du Paléozoïque) ne sont visibles qu'au nord et au sud-est du village de Coalcomán<sup>1</sup>. Elles donnent souvent naissance à des sols de couleur rouge et plutôt pauvres : la *tierra colorada*. Les plus hauts sommets sont en général constitués de tables calcaires faiblement plissées, reposant parfois sur les roches cristallines anciennes. C'est au contact de ces deux formations que les géologues du XIX<sup>e</sup> siècle avaient découvert d'importants minerais ferrugineux. Bien que les plissements soient grossièrement orientés NO-SE, on peut clairement identifier deux chaînes de sommets élevés, alignés du nord au sud et de part et d'autre du village de Coalcomán : à l'est, les hauts plateaux karstiques (2 000-2 500 m) de Resumidero, Los Pobres, Varaloso, Barranca Seca et Las Joyas. Ils constituent une barrière imposante, entièrement couverte de forêts de pins. En dehors des quelques dolines que l'on y rencontre, ces hauts plateaux n'ont pas attiré l'attention des migrants. Leur peuplement sera donc tardif et lié à l'exploitation forestière contemporaine. À l'ouest, les sommets sont moins hauts, plus exigus et séparés les uns des autres par de grandes zones moins élevées. Du nord au sud, on distingue les sommets de La Mina, Coporo, La Mesa, El Laurel, Cerro Verde et El Fresnal. En contrebas de ces sommets, l'abondance de sources a permis l'établissement de nombreux hameaux. En outre, les sols développés sur ces terrains calcaires sont souvent appréciés des agriculteurs pour leur réserve en eau et leur résistance relative au lessivage, même si l'abondance de pierres impose le plus souvent une culture exclusivement manuelle. C'est la *tierra calichosa* (rendzine) (fig. 12).

La commune de Aquila, par contre, n'est pas aussi riche en terrains calcaires. Sa partie centrale est entièrement occupée par un massif

1. Carte géologique  
1:250 000 Lázaro  
Cárdenas (E 13-6-9),  
SPP et BRAND, 1960.

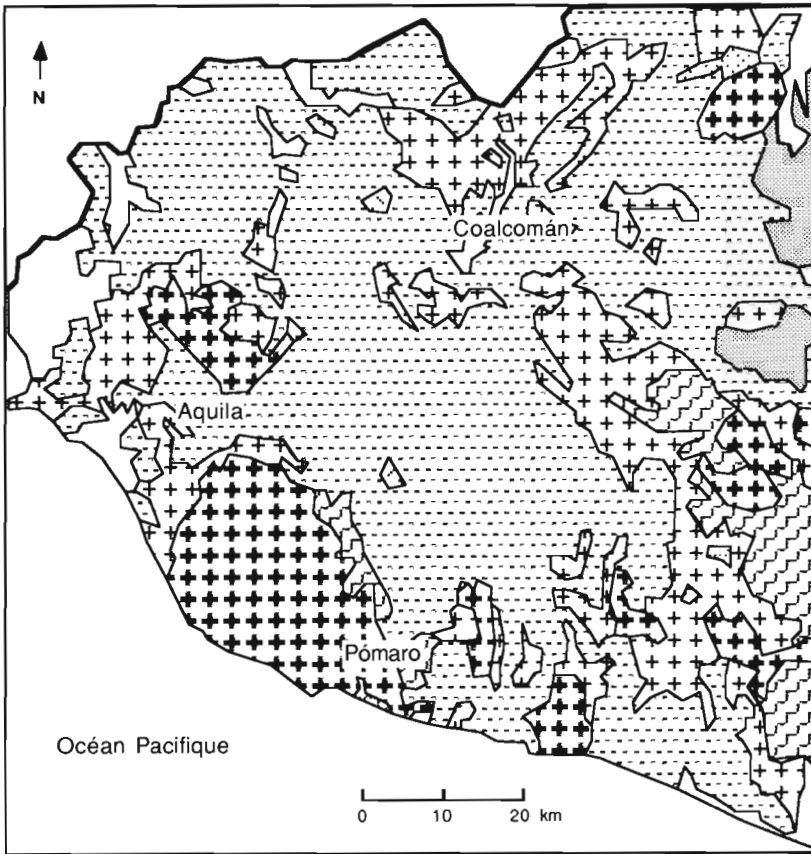








Figure 12

Carte géologique de la Sierra Madre del Sur (État du Michoacán).

Roches ignées acides	<ul style="list-style-type: none"> <li> Granite intrusif</li> <li> Andésite</li> </ul>
Roches sédimentaires	<ul style="list-style-type: none"> <li> Calcaire (Crétacé)</li> <li> Grès et conglomérat (Tertiaire inférieur)</li> <li> Alluvions (Quaternaire)</li> </ul>
Roches métamorphiques	<ul style="list-style-type: none"> <li> Complexe métamorphique (Trias) + m. de contact</li> </ul>

Source : H. COCHET, carte élaborée d'après SPP, *direccion general de geografia*, carte géologique I : 250 000, Lazaro Cardenas (E 13-6-9).

granitique (intrusif), d'altitude plus modeste (< 1 000 m). Les sols y sont le plus souvent squelettiques (lithosols, regosols) et très filtrants. Leur réserve en eau est faible. En saison sèche, il faut creuser le sable des torrents pour y trouver de l'eau car les sources sont rares. Entre ces terrains granitiques et les formations calcaires qui les dominent, une frange de métamorphisme de contact est visible dans la basse vallée du Río Coalcomán. Un deuxième affleurement important de granite intrusif est visible au nord du premier, à cheval sur les communes de Aquila et de Villa Victoria. Il engendre un paysage sem-

blable, bien que d'une altitude légèrement plus élevée. Le granite y est localement décomposé en boules et sables grossiers (arène granitique). Nous verrons que ces terrains ingrats correspondent approximativement aux dernières régions indiennes non encore envahies à ce jour par les populations métisses venues du nord (fig. 12).

Partout, le relief a été modelé par l'érosion et la constitution d'un réseau hydrographique aux multiples ramifications. Le bassin hydrographique du Río de Coalcomán occupe pratiquement toute la largeur de la Sierra Madre del Sur, car celui-ci prend sa source non loin du col de Las Cruces (1 500 m) qui sépare cette petite unité hydrographique de l'immense bassin du Río Tepalcatepec. Bien que le bourg de Coalcomán se situe sur le versant pacifique, la vallée qui le borde est fermée par d'importants chaînons montagneux, situés au sud, seulement entaillés par la gorge profonde, sinueuse et inaccessible du Río de Coalcomán. Pour rejoindre la côte, il faut donc remonter à une altitude voisine de 2 000 m, puis entamer alors une descente vertigineuse vers la mer. La vallée de Coalcomán (nous limitons la portée de ce terme à la petite plaine alluviale située immédiatement en amont et en aval du bourg) constitue donc la seule partie plane aux sols plus profonds (vertisols) de la région<sup>2</sup>. Les frontières de la partie supérieure du bassin du Río de Coalcomán correspondent aux limites de la région étudiée : les franges nord, est et ouest de la commune de Coalcomán (qui appartiennent respectivement aux bassins hydrographiques des Ríos Tepalcatepec, Aguililla et Coahuayana) ont été dominées par la présence passée des haciendas et celle, actuelle, des *ejidos*. Même si les similitudes observées avec la région centrale de la commune de Coalcomán sont importantes, ces régions ont toujours été plutôt tournées vers les terres tropicales de la dépression de Apatzingán ou des États de Colima et de Jalisco. Elles échappaient ainsi à l'influence de Coalcomán et leur étude relèverait d'une problématique bien différente (fig. 13).

La commune de Aquila est constituée d'une succession de petites vallées parallèles, formées par les torrents qui descendent de la Sierra, chacune étant elle-même constituée de plusieurs ravins plus ou moins abrupts. Parmi ces vallées, celles qui remontent le plus loin au cœur de la Sierra bénéficient d'un écoulement permanent, alimenté par les sources situées en contrebas des massifs calcaires (Ríos Maquili et Ostula par exemple). Les vallées trop courtes pour atteindre ces massifs n'ont qu'un écoulement temporaire qui s'interrompt peu de temps après la fin de la saison des pluies. C'est par exemple le cas des Ríos de Pómaro, Coire et Motin de Oro.

L'ensemble de la région est soumis à un climat tropical relativement sec, les pluies et les températures varient très rapidement en fonction

2. Si l'on excepte la frange nord-ouest des communes de Coalcomán et de Villa Victoria, tournée vers les États de Colima et de Jalisco, et qui appartient au grand bassin hydrographique du Río Coahuayana, ainsi que la plaine côtière de Coahuayana.



du relief. Situé à 1 000 m d'altitude, le bourg de Coalcomán bénéficie d'un climat plutôt frais (moyenne 19°-24°), nettement plus arrosé que sur la côte ou sur les versants nord de la Sierra Madre del Sur ; ces derniers, exposés sous le vent, assurent la transition avec la dépression semi-désertique du Río Tepalcatepec. Les gelées sont exceptionnelles mais les brouillards de condensation ne sont pas rares en hiver. Il y pleut environ 1 200 mm. Les hauts plateaux calcaires connaissent un climat beaucoup plus rigoureux en hiver (gelées fréquentes) et plus arrosé en été. Les pluies d'hiver (*las cabañuelas*), très faibles dans la vallée de Coalcomán, y sont parfois importantes et constituent alors une mini-saison des pluies hivernale.

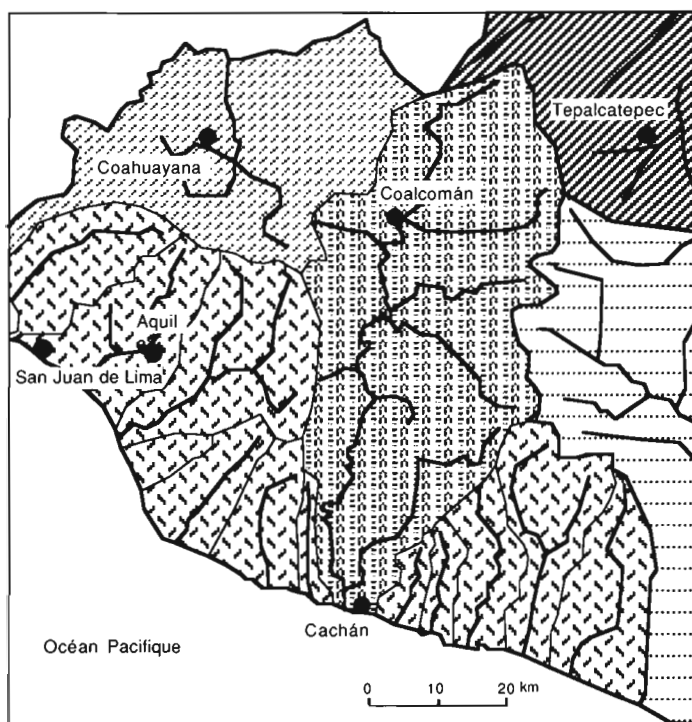








Figure 13

*Réseau hydrographique de la région de Coalcomán.*

-  Bassin hydrographique du Río de Coalcomán
-  Vallée torrentielle de la région côtière
-  Bassin hydrographique du Río de Aguililla
-  Bassin hydrographique du Río Tepalcatepec
-  Bassin hydrographique du Río Coahuayana
-  Station climatologique

Source : H. COCHET, carte élaborée d'après SPP, carte topographique 1/250 000 Lazaro Cardenas (E13-6-9).

En revanche, la température croît rapidement à mesure que l'on descend vers la côte ; le climat devient aussi beaucoup plus sec malgré

l'impression d'humidité entretenue par la mer. Dans le bourg de Aquila - situé en basse altitude mais entouré de montagnes et encore éloigné de la côte -, les précipitations restent assez fortes, mais les températures sont nettement plus élevées (moyenne 23°-30°) et l'évaporation augmente. À San Juan de Lima, sur la côte, les précipitations ne sont plus que de 925 mm et l'évaporation est deux fois plus importante. La température moyenne du mois le plus froid est de 25 °C.

Non seulement les précipitations sont moins abondantes sur la côte qu'à Coalcomán, mais le début de la saison des pluies est nettement retardé, sans que les pluies de fin de saison sèche compensent ce raccourcissement de la saison utile (fig. 14). Au début du mois de juin, alors que le maïs semé dans la Sierra mesure déjà plus de 20 cm,

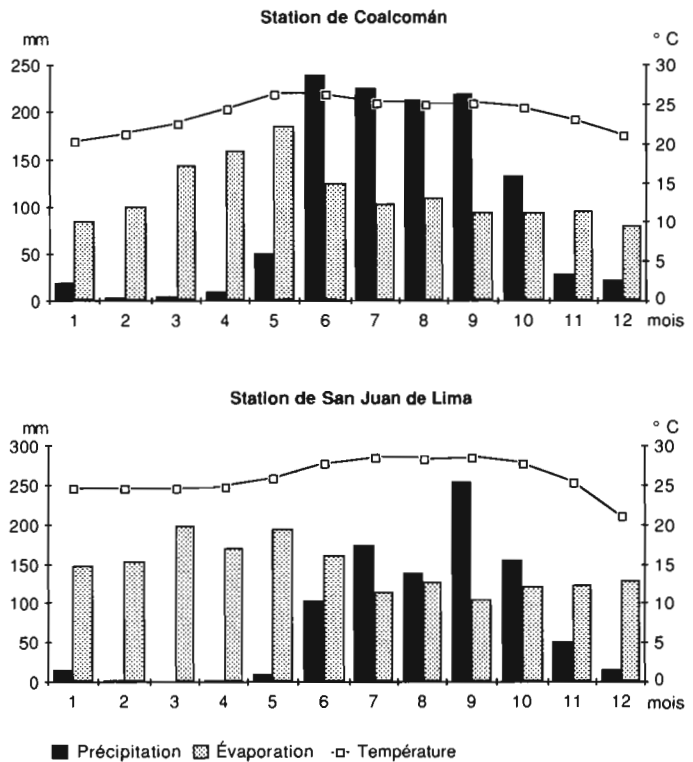


Figure 14

Gradient climatique  
Sierra-Côte.

Source : stations climatologiques de San Juan de Lima (commune de Aquila) et de Coalcomán : moyennes établies sur 30 ans (température), 15 ans (précipitations) et 23 ans (évaporation) dans le cas de la station de Coalcomán ; moyenne établies sur 9 ans dans le cas de la station de San Juan de Lima, INIFAP-CIAB, Celaya. Les données concernant l'évaporation sont celles mesurées sur un bac d'eau libre.

les agriculteurs de la côte attendent toujours les premières pluies. Par ailleurs, la saison des pluies est fréquemment interrompue par plu-

sieurs semaines de sécheresse (la *canicula*) qui interviennent à la fin du mois de juillet, ou au début du mois d'août, et qui compromettent alors la réussite des semis de maïs. C'est souvent au cours de la deuxième partie de la saison des pluies que l'on enregistre les plus fortes précipitations. Les orages sont alors particulièrement violents et dévastateurs. Enfin, les précipitations hivernales sont ici négligeables.

À altitudes égales, on constate que la frange sud de la côte (à l'est du cap de El Faro), orientée différemment par rapport aux masses d'air océaniques, est encore plus sèche. L'installation récente (1979) d'une station climatologique dans le hameau de Cachán, à l'embouchure du Río de Coalcomán, permet déjà de confirmer le témoignage des agriculteurs, même si les moyennes enregistrées sont encore peu significatives (fig. 15). Il ne pleut que 700 ou 800 mm et les caractères climatiques décrits pour la station de San Juan de Lima sont ici accentués. L'impression de sécheresse est également renforcée par la nature granitique du sous-sol, prédominante sur cette partie de la côte. Par contre, la frange orientale de la côte michoacannaise (commune de Lazaro Cardenas et extrémité est de la commune de Aquila) semble à nouveau plus humide : d'après la station climatologique de Caleta de Campo, il tomberait à cet endroit 1 361 mm d'eau en moyenne par an.

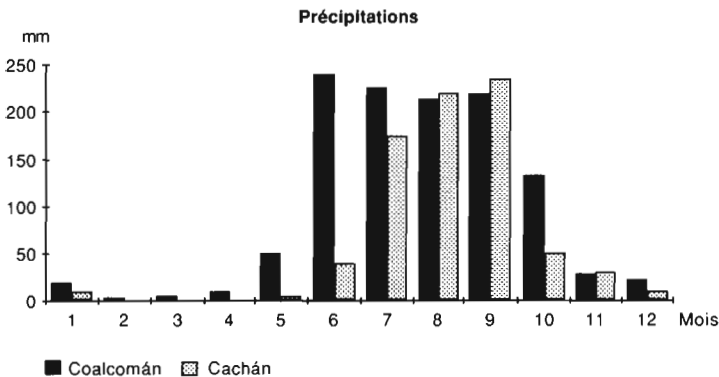


Figure 15

Comparaison des précipitations enregistrées à Coalcomán et à Cachán.

Source : stations climatologiques de Coalcomán et de Cachán. Pour cette dernière station, les moyennes ne sont établies que sur six ans (1979-1984).

À l'époque où les immigrants s'établissent sur les anciens communaux fractionnés de Coalcomán, la forêt domine encore, et de très loin, le paysage de la Sierra Madre del Sur. Si l'on excepte la partie de la vallée la plus proche du bourg, cultivée depuis plusieurs décennies par les familles créoles déjà installées à Coalcomán, l'écosystème forestier n'a pas encore souffert de modifications importantes. La très faible densité démographique indienne (< 1 hab./km<sup>2</sup>) permet à la

végétation forestière de se maintenir. En suivant un gradient décroissant d'altitude, on peut alors distinguer : au-dessus de 1 500 m, de très grandes forêts de pins, parfois encombrées de chênes et d'arbousiers. Ces forêts, accaparées par la *Pacific Timber Company* au début du siècle, ne seront pas sérieusement exploitées avant la fin des années cinquante. En dessous de 1 500 m, le chêne est plus important et occupe souvent les versants les plus ensoleillés, réservant aux pins les zones exposées à l'ubac. Vers 1 000 m, la végétation se diversifie et devient plus riche en espèces feuillues. Parmi elles, plusieurs types de légumineuses deviendront des éléments caractéristiques du paysage actuel de la commune de Coalcomán : le *tepehuaje* (*Lisiloma acapulcense*) qui échappe au brûlis car son bois est utilisé pour la confection des poteaux de clôture ; le *tepame* (*Acacia pennatula*) et le *huizache* (*Acacia farnesiana*, *Acacia schaffneri*) dont les gousses constituent un aliment apprécié du bétail.

Certaines espèces de chênes de petite taille (*Quercus magnoliifolia*, *Quercus glaucoïdes*, *Quercus salicifolia*) se développent même à proximité de la côte et jusqu'à 800 m d'altitude seulement. Ils constituent ainsi, au milieu de la forêt tropicale, de petites taches de chênaie particulières comme celle du hameau indien de Los Encinos, à seulement 7 ou 8 km de la côte. Mais la végétation de la commune de Aquila est en général très différente et dominée par la forêt tropicale. Dans les zones les plus basses, c'est une forêt tropicale caducifoliée, d'une hauteur inférieure à 15 m, souvent discontinue lorsqu'elle se développe sur les sols minces et acides du massif granitique de la côte. Par endroit, cette formation végétale ressemble davantage à une steppe arborée qu'à une forêt. Les espèces cactées y sont alors bien représentées. En hiver, ce sont les seuls éléments encore verts du paysage, contrastant avec le maquis grisâtre qui les entoure. Rappelons que cette frange côtière n'était plus habitée depuis les grandes épidémies du xvii<sup>e</sup> siècle, et que la plupart des villages indiens se situaient vers 500 m d'altitude (Pómaro, Coire, San Pedro Naranjestil, Huizontla) ou en amont de vallées profondes, à plus de 20 km de la côte.

Entre 300 et 800 m, et dans tous les ravins qui plongent vers l'océan Pacifique, certaines espèces conservent leurs feuilles en saison sèche, et l'ensemble constitue alors une forêt tropicale subcaducifoliée nettement plus haute que la précédente. C'est ici que les navires étrangers du xix<sup>e</sup> siècle s'approvisionnaient en bois précieux de toute sorte. C'est aussi dans ces ravins que se rencontrent la plupart des arbres fourragers dont les fruits et/ou les feuilles sont consommés par le bétail et les porcs (parmi eux, il faut citer : *Brosimum alicastrum*, *Enterolobium cyclocarpum*, *Ficus padifolia*, *Guazuma ulmifo-*

*lia*, *Pithecellobium dulce* et *Acrocomia mexicana*). Ce dernier élément explique que de grands lambeaux de cette forêt aient été préservés, en particulier dans l'ouest des communes de Aquila et de Coahuayana, région plus arrosée que la frange sud de la côte.

L'installation des immigrés dans la Sierra de Coalcomán et l'habitat sont fortement conditionnés par les caractéristiques de ce milieu naturel. Au repeuplement progressif de la région correspond l'établissement d'un habitat fondamentalement dispersé, en petits hameaux disséminés sur l'ensemble de la commune. Cet éparpillement des maisons, d'abord adapté aux conditions du milieu, est très dépendant de la disponibilité des ressources en eau : la plupart des hameaux ont été fondés entre 800 et 1 500 m d'altitude, dans la partie supérieure de la vallée de Coalcomán (depuis le col de Las Cruces jusqu'au hameau de San Acamitán) et le long des principaux affluents du Río de Coalcomán<sup>3</sup>. Les lignes de sources, présentes en contrebas des massifs calcaires, ont également permis la fondation de nombreux hameaux situés à une altitude semblable et disposés en collier autour des sommets calcaires<sup>4</sup>. Enfin, certains sites plus favorables au développement des labours ont donné lieu à la formation de villages plus importants : synclinal de Tehuantepec, vallée de Estopila (fig. 16).

Mais l'éparpillement du peuplement humain de la Sierra est également lié au nouveau régime foncier qui s'installe après fractionnement et vente des communaux de Coalcomán. Si chaque famille avait eu accès à la terre, elle aurait disposé d'environ 150 ha, en prenant comme base de calcul une densité démographique de 4 hab./km<sup>2</sup> en 1920. Les propriétaires sont en réalité beaucoup moins nombreux. 261 domaines indépendants sont recensés en 1909<sup>5</sup> et leurs propriétaires disposent donc, en moyenne, d'une surface approximative de 750 ha. D'après les informations rassemblées en annexe 5 (p. 335), nous pouvons affirmer qu'une cinquantaine d'entre eux contrôlent la plus grande partie de la commune et disposent, chacun, de plusieurs milliers d'hectares. La plupart des familles (environ 1 500), arrivées trop tard pour profiter du partage et de la vente des communaux, ne possèdent aucun bien foncier et travaillent comme métayers chez les propriétaires. Ce sont elles qui ont constitué dans chaque rancho un ou plusieurs petits hameaux de 10 à 15 familles, rassemblées autour de la maison du « patron ». C'est pour cette raison que le sens du mot rancho dépasse parfois l'unité foncière pour désigner le hameau constitué sur cette même unité territoriale<sup>6</sup>.

La taille de ces hameaux correspond aux besoins de main-d'œuvre de la propriété. Sur les 170 hameaux recensés en 1921 dans la com-

3. Vallées de Ixtala, Las Cebollas, El Aguacate, Ocorla, El Cantor et San José.

4. On peut citer par exemple les hameaux de El Garbanzo, Los Telares, La Hierba Buena, Mexiquillo, Los Salgados, Los Belen, La Pila et El Parejo, qui entourent la table calcaire du Cerro Verde.

5. *Índice alfabético de la división Territorial del Estado de Michoacán de Ocampo*, Morelia, 1912.

6. C'est par exemple le cas dans les recensements de l'époque. Mais nous conserverons le mot rancho limité à son expression foncière.

mune de Coalcomán, 4 seulement ont une population supérieure à 200 habitants, regroupant ainsi les familles qui travaillent sur plusieurs propriétés. Quatorze localités rassemblent une population comprise entre 100 et 200 habitants. Une quarantaine abritent de 6 à 15 familles (40 à 100 personnes) qui vivent et travaillent sur une même propriété.

Le bourg de Coalcomán est en plein essor mais représente encore moins de 30 % de la population communale. Fraîchement doté d'une église et d'un début d'infrastructure urbaine (prison, cimetière, rues et palais municipal), Coalcomán abrite alors, outre les commerçants et les notables, beaucoup de métayers qui travaillent dans la vallée proche du bourg.

Enfin, un troisième élément impose à l'habitat son caractère extrêmement dispersé : la permanence et le développement d'un système de culture sans labour et à friche très longue.

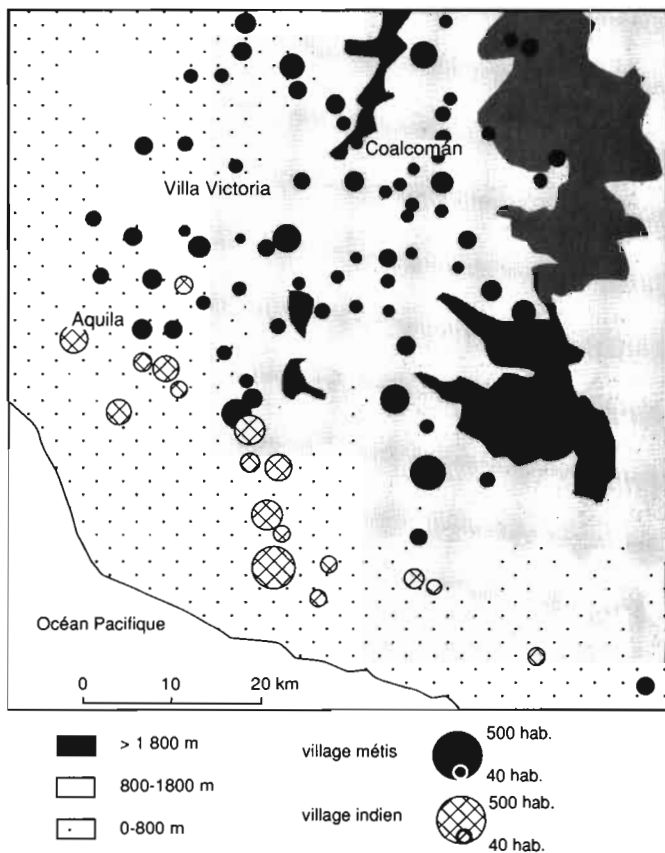


Figure 16

*Éparpillement de l'habitat dans la Sierra de Coalcomán en 1921.*

Source : H. COCHET, carte établie d'après les données démographiques présentées par le *Censo General de Habitantes* de 1921 (voir annexe 1).

# LE SYSTÈME DE CULTURE SUR BRÛLIS

La culture du maïs sur brûlis, déjà pratiquée par les Indiens depuis les origines, reste de mise après l'anéantissement de leur communauté et se maintient comme l'un des éléments fondamentaux du système agraire. Dans chaque rancho, plusieurs métayers se consacrent exclusivement à ce système de culture. Les personnes âgées interrogées attestent que, vers 1920, les forêts primaires étaient plutôt rares. Dans les décennies suivantes, de nouveaux empiètements réduiront encore les îlots épargnés jusqu'alors. En 1950, le paysage est totalement transformé et il ne subsiste aucune parcelle qui n'ait déjà été abattue et brûlée au moins une fois, à l'exception toutefois des hauts sommets calcaires, toujours couverts de forêts de pins et de la frange côtière la plus aride<sup>7</sup>.

## *L'itinéraire technique*

C'est d'abord le choix du site qui retient l'attention du cultivateur, certains végétaux pouvant servir d'indicateur sur la qualité du sol. Le premier travail consiste en l'abattage de la parcelle de forêt choisie pour y semer le maïs. Pour accéder aux gros arbres, il faut d'abord éliminer à la machette les arbustes et les branches basses qui occupent le sous-bois. L'arbre ainsi atteint est à son tour coupé, à la hache si son diamètre l'exige, puis grossièrement débité jusqu'à ses dernières branches. Mais tous les arbres ne subissent pas le même sort : ceux dont le bois peut être utilisé pour la construction des clôtures ou la menuiserie (en particulier certains bois précieux des zones tropicales), et ceux dont les fruits sont consommés par les enfants, le bétail ou les cochons, sont épargnés. Seules les branches les plus basses souffrent alors du feu. L'abattage de la forêt constitue de loin le travail le plus long et le plus pénible (entre 25 et 30 j/ha<sup>8</sup>), mais il est possible de l'étaler tout au long de l'hiver. C'est moins pénible en début de saison sèche car les arbustes encore verts sont plus faciles à débiter. Mais le gros du travail survient en général après les récoltes de décembre-janvier ; il faut alors faire assez vite pour laisser à la biomasse ainsi coupée le temps de sécher convenablement avant la mise à feu.

Il faut aussi prévoir la confection d'une « raie de sauvegarde », sorte de pare-feu destiné à protéger la forêt voisine. Elle consiste en une

7. Témoignage de Donald D. BRAND (1960).

8. Cette quantité de travail est relativement faible par rapport aux données avancées pour d'autres régions tropicales humides. Dans la Sierra de Coalcomán, les forêts - tempérées - des régions hautes (chênes, divers feuillus) ou tropicales sèches des zones chaudes représentent une biomasse largement inférieure et nécessitent un moindre travail pour l'abattage.

bande de 1 m de large environ , soigneusement nettoyée et balayée à l'aide de la machette et de balais improvisés en branchages. Ce pare-feu est en général repoussé au-delà de la limite de la parcelle abattue (à quelques mètres) et en sous-bois de la forêt voisine pour que le feu, ralenti par la lisière qui fait alors office de pare-vent, ne franchisse pas cette barrière. Pour ralentir encore la progression de l'incendie, on met parfois le feu en bordure de la raie de sauvegarde - côté parcelle -, afin d'éliminer les feuilles qui pourraient, lors d'un feu mal maîtrisé, propager l'incendie. Ce nettoyage minutieux demande toujours la participation de plusieurs personnes. Il est effectué tôt le matin, avant les heures chaudes de la journée. Quand l'ensemble de la parcelle a ainsi été protégé, on met le feu à l'épais tapis de biomasse séchée. De la température, des vents dominants et de la bienveillance de l'agriculteur envers ses voisins, dépendent les techniques de mise à feu employées. Si les risques de propagation au-delà des limites convenables sont trop grands, la mise à feu s'effectue de haut en bas car le feu progresse moins vite dans ce sens. Si la situation est plus favorable, on peut allumer l'incendie par le bas et embraser toute la parcelle d'un seul coup. Si la parcelle n'est pas trop grande et les participants assez nombreux (le brûlage est toujours une opération collective), raie de sauvegarde et brûlage peuvent s'effectuer le même jour. Dans ce cas, on commence la raie de sauvegarde au sommet de la parcelle ; les travailleurs se divisent en deux groupes et poursuivent le travail selon des directions opposées, en descendant de part et d'autre de la parcelle. L'espace de sous-bois, ménagé entre la raie de sauvegarde et la lisière, est progressivement mis à feu par les travailleurs qui « traînent » le feu derrière eux à l'aide d'une branche ou même de la machette, en faisant sauter les brindilles enflammées sur le bord de la raie de sauvegarde. Les deux groupes se réunissent à nouveau dans le bas de la parcelle et l'anneau de cendre, qui sépare alors la raie de sauvegarde de la lisière, est complété. C'est le moment de mettre le feu à la parcelle proprement dite si l'incendie ne s'est pas déjà propagé de lui-même, de haut en bas et de la périphérie vers le centre. Dans tous les cas, c'est au sommet de la parcelle que sont disposés de préférence les « guetteurs », prêts à intervenir en cas de dépassement du feu. Ils resteront vigilants plusieurs heures après le brûlis.

Il faut ensuite profiter des quelques semaines encore disponibles avant l'arrivée des pluies pour clôturer la parcelle. Avant la généralisation du fil de fer barbelé, les clôtures étaient faites en bois. Elles consistaient en l'entassement de troncs et de branchages - si possible épineux - entre deux séries de pieux plantés en terre qui limitaient ainsi l'épaisseur de la clôture. Ce travail donnait lieu à une nouvelle coupe de bois, effectuée à la lisière de la parcelle, qui prenait plu-



sieurs jours. Dans les communautés indiennes de la région côtière, les parcelles les plus éloignées du village n'étaient pas protégées car le bétail, peu nombreux, ne s'aventurait pas très loin. Dans tous les cas, la divagation des porcs représentait un souci permanent, même si la partie basse de la clôture était particulièrement soignée.

Dès que le sol est suffisamment humidifié par les premières pluies, il faut procéder au semis que l'on effectue à l'aide d'un outil composé d'une sorte de fer de lance étroit, adapté à l'extrémité d'un manche (ce n'est parfois qu'un simple bâton fousseur taillé en biseau, plus maniable par les enfants qui participent au semis). Après avoir planté l'outil en terre, le semeur pousse légèrement le manche pour dégager, entre le fer de lance et la terre, un espace suffisant pour y jeter 3 ou 4 graines sans se baisser (les graines sont alors enfouies à 6 ou 8 cm de profondeur). Le fer est ensuite retiré et de nouveau enfoncé 1 m plus loin. Les poquets sont à peu près équidistants (éloignés les uns des autres de 1 m), mais la régularité du semis est parfois interrompue par le microrelief de la parcelle, souvent encombrée de rochers et de troncs partiellement consumés. On sème 3 ou 4 mesures par hectare, soit 15 à 20 l de semence (12 à 15 kg). Un deuxième passage, plus rapide, permet de semer les graines de courge entre les futurs pieds de maïs, selon un procédé similaire, mais avec un espacement beaucoup plus grand qui correspond à la capacité de couverture du sol des plans de courge. Cette culture associée n'est pas systématique et ne concerne fréquemment qu'une partie de la parcelle semée en maïs, généralement la plus accessible pour faciliter les travaux de récolte.

À ce stade du cycle agricole, l'essentiel du travail est fait. Il ne reste qu'à nettoyer de temps en temps la parcelle, qui en général se maintient très propre la première année, et à la défendre des prédateurs forestiers ou domestiques. La récolte intervient de novembre à février car l'éventail des variétés<sup>9</sup> de maïs cultivées est important : entre 1 000 et 1 500 m d'altitude, la variété la plus souvent semée est un maïs blanc *Delgado* dont le cycle est déjà relativement long. À une altitude supérieure, il faut attendre huit mois pour récolter les maïs *Blanco chino* et *Blanco serano*. En dessous de 1 000 m, les maïs *Tampiqueño*, *Tampico* et *Tepite* sont les plus souvent employés car leur précocité est mieux adaptée à une saison des pluies plus courte. D'autres variétés, destinées à des usages particuliers comme les maïs noirs ou les races à pop-com (*Reventador*, *Roquero*), sont également semées mais en moindre quantité. La récolte est entièrement manuelle : les épis sont jetés dans la hotte que porte le moissonneur, avant d'être mis en sac et chargés sur les mules et les ânes jusqu'à la maison. Une partie du champ est parfois récoltée alors que les grains sont encore au stade pâteux ; leur consommation se fait sous forme de recettes spéciales. Ce maïs assure la soudure quand les greniers

9. Il s'agit de population à pollinisation libre.

n'abritent plus qu'un maïs rare et parfois infesté de charançons. Une autre tâche précède également la moisson des épis mûrs : la récolte des feuilles et de la partie supérieure de la tige, destinées à l'alimentation de la mule et, éventuellement, de la vache allaitante en fin de saison sèche.

C'est au cours de la récolte que les plus beaux épis sont sélectionnés et suspendus au-dessus du fourneau en argile, pour que la fumée les protège des insectes parasites jusqu'au semis de l'année suivante. Celui-ci donnera lieu à une nouvelle sélection, sur les grains cette fois-ci : ceux de mauvaise conformation et situés aux extrémités de l'épi seront alors rejetés. Le reste de la récolte, conservé dans un grenier en bois, est égrené à la main au fur et à mesure des besoins. Parfois aussi, les épis sont disposés sur une sorte de table, dont la partie supérieure est faite de lanières de cuir grossièrement tressées, et battus à l'aide de massues en bois (les techniques de battage varient d'un endroit à l'autre).

Pour resemer le même champ l'année suivante (dans les cannes de maïs qui restent après la première récolte), le travail de préparation de la parcelle est beaucoup moins lourd. Il suffit de couper les rejets jugés trop encombrants et les buissons qui ont pu repousser depuis le brûlis de l'année précédente. Si cette biomasse est importante, on la rassemble en tas pour la brûler. Il convient aussi de renforcer la clôture aux endroits où elle a pu être endommagée par les animaux qui ont libre accès à la parcelle depuis la récolte. En revanche, le nettoyage du champ prend davantage de temps car les adventices se développent beaucoup plus vite que durant la première année de mise en culture.

## *La rotation forestière*

Dès la deuxième année de culture, la parcelle se salit très rapidement. Elle est progressivement envahie par les graminées et autres plantes annuelles dont les graines ont été disséminées lors du premier cycle de culture. La lutte contre les mauvaises herbes devient préoccupante et consommatrice de main-d'œuvre, d'autant que l'outil disponible - la machette - est particulièrement inadapté au désherbage.

Il ne s'agit plus, comme pendant la première année, de faucher les quelques touffes dispersées çà et là, mais de faire face au développement d'un véritable tapis herbacé. Lors d'une troisième année de semis, le problème deviendrait insurmontable ; la parcelle est donc abandonnée à la friche, indépendamment d'une éventuelle baisse de la fertilité du sol qui, toutefois, motive aussi une nouvelle phase d'abattis-brûlis. La parcelle est ainsi laissée jusqu'à ce qu'elle soit à nouveau jugée « favorable » à la mise en culture.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, cette période de recrû forestier était sans doute d'une durée très variable, de dix à cinquante ans mais le plus souvent d'une vingtaine d'années. Elle permettait la reconstitution d'une forêt secondaire caducifoliée, plus ou moins dégradée suivant la durée de repousse, mais toujours surmontée par les grands arbres sauvegardés au moment de l'abattage. Cette forêt secondaire ne pouvait avoir le même aspect à 1 500 m d'altitude et au bord de la mer, puisque la formation végétale abattue était une forêt tropicale dans un cas, une forêt de chênes et pins associés dans l'autre. Au-dessus de 1 200 m, la croissance de la végétation ne permettait pas la reconstitution d'une forêt ressemblant à celle que l'on avait abattue. On préférait les chênaies aux pinèdes dont l'acidité du sol entravait la culture. Selon l'orientation des versants et la composition calcaire ou schisteuse du sous-sol, on abattait les chênaies en délaissant les versants exposés à l'ubac et donc plus froids. Malgré ce désavantage, beaucoup de pins furent abattus mais aucun ne repoussait pendant la période de recrû forestier. À la pinède se substituait alors un bosquet feuillu de faible hauteur. Il offrait pourtant de meilleures conditions à la mise en culture lors d'un deuxième cycle agricole car la litière accumulée, en remplaçant les aiguilles de pin, atténuait l'acidité du sol.

### *Signification et logique du système de culture*

L'abandon provisoire de la parcelle est surtout motivé par l'invasion de l'herbe et l'impossibilité de lutter efficacement contre elle. Après quelques années de repousse forestière, la lutte pour l'espace et la lumière tourne au désavantage du tapis herbacé qui, concurrencé par les nouvelles strates arbustive et arborée, disparaît rapidement pour faire place à un sous-bois propre. L'efficacité de ce « nettoyage » dépend de la durée de repousse ; ce n'est qu'à partir de la sixième ou septième année que l'hégémonie des espèces ligneuses est manifeste<sup>10</sup>. Lorsque la même parcelle est à nouveau abattue pour être ensemencée, le brûlage complète ce nettoyage en éliminant une bonne partie des graines encore présentes dans l'horizon superficiel du sol. Il détruit aussi bon nombre de parasites (insectes, larves, etc.) qui pourraient endommager la culture.

Les cendres libérées par le brûlis fournissent une quantité importante d'éléments minéraux (phosphore, potassium, etc.) qui seront fixés au sol par les premières pluies et progressivement incorporés. Par ailleurs, la minéralisation de la matière organique est activée par le feu et reste importante en début de saison des pluies, car la température élevée du sol et l'humidité stimulent alors l'activité des micro-organismes. La libération d'azote qui en résulte complète ces apports indispensables à la culture. Dans les sols calcaires, si abondants dans

**10.** Les études botaniques réalisées dans la péninsule du Yucatan confirment ces observations. Voir en particulier Catarina ILLSLEY GRANICH (1984). C'est dans cette région du Yucatan que le système de culture sur brûlis a été le mieux étudié par la recherche mexicaine (PEREZ TORO, 1942) et nord-américaine (EMERSON, 1953 ; STEGGERDA, 1941). Base productive de la civilisation maya, c'est encore aujourd'hui le principal système de culture pratiqué pour le maïs dans cette région.

la région de Coalcomán, ce phénomène peut compenser en partie le blocage de la minéralisation par l'excès d'ions Ca<sup>++</sup>. Dans les sols plus acides, le brûlis permettrait également une correction du pH et une libération consécutive d'azote (SIGAUT, 1975)<sup>11</sup>. Mais dès la deuxième année, ces éléments disparaissent en partie par suite du lessivage et de la consommation des plantes. L'épuisement des éléments minéraux confirme donc la nécessité absolue de changer de parcelle dès la troisième année. Lorsque la forêt se reconstitue, les espèces arborées, en extrayant du sous-sol les éléments nutritifs, permettent leur concentration en surface dans la biomasse ainsi reconstituée (végétation, litière accumulée). Les apports extérieurs (en particulier la fixation atmosphérique réalisée par les nombreuses espèces de légumineuses) peuvent également participer à cette restauration. Là aussi, la quantité d'éléments concentrés en surface dépend de l'importance de la biomasse brûlée et donc de la durée du recrû forestier.

La cohérence de ce système de culture est donc très grande. La rotation forestière, en ménageant une période de « repos » suffisamment longue, permet de lever en quelques années les deux principaux obstacles que deux ans de culture avaient fait surgir : l'invasion de l'herbe et la baisse de fertilité. C'est la durée de la repousse forestière qui détermine l'efficacité du système et les rendements obtenus. Les agriculteurs préfèrent toujours abattre une forêt qui n'a pas été cultivée depuis longtemps plutôt qu'un taillis de quelques années seulement. La forêt constitue donc l'élément fondamental du système et la rotation forestière la base de sa reproductibilité. L'écosystème forestier n'est d'ailleurs pas détruit par ce mode d'utilisation du milieu, puisque les souches ne sont jamais arrachées (ce n'est pas un défrichement) ni brûlées (les arbres n'étant pas coupés au ras du sol mais à 1 m de hauteur). Les rejets de souche constituent le principal mode de repousse forestière ; ils se développent dès la première année de culture<sup>12</sup>.

Tant que la rotation forestière ne s'accélère pas trop (partie 3, p. 139), l'érosion reste très limitée puisque « le champ passe très peu de temps à découvert, exposé au soleil, au vent et à la pluie [...]. De ce fait, bien qu'il soit en pente, il souffre peu de l'érosion. Mais le plus important est, peut-être, que la parcelle abattue soit immergée dans un univers forestier. En amont de la parcelle, le découverturement est limité au maximum [...]. Par conséquent, sur un territoire travaillé selon ce système, en équilibre avec le milieu, l'érosion est réduite à son expression minimum » (CIERA/MIDINRA, 1984)<sup>13</sup>. Enfin, l'incendie de la parcelle apparaît bien comme la technique clé du processus cultural, dans la mesure où il capitalise les avantages accumulés pendant la longue période de recrû forestier et la courte période de pré-

**11.** Voir également les travaux de J. P. PERRY *et al.* (1957) pour la péninsule du Yucatan et de J. EWEL *et al.* (1981) dans la forêt tropicale humide du nord-est du Costa Rica.

**12.** La mise en culture des forêts de pins est une exception à cette règle, car elles ne se reconstituent pas par rejet après le premier brûlis. Seules les graines disséminées par les plus grands pins, qui pourraient être épargnés lors de l'abattage, peuvent assurer un nouveau peuplement. Mais cette deuxième génération de pins aurait du mal à échapper aux flammes lors d'un nouveau brûlis, qui interviendrait seulement 20 ou 30 ans après. L'aire d'expansion du système de culture sur brûlis ne dépasse que rarement les 1 500 m d'altitude, limite inférieure actuelle des grandes forêts de pins de la commune de Coalcomán.

**13.** L'étude citée concerne un écosystème semblable, bien que légèrement plus humide.

paration du champ. D'où le soin apporté au brûlage et l'importance donnée à son bon déroulement : une parcelle mal brûlée (incomplètement brûlée) est de mauvais augure pour la suite du processus, et il faut parfois figoler ce travail en rassemblant les branches non brûlées autour des troncs qui subsistent pour parfaire le brûlis.

## *Rendements et productivité du travail*

### RENDEMENTS

Même si les rendements obtenus peuvent être élevés (jusqu'à 20 q de grain par hectare dans le cas d'une bonne récolte auxquels il faut ajouter la récolte des courges associées au maïs), le rendement réel du système doit être mesuré en le rapportant à la totalité de la surface concernée par la rotation forestière, et non pas seulement à la surface effectivement emblavée. Pour un rendement par exemple de 15 q/ha, durant la première année de culture, et de 10 q/ha sur la parcelle ensemencée pour la deuxième fois (abattue et brûlée l'année précédente), la superficie totale nécessaire à la production de cette quantité de maïs (25 q) est de 20 ha, car il faut prendre en considération les dix-huit années de repousse forestière (dans le cas d'une rotation forestière qui durerait vingt ans). Le rendement territorial réel est alors de 25/20 soit 1,25 q/ha seulement. Pour obtenir une récolte de 50 q, une famille doit disposer d'une surface minimale de 40 ha (abattant chaque année 2 ha de forêt et resemant les 2 ha brûlés l'année précédente). La densité démographique maximale permise par ce type de mise en valeur est donc strictement limitée. Si une famille de 5 personnes « occupe » 40 ha, la densité limite peut être fixée à 12 hab./km<sup>2</sup>. En réalité, l'ensemble du territoire ne peut pas être cultivé de la sorte. Même si la culture en essarts s'accommode des pentes les plus abruptes, les escarpements qui dominent la gorge du Río de Coalcomán, par exemple, sont impropres à toute forme de mise en valeur. La frange côtière, plus sèche (et encore insalubre à l'époque), est peu propice à la culture du maïs, et il faudrait également retrancher l'espace forestier maintenu hors-rotation et réservé au bétail (arbres fourragers).

De fait, les densités démographiques du début du siècle sont bien en deçà de cette limite théorique, et le système de culture par abattis-brûlis sera transformé bien avant qu'elles ne rejoignent cette valeur extrême (d'ailleurs jamais atteinte). Dans la commune de Aquila, nous avons calculé (annexe 1, p. 310) une densité approximative de 2 hab./km<sup>2</sup> en 1900 et de 3 hab./km<sup>2</sup> en 1920 (2,5 et 4 hab./km<sup>2</sup> respectivement si l'on soustrait au calcul des superficies la frange côtière < 300 m d'altitude et non cultivée). Pour la commune de Coalcomán,

il faut tenir compte, dans le calcul de la densité rapportée à l'espace cultivable, des 100 000 ha de forêt situés à plus de 1 800 m d'altitude, peu concernés par la rotation forestière : on obtient alors le chiffre de 3,5 hab./km<sup>2</sup> en 1900 et près du double (6 hab./km<sup>2</sup>) en 1920.

### PRODUCTIVITÉ DU TRAVAIL

En revanche, il semble que la productivité du travail peut être relativement élevée car, hormis la phase d'abattage, la culture forestière ne demande pas beaucoup de travail. Le rapport de la quantité de grains produite à la quantité de travail fournie pour obtenir cette production exprime l'efficacité de ce travail et donne une idée de sa productivité brute. Essayons de la calculer.

- Numérateur : le plus simple, et donc aussi le plus fiable, est d'exprimer la production en kilogrammes de grains, ce qui évite d'introduire le biais du prix du maïs, tellement variable. Mais pour obtenir un calcul plus précis, il faudrait rajouter au numérateur les autres produits de la culture, comme les courges ou les feuilles de maïs coupées avant la récolte des épis et conservées comme fourrage. Ces productions « annexes », bien qu'importantes, sont difficiles à mesurer ; il faudrait, pour les additionner au maïs, les convertir en argent (mais y avait-il un marché de ces produits ? et quel prix - arbitraire - leur affecter ?) ou en calories. Cette dernière correction n'aurait pas grand sens dans le cas des feuilles de maïs, car elles n'étaient jamais toutes récoltées (on verra pourquoi). Il semble donc plus simple, dans un premier temps, de poursuivre le calcul en ne retenant que la production principale de grains. Pour obtenir la productivité nette du travail, il faudrait retrancher du numérateur les moyens de production incorporés à la culture : la semence ne représentait, en réalité, qu'une faible quantité de grain, compte tenu des faibles densités de semis et de la technique du semis en poquet qui consomme peu de semence (moins de 15 kg/ha). Il faudrait aussi retrancher l'équivalent en grain de l'usure des outils utilisés pendant le cycle de culture : machette, hache, hottes et sacs pour la récolte. Bien qu'il soit difficile d'estimer précisément cette consommation de capital, on peut raisonnablement penser qu'elle est assez faible. Finalement, les erreurs introduites au numérateur lorsqu'on néglige les productions additionnelles et l'équivalent en grain de la consommation annuelle de capital fixe se compensent au moins partiellement.

- Dénominateur : il exprime la quantité de travail nécessaire à l'obtention de la quantité de grain du numérateur. Comme il serait illusoire de chercher à exprimer cette quantité en heures de travail, il semble largement suffisant de l'exprimer en journées. La journée de travail comprend le déplacement jusqu'à la parcelle. On suppose

14. Dans le Yucatan, il semble au contraire que la parcelle soit mesurée soigneusement avant d'être semée. Il est vrai que la topographie plane de cette région facilite beaucoup cette opération.

15. Pour le maïs, les données suivantes sont utilisées : 3 600 kcal/kg et 80 g de protéines par kilogramme (COPLAMAR, 1982).

qu'elle est suffisamment remplie pour que l'agriculteur ne puisse pas entreprendre d'autres travaux importants le même jour. Enfin, les travaux de battage, souvent différés et morcelés en fonction des besoins, ne sont pas comptés dans les calculs qui suivent.

Mais les calculs se heurtent encore au problème des unités de mesure. Les quantités de grains sont toujours mesurées en *anega* (ou *fanega*). 1 *anega* se subdivise en 24 mesures de 5 l de grain, chacune équivalant approximativement à 3,5 kg (cela dépend de la taille des grains et donc de la variété de maïs considérée). 1 *anega* correspond donc à 120 l de grain ou, approximativement, à 85 kg. Mais lorsque cette mesure est utilisée pour la récolte, elle se confond souvent avec la « charge » qui représente elle-même une paire de sacs de maïs (en épis) montée sur le dos d'une bête de somme. Sa mesure est alors beaucoup plus imprécise : on ne sait pas toujours s'il s'agit de grains ou d'épis. Malgré ces erreurs possibles, nous retiendrons l'équation suivante : 1 *anega* = 2 sacs d'épis = 85 kg de grains.

Pour exprimer le rendement en kilogrammes de grains par hectare, encore faut-il avoir une idée de la surface effectivement semée. Or, c'est précisément le volume de grains semé sur un terrain qui désigne, pour les agriculteurs, sa « surface » exprimée alors en « mesure » de grains (5 l) ou son multiple l'*anega* (120 l). Pour un même volume de grains semé, la surface réellement emblavée dépend donc de la topographie de la parcelle (pente), du microrelief (rochers, etc.) et de la variété de maïs choisie (grosesse du grain)<sup>14</sup>. Les agriculteurs qui connaissent les mesures « modernes » (hectares, kilogrammes) restituent volontiers l'équivalence enseignée par les techniciens agricoles : 4 mesures (20 l) = 1 ha, mais les variations autour de cette donnée sont sûrement importantes. Il convient d'admettre des densités

	Parcelle semée pour la première fois	Parcelle semée pour la deuxième fois
<i>Temps de travail (j/ha) pour :</i>		
Abattis	25	2
Raie de sauvegarde	4	0
Brûlis	1	0
Clôture	10	5
Semis	2	2
Nettoyage	2	10
Récolte des épis (+ transport)	8	6
<b>Total</b>	<b>52</b>	<b>25</b>
<i>Récolte de grain (q)</i>	15	10
<i>Productivité du travail</i>		
(kg de grain/journée de travail)	29	40
(10 <sup>3</sup> kcal/journée de travail)	104	144
(kg protéines/journée) <sup>15</sup>	2,3	3,2

Tableau III

*Temps de travaux et productivité du travail dans le système de culture à rotation forestière longue*

de semis, variant de 3 à 5 mesures de grains par hectare, et une fourchette de variation équivalente dans le calcul des rendements (exprimés généralement en *anegas* récoltées par mesure semée, c'est-à-dire rapportés à la semence). Malgré ces imprécisions importantes, et pour simplifier une fois encore les calculs, nous acceptons pour le moment l'équivalence de 4 mesures pour 1 ha. Compte tenu de ces approximations et d'après les données recueillies auprès des agriculteurs, les chiffres qu'il nous paraît raisonnable de retenir figurent dans le tableau III.

La moyenne des productivités sur les deux parcelles est alors de 32 à 33 kg de grains par journée de travail. Pour apprécier l'importance de ce chiffre, il faut le comparer avec le salaire moyen (exprimé en pouvoir d'achat, c'est-à-dire en équivalent maïs) d'un travailleur des champs à l'époque. Pour cela, on est obligé d'introduire le prix du maïs et celui du travail. Nous prendrons pour le maïs un prix de 1 peso par *anega*<sup>16</sup> et, pour le travail, un salaire journalier de 25 centimes accompagné d'une mesure de maïs (5 l). Ce salaire, pratiqué le plus souvent dans tout l'ouest du Mexique jusqu'au début du siècle, n'est pas forcément celui en cours à Coalcomán. Nous verrons d'ailleurs qu'il n'existe pas de véritable marché du travail dans la Sierra de Coalcomán, puisque les rapports sociaux de production reposent sur le métayage. Un tel salaire représente environ 25 kg de maïs par jour.

Il faut en conclure que la productivité du travail en culture forestière, relativement élevée, s'accompagne d'une rémunération théorique supérieure à celle des travailleurs de l'ouest du Mexique. Les calculs sont certes très approximatifs, mais plutôt sous-estimés que le contraire. Les rendements utilisés (15 et 10 q/ha) sont ceux d'une année moyenne, mais la récolte peut sans doute être assez souvent plus importante. En prenant un rendement de 20 q la première année et de 15 q lors de la deuxième année de semis, on obtient une productivité moyenne de 45 kg de maïs par jour travaillé). Enfin, un salaire de 25 centimes représente un pouvoir d'achat bien inférieur quand le prix du maïs augmente pendant les mois qui précèdent la récolte.

Ces calculs permettent d'estimer la productivité du travail, c'est-à-dire son efficacité et sa rémunération potentielle. En fait, sa rémunération réelle est bien moindre, par suite du métayage auquel sont alors soumis les paysans.

Remarquons que la taille des ranchos de la Sierra de Coalcomán est largement suffisante au bon déroulement de la rotation forestière. Une propriété dans laquelle cinq métayers sèment chacun 4 ha de maïs (2 ha abattus, brûlés et semés plus les 2 ha semés pour la

16. C'est le prix pratiqué à Coalcomán en 1906 d'après Gerardo SANCHEZ DIAZ (1988). Mais il est certain que le maïs vaut beaucoup plus pendant la saison des pluies et la période de la soudure qui précède la récolte.



deuxième fois) compte ainsi 20 ha de maïs sur brûlis. Une surface minimale de 200 ha suffit pour que la durée de repousse forestière soit de dix-huit ans (rotation de vingt ans). Mais la plupart des grandes propriétés de la commune disposent de davantage de métayers qui mettent en pratique d'autres systèmes de culture.

## LES TERRES TRAVAILLÉES À L'ARAIRE

---

Même si les attelages se font de plus en plus rares dans la Sierra de Coalcomán, les anciennes terres à *yunta* marquent encore le paysage agraire actuel. Dans tous les hameaux visités, il est possible de repérer les terrains défrichés à l'époque de la grande immigration et ainsi soustraits à la rotation forestière de longue durée. Leur herbe rase, l'absence de végétation haute, malgré de nombreuses années d'abandon, et la présence caractéristique des arbustes *huizache* (*Acacia schaffneri*) dénoncent leur ancienne utilisation comme terre labourée et leur dégradation consécutive. Mais revenons à l'origine de ce système de culture, entièrement nouveau dans la région, introduit par les immigrants créoles ou métis qui s'installèrent dans la Sierra de Coalcomán. D'après le préfet de l'époque<sup>17</sup>, cette innovation représente d'ailleurs l'un des « progrès » empêchés par l'« indolence naturelle » des Indiens, mais rendus possibles par le partage et la vente des anciens communaux. De quel progrès s'agit-il ?

### *Un nouveau système de culture*

Les terres les moins accidentées sont alors, en général, défrichées et ouvertes à la culture. Elle se situent le plus souvent à proximité du hameau, sur les parties les plus planes (terrasses, replats, croupes ou sommets arrondis) et les versants peu inclinés. En tête de rotation et après une première phase de travail du sol réalisée à l'araire, on sème le pois chiche vers la fin de la saison des pluies (septembre-octobre). Les dernières pluies et l'humidité résiduelle permettent le développement des plantes pendant les premiers mois de la saison sèche. Après arrachage des plants et récolte (avril), un deuxième travail du sol (mai) prépare le terrain pour les semis de maïs, réalisés après humidification du sol par les premières pluies. Après la récolte de ce maïs (décembre), le terrain est pâturé pendant les huit mois qui précèdent le début d'un nouveau cycle de deux ans (préparation du sol et semis de pois chiche en septembre). L'espace soumis à cette

17. Il est cité par Natalio VÁSQUEZ PALLARES (1944) et Gerardo SANCHEZ DIAZ (1988).

rotation se divise donc en deux soles : l'une occupée par le pois chiche suivi du maïs, l'autre occupée par le maïs mûr, puis envahie par le bétail à partir du mois de janvier. Une partie du champ de maïs est parfois complantée en haricot noir (surtout dans les régions basses, plus chaudes, où la culture du pois chiche est impossible) ou en courge, mais il ne semble pas que ces pratiques soient systématiques. Pendant tout le cycle de culture, le désherbage représente sans doute un travail long et pénible (surtout dans le cas du maïs), effectué manuellement ou à l'aide de l'araire à l'occasion du buttage.

La préparation du champ, réalisée à l'araire, ne correspond pas à un véritable labour. La pointe de l'outil, renforcée par une pièce en fer, ouvre seulement un sillon sans retourner la portion de terre ainsi remuée. Dans les parties planes, un deuxième passage perpendiculaire de l'outil améliore ce travail superficiel, sans toutefois permettre un bon enfouissement des adventices. Sur les pentes, les bœufs travaillent en suivant une courbe de niveau et ne réalisent qu'un seul passage. Entre deux sillons, il reste une portion de terrain non touchée par l'outil, qui forme une sorte de marche ou microterrasse protégeant la parcelle d'une érosion trop intense: Ce billon est par la suite brisé à l'occasion de la préparation du sol pour la deuxième culture, afin que la nouvelle raie corresponde alors à l'espace entre-raies non labouré pendant le premier cycle de culture.

Ce n'est qu'après 1950 que l'emploi de la charrue à versoir se généralise, accusant ainsi un certain retard par rapport aux régions voisines de plaine<sup>18</sup>. Ce nouvel outil permet un travail plus profond et un meilleur enfouissement des adventices, mais ne s'adapte pas particulièrement aux pentes raides de la Sierra Madre del Sur. Il faut retourner la terre vers le bas (et effectuer le retour « à vide » car la charrue alors n'est pas réversible) pour bien « mordre » dans la pente. Dans le cas contraire, l'extrémité du versoir bute contre la pente et rend difficile l'enterrement du soc. Cette pratique accélère l'érosion d'autant plus qu'elle ne permet plus la confection des microterrasses ménagées par l'araire. Enfin, il faut noter que cette charrue est encore un outil assez sommaire, dépourvu de coutre, d'avant-train, et muni d'un seul mancheron, ce qui rend son utilisation sur les pentes encore plus malaisée. La traction animale est toujours assurée par les bœufs, plus lents que les chevaux ou les mules, mais au pas plus sûr dans les pentes et souvent plus dociles.

Les travaux de semis et de buttage-sarclage s'effectuent toujours à l'araire, beaucoup mieux adapté à ces genres de travaux qu'à un pseudo-labour superficiel. Une deuxième personne suit l'attelage pour semer les graines dans le sillon formé par l'araire et recouvre les semences avec le pied. La densité de semis est plus forte que pour

**18.** La plupart des paysans de l'État de Colima ou de la dépression des Terres Chaudes possèdent leur charrue en 1930 (COCHET, 1988). Voir aussi Heniberto MORENO GARCIA (1980 b).

19. Pour le pois chiche, on sème alors environ 60 l de semences par hectare (12 mesures de 5 l chacune).

20. Les agriculteurs craignent davantage la verse sur les maïs semés sur brûlis, du fait de leur plus grande exposition au vent.

les terres cultivées sur brûlis et on peut admettre que 1 ha absorbe 5 ou 6 mesures de grains, soit environ 30 l de semences ou encore 20 kg. Nous considérerons donc que la même mesure de grains (l'*anega* qui vaut 24 mesures de 5 l chacune), correspondant à une surface semée de 6 ha sur brûlis, exprime ici une surface semée de 4 ha seulement<sup>19</sup>. La variété la plus couramment semée à l'époque semble être un maïs jaune (*Amarillo, Tamalteco*), aux tiges plus hautes que les variétés semées sur brûlis et plus sensible à la verse<sup>20</sup>. Les travaux de récolte ne diffèrent pas de ceux réalisés pour le maïs semé sur brûlis, sauf en ce qui concerne le pois chiche dont les plants sont arrachés puis rassemblés après séchage sur une aire de battage (sur le champ lui-même), où on les fait piétiner par les bœufs ou les mules. On conserve les pailles et on les distribue aux animaux les plus nécessiteux (vaches allaitantes, ânes et mules) à la fin de la saison sèche. Les rendements obtenus sont de l'ordre de 15 q par hectare de maïs et d'une dizaine de quintaux pour le pois chiche.

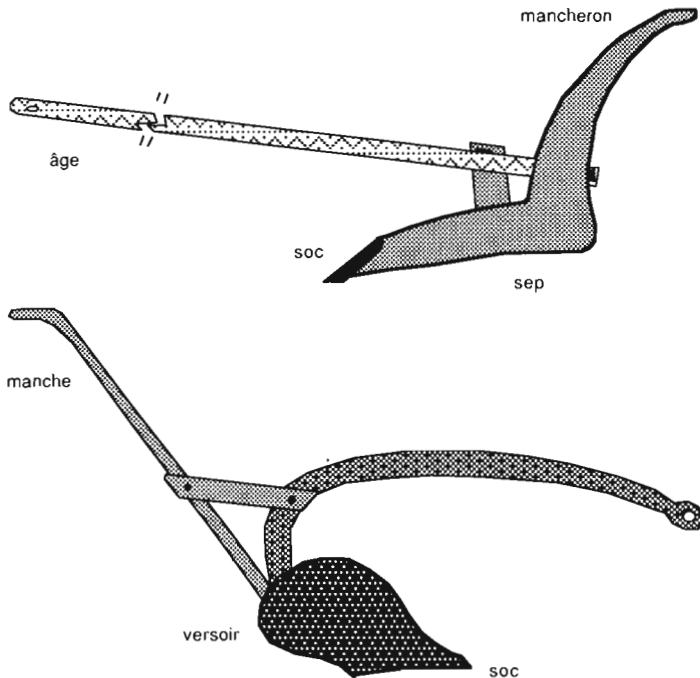


Figure 17

Araire et charrue utilisés dans la Sierra de Coalcomán.

Il est certain que la présence d'une légumineuse en tête de rotation, le travail du sol réalisé pour son implantation et le désherbage continu de la parcelle constituent des conditions favorables au maïs qui lui succède et facilitent le maintien de la fertilité. Mais l'arrachage des plants de pois chiche limite la quantité d'azote encore disponible dans le sol et la période de pâturage ne donne alors lieu à aucun

transfert de fertilité particulier. C'est pourquoi les agriculteurs, qui disposent sur leur propriété d'une des nombreuses grottes ménagées par le relief karstique, n'hésitent pas à récolter le guano de chauve-souris accumulé dans le fond des grottes, parfois sur de grandes épaisseurs, pour le répandre au pied de chaque plant de maïs. Ce travail est bien sûr très pénible en raison du manque d'aération des grottes, de leur situation souvent escarpée et assez éloignée du champ de maïs. Par ailleurs, la faible capacité des moyens de transport (le bât) limite les quantités utilisées. Parfois encore, mais plus rarement, les déjections accumulées dans les enclos réservés aux chèvres (mais peu de monde en a) sont ramassées et portées sur le champ.

### *De meilleurs rendements mais la productivité du travail n'augmente pas*

Pouvons-nous comparer les rendements et la productivité du travail permis par ce nouveau système de culture avec ceux évalués pour la culture sur brûlis ?

Il semble évident que le rendement du terrain soumis à la rotation pois chiche/maïs est très supérieur à celui d'un espace soumis à la rotation forestière de longue durée (multiplié par 10), même si les rendements rapportés à la surface effectivement semée sont souvent meilleurs en culture sur brûlis (du moins, lors de la première année de culture). Ce nouveau système permettrait donc, théoriquement, un peuplement beaucoup plus dense s'il s'était généralisé. Mais ce système de culture s'est développé dans la Sierra de Coalcomán, dès l'arrivée des premiers migrants, sans que la pression démographique, alors très faible, impose un raccourcissement de la période de recrû forestier et le passage progressif à des systèmes à rotation plus courte.

Pour évaluer la productivité du travail, on procédera comme dans le cas du maïs cultivé sur brûlis, en conservant les mêmes approximations. Notons cependant que l'erreur commise en ne retranchant pas du numérateur (quantité de grain produite) les moyens de production incorporés risque d'être plus grande, dans la mesure où l'alimentation des bœufs et la consommation annuelle de capital (araire, joug) ne sont plus négligeables. Enfin, pour additionner maïs et pois chiche sans introduire le biais du prix (le pois chiche étant entièrement consommé par les porcs), il semble plus facile d'effectuer les calculs en kilocalories et kilogrammes de protéines produites.

Les temps de travaux nécessaires à la culture de 1 ha de pois chiche/maïs sont présentés dans le tableau iv. La phase de désherbage présente la plus grande marge d'erreur, car le nombre de passages

21. Pour le pois chiche, les données suivantes sont utilisées : 3 700 kcal/kg et 200 g de protéines par kilogramme (COPLAMAR, 1982).

successifs dépend de l'état de la culture et de la main-d'œuvre disponible. C'est d'ailleurs le plus gros travail du cycle agricole et il se peut que les chiffres présentés soient sous-estimés. Pour la préparation du sol, le temps de travail dépend de la pente (1 ou 2 passages). Les chiffres avancés correspondent à un terrain suffisamment plat pour pouvoir y réaliser deux passages croisés de l'araire.

	Pois chiche	Mais
<i>Temps de travail (j/ha) pour :</i>		
1 <sup>re</sup> raie	4	4
2 <sup>e</sup> raie	4	4
Semis	4	4
Guano		5
1 <sup>er</sup> désherbage	5	10
2 <sup>e</sup> désherbage	5	10
Arrachage pois chiche	8	
Battage/transport	2	
Récolte maïs/transport		8
<b>Total</b>	<b>32</b>	<b>45</b>
<i>Récolte de grain (q)</i>	5-10	10-15
<i>Productivité du travail (kg de grain/journée de travail)</i>	15-30	22-33

Tableau iv

*Temps de travaux et productivité du travail dans le système de culture continue*

Pour exprimer les rendements et la productivité du travail en kilocalories et kilogrammes de protéines (par hectare ou par journée de travail), nous considérons quatre hypothèses de rendements possibles pour tenir compte d'un large éventail de possibilités.

	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3	Hypothèse 4
Rendement maïs (q/ha)	15	15	10	10
Rendement pois chiche	10	5	10	5
10 <sup>3</sup> kcal/ha*	4 550	3 625	3 650	2 725
10 <sup>3</sup> kcal/journée	118	94	95	71
kg protéines/ha*	160	110	140	90
kg protéines/journée	4,16	2,86	3,64	2,34

Tableau v

*Rendements et productivités exprimés en calories et kilogrammes de protéines <sup>21</sup>*

\* Les quantités sont rapportées à la surface concernée par la rotation (2 ha).

22. Quand l'usage de la charrue s'est généralisé, l'augmentation de productivité obtenue sur les terrains les moins en pente (augmentation vraisemblablement infime sur les parcelles trop en pente, compte tenu des difficultés rencontrées et de la non-réversibilité de l'outil) est restée assez faible :

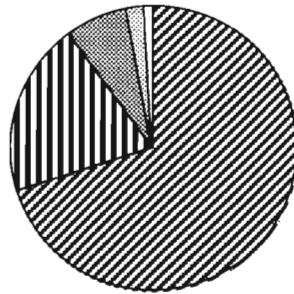
Dans le cas de la culture sur brûlis, la productivité du travail exprimée en kilocalories par journée de travail était déjà de 117 10<sup>3</sup> kcal/j (moyenne sur les deux années de culture). On se rend compte que la productivité du travail du nouveau système reste toujours inférieure, sauf dans la meilleure hypothèse de rendement<sup>22</sup>. La lutte contre les adventices limite donc l'efficacité du système. Dans ces conditions, on peut s'étonner du développement si rapide des terres de *yunta*, puisque la rotation forestière de longue durée garantit au travailleur une efficacité au moins équivalente de son travail. C'est plutôt la complémentarité des calendriers agricoles qui doit retenir l'attention

des agriculteurs, en permettant de cultiver à la fois maïs et pois chiche et de récolter chaque année 4 ha de pois en avril et 4 ha de maïs en décembre. Cette rotation permet également d'augmenter la production de protéine à l'hectare (pour engraisser les porcs), toujours supérieure (sauf dans l'hypothèse de rendement la plus mauvaise) à celle obtenue dans le cas du maïs forestier (100 kg/ha en moyenne). La surface de 4 ha apparaît d'ailleurs comme une limite infranchissable (cela représente déjà 308 journées de travail !) pour une famille sans enfant en âge de travailler (désherbage), ne disposant que d'un seul attelage de bœufs (préparation des semis).

Dans chaque propriété de la commune de Coalcomán, la moitié des métayers se consacre probablement à la rotation pois chiche/maïs, tandis que l'autre moitié poursuit la culture sur brûlis. Cette proportion dépend bien sûr de la topographie du rancho et des possibilités d'expansion de la culture attelée. Un domaine dans lequel 5 métayers travaillent à l'araire compte 20 ha emblavés en pois chiche puis en maïs ; la superficie concernée par ce système de culture est alors de 40 ha. Malgré le développement de la culture attelée et son importance dans le système de production (engraissement de porcs), les surfaces travaillées à l'araire ne représentent que 2 ou 3 % de la surface municipale<sup>23</sup>, toujours dominée par la culture sur brûlis.

en remplaçant les deux passages de l'araire (2 fois 4 journées de travail) par un seul passage de la charrue (1 fois 4 journées de travail), on obtient des productivités de 132, 105, 106 et 79 10<sup>3</sup> kcal produites par journée de travail pour les quatre hypothèses de rendement retenues. La productivité du travail de la culture attelée reste donc inférieure, sauf dans la meilleure hypothèse de rendement.

**23.** Le recensement de 1930 donne le chiffre de 8 795 ha de *temporal* (terrain cultivé non irrigué) pour la commune de Coalcomán (280 000 ha) mais les surfaces cultivées sur brûlis, bien que très mal recensées, sont vraisemblablement comprises dans ce chiffre.



- ▨ Espace forestier soumis au brûlis périodique
- Forêt hors rotation (pins, chênes, ravins tropicaux)
- ▩ Culture attelée (pois chiche/maïs)
- ▤ Canne à sucre
- Parcelles irriguées

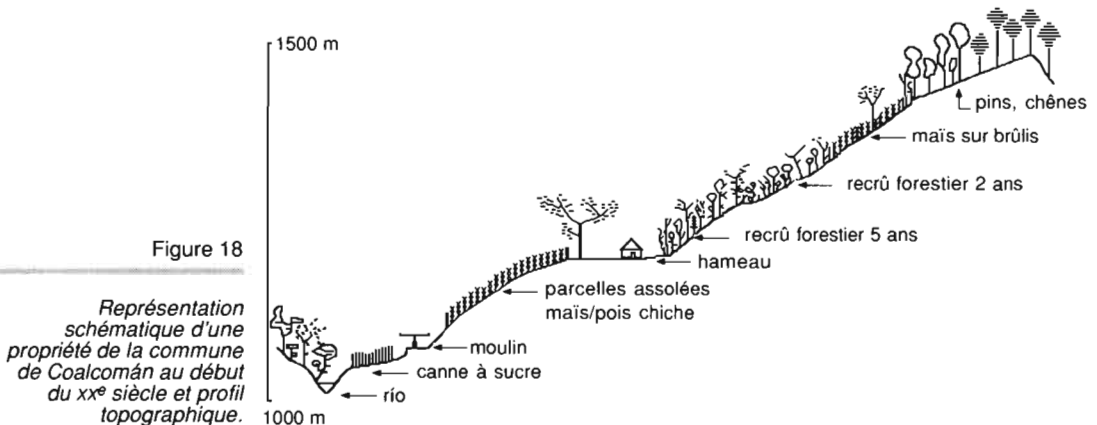


Figure 18

Représentation schématique d'une propriété de la commune de Coalcomán au début du XX<sup>e</sup> siècle et profil topographique.

Le pois chiche étant entièrement consommé par les porcs, le haricot noir constitue toujours la principale source de protéines alimentaires et complète la ration quotidienne de maïs. Il remplace parfois le pois chiche dans la rotation ou est semé associé au maïs sur une partie seulement du champ. Plus fréquemment, on sème le haricot sur brûlis à côté du maïs (la pente évite qu'une trop grande humidité ne provoque la pourriture des plantes) ou, mieux encore, sur de très petites parcelles irriguées en saison sèche et situées au bord des torrents (irrigation par rigoles) ou à proximité des sources.

## *Les terres irriguées*

L'abondance des sources et des torrents permet le développement de petits périmètres irrigués et la culture d'une grande variété de légumes et de plantes qui complète ainsi l'alimentation. La plus importante d'entre elles est la canne à sucre dont la culture s'est développée à petite échelle dans de nombreux hameaux. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, cette production est encore très faible et l'ensemble du district de Coalcomán (qui comprend les 4 communes actuelles de Coalcomán, Villa Victoria, Coahuayana et Aquila) ne compte que 8 moulins à canne recensés (SANCHEZ DIAZ, 1988). Mais au début du XX<sup>e</sup> siècle, un grand nombre de ranchos possèdent leur moulin ou utilisent celui de la propriété voisine pour écraser leur canne. Dans la vallée de Coalcomán, les terrains de bas-fond, souvent trop humides en saison des pluies, sont entièrement plantés en canne à sucre vers 1920 et la vallée compte plus de 20 moulins. Ces derniers, construits en bois dur, sont animés par une paire de bœufs. Le jus s'écoule dans une canalisation souterraine de quelques mètres jusqu'aux bassins installés en contrebas, recouvrant le foyer. Si on considère qu'un moulin peut ainsi écraser la production de 6 ha de canne (la moitié seulement étant coupée chaque année) pendant les mois d'hiver et au début du printemps, la surface plantée en canne atteint alors peut-être 120 ha dans la vallée de Coalcomán, auxquels s'ajoutent les nombreuses parcelles disséminées dans la Sierra. Néanmoins, la présence de nombreuses haciendas sucrières, tout autour de la région de Coalcomán - sud de l'État de Jalisco, régions de Los Reyes, Apatzingán, Paracuario, vallée de Nuevo Urecho (SANCHEZ DIAZ, 1988) -, dont la productivité du travail est très largement supérieure, limite strictement la production sucrière de Coalcomán aux capacités de consommation locale<sup>24</sup>. Cassonade et alcool sont consommés par les familles du hameau ou vendus au bourg de Coalcomán. L'isolement de la région et le mauvais état des chemins protègent cependant cette production ; il semble alors que la région soit autosuffisante en produits sucriers.

24. L'hacienda de Trojes, au nord-ouest de la commune, produit alors une quantité importante de sucre. Exception due à la situation de cette hacienda dans le prolongement des terres basses du sud de l'État de Jalisco. Séparée de la vallée de Coalcomán par une chaîne de montagnes élevées, cette hacienda a toujours tourné le dos à la région de Coalcomán.

C'est principalement la canne à sucre qui bénéficie des rares aménagements significatifs en matière d'irrigation. De cette époque datent les quelques canaux d'arrosage encore visibles actuellement, aménagés sur les versants à distance suffisante des torrents pour que la canne ne soit pas détruite par les crues de la saison des pluies. En effet, les bords des torrents, réaménagés après chaque saison des pluies, sont réservés aux cultures légumières : haricot, tomate, pomme de terre, patate douce, piment. En outre, lorsque le débit de la source est suffisant, plusieurs types d'arbres fruitiers (bananier, citronnier, manguiers, goyavier, tamarinier, etc.) sont plantés autour de la maison et fournissent l'ombre en saison sèche (*solar*). Toutes les maisons ne sont pas dotées d'un tel jardin, car la situation souvent instable des métayers et leur renvoi toujours possible se révèlent incompatibles avec l'entretien de plantes pluriannuelles.

Malgré leur importance qualitative pour l'autoconsommation des familles, les surfaces irriguées n'occupent qu'une infime partie de la commune, environ 0,2 % seulement en 1930<sup>25</sup>.

## L'ÉLEVAGE

---

### *Maïs, pois chiche et production associée de porcs gras*

D'un système de culture à l'autre - maïs sur brûlis ou maïs en rotation avec le pois chiche -, la production de grain de chaque famille paysanne excède le plus souvent ses stricts besoins caloriques. Une famille, on l'a vu, peut obtenir 4 ou 5 t de maïs par an, sans compter la récolte de pois pour ceux qui travaillent avec l'araire. Si l'on admet que 1 t de maïs suffit à la consommation familiale (cela représente déjà 2 000 kilocalories par jour et par individu pour une famille de cinq personnes), l'excédent disponible reste très important. Une fraction de ce maïs disponible est distribuée aux poules, à l'âne, aux animaux de travail et, parfois, aux vaches qui en ont le plus besoin à la fin de la saison sèche. La plus grosse partie cependant est consacrée aux cochons : non pas les cochons de celui qui produit le maïs, mais ceux du propriétaire, car ce dernier prélève, au nom du métayage, la plus grosse partie de cet excédent. Au lieu d'être consommé sur place, l'excédent de maïs pourrait tout aussi bien être vendu sur le marché régional, régulièrement affecté par les mauvaises récoltes, dont les prix s'envolent alors fréquemment. Mais l'isolement de la

25. Recensement agricole de 1930.



Sierra de Coalcomán, le mauvais état des chemins et l'absence de moyens de transport lourd (charrette, chariot) renchérissent considérablement le maïs rendu dans ces lieux de vente : terminaux ferroviaires de Los Reyes, Uruapan ou ligne du sud de l'État de Jalisco, port maritime de Manzanillo. Une fois retombée la fièvre libérale, déclenchée par les perspectives d'exploitation minière et forestière du district de Coalcomán (projet de port à Maruata), les projets de liaison routière ou ferroviaire ont été abandonnés. 1 hl de maïs rendu à Uruapan coûterait ainsi 6 pesos, dont 5 représentent le coût du transport à dos de mules<sup>26</sup>. Un tel prix pour le maïs n'est atteint qu'en cas de crise aiguë et ne se maintient pas assez longtemps pour justifier le transport depuis Coalcomán. C'est donc sous une forme condensée et capable de se mouvoir par elle-même que le surplus de maïs est porté sur le marché : les porcs.

Par ailleurs, l'évolution comparée du prix du maïs et du porc gras ne cesse de favoriser ce dernier au détriment du grain. En 1883, un porc gras vaut 7 pesos, soit le prix de 7 *anegas* (600 kg) de maïs<sup>27</sup>. Le rapport de prix est de 9 pour 1 en 1894 à Cotija<sup>28</sup> et, en 1906, 1 kg de saindoux vaut 20 fois plus que 1 kg de maïs dans le bourg de Coalcomán<sup>29</sup>. C'est l'époque où la conquête des terres vierges de l'ouest américain permet un essor sans précédent de la production de céréales. Un prix international du grain est déjà en train de se dessiner, au niveau imposé par celui des grains produits dans les meilleures conditions de productivité. En outre, le développement du réseau ferré mexicain et sa connexion avec celui des États-Unis d'Amérique facilite le transport de grandes quantités de maïs d'un bout à l'autre du continent. Les premières importations massives de maïs ont lieu en 1891-1893.

Dans tous les ranchos qui produisent en quantité importante du maïs et du pois chiche, c'est-à-dire partout où les métayers sont suffisamment nombreux, un troupeau de porcs est engraisé. Dans la plupart des cas, ceux-ci restent libres pendant la saison sèche (les terres travaillées en culture attelée sont soigneusement clôturées) et profitent ainsi des ressources fourragères des forêts (glands, fruits secs des ravins à végétation tropicale, etc.). Avant les semis de maïs, on s'efforce de vendre tous les animaux suffisamment gras pour diminuer les effectifs et faciliter ainsi le gardiennage pendant la saison des pluies. Les porcs restants sont alors étroitement surveillés et parfois enfermés en enclos plusieurs mois. On leur distribue quotidiennement une ration de maïs et de pois chiche en séparant alors, d'une part, les animaux à l'engraissement et les mères et, d'autre part, les jeunes à qui l'on ne donne que très peu de grains. À partir des années trente, de véritables porcheries sont construites dans certaines propriétés et les animaux sont alors regroupés par tranche d'âge et maintenus enfermés toute l'année<sup>30</sup>.

26. D'après les calculs de Luis G. VILLASEÑOR (1909). Le même auteur calcule que, s'il y avait un bon chemin vers la côte du Pacifique, le maïs pourrait être rendu à Manzanillo (par mer depuis la côte du Michoacán) au prix de 3 pesos l'hectolitre seulement (VILLASEÑOR, 1910).

27. D'après les chiffres avancés par Nestor LOPEZ (1883).

28. D'après les livres de compte de L. Gonzalez Zepeda (Cotija).

29. Le maïs vaut 1 peso la *fanega* tandis que l'*arroba* de saindoux (11,5 kg) en vaut 3 (SANCHEZ DIAZ, 1988). La viande de porc coûte trois fois moins.

30. Rancho de Tepeguajes par exemple.

Deux ou trois fois par an, pendant la saison sèche, les commerçants et propriétaires de Coalcomán rassemblent d'importants troupeaux (jusqu'à 200 têtes d'après certains témoignages), pour organiser le long voyage à pied jusqu'aux marchés de Colima ou du sud de l'État de Jalisco (Ciudad Guzman).

Chaque étape journalière ne dépasse pas quelques kilomètres, pour permettre aux porcs de parachever leur engraissement dans les ravins tropicaux qui descendent vers la côte ou les Terres chaudes du sud du Jalisco. Une caravane de mules accompagne le troupeau pour porter les réserves de maïs nécessaires au voyage qui peut durer jusqu'à un mois pour atteindre la ville de Colima<sup>31</sup>. Et les porcs qui arrivent ainsi au marché sont plus gras qu'à leur départ du rancho de la Sierra de Coalcomán ! Mais vendre la production de porcs sur les marchés urbains est réservé aux grands propriétaires. Les métayers ne peuvent avoir qu'un nombre très limité de cochons (4 ou 5 au maximum mais le plus souvent un seul à la fois), compte tenu des faibles quantités de maïs qui leur restent après paiement des prélèvements. Le cochon est souvent maintenu au piquet pendant la saison des cultures. Si la graisse ainsi produite suffit à la consommation familiale, on peut vendre 1 ou 2 porcs au propriétaire qui les vend à son tour en ville avec les siens.

Pour calculer le nombre de porcs ainsi engraisés chaque année, c'est la production annuelle de maïs qu'il faut estimer. Considérons pour cela que les 1 500 familles rurales qui habitent la commune de Coalcomán vers 1920-1930 récoltent chacune 5 t de maïs par an, la moitié d'entre elles récoltant en plus 1 ou 2 t de pois chiche. Si l'on admet que 3 t de maïs sont disponibles pour l'engraissement des porcs, ce sont 4 500 t de maïs qui doivent être ainsi consacrées à cette activité en plus des 1 500 t de pois chiche. Admettons, enfin, que 300 kg de maïs et 100 kg de pois chiche suffisent pour « finir » un porc (on suppose qu'ils ne restent pas enfermés toute l'année et mangent aussi autre chose). On obtient une production annuelle de 15 000 porcs<sup>32</sup>. La plupart des ranchos produisent chaque année entre 50 et 100 porcs. Certains n'en produisent qu'une trentaine mais d'autres en engraisent 150 ou 200. Tout dépend du nombre de métayers installés sur le domaine. À partir de 1935, le trafic aérien se développe beaucoup entre Coalcomán et les villes les plus proches. Des troupeaux entiers de cochons sont ainsi chargés dans les avions et expédiés à Ciudad Guzman ou à Colima !

## ***Le troupeau bovin et la production de taureaux à dresser***

Le bétail qui se développe alors dans les ranchos de Coalcomán est d'origine créole et donne lieu à un élevage mixte, dont l'objectif est

**31.** Enquêtes auprès de Manuel Moreno M., Rogelio Mendoza, Ismael Alvarez, Esteban Valdovinos, Rinaldo Madrigal, Vitorino Marmolejo, Severo Magallon, Emiliano Blanco et Socorro Moreno.

**32.** Pour toute cette période, les quelques statistiques disponibles sont en général très peu fiables. Le rapport de Nestor Lopez (1883) ne mentionne que 800 porcs produits pour 1883. Les deux premiers recensements agricoles de 1930 et 1940 indiquent des effectifs de 6 430 et 6 400 têtes respectivement, ce qui semble encore très sous-estimé. Le recensement de 1950 est de meilleure qualité et semble se rapprocher de la réalité, en indiquant le chiffre de 23 600 porcs pour la commune de Coalcomán.

Les statistiques concernant le maïs ne sont guère meilleures. Celles du XIX<sup>e</sup> siècle indiquent des productions de 50 000 *fanegas* (4 250 t) en 1877 pour les deux communes actuelles de Coalcomán et de Villa Victoria, 35 000 *fanegas* (3 000 t) en 1883, 30 000 hl pour l'ensemble du district (quatre communes) en 1890 et 10 000 *fanegas* pour les deux communes de Coalcomán et de Villa Victoria en 1892. Les recensements de 1930 et 1940 ne semblent prendre en compte que le maïs semé à l'aire, en ignorant celui semé sur brûlis, et indiquent une superficie emblavée d'environ 2 000 ha. Le pois chiche, quant à lui, est presque toujours oublié ou fortement sous-estimé.

l'obtention d'animaux mâles de trois ou quatre ans (non castrés) et la production annexe de fromage.

Pendant la saison des pluies, les vaches allaitantes sont rassemblées quotidiennement dans un enclos construit à proximité de la maison et traites une fois par jour, le matin, après une brève tétée du veau. Cette traite n'est pas totale et on laisse au veau le soin de l'achever. En trayant ainsi une vingtaine de vaches et en laissant au veau une partie du lait, il est possible de confectionner une pièce de 10 à 12 kg en réunissant le fromage de deux jours. Ce produit ressemble au fameux fromage de Cotija, région d'origine de la plupart des migrants, mais la production locale est faible par rapport à celle des municipes du bassin du Río Tepalcatepec ou à celle des terres tempérées de Cotija et San José de Gracia<sup>33</sup>.

La traite est abandonnée presque complètement en saison sèche, dès que les conditions d'alimentation du bétail commencent à se détériorer. L'ensemble du troupeau se trouve alors libre de déambuler sur la totalité de la propriété, à l'exception des parcelles emblavées toujours protégées par la clôture construite par les métayers après le brûlis. Le bétail d'un propriétaire franchit souvent les limites du rancho car la plupart des propriétés ne sont clôturées qu'après 1940, et ceci jusqu'aux limites de la commune de Aquila. Après la récolte du maïs, les clôtures sont ouvertes pour laisser libre accès au bétail jusqu'à épuisement des résidus de culture. Un complément est distribué à la fin de la saison sèche (avril-mai) aux animaux les plus maigres et à ceux dont les besoins sont accrus : animaux de travail et vaches allaitantes. La paille de pois chiche, disponible au bon moment (récolte au mois d'avril), fournit un aliment riche en protéines qui complète le peu de maïs *Rayado* (les épis petits ou mal conservés) distribué aux animaux. Le reste du troupeau se contente des ressources fourragères forestières, en particulier des différentes gousses et autres fruits secs abondants là où la forêt tropicale n'a pas été abattue. C'est juste avant cette période critique qu'une partie des animaux est vendue, limitant ainsi les besoins du troupeau.

À cette époque, la seule production commercialisée à grande échelle est celle des taureaux destinés à être castrés et dressés pour la culture attelée. Chaque année, pendant la semaine qui précède le dimanche des Rameaux, les animaux suffisamment cornus sont rassemblés et conduits jusqu'à la grande foire de Peribán, de l'autre côté du bassin du Río Tepalcatepec, en bordure des terres densément peuplées du nord du Michoacán et du centre du pays. Là se réunissent les agriculteurs des vallées de Cotija et de Zamora, ceux du Bajío (Guanajuato) et des Altos de Jalisco, en quête d'animaux de trait susceptibles d'être dressés avant les labours du printemps (fig. 19). Les acheteurs prê-

33. Le recensement de 1950 est le premier qui mentionne la production de fromage. Elle est estimée à 5,2 t seulement pour la commune de Coalcomán, contre 82 t pour la commune de Tepalcatepec dont la production est alors écoulée par les commerçants de Cotija.

tent parfois leurs nouveaux taureaux aux Indiens tarasques, à charge de les dresser. En effet, les labours plus précoces sur le plateau tarasque permettent de restituer à leurs propriétaires les animaux dressés pour le mois de juin. Les taureaux de la Sierra de Coalcomán sont préférés à ceux des Terres Chaudes, car leur acclimatation en terre tempérée ne pose aucun problème. L'achat et la vente des taureaux représente l'activité principale de la foire de Peribán. Le champ de foire se transforme en « une mer de bétail » où plus de 15 000 têtes sont ainsi échangées<sup>34</sup>. On vend les animaux moins bien conformés et les bêtes de réforme sur les marchés de Colima, Tuxpan (Jalisco), Apatzingán, Uruapan et même jusqu'aux villages tarasques de la *Cañada de los once pueblos*. Par ailleurs, deux ou trois bêtes sont aussi abattues chaque jour à Coalcomán et destinées à la consommation locale<sup>35</sup>. Les peaux, une fois tannées, sont expédiées à Sahuayo pour l'industrie du cuir<sup>36</sup>.

34. Enquête auprès de D. Ureña Mendez (Morelia), L. Gonzales Zepeda (Cotija) et la *Unión ganadera* de Peribán.

35. D'après les statistiques de la *Sociedad Michoacana de Geografía y Estadísticas*.

36. Enquêtes auprès de Manuel Moreno M., J. Moreno, J. Ramirez, Fernando Mendoza M., Santos Virrueta, Daniel Betancourt, Rosendo Tejeda, Ermelinda Garibay, Irene Alvarez, Concepcion Sanchez, Vidal Reyna, Vitorino Marmolejo, Juan Torres B.

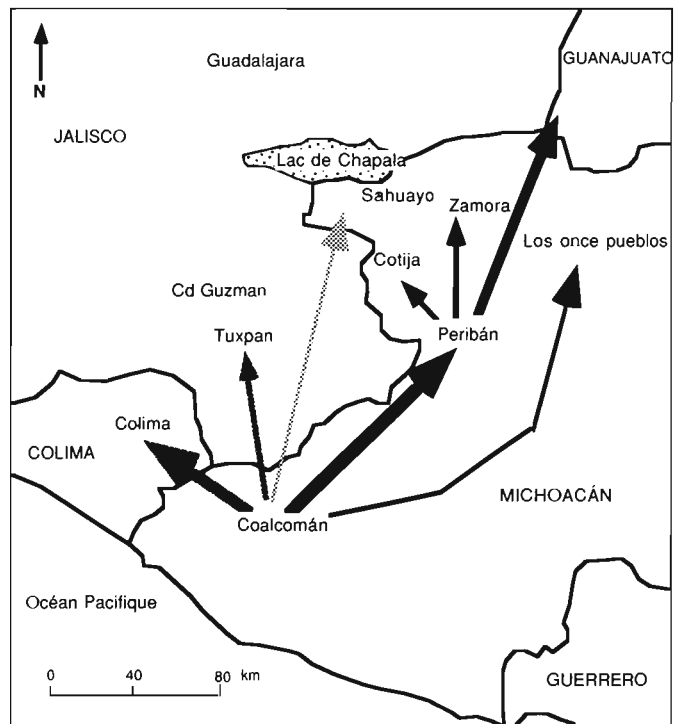


Figure 19

*Destinations principales des produits de l'élevage de la Sierra de Coalcomán.*

- Ventes de taureaux
- Ventes de porcs
- ..... Ventes de peaux

Ce flux massif d'animaux de travail vers les régions agricoles du centre n'est pas spécifique à la Sierra de Coalcomán. Les régions escarpées

du Pacifique fournissent une bonne partie des bêtes de trait du centre du Mexique, car les immenses haciendas du nord exportent déjà une partie de leur bétail jeune vers les États-Unis d'Amérique (KAERGER, 1986). Les taurillons produits dans les montagnes de Tupitina, Ahuindo et Nexpa, à l'est de la Sierra de Coalcomán, rejoignent également la foire de Peribán (SANCHEZ DIAZ, 1988), et ceux de la région du Balsas (La Huacana, Churumuco, Arteaga, etc.) convergent vers Ario de Rosales, Uruapan, Patzcuaro et Morelia<sup>37</sup>. Les chemins nord-sud, que parcourent encore les muletiers, sont toujours les itinéraires privilégiés du commerce, car ils relient des régions fortement différenciées tant par les conditions naturelles que par la spécialisation interrégionale qui s'accroît de plus en plus. Ce commerce entretient d'ailleurs d'étroites relations entre la Sierra de Coalcomán et la région d'origine des migrants (jusqu'aux lointains plateaux des Altos de Jalisco).

Il est très difficile d'évaluer les effectifs du troupeau bovin, comme nous l'avons fait pour les porcs. Les chiffres avancés dans les recensements paraissent encore plus vagues. Nous verrons d'ailleurs que les chiffres, présentés par les associations actuelles de producteurs, sont encore très éloignés de la réalité et qu'une partie importante du troupeau échappe encore à tout contrôle statistique. En 1877 et 1883, les rapports gouvernementaux estiment la production annuelle de la commune de Coalcomán (qui comprend alors l'actuelle commune de Villa Victoria) à 4 000 et 3 000 têtes respectivement<sup>38</sup>. Le recensement agricole de 1950 indique 30 500 bovins pour la seule commune de Coalcomán. Contrairement au cas de la production de porcs, la taille du troupeau bovin dépend moins du nombre de métayers travaillant sur la propriété que de la dimension de celle-ci. Les plus petits troupeaux comptent 40 ou 50 têtes, sans inclure les quelques animaux que peuvent posséder les métayers. Une centaine de bêtes constitue un troupeau moyen, mais de nombreux propriétaires possèdent plusieurs centaines de bovins. Quelques troupeaux dépassent sans doute le millier de têtes, notamment vers le sud de la commune de Coalcomán, où les éleveurs profitent de la proximité des communautés indiennes pour piller les ressources fourragères des terrains indivis<sup>39</sup>.

Il faut souligner, en conclusion, le caractère assez extensif de l'élevage bovin de cette époque et sa faible association à l'agriculture. Le bétail se nourrit en partie des résidus de culture (maïs et pois chiche) et produit l'énergie nécessaire à la traction attelée, mais l'absence de parcage de nuit - et bien sûr de stabulation - interdit tout transfert de fertilité des espaces forestiers et des parcours vers les terrains travaillés à l'air libre. On a vu que le guano de chauve-souris est davantage utilisé à cet effet !

37. Ces mouvements de bétail sont signalés par Maria de la Cruz R. LABARTHE. (1969), ÉRIC LÉONARD et MEDINA HERNANDEZ (1988).

38. GONZALES, 1877 ; LOPEZ, 1883.

39. Le rapport gouvernemental de 1892 indique les effectifs de quelques troupeaux de la région, sans doute considérés comme les plus importants.

On y retrouve les noms de quelques-uns des premiers immigrants qui s'installèrent à Coalcomán ; la taille des troupeaux mentionnés varie de 80 à 670 têtes, sans compter les 2 000 têtes indiquées pour l'hacienda de Hihuitlán. Le détail de la composition des troupeaux est signalé : il est intéressant de noter que les animaux mâles non castrés de plus de quatre ans constituent à l'époque près du quart des effectifs (23,3 %), alors que cette proportion n'est que de 10 % pour l'ensemble de l'État du Michoacán (PEREZ Gil, 1892 : tableaux 45 et 56).

## *Intégration aux échanges marchands et spécialisation régionale*

La très longue période de gouvernement de Porfirio Diaz (1876-1910) est restée marquée par le développement spectaculaire du réseau de chemin de fer et l'amorce d'une véritable spécialisation régionale. Tandis que certaines régions accentuent encore leur spécialisation céréalière (Bajío, Cienega de Chapala et de Zacapu, région de Lombardia et de Nueva Italia), sucrière (bassin de Los Reyes, Taretán et sud du Jalisco) ou agro-exportatrice (coton, café, etc.), d'autres espaces régionaux sont marginalisés et rapidement dépeuplés par le déclin du commerce muletier (Cotija, Purépero) ou par de médiocres conditions de productivité (maïs). Mais l'isolement de la Sierra de Coalcomán et son éloignement du réseau ferré n'entraînent pas son déclin. C'est tout le contraire qui se produit puisque population, production et commerce connaissent alors une croissance importante. La Sierra de Coalcomán trouve sa place dans la division interrégionale du travail en produisant, d'une part, l'énergie nécessaire au développement des surfaces cultivées dans la région centrale du Bajío (animaux de traction) et, d'autre part, l'énergie animale nécessaire à la consommation humaine (saindoux). Ces deux productions ont la particularité de se déplacer elles-mêmes pour rejoindre les marchés, sans que l'éloignement des lieux de vente ne présente un handicap réel. Toutes les autres productions se maintiennent, car les difficultés de communication entravent l'importation de denrées lourdes venues des régions hautement productrices. Mais pour les mêmes raisons, leurs volumes restent strictement limités aux capacités de consommation locale (maïs, haricot, canne à sucre, fromage, etc.). La première piste praticable en saison sèche par les véhicules à moteur n'est construite qu'à la fin des années trente. Il faut attendre les travaux de la Commission du bassin du Tepalcatepec pour qu'un pont soit construit sur le Río Tepalcatepec (1950), permettant ainsi l'accès à la Sierra de Coalcomán en toute saison.

Enfin, il faut signaler que deux autres produits de haute valeur (rapportée au poids) connaissent alors un certain développement commercial : le tabac et le café. Le tabac se cultive dans certaines propriétés de la commune de Villa Victoria et à l'ouest de Coalcomán. Il est vendu à Colima ou à une petite fabrique de cigarettes installée à Villa Victoria (*La Costeña*)<sup>40</sup>. Le café se trouve dans la petite hacienda de Coahuayula (formée sur les anciens indivis de la communauté de Huizontla) ; il est cultivé en sous-bois, avec un système de rigoles pour l'irriguer. Après transformation, le café en grain est expédié à dos de mules jusqu'à Coahuayana et Colima<sup>41</sup>. Tabac et café, cependant, ne connaissent pas de développement à grande échelle. L'inté-

40. Enquêtes auprès de Vidal Reyna (Tehuantepec), Ismael Alvarez (La Peña), Vitorino Marmolejo (La Nuez), Bundia Alvarez (Estopila).

41. Enquête auprès de Emilio Martinez, (Coahuayula).

gration de la région aux échanges marchands confronte ces productions marginales à celles des régions déjà spécialisées, dont les conditions de productivité sont largement supérieures. La production de tabac s'interrompt définitivement en 1930 après la destruction de la fabrique de cigarettes de Villa Victoria, pendant la révolte des *Cristeros* (dont on reparlera) ; les plantations de café, quant à elles, sont abandonnées après le démantèlement de l'hacienda de Coahuayula.

## LES RAPPORTS SOCIAUX DE PRODUCTION

---

Même si le niveau des forces productives reste faible (culture manuelle ou attelée légère), chaque agriculteur produit en général beaucoup plus de grains que n'exige la simple couverture des besoins énergétiques de sa famille. D'après les calculs présentés précédemment, 35 à 40 journées de travail dans l'année suffisent alors à assurer à chaque membre de la famille paysanne une consommation journalière supérieure à 2 000 kilocalories. La productivité du travail relativement élevée (surtout en culture sur brûlis) laisserait donc à l'agriculteur une marge importante d'accumulation, si son sur-travail n'était pas presque intégralement confisqué dans le cadre du métayage.

### *Le contrat de métayage*

Parler de « contrat » ne signifie pas qu'il existe alors un document écrit, signé et conservé par les deux parties. Il s'agit plutôt d'un accord oral, variable selon les hameaux, plus ou moins personnalisé en fonction d'éventuelles relations familiales ou de parrainage entre « patron » et métayers. Dans tous les cas, le propriétaire fournit la terre et la plupart des moyens de production ; le métayer, son travail. Malgré des différences notables entre les témoignages, selon l'ancien statut de la personne interrogée - propriétaire ou métayer -, les termes du « contrat » sont en général les suivants :

- en culture sur brûlis, les métayers ont à charge l'abattage de la parcelle, le brûlis, l'édification de la clôture et le semis. Le propriétaire prête les outils (hache, machette, lance à semer) et fournit la semence ;
- les métayers qui travaillent sur les terres arables doivent confectionner eux-mêmes l'araire ou s'en procurer un. Le patron fournit les animaux de travail, le joug et la semence. Quand l'usage de la charrue se généralise, le propriétaire la prête au métayer mais ce dernier a toujours à charge l'araire pour les travaux de semis et de nettoyage<sup>42</sup>.

42. Un artisanat local exploite encore à l'époque les ressources en fer de la Sierra et confectionne la plupart des outils utilisés par les agriculteurs : machette, fer de lance à semer, pointe renforçant l'extrémité de l'araire, etc. (SANCHEZ DIAZ, 1988 ; HIJAR Y HARO, 1984).

Dans les deux cas, le propriétaire prête au travailleur le maïs nécessaire à l'alimentation de sa famille dans l'attente de la récolte à venir<sup>43</sup>. Patron et métayer contribuent pour moitié aux travaux de récolte. Le propriétaire y participe souvent personnellement ou paie d'autres personnes pour le remplacer.

Cette supervision directe facilite le contrôle de la production et de son partage. La récolte est répartie sur le champ en deux parts inégales (car il faut alors rembourser les avances en grain concédées par le propriétaire) et chacun emporte la part qui lui revient.

Autour de cet arrangement type, de nombreuses variations sont possibles. Certains propriétaires dédommagent en partie le travail d'abatage ou la construction de la clôture, mais d'autres refusent de fournir les outils ou pratiquent des taux usuriers qui obligent le métayer à rembourser une plus grande quantité de maïs que celle effectivement prêté, etc.

Par ailleurs, tous les métayers du rancho sont moralement obligés de participer à certaines tâches, parfois rémunérées, mais le plus souvent à titre gratuit (corvée) : transport de la récolte du propriétaire jusque chez lui, capture et marquage du bétail, messagerie, entretien des clôtures (autour des terrains labourés), conduite des troupeaux de taureaux et porcs sur les marchés de Peribán ou Colima, etc.

## La plus-value

L'importance d'un rancho se mesure alors moins à sa surface qu'au nombre de métayers « associés » au patron. D'eux dépend la quantité de maïs produite et donc le nombre de porcs engraisés par le propriétaire. Une propriété moyenne dispose de 5 ou 6 métayers<sup>44</sup>, mais de nombreux propriétaires peuvent compter sur une main-d'œuvre plus nombreuse. Don Trinidad Contreras, par exemple, dirige 11 métayers dans sa propriété de Tepehuajes ; la plupart d'entre eux travaillent à l'aire<sup>45</sup>. Dans la vallée de Zacasihuite, 20 à 30 familles sèment « à moitié » avec Isidro Valencia dont la propriété mesure plus de 5 000 ha<sup>46</sup>. Le domaine de Tehuantepec compte plus de 30 métayers, etc.

La moitié de la récolte (dans le meilleur des cas) qui revient au métayer lui permet de nourrir sa famille et les quelques animaux domestiques dont il est propriétaire. Toutefois, il ne peut espérer vendre quelque chose sur le marché, d'ailleurs trop éloigné, sans passer par l'intermédiaire du propriétaire. Ce dernier, en revanche, dispose d'une quantité importante de grain entièrement disponible pour l'engraissement des porcs, après avoir prélevé les quantités nécessaires à l'économie domestique, à la basse-cour, aux chevaux et aux mules souvent nombreux d'ailleurs (fig. 20).

43. Il s'agit de la *babilitacion* qui correspond en général à 3 *anegas* de maïs par *anega* semée, soit environ 250 kg pour 4 ha semés sur terres arables ou 6 ha semés sur abattis-brûlis. Cette quantité assure la consommation de la famille pendant à peu près trois mois.

44. Pour la commune de Coalcomán, vers 1910, 1 500 familles environ travaillent dans 250 ranchos, ce qui représente une moyenne de 6 métayers par propriété.

45. Enquêtes auprès de Socorro Moreno et de Raquel Contreras.

46. Enquêtes auprès de Jesus Mejia Isabel Gomez, Elvira Hernandez, Antonio Diaz et Maria Spindola.



Chaque propriétaire a donc intérêt que le maximum de métayers reste sur son domaine ; métayers qui, chacun, devront semer la plus grande surface possible. L'engraissement des porcs est une activité à très haute valeur ajoutée, compte tenu de la valorisation du saindoux sur les marchés urbains. Mais cette activité, réservée au propriétaire, ne fait du métayer qu'un producteur de matière première. Le taux de plus-value, calculé sur la production de graisse de porc, est très élevé dans la mesure où la rémunération du métayer ne représente qu'une petite partie de la valeur créée (sans doute moins de 20 %).

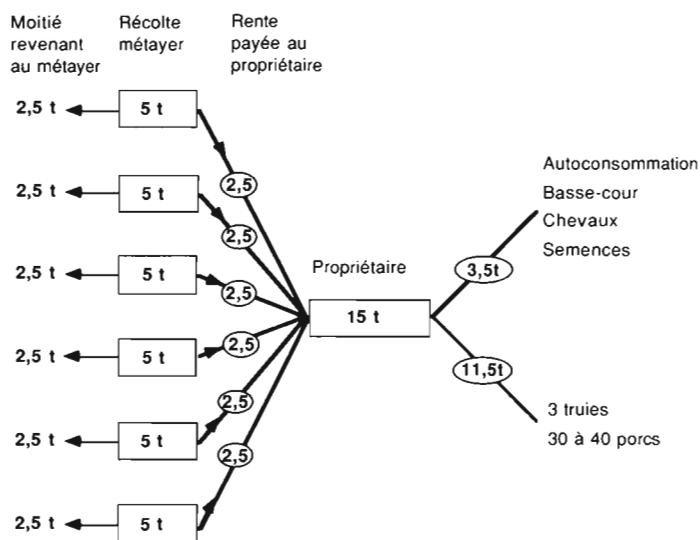


Figure 20

*Répartition de la récolte de maïs au début du xx<sup>e</sup> siècle dans une propriété (qui dispose de six métayers) de la commune de Coalcomán.*

Note : le schéma ne prend pas en compte le remboursement des avances en nature et les autres dettes éventuelles du métayer.

La répartition des résidus de récolte ne donne pas lieu à un partage égalitaire entre propriétaire et métayer. Le battage du pois chiche permet une division immédiate de la récolte et il semble que la moitié des tiges (la plante et les racines après séparation du grain) soit en général acquise au métayer. En revanche, la répartition des feuilles et des cannes de maïs restées sur le champ n'apparaît pas aussi facile. Le métayer dispose en théorie de la moitié de ce fourrage. Il peut donc, soit ramasser les feuilles correspondant à sa moitié avant la récolte des épis, soit profiter d'un droit de pâturage sur chaume, égal au droit du propriétaire. Dans la pratique, le métayer ne contrôle jamais complètement sa part de résidus de culture. La quantité de feuilles ramassées avant la récolte est limitée par le temps disponible (il faut, à cette époque de l'année, commencer l'abattage de la future parcelle destinée au maïs ou désherber le pois chiche) et, aussitôt achevée la récolte des épis, la parcelle est immédiatement envahie

par le bétail du propriétaire. Les deux ou trois animaux du métayer peuvent alors se joindre au troupeau du « patron », mais chaque feuille mangée par l'un d'eux fait défaut au bétail du propriétaire. C'est pourquoi il est strictement interdit au métayer d'avoir plus de 2 ou 3 bêtes (une vache et sa suite), exceptionnellement 5 ou 6, mais il s'agit alors d'un régime de faveur. Cette limitation du droit de pâturage, toujours évoquée dans nos conversations avec des métayers ou d'anciens métayers, constitue l'objet principal de leurs revendications. Les termes généraux du « contrat de travail » ne donnent jamais lieu à discussion. L'unique préoccupation du métayer est de connaître le nombre d'animaux dont il disposera après la récolte. Le propriétaire peut laisser miroiter ce droit de pâture sans jamais en expliciter le contenu précis ; jusqu'à ce que le métayer abatte et sème une parcelle de forêt. Après ce délai, le patron fixe le plafond du droit de pâture et sa décision tombe comme un verdict qui vient sanctionner la bonne ou mauvaise conduite du travailleur. À ce stade du cycle agricole, le métayer n'a plus le choix d'accepter ou de refuser le contrat, car le rompre signifie l'abandon définitif du travail déjà réalisé (abattis et semis) et l'impossibilité de trouver du travail dans un autre hameau jusqu'au cycle suivant. Il doit alors ramener les effectifs de son troupeau à cette stricte limite imposée et vendre au propriétaire les animaux en surnombre, au prix fixé par ce dernier, à moins d'accepter le règlement d'une rente spéciale acquittée par animal en sus et payable en argent ou sous forme de corvée.

Après la répartition du grain et des résidus de culture, il est clair que le métayer ne dispose pas réellement de la moitié du fruit de son travail. La limite au droit de pâture imposée par le propriétaire donne lieu, en effet, à un nouveau transfert de plus-value au détriment du métayer.

Après la dissolution de l'ancienne communauté indienne de Coalcomán et l'installation des migrants métis, le métayage se généralise et devient rapidement le rapport de production dominant<sup>47</sup>. Le fermage a cependant existé pendant les premières décennies du nouveau système agraire. Le loyer, payable en nature, est proportionnel à la surface semée mais alors indépendant de la récolte. Il est de l'ordre de 1 t de grains (12 *anegas*) par *anega* de terrain semé<sup>48</sup> (4 ha en terrain labourable, 5 ou 6 en culture sur brûlis) et représente donc un prélèvement moindre, de l'ordre de 20 à 25 % d'une récolte moyenne. Le fermier assure seul les risques de la culture et doit se procurer lui-même ses moyens de production :

- en culture attelée, la location de l'attelage constitue une dépense équivalente à celle de la terre, environ 1 t de grains<sup>49</sup>. Le loyer total, correspondant à la terre et à l'attelage, représente alors la moitié

47. Contrairement aux informations présentées par le recensement démographique de 1900, qui dénombre 58 - agriculteurs - et 3 002 péons pour la commune de Coalcomán (comprenant alors celle de Villa Victoria). Cette classification simpliste passe sous silence le groupe de métayers, le plus souvent ignoré par les statistiques. Il est certain que ces 3 002 personnes, recensées comme péons, sont en réalité majoritairement des métayers.

48. Il semble que les loyers soient moins chers dans le sud de la commune de Coalcomán (8 *anegas* seulement à San José de La Montaña) et sur les terres de l'hacienda de Trojes au nord-ouest de la commune (2 à 4 *anegas* de maïs pour 15 mesures de grain semé, soit de 250 à 500 kg de grain pour 6 ha (enquêtes auprès de Vidal Riveira, Elvira Hernandez, Daniel Betancourt, Emiliano Blanco, Antonio Sanchez, Dolores Paniagua, Antonio Ochoa)). Le fermage est aussi de règle dans le latifundium de la *Pacific Timber Company* pour les quelques familles chargées de surveiller les forêts.

49. Le prix courant est de 6 *anegas* de maïs par animal, en terrain pluvial, ou 6 mesures (environ 30 l) de haricots noirs, en terrain irrigué (enquêtes auprès de Isabel Gomez et de Antonio et Matilde Ochoa).

d'une récolte moyenne. En outre, le laboureur doit aussi disposer des autres outils nécessaires à la culture, fournir les semences, et se passer des avances en grain du propriétaire. Sur les terres labourables, le fermage ne signifie un prélèvement moindre que pour celui qui possède un attelage complet. Mais seuls les propriétaires peuvent avoir des animaux de travail, du fait de leur monopole absolu sur les ressources fourragères ;

- en culture sur brûlis, et compte tenu du peu d'outils nécessaires à cette forme de mise en valeur, les métayers pourraient souhaiter le fermage comme rapport de production. Mais l'intérêt du propriétaire est tout autre, les perspectives de prélèvement se révélant supérieures dans le cadre du métayage<sup>50</sup>. En outre, le contrat de métayage rend le travailleur beaucoup plus dépendant du propriétaire<sup>51</sup> ; dépendance rendue indispensable par la proximité des terrains encore indivis des communautés indiennes de la côte, qui peuvent inciter le métayer à tenter sa chance de ce côté. Le métayer est en fait retenu sur le domaine par l'impossibilité de rompre le contrat sans perdre le bénéfice de son travail et par l'espoir d'obtenir du propriétaire un droit de pâturage supérieur.

## *Métayage et migration*

Le métayage ne constitue pas une nouveauté pour les agriculteurs installés à Coalcomán. Mais pour toutes les familles qui n'ont pas accaparé un ou plusieurs lots des anciens indivis de Coalcomán, et dont la condition n'a pas fondamentalement changé, pourquoi avoir émigré ? Pourquoi être parti, si les conditions d'exploitation dans la région d'accueil sont semblables à celle de leur région d'origine ? Pour répondre à cette question, il est important de comparer les termes du contrat de métayage à Coalcomán avec ceux que connaissaient les métayers des régions d'origine à la même époque.

L'importance du métayage à l'époque préévolutionnaire est mentionnée de plus en plus fréquemment dans les ouvrages qui traitent de cette période, mais l'usage de ce mot (*aparceria*) ne s'accompagne pas toujours d'une description rigoureuse du contrat. Il est utilisé dans un sens très différent selon les auteurs ou les régions décrites et donne lieu à de nombreuses confusions. Comme le paiement de la rente du métayage n'est jamais réalisé en liquide, le mot de métayage s'emploie parfois pour désigner une relation dans laquelle la rente est payée en nature, par opposition au fermage (*arrendamiento*) où cette rente se réglerait en argent. Cette distinction est dépourvue de sens et le mode de paiement importe peu. Nous réserverons donc le mot métayage au cas où la rente prélevée est proportionnelle à la récolte obtenue. Cette rente représente en

50. Contrairement au cas de certaines haciendas du Mexique centre-occidental, où les plus mauvaises terres sont cédées en fermage parce que les rendements s'y révèlent souvent faibles et que l'éloignement du centre de l'hacienda rend tout contrôle de la production difficile et coûteux.

51. KAERGER (1986) laisse entendre que le métayage est aussi efficace que le - servage pour dettes -, auquel sont soumis de nombreux travailleurs des haciendas, pour retenir la main-d'œuvre sur le domaine.

général la moitié de la récolte (on parle alors de *mediana*, et de *mediero* pour le métayer). Mais d'autres cas sont souvent cités pour lesquels la rente représente un quart, un tiers ou même deux tiers de la récolte. Dans d'autres ouvrages, le métayage désigne une relation de travail particulière dans laquelle, par exemple, une personne fournit la parcelle tandis que l'autre apporte les moyens de production (attelage) nécessaires à sa mise en valeur (on emploie souvent le mot *medieria* ou travail à moitié). Les deux personnes participent aux travaux de culture et la récolte est partagée en deux parties égales. Cette « association » de producteurs a un sens bien différent et ne constitue pas forcément un rapport d'exploitation, dans la mesure où le transfert de plus-value vers l'un ou l'autre des partenaires n'est pas systématique.

Ces confusions conduisent souvent leurs auteurs à une interprétation idéalisée du métayage, ainsi qu'à une généralisation abusive de leurs conclusions à l'ensemble des rapports sociaux de production, désignés vaguement sous le terme *aparceria*.

Les situations, décrites pour d'autres régions du Mexique et pour la période de gouvernement de Porfirio Diaz, présentent souvent de grandes similitudes avec le système de métayage mis en place à Coalcomán. C'est le cas notamment de la grande région céréalière du Bajío et des Terres Chaudes du Michoacán (KAERGER, 1986), ou de la commune de Jalostotitlan dans la région des Altos de Jalisco (DE LEONARDO ET ESPIN 1978). Néanmoins, de nombreuses variations locales sont mentionnées dans les mêmes régions, en particulier certaines clauses du contrat qui contraignent le métayer à payer en sus une quantité de maïs correspondant à la location d'un des deux bœufs de l'attelage. Cette rente supplémentaire correspond au cinquième de la part de grain du métayer (10 % de la récolte totale) à Celaya, au cœur du Bajío, et à une somme de 8 pesos sur les plateaux des Altos de Jalisco (KAERGER, 1986 ; DE LEONARDO ET ESPIN, 1978). Le remboursement des avances donne lieu dans certains cas à un prélèvement important sous forme d'intérêt<sup>52</sup>. Parfois aussi, les avances en grain se remboursent en liquide à une époque où, le grain étant très bon marché, l'équivalent-grain du remboursement se révèle bien supérieur à la quantité de grains prêtée (KAERGER, 1986). Enfin, plusieurs situations sont décrites selon lesquelles la proportion de grains octroyée au métayer est inférieure à la moitié. Sur les terres nouvellement drainées et irriguées de Zacapu (nord du Michoacán) et dans les haciendas de l'État de Aguascalientes, les métayers ne reçoivent qu'un tiers de la récolte (OSORIO, 1984 ; ROJAS, 1981). Dans la région des Altos de Jalisco, Andres FABREGAS (1986) affirme que les métayers qui ne possèdent ni animaux de travail ni araire ne reçoivent qu'un quart de la récolte.

<sup>52</sup>. JAVIER MARTINEZ GOMEZ (*non publ.*) décrit ces remboursements pour une hacienda du sud de l'État de Jalisco. Voir également Hubert COCHET (1988) et Friedrich KATZ (1987). Dans les trois cas, les remboursements s'effectuent *al doble*, c'est-à-dire avec un taux d'intérêt de 100 %.

La plupart des travaux cités sont consacrés à des régions qui ont envoyé de gros contingents de migrants vers le sud, en particulier vers la Sierra de Coalcomán. Dans des régions plus éloignées, on rencontrerait des situations encore plus défavorables pour les métayers. Dans l'État de Oaxaca, par exemple, certains métayers doivent non seulement fournir bœufs et semences, mais payer également un droit de récolte de 1 centime par sillon et participer aux corvées dominicales (KAERGER, 1986).

La plupart des métayers qui travaillent sur les terres pluviales des haciendas, dotées d'importants périmètres irrigués, doivent aussi s'employer comme journaliers pour les cultures irriguées (blé, canne à sucre)<sup>53</sup>. La plus-value prélevée dans ce cas représente donc, probablement, non seulement le sur-travail prélevé au métayer, mais également une partie de son travail nécessaire, l'obligeant ainsi à s'employer comme journalier en saison sèche ; à moins que la parcelle donnée au métayer soit trop petite pour assurer sa subsistance. Dans les deux cas, les terres pluviales nourrissent la main-d'œuvre employée en hiver sur le périmètre irrigué (PEREZ, 1989).

Finalement, la situation des métayers de Coalcomán n'est pas si mauvaise, par rapport à celle de leurs collègues et parents qui n'ont pas émigré et travaillent dans les haciendas du centre du pays. Dans la région de Cotija, d'où viennent la plupart des migrants, les termes du contrat de métayage sont semblables à ceux en vigueur dans la Sierra de Coalcomán, mais l'augmentation démographique (30 hab./km<sup>2</sup> à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle) entraîne le raccourcissement de la période de recrû forestier, une chute probable des rendements et la diminution consécutive de la productivité du travail. Cette productivité est encore assez élevée dans la Sierra de Coalcomán, et la part de grains qui revient au métayer dépasse en général la quantité nécessaire à la satisfaction des besoins minimaux de sa famille.

Même en cas de mauvaise récolte, les conditions de survie sont plus favorables dans la Sierra de Coalcomán, du fait de la moindre pression exercée sur les ressources du milieu. La récolte de la banane, que l'on s'efforce de planter à proximité des sources, et la cueillette des fruits sauvages comme le *bonete* (*Pileus mexicanus*) permettent toujours d'allonger la pâte destinée à la confection des galettes de maïs (tortillas). La chasse complète également la ration alimentaire et constitue parfois une source de protéines plus importante que les haricots noirs. Là aussi, il faut comparer cette situation avec celle des régions semi-arides (dépression des Terres Chaudes) ou froides et trop densément peuplées pour permettre de tels apports complémentaires. En cas de mauvaise récolte, les terres sèches et froides du plateau des Altos de Jalisco, par exemple, n'offrent aucune possibilité de survie (ni chasse ni cueillette).

53. Ce travail est alors parfois obligatoire, bien que rémunéré, et même inscrit dans certains contrats de métayage (OSORIO, 1984).

## Accumulation et dépendance

La faible densité de population et la proximité des terrains indivis de la côte encouragent les propriétaires à préserver la marge d'accumulation du métayer, marge limitée par le droit de pâture, certes, mais bien réelle tout de même. Si le relèvement du droit de pâture a toujours été la revendication centrale des métayers, c'est bien que leur cheptel est susceptible d'augmenter et leur capital de croître ! À ceux qui ne possèdent aucun animal, le patron prête une vache « à moitié », la moitié des descendants revenant aux métayers (à partir de la deuxième mise-bas). Ce dernier peut garder la totalité du lait produit en échange de sa participation à la traite matinale de l'ensemble du troupeau pendant la saison des pluies. En quelques années, le métayer peut obtenir un veau qui lui appartient ou, mieux, une génisse. Cette accumulation, lente et peu sûre (le métayer assure tous les risques), permet toutefois à chacun de se constituer un petit cheptel. D'autres métayers, enfin, achètent directement leur première génisse au propriétaire, grâce au surplus de maïs ou au cochon qu'ils peuvent lui vendre.

L'accès à l'accumulation est toujours entrouvert au métayer, mais il se referme brusquement chaque fois que son capital franchit la limite incontournable du droit de pâture fixé par le propriétaire. De ce plafond, et de lui uniquement, dépend la marge d'accumulation des travailleurs du rancho. Ceux qui jouissent de relations privilégiées avec le patron, parce qu'ils appartiennent à sa famille ou qu'ils bénéficient de son parrainage, réussissent à constituer des troupeaux plus importants. Un gendre du propriétaire, par exemple, s'il ne possède aucun terrain, bénéficie d'un régime de faveur (mais on voit aussi des filles brutalement déshéritées parce qu'elles fréquentent de trop près un métayer !). Certains métayers peuvent même racheter une fraction du domaine, à l'occasion de sa division entre les héritiers. Ils accèdent, à leur tour, au statut de propriétaire. D'autres, moins fortunés, deviennent petits tenanciers en rachetant au propriétaire un lopin de terre, à prix d'or et moyennant une longue épargne. Leur dépendance ne diminue pas pour autant, car le lopin est trop exigü pour permettre le bon déroulement de la rotation forestière de longue durée ou trop en pente pour être travaillé à l'aire. Il faut l'abandonner plusieurs années et retourner travailler chez l'ancien patron, le temps de laisser sa végétation reprendre ses droits.

Les autres métayers, dans l'impossibilité de franchir le seuil fixé par le propriétaire, ne peuvent transformer leur épargne éventuelle en capital fixe. L'aménagement d'une maison en dur (*adobe*) et d'un jardin d'arbres fruitiers n'est pas envisageable, compte tenu de la précarité de leur situation et de l'éventualité d'un remerciement. Ils vivent toujours dans une case rapidement construite sur le terrain du pro-

54. Enquêtes auprès de Antonio Díaz G., Justo Mejía, Juan Contreras L., José Echeverría, etc.

55. C'est par exemple le cas de l'hacienda de Trojes, au nord-ouest de la commune de Coacomán. Les anciens métayers ou fermiers deviennent effectivement maîtres chez eux quand l'hacienda, disloquée, est abandonnée.

priétaire ou dans une maison prêtée par celui-ci, ce qui augmente encore leur dépendance. Le métayer qui met la clef sous la porte avant la récolte perd la moitié de récolte qui lui est due. S'il s'en va après la récolte, il perd le bénéfice du travail déjà investi dans l'abatage de la parcelle du cycle suivant. Là encore, la fixation du droit de pâture est à l'origine de la plupart des conflits entre propriétaire et métayer et du départ de ce dernier. S'il refuse de céder son animal en surnombre au propriétaire, il est chassé du domaine et condamné à chercher un autre propriétaire qui l'accepte, lui et son bétail.

Les métayers ne restent donc pas toute leur vie chez le même patron. Beaucoup vivent dans une instabilité constante, visitant successivement toutes les vallées de la région. À chaque déménagement, les quelques affaires de la famille sont chargées sur le bât de l'âne. Les souvenirs des métayers sont sur ce point significatifs quand ils évoquent la liste de leurs anciens patrons et les conditions de leurs renvois successifs<sup>54</sup>. La dépendance du métayer transforme toute rupture du contrat en coup dur pour l'économie familiale.

Sauf exception, l'existence d'une petite marge d'accumulation potentielle ne signifie en aucun cas un affranchissement progressif du métayer et un accès partagé à la pleine propriété des moyens de production. On est loin de la « véritable concession d'autonomie moyennant redevance annuelle » décrite par Jean MEYER (1973 b, 1974) pour la région centre-occidentale du Mexique. Ce dernier fait des métayers des hommes libres (parce que non dépendants d'un travail salarié), en voie d'ascension sociale et séparés de la catégorie des propriétaires par un simple jeu d'écriture ! Il est vrai que de nombreux métayers profitent de la ruine de certaines haciendas ou de leur abandon à la suite de rumeurs révolutionnaires. Ils sont alors les mieux placés pour récupérer une fraction de l'hacienda et devenir effectivement propriétaires. Mais cette ascension sociale ne se réalise que sur les terres marginales des haciendas ou sur la ruine de ce système<sup>55</sup>. En aucun cas elle n'est l'aboutissement « naturel » du rapport d'exploitation que constitue le métayage.

## LES COMMUNAUTÉS INDIENNES

---

La commune de Aquila se crée en 1910, après d'innombrables changements survenus dans le découpage administratif de la région (BRAND, 1960). Elle rassemble toutes les communautés indiennes de la côte, à l'exception de celle de Huizontla qui reste rattachée à la

commune de Villa Victoria. Contrairement à celle de Coalcomán, centrée autour du bourg du même nom, la nouvelle commune de Aquila apparaît davantage comme une juxtaposition de communautés indiennes encore largement indépendantes les unes des autres. Chaque communauté reste organisée autour de son centre historique (Pómaro, Coire, Ostula, Aquila et Maquili) ; le choix du village de Aquila comme centre administratif de la nouvelle entité ne s'accompagne pas d'un recentrage des activités autour de ce village. Quarante ans après cette décision administrative, la population du nouveau « chef-lieu » n'a pas augmenté et reste comparable à celle des autres centres villageois indiens : quelques centaines d'habitants quand le bourg de Coalcomán compte déjà plus de 3 500 habitants en 1950<sup>56</sup>.

Alors que la commune de Coalcomán connaît, en quelques décennies, un développement remarquable des activités agricoles, celle de Aquila, au contraire, semble se maintenir à l'écart du mouvement général d'accumulation déclenché sur les terres de l'excommunauté de Coalcomán. Cette « infériorité », ce retard, peut être grossièrement quantifié, grâce aux données du recensement agricole de 1950 rassemblées dans le tableau vi. Ces données sont loin d'être vraiment fiables, mais c'est la comparaison des chiffres et non leur valeur absolue qui importe le plus. On sait que ni les effectifs de bétail ni les surfaces semées sur défriche-brûlis ne sont réellement connus.

Tableau vi  
*Population,  
activité agricole  
et bétail recensés  
dans les communes  
de Coalcomán et de Aquila  
en 1950*

	Coalcomán	Aquila
Surface (km <sup>2</sup> )	2 880	2 310
Population totale	16 072	6 826
Population chef-lieu	3 650	470
Araires	1 695	121
Charrues	472	153
Animaux de travail	4 684	740
Maïs (ha)	7 800	1 179
Production maïs/hab. (kg)	390	160
Bovins	30 500	8 300
Porcs	23 600	8 500

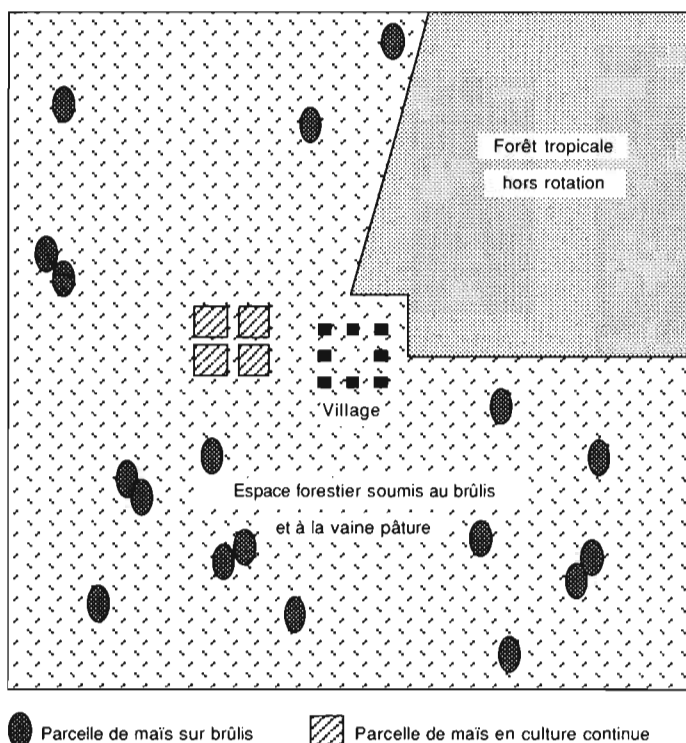
Sources : recensements démographique et agricole de 1950.

Alors que chaque famille rurale de Coalcomán dispose, en moyenne, d'un araire (ou d'une charrue), d'une paire d'animaux de travail (bœufs) et de 4 ha environ emblavés en maïs, les chiffres du recensement montreraient que la plupart des familles indiennes de la commune de Aquila ne possèdent ni instrument aratoire ni animaux de travail et ne sèment que de petites surfaces (1 ha en moyenne) sur brûlis. Qu'en est-il réellement ?



## *Paysage et organisation de l'espace*

Avant que les communautés indiennes de la côte ne soient à leur tour envahies par les familles métisses originaires de Coalcomán, le milieu encore forestier est mis en valeur de la manière suivante (fig. 21).



La plus grande partie du territoire, couverte de forêt tropicale caducifoliée, est soumise au brûlis périodique et donc concernée par la rotation de longue durée (friche). Le système de culture sur brûlis y est sans doute pratiqué depuis plusieurs siècles et les techniques employées sont semblables à celles décrites précédemment pour les ranchos de la commune de Coalcomán.

Les ravins plus humides et couverts d'une forêt tropicale plus haute (comprenant de nombreuses espèces pérennes) ne sont jamais abattus pour y semer du maïs. Cet espace hors rotation est réservé aux activités de cueillette et de chasse. Le bétail y reste pendant toute la fin de la saison sèche pour profiter des dernières ressources en eau et des arbres fourragers. Dans cet espace forestier préservé, on préleve également les bois les plus durs nécessaires à la confection des outils.

Les terres labourables sont souvent situées à proximité du village ou sur des terrains particulièrement favorables (cône de déjection, méandre asséché ou embouchure des rivières). Le climat plus chaud n'autorise pas la culture du pois chiche, parfois remplacé dans la rotation par le haricot (*Vigna sinensis*). Dans certains cas, semble-t-il, les déjections accumulées dans l'enclos réservé au parcage nocturne des animaux (chèvres, moutons) sont portées sur la parcelle et répandues dans les sillons. Le guano de chauve-souris s'utiliserait également dans la communauté indienne de Aquila, où les terrains calcaires (relief karstique) sont abondants. Néanmoins, les parcelles travaillées à l'araire sont très peu nombreuses ; ce système de culture ne s'est pas généralisé, malgré la proximité de la commune de Coalcomán où, dans chaque hameau, une partie des métayers se consacre alors aux terres labourables.

Enfin, le village et la plupart des hameaux de la communauté comprennent un petit nombre de maisons, parfois munies d'un jardin enclos planté d'arbres fruitiers.

Le bétail de chaque membre de la communauté accède à l'ensemble du territoire ; les parcelles semées sur brûlis et clôturées avec des branchages s'ouvrent aux animaux de tous après la récolte des épis. Seules les parcelles les plus éloignées du village ne sont pas clôturées. La clôture des champs situés à proximité du village sert également de stock de bois de chauffage. Après abandon de la parcelle au recrû forestier ou lorsque la clôture commence à pourrir, le bois est peu à peu consommé pour la cuisson des aliments.

La terre appartient collectivement à l'ensemble des membres de la communauté, mais son usage est le plus souvent individuel ou organisé au niveau de la famille élargie. Le choix des parcelles forestières n'est ni planifié ni contrôlé par le groupe et aucune consigne particulière - pour mettre en culture préférentiellement telle ou telle partie du territoire - n'est semble-t-il respectée par les membres de la communauté. Chaque chef de famille choisit librement la parcelle de forêt qu'il veut abattre et ensemercer en maïs, à la seule condition que les autorités élues de la communauté donnent leur accord et qu'il n'y ait pas de conflit avec un autre membre, désireux de semer au même endroit.

Par ailleurs, la terre est inaliénable. Achat, vente ou location à des personnes extérieures à la communauté sont théoriquement prohibées. Certes, la pression fiscale accentuée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle contraint toutes les communautés indiennes de la côte à aliéner une partie plus ou moins importante de leur territoire (partie 1, p. 15). Ces ventes continuent pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle, mais les règles qui régissent le fonctionnement interne des communautés ne

sont pas modifiées pour autant sur le territoire réduit qu'elles contrôlent encore. À l'intérieur même des frontières de chaque communauté, les « ventes » de parcelles entre deux membres du groupe sont également chose courante, mais ces transactions n'ont pas la même signification.

Acheter une parcelle revient en fait à acheter le travail accumulé sur cette parcelle. C'est donc le travail qui s'achète et se vend et non son support constitué par la parcelle elle-même. Une parcelle de forêt n'a aucune valeur puisque aucun travail n'y a été effectué.

En revanche, on peut vendre ou acheter un terrain où la forêt est déjà abattue, au prix correspondant au travail d'abattage réalisé. De la même façon, le prix d'une parcelle abattue, brûlée et clôturée représente celui du travail d'abattage, de brûlis et d'édification de la clôture. Une fois le terrain abandonné à la friche après la deuxième année de culture, la totalité du travail investi est récupérée et le prix du terrain redevient de ce fait nul. Dans ces conditions, la rente foncière n'existe pas et la terre n'est pas encore une marchandise.

Le travail accumulé sur une parcelle pendant les deux années de culture ne représente rien pour le prochain cycle de culture, séparé du précédent par plus de vingt années de friche forestière. La reconnaissance par la communauté du droit de l'un de ses membres à abattre et semer une parcelle donnée ne signifie en aucune façon l'attribution d'un droit d'usufruit permanent ou durable jusqu'au prochain cycle de culture. Seules les quelques parcelles clôturées et cultivées à l'airaire sont reconnues comme des quasi-propriétés, car le travail ainsi « cristallisé » transforme l'usufruit occasionnel en usufruit permanent et définitif.

Les allusions à ce type de fonctionnement communautaire sont nombreuses dans la correspondance échangée sporadiquement entre les autorités indiennes et les fonctionnaires du département des Affaires agraires et de Colonisation<sup>57</sup>, en particulier dès que l'intégrité de la communauté est à nouveau menacée par de nouvelles invasions foncières.

On lit par exemple : « nous travaillons tous librement en respectant les parcelles entourées et les friches précédemment signalées pour être abattues, ce qui sert à savoir qu'elles vont être occupées »<sup>58</sup>. La même lettre fait allusion à un membre de la communauté qui, voulant se réserver l'accès à une parcelle donnée, « lui met chaque année un signal pour que personne ne s'y mette, ne la travaillant pas et empêchant qu'elle le soit ». Un autre membre de la communauté force alors le passage, bénéficiant de l'appui des autorités communautaires.

57. Le *Departamento de Asuntos Agrarios y Colonizacion* devient plus tard la *Secretaria de la Reforma Agraria* (ministère de la Réforme agraire).

58. « ... *Todos los comuneros trabajamos las tierras en libertad respetando parcelas circuladas y chapones señalados con anterioridad para tumbarlos, lo cual nos sirve para saber que se va a ocupar.* »  
*Carta del Presidente del Comisariado de Bienes Comunales al Delegado del Departamento de Asuntos Agrarios y Colonizacion, Morelia, 20 mars 1971, archives de la SRA.*

## *Diversité des ressources du milieu et système de production*

En plus du droit de cultiver et du droit de pacage, chaque membre jouit d'un droit d'usage illimité sur les ressources naturelles de l'ensemble du territoire. Ainsi, chaque famille accède à toute la diversité écologique d'un territoire souvent étalé sur plus de 1 000 m de dénivelé, depuis les crêtes nord qui marquent la frontière avec les propriétés privées des communes voisines jusqu'aux plages du Pacifique. Rappelons que la plupart des villages indiens se situent alors en retrait par rapport à la côte (Maquili, Aquila, Ostula) ou à plus de 500 m d'altitude (Pómaro, Coire, San Pedro Naranjestil), c'est-à-dire à mi-chemin entre les frontières nord des communautés et la mer. La frange côtière, très chaude et insalubre, est encore déserte en 1950 et, hormis le gardien du phare de San Telmo installé en 1910, aucune famille indienne n'habite sur la côte.

Si l'on excepte La Placita - village métis récemment formé sur la petite plaine côtière de l'embouchure du Río de Maquili -, Donald D. BRAND (1958, 1960) ne signale que quelques huttes isolées et habitées temporairement à La Ticla, Tizupan, Huahua (où il mentionne l'existence de deux familles indiennes impaludées) et Tupitina<sup>59</sup>. Les familles descendent souvent sur la côte pour cultiver, chasser ou pêcher, mais leurs séjours ne sont pas de longue durée. On remonte dans les villages dès le travail terminé.

En saison sèche, de petites parcelles sont emblavées en maïs (et parfois en sésame) pour profiter de l'humidité résiduelle des bas-fonds ou des terrains situés sur le bord des lagons ou près de l'embouchure des rivières. Ces parcelles sont emportées à chaque cyclone et changent fréquemment de place, à mesure que se modifie la disposition des estuaires et des lagons. Plus importantes peut-être, les plantations de cocotiers - elles aussi soumises aux aléas climatiques - bordent la côte, lorsqu'elle ne se réduit pas à une simple plage (BRAND, 1960). D'autres plantes se récoltent également sur la côte : banane, citron vert, cacao (encore mentionné en 1946 dans certains endroits ombragés et humides). Descendre sur la côte élargit aussi le champ d'activité en matière de chasse et de cueillette. On récolte sur les plages les œufs déposés en grand nombre par les tortues géantes, mais sans tuer les mères, considérées (d'après certains ethnologues) comme animaux sacrés (DEL CASTILLO et GUERRERO, 1946) ; on ramasse certains coquillages et on capture les crabes. La pêche, enfin, se pratique également, mais à partir de la plage et avec des techniques rudimentaires qui confirment l'orientation peu maritime des communautés indiennes.

59. Voir également le récit de François CHEVALIER (1989) et de Fernando FOGUO MIRAMONTES (1936).

Seul le sel est exploité d'une manière continue pendant les derniers mois de la saison sèche et selon les techniques très anciennes déjà décrites en 1580. La production dépasse largement les besoins locaux, puisque les muletiers métis convoient d'importants chargements de sel vers les « hautes terres » de Coalcomán (pour la consommation domestique et le bétail).

À mesure que s'élargissent les écarts de productivité entre les marais salants de La Placita et ceux de l'État voisin de Colima, le marché du sel extrait sur la côte michoacannaise se limite aux hameaux des communes enclavées de Aquila, Villa Victoria et Coalcomán (DEL CASTILLO et GUERRERO, 1946 ; BRAND, 1960).

De la même manière, les parties les plus élevées de chaque communauté élargissent encore les possibilités de culture et de cueillette. Les précipitations plus abondantes et mieux réparties permettent d'y semer les mêmes variétés de maïs que dans la commune de Coalcomán. On peut semer plus tôt que dans les parties basses ; cet étalement des dates de semis au printemps permet de diminuer les risques encourus au niveau du système de production tout entier. Dans les hameaux les plus élevés de la communauté de Pómaro, la canne à sucre se plante même en petite quantité et s'écrase à l'aide de moulins en bois entraînés par des bœufs. Enfin, c'est dans les hameaux les plus hauts que l'on peut élever quelques cochons à la glandée.

La combinaison des différents étages écologiques conduit donc à un usage « vertical » de l'ensemble du territoire et à l'obtention, par une même famille, d'un grand nombre de produits différents. Outre le haricot noir et la courge (souvent associés au maïs), il faut signaler les productions marginales de patate douce, arachide, sésame, banane, noix de coco, canne à sucre, piment, vanille, hibiscus, et tabac. La plupart des familles indiennes plantent du coton (arbustif) dans les jardins, le récoltent et le filent.

Parmi les produits de cueillette qui jouent le plus grand rôle dans l'économie familiale, citons : le fruit du *bonete* (*Pileus mexicanus*) dont la pulpe épaisse allonge la pâte de maïs destinée à la confection des galettes ; la gousse de la *parota* (*Enterolobium cyclocarpum*) dont les graines sont consommées grillées ; le fruit sec du *mojo* (*Brosimum alicastrum*), moulu, grillé et consommé dans de l'eau chaude (c'est le « café de *mojo* ») ; et bon nombre d'autres fruits sauvages comme le *guamuchil* (*Pithecellobium dulce*), le *coyol* (*Acrocomia mexicana*) ou les pousses de palmier (*palmito Sabal mexicana*), etc. Les essaims d'abeilles sauvages sont également recherchés pour leur production de miel et de cire.

## Surplus et échanges

Pour mettre en évidence l'existence d'un surplus non consommé au sein de l'unité de production et évaluer son volume, il faudrait pouvoir estimer la quantité de maïs produit, à moins d'évaluer cette quantité à partir de l'étude des échanges marchands auxquels se livraient les membres des communautés indiennes...

La production de porc gras est bien la seule façon de valoriser un éventuel surplus de maïs, mais cette activité n'atteint pas la même importance que dans les propriétés de la commune de Coalcomán. Dans les villages indiens, peu de grains sont consacrés à l'engraissement des cochons. On leur donne quelques poignées de maïs par jour pour qu'ils « reconnaissent » la maison et ne s'en éloignent pas trop. Quand la réserve de saindoux s'épuise, on sacrifie le cochon le plus gras ou, à défaut, on s'approvisionne chez un voisin, à charge de revanche. Quelques troupeaux de porcs sont également acheminés sur pied vers Colima, mais les commerçants et agriculteurs métis de la commune de Coalcomán se chargent le plus souvent d'acheter cette faible production, afin d'augmenter les effectifs de leurs propres troupeaux. Certains propriétaires achètent même les porcelets ou les animaux maigres de tout âge pour les engraisser sur leur domaine avec le maïs prélevé aux métayers.

Tout porte à croire que la production de maïs de chaque famille est très inférieure à celle que produit un métayer de la région de Coalcomán. En premier lieu, les conditions climatiques sont moins favorables à la culture du maïs. Les précipitations diminuent quand on s'approche de la côte où la saison des pluies commence plus tard que sur les reliefs de la commune de Coalcomán. Les conditions se révèlent tellement défavorables sur la frange côtière granitique que les seules parcelles travaillées sont semées en saison sèche sur le bord des lagons ou rivières. Lors de son périple côtier de 1951, Donald D. BRAND (1960) se plaint des difficultés à se procurer du maïs pour les mules de l'expédition et retourne précipitamment à Coalcomán pour éviter le dépérissement des animaux. En réalité, le maïs pluvial n'est semé qu'au-dessus de 400 ou 500 m d'altitude<sup>60</sup>. Les rendements obtenus sont donc très probablement inférieurs à ceux des régions plus arrosées de la commune de Coalcomán. D'après les témoignages très vagues et contradictoires des anciens de la communauté de Pómaro, on peut tenir pour vraisemblables des rendements de 10 q de grain la première année de culture et de 5 q la deuxième année. Ainsi, une famille qui sème 2 ha de maïs sur brûlis et resème les 2 ha de l'année précédente obtient alors 30 q de grain. Calculée sur cette base, la productivité du travail - de l'ordre de

60. Sur les photos aériennes de la côte prises en 1950, on ne distingue aucune parcelle de défriche entre la pointe de San Juan - extrémité nord-ouest de la commune de Aquila - et Tizupa où apparaissent les premières parcelles de maïs sur brûlis, situées à proximité de la côte (BRAND, 1958 : planches xxxii à xci).

20 kg de grain par journée de travail - est alors inférieure à celle des ranchos de la Sierra de Coalcomán : 32 à 33 kg par jour de travail.

Il semble, en fait, que les surfaces semées par chaque famille n'atteignent pas cette taille ; la faible production de maïs est alors compensée en partie par le recours beaucoup plus systématique aux produits de la cueillette et de la chasse. Être à court de maïs est considéré comme une grande honte dans la culture *ranchera* qui valorise au plus haut point le travail agricole. Les familles créoles n'utilisent les ressources de la cueillette (en particulier le *bonete* mélangé au maïs pour la confection des tortillas) qu'en cas d'extrême nécessité et s'en trouvent ainsi humiliées ; en revanche, la consommation des produits de la cueillette est quotidienne dans les familles indiennes. Rien d'étonnant donc à ce mépris - si bien partagé par les gens de peau blanche - envers les populations indiennes « incapables » de produire autant de maïs qu'eux et obligées de manger ce qu'elles trouvent dans la forêt.

L'élevage bovin constitue un élément important de l'économie familiale. Le système de vaine pâture, généralisé à l'ensemble du territoire, donne à chaque famille indienne un accès aux ressources fourragères, seulement contrôlé par les règles communautaires qui limitent le nombre de têtes admises sur les indivis pour chaque membre de la communauté. Il semble, en réalité, que ces règles restent assez souples ou soient progressivement délaissées, car certains caciques indiens sont réputés pour la taille de leurs troupeaux<sup>61</sup>. C'est sans doute là que se manifeste le plus nettement la différenciation paysanne à l'intérieur de chaque communauté : plusieurs grands troupeaux appartenant à des caciques indiens sont mentionnés, tandis que la plupart des familles indiennes ne possèdent que un ou deux animaux. Les taureaux produits dans la moitié est de la commune de Aquila sont conduits à la grande foire de Peribán, et ceux des communautés de Aquila et de Maquili sont amenés sur le marché plus proche de Colima, mais les Indiens ne participent pas eux-mêmes à ces activités commerciales. Les animaux sont toujours achetés sur place par les éleveurs de Coalcomán ou les maquignons de Colima qui réunissent ainsi les animaux achetés dans plusieurs villages, avant de les convoier vers les grands marchés.

La production de lait et de fromage est vraisemblablement très faible et la consommation de ces produits réservée à quelques familles pendant une courte période de l'année. La plus faible production de maïs et la consommation rare des produits de l'élevage (viande et fromage) ont donné aux voyageurs qui visitaient la région une impression de pauvreté relative par rapport aux hameaux de la commune de Coalcomán. Cette impression est renforcée par les statistiques

61. Enquêtes auprès de Esteban Valdovinos, Bundia Alvarez et Camilo Chavez.

alimentaires sur la consommation de pain de froment, consommation souvent associée à un niveau de bien-être supérieur : en 1950, près de 5 000 personnes de la commune de Coalcomán (31 % de la population) déclarent manger régulièrement du pain de farine de blé contre seulement 180 personnes pour la commune de Aquila (3 % de la population)<sup>62</sup>. En réalité, les produits de la cueillette, de la chasse et de la pêche complètent en grande partie la ration alimentaire, beaucoup plus diversifiée qu'il n'y paraît.

Les échanges marchands auxquels se livrent les communautés indiennes les plus isolées (Ostula, Coire et Pómaro) se réalisent de préférence suivant une direction nord-sud/sud-nord et avec les commerçants et les muletiers de la commune de Coalcomán. Ces derniers achètent porcelets et taureaux en échange de marchandises provenant de Coalcomán : sucre, alcool, biscuit, savon. Le sel de La Placita est troqué contre des sacs de maïs produit dans la Sierra<sup>63</sup>. La partie occidentale de la commune réalise plutôt ses échanges avec Tecoman et l'État voisin de Colima plus facilement accessible. Outre les porcs gras acheminés vers Colima, on y vend un peu de coprah et de sésame, quelques peaux de chevreuil tannées.

L'exploitation par des capitaux étrangers des bois à colorant, abandonnée depuis le début du siècle, est remplacée par celle des ressources maritimes de la côte : « ...au moins deux fois par an, des pêcheurs de requins venaient installer leur campement sur ces plages vierges pour y rester deux mois environ à chaque occasion. Les gens de Pómaro font alors un peu de commerce avec les pêcheurs et leurs vendent des œufs, des poules, du maïs, des noix de coco et parfois aussi un peu de sel pour la conservation en boîte des foies de requins que ceux-ci extraient des grands animaux qu'ils capturent quotidiennement » (DEL CASTILLO ET GUERRERO, 1946).

Si l'on excepte les ventes sporadiques de porcs, de taurillons et de sel, la région côtière apparaît beaucoup moins intégrée aux échanges marchands que la région voisine de Coalcomán. Il est clair que la logique des systèmes de production se fonde sur l'autoconsommation et la minimisation des dépenses monétaires. La transformation des produits de la cueillette et l'artisanat, encore très diversifié, réduisent considérablement les achats de biens produits en dehors des communautés indiennes. Les descriptions de Donald D. BRAND (1960) insistent, par exemple, sur le filage systématique du coton par les femmes des communautés de Ostula, Coire et Pómaro. La plupart des vêtements sont confectionnés sur place et parfois teintés selon plusieurs procédés, utilisés jusque dans les années cinquante : indigo, *achiote* (*Bixa orellana*), *palo de brasil* (*Haematoxylum brasiletto*) et mollusque marin (le *caracolito* ou *purpura*) (BRAND, 1960 ; DE LA

62. Recensement de population de 1950.

63. Enquête auprès de Vitorino Marmolejo, Antonio Betancourt, Emiliano Blanco, Lauriano Mendoza et Jose Maria Garcia.



TORRE VILLAR, 1984 ; LABARTHE, 1969). Le savon consommé est produit partiellement sur place, grâce au fruit de l'*amole* (ou *jaboncillo*, *Sapindus saponaria*), de même qu'une partie des bougies dont la consommation est importante. Le seul produit artisanal vendu en dehors de la région côtière - et en particulier aux cavaliers de la commune de Coalcomán - semble être les tapis de selle faits avec l'écorce d'une variété de palmier sauvage de la communauté de Pómaro (*Palma angeo*, *Brabea*...). Les quelques meubles, outils agricoles et ustensiles de cuisine utilisés dans la vie quotidienne sont fabriqués également sur place. Les récipients domestiques sont de simples cucurbitacées évidées ou sont fabriqués en terre. Après avoir observé ces récipients dans la communauté indienne de Pómaro, Donald D. BRAND est frappé de l'utilisation des seaux en fer dans les premiers villages métis de la commune de Coalcomán, pourtant situés à quelques heures de marche seulement<sup>64</sup>.

Tout semble donc séparer la région côtière de la commune de Coalcomán : race, langue, organisation sociale, techniques agricoles, système de production et rapports sociaux de production. Alors que « les terres hautes » de Coalcomán ont connu une véritable révolution agricole (fondée sur l'appropriation privée du sol, une production importante de grain, la généralisation du métayage comme rapport de production dominant et l'intégration aux échanges marchands), les communautés indiennes de la côte sont restées totalement en marge de ce processus et conservent encore un grand nombre de caractéristiques, déjà décrites en 1580 par les premiers chroniqueurs visitant la région. Cette continuité historique est soulignée par tous les scientifiques qui observent la région à la fin des années quarante. Aux Blancs de Coalcomán et de Villa Victoria, on oppose les traits indigènes de la population des villages du sud. À la culture *ranchera*, presque « raffinée » des familles de Coalcomán, on oppose les coutumes et traditions pré-hispaniques des Indiens. À la relative prospérité de Coalcomán, on oppose le caractère arriéré et la pauvreté des villages indigènes.

Ces deux mondes apparemment si contrastés ne sont séparés que par quelques heures de marche, parfois beaucoup moins. Que se passe-t-il à la frontière de ces deux ensembles ?

## FRONTIÈRE ET INVASIONS FONCIÈRES

---

À ce contraste entre les communes de Coalcomán et de Aquila, les visiteurs de la région dans les années quarante ajoutent une opposi-

tion entre les communautés indiennes de Ostula, Coire et Pómaro et la portion nord-ouest de la commune de Aquila. La vallée de Aquila et de Maquili leur apparaît déjà majoritairement peuplée de métis, et davantage ouverte aux échanges marchands. On y rencontre de nombreux produits importés de l'État voisin de Colima. L'artisanat traditionnel du coton disparaît peu à peu au profit des vêtements achetés tout faits (DEL CASTILLO et GUERRERO, 1946 ; BRAND, 1960 ; CHEVALIER, 1989).

En 1950, le village de Aquila, où se concentrent les activités administratives de la commune, est aux mains des « gens de raison » originaires des communes voisines de Coalcomán et de Villa Victoria. Maquili est décrit comme « un village typique de modestes *rancheros* blancs ou métis » (CHEVALIER, 1989). Son rang administratif est rétrogradé de *tenencia* à *rancheria* au profit du nouveau village métis de La Placita, installé sur la petite plaine côtière qui s'ouvre en aval de Maquili (DEL CASTILLO et GUERRERO, 1946 ; BRAND, 1960). Ignacio M. DEL CASTILLO décrit cette situation particulière pour le village de Aquila :

« En ce qui concerne la possession légale de la terre aujourd'hui, les événements ont pris une nouvelle tournure qui est la situation d'affrontement que vivent métis et indigènes. À Aquila, par exemple, où ce problème est le plus visible, la population métisse est la plus nombreuse. Les métis reconnaissent que les indigènes sont les propriétaires légaux de la terre, mais vu que depuis plusieurs générations ils ont vécu ici et travaillent ces terres, ils considèrent avoir droit à la propriété et ne pas avoir à payer le loyer annuel que les indigènes leur demandent.

D'autre part, les indigènes se sont retirés du village, le laissant ainsi sous contrôle métis, et sont allés vivre dans de petits hameaux des alentours. Mais se considérant et se sachant propriétaires, ils n'ont pas cessé de toucher la rente annuelle de 6 p (six pesos) pour le terrain occupé par les métis, qu'il s'agisse de terrains urbains pour la construction de leurs maisons ou de terres agricoles.

D'aucuns supposeraient que, dans ces conditions, la situation des indigènes est privilégiée puisqu'ils obtiennent apparemment un revenu sans travailler la terre. La vérité est qu'ils se voient obligés de travailler comme *peones* des métis, car le montant de ces loyers n'arrive jamais jusqu'aux mains des aborigènes, l'argent se volatilissant entre les " leaders " qui se retranchent derrière le prétexte de maintenir un bureau coûteux à Coalcomán pour l'arrangement de ces problèmes » (1946)<sup>65</sup>.

Cette domination, moyennant paiement annuel d'une rente modérée, ne s'appuie donc sur aucun document « légal », comme c'était le cas à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle quand les communautés indiennes furent obligées de vendre une partie de leurs communaux pour payer l'impôt

65. Traduit par nos soins.

(partie 1, p. 15). Les Indiens deviennent alors ouvriers agricoles sur leurs propres terres et perdent toute forme de participation aux activités administratives et juridiques de la commune. En 1931, les représentants de la communauté indienne de Aquila réclament la restitution des terres envahies et se plaignent de la répression exercée à leur égard<sup>66</sup>. Les seuls Indiens qui vivent encore dans le centre du village de Aquila ont pour domicile la prison municipale !

L'ensemble des familles créoles installées à Aquila, à La Placita, mais aussi dans la plupart des hameaux situés sur les anciens terrains indivis des communautés indiennes de Aquila et de Maquili, ne viennent pas de l'État voisin de Colima - pourtant en plein essor - mais sont héritiers des familles blanches de Coalcomán qui avaient déjà encerclé la communauté indienne de Huizontla au début du siècle (partie 1, p. 15).

Dans les communautés indiennes qui n'ont pas encore disparu de fait (Ostula, Coire et Pómaro), l'élevage constitue le premier moyen d'occupation non légalisée des espaces communautaires et représente une source d'accumulation sans précédent pour les éleveurs originaires de Coalcomán. Presque partout, l'accès libre des indivis au bétail est mis à profit par les familles d'éleveurs installées aux limites des terrains communautaires. Certaines familles s'aménagent même des résidences temporaires sur les terrains indivis, pour permettre le séjour prolongé (en saison des pluies) de certains de leurs membres et la traite des vaches<sup>67</sup>. Soulignons que cette exploitation des indivis se réalise sans que l'édification de clôtures soit nécessaire, contrairement aux cas observés après 1970 (partie 3, p. 139).

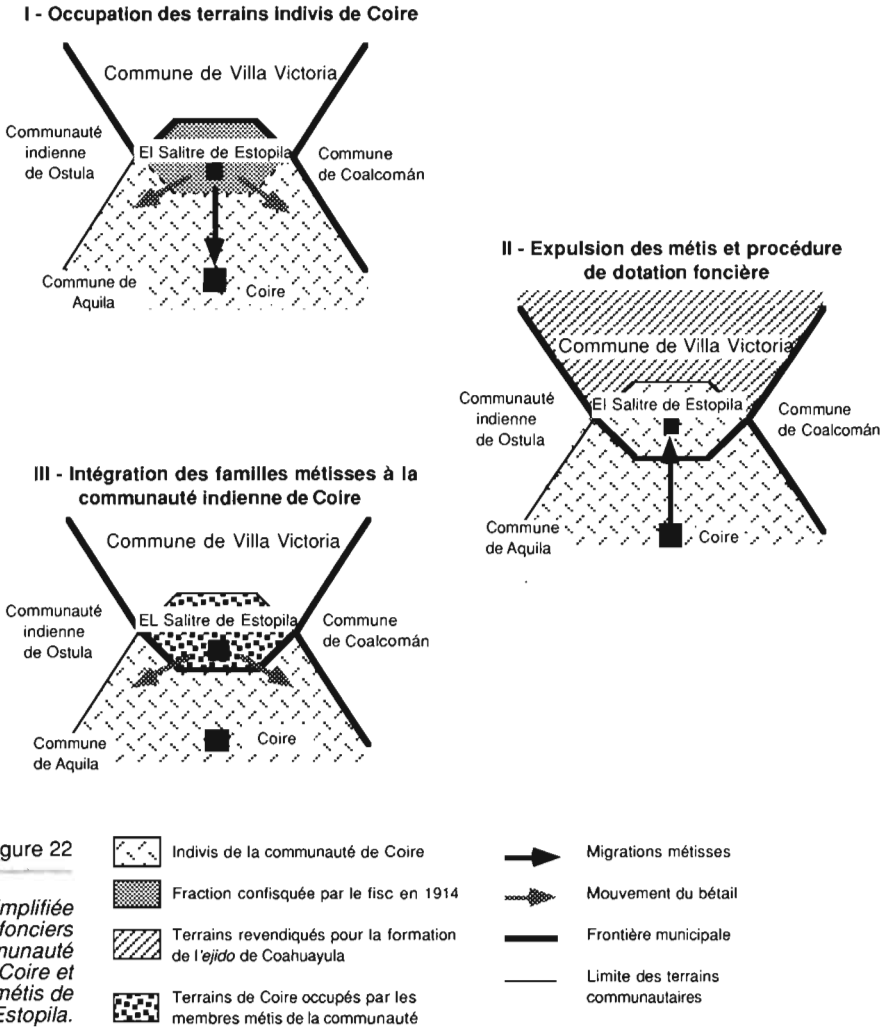
L'accès aux parcelles humides de la frange côtière n'est pas non plus réservé exclusivement aux familles indiennes. Plusieurs personnes, originaires de Coalcomán, y sèment en saison sèche du maïs et du sésame et récoltent de petites quantités de bananes et de coprah.

La communauté indienne de Coire, encore presque intacte malgré la confiscation en 1914 de son extrémité nord par le fisc (fraction de El Salitre de Estopila) n'échappe pas à cette pénétration lente. En effet, un important hameau métis se développe sur cette fraction territoriale (320 habitants en 1920). Il ne semble pas que de grands domaines s'y constituent comme dans la commune voisine de Coalcomán (mais le métayage y est aussi pratiqué). Les fils de propriétaires ou d'anciens métayers qui y sont installés occupent illégalement cette petite vallée, sans payer pour autant de loyer au fisc ou à la communauté indienne. C'est bien l'immensité des terrains indivis voisins et leur possible exploitation qui attirent tant de monde dans ces hameaux. Peu à peu, les familles qui possèdent les plus gros troupeaux s'installent au cœur même du village de Coire, centre his-

66. Archives municipales de Zamora.

67. Enquêtes auprès de Bundia Alvarez (Estopila).

torique de la communauté, d'abord en y créant un petit commerce, puis en devenant usurier. Un membre de la communauté indienne raconte : « Ils avaient beaucoup de bétail et achetaient aux Indiens le maïs bon marché après la récolte. Ceux-ci achetaient alors vêtements et alcool puis rachetaient le même maïs douze fois plus cher en saison des pluies. Les gens de raison disaient également aux Indiens : as-tu un cochon ? Vends-le moi ! As-tu un veau ? Vends-le moi ! ». Cochons et taurillons s'achètent donc à très bon marché dans les hameaux indigènes pour être ensuite élevés par les métis. Le faible surplus dégagé dans les unités de production indiennes est ainsi prélevé et détourné par les éleveurs qui contrôlent également, outre le petit commerce, la vente des taureaux et des porcs gras sur les marchés urbains (fig. 22-I).



Représentation simplifiée des conflits fonciers entre la communauté indienne de Coire et le hameau métis de El Salitre de Estopila.

De nombreuses familles s'installent ainsi à Coire, invitées par leurs parents et amis déjà établis dans le village. En 1930, les Indiens se voient progressivement refoulés à la périphérie du village ou dans les hameaux des alentours, le centre du village étant entièrement contrôlé par les familles allochtones. Plus au fait des rapports avec l'administration, celles-ci se font confier certaines charges de représentation par les membres, en général illettrés, de la communauté indienne. En 1936, la gestion frauduleuse des affaires de la communauté et les abus de confiance perpétrés par les éleveurs métis, afin d'obtenir le contrôle légal des terrains indivis, conduisent les Indiens à se rétracter et à comploter l'expulsion des familles blanches. La découverte du complot par les métis provoque deux massacres successifs et l'exécution de 15 membres indiens de la communauté<sup>68</sup>. Contrairement à l'extermination des Indiens de Coalcomán à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les massacres de Coire provoquent l'intervention du gouvernement progressiste de Lazaro Cardenas, la protection des survivants indigènes par l'armée et l'expulsion définitive des familles métisses.

68. La mémoire collective métisse tente d'attribuer ce massacre aux Indiens, mais c'est bien l'inverse qui s'est produit.

Enquêtes auprès de Esteban Valdovinos (Colima), Lauriano Mendoza (Coalcomán), Jose Maria Cisnero (El Salitre de Estopila), Jose Maria Cardenas et Bundia Alvarez (Estopila), Margarita Silva (Maruata).

Ignacio M. DEL CASTILLO (1946) fait allusion à ce massacre.

69. Les autorités indiennes de Coire ne reconnaissent pas les confiscations opérées par le fisc en 1914 et revendiquaient toujours la propriété de ces terrains avec l'appui, semble-t-il, des fonctionnaires du ministère de la Réforme agraire.

70. *Carta del Secretario General y de organizacion del Comité regional agrario de Villa Victoria al delegado del Departamento Agrario, 6 de Junio de 1939*, Archives de la SRA, dossier El Salitre de Estopila. En 1953, les limites municipales sont décrites comme si les deux villages de Estopila et de El Salitre de Estopila appartenaient à la commune de Villa Victoria (ESPARZA GUERRERO, 1953).

C'est par des moyens légaux et pacifiques que les familles métisses, retranchées dans le village de El Salitre de Estopila, tentent à nouveau - en vain - de légaliser leurs empiétements fonciers et de se libérer ainsi du loyer annuel exigé par les autorités indiennes de Coire<sup>69</sup>. En s'intégrant au groupe « agrariste », qui revendique alors les terres de l'ancienne hacienda abandonnée de Coahuayula (située au nord du village de El Salitre de Estopila), les métis espèrent bénéficiaire d'une dotation foncière qui s'étendrait alors aux terrains qu'ils occupent déjà. Il est curieux de constater que les limites municipales sont vraisemblablement modifiées pour faciliter les démarches de ce groupe. L'ancien territoire indien de Coire appartient théoriquement à la commune de Aquila, mais le village de El Salitre de Estopila est déjà recensé en 1921 comme rattaché à la commune voisine de Villa Victoria. En 1939, le groupe qui sollicite la formation d'un *ejido* demande officiellement que soit repoussée vers le sud la limite de la commune de Aquila et, par voie de fait, celle de la communauté indienne<sup>70</sup> (fig. 22-II). De la même façon, la frontière sud de la commune de Coalcomán est singulièrement incurvée vers le sud, à l'emplacement des terrains occupés illégalement par les familles créoles dès le début du XX<sup>e</sup> siècle.

C'est l'application locale des lois de réforme agraire qui, paradoxalement, fournit dans certains cas l'appui légal manquant encore aux familles créoles installées sur la côte. C'est ainsi que les terrains confisqués à la communauté indienne de Maquili par l'administration fiscale (en 1908) font l'objet d'une longue procédure de dotation agraire, réclamée depuis 1936 et finalement attribuée en 1965. Les

5 700 ha passent alors légalement aux mains de 57 bénéficiaires. En 1967, un deuxième *ejido* est créé à La Placita, donnant ainsi satisfaction à un groupe qui avait commencé ses démarches en 1935<sup>71</sup>. Partout ailleurs, les nouvelles lois agraires protègent l'intégrité territoriale des communautés indiennes et leur garantissent le contrôle légal de leurs territoires.

Par contre, une famille métisse peut être adoptée par une communauté indienne, puis inscrite officiellement sur la liste de ses membres. La complicité des autorités indiennes s'obtient facilement par simple bonne entente ou par les multiples formes de corruption possibles. C'est ainsi que les habitants métis du village de El Salitre de Estopila, qui luttaient depuis longtemps déjà pour l'obtention d'une dotation foncière sur les terres de la communauté indienne de Coire, sont finalement incorporés à cette communauté et considérés officiellement comme membres à part entière<sup>72</sup> (fig. 22-III). En réalité, le souvenir des massacres de 1936 reste encore très présent et les droits de ces nouveaux membres métis sont limités : l'accès au village de Coire leur est encore fortement déconseillé, ce qui sauvegarde aujourd'hui l'intégrité territoriale de la communauté.

D'après les récits de François CHEVALIER (1989), la communauté de Ostula procède de la même façon en expulsant une fois pour toutes les « gens de raison » hors de ses frontières. Les Indiens auraient alors « spontanément remis à l'honneur l'ancienne loi des Indes qui interdisait aux Blancs, Métis et Noirs de résider dans les villages indiens ». En 1948, le gardien (métis) du phare de San Telmo est étroitement surveillé par les Indiens de Ostula et on lui interdit toute activité agricole ou pastorale. Aujourd'hui encore, cette coutume est parfois évoquée - sinon réellement appliquée - dans les communautés de Coire et de Ostula. Cette intransigeance, responsable de leur mauvaise réputation, a toutefois peut être contribué à préserver l'intégrité de leur territoire.

À l'extrémité sud-est de la commune de Aquila, la communauté indienne de Pómaro est également dépossédée d'une grande partie de son territoire. C'est à partir du village métis de San José de la Montaña (commune de Coalcomán) que le bétail franchit les limites communautaires et que se réalisent les empiétements successifs. La révolte des *Cristeros* accélère ce processus et favorise l'installation de nouvelles familles allochtones sur les indivis de Pómaro.

La nouvelle société agraire de Coalcomán et les communautés indiennes de la commune de Aquila ne sont donc pas séparées par une frontière fixe et imperméable. Cette limite est en réalité un front de colonisation, ou plutôt de confrontation et de concurrence entre deux formes de mise en valeur du milieu. En première ligne, le bétail

71. Archives de la SRA, dossier Aquila.

72. Archives de la SRA, dossier El Salitre de Estopila.

précède toujours son propriétaire dans la conquête des espaces indivis. L'installation des hameaux métis sur les terrains communautaires pérennise ensuite cette occupation du territoire. La progression est lente et diffuse. Elle se réalise au fil des générations par extension progressive du terrain d'action de la famille élargie métisse et par migrations successives des enfants et petits-enfants (fig. 11, p. 49). La progression est aussi continue et ne souffre aucun recul, à l'exception de l'épisode tragique de Coire et de l'expulsion consécutive des familles étrangères à la communauté.

Si certains éleveurs sont les principaux acteurs de l'occupation des espaces communautaires, de nombreux métayers participent, eux aussi, au mouvement. La productivité du travail agricole, nous l'avons vu, diminue fortement selon un gradient Sierra/côte et le surplus dégagé est donc moindre dans les communautés indiennes. Ce qui explique, sans doute, qu'aucun grand domaine à métayers ne s'installe réellement dans les communautés indiennes. Le faible surplus à prélever ne justifie pas la généralisation d'un système fondé sur le métayage. Le travail « à moitié » existe, mais patrons et métayers ne forment pas deux classes sociales aussi différenciées que dans la commune de Coalcomán. Même si de petits chefs locaux prélèvent une rente, pour leur propre compte ou celui de la communauté indienne, l'accès aux parcours reste libre et le bétail peut s'y multiplier sans limite.

Le gradient de productivité, décroissant au fur et à mesure que l'on se rapproche de la côte, explique vraisemblablement :

- l'existence et le maintien de formes de prélèvements moins contraignantes dans le sud de la commune de Coalcomán (fermage à San José de la Montaña) ;
- la pression exercée par les métayers sur les espaces indivis des communautés indiennes. Sur les marges, la différence de productivité du travail enregistrée entre un hameau du sud de la commune de Coalcomán et un terrain situé à proximité mais sur les indivis indiens est nécessairement faible : peu de différence d'altitude, de précipitations, etc. Cette différence minime justifie donc pleinement l'abandon du contrat de métayage passé avec le propriétaire et l'invasion des espaces communautaires. Si la rémunération du travail y est moindre, elle reste cependant supérieure à la moitié de celle d'un travailleur soumis au métayage dans la propriété d'origine ;
- la lenteur relative de ce processus. L'extension de la culture du maïs, dans des conditions de moins en moins favorables, ne se réalise qu'au fur et à mesure de l'augmentation de la pression démographique dans les hameaux de la commune de Coalcomán ;

- le ralentissement des invasions foncières dès que ce gradient décroissant devient trop fort (même pour l'élevage extensif) au contact, par exemple, des granites intrusifs de la frange côtière (partie 3, p. 139).

## RÉFORME AGRAIRE ET RÉBELLION CRISTERA

---

Parler de Révolution à Coalcomán revient à évoquer les trois années de guerre (1927-1930) durant lesquelles l'armée fédérale s'oppose au soulèvement paysan de la *Cristiada*. Cette Révolution est la seule qui compte réellement dans la mémoire collective de Coalcomán. En revanche, les dix ans de lutte acharnée de la Révolution mexicaine - celle qui éclate en 1910, lorsque Porfirio Diaz cherche à se faire réélire président de la République - ne comptent guère et il est rare d'entendre une personne âgée évoquer ces événements. Alors que l'ensemble du pays plonge dans le chaos et la guerre civile, la région de Coalcomán n'est troublée que par les incursions de certains rancheros et gros propriétaires de la commune de Villa Victoria<sup>73</sup>. Sans doute excédés par l'arbitraire de l'administration, ces derniers prennent les armes pour appuyer la Révolution bourgeoise de Francisco I Madero, dans l'espoir de voir ainsi se prolonger leur pouvoir économique vers les sphères politiques et administratives. En aucun cas, il ne s'agit d'un mouvement paysan, qui aurait catalysé de véritables revendications agraires.

Les courbes démographiques du Mexique enregistrent presque partout un tassement de la population entre 1910 et 1920 ou même une chute très nette. Dans l'État du Michoacán, par exemple, la population passe de un million d'habitants à un peu plus de 900 000 seulement en 1920. Coalcomán, au contraire, est en plein essor démographique et sa population augmente de 66 % pendant cette décennie révolutionnaire. C'est l'époque du deuxième flux migratoire, dont nous avons parlé dans la première partie (p. 15). Aux causes déjà évoquées de ce mouvement, s'ajoutent alors les destructions et la terreur occasionnées dans les régions d'origine des migrants par les troupes armées de soldats, de guérilleros ou de pillards. C'est là l'unique conséquence immédiate de la Révolution sur la société agraire de Coalcomán.

À Coalcomán, les thèmes agraires ne suscitent pas de mouvements revendicatifs aussi importants. La densité démographique est encore

73. Sur ces événements, on pourra consulter : ANASTASIO ESPARZA GUERRERO (1953), RAUL ARREOLA CORTES (1980), GERARDO SANCHEZ DIAZ et JOSE NAPOLEON GUZMAN AVILA (1981).



faible et la proximité de la « frontière agricole » laisse aux mécontents la possibilité de tenter leur chance vers le sud de la commune, encore moins peuplé, ou même sur les terrains indivis des communautés indiennes. Bien que dispersée sur un immense territoire, cette population ne manque pourtant pas de capacité de mobilisation, puisque la région de Coalcomán devient l'un des principaux foyers de l'insurrection *cristera*.

## *L'application locale de la Réforme agraire*

Les communautés indiennes de la région côtière auraient dû être les premiers bénéficiaires de la Réforme agraire. En effet, la loi agraire de 1915 et sa version constitutionnelle de 1917 (article 27) déclaraient nulles toutes les ventes de terres appartenant aux villages, congrégations et communautés indiennes, effectuées depuis l'application des lois libérales de « désamortisation ». La loi restituait aux communautés leur personnalité juridique et leur permettait de réclamer la restitution des terres spoliées pendant les dernières décennies. Il suffisait pour cela de faire parvenir aux autorités compétentes une demande de restitution accompagnée des documents prouvant le bien-fondé de leur démarche (titres de propriété, écritures diverses, etc.) (MENDIETA Y NUÑEZ, 1986 ; SILVA HERZOG, 1959). Mais la nouvelle loi ne remettait pas en question l'abolition des droits de mainmorte et le partage des indivis entre les membres de la communauté. Seules les ventes effectuées par la suite, ainsi que les abus commis par les *hacendados* et les compagnies privées pendant la période de gouvernement de Porfirio Díaz, étaient sanctionnés par la loi. Le partage des indivis pouvait cependant être annulé si les deux tiers des membres de l'ex-communauté en faisaient la demande. Ce qui aurait pu se passer à Coalcomán, si tous les Indiens de la communauté n'avaient pas été chassés ou massacrés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les communautés de Huizontla, Aquila et Pómaro tentèrent également de récupérer les terres usurpées en demandant une procédure de restitution.

Actuellement, et après plus de cinquante années de démarches administratives, la communauté de Huizontla tente toujours de retrouver le contrôle d'un territoire de 19 000 ha partagé entre de trop nombreux « petits propriétaires » privés<sup>74</sup>.

En 1980, la demande de restitution des terrains de l'ex-communauté de Aquila est déclarée irrecevable après de très nombreuses années de luttes. Mais ceux qui réclament cette restitution sont les mêmes métis qui, plusieurs dizaines d'années auparavant, cherchaient à légaliser leurs empiétements territoriaux en exigeant l'application de la Réforme agraire et la création d'un *ejido* sur les anciens indivis<sup>75</sup> !

74. Archives de la SRA, dossier Huizontla. Enquête auprès de Manuel Ortiz (Huizontla).

75. Archives de la SRA, dossier Aquila.

Menacés à leur tour par de nouveaux arrivants, ils exigent la restitution, à leur profit, des terrains qu'ils avaient eux mêmes occupés illégalement.

Aucune des communautés indiennes n'est donc parvenue à obtenir l'application des nouvelles lois agraires de « restitution », pourtant imposées aux premiers gouvernements issus de la Révolution par la puissance des soulèvements paysans.

Il faudra attendre l'arrivée au pouvoir de Lazaro Cardenas (1934) pour voir se radicaliser la Réforme agraire. Elle cesse alors d'être considérée comme une concession accordée au secteur agraire de la société et devient un véritable pilier du développement économique et social. La « dotation *ejidal* » - et non plus la simple restitution des terres usurpées - est au centre de cet édifice. L'*ejido* désigne alors les terres qui sont distribuées par l'État à un groupe d'agriculteurs. L'État reste propriétaire des terrains, mais en donne l'usufruit (collectif ou, le plus souvent, individuel) au groupe de paysans. Chaque bénéficiaire (*ejidatario*) reçoit donc une parcelle (4 à 8 ha de terres non irriguées). Il peut en transmettre l'usufruit par héritage à l'un de ses enfants, mais la « parcelle *ejidal* » est indivisible et inaliénable de par la loi (la réalité est souvent différente)<sup>76</sup>. La « petite propriété privée » complète ce nouvel édifice. Son plafond est finalement fixé à 100 ha de terrain irrigué ou à leur équivalent en terrain de moins bonne qualité : le double en terrain non irrigué ou la superficie de parcours et de pâturages naturels nécessaire au maintien de 500 têtes de gros bétail.

C'est à cette époque que plusieurs *ejidos* sont créés dans la commune de Coalcomán. Entre 1939 et 1945 sont définitivement confirmées les dotations agraires des *ejidos* de El Guayabillo, El Guayabo, Mesa Bonita, Trojes, Rancho Viejo, Pantla et El Sauz de Trojes. Tous ces *ejidos* voient le jour dans la partie nord-ouest de la commune, sur les terres de l'ancienne hacienda de Trojes. De la même manière, plusieurs *ejidos* sont constitués dans la commune voisine de Villa Victoria. Mais ces répartitions foncières ne concernent que les haciendas qui entourent la région de Coalcomán à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (fig. 10, p. 46 et fig. 23). Les ranchos de Coalcomán sont désormais protégés par leur nouveau statut de « petite propriété inaliénable », même si leur surface réelle - inconnue d'ailleurs - dépasse souvent le plafond fixé par la loi, imprécise dans le cas des terrains de parcours montagneux. Le seul rancho affecté par la Réforme agraire est celui de Coahuayula, dans le sud de la commune de Villa Victoria. Sa taille n'est pas supérieure à celle de nombreuses propriétés de la région, mais la nationalité étrangère de son propriétaire suffit pour la qualifier d'hacienda et justifier son expropriation par le fisc et la constitution d'un *ejido*. Partout ailleurs, la propriété privée s'étend même sur une bonne partie des anciennes haciendas démantelées, car les *aji-*

76. Par extension, le mot *ejido* désigne souvent le groupe de paysans bénéficiaires et parfois même le village tout entier, même si bon nombre de ses habitants ne sont pas *ejidatarios*.

dos n'en occupent qu'une fraction. Des 48 fractions anciennement affermées par le propriétaire de l'hacienda de Trojes ou cédées en métayage, un grand nombre deviennent autant de ranchos indépendants, prolongeant ainsi les structures agraires mises en place dans le centre de la commune.

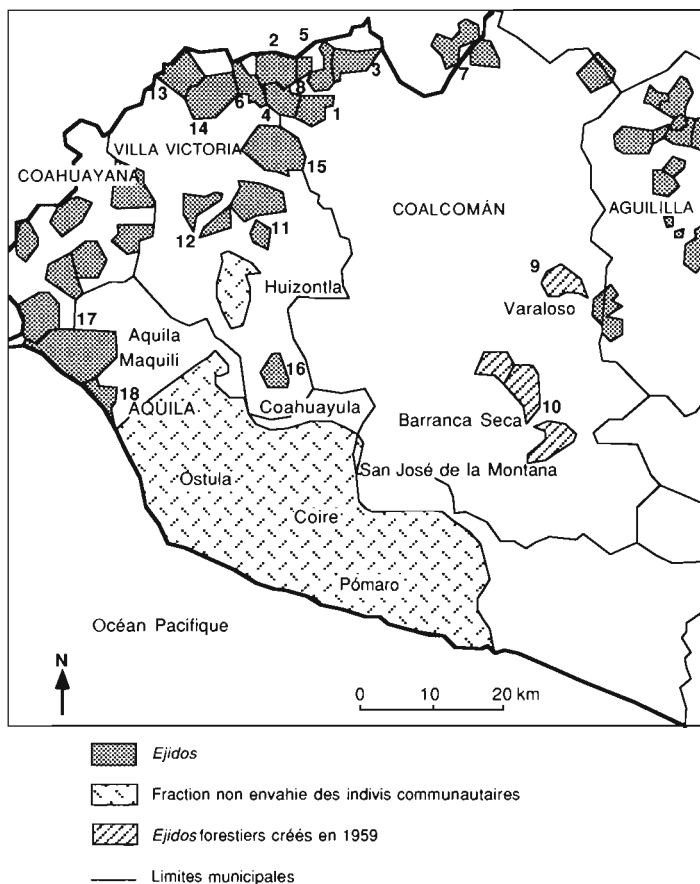


Figure 23

Ejidos créés dans la région de Coahuilán.

Source : carte établie d'après les informations regroupées dans les bureaux du ministère de la Réforme agraire (SRA, Uruapan) et les enquêtes auprès des agriculteurs. Voir annexe 6. Les numéros reportés sur la carte correspondent à ceux indiqués en annexe pour chaque *ejido*.

Loin d'être affecté par la Réforme agraire, qui reste strictement limitée aux régions basses du nord et du nord-ouest de la commune, le système des ranchos se renforce plutôt sur les ruines des anciennes haciendas. Les terres réparties ne représentent alors que 4 % de la surface de la commune (environ 12 000 ha)<sup>77</sup>. La commune de Villa Victoria, dont les haciendas contrôlaient en majorité le territoire, est davantage affectée et environ 20 % de sa superficie sont distribués en *ejidos*. Enfin, la commune de Aquila est également concernée, bien que faiblement, par les dotations foncières. On a vu qu'elles consti-

77. Ce chiffre ne tient pas compte de la création postérieure des *ejidos* forestiers de El Varaloso et de Barranca Seca (annexe 6, p. 342 ; fig. 23, p. 130).

tuent dans ce cas une forme de légalisation des invasions perpétrées au détriment des communautés indiennes.

La loi michoacannaise du 19 mars 1935 réglemente le métayage et aurait pu, elle aussi, modifier les relations qu'entretiennent alors les métayers de Coalcomán avec leurs patrons respectifs. Elle définit la part de récolte revenant à chacun « en fonction des facteurs de production apportés par chaque partie : le travail devait être rémunéré par 60 % de la récolte, la terre par 20 %, les animaux de travail par 10 % et les autres moyens de production (semence, outils, et avances en nature) par 10 % de la récolte »<sup>78</sup>. Le propriétaire est également contraint de concéder un droit de pâture au métayer pour l'entretien de 4 têtes de gros bétail. Pas plus que les lois de Réforme agraire, elle n'est jamais appliquée dans les ranchos de Coalcomán.

Finalement, la seule conséquence de la Réforme agraire sur les ranchos de la Sierra de Coalcomán est vraisemblablement le départ de certains métayers vers les villages dotés, leur intégration au groupe des bénéficiaires (les *ejidatarios*) ou leur inscription sur les listes d'attente. Ce mouvement d'émigration - le premier qui se manifeste dans la région - dépasse largement les limites municipales à partir des années cinquante, au moment où le développement de l'irrigation et la constitution de nombreux *ejidos* dans l'État voisin de Colima attirent beaucoup de métayers (partie 3, p. 139).

La Sierra de Coalcomán ne constitue nullement une exception dans l'histoire du Mexique. Là où la pression des masses paysannes est faible, d'immenses régions sont tenues à l'écart des transformations de la Réforme agraire. C'est notamment le cas de nombreuses régions tropicales, régions de frontière peuplées plus tardivement et qui constituent le lieu privilégié du développement de l'élevage extensif, si spectaculaire à partir des années cinquante.

Par ailleurs, la Réforme agraire ne concerne que peu les régions où l'existence historique d'une véritable paysannerie ne cadre pas alors avec le schéma agraire le mieux connu : celui qui oppose au grand propriétaire terrien une armée de paysans sans terre prolétarisés, schéma pour lequel sont conçues les lois de réforme agraire. Ainsi, la région des Altos de Jalisco, peuplée de petits tenanciers, fermiers et métayers, ne connaît pas non plus de transformations importantes imposées par la Réforme agraire. Des *ejidos* sont constitués à sa périphérie mais ils restent presque inconnus dans son centre (DE LEONARDO et ESPIN, 1978).

De la même façon, les communes de Cotija et de Tocuambo, principale région d'origine des familles de Coalcomán, ne sont pas affectées par la Réforme agraire, du moins dans leur partie montagneuse du sud.

78. Loi du 19 mars 1935, articles 2 et 26 (FOGLIO MIRAMONTES, 1936).

Ces trois régions, Coalcomán, Cotija et les Altos de Jalisco, historiquement liées par le glissement démographique étudié dans la première partie (p. 15), deviennent autant de foyers insurrectionnels pendant la Révolution *cristera* de 1927-1929.

## La révolte des Cristeros

La guerre des *Cristeros* est l'épisode le plus sanglant de l'histoire post-révolutionnaire du Mexique. C'est en 1926 que la suspension du culte, décrétée par les évêques en réaction à la politique anticléricale du président Calles, met le feu aux poudres. Au cri de « *Viva Cristo Rey!* » les populations rurales se lancent corps et âme dans la guerre civile qui embrase toute la région occidentale du Mexique pendant trois ans (1927-1929), faisant plus de 80 000 morts (MEYER, 1974). Coalcomán est resté célèbre pour son engagement aux côtés du camp *cristero* et pour les très lourdes pertes infligées à l'armée fédérale. Dès le début des hostilités, la région de Coalcomán s'autodéclare autonome et ne reconnaît plus le gouvernement central. Elle devient une « zone libre », dotée de ses propres autorités *cristeras*, et résiste aux deux grandes campagnes militaires de reconquête organisées par le gouvernement fédéral<sup>79</sup>.

C'est à la grande foire de Peribán, là où on vend chaque année les taureaux aux agriculteurs du Bajío, que les contacts avec les autres régions rebelles s'établissent et que le soulèvement se décide (MEYER, 1973 a). On renoue là avec les parents et les amis des régions d'origine de la famille : Cotija, Tocombo, Quitupan, San José de Gracia et la lointaine région des Altos de Jalisco, elle aussi en pleine rébellion. Jean MEYER (*comm. pers.*) raconte que de toutes les régions du sud (non seulement de la région de Coalcomán, mais aussi de nombreux points de La Sierra de Guerrero et de Oaxaca) arrivent alors des groupes de guérilleros prêts à s'enrôler sous les ordres du chef *cristero* des Altos de Jalisco. Tous revendiquent leur appartenance historique (et ethnique ?) à ce mouvement démographique centrifuge et entretiennent la mémoire collective de la migration. Les rebelles de San José de Gracia vont même « en vacances » dans la « zone libre » de Coalcomán.

Les mouvements de population engendrés par la guerre civile renforcent la pression qu'exercent les « gens de raison » sur le territoire des communautés indiennes. Bien que les populations indiennes soient décrites comme catholiques, ferventes et presque fanatiques (BRAND, 1960), leur participation massive au mouvement n'est pas prouvée, même si l'ensemble de leur territoire fait alors partie de la « zone libre ». La mémoire qu'ils ont de la Révolution *cristera* est davantage marquée par le rôle croissant de certaines familles blanches dans la

79. Les péripéties de cette guerre à Coalcomán (siège de Coalcomán, massacre de Pinolapa, destruction de San José de la Montaña, *segunda cristiada*, etc.) sont racontées par Jean MEYER (1973 a) et Raul ARREOLA CORTES (1980). Voir également Gerardo SANCHEZ DIAZ (1978).

communauté indienne de Pómaro que par les actions de guérilla menées à Coalcomán. En effet, après avoir quitté San José de la Montaña (village d'abord grossi par plusieurs familles de « réfugiés » à la recherche d'un endroit tranquille pour s'installer, puis brûlé par l'armée), plusieurs personnes s'installent sur les indivis de Pómaro pour échapper à la répression ou simplement profiter de leur renommée acquise pendant la guerre. C'est ainsi que les frères Guillen, originaires de Peribán et installés à San José de la Montaña depuis plusieurs années, établissent leur quartier général dans les hameaux de Agua Fria et de San Antonio, en plein territoire indien. De la même manière, les hameaux de La Vibora, El Ojo de Agua et San Juan de la Palmera sont progressivement construits par des familles blanches<sup>80</sup>. Les invasions se réalisent selon un procédé similaire à celui que nous avons décrit pour les communautés de Aquila, Maquili et Coire (bétail, etc.), mais la guerre excuse, en quelque sorte, ces nouveaux empiétements. Tous les Indiens de Pómaro se rappellent encore les frères Guillen. Ces derniers ont en effet joué un rôle de tout premier ordre dans les relations qu'entretiennent alors « gens de raison » et Indiens de Pómaro. Bien après la Révolution *cristera* et jusqu'en 1959, le « général » Gregorio Guillen administre pour le compte de la communauté indienne l'ensemble des terrains occupés par les familles étrangères à la communauté. Il relève les loyers demandés aux nouveaux venus par les autorités indiennes, gère les affaires de la communauté, y fait régner l'ordre et la justice<sup>81</sup>. Fort de l'autorité acquise pendant les trois années de guerre, il se transforme en véritable cacique de la communauté indienne, intermédiaire incontournable entre population indienne et « gens de raison », entre autorités indigènes et administration. Guillen est aussi l'un des plus grands éleveurs de la région et prélève pour son propre compte une rente en nature ou en argent sur les familles métisses qui désirent s'installer sur les indivis. Il est assassiné en 1959.

L'histoire officielle a condamné la révolte des *Cristeros* en la considérant comme un mouvement réactionnaire, contre-révolutionnaire et anti-agrariste. Les *Cristeros* auraient été entièrement manipulés par l'Église - qui défendait sa place dans la société post-révolutionnaire - et par les grands propriétaires hostiles à toute idée de réforme agraire. Même si l'Église et les propriétaires terriens ont cherché à profiter du mouvement pour restaurer l'ancien régime, la thèse du complot des grands propriétaires utilisant leurs péons pour éviter la répartition de la terre ne résiste pas à l'analyse. En réalité, la hiérarchie religieuse et la bourgeoisie agraire n'organisent pas vraiment la révolte et ne la contrôlent pas effectivement. Le soulèvement est spontané, massif et populaire (MEYER, 1974 ; BARTRA, 1985). C'est un mouvement paysan authentique qui reflète les contradictions de la Révolution et de la Réforme agraire.

<sup>80</sup>. Enquêtes auprès de Emiliano Blanco, Daniel et Antonio Betancourt, Santos Virrueta (San José de la Montaña), Severo Magallon (Barranca del Naranjal).

<sup>81</sup>. Enquêtes auprès de Camilo Chavez (Pómaro), Jesus Contreras, Maria Olascon et Teodoro Cuevas A. (San Pedro Naranjestil), Timoteo Garcia (Maruata).

C'est au cri de « *Tierra y Libertad* » que les premières grandes mobilisations paysannes des années vingt (dirigées par Emiliano Zapata) devaient forcer les gouvernements révolutionnaires à adopter une politique « agrariste ». Mais la politique agraire était alors devenue un instrument de domination politique et de contrôle des masses paysannes. Comme les dotations de terres étaient provisoires, elles pouvaient être soumises à révision si la soumission politique des bénéficiaires au gouvernement ne se révélait pas totale et inconditionnelle. Les dotations de terres n'avaient lieu qu'en échange de cette soumission au nouveau gouvernement et ne pouvaient donc satisfaire qu'à moitié les revendications fondamentales des paysans. La lutte pour la liberté se séparait alors des revendications agraires trop identifiées au gouvernement. Elle se transformait en lutte contre le gouvernement et ses laquais : les bénéficiaires de la Réforme agraire (BARTRA, 1985).

La rébellion *cristera* est donc dirigée contre un gouvernement injuste et despotique, mais pas contre la Réforme agraire en tant que telle qui, d'ailleurs, ne se généralise que bien plus tard. Dans la région de Coalcomán, les demandes de terre ont toutes lieu après la *Cristiada*, à partir de 1934.

Avant 1934, peu de gens pouvaient se sentir réellement concernés par la Réforme agraire. En effet, ce n'est qu'à partir du Code agraire de 1934 que les ouvriers agricoles travaillant et vivant dans l'hacienda (les *peones acasillados*) sont habilités à réclamer des terres et deviennent, de ce fait, des bénéficiaires potentiels de la Réforme agraire. Avant que soit appliquée cette réforme fondamentale de la législation, la Réforme agraire, discriminatoire, ne concernait qu'une petite partie du monde rural qu'elle divisait profondément. Les travailleurs des haciendas pouvaient facilement se solidariser avec leur patron pour lutter contre une Réforme agraire qui leur aurait ôté leur emploi. De la même façon, les métayers, fermiers et petits tenanciers n'attendaient pas grand chose d'une Réforme agraire qui ne les concernait pas directement.

Ce n'est donc pas un hasard si la région de Coalcomán devient l'un des foyers les plus chauds de l'insurrection *cristera*, à l'image de la région des Altos de Jalisco et des rebords méridionaux des hauts plateaux : Cotija, San José de Gracia. En désignant clairement l'ennemi commun - le gouvernement -, les *rancheros* de Coalcomán préservent la cohésion sociale de la jeune société agraire qu'ils ont construite et retardent l'émergence de revendications de classe de la part des métayers. Il est d'ailleurs frappant de constater que l'idéologie *cristera* n'est pas aussi fortement ancrée dans les esprits sur les pourtours de la région de Coalcomán. Bien que très catholiques, les com-

munautés indiennes de la côte ne se montrent pas aussi belliqueuses ; elles ont de bonnes raisons de se méfier d'une alliance avec les populations créoles de Coalcomán. La commune de Villa Victoria, dont les structures foncières n'étaient pas aussi marquées par le « modèle ranchero » (forte présence des haciendas sur les deux tiers nord de la commune), s'illustre pour sa faible participation au mouvement *cristero*. Les *Cristeros* de Coalcomán se vengent d'ailleurs de cette complaisance envers le gouvernement en saccageant le village de Villa Victoria et en obligeant ses habitants à fuir<sup>82</sup> (1928).

## CONCLUSION

---

Après plus d'un demi-siècle d'évolution marquée par l'absorption successive de deux vagues d'immigrés, le paysage agraire de la Sierra de Coalcomán apparaît entièrement transformé. Non seulement la plupart des terres sont désormais soumises à la culture périodique sur brûlis, mais les systèmes de culture avec labour gagnent du terrain en occupant progressivement le bas des versants, accroissant ainsi les surfaces emblavées chaque année. La région exporte alors taureaux et porcs. Elle est pleinement intégrée aux échanges marchands.

À mesure qu'augmentent les surfaces labourées, l'outillage progresse également. La charrue légère remplace presque partout l'araire dans les travaux de préparation du champ. Les moulins en fer succèdent aux moulins en bois pour écraser la canne à sucre, augmentant ainsi la productivité du travail. Le développement des terres labourées est donc permis par une amélioration significative de l'outillage et le recours de plus en plus fréquent à la force de traction animale. Ainsi, le niveau des forces productives est supérieur à celui qui caractérisait le mode de mise en valeur du milieu de l'ex-communauté indienne de Coalcomán et qui caractérise encore, en 1950, celui des villages indigènes de la région côtière. Sur l'ensemble du territoire, l'agriculture s'est donc intensifiée, même si les systèmes de culture sur brûlis occupent toujours une place de choix dans les systèmes de production. L'outillage reste cependant très simple ; les améliorations apportées sont limitées ; l'élevage s'associe peu à la culture. L'absence de stabulation et de transports lourds ne permet pas de fertilisation efficace des terres assolées.

L'augmentation de la densité démographique a été forte depuis la division et la vente des indivis communautaires. Après les deux

<sup>82</sup>. ESPARZA GUERRERO (1953) ; enquêtes auprès de Agapito Godínez O. et de J. Aguayo V. (Villa Victoria).



périodes d'immigration, pendant lesquelles cette densité double à chaque fois, l'augmentation de population se ralentit et se réduit au seul accroissement démographique naturel. La densité démographique passe cependant de 6 hab./km<sup>2</sup> en 1920 à 8,5 hab./km<sup>2</sup> en 1950<sup>83</sup>. C'est la population des hameaux qui augmente (+ 1,5 %/an) car celle du bourg de Coalcomán reste à peu près stable. En 1950, le peuplement de la Sierra de Coalcomán est dix fois plus dense que pendant la période qui précède le mouvement migratoire (fig. 24).

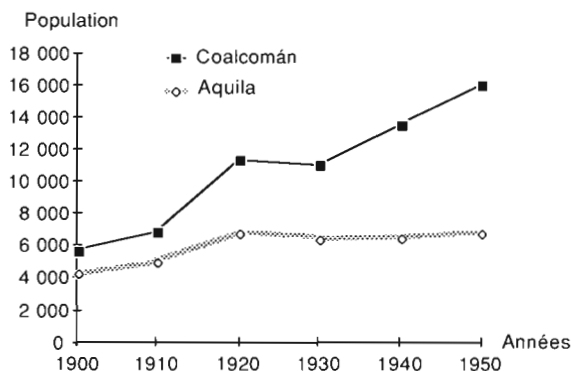


Figure 24

*Évolution démographique  
des communes de Coalcomán  
et de Aquila (1900-1950).*

Source : recensements démographiques (voir annexe 1).

Pour toutes les familles de rancheros récemment installées dans la Sierra de Coalcomán, l'appropriation à bon marché du terrain et la mise en place d'un système d'exploitation basé sur le métayage permettent une accumulation rapide et continue, à peine troublée par les trois années de la Révolution *cristera*. Outre l'acquisition de bétail, cette accumulation s'est toujours manifestée par l'achat de fil de fer barbelé et la construction de clôtures autour de chaque propriété. La vente d'une dizaine de porcs sur le marché de Colima suffit à acheter plusieurs dizaines de rouleaux de fil de fer barbelé. Dès les premières décennies, certains propriétaires ont donc commencé à clôturer leur domaine, ce qui revenait à en fixer les limites avec précision et à cristalliser le découpage foncier du territoire. Chacun se mettait d'accord avec ses voisins pour coopérer et limiter ainsi les frais de clôture des parcelles limitrophes. La première propriété entièrement clôturée est le domaine de Coahuayula (dans le sud de la commune de Villa Victoria), sorte de petite hacienda productrice de café et propriété d'un étranger<sup>84</sup>. Même si les ranchos les plus éloignés de Coalcomán et fondés plus tardivement ne sont clôturés qu'après 1950, la plupart des propriétés ont été, semble-t-il, entièrement entourées de fil de fer barbelé vers 1940. Les propriétaires installés à proximité des frontières indiennes de la côte sont les seuls à

<sup>83</sup>. Pour le calcul de ces densités, on retranche de la surface de la commune les 100 000 ha de forêts de pin encore largement inexploitées.

<sup>84</sup>. Les clôtures en fil de fer barbelé y apparaissent en 1905. Enquêtes auprès de Emilio Martínez (Coahuayula) et de Esteban Valdovinos (Colima).

préférer laisser divaguer leur bétail pour les raisons que l'on connaît. Vers le sud, « le terrain restait libre jusqu'à la plage ».

Cette période correspond aussi à la construction, dans chaque hameau, d'une bâtisse importante où vivait la famille du propriétaire. Encore visibles aujourd'hui, ces maisons se caractérisent par leurs murs massifs en brique crue (*adobe*), leur toit à quatre pentes en tuiles rouges, leur vaste véranda ouverte entourant la maison sur trois ou quatre côtés, leur sol parfois carrelé et leur jardin luxuriant. Elles contrastent avec les maisons légères des métayers, bien souvent faites de branches tressées (*varas*), parfois tapissées de boue séchée et recouvertes de carton goudronné. En 1940, environ 650 maisons en dur sont recensées dans la commune de Coalcomán contre 2 400 maisons « légères » (cabanes ou chaumière)<sup>85</sup>.

Le nombre de maisons en dur correspond approximativement au nombre des propriétaires de biens fonciers recensés. Car l'augmentation démographique et la division des propriétés par héritage ont conduit à une augmentation du nombre des propriétaires. Ils étaient 200 ou 250 au début du siècle. Ils sont environ 400 en 1930 et 600 en 1950<sup>86</sup>. La surface moyenne de chaque propriété a donc été réduite, théoriquement, de 750 à 450 ha entre 1910 et 1950<sup>87</sup>. En fait, le morcellement de la propriété n'a pas été poussé à ce point. La division du rancho entre tous les héritiers (hommes et femmes) ne s'accompagne pas toujours d'un réel éclatement de la propriété. Les parts revenant aux sœurs sont souvent rachetées par les frères. Par ailleurs, la forte endogamie qui caractérise alors la classe des propriétaires évite l'éparpillement de la propriété en de trop nombreuses mains. L'échange des fractions héritées par les différents membres de ce groupe et leur nouvel assemblage à l'occasion de chaque mariage préservent souvent la cohésion du rancho<sup>88</sup>.

Cette tendance à l'endogamie limite encore les possibilités d'acquisition foncière des métayers, déjà très réduites, sauf pour ceux qui réussissaient à forcer le barrage social du mariage en épousant une fille de propriétaire avec le consentement de ce dernier. Certains métayers sont aussi devenus propriétaires « par leurs propres moyens », mais ne disposent en général que de petites surfaces. En fait, la plupart des métayers le restent toute leur vie, ainsi que leurs enfants et petits-enfants.

L'émergence et le développement de cette nouvelle société agraire se réalisent aussi en marge de tout état de droit, grâce au recours systématique à la violence. Aux massacres, qui accompagnent l'installation des premiers migrants sur les indivis de la communauté indienne de Coalcomán, s'enchaîne une violence plus diffuse et sporadique

**85.** *Secretaria de la economía nacional, Direccion general de estadística : - Segundo Censo de Edificios. 20 marzo 1939, Michoacán - (DE BOJORQUEZ, 1941).*

**86.** le premier recensement agricole de 1930 indique 464 propriétés agricoles pour la commune de Coalcomán. Celui de 1950 mentionne l'existence de 592 propriétés privées de plus de 5 ha.

**87.** Le chiffre de 750 ha pour 1910 est obtenu en soustrayant la surface alors occupée par l'hacienda de Trojes. Celui de 1950 est obtenu en soustrayant celle occupée par les *ejidos* récemment créés.

**88.** Des exemples de ces familles, où la propriété fut presque intégralement reconstituée, sont donnés par les familles Sanchez (Los Telares), Avila (Las Tabernas), Moreno (Los Herreros), Sanchez Mendoza (La Niebe), Sanchez (El Salitre de Maruata), etc.

89. D'après les carnets de notes de Jesús Zembrano (Huizontla).

90. Archives de la SPP.

91. C'est l'estimation avancée par Anastasio ÉSPARZA GUERRERO (1953) pour la commune de Villa Victoria vers 1950.

mais néanmoins constante. Les affrontements armés entre *rancheros* et Indiens se succèdent à Huizontla et à Coire. Soixante-cinq personnes seraient assassinées dans le petit village de Huizontla pendant les dernières décennies<sup>89</sup>. Les conflits entre métayers et propriétaires ou entre deux membres du même groupe social ensanglantent aussi l'histoire économique et sociale de Coalcomán, en particulier à l'occasion de la formation des *ejidos* de Coahuayula et de Chapula où les premiers à réclamer la terre sont également tués.

Cette violence n'est pas spécifique à la région de Coalcomán et caractérise une bonne partie du monde rural mexicain. Mais alors que 4 ou 5 % des décès enregistrés annuellement dans l'État de Michoacán sont alors dus à des assassinats, ce taux varie de 10 à 25 % pour les communes de Coalcomán et de Aquila<sup>90</sup>. 70 à 80 % des hommes actifs (15-50 ans), décédés chaque année dans ces communes, meurent assassinés<sup>91</sup>.

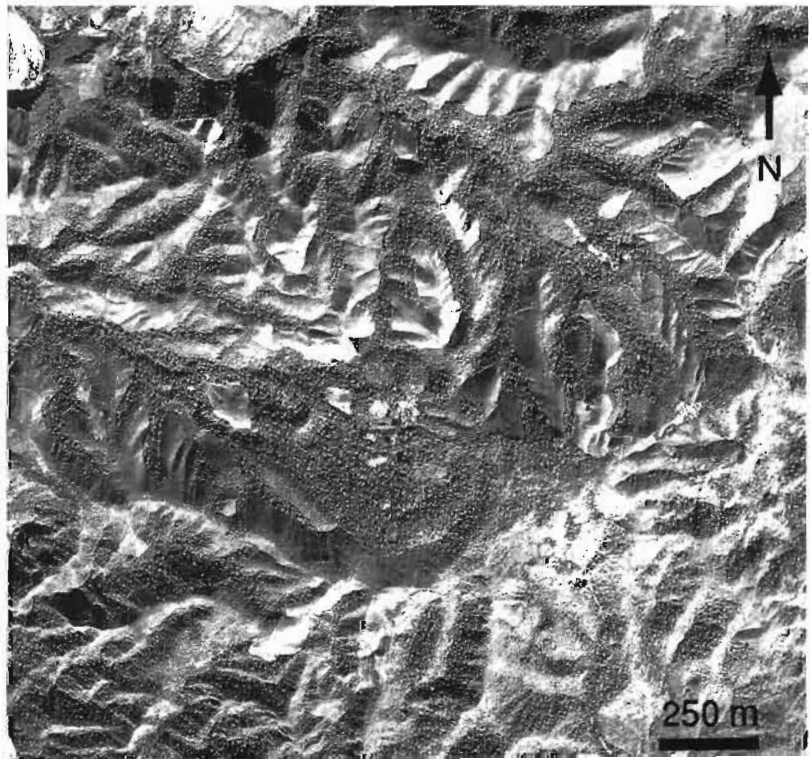


*Semis du maïs sur brûlis  
à l'aide de la lance.*



*Rancho de la commune  
de Villa Victoria en 1960 :  
La Huerta de Sanchez.*

*Hameau indien  
de la communauté de Pómaro  
en 1971 : La Cayaquera.*



*« Nouveau » village indien  
de Maruata.*

---



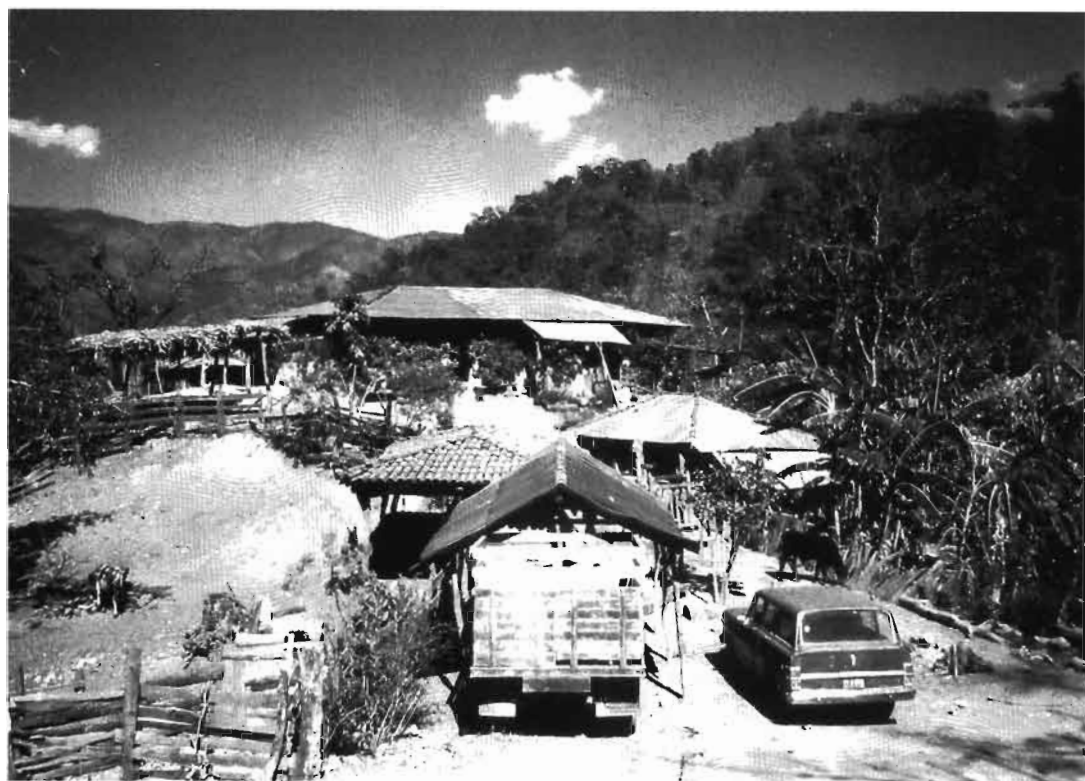


*Semis au bâton fousseur  
sur une parcelle en cours  
de défriche à proximité  
du village indien de Cachan  
(photo de I. Félix).*



*Premières parcelles  
de maïs sur brûlis  
à proximité de la côte en 1971.*

*Rancho de la commune  
de Coalcomán : San Miguel  
(la maison du propriétaire).*





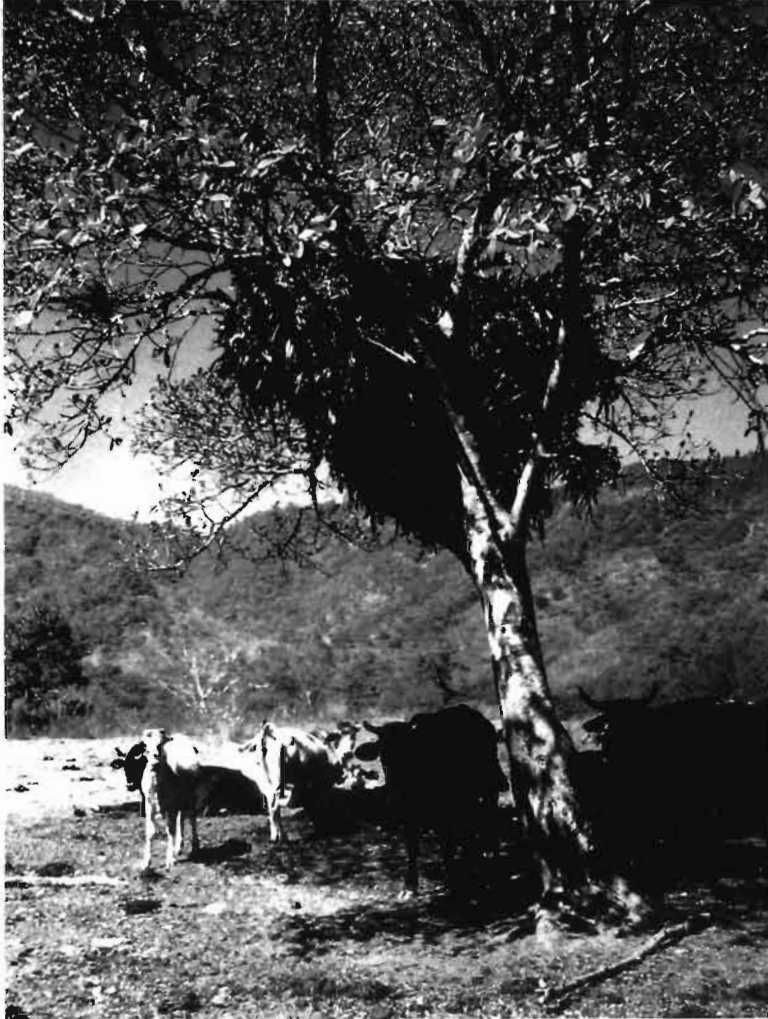


*Parcelle travaillée à l'araire  
non loin du hameau indien  
de La Cruz de Coire.*

*Traitement à l'herbicide Gramoxone,  
effectué pour préparer les semis  
de maïs sur une parcelle  
travaillée à l'araire.*

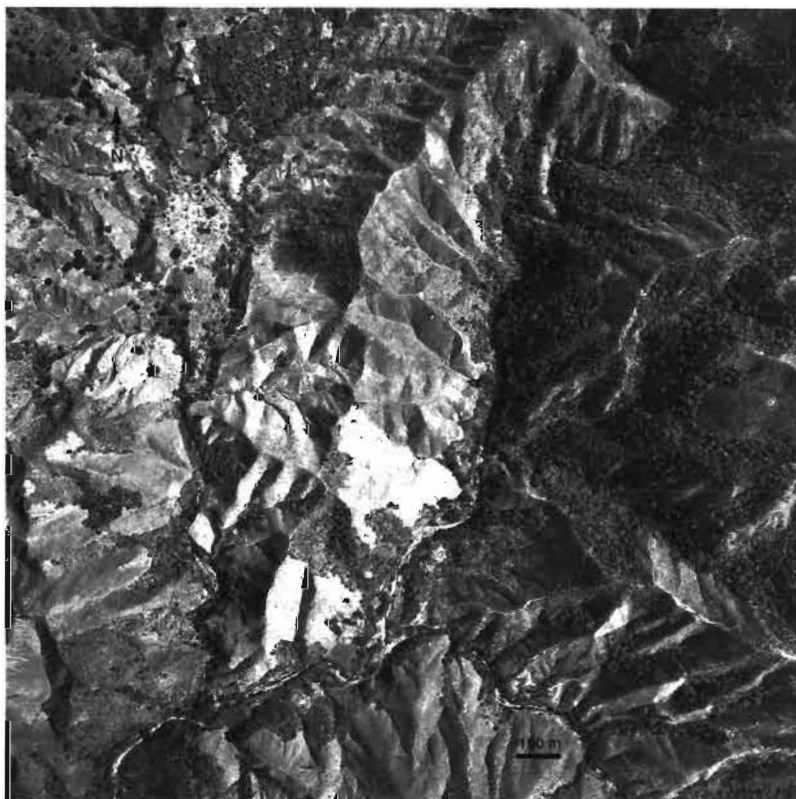


*Stock de fourrage  
(feuilles de maïs) perché  
à la fourche d'un arbre fourrager  
(Ficus padifolia) dans une petite  
propriété de la commune  
de Coalcomán.*



*La communauté indienne  
de Huizontla en 1960.*

---



Crise de l'ancien système  
et nouvelle spécialisation (1950-1990)

---

Après les six années de gouvernement Lázaro Cárdenas (1934-1940), la Réforme agraire est brutalement ralentie. L'équilibre des forces politiques favorise désormais l'initiative privée, c'est-à-dire le secteur des exploitations les plus capitalisées, par opposition au secteur *ejidal* issu de la Réforme agraire. Le secteur privé est alors considéré comme le seul capable de mener à bien la « modernisation » de l'agriculture. Pour cela, il faut ouvrir de nouvelles terres aux activités agricoles et pastorales et en laisser l'exploitation aux « entrepreneurs » agricoles (TARRIO GARCIA, 1985). De grands barrages sont construits dans le cadre de la nouvelle politique dite « des bassins hydrographiques » à partir de 1947 tandis que les nouvelles lois de colonisation (1946) facilitent le défrichement des régions tropicales humides, l'installation de nouveaux *ejidos* et la formation de grands domaines d'élevage.

Les grands travaux d'irrigation, le développement de l'industrie chimique et la proximité du marché nord-américain permettent une diffusion rapide des variétés de la « Révolution verte » (blé) et l'accroissement des surfaces consacrées aux cultures d'exportation. Les terres irriguées, le plus souvent confiées au secteur privé le plus capitalisé, sont au centre de ce processus de modernisation. L'agriculture pluviale et paysanne ne retient guère l'attention des pouvoirs publics, si ce n'est lorsqu'il s'agit de retarder l'explosion sociale et de parfaire le contrôle politique exercé sur la paysannerie par la poursuite de la Réforme agraire.

Le renforcement de la division du travail s'accompagne également d'une spécialisation régionale accentuée qui marque les paysages agraires mexicains. Dans l'État du Michoacán, les cultures légumières ont envahi les vallées irriguées du nord ; le sorgho a partiellement remplacé le maïs sur les terres pluviales du Bajío ; l'avocatier s'est substitué aux pins et au maïs sur les versants du plateau tarasque. À l'ouest de la Sierra de Coalcomán, les cultures fruitières ont occupé les nouveaux périmètres irrigués de l'État de Colima. Au nord de la Sierra, la grande dépression des Terres Chaudes a été transformée par les travaux d'irrigation entrepris par la Commission du bassin du Río Tepalcatepec. Près de 100 000 ha y ont été dotés d'infrastructure d'irrigation, consacrés surtout aux cultures d'exportation (coton, citron vert, melon, pastèque, etc.). Les Terres Chaudes sont aussi désenclavées par la construction de routes et de ponts.

Comme la région de Coalcomán ne fait pas partie du bassin hydrographique du Río Tepalcatepec, elle ne bénéficie pas directement de l'aménagement de la vallée, si ce n'est par l'ouverture des voies de communication. C'est au lendemain de la révolte des *Cristeros* et pour des raisons politiques évidentes que le projet de piste reliant

Coalcomán à Apatzingán est mis en chantier. Le chemin est achevé en 1947 et la construction d'un pont sur le Río Tepalcatepec permet d'accéder à Coalcomán en toute saison depuis 1952 (CARDENAS, 1972). En outre, le développement de l'aviation légère et la multiplication des pistes d'atterrissage augmentent la mobilité des personnes et facilitent le petit commerce. Ainsi, la plupart des villages isolés de la Sierra de Coalcomán peuvent être rapidement reliés aux principales villes des alentours : Colima, Ciudad Guzman, Apatzingán, Uruapan et Morelia.

Bien que reliée désormais au réseau routier national et désenclavée par les transports aériens, la Sierra de Coalcomán reste relativement isolée, dépourvue d'avantages comparatifs et sans possibilité d'irrigation. Est-elle maintenue à l'écart de la « modernisation agricole » et marginalisée ?

De fait, le système agraire mis en place par les migrants installés à Coalcomán depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se transforme profondément. Le pois chiche est infesté de maladies cryptogamiques et les terres ne sont plus labourées ; les marchés des deux principaux produits de la Sierra de Coalcomán - taureaux de dressage et porcs gras - s'effondrent. La plupart des productions disparaissent peu à peu, tandis que l'élevage naisseur devient progressivement l'activité dominante, le centre de gravité des systèmes de production. Cette nouvelle spécialisation de la région de Coalcomán s'accompagne du départ de la plus grande partie des métayers vers de nouveaux horizons, ainsi que d'une relance des accaparements de terres perpétrés au détriment des communautés indiennes de la côte.

## LA SPÉCIALISATION VERS L'ÉLEVAGE NAISSEUR

---

### *L'élimination progressive de la plupart des activités de l'ancien système agraire*

#### LA MALADIE DU POIS CHICHE

La crise du système agraire et sa transformation se manifestent d'abord par la maladie du pois chiche et du haricot noir due à l'infection des plantes par un champignon microscopique (l'Anthracnose du pois chiche). Comme cette maladie cryptogamique détruit entièrement les plants, les surfaces emblavées en pois chiche et en haricot

1. D'après les recensements agricoles de 1950, 1960 et 1970, les rendements moyens obtenus dans la commune de Coacmalán (tous systèmes de culture confondus) sont respectivement de 810, 780 et 825 kg de grain par hectare.

sont considérablement réduites en quelques années (1960-1965). La culture du pois chiche est même complètement abandonnée jusqu'à ces dernières années où elle réapparaît dans certaines exploitations.

Avec l'abandon de cette culture, c'est un élément fondamental du système de culture attelée qui disparaît. On se souvient que le pois chiche intervenait en tête de rotation sur les terres labourées, précédant ainsi la culture du maïs. Contraints de délaissier la culture du pois chiche, les agriculteurs continuent néanmoins à semer du maïs sur les terres labourées, en effectuant le même travail du sol qu'auparavant : labour à la charrue en fin de saison des pluies (septembre) puis passage avec l'araire en octobre (qui correspond au sarclage de l'ancien pois chiche) et, enfin, troisième passage (charrue) au mois de mai pour préparer les semis de maïs. L'ancienne culture du pois chiche est donc remplacée, dans la rotation, par une véritable jachère qui permet de préparer le terrain à la culture du maïs. Le maintien des différentes phases de travail du sol après abandon du pois chiche met donc en évidence le véritable rôle que jouait ce dernier dans la rotation. Au rôle - relativement limité - de fournisseur d'azote s'ajoutait celui - décisif - de plante sarclée qui permettait un nettoyage efficace de la parcelle (adventices) et un ameublissement satisfaisant du sol. On pouvait préparer la culture du maïs (labour) sans attendre les premières pluies et donc semer immédiatement après leur arrivée. Après l'abandon du pois chiche, ces pratiques se maintiennent pendant quelques années avant d'être à leur tour délaissées. C'est la reproductibilité même du système de culture qui est alors atteinte.

En effet, les labours de jachère augmentent la quantité de travail nécessaire à la culture du maïs sans permettre pour autant de maintenir le niveau de rendement. Dans le tableau VII, on retient le cas favorable d'une parcelle faiblement pentue pouvant être efficacement labourée à la charrue. Un seul passage de l'outil remplace les deux passages croisés de l'araire pour la préparation du champ avant les semis de pois chiche et de maïs. Il faut alors 49 journées de travail pour cultiver 1 ha de maïs. Aux deux hypothèses de rendement adoptées pour le maïs dans les tableaux IV et V (partie 2, p. 67), on en ajoute une troisième plus défavorable de 5 q/ha, qui rend compte de l'évolution probable des rendements<sup>1</sup>.

	Hypothèse 1	Hypothèse 2	Hypothèse 3
Rendement maïs(q/ha)	15	10	5
10 <sup>3</sup> kcal/ha*	2 700	1 800	900
10 <sup>3</sup> kcal/journée de travail	110	73	37
kg grain/journée de travail	30	20	10

\* Les quantités sont rapportées à la surface concernée par la « rotation » jachère/maïs (2 ha).

Tableau VII

*Rendements et productivité du travail pour la culture du maïs après abandon du pois chiche*

La productivité du travail diminue donc fortement. En outre, la quantité de kilocalories produites par hectare dans l'hypothèse la plus favorable reste inférieure à celle produite par l'ancienne rotation pois chiche/maïs dans l'hypothèse la moins favorable (tabl. v, p. 92).

Par ailleurs, et de l'avis même des agriculteurs, la généralisation de l'usage de la charrue sur les versants raides de la Sierra aurait accéléré l'érosion et précipité l'abandon de la culture attelée. Lorsque les terres étaient travaillées à l'araire, la moitié du terrain (chaque bande séparant deux sillons consécutifs) n'était pas remuée par le passage de l'outil, ces microterrasses constituant une protection efficace contre l'érosion. La charrue au contraire bouscule la totalité de la superficie et travaille plus profondément, parfois jusqu'à racler la roche mère toute proche. En quelques années, la terre pulvérisée est emportée et « il ne reste que la pierre ».

L'abandon de la culture du pois chiche et l'érosion progressive des versants conduisent donc à la régression rapide de la culture attelée dans tous les ranchos de la Sierra de Coalcomán (tabl. VIII). Mais les terrains abandonnés ne retournent pas à la friche pour autant : lessivés, indurés par le piétinement des animaux et parfois réduits à des affleurements de roches, les anciennes « terres à bœufs » se transforment en une sorte de steppe arbustive où seul le *huizache* (*Acacia schaffneri*) pousse car ses gousses sont appréciées du bétail, ses semences activées au cours du transit intestinal et disséminées par les animaux. Les seules terres encore labourées sont celles de la vallée de Coalcomán. Elles sont maintenant travaillées au tracteur (partie 4, p. 215).

Tableau VIII

*Régression de  
la culture attelée  
dans la commune  
de Coalcomán  
1950-1970*

	1950	1970	1980-1985
Surface maïs (ha)*	7 800	5 500	5 800**
Animaux de travail	4 680	1 370	482***

Sources : recensements agricoles de 1950 et 1970.

\* Tous systèmes de culture confondus (culture attelée et sur brûlis).

\*\* Union des éleveurs de Coalcomán, chiffre avancé pour 1987.

\*\*\* SARH, *Distrito de Desarrollo Rural* n° 083, Aguililla, moyenne 1980-1985.

La crise de l'ancien système agraire commence donc par une crise conjoncturelle, celle de la culture du pois chiche. Mais ne nous y trompons pas. Une jachère soignée et l'utilisation plus systématique du guano de chauve-souris auraient permis le maintien de la culture attelée, au moins sur les parties les moins en pente de la Sierra. S'il n'en est rien, c'est que les conditions du développement de tels systèmes de culture ne sont plus réunies. Certains agriculteurs affirment



qu'en négligeant les premiers labours de jachère, ils ont provoqué une diminution des rendements, entraînant l'abandon rapide de la culture. Pour d'autres, plus nombreux, c'est l'apparition des herbicides et des engrais chimiques qui les a conduits à délaisser les terres labourées, au profit du système de culture sur brûlis, alors facilité par ces nouveaux intrants. Mais les systèmes de culture avec labour n'auraient-ils pu bénéficier, eux aussi, de l'utilisation de ces nouveaux moyens de production ? Et la recherche agronomique n'aurait-elle pu mettre au point de nouvelles variétés de pois chiche résistantes à l'Anthracnose ?

La découverte d'une crise spécifique du pois chiche ne suffit donc pas à expliquer son abandon total et la régression si spectaculaire des terres labourées. Elle n'en constitue assurément qu'un élément.

#### L'ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE PORCS GRAS

La diminution des surfaces labourées se traduit bientôt par un effondrement de la production de pois chiche et une baisse importante de la production de maïs. Comme la consommation humaine de maïs ne peut être réduite (elle augmente même avec la croissance démographique), c'est la quantité de maïs distribué aux porcs qui diminue fortement, et donc le nombre de porcs engraisés chaque année. D'après les recensements agricoles de 1950 et 1970, cette baisse serait de près de 80 %, comme en témoigne le tableau ix.

	1950	1970
Production de maïs (t)	6 200	4 500
Porcs (effectifs)	23 600	5 000

Sources : recensements agricoles de 1950 et 1970.

Tableau ix

*Évolution de la production de maïs et de porcs gras dans la commune de Coalcomán 1950-1970*

Les données des recensements concernant les porcs sont incertaines, mais une estimation simple confirme les mêmes tendances. Vers 1930, 1 500 familles produisaient chacune environ 5 t de maïs chaque année dans la commune de Coalcomán (partie 2, p. 67). 2 t étaient destinées à la consommation familiale, à la basse-cour et à l'âne, tandis que les 3 t restantes étaient consacrées à l'engraissement de cochons (par le métayer et surtout par le propriétaire). Nous avons alors estimé la production annuelle de porcs gras à 15 000 têtes. En 1970, la population rurale de la commune de Coalcomán est toujours de 1 500 familles environ car la croissance démographique a été anéantie par l'exode des métayers (dont on reparlera). En admettant que chaque famille ne produise plus que 3 t de maïs par an (c'est l'ordre de grandeur suggéré par le recensement de 1970) et que la

consommation de la famille et de la basse-cour est la dernière sacrifiée, le surplus de maïs dégagé par chaque famille se réduit à 1 t de grains et il n'y a plus de pois chiche pour compléter la ration alimentaire des cochons. La quantité totale de grains disponible pour les porcs est alors de 1 500 t, ce qui permet d'engraisser 3 750 porcs si l'on distribue 400 kg à chacun d'eux (et non pas 300 kg comme c'était le cas lorsque la production de pois chiche était abondante). En réalité, cette production est probablement encore plus faible car la croissance urbaine du bourg de Coalcomán multiplie le nombre des improductifs : une partie du maïs excédentaire est vendue au bourg plutôt que distribuée aux cochons.

La maladie du pois chiche, l'abandon progressif des terres labourées et la chute consécutive de la production de maïs semblent donc à l'origine de l'effondrement de la production de porcs gras. Pourtant, tout porte à croire que cette activité aurait connu une évolution identique si la production de maïs et de pois chiche s'était maintenue à un niveau élevé.

En effet, les conditions de concurrence imposées par le marché ne laissent alors aucune chance à la production fermière de saindoux. L'évolution des habitudes alimentaires, en liaison avec l'urbanisation, et l'essor de la production mondiale d'oléagineux déclassent définitivement les graisses animales au profit des huiles d'origine végétale, produites dans de meilleures conditions de productivité. Si, en 1906, 1 kg de saindoux valait le prix de 20 kg de maïs dans le bourg de Coalcomán (partie 2, p. 67), il ne vaut plus qu'une douzaine de kilogrammes de maïs (pourtant lui même dévalué) cinquante ans plus tard et moins de 10 kg au début des années soixante-dix (sur le marché de Mexico).

Dans la Sierra de Coalcomán, la production de saindoux se limite donc progressivement à la capacité de consommation de la population locale. Pour les familles les plus démunies, le cochon reste un recycleur de déchets domestiques irremplaçable et permet d'éviter toute dépense monétaire pour la consommation domestique de graisses. Le sacrifice du porc gras marque aussi les fêtes familiales les plus importantes ; tout le monde préfère encore le goût de haricots noirs frits au saindoux que celui donné par les huiles végétales.

La dépréciation relative du prix du saindoux est encore plus marquée par rapport au prix de la viande de porc. Jusqu'en 1943, 1 l de saindoux valait légèrement plus cher que 1 kg de viande de porc. Après cette date, le prix de la viande dépasse définitivement celui de la graisse pour s'établir à plus du double (fig. 25). Les marchés urbains absorbent des quantités considérables de viande de porc, tandis que la graisse devient un sous-produit dévalorisé.

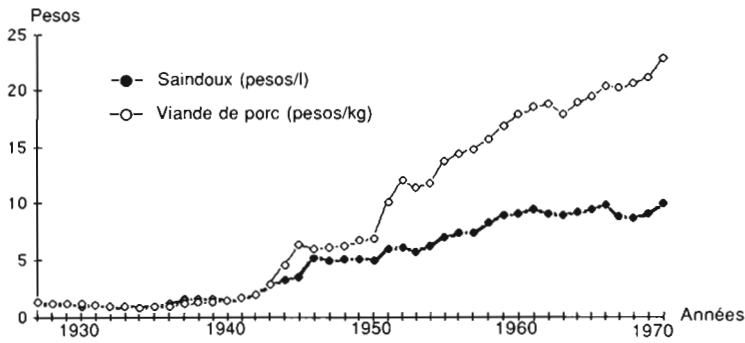


Figure 25

*Évolution comparée du prix (en pesos) de la viande de porc et du saindoux à Mexico (1927-1970).*

Source : d'après les données de Inegi-Inah (1986) (voir annexe 7).

Pour les agriculteurs de Coalcomán, une reconversion dans la production de viande de porc est impossible. Le maïs fournit une alimentation déséquilibrée, incapable de produire un animal conforme aux exigences nouvelles du marché. Il faudrait acheter des aliments concentrés et développer les races (Durok, Yorkshire) capables de valoriser au maximum ces nouveaux aliments. Quelques éleveurs mènent à bien ces transformations mais leur production ne peut en aucun cas dépasser la capacité de consommation du bourg de Coalcomán. Dès les années cinquante, la production nationale de viande porcine est assurée par le développement de grands centres porcicoles hors-sol comme celui de La Piedad dans le nord du Michoacán. Non seulement la production de porcs fermiers ne peut supporter la concurrence de cette production à grande échelle<sup>2</sup>, mais Coalcomán est aussi trop éloigné des porcheries d'engraissement pour se spécialiser dans les activités de reproduction et les approvisionner en porcelets ; activité réservée aux villages situés à proximité des centres d'engraissement ou dans les régions productrices de sorgho.

## LES CULTURES IRRIGUÉES

Parmi les cultures irriguées, c'est la canne à sucre qui souffre le plus du développement des voies de communication routières et de la concurrence exercée par les grands bassins sucriers. Les gains de productivité enregistrés dans l'industrie sucrière provoquent une baisse relative du prix du sucre raffiné et la disparition de la plupart des petits moulins à canne de la vallée de Coalcomán. Actuellement, la totalité du sucre consommé dans le bourg de Coalcomán, et même dans les hameaux dispersés de la commune, est d'origine industrielle. Le prix des petits pains de sucre roux (cassonade) fabriqués artisanalement est deux fois plus élevé que le prix du sucre industriel vendu dans les épiceries locales, alors que le rapport de prix était inversé dans les années quarante. Ce nouveau rapport de prix fait du sucre

2. En 1960, six millions de porcs sont recensés au Mexique. Ils sont près de 10 millions en 1970 et 20 millions en 1983 (INEGI-INAH, 1986).

roux fabriqué traditionnellement une sorte de produit de luxe (une confiserie) encore apprécié sur le marché local de Coalcomán. C'est pourquoi de petites parcelles de canne à sucre sont encore visibles çà et là dans les exploitations qui disposent d'une main-d'œuvre familiale importante (la productivité du travail n'ayant pas progressé). De plus, les extrémités des tiges et les cannes écrasées peuvent constituer une source importante de fourrage vers la fin de la saison sèche. Mais cette production de sucre roux reste strictement limitée par les capacités d'absorption du marché local.

Tout autour du bourg de Coalcomán et le long des pistes qui convergent désormais vers le bourg, on peut observer de petites parcelles irriguées de cultures légumières ou fruitières. Là aussi, la croissance urbaine du bourg et la constitution d'un marché local - encore protégé de la concurrence des périmètres irrigués des régions voisines (dépression des Terres Chaudes, État de Colima) par plusieurs heures de routes montagneuses - ont permis le développement spontané de ces cultures spéculatives. C'est surtout vrai pour les produits pondéreux (pastèque, agrumes) dont le prix, sur le marché de Coalcomán, augmenterait du coût de transport s'il fallait les importer d'une autre région. Mais les parcelles sont très réduites et ces activités ne concernent qu'un très petit nombre de producteurs, jouissant d'une rente différentielle due à l'emplacement de leur parcelle sur le bord d'un chemin.

#### LA PRODUCTION D'ANIMAUX DE TRAVAIL

Outre la production de porcs gras, la Sierra de Coalcomán était également spécialisée dans la production de taureaux expédiés dans le centre du pays pour y être dressés et attelés. Cette activité connaît, elle aussi, une crise grave à partir de la fin des années quarante. Elle disparaît totalement en une vingtaine d'années.

Une fois encore, pour comprendre les transformations agropastorales de la Sierra de Coalcomán, il faut s'intéresser à l'évolution du secteur agricole du Bajío, au centre du pays : c'est là que la plupart des animaux nés et élevés dans les ranchos de Coalcomán sont alors utilisés pour le travail de la terre. Mais en 1947, la politique nationale du « fusil sanitaire », adoptée sous la pression des États-Unis d'Amérique pour faire face à une épidémie de fièvre aphteuse, décime le troupeau bovin au centre du pays. Dans les régions plus isolées et moins bien contrôlées par l'armée, il est plus facile de dissimuler les troupeaux si bien que le bétail échappe aux massacres. C'est le cas de la région de Coalcomán.

La destruction du cheptel bovin dans le centre du pays devrait relancer la demande d'animaux de travail et encourager la production

dans les régions périphériques. Il n'en est rien car la Banque agricole encourage alors l'acquisition de chevaux et de mules, ainsi que le remplacement des anciens araires par les charrues métalliques plus modernes (PEREZ, 1989). Ce remplacement des anciens attelages (araire et bœufs) par de nouveaux (charrue et chevaux ou mules) est déjà bien avancé dans certaines régions où la formation d'*ejidos* et les crédits offerts par la banque de crédit *ejidal* facilitent l'acquisition du nouvel attelage par de nombreux bénéficiaires de la Réforme agraire (COCHET, 1988). L'épidémie de fièvre aphteuse et les politiques incitatrices des années suivantes favorisent la généralisation de ce changement technique à de nombreuses régions<sup>3</sup>. C'est le cas du Bajío où le nombre de bœufs recensés dans l'État de Guanajuato est divisé par deux entre 1950 et 1960<sup>4</sup> : Du même coup, la demande de ces régions agricoles en taureaux ou en bœufs de travail est brutalement réduite. Les marchands de bestiaux de Cotija se procurent désormais des chevaux dans l'État de Durango pour les revendre aux agriculteurs, délaissant alors la foire de Peribán<sup>5</sup>. La dernière cotation de bétail à Peribán a lieu en 1957, mais le dynamisme de cette foire a déjà beaucoup souffert du développement des voies de communication qui permettent aux maquignons de s'approvisionner sur les lieux même de production.

À la même époque, la mécanisation fait des progrès considérables, surtout dans les grands périmètres irrigués avec l'application des nouveaux « paquets technologiques » de la « Révolution verte ». Le nombre de tracteurs est multiplié par quatre entre 1950 et 1970 (LINCK, 1988 a). La définition plus récente de politiques agricoles, visant à stimuler le développement des zones d'agriculture pluviale, permet un nouveau doublement du nombre de tracteurs utilisés au Mexique et accélère le recul de la culture attelée.

## *La transformation de l'élevage bovin et la nouvelle spécialisation régionale*

Devant l'évolution défavorable du marché des animaux de travail, les éleveurs de Coalcomán réorientent progressivement leurs productions animales. La pénurie de fourrage pendant la saison sèche limite les possibilités de production de viande car les animaux perdent alors le gain de poids enregistré pendant la saison des pluies. L'élevage s'oriente donc vers la production d'animaux plus jeunes, susceptibles d'être engraisés dans les régions humides du pays bénéficiant de meilleures conditions de productivité. Cette évolution est encouragée par les maquignons qui exigent désormais des animaux âgés de quinze à dix-huit mois. Si l'on en croit les données rassemblées dans le rapport gouvernemental de 1892, les animaux de moins de

3. Dans son *Informe* de 1947, le président de la République déclare :  
- Pour dédommager les *ejidatarios* et agriculteurs qui ont perdu leurs animaux à cause de l'épizootie, 287 tracteurs et 26 000 mules ont été achetés aux États-Unis. • (TARRIO GARCIA, 1985).

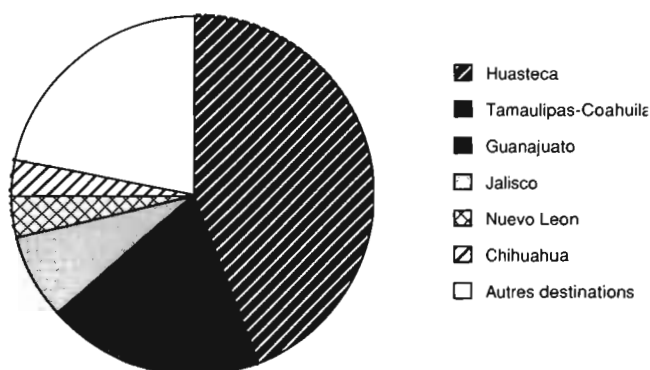
4. Il passe de 200 000 à 104 000 d'après les recensements agricoles de 1950 et 1960 (État de Guanajuato).

5. Enquête auprès de Luis Gonzalez Zepeda (Cotija).

trois ans représentent 36 % des effectifs de quelques troupeaux de la région de Coalcomán<sup>6</sup>. D'après les recensements agricoles, cette proportion serait de 55 % en 1950 et de 60 % en 1970 pour la commune de Coalcomán. La composition des troupeaux évolue donc profondément, la Sierra de Coalcomán devenant une région spécialisée dans l'élevage naisseur. Elle approvisionne désormais les régions d'embouche qui disposent d'importantes ressources fourragères, le Bajío et l'État de Jalisco (sorgho), mais surtout les régions tropicales humides du golfe du Mexique et, en particulier, la région de la Huasteca aux confins des États de Tamaulipas, Veracruz et San Luis Potosi (fig. 26 et 27). En 1986-87, la Huasteca engraisse près de la moitié des jeunes taurillons mâles nés dans la commune de Coalcomán.

Figure 26

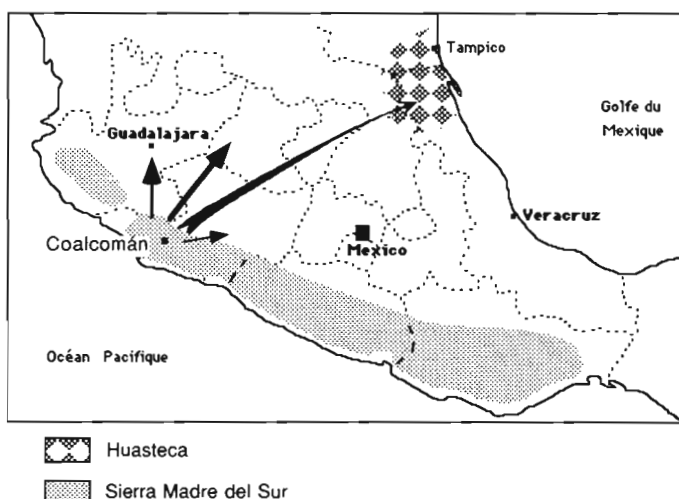
*Destinations des ventes de taurillons de la commune de Coalcomán (1986-87).*



Source : voir annexe 8.

Figure 27

*Destinations principales des ventes de taurillons de la commune de Coalcomán et régions d'embouche.*



Les animaux de réforme (vaches et bœufs) n'effectuent pas un aussi long voyage. Ils sont destinés aux abattoirs périurbains de Uruapan,

Morelia et Guadalajara. Deux ou trois têtes de bétail sont aussi abattues chaque jour à Coalcomán pour approvisionner le marché local.

Cette spécialisation progressive ne serait pas possible sans le développement des voies de communication routières et ferroviaires, car plus de 1 000 km séparent la Sierra de Coalcomán des régions d'embouche. Depuis 1941, la prolongation de la ligne ferroviaire de Uruapan jusqu'à Apatzingán relie la grande dépression des Terres Chaudes au centre du pays. Avant que soient achevés la piste de Coalcomán et le pont sur le Río Tepalcatepec, les premiers troupeaux de bétail maigre à destination de la Huasteca étaient acheminés à pied jusqu'à Apatzingán et convoyés en train jusqu'à Ciudad Valles, capitale de la Huasteca<sup>7</sup>.

Le bétail « créole » qui parcourt les montagnes de Coalcomán n'est pas adapté aux nouvelles exigences du marché. Dès les années quarante, les premiers envois de reproducteurs améliorés sont organisés par les régions d'embouche à l'initiative de l'ancien président de la République Lazaro Cardenas. Celui-ci aurait même facilité la reddition des rebelles *cristeros* de Coalcomán en leur offrant des taureaux sélectionnés. Plus tard, c'est l'Union des éleveurs de Coalcomán qui prend en charge l'amélioration génétique du troupeau, en se procurant des reproducteurs zébus (Gyr, Indobrasil et Brahman) dans les régions d'embouche<sup>8</sup>. Le bétail de type zébu, de plus grande taille que les animaux « créoles » et mieux conformé, donne de meilleures carcasses puisque tel est désormais le produit recherché par les « engraisseurs » du tropique humide. Les zébus sont aussi très bien adaptés à la topographie accidentée de la Sierra de Coalcomán, à son climat tropical à deux saisons et sont encore plus résistants que les animaux « créoles » dans la recherche de la nourriture en fin de saison sèche.

Mais cette adaptation progressive à une plus grande production de viande se réalise au détriment de la production laitière qui diminue progressivement. On continue de prélever une partie du lait avant de laisser au veau la part qui lui est due ; mais cet équilibre entre la part de lait prélevée pour la production fermière de fromage ou la vente directe du lait et celle consacrée à la croissance du veau varie suivant les exploitations. Il dépend de leur emplacement par rapport au bourg de Coalcomán : en effet, la croissance urbaine de Coalcomán conduit un petit nombre d'éleveurs établis à proximité du bourg à privilégier la production laitière, en vue d'une commercialisation quotidienne directe. Au contraire, l'éloignement encourage le choix contraire et l'abandon pur et simple de la traite (partie 4, p. 215).

Quand la production principale est celle de taureaux de trois ou quatre ans, l'amélioration génétique est évidemment impossible à mettre

7. Enquête auprès de Renauld Arizabalo, (Tempoal, Veracruz).

8. Ligue de la petite propriété agricole de Coalcomán, 1954 et 1958.

en œuvre sans une modification préalable de la conduite du troupeau et un isolement systématique des mâles. C'est donc la vente plus précoce des mâles qui permet la généralisation des croisements avec les reproducteurs zébus et la disparition lente - par absorption - du bétail créole.

L'adaptation du bétail de Coalcomán à sa nouvelle mission se fait lentement. Les troupeaux qui appartiennent aux rancheros les plus influents de Coalcomán sont les premiers à bénéficier des services des nouveaux taureaux<sup>9</sup>. Mais les éleveurs plus modestes ou trop éloignés du centre de la commune doivent attendre plusieurs années avant de racheter aux premiers bénéficiaires les taureaux déjà vieux ou leurs descendants croisés. Ce n'est qu'à partir de 1970 que le sang zébu domine le phénotype de tous les animaux de la commune. À partir de cette époque, les ventes de bétail jeune deviennent systématiques.

Aux nouveaux critères du marché en matière de génétique s'ajoutent de nouvelles exigences sanitaires. Le triple vaccin contre le charbon symptomatique (*roncha*), la fièvre charbonneuse et la septicémie hémorragique est appliqué de plus en plus systématiquement. Après la désastreuse campagne mexico-américaine de lutte contre la fièvre aphteuse, celle contre le varron (*Gusano barrenador*) donne de meilleurs résultats, grâce à la mise au point d'une lutte biologique par stérilisation des mouches. Malgré l'absence de statistique fiable disponible au niveau municipal, il est certain que l'éradication de ce parasite externe permet alors une diminution de la mortalité des veaux et une accélération globale de la croissance des troupeaux. En revanche, la campagne nationale de lutte contre les tiques ne donne pas les résultats escomptés, en dépit des 50 bains anti-tiques installés dans la commune de Coalcomán.

Enfin, l'évolution des circuits de commercialisation entraîne une modification du calendrier des ventes de bétail. Plus de 50 % des ventes ont lieu désormais vers la fin de la saison des pluies, entre les mois de septembre et novembre, et 25 % sont concentrées au mois d'octobre<sup>10</sup>. La figure 28 témoigne de cette évolution.

À l'époque de la foire de Peribán, les taureaux étaient tous vendus pendant la semaine du dimanche des Rameaux, à la fin du mois de mars. Cette époque coïncidait avec l'épuisement des résidus de récolte laissés sur le champ après la récolte du maïs. Vendre les animaux au mois d'octobre autorise donc, en principe, une importante économie de fourrage, l'entretien d'un plus grand nombre de mères et donc la spécialisation progressive du troupeau vers les activités de reproduction. Cette économie de fourrage est d'autant plus appréciable que les surfaces emblavées en maïs - et donc la quantité de

9. Leurs noms correspondent à ceux des éleveurs - d'avant-garde - qui apparaissent dans le rapport d'activité de 1958 de la Ligue de la petite propriété agricole de Coalcomán.

10. Moyenne établie sur sept années (1981-1987) d'après les informations disponibles à l'*Asociación Ganadera de Coalcomán*. Au niveau de l'État du Michoacán, 33 % seulement des ventes ont lieu entre septembre et novembre. Le mois d'octobre ne concentre que 11,5 % des ventes d'après les données rassemblées par INIFAP (1986).



résidus disponibles pour le bétail - ont beaucoup diminué. Néanmoins, c'est à la fin de la saison des pluies que les herbages sont les plus abondants à Coalcomán et il semblerait plus logique de retarder un peu la vente des animaux jusqu'à Noël pour valoriser au mieux les pâturages. Mais les éleveurs de Coalcomán ne peuvent choisir l'époque qui leur convient, car ceux des régions tropicales humides imposent aux régions « naisseuses » le calendrier leur permettant de maximiser les bénéfices. Octobre et novembre sont des mois à très forte capacité fourragère dans les régions tropicales humides du golfe du Mexique, où la saison des pluies dure beaucoup plus longtemps. Les négociants en bétail de la Huasteca commencent donc leurs activités dès le mois de septembre, bien avant que les ressources fourragères des régions « naisseuses » viennent à s'épuiser. C'est aussi à cette époque que la plupart des taurillons nés dans la Sierra de Coalcomán atteignent l'âge de dix-huit mois souhaité par les acheteurs. Beaucoup de fécondations ont lieu pendant la saison des pluies et les produits naissent au printemps.

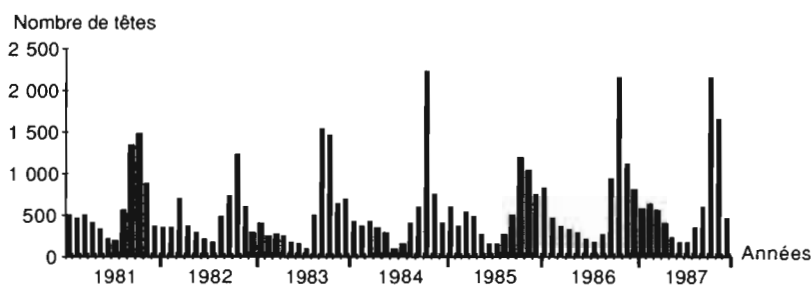


Figure 28

*Ventes mensuelles de bétail hors de la commune de Coalcomán (1981-1987).*

Source : voir annexe 8.

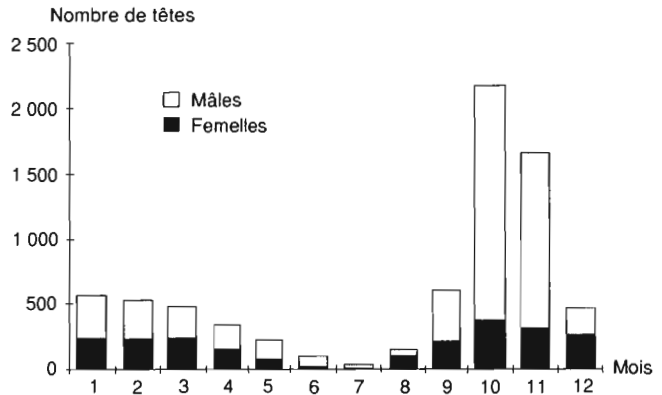
Le regroupement des ventes à la fin de la saison des pluies est encore plus marqué pour les jeunes taurillons. Environ 70 % des ventes de mâles ont lieu entre septembre et novembre, alors que cette proportion n'est que de 35 à 40 % pour les femelles (fig. 29). Il s'agit alors de vaches de réforme (pour la plupart) vendues tout au long de l'année, sauf en saison des pluies. Les seuls taurillons achetés indifféremment toute l'année sont ceux destinés à certains ranchos d'engraissement hors-sol du Bajío, où les ressources fourragères dépendent davantage de la dernière récolte de sorgho que de la saison des pluies.

En une vingtaine d'années, la Sierra de Coalcomán occupe une place entièrement nouvelle dans la division du travail. Toutes les anciennes activités développées dans les ranchos sont peu à peu réduites aux capacités d'absorption du petit marché constitué par le bourg de Coalcomán (encore relativement protégé par l'éloignement de la

région). La production de jeunes taurillons de dix-huit mois devient la seule activité qui puisse être commercialisée au-delà des limites de la commune. Une certaine « tradition » en matière d'élevage bovin existait depuis longtemps, mais l'abaissement de l'âge de vente des animaux ne représente pas qu'un simple changement technique. La vente d'animaux jeunes et l'abandon de toutes les autres activités transforment la région en zone « naisseuse », au service des régions d'embouche.

Figure 29

*Répartition par sexe des ventes de bétail hors de la commune de Coacomán en 1987.*



Source : voir annexe 8.

On assiste en réalité à la naissance de la « vocation pastorale » de la Sierra de Coacomán. Car cette « vocation », si souvent évoquée et rabâchée par les grands éleveurs et les agents de l'administration, ne possède aucun caractère inné. C'est une région productrice de grains (maïs et pois chiche) qui devient en quelques années productrice de « brouillards ». Cette « vocation » est donc créée de toutes pièces par le renforcement de la spécialisation régionale. Dans les années cinquante et soixante, l'urbanisation croissante et le gonflement des classes moyennes, obtenus grâce au « miracle mexicain », décuplent la demande interne de viande en élargissant considérablement le marché intérieur. Alors que le développement spectaculaire de la production de porcs et de volailles permet d'approvisionner le marché intérieur, l'entrée des États-Unis sur la scène des importateurs de viande bovine maintient son prix élevé au Mexique. Tandis que d'importants troupeaux de taurillons franchissent périodiquement la frontière du nord, le marché national connaît au contraire de fortes hausses des prix et la pénurie. De fait, la consommation de viande bovine reste réservée aux classes aisées et surtout urbaines, car on mange encore peu de ce produit dans les campagnes.

L'importance prise par l'élevage dans le développement historique du Mexique est surtout due aux immenses étendues du nord où s'est

multiplié si rapidement le bétail introduit par les Espagnols. Aujourd'hui encore, les régions du nord restent caractérisées par l'élevage bovin extensif. Elles alimentent régulièrement le marché nord-américain en jeunes taurillons sur pied destinés à être engraisés dans les *feed lots* du Texas et de la Californie. Entre 1960 et 1980, plus de 70 % des veaux mâles nés dans le nord du Mexique franchissent ainsi la frontière (REIG, 1982). La production bovine du nord assure aussi l'approvisionnement des grandes villes du nord (Monterrey) et de la frontière.

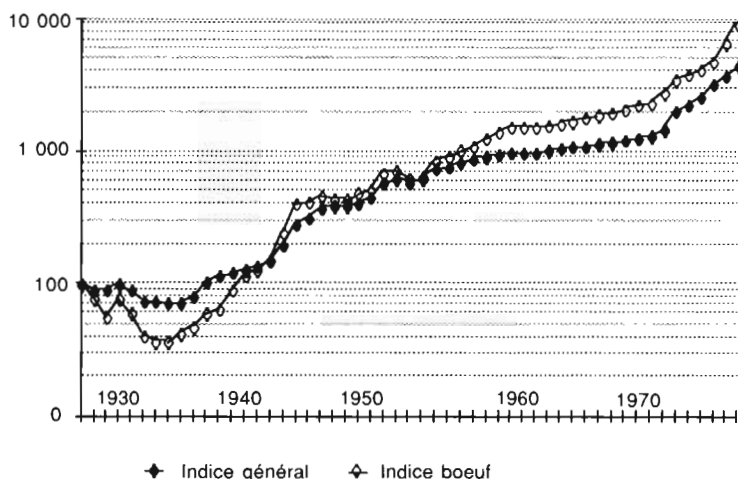


Figure 30

Évolution comparée de l'indice général des prix et de l'indice du prix de la viande bovine (1927-1977) (indice 100 en 1927).

Source : d'après les données de Igeni-Inah (1986) (voir annexe 7).

Mais la croissance de la production nationale bovine et l'extension des surfaces consacrées à l'élevage sont surtout le fait des régions tropicales, situées de part et d'autre de l'altiplano central et du sud-est du pays. Depuis 1950, les régions tropicales sont soumises à une intense colonisation agricole, encouragée par les pouvoirs publics dans le cadre de la « marche à la mer » dont les éleveurs sont les principaux bénéficiaires. Elles constituent désormais le pôle le plus dynamique de l'élevage bovin mexicain, en devançant les régions du nord. Plus de la moitié du bétail engraisé chaque année au Mexique provient maintenant des zones tropicales humides du pays. Aux régions déjà spécialisées depuis longtemps dans les activités d'élevage (Huasteca, côte de l'État de Chiapas), s'ajoutent toutes les régions du sud-est récemment défrichées (sud de l'État de Veracruz, États de Tabasco, Chiapas et Yucatan). La croissance globale du troupeau s'y accompagne d'une modification générale de sa composition : la proportion de vaches diminue progressivement, reflétant ainsi la spécialisation du « tropique humide » dans les activités d'engraissement (REIG, 1982). Cette proportion augmente par contre dans le nord

(exportateur de bétail sur pied) et dans les régions tropicales moins arrosées de la frange pacifique (Sierra Madre del Sur dans les États de Oaxaca, Guerrero, Michoacán, Colima et Jalisco) transformées en régions « naisseuses ». D'importants flux de bétail jeune se dirigent maintenant de la côte Pacifique sèche vers la côte humide du golfe du Mexique pour converger quelques mois plus tard vers le grand marché de Mexico. La région de la Huasteca importe à elle seule entre 60 000 et 80 000 animaux maigres par an (REIG, 1982 ; HERNANDEZ, 1984) ; beaucoup d'entre eux proviennent des zones escarpées de la Sierra Madre del Sur.

L'expansion de l'élevage bovin au Mexique ne résulte pas d'une augmentation de la productivité des troupeaux (du taux d'extraction). Ce sont deux frontières - politique au nord et agricole au sud-est - qui ont permis une extension de l'élevage, sans que les techniques extensives ne soient réellement remises en question. Néanmoins, le développement de l'élevage bovin dépasse largement ces régions pour concerner en réalité la plupart des unités d'exploitation que nous avons pu observer dans la région occidentale du Mexique. Au sein même des *ejidos*, l'élevage extensif devient un moyen privilégié de l'accumulation, un facteur clé de la différenciation paysanne et le passage obligé vers d'autres spécialisations<sup>11</sup>. Dans la Sierra de Coalcomán, l'élevage bovin « naisseur » devient peu à peu le centre de gravité de l'exploitation agricole, exploitation dont l'établissement remonte ici à plus d'un demi-siècle. Si les grands défrichements du sud-est mexicain constituent l'aspect le plus spectaculaire de l'expansion de l'élevage (*ganaderización*), ils n'en représentent qu'un élément. Toutes les autres régions ont été concernées à un moment ou à un autre.

## CULTURE SUR BRÛLIS ET INTENSIFICATION FOURRAGÈRE

---

Parmi les activités propres au rancho de la Sierra de Coalcomán au début de ce siècle, seul l'élevage bovin connaît un développement important et surtout une adaptation de ses caractéristiques aux nouvelles exigences des régions d'embouche. Qu'advient-il de la culture sur brûlis qui, au même titre que l'assolement pois chiche/maïs en terres labourées, constituait un pilier de la production ? Elle n'est pas évoquée dans le paragraphe consacré à l'élimination progressive de presque toutes les cultures, car sa participation aux systèmes de production n'est pas remise en question par la nouvelle orientation économique de la région. En effet, la culture sur brûlis est à la base du

<sup>11</sup>. Sur ce thème, voir Hubert COCHET *et al.*, (1988) et Thierry LINCK (1988 b).

développement de l'élevage, car elle produit désormais les pâturages nécessaires au bétail. De productrice de grain, la culture sur brûlis devient aussi la principale productrice d'herbe.

### *L'évolution de la culture sur brûlis : l'herbe au dépens de la friche*

Avec la maladie du pois chiche et l'abandon consécutif des terres labourées, la culture sur brûlis redevient le seul système de culture pratiqué dans la Sierra de Coalcomán comme au XIX<sup>e</sup> siècle, avant que ne s'installent dans la région les immigrés blancs originaires des hautes terres. Mais les parcelles cultivées de la sorte, ainsi que les techniques mises en œuvre, ne ressemblent plus à celles de l'ancien système. Les parcelles abattues ne sont plus des forêts primaires ni même secondaires. Elles ressemblent davantage à un taillis arbustif âgé seulement de quelques années, dans lequel il serait difficile de trouver un tronc plus épais que le poignet d'un homme. Tous les agriculteurs utilisent désormais les engrais chimiques et les herbicides. Malgré cela, le maïs est plus « sale » que jamais car la parcelle est envahie de graminées fourragères parfois plus hautes que le maïs lui-même. Le cycle de culture est réduit à une seule année, la parcelle étant abandonnée après la première récolte. Comment en est-on arrivé là ?

La poussée démographique a des conséquences directes sur le raccourcissement de la période de recrû forestier. En outre, l'abandon des terres labourées, leur stérilisation relative, et le recentrage des activités agricoles autour du système de culture sur brûlis ont certainement accru la pression exercée sur l'espace soumis à la rotation forestière de longue durée. On connaît les conséquences d'une éventuelle accélération de la rotation : de la longueur de la friche forestière dépendent les conditions de la culture lors d'un prochain cycle d'abattis-brûlis. Seule une période de friche suffisamment longue permet en effet, de lever les deux principaux obstacles que deux années de culture font surgir : l'invasion de la parcelle par le tapis herbacé et l'épuisement du stock d'éléments minéraux nécessaires à la culture (partie 2, p. 67). Quand la durée de la période de friche ne permet plus une reconstitution suffisante de la forêt, c'est la cohérence même du système de culture qui est atteinte. Le sous-bois n'est pas complètement débarrassé de la strate herbacée ; la biomasse abattue et brûlée commence à diminuer. Comme le feu diminue d'intensité, le « nettoyage biologique » de la parcelle est moins efficace. Les parasites se développent plus vite - vers blanc (*Phyllophaga* sp.), *Gusano cogollero* (*Spodoptera frugiperda*), etc. - et leur progression est facilitée par la plus grande proximité des différentes parcelles emblavées en maïs. Les rendements sont orientés à la baisse.

Enfin, l'univers forestier s'ouvre de plus en plus, les clairières se rapprochant les unes des autres et n'étant plus séparées que par des franges de bosquets clairsemés. L'épuisement des forêts hautes ou moyennes provoque une diminution de l'effet tampon que l'écosystème forestier exerce sur le climat. Le volant d'eau stocké dans la biomasse diminue et le ruissellement s'accélère. Quelques jours ou même quelques heures après chaque pluie, de nombreux torrents sont de nouveau à sec alors que, d'après les agriculteurs interrogés, l'écoulement était jadis permanent. Avec le ruissellement, l'érosion s'accroît également sur les versants nus. Il est même possible que le réchauffement relatif des basses couches de l'atmosphère - consécutif à la diminution de la quantité d'eau stockée dans la biomasse aérienne - ait un effet négatif sur le déclenchement des pluies<sup>12</sup>. Malgré les reliefs de la Sierra Madre del Sur, les masses d'air océaniques ne se condensent plus aussi facilement au contact du sol surchauffé. C'est peut-être ce qui explique, en partie, le retard de plus en plus fréquent des premières pluies observé par les agriculteurs.

Aujourd'hui, la culture du maïs sur brûlis présente toutes les caractéristiques d'un système dont les conditions de réussite ne sont plus réunies. De grandes étendues sont entièrement défrichées ; l'érosion se voit en de nombreux endroits ; les rendements en grains ont de toute évidence diminué. Mais il faut revenir aux causes et conditions qui ont provoqué et permis le raccourcissement de la durée de repousse forestière de plus de vingt ans à moins de cinq années seulement.

L'augmentation démographique a été en réalité faible, d'autant plus que le départ massif des métayers vers de nouveaux horizons a remis en question plusieurs décennies de croissance démographique. Le maximum démographique est atteint en 1960, mais la population rurale de la commune (celle qui n'est pas concentrée au bourg) cesse d'augmenter à partir des années cinquante.

Nous avons estimé à 1 500 le nombre de familles rurales de la commune dans les années vingt ou trente. Pour disposer d'une récolte de 5 t, chaque famille devait disposer au minimum de 40 ha d'écosystème forestier pour une rotation forestière qui durait vingt ans (avec des rendements de 15 q/ha la première année de culture et de 10 q lors de la deuxième récolte). En 1950, le nombre de familles passe à 2 000 environ, mais il n'augmente plus ensuite. Même si l'on considère qu'à la suite de l'abandon des terres labourées, la totalité de ces familles cultivent désormais leur maïs sur brûlis, la pression exercée sur l'écosystème forestier soumis à ce mode de mise en valeur n'est pas en mesure de compromettre vraiment sa reproductibilité.

Pour conserver la même durée de repousse forestière (vingt ans) et obtenir 5 t de grains, la famille devrait disposer d'une surface mini-

12. MAZOYER, notes de cours (s. d.).

male de 100 ha, en obtenant 10 q de grains par hectare (la parcelle n'étant alors cultivée que une année). Si l'on applique cette hypothèse défavorable aux 2 000 familles qui vivent dispersées dans la commune de Coalcomán vers 1960, la surface totale nécessaire au maintien à vingt ans de la durée de la rotation forestière est de 200 000 ha. Cette surface est encore inférieure à celle de la commune (environ 280 000 ha). Elle correspond approximativement à la surface agropastorale exploitée actuellement dans la commune, le reste étant encore couvert de forêts de pins. À l'exception de ces dernières, la culture sur brûlis concerne désormais la totalité du territoire communal mais la densité démographique reste faible. Elle est de 10 hab./km<sup>2</sup> en 1960 lorsque le maximum démographique est atteint. Elle n'est que de 6,5 hab./km<sup>2</sup>, si l'on ne tient pas compte de la population « urbaine » de Coalcomán (mais en soustrayant au calcul de la superficie les espaces couverts de forêts de pins, non concernés par la culture sur brûlis).

La pression démographique ne permet donc pas, seule, d'expliquer les modifications apportées au système de culture sur brûlis.

Dans les années soixante, deux changements techniques modifient profondément la culture du maïs sur brûlis : le développement des cultures fourragères et la généralisation de l'usage des herbicides.

Dès 1960, les graminées fourragères sont donc introduites dans la rotation forestière de longue durée. Semées dès la première année de culture avec le maïs et en début de saison des pluies comme lui, elles remplacent ensuite la deuxième année de maïs et perdurent plusieurs années avant que la friche ne reprenne finalement le dessus. La *gordura* (*Melinis minutiflora*) est la première graminée fourragère introduite<sup>13</sup>. Elle pousse bien dans les zones plutôt fraîches au-dessus de 1 200 m d'altitude, mais son enracinement superficiel la rend sensible au piétinement du bétail. Elle est facilement arrachée par les animaux et ne peut supporter que quelques années de pâturage, avant d'être à nouveau recouverte par la friche. Le *jaragua* (*Hyparrhenia rufa*) est introduit une dizaine d'années plus tard dans les zones plus chaudes situées entre 700 et 1 500 m d'altitude. C'est un fourrage plus grossier, moins appétent lorsqu'il est sec que la *gordura*, mais plus résistant à la dent des animaux. Il est particulièrement apprécié des éleveurs car il ne s'épuise jamais, pour peu que l'on prenne soin de brûler régulièrement les refus (en fin de saison sèche) et de mettre en défens certaines parcelles jusqu'à l'épiaison. Les pratiques culturales mises en œuvre pour l'entretien des prairies dépendent, bien sûr, du type d'éleveur (partie 4, p. 215).

Notre propos, pour l'instant, est de noter que les graminées fourragères font désormais partie du paysage de la Sierra de Coalcomán. Elles

13. L'Union des éleveurs de Coalcomán en recommande le semis dès 1958 (Ligue de la petite propriété agricole de Coalcomán, 1958).

le dominant en de nombreux endroits, la forêt ayant laissé place à un paysage qui ressemble désormais à une savane arborée. Les derniers arbres sont les *tepehuajes* (*Lysiloma acapulcensis*), sauvegardés en raison de l'usage de leur bois dans la confection des poteaux de clôture, et les pins (au-dessus de 1 500 m) protégés depuis peu par l'administration forestière.

L'introduction et la généralisation des herbicides sont contemporaines de celles des fourrages semés. Le champ de maïs est maintenant aspergé à l'Esteron, un herbicide qui détruit toutes les adventices « à feuilles larges » (dicotylédones). Tous les agriculteurs de la commune de Coalcomán l'utilisent une fois, environ un mois après les semis de maïs, à l'aide d'une pompe portative.

L'usage d'un herbicide non spécifique a de quoi surprendre. L'introduction d'un produit spécifique (il en existe au Mexique) aurait été davantage adaptée à l'évolution des deux systèmes de culture producteurs de grains qui étaient pratiqués dans les ranchos. Sur les terres à bœufs, l'usage d'un tel produit aurait réglé en partie le problème des labours de jachère et permis le maintien de la culture du maïs (surtout après introduction des engrais chimiques). En culture sur brûlis, un herbicide spécifique du maïs permettrait de lutter contre les adventices, problème grave dès la première année de culture par suite du raccourcissement de la période de recrû.

Si l'herbicide choisi ne détruit que les dicotylédones, c'est que les graminées fourragères associées au maïs comptent désormais autant que celui-ci. L'herbicide les protège tout autant que le maïs d'une concurrence trop forte des adventices. Avec ce nouveau moyen de production, il n'est plus indispensable d'attendre que le recrû ait entièrement éliminé les herbes du sous-bois. Les adventices « à feuilles larges » sont éliminées par le produit chimique et celles « à feuilles étroites » ne représentent plus une gêne, puisque les graminées sont devenues le principal produit recherché. La plupart des touffes d'herbe qui résistent au recrû arbustif ne sont d'ailleurs que les restes de la prairie implantée pendant le cycle de culture précédent.

Dans un contexte de raréfaction accélérée de la main-d'œuvre (voir plus loin), l'usage de l'herbicide permet donc un accroissement significatif de la productivité du travail car il suffit maintenant d'abattre une friche de quelques années seulement et d'asperger ensuite la parcelle d'Esteron pour obtenir une prairie convenable. Cela représente un moindre travail que d'abattre et de débiter une forêt primaire.

Cette évolution est facilitée par l'emploi des engrais chimiques qui se généralise peu de temps après, à partir de 1970. Le sulfate d'ammonium (20,5-0-0) est maintenant utilisé par tous les agriculteurs de la commune de Coalcomán, bien que son transport à dos de mule



jusqu'aux hameaux les plus éloignés du bourg ait retardé quelque peu son emploi. Environ un mois après les semis, une poignée de ce sulfate est déposée manuellement au pied de chaque poquet de maïs, immédiatement après aspersion de la parcelle à l'herbicide. Cet engrais n'a jamais été utilisé sur les terres à bœufs, pas plus que les herbicides. Au contraire, son apparition semble avoir précipité l'abandon des terres labourées, comme le laissent entendre les agriculteurs qui évoquent les premières années de son utilisation : « avec ça, on pouvait faire du maïs n'importe où ; plus besoin de labourer ». Pourtant, l'azote répandu ne remplace pas les autres éléments minéraux (phosphore, potassium) accumulés dans les cendres d'un « bon » brûlis. Ce n'est sûrement pas la réponse technique la mieux adaptée aux nouvelles conditions de la culture du maïs, imposées par le raccourcissement de la période de repousse forestière. La prairie temporaire, par contre, a tout à gagner d'un épandage d'azote. Herbicides et engrais n'ont pas permis d'enrayer la baisse des rendements de maïs, car ce sont les graminées fourragères qui ont le plus profité de ces nouveaux intrants.

Il semble donc que ce soit la généralisation d'une nouvelle association/succession (maïs-prairie temporaire) et de nouveaux moyens de production (herbicides et engrais) qui provoquent le raccourcissement de la période de recrû forestier, plus encore que la pression démographique exercée sur l'écosystème cultivé.

- En début de cycle, le développement de la prairie pendant la première saison des pluies est déjà important. Resemer du maïs une deuxième année est impossible, car le développement herbacé atteint son paroxysme lors de la deuxième saison des pluies. Mais la repousse forestière est retardée de plusieurs années par ce nouveau pâturage, surtout s'il est régulièrement entretenu et « prolongé » au maximum (taille des rejets de souche, brûlage des refus). Ce n'est qu'à partir de la sixième ou septième année que la repousse forestière peut enfin démarrer (fig. 31).

- En fin de période, le cycle est également raccourci : la forêt, qui constituait l'élément central du système de culture, sur lequel reposaient les conditions de sa reproductibilité, ne sert plus à rien. Elle ne produit pas d'herbe. Il faut l'abattre pour en produire (*Hay que tumbar para que haya pastura*). L'herbe, qui était l'ennemi numéro un de la culture, devient son objectif principal. Au lieu de la combattre, tout est fait pour favoriser son développement. La friche est de nouveau abattue et brûlée alors qu'elle n'est âgée que de quelques années.

La période de recrû est réduite par les deux extrémités. La friche commence plus tardivement et on l'interrompt dès que possible pour

accroître la surface en herbe. C'est donc l'essor des prairies temporaires qui limite l'espace consacré à la production de maïs sur brûlis. En provoquant une accélération de la rotation forestière, il brise la cohérence du système de culture sur brûlis sans que les herbicides et les engrais ne viennent ralentir durablement la dégradation consécutive des conditions de culture du maïs. La production de maïs sur brûlis traverse donc une crise grave qui s'ajoute à celle qu'avait connu la culture de pois chiche et de maïs sur les terres labourées.

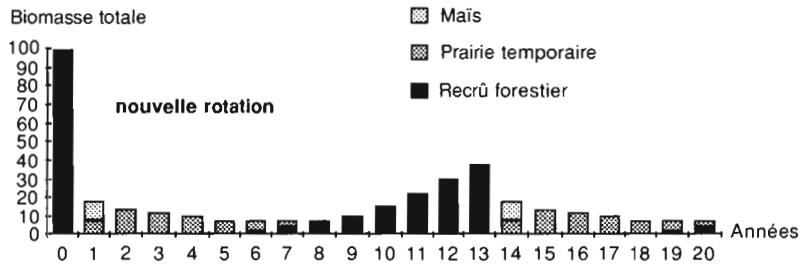
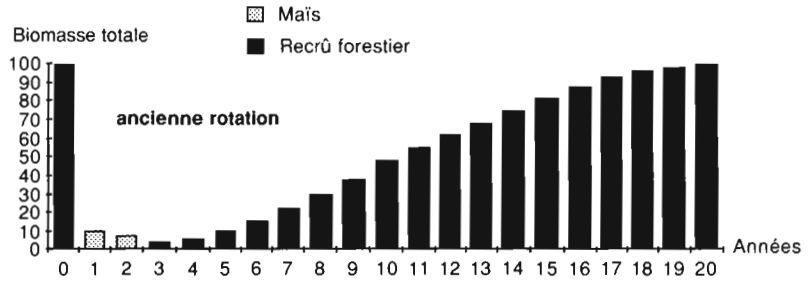


Figure 31

Représentation schématique de l'évolution de la culture sur brûlis dans la commune de Coalcomán.

### Peut-on parler d'intensification fourragère ?

Avec le développement des prairies temporaires, l'orientation fourragère des systèmes de production est de plus en plus évidente. Mais comment mesurer cette nouvelle production fourragère ? Comment estimer l'augmentation de charge de bétail à l'hectare qu'elle autorise ?

Malgré le manque de fiabilité des données concernant les effectifs bovins des différents recensements agricoles, la croissance du troupeau semble confirmée pour la commune de Coalcomán. Le recensement de 1950 avance le chiffre de 30 500 têtes de bétail. L'ordre de grandeur est confirmé par les estimations de l'Union des éleveurs de Coalcomán qui donne 36 000 têtes en 1958. En 1984-85, le maire signale l'existence de 80 000 bovins dans son rapport annuel. En

1987, 33 900 bovins sont déclarés par les éleveurs de Coalcomán, mais le président de leur Union remarque que la coutume « autorise » les éleveurs à ne faire enregistrer que 60 % de leur troupeau<sup>14</sup>. Les effectifs réels seraient alors de 56 500 têtes. Il est raisonnable de penser que le véritable chiffre est compris entre ces deux dernières estimations : 60 000 ou 70 000 bovins, ce qui représente un doublement des effectifs en trente ans. La charge animale moyenne serait alors de 0,30 à 0,35 animaux par hectare (tous animaux confondus et en soustrayant de la superficie de la commune les forêts de pins non pâturées).

Pour estimer la capacité fourragère du nouveau système, ce n'est pas la production totale de fourrage qu'il faut calculer car les unités fourragères produites au mois d'août n'ont guère d'importance. La production fourragère de la saison des pluies était déjà excédentaire avec l'ancienne forme de mise en valeur du milieu. En l'absence de pratiques de transport et de stockage des fourrages, c'est la quantité et la qualité des fourrages disponibles pendant la saison sèche qui déterminent le niveau possible des effectifs du troupeau.

Pour estimer grossièrement la production fourragère potentielle de la nouvelle rotation et la comparer avec celle de l'ancienne rotation (fig. 31), on prendra pour base de calculs les données suivantes :

- une prairie de *jaragua* laissée en défens pour la saison sèche a une production potentielle de 4 t/ha de matière sèche (MS) ;
- en tenant compte des pertes par piétinement, des refus d'éléments inappétés et de la nécessité de maintenir un minimum de couverture herbacée pour éviter l'érosion, on estimera que 50 % de cette production peuvent être effectivement consommés<sup>15</sup> ;
- nous admettrons également que 1 kg de MS fournit environ 0,5 unité fourragère (UF)<sup>16</sup>. On peut alors estimer la production fourragère consommable de 1 ha de *jaragua* à 1 000 UF ;
- cette estimation peut être acceptée pour les deux premières années de la prairie temporaire, mais décroît rapidement par la suite ;
- la production fourragère des résidus de culture du maïs peut être estimée à 1,5 t la première année (pour 15 q de grains produits) et à 1 t pendant la deuxième année de culture de la rotation traditionnelle et la première année de l'association maïs/*jaragua* (pour 10 q de grains produits). Les animaux peuvent alors ingérer 400 UF la première année et 250 UF environ la deuxième année.

La production fourragère consommable des deux rotations présentées sur la figure 31 peut alors être calculée (tabl. x).

Le cycle de la nouvelle rotation se poursuit au-delà de la vingtième année ; il existe donc un certain décalage entre les deux rotations, ce qui rend délicate une comparaison précise. En outre, l'écart enregis-

14. Ligue de la petite propriété agricole de Coalcomán (1958), *Gobierno municipal de Coalcomán* (1984, 1985), *Asociacion Ganadera Local de Coalcomán* : réponse à la circulaire n° 008, 10 juin 1987. Les recensements agricoles de 1960 et 1970 avancent les chiffres de 7 855 et 17 000 respectivement. Ils nous paraissent grossièrement sous-estimés.

15. Ces estimations sont proposées par BOUDET (1975). Les estimations de la production sont données pour *Hyparrhenia diplandra*.

16. Pour des repousses de deux mois, l'équivalence serait de 0,55 UF/kg MS pour *Hyparrhenia rufa* (ministère de la Coopération, 1980).

tré entre les deux rotations est gonflé par la sous-estimation évidente de la production fourragère du recrû forestier qui n'est sûrement pas nulle. Malgré ces imprécisions, la capacité fourragère de la nouvelle rotation maïs/prairie temporaire/friche apparaît très supérieure à celle de l'ancienne rotation qui faisait occuper par la friche et la forêt les neuf dixièmes du cycle. Le développement des prairies au détriment de la forêt et des friches - la « savanisation » progressive de l'écosystème - représente donc une augmentation importante de la capacité fourragère globale du système.

Tableau x

*Estimation  
de la production  
fourragère  
consommable  
de la culture  
sur brûlis dans  
l'ancienne et  
la nouvelle rotation  
(UF/ha)*

Année	Ancienne rotation		Nouvelle rotation		
	UF maïs	Total UF	UF maïs	UF prairie	Total UF
0	0	0	0	0	0
1	400	400	250	1 000	1 250
2	250	250	0	1 000	1 000
3	0	0	0	800	800
4	0	0	0	600	600
5	0	0	0	400	400
6	0	0	0	200	200
7	0	0	0	0	0
8	0	0	0	0	0
9	0	0	0	0	0
10	0	0	0	0	0
11	0	0	0	0	0
12	0	0	0	0	0
13	0	0	0	0	0
14	0	0	250	1 000	1 250
15	0	0	0	1 000	1 000
16	0	0	0	800	800
17	0	0	0	600	600
18	0	0	0	400	400
19	0	0	0	200	200
20	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>650</b>	<b>650</b>	<b>500</b>	<b>8 000</b>	<b>8 500</b>

(Lorsqu'une telle rotation est adoptée depuis plusieurs années, l'agriculteur dispose chaque année de n ha de prairie âgée de 1 an + n ha de prairie âgée de 2 ans + n ha de prairie âgée de 3 ans, etc.).

Avec 1 000 UF consommables, 1 ha de prairie peut nourrir une vache et son veau pendant plus de six mois de saison sèche. Les résidus de culture de 1 ha de maïs ne fourniraient que 400 UF effectivement consommées (pour un rendement de 15 q), soit l'énergie nécessaire à l'entretien d'une vache et de sa suite pendant 80 jours seulement<sup>17</sup>.

Si la production totale de fourrage est considérablement augmentée par l'introduction des prairies temporaires, la qualité de ce fourrage en fin de saison sèche se dégrade. Avec l'ancien système, le bétail disposait de trois catégories de fourrages de saison sèche : les feuilles et cannes de maïs (janvier à mars), la paille de pois chiche (avril et mai) et les ressources de la forêt, peu abondantes en zone tempérée, mais très importantes dans les ravins situés à basse altitude, couverts

17. On admet qu'une vache et son veau consomment environ 5 UF/j, soit 10 kg MS.

d'une forêt tropicale semi-pérenne et parfois riche en arbres fourragers. Le nouveau système offre une quantité plus limitée de résidus de culture, l'abandon des terres labourées privant le troupeau d'une partie des résidus de maïs et de la totalité de la paille de pois chiche.

Le problème fourrager reste donc entier à la fin de la saison sèche, car les prairies temporaires sont desséchées et refusées par le bétail. L'azote apporté à la ration par la paille de pois chiche et les arbres fourragers n'est pas remplacé. Un complément doit être distribué aux animaux les plus faibles et aux vaches allaitantes.

Les premiers jours de la saison des pluies sont tout autant préoccupants, car la prairie peut tarder à reverdir (surtout si la première pluie significative est suivie de plusieurs jours sans eau), alors que les arbustes et les arbres de la friche ont déjà bourgeonné. C'est pourquoi les derniers lambeaux de forêt tropicale sont soigneusement conservés par leurs propriétaires qui les réservent aux animaux pendant les dernières semaines de la saison sèche (arbres fourragers). Les récents essais entrepris par certains éleveurs pour resemer du pois fourrager tentent également de compenser ce déficit non comblé par les prairies temporaires.

Finalement, l'efficacité fourragère du nouveau système dépend essentiellement des pratiques adoptées en matière d'entretien et de gestion des pâturages. Après une première période de pâturage en saison des pluies, il faut retirer le bétail de la parcelle pour que les dernières pluies de la saison favorisent une bonne repousse, maintenue en défens jusqu'au milieu de la saison sèche. Quand les résidus de récolte du maïs et de la prairie associée sont consommés par le bétail, celui-ci est reconduit vers la prairie laissée en défens : une deuxième période de pâturage s'ouvre alors. Il faut cependant retirer le bétail avant que l'herbe, déjà sèche, ne soit coupée trop à ras : elle brûlerait mal lorsque le feu sera mis à la parcelle à la fin du mois de mai. Couper et brûler les rejets de souche et les arbustes qui auraient repoussé est aussi indispensable à une prompte reprise de la végétation herbacée après les premières pluies. À partir de la quatrième ou cinquième année, une prairie dégradée et non entretenue produit sans doute moins de fourrage qu'une repousse forestière dans laquelle les arbres fourragers auraient été préservés du feu<sup>18</sup>.

Pour faciliter une telle gestion, la division de chaque propriété en plusieurs parcelles clôturées est indispensable. Dans l'ancien système, seules les parcelles labourées étaient clôturées en permanence. Les parcelles semées sur brûlis l'étaient également, mais seulement pendant les deux années de culture du maïs. Une fois les ranchos de la commune entièrement clôturés et séparés les uns des autres (1950), les propriétaires ont commencé à diviser leur domaine en plusieurs

18. Voir les travaux récents de François LÉGER (*comm. pers.*) dans l'État de Colima, Mexique.

« quartiers ». Dans l'ancien système, la clôture, souvent en bois, protégeait la culture contre la dent des animaux. La nouvelle clôture, le plus souvent en fil de fer barbelé, a une fonction entièrement neuve : elle devient un outil fixe de gestion des pâturages. La division de la propriété en plusieurs enclos impose alors à la culture sur brûlis une autre dynamique. Le choix de la parcelle à abattre dépend de moins en moins de ses aptitudes à donner un « beau » maïs (âge de la forêt). Il est fait pour augmenter la capacité fourragère d'une parcelle déficiente ou faciliter l'organisation des déplacements du bétail.

Une véritable intensification fourragère ne peut donc avoir lieu sans un développement simultané des techniques d'entretien et de gestion des pâturages. La quantité de fourrage produit s'est accrue, mais sa qualité à la fin de la saison sèche n'est pas améliorée. La charge en bétail ne peut donc se développer sans que soit distribué, en fin de saison sèche, un complément énergétique et azoté. Pour les petites exploitations, l'achat de fourrage (sorgho, luzerne) n'est pas envisageable (partie 4, p. 215). C'est le maïs récolté sur la parcelle qui fournit ce complément quand la récolte de grains dépasse les besoins de la famille. La production énergétique totale d'une parcelle de maïs (grains + résidus), disponible en pleine saison sèche (janvier-mars), est toujours supérieure à celle d'une prairie temporaire. 15 q de grains et autant de résidus de culture récoltés puis distribués aux animaux représentent environ 2 500 UF. C'est la quantité nécessaire à l'entretien d'une vache et de son veau pendant plus de un an (environ 500 jours), alors qu'une prairie de *jaragua* assure son alimentation pour seulement six mois (voir précédemment).

Dans les ranchos de la Sierra de Coalcomán, la culture attelée était aussi une composante importante du système de production. Il faudrait donc tenir compte de sa disparition et du départ d'un grand nombre de métayers pour évaluer la production fourragère totale du rancho actuel. Dans toutes les propriétés où l'élevage extensif a remplacé la production de grains, ce n'est pas tant la capacité fourragère totale du rancho qui a augmenté, mais bien davantage la production d'unités fourragères par travailleur. Là où 4 ou 5 métayers produisaient chacun 2 000 ou 3 000 UF/an sous forme de résidus de culture, un seul travailleur en produit maintenant 10 000 ou 15 000. Dans de nombreux ranchos, l'intensification fourragère, théoriquement permise par l'implantation de prairies temporaires, n'a pas vraiment eu lieu, faute de techniques appropriées de gestion et d'entretien des pâturages. Mais l'implantation des prairies temporaires associées au maïs sur brûlis représente la meilleure façon de s'adapter à un contexte de raréfaction accélérée de la main-d'œuvre, en permettant une forte augmentation de la productivité du travail.

## *Le sens véritable de l'association maïs-prairie temporaire*

Sur son propre terrain, le maïs souffre donc de la concurrence imposée par la culture associée des graminées fourragères. Cette concurrence saute aux yeux lorsque les pluies ne sont pas assez abondantes : le maïs jaunit plus vite que le *jaragua* qui lui est associé. S'il pleut trop, les pieds de maïs pourrissent rapidement lorsqu'ils sont « immergés » dans la prairie. Malgré l'application localisée de l'engrais au pied de chaque poquet de maïs, les graminées en profitent autant que le maïs car leurs semences se rassemblent souvent, après la première pluie, dans les replats et les creux de la parcelle, entre les pierres, où le maïs est semé de préférence. Enfin, rappelons que l'herbicide utilisé (l'Esteron) n'a aucune action sur les monocotylédones et ne protège donc pas le maïs des graminées fourragères.

Pour évaluer l'influence réelle de l'association de culture sur le rendement de maïs grain, l'opinion des différents agents économiques concernés par l'association maïs-graminées fourragères est particulièrement significative. Leur conscience des dommages causés par les graminées au maïs dépend en fait de leur condition sociale : elle révèle les objectifs de leur système de production.

Les grands éleveurs affirment volontiers que l'association n'affecte en rien le rendement du maïs : « ça donne pareil » disent-ils fréquemment. Mais seul le rendement global de fourrage les intéresse et non le rendement en grains d'un maïs souvent abandonné en totalité au métayer (voir plus loin). Pour ce dernier, au contraire, l'herbe est toujours le principal ennemi du maïs, tant que son droit de pâture reste limité à une ou deux têtes de bétail. Le propriétaire l'oblige à semer la prairie au milieu de son maïs mais ne lui concède pas pour autant un droit de pâturage élargi. Le métayer essaie de limiter les dégâts en dégageant un peu le pied de chaque plant de maïs. Il nettoie à la machette et à la sauvette car le propriétaire s'y opposerait. Il diffère aussi autant que possible le semis de la graminée fourragère pour permettre à son maïs de prendre un peu d'avance. La récolte devient également beaucoup plus pénible, car il faut souvent se frayer un chemin dans les hautes herbes pour accéder aux épis. Pour le métayer, l'association de culture représente donc un surcroît de travail et une baisse de rendement.

Lorsque les semis de graminées associées se sont développés, la compagnie nationale d'assurance agricole (Anagsa)<sup>19</sup> a refusé d'assurer de telles parcelles, consciente de la concurrence qu'allait imposer la prairie temporaire à la culture du maïs. Les éleveurs et les techniciens agricoles n'ont pas tardé à convaincre l'Anagsa qu'il n'en était

19. Anagsa  
(*Aseguradora nacional  
agrícola y ganadera*).

rien et que l'abondance d'herbe dans la parcelle ne résultait pas d'un manque de désherbage ! À partir de 1987, les pouvoirs publics financent même le semis des prairies temporaires sans exiger que du maïs y soit associé (partie 4, p. 215).

Le métayer subit donc seul la baisse de productivité de son travail sur le maïs, car la nature même du contrat de métayage ne lui permet pas de se spécialiser, comme le propriétaire, dans les activités d'élevage. Le propriétaire, lui, n'est pas affecté autant par la baisse des rendements de maïs, puisque c'est le pâturage qui l'intéresse désormais.

L'association maïs-graminées fourragères n'est pas une technique d'intensification. Sa mise en œuvre n'a pas pour but d'optimiser l'occupation de l'espace, l'exploitation des différentes couches du sol ou l'utilisation de la main-d'œuvre familiale. Ici, la culture associée est la manifestation visible d'un affrontement entre deux logiques productives différentes, opposées l'une à l'autre et qui correspondent à deux formes de mise en valeur du milieu apparemment antagonistes : la production de grains en culture sur brûlis d'une part, l'augmentation des surfaces herbagères d'autre part. L'utilisation exclusive d'un herbicide anti-dicotylédones - donc incapable de venir à bout d'une prairie de graminées - reflète parfaitement le rapport de forces entre éleveurs et métayers. La culture associée est donc l'expression d'un rapport de classe. Son analyse et son interprétation ne peuvent être menées à bien sans dépasser le niveau d'analyse du système de culture. Elle est l'objet d'un véritable marchandage entre propriétaires terriens et travailleurs, négocié dans le cadre du contrat de métayage.

## *L'évolution du contrat de métayage*

Dans les ranchos du début du siècle, le propriétaire fournissait la terre tandis que le métayer apportait son travail. Pour la culture sur brûlis, l'outillage - très simple - était prêté par le « patron » (partie 2, p. 67). Quand de nouveaux moyens de production font irruption dans le système de culture (herbicides, engrais), le contrat de métayage doit être modifié. Qui va payer ces nouveaux intrants, le propriétaire ou le métayer ?

Comme on suppose que l'herbicide Esteron remplace le travail de désherbage à la charge du métayer, c'est ce dernier qui doit l'acheter. Si celui-ci ne veut pas nettoyer la parcelle à la main, il doit assurer les dépenses monétaires correspondantes à l'acquisition du nouveau produit. En général, le propriétaire prête la pompe portative dont le métayer a besoin pour traiter la parcelle. L'engrais, au contraire, ne vient remplacer aucun travail spécifique du métayer et



compense plutôt la baisse de fertilité potentielle du milieu. Chacun en paie la moitié.

Il paraît donc naturel aux deux parties que chacun assume les nouvelles dépenses correspondant à ses attributions respectives. Mais la raréfaction de la main-d'œuvre disponible (émigration) et le développement de l'association maïs-prairie temporaire viennent perturber ce nouvel accord entre métayer et propriétaire. Qui va se charger de l'implantation de la prairie temporaire ? Et comment faire accepter au métayer la charge de l'herbicide si le « nettoyage » de la parcelle qu'il permet s'adapte beaucoup mieux à la prairie associée qu'au maïs ?

Beaucoup de métayers réussissent à obtenir que le propriétaire prenne à sa charge une proportion plus importante des frais de culture : la totalité de l'engrais, la moitié ou la totalité de l'herbicide, et parfois même la moitié du coût de l'abattage de la parcelle. En contrepartie, le métayer doit désormais semer à la volée les semences d'herbe que le propriétaire lui donne et s'abstenir d'en entraver le bon développement. La spécialisation de la région vers l'élevage et le désintérêt croissant des propriétaires pour la culture du maïs entraînent même une remise en question de la répartition de la récolte de grains (par moitié). Certains éleveurs abandonnent la totalité du grain au métayer, ne s'intéressant qu'aux résidus de culture et à la prairie semée par le métayer. Ils ne perdent pas grand-chose, car les rendements en grains sont faibles et le maïs est difficilement valorisé sur le marché. Seul le fourrage les préoccupe. Dans ce cas, le métayer assure en général la totalité des frais de culture, à l'exception des semences de graminées toujours fournies par le propriétaire<sup>20</sup>. Il reste soumis à la volonté du patron en ce qui concerne la construction et l'entretien des clôtures (l'achat du fil de fer barbelé restant à la charge du propriétaire), ainsi que les « menus services » exigés par ce dernier. Quelques sacs de maïs offerts gracieusement par le métayer au lendemain de la récolte ne sont jamais de refus... Beaucoup de propriétaires bénéficient maintenant de prêts de campagnes accordés par le crédit agricole et d'une assurance en cas de mauvaise récolte. Mais il est rare qu'ils en fassent bénéficier leurs métayers. Le contrat de métayage ne signifie donc plus un partage du risque entre propriétaire et métayer. Ce dernier assure souvent seul les risques de la culture.

Il s'agit d'une évolution très particulière du contrat de métayage. La récolte est donnée au métayer en échange de la prairie que celui-ci implante. En ce sens, il est encore correct de parler de « métayage », même si la récolte de grains n'est plus partagée. C'est la production totale du travailleur - maïs et prairie - qui est désormais partagée avec le propriétaire (partie 4, p. 215). Apparemment, on pourrait croire

20. Une évolution assez semblable des contrats de métayage est décrite par Esteban BARRAGAN (1990) pour la Sierra de Tocombo.

que les métayers obtiennent ainsi une amélioration substantielle de la rémunération de leur travail. À mesure que se raréfie la main-d'œuvre, les propriétaires doivent concéder une plus grande partie de la récolte de grains au métayer et assurer une proportion croissante des coûts pour éviter que leurs métayers abandonnent le domaine. En revanche, aucune concession n'est faite en matière d'élevage et le droit de pâturage du métayer reste limité. Devenant la seule activité rémunératrice de la région, l'élevage est plus que jamais réservé à ceux qui possèdent la terre.

Dans certains ranchos où le propriétaire est absentéiste, le nouveau contrat de métayage connaît une évolution encore plus poussée. Le métayer devient l'homme de confiance du propriétaire et le gérant du domaine. Il peut semer autant de maïs qu'il le souhaite (en y associant des graminées fourragères) et la récolte lui appartient en totalité. Son droit de pâture est supérieur et peut atteindre jusqu'à trente têtes de bétail. En contrepartie, il doit entretenir la propriété, réparer les clôtures, s'occuper du bétail du propriétaire et assurer la traite pendant la saison des pluies. Le lait (ou le fromage qu'il confectionne) est réparti en deux parts égales entre propriétaire et « métayer ». Si l'on excepte la production de lait partagée, la relation qui lie les deux parties n'est plus à proprement parler un « métayage ». Il s'agit plutôt d'une forme de « colonat », de plus en plus courante lorsque le propriétaire n'habite plus sur le domaine.

À l'exception de ce dernier cas, le métayer devient donc un semeur d'herbe au service du propriétaire-éleveur. Pour l'établissement des prairies temporaires, le système de culture sur brûlis reste de loin le plus économique et celui qui autorise la plus forte productivité du travail. Dans une stratégie de développement de l'élevage extensif, entretenir les pâturages coûterait cher en main-d'œuvre : fauche des refus, fertilisation, rotation rapide du troupeau sur un grand nombre de parcelles. Il est beaucoup plus rentable d'abandonner le pâturage à la friche pour y implanter une nouvelle prairie quelques années plus tard. Car l'installation de la prairie, contrairement à son entretien, ne coûte pratiquement rien (seulement le prix de la semence). Les unités fourragères ainsi produites sont gratuites. La parcelle en friche est « prêtée » au travailleur, le temps d'y lever une récolte de maïs. Elle est rendue à son propriétaire, nettoyée et recouverte d'une prairie prête à être pâturée.

Au début du siècle, le sur-travail des métayers était prélevé sous forme de maïs et transformé en saindoux par le propriétaire. Aujourd'hui, le mécanisme d'extorsion a changé. C'est l'implantation de la prairie temporaire par le métayer qui permet maintenant le prélèvement de la rente foncière. L'ancienne rente en nature est maintenant fournie

sous forme de travail gratuit. Mais la rente prélevée sur le métayer ne constitue qu'une partie de la rente totale perçue par le propriétaire. Le nombre de métayers a en effet diminué à la suite de la crise de la culture attelée et du rétrécissement progressif de l'espace consacré à la culture du maïs sur brûlis. Le contrôle exercé par les éleveurs sur la propriété foncière génère une sorte de rente de monopole. Pour parfaire ce monopole, ils augmentent sans cesse la superficie de leurs ranchos et les effectifs de leurs troupeaux. C'est aussi ce monopole qui, en privant le travailleur de son outil de travail, rend l'implantation des prairies gratuite pour le propriétaire. Pendant les premières décennies du siècle, l'importance d'un rancho se mesurait au nombre de métayers employés. Aujourd'hui, il s'estime plutôt par le bétail qu'il possède.

## LA RECONVERSION DES MÉTAYERS

---

L'histoire de la commune de Coalcomán se résume à celle d'un glissement démographique, la Sierra du même nom jouant d'abord le rôle d'une zone d'accueil pour les paysans venus du centre du pays. Après 1960, la Sierra de Coalcomán devient elle-même une zone pourvoyeuse de migrants, une zone de départ. Elle expulse alors les familles qu'elle avait attirées au début du siècle. L'ensemble des transformations agraires survenues dans la région depuis 1950 s'accompagne d'une forte crise démographique. Dès 1950, la population dispersée dans les hameaux de la commune n'augmente plus. Les ranchos n'absorbent plus la croissance démographique ; c'est le bourg de Coalcomán qui en bénéficie. Sa population double (+ 111 %) entre 1950 et 1960. Elle représente alors plus de 35 % de la population totale de la commune. Après 1960, la population de la commune diminue d'un tiers en une dizaine d'années, alors que le taux de croissance démographique est de 3,4 %/an pour l'ensemble du Mexique entre 1960 et 1970. Après 1970, la croissance démographique de la commune reprend lentement mais le niveau atteint en 1960 n'est pas encore retrouvé en 1980. La population des hameaux et celle du bourg participent toutes deux à ce rétablissement, la proportion des personnes qui habitent au bourg restant à peu près stable (35 %) (fig. 32).

Les premiers touchés par l'exode sont bien sûr les métayers. La maladie du pois chiche et l'abandon des terres labourées provoquent une

première série de départs. Pour beaucoup de propriétaires, « les métayers sont partis quand le pois chiche est tombé malade ». La spécialisation de la région dans l'élevage naisseur extensif accentue cette tendance, car elle nécessite peu de monde et réduit continuellement la surface disponible pour les semis de maïs sur brûlis.

La plupart des hameaux de la commune ne comptent guère plus de un ou deux métayers par propriété. Très souvent, il n'en reste aucun et le propriétaire se retrouve seul sur ses terres, à moins qu'il n'ait confié l'administration de son domaine à un parent ou à un ancien métayer. Il suffit de parcourir les pistes tracées sur le territoire de la commune pour remarquer, çà et là, les maisons abandonnées ou en ruine. Certains hameaux ont même complètement disparu comme la Barranca del Zacasihuite qui comptait plus de 30 maisons en 1940 (tabl. xi).

Figure 32

Urbanisation et exode dans la commune de Coacomán (1950-1980).

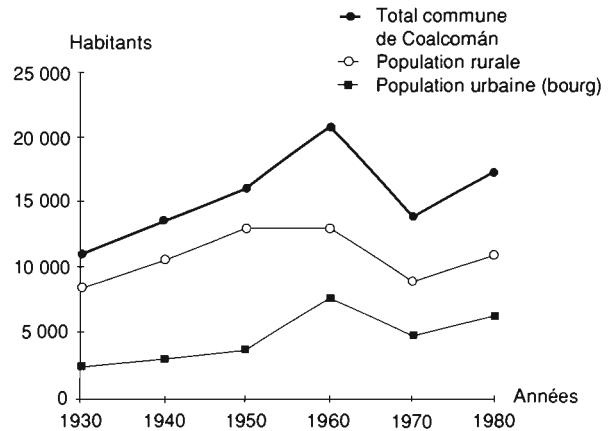


Tableau xi

Évolution de la population dans quelques hameaux de la commune de Coacomán 1921-1985

Hameau	1921	1940	1950	1960	1970	1980	1985
El Crustel	-	95	110	100	67	57	76
La Chichihua	141	71	145	155	40	25	53
Los Herreros	52	68	245	116	76	51	-
Maruatilla	13	86	46	239	56	40	-
El Naranjo	91	120	118	279	101	49	-
Puerto de las Cruces	30	49	28	140	15	3	50
Los Telares	87	141	71	103	-	42	50
Zacasihuite	-	112	225	49	28	24	0

Sources : recensements de population. Pour 1985, les données sont issues des recensements scolaires réalisés par les instituteurs (annexe 1, p. 310).

La lutte menée par les métayers pour une meilleure répartition de la terre se solde par un échec et les emplois proposés dans la commune (forêt, mines) ne peuvent absorber la masse des anciens métayers. Une fois de plus, l'émigration offre des perspectives plus attrayantes : une rémunération du travail bien supérieure dans les fermes nord-américaines, un espoir d'enrichissement rapide dans les périmètres irrigués de l'État de Colima ou sur les derniers indivis des communautés indiennes de la côte.

Les métayers et fils de métayers ne sont pas les seuls à s'en aller. Beaucoup de petits tenanciers dont la propriété s'est amenuisée, à la suite des divisions successives opérées par héritage, trouvent d'autres opportunités de travail et vendent leur lopin de terre. Parmi les moyens et grands propriétaires, nombreux sont ceux qui voient partir leurs enfants, à la suite des métayers.

### *L'échec de la lutte pour la terre*

Excepté la lutte pour le partage du foncier, la revendication première des métayers a toujours été l'augmentation du droit de pâture sur les terres du propriétaire. Mais rien n'a été gagné dans ce domaine, bien que l'implantation des prairies temporaires soit désormais la principale activité des métayers. Les seuls à obtenir satisfaction sont les « gérants » qui reçoivent la surveillance et l'administration d'un rancho. Eux peuvent augmenter les effectifs de leurs troupeaux sans crainte d'être expulsés. Désormais « associé » au propriétaire, le « gérant » défend le domaine comme s'il était sien et ne revendique plus ni droit de pâture ni réforme agraire. Il devient l'homme de main du propriétaire. Mais cette situation privilégiée ne concerne qu'un petit nombre de personnes. Plusieurs groupes de paysans sans terre se battent pendant des décennies pour faire appliquer la Réforme agraire dans la commune de Coalcomán, mais en vain.

Dans les années trente et quarante, certains groupes de paysans obtiennent satisfaction dans la région nord-ouest de la commune, en bénéficiant de la répartition d'une partie des terres qui appartiennent à l'ex-hacienda de Trojes (fig. 23, p. 130). Après 1950, de tels succès se font de plus en plus rares. Deux *ejidos* forestiers sont créés en 1959. L'*ejido* de Pantla obtient une « rallonge » de terres (*ampliación*) en 1972 et l'*ejido* El Cuarton est approuvé officiellement en 1974. Tous les autres groupes sont déboutés par les autorités compétentes. Près de vingt ans après sa constitution légale, le groupe de Coalcomán qui réclamait l'affectation des terres de la vallée de Coalcomán voit sa demande refusée (1957). Le groupe se reconstitue sur de nouvelles bases, change de nom et fait une nouvelle demande officielle qui n'aboutit pas davantage. En 1973, et pour la troisième fois, le

groupe se reconstitue, change encore de nom et recommence les démarches administratives pour demander le partage des mêmes terrains, sans jamais obtenir satisfaction. De la même façon sont rejetées les demandes faites par les groupes de Barranca del Molino (1968), Marvata et La Pajara (1971), La Zanja (1974), La Cofradia et Los Chapiles (1979), El Salitre, Las Tabernas, Corral de Piedra et Monte Verde (1980)<sup>21</sup>.

De leur côté, les propriétaires défendent aussi leurs droits mais avec infiniment plus de succès. Depuis le début de la Réforme agraire, la loi protégeait de toute redistribution foncière la « petite propriété agricole inaliénable ». Le code agraire de 1934 et les modifications apportées sous la présidence de Miguel Aleman (1947) en fixaient les limites à 100 ha de terrain irrigué, 200 ha de terrain non irrigué ou les parcours et pâturages nécessaires à l'entretien de 500 têtes de bétail. Les « petites propriétés » ainsi protégées pouvaient donc atteindre une taille « raisonnable » et couvrir plusieurs milliers d'hectares, pourvu que la charge en bétail reste faible. La pauvreté fourragère des parcours disponibles ou la sous-utilisation qui en était faite permettaient d'éviter de franchir le plafond des 500 têtes de bétail.

Ce plafond accordé à la propriété privée était même valable pour chacun des deux époux mariés sous le régime de la séparation des biens, ce qui facilitait encore la concentration des terres aux mains d'une même famille (GUTELMAN, 1974). En outre, en rétablissant le « jugement de protection » (*juicio de amparo*), on faisait de toute dotation agraire une véritable procédure et on donnait aux propriétaires les moyens légaux de faire traîner l'affaire dix ou vingt ans.

Pour mieux faire entendre leur voix, les propriétaires de Coalcomán se regroupent en 1954 et forment la Ligue de la petite propriété agricole de Coalcomán. Elle compte 369 membres en 1954 et 536 un an après<sup>22</sup>.

En 1958, les membres de la Ligue manifestent le désir de voir classer la région de Coalcomán comme « zone d'élevage » et non plus comme « zone agricole »<sup>23</sup>. La « petite propriété d'élevage » bénéficie, en effet, d'une protection légale particulière.

L'élevage (extensif) étant souvent considéré comme une caractéristique des grands domaines d'avant la Révolution, la Réforme agraire pouvait être interprétée comme une opération qui favorisait la culture, au détriment des activités d'élevage. Les éleveurs et « petits propriétaires » (entendons les moyens et grands propriétaires d'après la Révolution) s'en plaignent toujours et dénoncent la discrimination dont ils s'estiment victimes<sup>24</sup>. En réalité, la propriété d'élevage jouit d'une protection légale remarquable depuis l'époque de Lazaro Cardenas (1934-1940), pourtant considéré comme le plus progressiste

21. Archives de la SRA, Uruapan (annexe 6, p. 342). La situation est semblable dans la commune de Villa Victoria où de nombreuses demandes ont été rejetées.

22. Ligue de la petite propriété agricole de Coalcomán, 1954.

23. Ligue de la petite propriété agricole de Coalcomán, 1958.

24. Ce type de discours est représenté par le travail de Pedro SAUCEDO MONTEMAYOR (1984).

des présidents du Mexique. Pour rendre compatibles la poursuite de la Réforme agraire et le développement de l'élevage, le décret de 1937 crée le principe d'« inaffectabilité pour cause d'élevage » (*inafectabilidad ganadera*). Cette nouvelle loi protège les grands domaines d'élevage de plus de 500 têtes de bétail pour une période de vingt-cinq ans (c'est une concession accordée par l'État), à condition que les nécessités foncières des habitants de la zone soient satisfaites. En outre, la loi précise qu'un « *ejido* d'élevage » ne peut se constituer que si les bénéficiaires potentiels possèdent déjà 50 % au minimum du bétail nécessaire à la superficie répartie (à moins que l'État n'avance l'argent nécessaire à cette acquisition) (RUTSCH, 1984).

Au lieu d'encourager un accroissement de la charge à l'hectare et une relative intensification de l'élevage, cette protection légale incite plutôt les grands propriétaires à accroître encore leur surface. On considère alors que les zones moins peuplées du pays, en particulier les régions tropicales situées près des côtes, sont en quelque sorte réservées à l'élevage pour le développement futur du pays. Cela revient à admettre que le développement de l'élevage ne peut être qu'extensif et séparé des activités de culture. Un éleveur qui bénéficie d'un « certificat d'inaffectabilité pour cause d'élevage » ne peut alors cultiver ses terres (pas même y semer des fourrages) sous peine de voir sa propriété déclassée « terre agricole » et donc susceptible d'être affectée par la Réforme agraire<sup>25</sup> ! Au lieu de rompre avec la vieille dichotomie, héritée de l'histoire - grand domaine d'élevage/minifundium de culture -, la législation agraire cristallise cette situation en empêchant l'association agriculture-élevage. Reflet du rapport de force entre grands propriétaires-éleveurs et paysannat pauvre, elle renforce cette séparation en opposant les cultivateurs (bénéficiaires potentiels de la Réforme agraire) aux éleveurs (victimes potentielles de la Réforme agraire)<sup>26</sup>. Ainsi, la tendance historique née de la Conquête, qui voyait les parcelles indiennes détruites par le bétail introduit par les Espagnols, est maintenue. Éleveurs et agriculteurs s'affrontent toujours dans de nombreuses régions. Ils dépendent d'administrations différentes depuis la création, en 1946, du secrétariat d'État de l'Élevage (*Subsecretaria de Ganaderia*). Éleveurs et agriculteurs se rassemblent aussi dans des organisations différentes ; des Associations d'éleveurs se créent dans tout le pays, regroupées en Unions régionales d'éleveurs et fédérées dans la toute-puissante *Confederación Nacional Ganadera* qui devient l'interlocuteur exclusif de l'État en matière d'élevage et un instrument de lutte contre la Réforme agraire. À Coalcomán, l'Association des éleveurs se crée en 1953 et regroupe les mêmes personnes que la Ligue des « petits » propriétaires. La place des éleveurs dans la classe politique (la « famille révolutionnaire ») est de plus en plus importante et leur pouvoir augmente sans cesse. Il ne sera jamais sérieusement remis en question.

25. Cet aspect de la loi est modifié dans la nouvelle loi fédérale de Réforme agraire de 1971.

26. La peur d'une éventuelle affectation est toujours la raison invoquée par les éleveurs pour justifier un bas niveau d'investissement et le maintien de systèmes extensifs.

Le plafond établi par la législation pour définir la taille des « petites propriétés d'élevage inaliénables » a toujours été fixé en nombre de têtes de bétail, sans qu'aucune précision ne soit apportée concernant la capacité fourragère des terrains. Quand, à partir de 1965-66, l'État refuse de renouveler les concessions d'élevage accordées vingt-cinq ans auparavant (la pression sociale exercée par des millions de paysans sans terre ne l'autorise pas), le calcul précis de la charge permise par chaque type de pâturage devient indispensable. Depuis l'entrée en vigueur de la loi fédérale de Réforme agraire (1971), les « coefficients de pâturage » (*indice de agostadero*), ou nombre d'hectares nécessaires à l'entretien d'une unité de bétail, sont désormais calculés par les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage<sup>27</sup>.

Ces coefficients, publiés au Journal officiel, servent alors de base légale pour le calcul de l'extension maximale des « petites propriétés inaliénables » (RUTSCH, 1984). Ils constituent un instrument politique de protection de la propriété privée, plutôt qu'un outil de gestion rationnelle des pâturages. Ainsi, les « coefficients de pâturage » proposés pour la région de Coalcomán (annexe 10, p. 350) varient de 6 à 12 ha par animal adulte pour les forêts de pins et de chênes (1 200-1 400 m d'altitude) et l'étage intermédiaire de feuillus (800-1 200 m). Les charges moyennes que nous avons pu calculer pour les exploitations d'élevage extensif de la commune de Coalcomán sont largement supérieures : il suffit en général de 4 à 5 ha par animal (partie 4, p. 215).

Les grands propriétaires de Coalcomán n'ont jamais pu bénéficier des fameux « certificats d'inaffectabilité pour cause d'élevage », mais le statut reconnu à leur domaine de « petite propriété inaliénable » a suffi à les protéger. La fixation du « coefficient de pâturage » à 5 ha par tête permettait déjà de posséder 2 500 ha sans être inquiété (c'est la surface nécessaire au maintien de 500 bovins). La plupart des ranchos de la commune de Coalcomán sont d'ailleurs plus petits et légalement à l'abri de la Réforme agraire. En effet, les divisions successives des anciens domaines par héritage ont conduit à un relatif morcellement de la propriété. Beaucoup de propriétaires ne possèdent plus que quelques centaines d'hectares.

Pour les paysans sans terre, la lutte devient donc de plus en plus ardue et les chances de réussite s'amenuisent un peu plus chaque année. Les propriétés susceptibles d'être redistribuées se font de plus en plus rares, leurs propriétaires les divisant artificiellement (sur le papier) entre les membres de la famille.

Par ailleurs, la dispersion de l'habitat et le mode extensif de mise en valeur du milieu représentent autant d'obstacles supplémentaires à la prise en considération, par l'administration, des revendications

27. L'*indice de agostadero* mesure le nombre d'hectares nécessaires à l'entretien d'une tête de bétail. C'est, au sens mathématique, l'inverse de la capacité de charge en bétail.



agraires. La loi stipule en effet que les hameaux (*nucleo de población*) comprenant moins de vingt personnes habilitées à bénéficier de la Réforme agraire (chefs de famille ou veuves) ne peuvent prétendre à aucune « dotation agraire ». Leur représentation juridique n'est pas reconnue<sup>28</sup>. Pour être habilité à faire partie du groupe demandeur, chaque individu doit habiter dans le hameau en question depuis six mois au moins, avant de commencer les démarches administratives<sup>29</sup>. Toute procédure de dotation agraire est donc liée, au préalable, à l'existence d'un regroupement important de familles qui vivent et travaillent dans le même hameau. De tels regroupements étaient chose courante au début du siècle quand de nombreuses familles de métayers travaillaient chez le même propriétaire. Les transformations récentes du système agraire et la raréfaction de la main-d'œuvre ont provoqué, au contraire, la disparition de tels hameaux. Il est donc de plus en plus difficile de vivre assez nombreux au même endroit pour prétendre à une dotation foncière.

Les familles doivent alors se regrouper sur la propriété « visée », y construire leurs maisons et obtenir le classement de « nouveau centre de population » (*nuevo nucleo de población*), avant de pouvoir se lancer dans la course d'obstacles des démarches administratives. Le nouveau village doit résister aux pressions qui s'exercent pour le faire disparaître, jusqu'à ce qu'un fonctionnaire du ministère de la Réforme agraire vienne constater son existence et recense ses habitants. Il faut ainsi résister des mois ou des années et il est en général impossible de travailler sur place (le propriétaire s'y oppose). Voilà pourquoi le seul groupe organisé de la commune, qui ait pu résister plusieurs dizaines d'années, est celui qui revendiquait les terres de la vallée de Coalcomán, dont les membres vivaient et travaillaient au bourg. Partout ailleurs, la lenteur administrative a peu à peu raison des groupes les plus déterminés. La dispersion des possibilités d'emplois et de survie provoque tôt ou tard l'éclatement du groupe et l'abandon du « nouveau village ». Il suffit alors au propriétaire menacé de convoquer un fonctionnaire pour que celui-ci constate l'inexistence du village ou sa trop petite taille (moins de vingt familles), afin d'annuler la demande et de classer l'affaire. Les volumineux dossiers conservés dans les archives du ministère de la Réforme agraire sont parfois remplis de rapports d'expertises et de contre-expertises discutant l'existence ou non d'un village ! C'est ainsi que sont rejetées les demandes des hameaux de La Limita, La Cofradia, Las Tabernas et Corral de Piedra. Dans le hameau de La Zanja, les maisons des solliciteurs sont même incendiées pour hâter la dispersion du groupe<sup>30</sup>. Aujourd'hui, il ne reste qu'un seul groupe revendicatif dans la commune de Coalcomán et ses constructions précaires sur le terrain « des pauvres » sont sans arrêt menacées par

28. Loi fédérale de Réforme agraire de 1971, article n° 196.

29. *Idem* note précédente, article n° 195.

30. Archives de la SRA, Uruapan.

les raids des propriétaires de Coalcomán, soucieux d'en terminer avec les « empêcheurs de tourner en rond ».

À l'exception des deux *ejidos* forestiers créés sur les hauts plateaux boisés de la commune, la lutte pour la terre se solde donc par un échec dans toute la Sierra de Coalcomán. Elle ne permet pas aux métayers de s'affranchir du propriétaire en devenant eux-mêmes « quasi-propriétaires » (*ejidatarios*). Non seulement le nombre de propriétés susceptibles d'être redistribuées diminue, mais les particularités du système de métayage ainsi que la dispersion de l'habitat et des possibilités d'emploi constituent autant d'obstacles aux luttes paysannes. Avec la division des propriétés par héritage, le nombre des propriétaires augmente tandis que celui des métayers tend à décroître. Même si le travail des métayers est encore indispensable pour l'implantation des prairies, leur poids relatif dans la société agraire de Coalcomán diminue beaucoup avec la spécialisation vers l'élevage extensif.

Le rapport de force entre métayers et propriétaires favorise de plus en plus ces derniers (petits, moyens, ou grands). Seul un renversement de ce rapport de force aurait permis un réel partage de la terre. L'histoire récente des luttes agraires dans d'autres régions du Mexique montre qu'un tel partage est possible lorsque l'équilibre des pouvoirs bascule du côté de la paysannerie pauvre. C'est ce qui s'est passé récemment dans la région de la Huasteca quand la force du mouvement paysan et l'opposition des grands éleveurs aux projets d'irrigation, prônés par l'administration, ont provoqué la formation d'une alliance conjoncturelle État-paysannerie et le partage effectif des grands domaines d'élevage (AVILA, 1981).

### ***L'exploitation forestière absorbe une partie de la main-d'œuvre excédentaire***

Les hauts plateaux calcaires situés à l'est de la commune de Coalcomán sont encore recouverts de forêts de pins et leur exploitation continue est assez récente. Ces grands espaces (plus de 100 000 ha) n'ont pas été mis en valeur par les immigrants arrivés au début du siècle. Tous les ranchos situés autour des massifs forestiers possédaient leurs bois sur les plateaux, mais la plupart des activités agricoles et pastorales se déroulaient dans les vallées et sur les versants. Les bois de chênes furent progressivement abattus et mis en culture, ainsi que les pinèdes situées à proximité des hameaux. Au dessus de 1 800 m, et à l'exception des quelques dolines propices à la culture, les forêts furent sauvegardées. Le bétail les parcourait seulement à certaines époques de l'année (saison des pluies). Après la Révo-

lution, les compagnies nord-américaines (*Pacific Timber Company* et *Balsas Hardwood Company*) abandonnèrent le terrain avant d'entreprendre de grandes coupes (fig. 10, p. 46).

En 1954, une compagnie privée, La *Michoacana de Occidente*, obtient une concession d'exploitation d'une durée de vingt-cinq ans pour les neuf communes de la Sierra Madre del Sur. En échange de cette concession, la compagnie s'engage à réaliser des œuvres de « bénéfice social » : construire une route jusqu'à la côte, des écoles et des dispensaires (ARREOLA CORTES, 1980). La compagnie achète les arbres aux différents propriétaires, les coupe et transporte les troncs jusqu'à ses scieries de Varaloso et de Dos Aguas.

Les nouveaux villages formés autour des scieries par les ouvriers de la compagnie sont rapidement étoffés par les métayers des ranchos concernés par l'exploitation forestière. Une demande officielle de dotation agraire est déposée pour les villages de Varaloso et de Barranca Seca. La rumeur de la création prochaine d'*ejidos* attire de nouveaux métayers en provenance de nombreuses propriétés de la commune. La « résolution présidentielle » de 1959 redistribue finalement 7 000 ha de forêts de pins à deux nouveaux *ejidos* : El Varaloso où 2 715 ha sont attribués collectivement à 155 bénéficiaires, Barranca Seca où 4 215 ha sont donnés à 280 bénéficiaires (annexe 6, p. 342 ; fig. 23, p. 130).

Village	1940	1950	1960	1970	1980	1985
El Varaloso	16	15	287	327	446	535
Barranca Seca	13	-	50	247	515	911

Sources : recensements démographiques (annexe 1, p. 310).

Tableau xii

*Évolution  
de la population  
dans les villages  
« forestiers »  
de Varaloso et  
de Barranca Seca*

Mais les *ejidatarios* nouvellement dotés ne disposent d'aucun capital pour entreprendre l'exploitation de leurs forêts. Pendant plusieurs années, ils doivent vendre leurs arbres à la compagnie forestière qui bénéficie toujours de la concession d'exploitation et n'a pas été affectée par les distributions de terres. Les nouveaux *ejidatarios* restent ouvriers de la compagnie en travaillant à la scierie jusqu'en 1973. Cette année-là, la compagnie entreprend le démantèlement de ses scieries, car elle est accusée de n'avoir rempli aucun de ses engagements sociaux et menacée par le non-renouvellement de la concession.

Les crédits accordés par l'État permettent aux *ejidatarios* d'acquérir (en commun) leur propre équipement et de connaître un processus d'enrichissement rapide. Le village de Varaloso installe sa scierie en 1979 et celui de Barranca Seca en 1981. Non seulement les nouvelles

entreprises collectives (*ejidales*) donnent du travail à plus de 200 personnes, mais les bénéfices distribués aux membres de l'*ejido* permettent d'élever leur niveau de vie et d'augmenter leur capital. Dans l'*ejido* de Varaloso, par exemple, les *ejidatarios* - désormais collectivement propriétaires du capital d'exploitation (scierie, camions, etc.) - investissent les bénéfices d'une campagne d'exploitation dans l'achat de 330 ha de terrain labourable dans la plaine des Terres Chaudes (Huisto, dans la commune de Aguililla). Pendant plusieurs années, les membres de l'*ejido* sollicitent les autorités agraires pour obtenir l'expropriation de nouveaux terrains et une extension du domaine *ejidal*. Actuellement, de telles revendications n'existent plus, car tous les terrains privés qui entourent l'*ejido* ont été peu à peu rachetés individuellement par les *ejidatarios* eux-mêmes. Grâce à l'utilisation de prête-noms - car on ne peut être à la fois *ejidatario* et propriétaire -, beaucoup d'entre eux accèdent à la « propriété privée », sur les versants périphériques du plateau forestier exploité par l'*ejido*. Ils deviennent éleveurs à l'endroit même où ils ont été métayers.

Les anciens métayers devenus *ejidatarios* connaissent une accumulation particulièrement rapide au regard de leur ancienne situation. Mais cette évolution favorable ne concerne qu'un petit nombre de familles, bien inférieur à celui des bénéficiaires prévus par le ministère de la Réforme agraire. Comme dans de nombreux *ejidos* mexicains, en effet, le nombre de bénéficiaires potentiels annoncé - lors de la formation de l'*ejido* - est gonflé par le groupe demandeur (parents et amis sont invités à s'inscrire sur les listes et à appuyer de leur présence les réunions préparatoires). Quelques années après, les personnes qui ont effectivement bénéficié de la redistribution se révèlent souvent moins nombreuses. Certains membres, par ailleurs, ont abandonné leur droit ou l'ont vendu à d'autres personnes du groupe, d'autres ont été chassés par les conflits. Aujourd'hui, les membres effectifs de l'*ejido* El Varaloso ne sont que 45 (contre 155 prévus initialement) et ceux de Barranca Seca sont 120 (contre 280 prévus officiellement). De nombreux travailleurs des forêts (employés à la coupe ou à la scierie) sont payés par l'*ejido* sans être eux-mêmes *ejidatarios*.

La superficie forestière attribuée aux *ejidos* (7 000 ha) ne représente qu'un faible pourcentage de la surface communale recouverte de pins : environ 5 %. Même si de nombreux propriétaires privés vendent le bois de leur rancho aux *ejidos*, l'exploitation forestière est encore contrôlée, en majorité, par le secteur privé. Les plus grands propriétaires de forêt se sont également organisés pour exploiter eux-mêmes leurs ressources forestières et bénéficier des crédits gouvernementaux. Ainsi, 4 familles de Coalcomán, parmi les plus riches

de la commune, ont formé avec neveux et enfants le groupe Madeco (qui compte 25 membres). Depuis 1980, ils contrôlent l'exploitation forestière de plus de 70 000 ha, grâce à leur scierie de Resumidero, la plus grande entreprise forestière de l'État du Michoacán. Elle emploie en 1980 plus de 240 travailleurs payés à la tâche pendant la saison de travail, du 1<sup>er</sup> novembre au 30 juillet.

L'exploitation forestière devient donc une activité importante de la commune de Coalcomán. Les massifs forestiers de la Sierra Madre del Sur (celui de Coalcomán et ceux des communes voisines de Aguililla, Tumbiscatio et Arteaga) représentent 30 % des capacités forestières de l'État du Michoacán<sup>31</sup>. Mais le type d'exploitation des forêts de la région sud est très différent de celui pratiqué dans la moitié nord de l'État. Dans les massifs forestiers du nord du Michoacán, le pillage des forêts est généralisé : une multitude de petites entreprises plus ou moins légales abattent les forêts sans qu'aucun contrôle technique de l'opération ne soit possible. Près de 50 % des coupes s'opèrent clandestinement et les tronçonneuses fonctionnent surtout la nuit (abattant le « bois de lune »). Sur le plateau tarasque, et devant la crise de l'agriculture pluviale, la vente du bois est devenue la seule activité rémunératrice pour de nombreux paysans dépossédés (LINCK, 1988 a).

La situation est bien différente dans la Sierra de Coalcomán. La faible densité de population, l'isolement de la région et l'éloignement des centres urbains, gros consommateurs de bois coupé clandestinement, ont protégé la forêt. Depuis une dizaine d'années (depuis que la compagnie *Michoacana de Occidente* a cessé ses activités), l'administration qui prend en charge la gestion du patrimoine forestier contrôle entièrement les aspects techniques de l'exploitation forestière. Ainsi, toutes les entreprises forestières, privées ou *ejidales*, sont tenues de respecter les méthodes d'exploitation prônées par l'administration et de fournir aux techniciens forestiers la main-d'œuvre nécessaire au marquage et au comptage des arbres.

La forêt est donc là mieux exploitée et mieux protégée que dans les massifs montagneux du nord de l'État. Il est désormais interdit d'abattre des pins à des fins agricoles ou pastorales sans autorisation délivrée par l'administration. Cette interdiction peut, bien sûr, être contournée par les éleveurs soucieux d'étendre la superficie de leurs pâturages (la surface de la commune rend impossible tout contrôle rigoureux), mais les revenus qu'ils peuvent espérer de la vente des arbres aux scieries les incitent à ne pas gaspiller ce capital, pour peu qu'une route forestière en autorise l'exploitation effective. La situation des forêts de pins de la commune paraît donc stabilisée après plus d'un siècle d'empiétements successifs, réalisés au profit des acti-

31. Avec un potentiel de coupe de un million de mètres cubes de bois de pin, d'après les techniciens forestiers.

vités agropastorales. Seuls les incendies criminels réduisent encore la surface boisée car la valeur, récemment acquise, des forêts de pins les rend beaucoup plus sujettes aux vengeances et aux règlements de compte en tout genre. Les bois de chênes, qui couvraient de vastes versants de la Sierra de Coalcomán, sont par contre en voie de disparition. Premières victimes de l'installation des colons au début du siècle, ils ne sont pas efficacement protégés par l'administration forestière qui s'en désintéresse car leur valeur commerciale est faible.

L'industrie de la forêt a donc créé de nombreux emplois dans la région de Coalcomán. Actuellement, les différentes scieries de la commune fournissent plus de 600 emplois pendant sept à huit mois de l'année (l'exploitation est interrompue en saison des pluies et les effectifs réduits)<sup>32</sup>. Les travailleurs du bois sont, pour la plupart, d'anciens métayers ou des fils de métayers attirés par des salaires relativement élevés (toujours supérieurs à ceux que peuvent espérer un journalier agricole). Malgré des conditions de travail pénibles et dangereuses, aucun d'entre eux n'a rebroussé chemin pour retourner travailler « à moitié » avec les éleveurs.

D'autres emplois ont été créés, bien qu'en nombre beaucoup plus réduit, par le récent développement des activités minières. En 1983, la commune de Coalcomán produit 6 t d'argent, 250 t de plomb et surtout 65 000 t de baryte, soit près de 20 % de la production nationale<sup>33</sup>. Cette production est obtenue dans la mine de Los Encinos (au nord-ouest de la commune) qui constitue une véritable enclave minière. Contrairement au cas de l'exploitation forestière, cette activité échappe totalement aux habitants de la commune. Les capitaux investis sont d'origine étrangère (groupe Hylsa), sans aucun lien avec le capital local. Les emplois qualifiés sont occupés par des personnes extérieures à la région et peu de personnes originaires de la commune travaillent dans la mine (37 d'après le recensement de 1980 mais sans doute davantage aujourd'hui).

## *L'essor des cultures illicites*

Au moment où la région s'intègre à la division internationale du travail, cannabis et pavot sont bien les seules cultures pour lesquelles la Sierra de Coalcomán présente de réels avantages comparatifs. L'éloignement de la région, la complexité du relief, des précipitations suffisantes et les innombrables possibilités de camouflage sont alors autant de conditions favorables au développement de telles activités. Les pistes d'atterrissage, déjà aménagées dans la plupart des hameaux éloignés du bourg à l'époque du petit commerce aérien, facilitent la vente et le transport des produits récoltés.

32. Les emplois créés seraient au nombre de 1 075 en 1984 d'après le maire de la commune (*Gobierno municipal de Coalcomán*, 1984). Ce chiffre nous semble quelque peu surestimé.

33. SPP, Minería, 1984.

Le pavot, connu dans la région depuis très longtemps, était utilisé en médecine traditionnelle. Sa culture s'est beaucoup développée ces dernières années depuis que l'opium trouve des acheteurs, mais elle reste cependant limitée à certains affleurements calcaires, à l'abri des regards. Le développement de la culture du cannabis est beaucoup plus spectaculaire et concerne l'ensemble des régions montagneuses de la Sierra Madre del Sur. Elle s'est accélérée depuis quatre ou cinq ans, malgré la campagne de répression menée conjointement par les administrations nord-américaine et mexicaine.

Ces cultures, de loin les plus rémunératrices, sont susceptibles de convaincre les plus réticents. La vente de 50 kg de cannabis rapporte autant que celle de 50 taurillons de 250 kg chacun. Elle représente un an de salaire dans les fermes de Californie et dix ans de travail pour un ouvrier agricole des campagnes mexicaines. En outre, la culture du cannabis demande très peu d'effort. Le semis s'effectue « à la lance », comme dans le cas du maïs sur brûlis. Désherbage et fertilisation (sulfate d'ammonium) sont facultatifs, mais leur usage tend à se répandre. Une fois la récolte achevée, la production est rassemblée sur l'aire de séchage (la cour de ferme ou les toits font en général l'affaire), puis remuée fréquemment jusqu'à obtention du degré hygrométrique souhaité par les acheteurs. Comme la production est abondante vers la fin de la saison des pluies, les prix proposés aux producteurs ont alors tendance à baisser. Pour obtenir une récolte plus précoce (au mois d'août) et bénéficier de prix plus avantageux, certains cultivateurs ont innové en développant l'utilisation de pépinières. Les graines sont alors semées (en pot ou dans des bacs aménagés) bien avant qu'il ne pleuve, puis arrosées. Les jeunes plantes sont ensuite transplantées, au début de la saison des pluies, dans les lieux de production. Il n'est pas rare d'observer un producteur récupérer avec soin les plantes qui ont germé sur son toit, où la récolte de l'année précédente avait séché.

Quelques journées de travail suffisent donc à la production d'une importante quantité de plantes à stupéfiants, quelques heures seulement à la production de plusieurs dizaines de kilogrammes. Dans ces conditions, la rémunération du travail, extrêmement élevée, ne peut se comparer à celle d'aucune autre activité. Le prix offert aux producteurs de pavot est encore largement supérieur mais la récolte de la gomme, par incision et raclage quotidiens de la capsule, exige un travail minutieux, long et suivi, qui décourage de nombreux producteurs.

Qui sème cannabis et pavot ? Et de telles cultures constituent-elles une solution réelle pour les paysans écartés de la sphère de la production par la spécialisation de la région dans l'élevage extensif ? On devine la difficulté d'enquêter sur de tels sujets comme le caractère décousu et aléatoire des informations recueillies. En première analyse,

ces activités semblent accessibles à tous. Quand la culture des stupéfiants s'est développée dans la région de Coalcomán, il n'était pas difficile de se procurer les semences. Plusieurs personnes affirment que les soldats distribuaient les graines à qui voulait bien les semer. Pour ceux qui ne possédaient aucun terrain, le métayage était toujours possible, à moins de semer sans demander la permission au propriétaire.

Depuis quelques années (1985), la répression s'est intensifiée et les conditions de culture ont quelque peu changé. Plante de soleil, le cannabis doit être semé dans des clairières ou en plein champ. Les hélicoptères le repèrent donc facilement et le détruisent à l'aide des rampes d'aspersion dont ils sont équipés. Le séchage de la récolte s'avère aussi très délicat, car il n'est pas toujours possible de dissimuler à temps la production lorsque les vrombissements d'hélicoptères se font entendre. Les producteurs ainsi surpris, ou même ceux uniquement soupçonnés, sont arrêtés et emprisonnés<sup>34</sup>, fréquemment frappés et soumis à de mauvais traitements. Leur maison est le plus souvent pillée, parfois brûlée. Partout, l'intensité de la répression conduit à des abus sans nombre et augmente encore la violence qui caractérise déjà cette société. Cultiver le cannabis devient donc une activité extrêmement dangereuse. Les quantités récoltées sont de plus en plus modestes, car les hélicoptères détruisent un grand nombre de parcelles. On ne peut désormais semer qu'en lisière de forêt ou dans les endroits les plus escarpés. Pour limiter les risques de ne rien récolter, les producteurs multiplient les lieux de production en ne semant que de très petites parcelles les plus dispersées possible. Disposer d'un très grand terrain - le plus abrupt qui soit - devient alors une condition nécessaire à la réussite.

Malgré tout, la production n'a vraisemblablement pas diminué dans la région de Coalcomán. De notoriété publique, certains bénéficient de protections efficaces et peuvent ainsi semer de grandes superficies sans être inquiétés. Des journaliers sont même recrutés sur la place publique pour les travaux de désherbage, récolte, conditionnement et emballage. Le transport de la production s'effectue alors directement en avion, en hélicoptère (les mêmes que ceux utilisés pour la destruction des cultures ?) ou grâce aux camions blindés qui assurent les transports de fonds entre la banque de Coalcomán et sa succursale de Uruapan. Le caractère sélectif de la répression fait surgir un sentiment d'injustice et d'aucuns prétendent même - abusivement n'en doutons pas - que la campagne de répression qui s'abat sur les petits producteurs a pour but essentiel l'élimination de toute concurrence paysanne.

Si l'on excepte le cas des personnes qui bénéficient de protections particulières, la culture des plantes interdites est donc une activité

34. Le cultivateur de plantes illicites risque de deux à huit années de prison s'il est - peu instruit et dans une extrême nécessité économique -, mais de huit à quinze années d'emprisonnement dans tout autre cas (article 196 du code pénal). Le président Salinas de Gortari a cependant annoncé un durcissement des peines.



« à hauts risques ». Elle ne constitue pas un élément stable des systèmes de production. Le paysan qui sème est conscient des risques pris. S'il a de la chance, il dispose alors soudainement d'une quantité d'argent plus ou moins volumineuse qu'il faut dépenser promptement. Si la somme en question est modeste, elle sert à payer les dettes et à élever temporairement le niveau de vie de la famille : on achète des vêtements neufs, une paire de baskets neuves, un radio-cassette, etc. Ces revenus « extra » constituent une bouffée d'oxygène passagère, mais il faut tenter le coup une nouvelle fois quelques années plus tard pour maintenir le niveau de vie ainsi atteint.

Si la récolte est plus consistante et vendue sans encombre, la porte s'ouvre à un enrichissement instantané. Il est tout à coup possible d'acheter du bétail, une camionnette, de faire construire une maison au bourg et même d'acheter un rancho. Dès lors, continuer à prendre des risques en semant une nouvelle fois cannabis ou pavot n'est plus nécessaire. Les investissements réalisés suffisent à procurer des revenus très satisfaisants pour qui accepte de s'en contenter. Certaines familles pauvres - métayers, petits tenanciers - connaissent ainsi une phase d'accumulation fulgurante qui leur permet de devenir propriétaire-éleveur du jour au lendemain. Devenus indépendants, ils cessent alors de travailler « pour les autres ». De tels sauts qualitatifs dans l'échelle sociale de Coalcomán s'identifient aisément lorsqu'on s'intéresse, au cours des enquêtes, à l'évolution récente des exploitations agricoles. Le producteur cherche souvent à minimiser les progrès réalisés lorsqu'il les estime quelque peu suspects, mais la connaissance de l'histoire agraire de la région et des possibilités d'accumulation réservées à chaque type d'agent économique permet à l'enquêteur de lever le doute.

Compte tenu de la répression, de telles réussites sont maintenant exceptionnelles. Les paysans qui sont restés soumis aux conditions du métayage n'ont plus accès aux cultures illicites. La plupart d'entre eux travaillent dans des propriétés relativement proches du bourg ou dans la vallée de Coalcomán, les ranchos les plus éloignés ayant été les premiers à se vider de leurs métayers. Si le patron n'est pas lui-même adepte de ce genre de cultures, le métayer n'a aucune chance de réussir son semis et il ne s'y risque pas en général. Les petits tenanciers, ceux qui ne possèdent que quelques dizaines d'hectares, n'ont guère plus de chance de réussite. La découverte d'une parcelle de cannabis si près de la maison d'habitation condamnerait automatiquement le père de famille et ses enfants en âge de travailler.

Les seuls agriculteurs en position favorable sont ceux qui possèdent de grandes superficies très éloignées du bourg et inaccessibles en véhicule motorisé (on a le temps de voir venir les forces armées terrestres et de prendre la fuite). Très souvent, ces grandes propriétés

sont désertées par les métayers depuis plusieurs années et la famille du propriétaire vit seule sur le domaine. C'est encore une famille élargie car les enfants adultes, mariés ou non, sont toujours là. On remarque dans de nombreux cas que seules les cultures illicites les ont retenus auprès de leurs parents, les dissuadant de partir aux États-Unis. Eux n'ont peur de rien et sont prêts à risquer le tout pour le tout pour « épater » les copains, jouir de la société de consommation, ou accumuler le capital et l'expérience nécessaires au mariage. Dès qu'ils le peuvent, ils font construire une maison à Coalcomán ; ils achètent la camionnette qui leur permettra de faire payer à leur tour les transports de personnes et de marchandises réalisés entre le bourg et les ranchos, la camionnette qui leur donnera la liberté d'échapper à tout moment à l'isolement de la propriété, même s'il reste du chemin à parcourir à pied entre la maison et le dernier chemin accessible en véhicule.

De tels hameaux si isolés auraient perdu leur population jeune depuis longtemps si la culture des plantes à stupéfiants ne mettait pas un peu de sel dans la vie et d'argent dans la poche. En dehors des gros planteurs et trafiquants qui bénéficient de complicités évidentes, ces rancheros sont les seuls à pouvoir espérer tirer profit des cultures interdites.

En injectant de grandes quantités d'argent frais dans l'économie de la région, les narcopesos, la culture et le trafic des plantes à stupéfiants ont créé de nombreuses distorsions. Les signes extérieurs de richesse donnent au bourg de Coalcomán et à certains hameaux des environs un aspect quelque peu irréel : voitures de luxe, antennes paraboliques, somptueuses villas, etc. La vie est chère à Coalcomán en regard de sa petite taille, les services et les commerces proposés sont ceux d'une ville de dimension supérieure. Des constructions disproportionnées surgissent çà et là sans autre motif apparent que celui de dépenser rapidement une grosse somme d'argent. La spéculation sur les biens immobiliers a provoqué une hausse considérable du prix des terrains urbains et des propriétés agricoles. Un producteur de cannabis ou d'opium qui vient de toucher le produit de sa récolte est prêt à acheter n'importe quoi à n'importe quel prix. Même les terrains les plus impropres aux activités agropastorales « traditionnelles » et les plus éloignés des voies de communication se vendent à des prix extrêmement élevés. Cette spéculation encourage donc la concentration foncière et met hors jeu les métayers et petits tenants qui voudraient placer leurs économies (quand ils en ont) dans l'achat d'une petite propriété. L'argent gagné honnêtement ne suffit plus à acheter un terrain.

Les opportunités de gain et les salaires offerts aux journaliers de la drogue (5 à 10 fois supérieurs au salaire journalier normal) ont fait

pression sur les salaires. Avec les autres possibilités de rémunération supérieure offertes par l'émigration, la drogue a aussi encouragé les travailleurs, métayers ou non, à abandonner le travail « classique » de la terre. Les grands propriétaires se plaignent tous des difficultés rencontrées pour trouver un métayer ou même un « gérant » qui accepte de travailler pour eux : « ils (les métayers) ne veulent plus travailler », se lamentent les propriétaires ; « ils veulent qu'on leur donne tout » (100 % de la récolte de grains). Il en est de même pour le travail salarié, bien que les salaires offerts soient très supérieurs à ceux proposés dans d'autres régions du Mexique : 8 000 à 10 000 pesos par jour en 1988 contre 6 000 pesos environ dans la vallée de Zamora, pourtant riche.

Enfin, la culture et le trafic de la drogue ont accentué la distorsion sociale, constituée par la violence. Élément incontournable de l'histoire agraire de la région, les activités illégales l'ont augmentée. En plus de la violence des forces répressives, suspicions, dénonciations et vengeances sont encore plus nombreuses qu'auparavant. Les sommes d'argent mises en jeu sont considérables au regard du prix attribué à la vie d'un homme.

Élément nouveau du système agraire, la culture du cannabis s'intègre parfaitement dans son évolution. Élevage extensif naisseur et culture du cannabis sont les deux activités pour lesquelles la Sierra de Coalcomán n'était pas trop mal placée dans le jeu de la spécialisation régionale. Leur développement relève aussi de la même logique : la recherche d'une augmentation de la productivité du travail et non d'une éventuelle augmentation des revenus à l'hectare. Paradoxalement, et pour la plupart de ses cultivateurs, le cannabis ne procure pas de hauts revenus par hectare car la surface semée, pour qu'on puisse un jour la récolter, doit être immergée, divisée et atomisée sur un très grand espace propice à son camouflage. C'est donc le contrôle de l'espace qui est à la base de la culture de cannabis comme à celle de l'élevage extensif. Son monopole permet le prélèvement de la rente, l'emploi d'une petite quantité de travail et l'obtention d'une productivité du travail très élevée.

Notre hypothèse - elle relève plutôt de l'« intime conviction » - est que ces analogies entre élevage extensif et culture de cannabis expriment aussi une communauté d'intérêts entre grands éleveurs et narcotrafiquants. L'achat de grandes propriétés et de bétail représente sans doute un moyen aisé de blanchir l'argent illicite, surtout si ces transactions ont lieu dans un autre État de la Fédération. Plusieurs éleveurs de Coalcomán ont ainsi acheté des terres du côté du golfe du Mexique, dans les régions d'embouche. Ils ont organisé eux-mêmes le transfert de leur bétail maigre et son engraissement. L'un d'eux, installé à Tamuin, au coeur de la Huasteca, est devenu l'un des

caciques les plus influents de cette commune, la première du Mexique en matière d'élevage bovin...

La culture du cannabis est de plus en plus réservée à une « élite » assez restreinte. Elle n'est plus accessible à la majorité de la population<sup>35</sup>. Les campagnes de lutte contre la drogue ont donc modifié sensiblement le profil « type » du cultivateur de plantes illicites : les producteurs de plantes à drogues ne sont pas toujours, ou ne sont plus, les paysans les plus nécessiteux, « faiblement instruits et dans une extrême nécessité économique ». Pourtant, l'extension des cultures illicites révèle d'abord un problème de développement agricole et, bien que les agriculteurs concernés ne soient pas toujours ceux que la crise frappe le plus durement, c'est bien de cette crise qu'il s'agit et des politiques agricoles définies jusqu'à présent : dévalorisation progressive des produits de l'agriculture vivrière, spécialisation régionale et *ganaderización* de vastes régions du tropique mexicain, inégalités foncières maintenues.

35. Contrairement aux idées souvent entretenues par la presse. D'après la revue hebdomadaire *Proceso*, par exemple, la totalité de la population de la commune voisine de Aguililla participerait à la culture du cannabis et du pavot (n° 599, 25 avril 1988).

## L'émigration

L'essor de la culture des plantes à stupéfiants, pas plus que les nouveaux emplois offerts dans l'industrie forestière, n'ont réussi à compenser pleinement le large mouvement d'émigration, responsable du déclin démographique de Coalcomán enregistré après 1960. Plusieurs mouvements d'émigration sont responsables de cette hémorragie démographique. La Sierra de Coalcomán expulse dans trois directions : l'émigration aux États-Unis, caractéristique de toute la région occidentale du Mexique mais le plus souvent saisonnière, et l'émigration définitive, d'une part, vers l'État de Colima et, d'autre part, vers les communautés indiennes du sud (fig. 33).

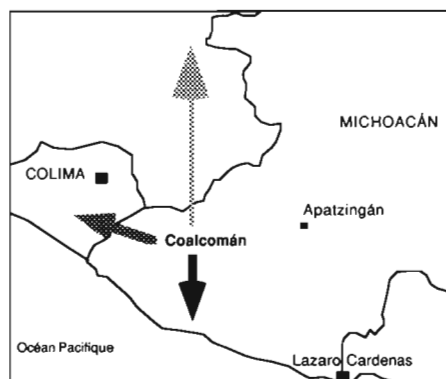


Figure 33

Émigration dans la Sierra de Coalcomán.

- Émigration vers les États-Unis
- Émigration vers les périmètres irrigués
- Émigration vers les indivis des communautés indiennes

## L'ÉMIGRATION TEMPORAIRE OU DÉFINITIVE VERS LES ÉTATS-UNIS

Elle constitue un trait marquant de toute la région occidentale du Mexique. Ce n'est pas un phénomène récent : plusieurs vagues d'émigration se sont succédé depuis l'annexion, par les États-Unis, de la moitié nord du pays (1848). L'étape décisive de ce processus fut l'organisation officielle de l'émigration décidée par les deux pays en 1942 pour pallier les besoins urgents de l'économie de guerre nord-américaine. Mais le programme *Bracero* fut prolongé longtemps après la guerre puis clos en 1964. Cette période d'émigration planifiée permit à de nombreux Mexicains d'obtenir un visa de résidence permanente aux États-Unis et de constituer une population mexicaine importante et stabilisée de l'autre côté de la frontière. C'est sur la base de ces réseaux familiaux et villageois que l'émigration clandestine a pu se développer rapidement et durablement (LINCK *et al.*, 1986).

Si l'émigration aux États-Unis caractérise tout l'ouest du Mexique, elle est particulièrement importante dans toutes les régions qui ont successivement attiré puis expulsé une partie de la paysannerie vers les terres moins peuplées du sud : Altos de Jalisco, Bajío, régions de Cotija et de Tocombo, communes de Coalcomán, Aguililla et Villa Victoria<sup>36</sup>. Dans la commune de Coalcomán, l'émigration vers les États-Unis débute vraisemblablement dès 1950, mais ne se généralise qu'après 1960 pour les raisons explicitées plus haut. Elle commence donc beaucoup plus tardivement mais s'insère dans la même tradition historique. Elle concerne cette paysannerie créole ou métisse, constituée de petits tenanciers et de rancheros, de métayers et aussi, depuis la Réforme agraire, de très nombreux *ejidatarios* ou de leurs enfants journaliers agricoles. Il est frappant de constater que ce phénomène migratoire concerne moins la région indienne du plateau tarasque, pourtant entourée de régions pourvoyeuses de migrants. De même, l'émigration aux États-Unis est presque inconnue dans les communautés indiennes de la commune de Aquila.

Aujourd'hui, elle est devenue un aspect important de la vie rurale à Coalcomán. Chaque année, décembre est l'époque du retour des saisonniers ; de longues files d'attente se forment devant la banque où chacun dépose ses économies. Si l'on excepte la culture et le trafic des plantes à stupéfiants, travailler dans les fermes de Californie (récolte des fruits en été) procure un revenu bien supérieur à celui que l'on peut espérer obtenir dans la commune de Coalcomán. Les salaires y sont dix fois supérieurs et un émigré peut économiser jusqu'à 400 ou 500 dollars par mois, s'il bénéficie d'un emploi stable qui lui permet de travailler tous les jours. Ainsi, plus de la moitié des producteurs interrogés est allée travailler aux États-Unis au moins une fois ou a des enfants saisonniers.

36. Depuis quelques années, de nombreuses études sont consacrées à l'émigration internationale, en particulier pour les régions situées au nord-ouest du Michoacán. Plusieurs d'entre elles sont rassemblées par Thomas CALVO et Gustavo LOPEZ (1988), Gustavo LOPEZ et Sergio PARDO (1988). Pour la région sud-ouest du Michoacán, l'émigration vers les États-Unis est étudiée dans la commune de Aguililla par Roger ROUSE (1988).

L'émigration saisonnière reste compatible avec la poursuite du système de culture sur brûlis. Quel que soit l'objectif de l'agriculteur - produire plutôt du grain ou augmenter la surface en herbe - les plus gros travaux s'effectuent en hiver, à l'époque où les émigrés sont de retour au pays. Ils peuvent donc participer aux travaux de récolte (en janvier) et effectuer, au cours de l'hiver, l'abattis nécessaire au semis de l'année suivante. Quand ils repartent aux États-Unis (avril-mai), le gros du travail est fait : les émigrés laissent derrière eux une parcelle prête à être brûlée et ensemencée. Ces travaux, bien que délicats, demandent très peu de travail et sont facilement confiés aux parents ou aux frères qui ne partent pas. Pendant la saison des pluies, il reste à asperger la parcelle à l'herbicide Esteron et à répandre le sulfate d'ammonium au pied du maïs. C'est le seul travail nécessaire jusqu'au retour des émigrés l'hiver suivant. Le bétail est également confié aux membres de la famille qui n'émigrent pas.

En revanche, il est impossible de mener de front l'émigration saisonnière d'été et le travail des terres à bœufs. La préparation du sol demande plusieurs semaines de travail au début de la saison des pluies. À l'époque où l'on pratiquait encore la succession pois chiche/maïs, l'implantation (en septembre) et le désherbage du pois chiche occupaient l'agriculteur une bonne partie de l'automne. Si la maladie cryptogamique du pois chiche et l'abandon des terres labourées ont été à l'origine de nombreux départs, il est probable que l'émigration aux États-Unis a également précipité l'abandon de ce système de culture. Alors que la productivité du travail tendait à baisser en culture attelée, les perspectives de rémunération aux États-Unis et la possibilité de poursuivre la culture sur brûlis ne pouvaient qu'inciter les producteurs à délaisser les terres de labour.

Les récentes études réalisées dans le nord-ouest du Michoacán tendent à prouver que l'émigration saisonnière ne concerne pas qu'un groupe social. Les émigrés sont souvent jeunes mais peuvent être fils de propriétaires privés, fils d'*ejidatarios* ou de journaliers agricoles, ou eux-mêmes propriétaires, *ejidatarios* ou journaliers. Dans la Sierra de Coalcomán, ce diagnostic peut être vérifié (propriétaires et métayers partent aux États-Unis) mais mérite d'être précisé.

La décision de partir aux États-Unis suppose que l'agriculteur compare préalablement les revenus de son exploitation avec ceux qu'il pourrait obtenir de l'autre côté de la frontière. Pour que cette comparaison ait un sens, l'émigration aux États-Unis doit représenter une solution de rechange réelle, c'est-à-dire des chances de réussite suffisamment nombreuses. Pour envisager un tel départ, l'agriculteur doit disposer d'un capital minimal qui lui permette de financer le voyage, de payer les services d'un « coyote » pour passer clandestinement la

frontière, et de survivre pendant les premiers jours aux États-Unis. Car le voyage de l'autre côté de la frontière est toujours une entreprise risquée et coûteuse. Ceux qui sont capturés par la police des frontières nord-américaine sont refoulés et perdent l'argent investi dans le voyage. Ils peuvent rester endettés longtemps, à moins de tenter une nouvelle fois le passage.

Le candidat pour les États-Unis doit aussi disposer de contacts à la fois nécessaires à l'intégration dans la communauté émigrée et indispensables pour trouver du travail. Il doit déjà faire partie d'un réseau de relations familiales et de parrainage. Ceux qui ont de nombreux parents de l'autre côté, qui connaissent un « coyote » ou qui ont un parrain contremaître dans une ferme de Californie, augmentent leurs chances d'arriver à destination et de trouver rapidement du travail.

Encore une fois, les métayers qui restent dépendants du propriétaire constituent le groupe le plus mal placé. Engagés pour établir les prairies temporaires, ils peuvent difficilement s'absenter avant d'avoir effectué les semis du mois de juin. En outre, ils disposent rarement des économies nécessaires au voyage. Parfois même, ils sont chargés de garder la propriété et de soigner le bétail du patron pendant que celui-ci part aux États-Unis.

Parmi les 25 agriculteurs interrogés qui ont émigré, 9 anciens métayers ou fils de métayers ont réussi à acheter un terrain avec l'argent économisé aux États-Unis. Deux d'entre eux seulement ont pu acquérir une propriété de taille raisonnable (quelques centaines d'hectares), les autres étant devenus petits tenanciers. L'émigration a donc constitué, pour ceux-là, une source d'accumulation (exogène) remarquable, bien qu'on ne puisse pas toujours séparer clairement les rôles respectifs de l'émigration et de la culture ou du trafic de cannabis.

Les plus aptes au départ semblent les jeunes dont les parents possèdent un rancho suffisamment grand pour que les enfants, mariés ou non, puissent s'y installer. Dans ce cas, il leur est facile de laisser provisoirement la parcelle de maïs et le bétail à la charge des membres de la famille qui n'émigrent pas et d'emprunter l'argent nécessaire au voyage. Le voyage est pour eux moins risqué, les risques encourus moins graves. Ils partent souvent célibataires et peuvent ainsi se constituer un petit capital facilitant leur installation dans le rancho de leurs parents et leur mariage : achat ou construction de la maison, achat d'une camionnette.

#### L'ÉMIGRATION VERS LES PÉRIMÈTRES IRRIGUÉS DE L'ÉTAT DE COLIMA

Lorsque, au début des années quarante, les villages situés au nord-ouest de la commune de Coalcomán furent dotés de terres, des métayers quittèrent les ranchos pour tenter leur chance comme *aji-*

*datarios* (fig. 23, p. 130). À partir de 1950, la constitution de grands périmètres irrigués transforme le paysage agricole de l'État de Colima en introduisant l'arbre fruitier. Après 1970, l'irrigation connaît une phase d'expansion spectaculaire avec la maîtrise du Río Armeria et l'irrigation prévue de 45 000 ha supplémentaires. Avec le développement des cultures fruitières de rente, le mouvement migratoire vers l'ouest s'intensifie, les métayers de Coalcomán franchissant les limites de la commune pour s'installer dans les villages de l'État de Colima.

Il est facile d'y trouver du travail car l'arboriculture fournit du travail presque toute l'année pour la récolte des fruits. Mais les nouveaux venus s'inscrivent aussi sur les listes des demandeurs de terres, en attendant le jour espéré où l'*ejido* sera finalement créé. C'est ainsi que la population de l'État de Colima est gonflée par un flux ininterrompu d'immigrés venus des États de Jalisco et de Michoacán. En 1970, les immigrés sont 17 000 dans l'État de Colima. Ce sont surtout les zones irriguées qui bénéficient de ce flux migratoire : la population de Tecoman, situé au cœur du grand périmètre côtier, est multipliée par 8,2 entre 1940 et 1970 (COCHET, 1988).

La pression sociale, exercée alors par les paysans, contraint le président Echeverria (1970-1976) à renouer avec une politique plus favorable à la paysannerie, politique quelque peu délaissée depuis les années quarante. De nouveaux *ejidos* sont créés et les anciens sont agrandis, mais les terres distribuées ne sont pas de bonne qualité : très peu de terrains irrigués et beaucoup de parcours montagneux peu productifs. Cette ultime phase de la Réforme agraire permet à de nombreux métayers de la Sierra de Coalcomán de devenir *ejidatarios*. Beaucoup restent journaliers agricoles, mais aucun d'entre eux ne retourne à Coalcomán. C'est vraisemblablement ce flux migratoire définitif, en direction des périmètres irrigués de Colima, qui participe le plus à l'hémorragie de main-d'œuvre survenue à Coalcomán à partir de 1960.

Pour mesurer ce mouvement de population et en analyser les effets, il faut enquêter dans les villages de l'État de Colima. Dans la commune de Coquimatlán, les immigrés représentaient 20 % de la population en 1970. Parmi les 37 producteurs interrogés dans cette commune, 18 sont originaires de l'État de Jalisco et du sud-ouest de l'État de Michoacán (COCHET, 1988)<sup>37</sup>.

Une étude récente réalisée dans le village de Tecolapa<sup>38</sup> (commune de Ixtlahuacán, Colima) souligne l'importance des immigrés venus du Michoacán. Dans les quatre *ejidos* de ce village, 40 % des bénéficiaires de la Réforme agraire seraient originaires des communes de Coalcomán et de Villa Victoria, 6 % des communes de Coahuayana et de Aquila. Mais parmi les 28 immigrés interrogés dont on connaît l'ancienne activité, on distingue clairement deux groupes :

37. Nicolas FORNAGE (*comm. pers.*) confirme ce phénomène dans le cas du petit *ejido* de Cruz de Piedra créé en 1976 : il y rencontre 10 *ejidatarios* originaires des communes de Coalcomán et de Villa Victoria installés dans l'État de Colima depuis 1958 (pour les plus anciennement installés).

38. François LÉGER (*comm. pers.*). L'enquête a été réalisée auprès de 65 *ejidatarios* des *ejidos* Tecolapa, La Salada, P. Carranza et F. Gallardo.



- le premier groupe (15 personnes) est formé d'anciens métayers. Ils se sont installés dans le village de Tecolapa dans les années soixante (certains dès 1951). Journaliers agricoles sur les périmètres irrigués, ils pouvaient également négocier avec les autorités *ejidales* ou les propriétaires privés la permission de semer une parcelle de maïs (sur brûlis) dans les montagnes qui dominent les zones irriguées (mé-tayage ?). Après quelques années d'attente (plus de cinq ans en moyenne s'écoulaient depuis leur installation dans le village), ils sont devenus ejidatarios, à la faveur des créations successives d'*ejidos*, deux d'entre eux ayant acheté (illégalement) leur droit *ejidal*. Les parcelles dont ils jouissent actuellement ne bénéficient pas d'infrastructure d'irrigation et quatre d'entre eux n'ont accès qu'à des parcours montagneux non-labourables ;

- le deuxième groupe (13 personnes) est constitué d'anciens ranche-ros sans qu'il soit possible de préciser la taille de leur ancienne propriété. Leur descente de la Sierra de Coalcomán est plus tardive (1962-1979) et ne s'est pas réalisée dans les mêmes conditions. Douze ont acheté un ou plusieurs droits *ejidales*. Le délai moyen, écoulé entre leur descente de la Sierra et leur installation comme *ejidatarios*, se révèle beaucoup plus court : deux ans et demi en moyenne. La moitié d'entre eux (7) achètent leur droit l'année même de l'installation, peut-être même avant d'abandonner la Sierra de Coalcomán. Eux n'ont pas été chassés de leur région d'origine par la maladie du pois chiche, l'abandon des terres labourées ou le développement des prairies temporaires. Leur capital suffisait à l'achat immédiat d'un droit *ejidal*. Ils ont vraisemblablement fui leur rancho, à la suite de conflits sanglants et pour éviter des représailles. Car la violence endémique, caractéristique de la société agraire de Coalcomán, constitue aussi un facteur expulsif qui stimule toujours la mobilité démographique. Dans l'ensemble, ces immigrés possèdent de meilleures terres. La moitié d'entre eux bénéficient des conditions favorables créées par les infrastructures d'irrigation<sup>39</sup>.

L'arrivée de ce deuxième groupe d'immigrés aurait même perturbé l'organisation de l'espace *ejidal* en introduisant l'usage des clôtures et les pratiques d'élevage propres aux ranchos de la Sierra de Coalcomán. Il aurait provoqué un véritable phénomène d'enclosure<sup>40</sup>. Ces transformations sont comparables à celles imposées aux communautés indiennes de la côte du Michoacán par les agriculteurs-éleveurs de la commune de Coalcomán.

La grande dépression des Terres Chaudes, qui sépare la Sierra de Coalcomán du centre du Mexique, connaît une évolution comparable à celle de l'État de Colima. Les barrages construits à l'initiative de la Commission du bassin du Tepalcatepec permettent la constitu-

39. D'après les données rassemblées par François LÉGER (annexe 9, p. 349).

40. LÉGER (*comm. pers.*).

tion de grands périmètres irrigués et le développement des cultures d'exportation. Beaucoup d'*ejidos* sont créés et la population de la vallée est pratiquement multipliée par quatre entre 1950 et 1970. Malgré cette évolution et la création de nombreux emplois saisonniers ou permanents, aucun flux migratoire massif en provenance de la Sierra de Coalcomán ne semble pouvoir être détecté. Certains métayers ou petits tenanciers se sont sûrement installés dans les *ejidos* de la commune de Tepalcatepec, mais la majorité des immigrés semblent plutôt originaires des régions situées au nord des Terres Chaudes (DURAN JUAREZ et BUSTIN, 1983).

Au sud-est de la Sierra de Coalcomán, un autre pôle de développement exerce une forte attraction sur la population du Michoacán. Il s'agit du complexe sidérurgique de Lazaro Cardenas mis en service au début des années soixante-dix. La construction d'un immense barrage sur le Río Balsas, puis celle du complexe sidérurgique lui-même attirent plusieurs milliers de personnes vers le delta du Río Balsas. Mais ces ouvriers ne sont pas originaires de la Sierra de Coalcomán. Parmi les agriculteurs interrogés dans les communes de Coalcomán, Aguililla, Villa Victoria et Aquila, très peu évoquent l'existence de ce pôle industriel pourtant si proche, mais quasiment ignoré. Les études démographiques réalisées sur l'origine géographique des ouvriers confirment ces résultats. Alors que d'importants contingents de migrants sont originaires des communes de Arteaga, de Lazaro Cardenas et de la vallée des Terres Chaudes, les communes de Coalcomán, Villa Victoria, Aquila et Coahuayana ne sont pratiquement pas représentées (FOURT, 1983).

#### L'ÉMIGRATION VERS LES INDIVIS DES COMMUNAUTÉS INDIENNES

Cette migration lente vers la commune de Aquila et la réduction consécutive des communautés indiennes s'inscrivent dans le prolongement des mouvements de colonisation analysés dans les deux premières parties (p. 15 et 67).

Les empiétements successifs réalisés au détriment des communautés indiennes, depuis l'installation à Coalcomán de la population blanche, sont brutalement stimulés par les transformations agraires survenues dans les ranchos de la Sierra de Coalcomán. Après l'abandon des terres de labour et devant la « savanisation » de l'écosystème, beaucoup de métayers et de petits tenanciers préfèrent tenter leur chance là où la terre est encore gratuite et non recouverte par les graminées fourragères : sur la fraction non envahie des indivis communautaires. Cette nouvelle phase du glissement démographique vers le sud est étudiée en prenant l'exemple de la communauté indienne de Pómaro.

# LES TRANSFORMATIONS AGRAIRES DANS LES COMMUNAUTÉS INDIENNES : LE CAS DE PÓMARO

Rien n'indique que les communautés indiennes de la commune de Aquila n'aient connu les transformations agraires mises en évidence pour les ranchos de la Sierra de Coalcomán. Les terres labourées étaient très peu nombreuses et le pois chiche n'intervenait pas dans le système de culture. Les effets d'une attaque éventuelle de maladies cryptogamiques sur les légumineuses ne peuvent donc être ressentis aussi durement, même si le haricot noir est effectivement touché. Si l'on en croit les quelques statistiques disponibles, la régression des activités agricoles ne serait pas aussi nette que dans la commune de Coalcomán (tabl. XIII).

	1950	1970
Animaux de travail	740	620
Maïs (ha)	1 179	1 300
Porcs (effectifs)	8 500	6 900

Sources : recensements agricoles de 1950 et 1970.

Tableau XIII

*Évolution de  
l'activité agricole  
dans la commune  
de Aquila  
1950-1970*

De même, la transformation du troupeau bovin n'est pas aussi marquée dans les communautés indiennes, l'élevage conservant certains de ses aspects « traditionnels », antérieurs à la spécialisation de la région vers les activités naisseuses. Il suffit de parcourir les ravins humides de la côte en fin de saison sèche pour y observer de nombreux animaux « créoles » ou au phénotype encore peu marqué par le sang des races à viande (zébu). Ce bétail est encore moins bien recensé que dans la commune de Coalcomán ; on ne peut avancer aucune estimation sérieuse des effectifs de la commune<sup>41</sup>. Les exportations de bétail ne semblent pas dépasser les 3 000 têtes par an et ces ventes ne sont pas regroupées aux mois d'octobre et novembre comme dans le cas de la commune de Coalcomán. Les plus grosses ventes ont lieu pendant la saison sèche, de janvier à mai (annexe 8, p. 347).

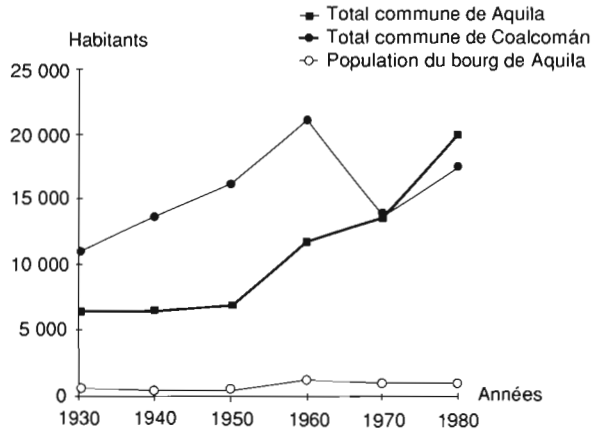
Enfin, l'évolution démographique de la commune est, elle aussi, très différente. Contrairement aux communes de la Sierra, la population augmente rapidement au rythme continu de 3,6 %/an entre 1950 et 1980 (fig. 34). À partir de 1970, la commune de Aquila redevient plus peuplée que celle de Coalcomán, comme c'était le cas avant que cette dernière ne soit occupée par les immigrés venus du nord. En 1980, la densité de population atteint 8,6 hab./km<sup>2</sup> à Aquila contre 6,2 hab./km<sup>2</sup> seulement pour la commune de Coalcomán. C'est sur-

41. Les recensements agricoles de 1950, 1960 et 1970 donnent respectivement 8 300, 13 573 et 6 300 bovins pour la commune de Aquila. Ces données nous semblent fortement sous-évaluées.

tout la population rurale qui croît car le bourg de Aquila, contrairement à Coalcomán, reste un village dont la population ne dépasse guère le millier d'habitants. L'écart enregistré dans les densités rurales est donc plus prononcé encore : 7,8 hab./km<sup>2</sup> à Aquila contre 4 hab./km<sup>2</sup> à Coalcomán.

Figure 34

*Évolution démographique comparée des communes de Coalcomán et de Aquila (1930-1980).*



Cette croissance démographique est en partie due à la formation de nombreux villages sur la côte de la commune, où les épidémies et les fièvres des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles avaient décimé la population puis entraîné le regroupement des habitants dans les villages, installés en retrait ou surélevés, de Aquila, Maquili, Ostula, Pómaro et Coire. Les progrès réalisés en matière de santé publique et la lutte contre le paludisme permettent maintenant d'y vivre dans de meilleures conditions. À l'exception du village de La Placita, situé à l'ouest de la commune, la plupart des villages nouvellement créés sont peuplés d'Indiens. Chassés de leurs terres par l'immigration de familles originaires de la commune de Coalcomán, ils sont descendus vers la frange côtière pour y fonder de nouveaux villages, non loin des emplacements choisis par leurs ancêtres. C'est ainsi que de 1960 à nos jours, la communauté indienne de Pómaro a subi un nouveau processus de spoliation.

## *Spoliations, enclosures et développement de l'élevage*

### LES SPOLIATIONS FONCIÈRES

La communauté indienne de Pómaro fut dépossédée à plusieurs reprises d'une partie de son territoire : la région orientale a été occupée dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (partie I, p. 15) ; la frange nord de la communauté fut envahie pendant et après la révolte des *Cristeros*

(1927-1930) par de nouvelles familles blanches. Toute cette partie des indivis communautaires était donc truffée de petits hameaux fondés par ces familles de « gens de raison », mais les terrains occupés n'étaient pas clôturés. Plusieurs métis furent finalement acceptés par les autorités communautaires et considérés comme des membres à part entière du groupe. On les trouve inscrits sur la liste des membres de la communauté dressée en 1960<sup>42</sup>. En 1964, la communauté indienne reconnaît un « droit d'ancienneté » à tous les immigrés installés depuis plusieurs décennies et à tous ceux nés sur son territoire. Elle leur accorde les mêmes droits et obligations, mais désormais « il est strictement interdit d'accepter dans aucun hameau une seule personne supplémentaire qui vienne d'ailleurs car il ne lui sera pas accordé un seul mètre de plus »<sup>43</sup>.

Cette coexistence, relativement pacifique, est rompue dans les années soixante par l'arrivée d'une nouvelle vague de « gens de raison » en quête de terres. Malgré les menaces proférées par les autorités indiennes et leur « défenseur » Guillen (le « général » de la révolte des *Cristeros*), ces nouvelles familles refusent de payer le loyer qui est exigé d'elles et demandent la formation de plusieurs *ejidos* sur les terrains indivis. En remettant en cause les privilèges acquis par les Créoles « intégrés » à la communauté, les nouveaux venus déclenchent une guerre de clans qui ensanglante la région pendant plusieurs années<sup>44</sup>. C'est le contrôle des terrains indivis de Pómaro qui est en jeu. Comme les terrains communautaires sont protégés par la loi, aucun *ejido* n'est créé, mais la conquête des espaces communautaires continue quand le village indien de San Pedro Naranjestil est à son tour envahi.

Cet ancien village fut repeuplé au début du siècle par essaimage du village de Pómaro. En 1950, il était encore décrit comme un « typique village mexicain indien avec ses toits en feuilles de palmiers », noyé dans une épaisse végétation tropicale (BRAND, 1960). Le processus de domination progressive du village, semblable à celui déjà opéré dans les villages de Maquili, Aquila et Coire, est caractéristique.

C'est souvent par le commerce muletier que les premiers contacts s'établissent. La curiosité, la nécessité, l'usure et les nouveaux besoins suscités par le commerce facilitent la constitution d'un réseau de relations de parrainage et de dépendance, qui permet l'intégration progressive du nouveau venu. Lorsque cet ensemble de relations est suffisamment dense, il est de plus en plus difficile de chasser l'intrus. Celui-ci peut alors obtenir des autorités indiennes, moyennant rémunération, la permission de construire sa maison et de monter un petit commerce au centre du village<sup>45</sup>.

Les installations de familles étrangères au village se succèdent alors en cascade, le premier métis invitant sans tarder ses frères, cousins

42. *Censo Agrario* de 1960 (archives de la SRA). C'est le cas des familles Guillen, Zambrano et Cisnero.

43. Assemblée extraordinaire du 11 septembre 1964 (archives de la SRA).

44. Enquêtes auprès de Daniel Betancourt et de Teodoro Cuevas. Correspondance échangée avec le *Departamento de Asuntos Agrarios y Colonizacion*, lettres du 25 juillet 1961, 14 décembre 1961 et 2 février 1962 (archives de la SRA).

45. Enquête auprès de Guadalupe Valencia (Ixtala) et Rafael Mendez (San Pedro Naranjestil).

ou compères à l'imiter. Certains voient leurs constructions détruites par des commandos d'Indiens irréductibles, mais les réseaux relationnels mis en place par les premiers arrivés, la corruption des autorités indiennes et les mariages mixtes facilitent les choses.

Dès lors, la situation devient irréversible car un véritable quartier métis est créé, quand ce n'est pas tout le centre du village lui-même qui est occupé et ses anciens habitants refoulés à la périphérie. Aujourd'hui, le village de San Pedro Naranjestil a changé d'aspect : plusieurs dizaines de nouvelles maisons ont été construites. Elles sont disposées en blocs réguliers et alignés qui forment ainsi un quadrillage géométrique de véritables rues. Les maisons sont plus grandes, construites en briques crues (*adobe*) et munies d'un toit de tuiles ou de tôle ondulée. C'est le nouveau centre du village, tandis que l'ancien village indien se trouve maintenant excentré.

La création de la nouvelle paroisse de San Pedro Naranjestil (à la fin des années soixante) accélère le regroupement des familles blanches autour de l'église et ratifie l'existence du nouveau village. L'ancien village disposait déjà d'une chapelle et les familles créoles descendaient de leurs ranchos, disséminés dans les montagnes, pour assister à la messe à San Pedro Naranjestil<sup>46</sup>. Mais le curé les invitait à s'établir définitivement au village pour faciliter sa tâche spirituelle, contribuer à la construction de l'église et justifier la création d'une nouvelle paroisse. Depuis le xv<sup>e</sup> siècle, le regroupement des habitants autour de l'église et la construction de véritables villages constituent deux préoccupations essentielles de l'église catholique. C'est ainsi que fut organisée, peu de temps après la conquête, la réduction des villages indiens de Aquila, Maquili, Ostula, Pómaro et Coire (partie 1, p. 15). La construction, au début du xx<sup>e</sup> siècle, du village métis de Aquila relève exactement du même processus. Après avoir été chassé de Maquili en 1893, le curé est invité par les Indiens du village de Aquila à s'installer chez eux : « nous proposons des lots à un peso le mètre aux personnes qui souhaiteraient vivre ici, pour qu'un village se forme comme vous le désirez ». Après transfert de la paroisse à Aquila, le nouveau village prend corps : « La première chose que fit Monsieur le Curé en arrivant dans ce lieu fut de tracer la trame du village, aidé en cela par les quelques familles du lieu [...]. On dessina les rues, l'emplacement de l'église, celui des bureaux du gouvernement, de l'école et du jardin. Dirigés par Monsieur le Curé, les habitants de ce lieu commencèrent avec grand enthousiasme les travaux de ce qui allait devenir l'actuel village de Aquila [...]. C'est à cette époque [...] que sont arrivées plusieurs familles venant de Coalcomán, Villa Victoria et d'ailleurs qui, unies à la communauté indienne, invitèrent d'autres familles à s'installer et étendre ainsi le *pueblo* désiré par Monsieur le Curé. » (CARDENAS, 1973)<sup>47</sup>. En 1970, la construction du nouveau village de San Pedro Naranjestil pourrait être racontée de

46. Enquête auprès de Santos Virrueta (El Aguacatito), Rafael Mendez et Maria Olascon (San Pedro Naranjestil).

47. Traduit par nos soins.

la même manière. Elle s'achève par le réaménagement de la piste d'atterrissage qui facilite les échanges avec l'extérieur, en désenclavant le nouveau village.

En 1984, les deux tiers de la population du village sont constitués par les « gens de raison »<sup>48</sup>. Contrairement aux familles installées depuis déjà longtemps dans les hameaux de la partie nord des indivis, les nouveaux arrivants ne sont pas encore « adoptés » ni inscrits sur la liste officielle des membres de la communauté. Aucun d'eux ne figure sur le dernier recensement agraire de 1976. Parmi les 23 familles interrogées dans ce village, 16 se trouvent ainsi en situation irrégulière. Pour tenter de redonner un peu d'importance à l'ancien centre du village, les autorités indiennes ont sollicité la participation des membres reconnus de la communauté pour y construire un marché. Ce local est exclusivement réservé aux marchandises produites et vendues par les membres légitimes du groupe. Mais cette tentative désespérée n'est pas en mesure de renverser l'équilibre des forces économiques qui a transféré le centre de gravité du village du côté de son extension récente.

## LES ENCLOSURES

Au-delà du processus d'occupation illégale des terrains indivis, c'est la généralisation de l'usage des fils de fer barbelés qui modifie le plus le paysage agricole. L'arrivée d'un nouveau contingent d'agriculteurs accélère l'abattage des forêts les plus proches du village et provoque une augmentation importante des surfaces emblavées chaque année. C'est sur ces espaces défrichés que les clôtures de barbelés gagnent progressivement du terrain, au grand dam des populations indiennes. En 1979, les autorités indiennes recensent 41 fractions indivises clôturées avec du fil de fer barbelé. 34 appartiennent à des métis et 7 à des membres indiens de la communauté<sup>49</sup>. Aujourd'hui, le terroir de San Pedro Naranjestil est entièrement clôturé, ainsi que l'ensemble du territoire contrôlé par les familles métisses.

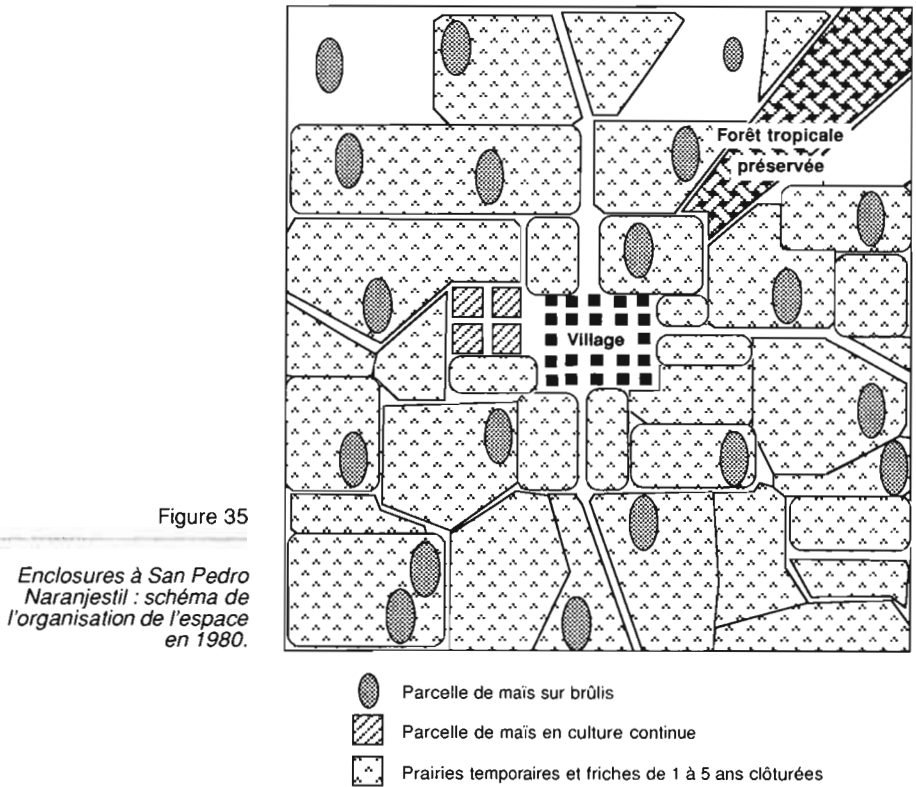
La nouvelle clôture en barbelés n'a rien de commun avec les clôtures déjà utilisées pour protéger le champs de maïs de la dent des animaux. Elle enferme désormais le bétail du propriétaire dans un espace soustrait à l'usage collectif, dont l'accès est interdit aux animaux des autres membres de la communauté. Ce n'est donc pas seulement un outil de gestion des pâturages comme dans le cas des ranchos de la commune de Coalcomán. C'est aussi un instrument d'appropriation privée de l'espace. La clôture en bois ne permettait qu'une protection passagère du maïs et sa fonction prenait fin après la récolte des épis. La nouvelle clôture au contraire est pratiquement imputrescible. En clôturant ces espaces communautaires, les métis transforment l'usu-

48. SEP, Recensement scolaire, San Pedro Naranjestil, 1984.

49. Compte rendu de l'assemblée communautaire du 25 février 1979 (archives de la SRA).

fruit temporaire en une sorte de droit d'usage pérennisé, incompatible avec toute forme de redistribution périodique des terres. Cet usage est maintenant définitif, personnel et exclusif : il s'apparente à une véritable propriété privée. La terre - dont l'unique valeur ne pouvait être mesurée que par le travail effectué - devient un bien accaparé par quelques familles et une marchandise.

La transformation du terroir de San Pedro Naranjestil est représentée sur la figure 35 que l'on comparera avec la figure 21 (p. 112).



### LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE ET LA SPÉCIALISATION RÉGIONALE

Lors des précédentes phases d'occupation des indivis communautaires, l'usage de la clôture ne s'était pas révélé indispensable. Au contraire, l'accès libre aux terrains des communautés indiennes et l'absence de clôture favorisaient la multiplication du bétail des éleveurs métis et leur enrichissement. Pourquoi donc la clôture devient-elle l'instrument principal des spoliations foncières ? C'est que la région côtière n'échappe pas au mouvement général de spécialisation régionale vers les activités d'élevage bovin naisseur. Les systèmes de production reposent désormais sur l'appropriation privée



des ressources fourragères. Celle-ci ne pouvait être menée à bien sans une appropriation individuelle de l'espace et son morcellement en compartiments clos. Ce découpage du territoire et son appropriation privée n'empêchent d'ailleurs pas les éleveurs les plus puissants d'utiliser aussi les indivis encore libres de clôture (à proximité de la côte) pour y faire paître leur bétail.

Après leur installation à San Pedro Naranjestil, les nouveaux venus développent des techniques d'élevage semblables à celles mises en œuvre dans la commune de Coalcomán : le bétail créole cède le pas aux animaux croisés avec les races zébu ; des prairies temporaires sont maintenant semées avec le maïs sur brûlis dès la première année. Il s'agit des graminées *guinea* (*Panicum maximum*) et *buffel* (*Cenchrus ciliaris*), mieux adaptées que le *jaragua* au-dessous de 800 m d'altitude. Les animaux produits sont des taurillons de un an et demi à deux ans. Les maquignons de la Huasteca ne venant pas toujours se ravitailler aussi loin, beaucoup de ventes se déroulent encore pendant la saison sèche. Les animaux sont surtout expédiés vers Colima et *Ciudad Lazaro Cardenas*.

L'élevage devient pour tous les producteurs de la communauté de Pómaro - et pas seulement dans les zones envahies et clôturées par les métis - la seule activité rémunératrice. L'élevage caprin se développe aussi dans les zones encore peu clôturées (partie 4, p. 215) mais la plupart des autres activités régressent fortement, à l'exception de la culture et du trafic des plantes à stupéfiants. Le développement des voies de communication (route côtière, pistes et terrains d'aviation) et du commerce mettent pratiquement un terme aux productions locales de coton, tabac, canne à sucre et artisanats divers.

## *Conséquences des transformations agraires opérées sur les indivis*

### LA DÉSORGANISATION DU SYSTÈME DE PRODUCTION ANTÉRIEUR

On se souvient que le système de production pratiqué par les indiens accordait une place importante à la chasse et à la cueillette, ce qui ne contraignait pas chaque famille à semer beaucoup de maïs. Avant même que le terroir du village ne soit clôturé, l'accroissement démographique et l'augmentation des surfaces emblavées en maïs provoquèrent un intense défrichement, la destruction d'une partie des forêts primaires jusque-là préservées et le raccourcissement de la période de recrû. « Ceux qui se disent gens de raison coupent nos forêts à tort et à travers, sans aucune considération et sèment où bon leur semble. » « Pour pouvoir semer en terres primaires, ils abattent

impitoyablement nos bois précieux. » « Ils ont exploité nos forêts à tel point que dans plusieurs endroits ça ne vaut plus le coup de semer parce qu'il n'y a plus de forêt neuve (primaire). » Malgré ces protestations répétées<sup>50</sup>, les parcelles forestières propices au semis de maïs furent donc de moins en moins nombreuses et il fallait marcher chaque fois davantage pour découvrir, loin du village, une forêt d'âge raisonnable.

Avec le développement des clôtures, des contraintes supplémentaires apparaissent. L'appropriation privée de l'espace ampute le domaine collectif et réduit encore l'espace où le choix de la parcelle à abattre peut s'exercer. Les clôtures entravent donc ce choix et interrompent le bon déroulement de la friche forestière. Même s'il dispose d'un petit périmètre clôturé par ses soins, l'agriculteur ne peut poursuivre la culture sur brûlis sans réduire considérablement la période de recrû forestier et compromettre les résultats de la culture. En 1979, l'assemblée des membres de la communauté demande la levée immédiate des clôtures et le respect du « libre usufruit des authentiques *comuneros* du lieu ». En échange, les autorités indiennes proposent d'« adopter » les métis qui accepteraient d'ôter leurs clôtures en les faisant membres à part entière de la communauté<sup>51</sup>, en vain.

Enclosures et développement des prairies temporaires réduisent l'espace propice à la culture du maïs sur brûlis et, par là, son efficacité. Les anciens habitants du village et les métis qui arrivèrent trop tard se retrouvent donc dans des conditions fort semblables à celles qu'avaient dû affronter les métayers de la commune de Coalcomán : concurrence accrue des adventices et des graminées fourragères « associées » au maïs, diminution de la fertilité potentielle des terres et baisse des rendements.

Pour faire face à cette évolution défavorable des conditions de culture, les paysans modifient leurs pratiques. Afin de lutter contre le tapis herbacé, les agriculteurs sèment maintenant le maïs « en sec », c'est-à-dire avant le début de la saison des pluies. Ainsi, les graines peuvent germer dès que le sol s'humidifie avec les premières pluies, et le maïs prend moins de retard par rapport aux mauvaises herbes<sup>52</sup>. Depuis quelques années (1980), l'utilisation de l'herbicide Esteron s'est également répandue, mais celui-ci n'a aucun effet sur les graminées fourragères. Pour contrecarrer la baisse de fertilité du milieu, les agriculteurs commencent également à utiliser les engrais chimiques (sulfate d'ammonium) qu'ils répandent au pied de chaque poquet de maïs.

Ces nouvelles pratiques culturelles entraînent une augmentation importante des dépenses monétaires nécessaires à la culture. Herbici-

**50.** Protestations formulées par les autorités communautaires en voyage à Mexico pour obtenir l'intervention du président de la République : lettre au président Luis Echeverría du 19 mars 1972 et lettre au gouverneur Carlos Galvez Betancourt (non datée), archives de la SRA (traduit par nos soins).

**51.** Compte rendu de l'assemblée communautaire du 25 février 1979 (archives de la SRA).

**52.** D'après les agriculteurs interrogés, ceci se révélait impossible lorsque la parcelle abattue et brûlée était une forêt bien reconstituée. Après le brûlis, la terre était trop chaude pour y semer le maïs avant les premières pluies. En outre, un maïs semé de cette façon aurait eu une croissance trop rapide pendant les premières semaines (forte minéralisation de la matière organique) et n'aurait pas résisté à la verse.

des et engrais coûtent cher, alors que l'ancien système de culture n'exigeait pratiquement aucune dépense monétaire. Elles provoquent aussi un accroissement du travail nécessaire : épandage de l'herbicide et des engrais, semis « en sec » plus difficile et plus lent car le sol n'est pas ameubli par les premières pluies. Cette dernière technique est plus risquée que le semis « mouillé » car la première pluie, qui déclenche la germination, peut être suivie de plusieurs jours sans pluies qui obligeront le producteur à semer une deuxième fois. Enfin, l'utilisation de plus en plus systématique des herbicides ne permet plus d'associer au maïs haricot noir et courge, comme cela se faisait fréquemment. Certains n'ont pas abandonné complètement ces cultures, mais doivent alors désherber le maïs à la main.

La généralisation de nouvelles pratiques culturales permet donc le maintien de la culture du maïs sur les communaux qui sont défrichés, clôturés et parfois semés de graminées fourragères. Mais ce maintien n'est possible qu'au prix d'une importante baisse de la productivité du travail. Engrais et herbicides n'enrayent pas vraiment la baisse des rendements, car le risque climatique peut compromettre à tout moment les dépenses réalisées lors de l'acquisition de ces nouveaux intrants.

Le développement des clôtures remet en cause la pratique de la vaine pâture. Avec ce système, les animaux profitaient des ressources fourragères de l'ensemble du territoire, selon les disponibilités de chaque saison. Les clôtures entravent désormais les déplacements des animaux, l'accès aux ressources fourragères étant maintenant déterminé par celui à l'espace. En outre, la plupart des points d'eau et des torrents se trouvent à l'intérieur des propriétés clôturées. C'est dans la fraction clôturée du territoire communautaire - celle où l'élevage est le plus développé - que l'on rencontre le plus de familles sans troupeaux. Beaucoup d'entre elles ont dû vendre leur petits troupeaux à ceux qui contrôlent maintenant les ressources fourragères.

Enfin, l'appropriation privée des espaces collectifs ne permet plus à chaque famille un accès égal à chaque « étage écologique » du territoire et une exploitation diversifiée de ses ressources. Chaque unité de production a désormais accès à un espace limité aux ressources moins variées. La vulnérabilité des systèmes de production en est donc accrue, comme dans le cas des nouveaux villages indiens installés sur la côte.

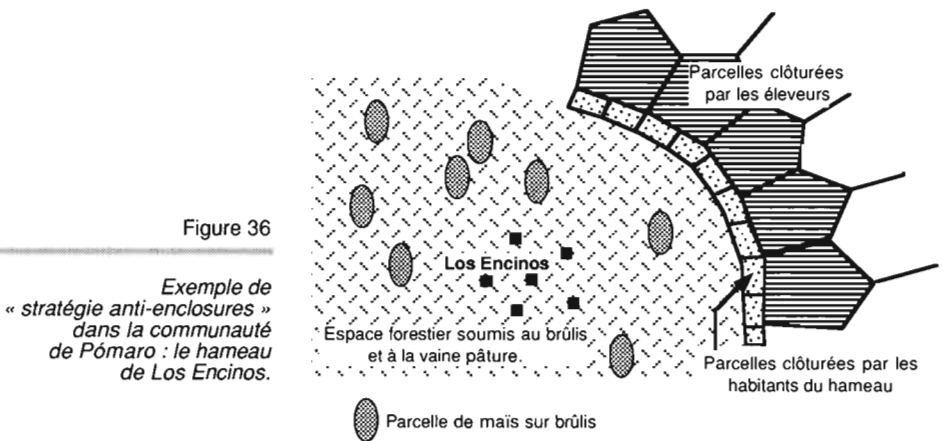
La mise en place de systèmes d'élevage, basés sur une appropriation privée de l'espace et des ressources fourragères, brise donc la reproductibilité du mode d'exploitation du milieu qui reposait sur la culture du maïs sur brûlis et la vaine pâture. Certaines formes

de résistance développées par la communauté indienne permettent néanmoins d'en prolonger l'existence sur une partie du territoire communautaire.

### LES FORMES DE LA RÉSISTANCE INDIENNE

Devant l'inefficacité des formes légales de lutte et des plaintes adressées aux autorités politiques, d'autres méthodes, plus efficaces, sont souvent utilisées, comme le bris de clôtures. Les éleveurs métis ne se contentent pas toujours des ressources fourragères accaparées et clôturées. Ils utilisent fréquemment les espaces encore libres de clôtures pour y faire paître leurs troupeaux, en particulier vers la mer, à proximité des nouveaux villages indiens. On voit alors des animaux dont les jarrets sont tranchés à la machette pour faire comprendre à leur propriétaire les limites de son droit de pâture ! Parfois même, l'animal est sacrifié et sa viande vendue sur la place du village.

La meilleure façon de stopper la progression du « front des enclosures » aurait été, bien sûr, la construction d'une gigantesque clôture autour de la fraction non encore envahie des indivis communautaires. Mais l'édification d'une clôture est un travail coûteux et le manque de capital ne permet pas aux Indiens d'envisager une telle dépense. Cette expérience est cependant tentée par un groupe de *comuneros* du hameau de Los Encinos (situé à deux heures de marche de San Pedro Naranjestil), mais sur une courte distance : une chaîne de petites parcelles clôturées est installée du côté où le mouvement d'enclosure est le plus menaçant. En deçà du périmètre ainsi délimité, les habitants du hameau poursuivent la culture du maïs sur brûlis dans un espace non clôturé et encore soumis à la vaine pâture. La figure 36 illustre ce cas particulier.



À proximité du village de San Pedro Naranjestil, sept habitants indiens du village réussissent également à clôturer collectivement une fraction de terrain, avant qu'elle ne soit accaparée par les familles métisses. Ce terrain sert en quelque sorte de réserve foncière qui permet de poursuivre, pendant quelques années, le semis de maïs sur brûlis.

Ces expériences sont néanmoins limitées et la plupart des Indiens qui vivent encore à San Pedro Naranjestil deviennent journaliers agricoles ou métayers. Les métis arrivés trop tard sont dans la même situation. On les autorise à semer du maïs dans les lots clôturés, à condition d'y associer une graminée fourragère dont le bénéfice sera réservé au quasi-proprétaire métis. La plupart des anciens habitants du village choisissent plutôt de déménager pour s'installer sur le résidu de terrains indivis encore disponibles. Certains partent dans les hameaux indiens de Los Encinos, El Mirador et Cuirla suffisamment éloignés de San Pedro Naranjestil pour être momentanément à l'abri des clôtures. La majorité émigre vers la côte.

#### L'ÉMIGRATION VERS LA CÔTE

L'évolution démographique récente de la communauté de Pómaro est marquée par un glissement généralisé de la population vers la frange côtière. Tous les villages installés sur la côte ont moins de vingt ans d'âge, même si les sites correspondent souvent à ceux des villages préhispaniques. Cette migration est indienne mais le moteur du mouvement démographique se situe du côté des populations créoles qui, en progressant irrésistiblement vers le sud, repoussent la société indienne vers la mer. La migration a souvent été réalisée en deux étapes. La première voit la population des hameaux se concentrer dans les villages plus importants : San Pedro Naranjestil pour les métis et Pómaro pour les Indiens. La deuxième étape ne concerne pour l'instant que les populations indiennes ; elle consiste en l'installation définitive dans les villages côtiers. Les enquêtes réalisées dans les différents hameaux de la communauté de Pómaro ont permis d'identifier avec précision la trajectoire suivie par chaque famille (fig. 37).

Les nouveaux villages de la côte ne ressemblent en rien à ceux dont la construction fut organisée autour de l'église, comme Aquila au début du siècle ou San Pedro Naranjestil très récemment. Les rues n'y sont pas tracées avec autant de rigueur ni les maisons alignées au cordeau. Les maisons sont souvent dispersées et l'espace collectif qui les sépare est parcouru par les animaux de tout le monde : vaches, chèvres, cochons, volailles, ânes et chevaux déambulent librement, sans qu'il soit réellement possible, pour le visiteur, de distinguer à qui appartient chaque animal. Dans le village de Maruata,

les maisons en briques construites et alignées par les soins des institutions gouvernementales<sup>53</sup> n'ont guère de succès et sont plutôt louées aux instituteurs.

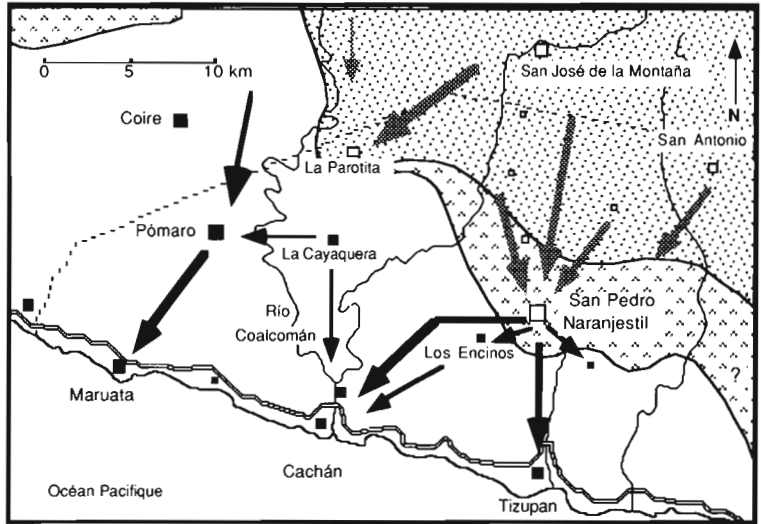


Figure 37

Enclosures et migrations dans la communauté indienne de Pómaro (1960-1980).

- Village indien
- Village métis
- ➔ Migration indienne
- ➔ Migration métisse
- Route côtière
- - Frontières de la communauté indienne
- ▣ Fraction des indivis occupée et clôturée entre 1960 et 1980
- ▣ Terrains appropriés par les familles métisses entre 1930 et 1960, clôturés entre 1960 et 1980 (sauf la région de San José de la Montaña qui appartient à la commune de Coalcomán et était déjà clôturée)

La construction de la route nationale côtière, qui relie maintenant Tecoman (État de Colima) au pôle sidérurgique de Lazaro Cardenas, est achevée en 1982. Le tronçon qui traverse la communauté indienne de Pómaro est terminé en dernier, alors que les villages côtiers sont déjà formés depuis une dizaine d'années. Ce n'est donc pas la construction de cette route qui a attiré les gens et provoqué la formation des villages de la côte. Elle fournit seulement quelques emplois temporaires à des membres de la communauté (cuisinière, manœuvre) déjà installés sur la côte et facilite la diversification des activités (petit commerce, pêche en mer, restaurant). En accélérant les transports, elle améliore aussi les allées et venues vers les périmètres irrigués de l'État de Colima.

Les communautés indiennes voisines de Coire et de Ostula connaissent également des phénomènes d'enclosures mais ceux-ci sont moins spectaculaires. Bien que la communauté de Coire ait chassé les intrus après les massacres de 1936 (partie 2, p. 67), les villages de Estopila et de El Salitre de Estopila, situés au nord des terrains indivis, sont eux aussi entourés de clôtures, celles-ci progressant vers le sud.

53. Programme de constructions rurales réalisées dans les zones pauvres par Coplamar (Coordinacion general del plan nacional de zonas deprimidas y grupos marginados).

Devant la réduction de l'espace disponible, beaucoup d'Indiens descendent vers la côte. Le village de La Estanzuela, appartenant à l'ex-communauté indienne de Aquila, est occupé depuis longtemps par des familles métisses. La généralisation récente (1970-1980) des clôtures provoque le départ de tous ceux qui n'ont pas pu clore à temps et dont le système de production repose encore sur le maïs sur brûlis et la vaine pâture. Les conflits entre membres de la même communauté ou entre communautés voisines<sup>54</sup> provoquent également nombre de déménagements. Toute installation sur des terrains situés plus au nord étant compromise par les enclosures, c'est aussi vers le sud qu'il faut partir.

Ainsi, chaque communauté indienne dispose maintenant d'un ou plusieurs « villages annexes » sur la côte. Seule la communauté indienne de Huizontla, encerclée depuis près d'un siècle par les ranchos, voit son espace vital se réduire de jour en jour, sans disposer pour autant de « porte de sortie ». Le chapelet de villages indiens qui bordent la côte est limité au sud-est par le village de Guagua, déjà occupé depuis longtemps par les métis et marquant la limite orientale du terrain contrôlé par la communauté indienne de Pómaro. Il est limité au nord-ouest par le bourg de La Placita, construit sur les terres des anciennes communautés indiennes de Aquila et de Maquili. Moins enclavé que Aquila, il concentre les activités commerciales de la commune. La croissance démographique de ces villages est confirmée par les recensements démographiques, comme en témoigne le tableau xiv.

Village	1930	1940	1950	1960	1970	1980
La Placita	69	241	399	731	1 113	1 437
La Ticla	15	31	104	40	171	281
Bucerias	85	10		5		332
Motines de Oro	0			100	267	117
Colola				72	283	262
Maruata	0			9	98	238
Pasó Noria				9		57
Cachán Echeverría	0			14	208	246
Tizúpan	0			11	39	264
Guagua	14			76	372	376

Tableau xiv

*Croissance démographique des villages côtiers de la commune de Aquila 1930-1980*

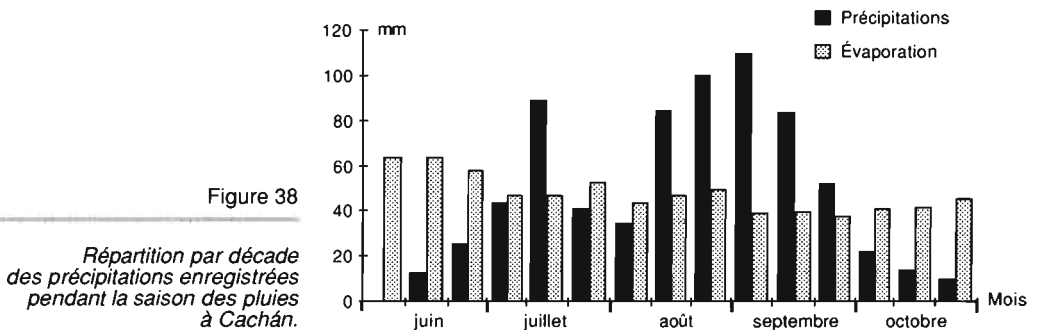
Sources : recensements démographiques (annexe 1, p. 310).

54. Depuis l'installation dans la région de la communauté de Coire au xvii<sup>e</sup> siècle, les conflits entre celle-ci et les communautés voisines de Pómaro et de Ostula n'ont pas cessé (annexe 2, p. 326).

Aujourd'hui, si le front de colonisation métis semble stabilisé, c'est que la communauté indienne de Pómaro s'est procuré des armes pour défendre le peu de terrain qui lui reste (environ 30 000 à 35 000 ha contre les 75 000 qui lui sont officiellement attribués). Les « gens de raison » ne s'aventurent guère dans les hameaux côtiers, à moins d'être nombreux et suffisamment bien armés.

## Productivité et migrations

Quand les agriculteurs indiens commencent à semer le maïs sur brûlis à proximité immédiate de la côte, ils ne rencontrent pas les mêmes contraintes agronomiques. Il ne s'agit pas de s'adapter à un raccourcissement de la période de recrû forestier, car ces terrains n'ont pratiquement jamais été travaillés. Sur des photos aériennes prises en 1971, on distingue nettement les premières parcelles de maïs sur brûlis aménagées dans la forêt tropicale caducifoliée encore presque intacte. Il faut par contre affronter un climat plus sec et une saison des pluies écourtée aux deux extrémités (partie 2, p. 67). Sur la côte, la variabilité interannuelle est très élevée : entre 1980 et 1985, les précipitations enregistrées à la nouvelle station climatologique de Cachán varient de 280 à 1 220 mm et la longueur de la saison des pluies de 98 à 137 jours. Pendant ces six années d'observation, la fin du mois de juillet et le début du mois d'août sont marqués par une forte diminution des précipitations (c'est le phénomène de la « canicule »). Pendant deux ou trois semaines, l'évaporation potentielle est nettement supérieure au niveau de précipitations enregistré (fig. 38).



Source : station climatologique de Cachán. Moyenne établie sur six années d'observation 1979-1984. Les données concernant l'évaporation sont celles mesurées sur un bac d'eau libre

Plus que jamais, c'est le « calage » du cycle du maïs par rapport à la saison des pluies qui détermine les chances de succès de la culture. L'adoption de variétés plus précoces (90 jours) aurait peut-être permis une meilleure adaptation de la culture aux conditions climatiques, mais c'est une variété semi-précoce (120 jours) qui a le plus de succès auprès des agriculteurs. Il s'agit du maïs *hibrido* (encore appelé H.507), largement semé dans l'État voisin de Colima et de plus en plus utilisé dans la communauté de Pómaro, y compris sur les terrains clôturés de la partie nord en dessous de 800 m d'altitude. Le succès de ce nouveau maïs est largement dû à sa taille, encore relativement grande, qui garantit une bonne récolte de fourrages (tiges et feuilles) pour le bétail. Par ailleurs, bien qu'hybride ce maïs



peut être ressemé plusieurs années consécutives car la dégénérescence est lente ; les épis commencent à s'atrophier seulement deux ou trois années après. Il n'est donc pas nécessaire de déboursier chaque année l'argent nécessaire à l'achat des semences.

Sur la côte, on peut difficilement semer « en sec » pour allonger la période utile au maïs. Les premières pluies provoquant la germination du maïs sont trop souvent suivies d'un « arrière-goût » de saison sèche qui détruirait le semis. Il faut attendre que le sol soit suffisamment humidifié pour commencer à semer.

Enfin, la période de relative sécheresse qui interrompt presque systématiquement la saison de pluies représente un risque grave pour le maïs, car la floraison a toute chance d'avoir lieu à ce moment. Les agriculteurs peuvent être tentés de retarder les semis pour limiter ce risque, mais c'est la dernière partie du cycle qui serait alors compromise par la fin de la saison des pluies. Les paysans considèrent en général que l'année commence bien quand les pluies débutent à la mi-juin et qu'il est possible de semer pour le jour de la Saint-Jean (soit plus d'un mois après les semis dans la Sierra de Coalcomán). Entre 1979 et 1985, ce ne fut possible qu'une seule fois.

Bien que les forêts de la frange côtière soient entamées très tardivement, les conditions de la culture du maïs n'y sont guère favorables. À proximité des nouveaux villages de la côte, on observe déjà une tendance à la diminution de la période de recrû et au semis de graminées fourragères. Les facteurs limitants mis en évidence dans la Sierra s'ajoutent alors à ceux propres à la frange côtière.

En abattant pour la première fois les forêts tropicales de la côte, les Indiens exploitent des terres de plus en plus marginales. Malgré ce gradient continu de productivité décroissante depuis le sud de la commune de Coalcomán jusqu'à la côte, l'espoir des métayers de conserver la totalité de la récolte motive l'émigration vers le sud et l'installation sur les indivis communautaires (partie 2, p. 67). La récolte y est parfois plus faible mais on n'est pas obligé de la partager avec le patron. Néanmoins, ce gradient décroissant de la productivité du travail limite nécessairement l'ampleur du phénomène, car les terres ainsi conquises sont de qualité toujours plus médiocre. Pourquoi observe-t-on alors cette nouvelle phase brutale de progression des populations métisses vers le sud et le rejet consécutif des populations autochtones sur la frange côtière ? Et qui sont les nouveaux envahisseurs ?

Beaucoup étaient métayers ou petits tenanciers dans la commune de Coalcomán. On a vu comment ils avaient abandonné le travail « à moitié » dans les ranchos, à la suite de la crise du système de culture attelée, de la concurrence imposée au maïs par les graminées fourra-

gères et de la dégradation consécutive des conditions de culture du maïs sur brûlis. D'autres étaient déjà installés sur les terrains communautaires et profitaient depuis plusieurs années de la vaine pâture.

Aucun d'entre eux n'était propriétaire foncier à son arrivée sur les terrains indivis. Mais la faible marge d'accumulation dont ils disposaient en travaillant comme métayer à Coalcomán suffisait pour disposer d'un petit capital de départ indispensable. En vendant un cochon ou un veau, ils pouvaient acheter un lopin « urbain » à San Pedro Naranjestil, profiter d'un terrain illimité et gratuit, jouir de la totalité de la récolte et acheter le plus rapidement possible quelques rouleaux de fil de fer barbelé. Ce capital préalable, si petit soit-il, dépassait largement celui des familles indigènes dont le système de production reposait encore sur le maïs sur brûlis, la vaine pâture, la chasse et la cueillette. Un siècle avant, les immigrants originaires de Cotija n'étaient pas eux-mêmes grands propriétaires lorsqu'ils prirent possession des terrains de la communauté indienne de Coalcomán. Ils devinrent puissants en disposant d'un terrain qui ne leur coûtait rien. Leur capacité d'accumulation s'en trouvait ainsi démultipliée, tout en conservant le même système technique d'exploitation.

La spécialisation de la Sierra de Coalcomán dans l'élevage naisseur relance donc la réduction des communautés indiennes opérée par les travailleurs qu'elle expulse. Les conditions d'accumulation différentielle du capital permettent aux exclus de Coalcomán de développer à leur tour des systèmes d'élevage sur les indivis communautaires envahis. L'intégration de la région aux échanges marchands et la nouvelle division régionale du travail ne leur donnent d'ailleurs aucun autre choix : élevage extensif parfois complété par la culture des plantes à stupéfiants.

Dans ces conditions, la productivité décroissante du travail sur le maïs n'a plus guère d'importance. Elle ne constitue plus aucun frein à la progression du front de colonisation. Désormais, seul l'espace compte et son contrôle fixe les possibilités de développement de l'élevage extensif et des cultures illicites. Quand le climat est plus sec, les conditions de développement des prairies temporaires sont mauvaises mais la conquête des ravins boisés de la région côtière, riches en arbres fourragers, compense alors ce handicap.

Ce sont donc bien les transformations agraires observées dans les ranchos de la Sierra de Coalcomán et la spécialisation progressive de la région qui provoquent la reprise du glissement démographique vers le sud et la réduction des communautés indiennes. Les derniers terrains encore indivis et contrôlés par les membres indiens des communautés sont ceux qui disposent des conditions naturelles les moins favorables. Ils correspondent approximativement aux régions

semi-arides de la côte aux sols granitiques sableux et fort peu propices à l'élevage. Les communautés de Ostula, Coire et Pómaro se disputent le massif granitique côtier. Celle de Huizontla ne contrôle plus qu'une petite partie de son ancien territoire, celle qui s'étend sur des affleurements granitiques aux sols squelettiques (fig. 12, p. 70).

## CONCLUSION : PÂTURAGES, MÉTAYAGE ET DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE EXTENSIF EN AMÉRIQUE LATINE

---

Le développement de l'élevage extensif a été particulièrement rapide dans la plupart des pays d'Amérique latine pendant ces dernières décennies. Les voyages que nous avons eu l'occasion d'effectuer dans les régions tropicales humides du golfe du Mexique (principale zone d'embouche au Mexique), dans la péninsule du Yucatan (région de Tizimin), dans la péninsule du Guanacaste (Costa Rica) et sur les fronts pionniers des régions de Guatusos (Costa Rica) et de Matagalpa oriental (Nicaragua) nous ont permis de constater que le développement spectaculaire de l'élevage dans ces régions relevait des mêmes mécanismes économiques que dans la Sierra de Coalcomán. De même, les rapports sociaux mis en œuvre (métayage, défrichage de la forêt et préparation des prairies effectués gratuitement par les semeurs de maïs, etc.) sont très comparables à ceux que nous venons d'étudier en détail.

C'est dans les zones de « frontière agricole » des régions tropicales humides que les phénomènes observés sont les plus spectaculaires. En première ligne, les paysans pauvres et sans terre font reculer la lisière de la forêt en y semant leur maïs en « défriche-brûlis » ou même grâce à la technique encore plus simple de la « défriche-pourrissage ». Après une ou deux années de culture, le paysan défricheur doit rendre à son propriétaire la parcelle prêtée, parcelle dont la valeur foncière a été multipliée par le travail du « métayer ». Les paysans sont donc talonnés par les propriétaires-éleveurs qui les refoulent dès que la forêt est remplacée par la prairie. La transformation de l'écosystème forestier en une sorte de savane est extrêmement rapide (quelques années seulement) et le « front » avance de plusieurs kilomètres par an. Lorsque les paysans sont déjà installés depuis longtemps et pratiquent la culture sur brûlis à friche de longue durée, la rotation forestière s'accélère peu à peu sous la pression de l'élevage. Les rendements baissent ; les maladies et parasites en tout genre amputent encore la production vivrière qui régresse rapidement. Le cultivateur, principal exécutant de la défriche et de l'amélioration des

pâturages, est progressivement évincé car son espace de survie s'amenuise de jour en jour<sup>55</sup>. S'il ne se hâte pas de démonter sa maison pour la reconstruire dans un nouveau hameau de défrichement, celle-ci est parfois incendiée par ceux pour lesquels l'utilisation du nouveau pâturage n'attend pas, surtout si sa présence représente une menace pour la reconnaissance du régime foncier en vigueur<sup>56</sup>.

Parfois encore, le paysan défricheur est lui même propriétaire de sa parcelle. Il n'est plus métayer ni même ancien métayer. Sa relation avec le détenteur de capital (le grand éleveur) devient une sorte de contrat de travail où l'agriculteur devient salarié sur sa propre terre (FERNANDEZ ORTIZ et TARRIO, s. d.). Il peut aussi vendre son herbe, c'est-à-dire louer ses pâturages - en général à faible prix - à ceux qui ont du bétail, car lui n'a aucun capital.

Dans tous les pays du bassin amazonien, de tels phénomènes ont également été observés (COSTA BARBOSA FERREIRA, 1986 ; LÉNA, 1986). Quand l'efficacité des paysans défricheurs ne suffit plus à la tâche, ils sont définitivement expulsés et remplacés par les bulldozers ou les défoliants (EGLIN et THÉRY, 1982).

Dans certaines régions tropicales moins humides et plus anciennement peuplées, la progression des prairies temporaires au détriment des produits vivriers cultivés sur brûlis est moins spectaculaire et souvent moins rapide, mais les rapports sociaux entre éleveurs et paysans-semeurs d'herbe sont toujours à peu près les mêmes. Ainsi, dans l'État du Yucatan, les pâturages empiètent progressivement sur la région traditionnelle de culture du maïs sur brûlis pratiquée par les agriculteurs mayas. Ceux-ci restent propriétaires ou usufruitiers (*ejidatarios*) de leurs parcelles, mais les ventes d'herbe se multiplient car le retard enregistré dans l'accumulation du capital ne leur permet pas d'avoir leur propre troupeau.

Dans la péninsule de Guanacaste, au Costa Rica, certains membres de l'ancienne communauté indienne de Matambu doivent louer leurs pâturages aux propriétaires-éleveurs des alentours, après les avoir eux-mêmes améliorés et clôturés. Devant la « savanisation » de l'écosystème - beaucoup plus précoce et radicale que dans la Sierra de Coalcomán - les petits producteurs de maïs et de haricot ont de plus en plus de difficultés à trouver un espace propice à la défriche-brûlis ou à la défriche-pourrissage. Les moins pauvres d'entre eux réussissent à acheter un araire, puis une charrue, afin de lutter contre l'invasion (dès 1960) de l'écosystème cultivé par le *jaragua*. Mais les autres, ne disposant pas des outils nécessaires, doivent émigrer vers le sud, où la pression foncière plus faible et l'élevage moins développé ont permis la conservation de grands lambeaux de forêt. Quand l'écosystème forestier disparaît complètement, les paysans sans terres

55. RAMIREZ MORENO et ROSENFELD B. (1983) : l'étude concerne l'État de Tabasco au sud-est du Mexique. Voir également Luis FERNANDEZ ORTIZ et Maria TARRIO (s. d., 1983), Bernard ROUX (1973), Agustín AVILA et CERVANTES (1986), Rodolfo LOBATO (1979).

56. C'est parfois ainsi que sont traités les paysans sans terres (*precaristas*) du Costa Rica lorsqu'ils s'installent sur le front pionnier du nord-est, dans la région des Guatusos, comme nous avons pu le vérifier à l'occasion d'un voyage effectué en 1986 dans la région avec Paul Sfez.

émigrent une nouvelle fois. Mais ils doivent aller beaucoup plus loin, vers la frontière agricole du nord-est, pour défricher un nouveau lopin de terre et y implanter une prairie de graminées pour le compte du propriétaire<sup>57</sup>.

La transcendance de ce phénomène et ses conséquences économiques et sociales dans les sociétés latino-américaines d'aujourd'hui sont telles qu'elles justifieraient la multiplication des comparaisons. Il est probable que le développement de l'élevage extensif et des rapports sociaux de production qui lui sont associés pour l'implantation et l'entretien des pâturages ne soient pas exclusivement réservés aux grands domaines latino-américains. Dans la Sierra Andaluza (Espagne), dont les structures agraires sont restées marquées par la très grande propriété, le nettoyage des pâturages s'effectuait aussi par la culture périodique jusqu'en 1960. Celle-ci était confiée aux paysans sans terre qui devaient, de surcroît, payer une rente équivalente à 10 % de la récolte obtenue (ROUX, 1975).

Même si le développement de cet élevage extensif se réalise dans un contexte de grandes inégalités foncières (ce sont elles qui rendent possible un tel développement), il serait faux de penser que l'opposition éleveur/agriculteur se calque toujours sur celle de latifundium/paysan sans terre. Sans que le pouvoir politique des grands éleveurs soit remis en question, l'élevage est une activité désormais généralisée à tous les producteurs, petits et grands, des régions d'élevage. L'élevage est au centre de gravité de la plupart des systèmes de production. En général, il en constituait déjà un élément indispensable (culture attelée). Mais la division régionale du travail et la « savanisation » de l'écosystème font progressivement de l'élevage extensif la seule activité encore rentable, la seule qui permette au producteur de maintenir ou d'augmenter la rémunération de son travail, à condition que celui-ci ait les moyens d'acquérir le bétail et les clôtures.

Dans certaines régions du Mexique, le développement de l'élevage extensif est d'abord un phénomène intra-*ejidal*, intimement lié à la différenciation paysanne à l'intérieur de la « communauté *ejidal* ». Bien souvent, le groupe dominant profite des pâtures de l'ensemble de l'*ejido* par le jeu combiné de l'appropriation des espaces indivis, des locations de parcelles et des « ventes » d'herbe. Il n'est pas rare non plus que les autorités du groupe *ejidal* louent les pâturages communautaires à des éleveurs extérieurs à la communauté<sup>58</sup>.

Pour les grands éleveurs capitalistes, il est d'ailleurs indispensable que les petits et moyens agriculteurs se spécialisent eux aussi dans l'élevage (RAMIREZ MORENO et ROSENFELD, 1983). De véritables poches d'élevage naisseur surgissent ainsi dans les zones où les petites structures d'exploitation (privées ou *ejidales*) dominent le panorama foncier. Les grands éleveurs, ainsi débarrassés de la phase délicate de la

57. Enquêtes réalisées dans la région de Nicoya avec Paul Sfez, février 1986.

58. Plusieurs situations analogues sont décrites dans Hubert COCHET *et al.* (1988). Le développement de l'élevage extensif dans la Selva Lacandona (État de Chiapas, dans le sud du pays) n'est pas dû aux seuls grands éleveurs capitalistes. Il se développe également à l'intérieur de chaque *ejido* nouvellement créé pour les colons. Enquête auprès de R. de la Torre, Mexico. Agustín AVILA (1981) mentionne également le développement de l'élevage dans les *ejidos* de la Huasteca, grâce aux contrats de location et/ou de métayage.

reproduction, achètent le bétail maigre et organisent le transfert des animaux vers leurs domaines spécialisés dans les activités d'embouche. Dans la Sierra de Coalcomán, les bénéfices réalisés au cours des activités d'engraissement échappent, pour la plupart, aux éleveurs de Coalcomán car les zones d'embouche sont trop éloignées. Certains d'entre eux délaissent pourtant l'élevage naisseur et acquièrent de grandes propriétés dans les régions d'embouche pour se consacrer à l'engraissement (partie 4, p. 215).

Le développement de l'élevage extensif et la spécialisation de l'ancien métayer, ou petit producteur, vers les activités d'implantation et d'entretien des pâturages sont donc des phénomènes généralisés à d'immenses régions d'Amérique latine. On attribue souvent à cette paysannerie les défrichements spectaculaires dont sont victimes les grands massifs forestiers du continent, alors que le développement de l'élevage extensif en est, de toute évidence, responsable.

Ce rapide survol du continent permet également de relativiser et de mieux comprendre la situation observée dans la Sierra de Coalcomán. La « savanisation » de l'écosystème n'y est pas encore achevée et la progression des prairies temporaires au détriment de la forêt est beaucoup plus lente que dans les régions tropicales humides en voie de colonisation. Le « front de savanisation » n'apparaît pas aussi net que dans les forêts de la façade atlantique centre-américaine (mais il avance quand même vers la côte !). La progression des prairies temporaires au détriment de la forêt et du maïs sur brûlis se réalise plutôt à l'intérieur de chaque rancho et par petites touches successives. Enfin, tous les producteurs participent à ce mouvement général, y compris les Indiens de la côte pacifique.

On a souvent perçu le développement de l'élevage extensif comme une sorte de retour en arrière technologique et les grands éleveurs qui s'y adonnent comme les derniers représentants d'un système « semi-féodal ». Ces appréciations ne semblent pas correspondre à la réalité. Car on pourrait tout aussi bien considérer l'élevage extensif comme une spécialisation fort bien adaptée à la division internationale du travail et conditionnée par cette dernière. Il autorise en tout cas une productivité du travail parfois très élevée, et largement supérieure à celle des autres activités « traditionnelles » de la région dans laquelle il se développe.

L'élevage extensif exige très peu de main-d'œuvre et caractérise souvent les régions de frontière agricole. Dans les régions plus anciennement peuplées, comme la Sierra de Coalcomán, il représente une forme d'adaptation du système agraire à une raréfaction de la main-d'œuvre. Il accélère aussi l'exode des métayers et des petits tenanciers, en réduisant sans cesse l'espace propice à l'agriculture de subsistance sur brûlis.



## Inégalités de développement, accumulation et paupérisation

---



Spécialisation régionale et développement de l'élevage extensif ne génèrent pas une uniformisation des systèmes de production. Au contraire, la diversité des situations rencontrées est maintenant très grande. Le jeu combiné des facteurs de différenciation provoque un accroissement significatif des inégalités de développement, faisant de cet ensemble de transformations un processus aux multiples facettes.

Tandis que les moyens et grands propriétaires adoptent un système d'élevage extensif nécessitant peu de main-d'œuvre mais de grands espaces, les petits tenanciers ont plutôt intérêt à intensifier leur système d'exploitation pour tenter de survivre sur le lopin de terre auquel ils ont accès. Mais en ont-ils les moyens ? Et quelle est la marge de manœuvre des populations indiennes rejetées vers la côte et privées d'une partie de leur territoire ?

## PANORAMA GÉNÉRAL SUR LA DIFFÉRENCIATION

---

### *À Coalcomán, terre et bétail restent concentrés en peu de mains*

À chaque génération, les très grandes propriétés du début du siècle ont été successivement réparties entre les héritiers. Ainsi, certains ranchos ont donné naissance à des propriétés de taille moyenne, puis à d'innombrables petites et très petites propriétés. Beaucoup de domaines ont pourtant échappé partiellement à ce fractionnement ou se sont reconstitués, un des héritiers rachetant les parts de ses frères et sœurs. Parfois encore, l'accumulation permise par le développement de l'élevage sur de grandes surfaces, par l'industrie forestière, la culture et le trafic des plantes à stupéfiants a favorisé la concentration foncière.

Faute de cadastre, la situation actuelle de la tenure de la terre est difficile à cerner ; il faut se contenter des registres conservés par les fonctionnaires chargés de relever l'impôt foncier. On y compte 1 947 propriétés mais leur surface réelle n'est pas déclarée. La surface totale recensée n'est que de 93 817 ha. Si l'on y ajoute la faible superficie contrôlée par les *ejidos* (9 621 ha), la somme représente environ 36 % de la surface totale de la commune de Coalcomán (288 200 ha). Les deux tiers de son territoire échappent donc à tout contrôle légal. Le plus grand domaine répertorié couvre officiellement une surface de 516 ha alors que nous avons visité quelques ranchos de plusieurs milliers d'hectares qui dépassaient nettement le plafond légal calculé

à partir des « coefficients de pâturage ». Plusieurs propriétés peuvent également appartenir à la même personne ou aux différents membres d'une même famille. Le nombre de très petites propriétés (moins de 10 ha) nous semble surestimé et inclut vraisemblablement les terrains « urbains » du bourg de Coalcomán. Les petits tenanciers de la commune disposent le plus souvent d'une surface supérieure à 20 ha de parcours montagneux (sauf dans la vallée de Coalcomán où l'on rencontre de plus petites exploitations).

Malgré ces réserves, les données avancées par les registres légaux de la propriété conservent un sens car elles donnent une idée approximative de la répartition de la terre dans la commune (tabl. xv et fig. 39). La moitié des propriétés couvrent 10 % de la surface totale recensée, tandis que 10 % des propriétés rassemblent 50 % des terres.

Tableau xv

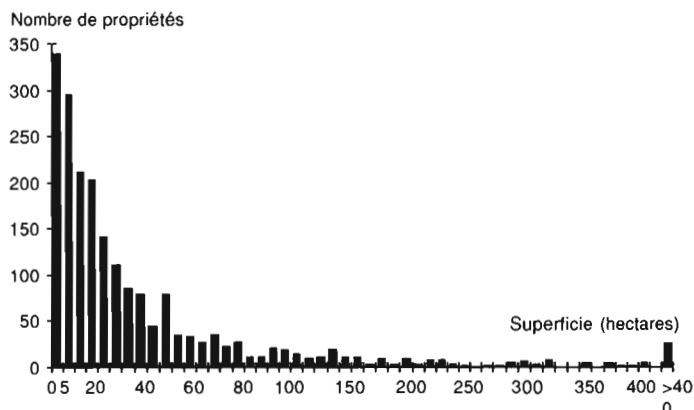
*Répartition de la propriété foncière dans la commune de Coalcomán.*

Taille des propriétés (ha)	Propriétés		Superficies	
	Nombre	%	Surface totale	%
1-5	341	17,5	848	0,9
6-10	296	15,2	2 390	2,5
11-15	212	10,9	2 808	3
16-20	203	10,4	3 705	3,9
21-30	253	13	6 480	6,9
31-50	289	14,8	11 699	12,5
51-100	145	7,4	17 075	18,2
101-200	107	5,5	15 455	16,5
201-400	76	3,9	21 613	23
> 400	25	1,3	11 744	12,5
<b>Total</b>	<b>1 947</b>	<b>100</b>	<b>93 817</b>	<b>100</b>

Source : « administración de Rentas », Coalcomán, 20 juillet 1978 (ces données n'ont pas été actualisées).

Figure 39

*Répartition de la propriété foncière dans la commune de Coalcomán.*



Source : « Administración de Rentas », Coalcomán, 20 juillet 1978.

La répartition du bétail reflète aussi les inégalités de développement suscitées par la spécialisation régionale. Les données disponibles pour l'ensemble de la commune de Coalcomán sont aussi trompeuses que celles concernant la tenure de la terre, le bétail déclaré représentant à peine la moitié des effectifs réels : 31 000 têtes déclarées en 1986 contre les 70 000 têtes probables de la commune (partie 3, p. 139). Une tradition déjà centenaire veut que personne ne déclare les effectifs réels de son troupeau. La peur de l'impôt ou d'une éventuelle application de la Réforme agraire n'ont jamais incité les producteurs à le faire et, aujourd'hui, il faut payer une taxe proportionnelle à l'Union des éleveurs de Coalcomán pour acheter ou vendre du bétail et bénéficier de la bascule de l'association.

Le tableau xvi et la figure 40 donnent cependant une idée approximative de la répartition du bétail entre les éleveurs de la commune de Coalcomán. La moitié d'entre eux ne possèdent que 20 % du bétail total, alors que 20 % des troupeaux totalisent 50 % des effectifs recensés. Le nombre de petits troupeaux (1 à 10 têtes) est fortement sous-estimé, car ceux qui ne possèdent que deux ou trois animaux ne déclarent pas leur troupeau indépendamment et n'ont pas de fer particulier pour marquer leur bétail. Beaucoup de métayers, par exemple, enregistrent leur troupeau avec celui du patron ou font appel à ses services de marquage avant de vendre un animal. Plus simplement, ils peuvent aussi vendre directement un veau non marqué au propriétaire qui peut alors le marquer à son nom et, éventuellement, le déclarer.

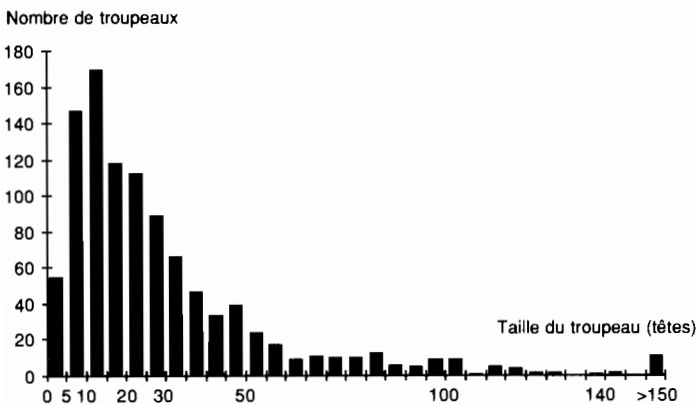


Figure 40

*Taille des troupeaux déclarés dans la commune de Coalcomán.*

Source : d'après les données de Asociación Ganadera de Coalcomán, Registro de ganado, 1986

Néanmoins la répartition du bétail apparaît moins inégalitaire que celle de la terre. Beaucoup de métayers possèdent une vache ou deux sans être propriétaires fonciers. Par ailleurs, les charges animales ob-

servées (nombre de bovins entretenus par hectare) ont tendance à être plus élevées dans les petites exploitations que dans les grands ranchos spécialisés dans la production de brouards (voir plus loin).

Tableau XVI  
*Répartition  
du bétail déclaré  
dans la commune  
de Coalcomán*

Taille du troupeau (têtes)	Troupeaux		Effectifs	
	Nombre	%	Total effectifs	%
1-5	55	5,3	204	0,7
6-10	147	14,3	1 205	3,9
11-15	170	16,5	2 178	7
16-20	119	11,6	2 166	6,9
21-30	202	19,6	5 073	16,3
31-50	186	18,1	7 285	23,4
51-100	112	10,9	7 872	25,3
> 100 têtes	37	3,6	5 192	16,7
<b>Total</b>	<b>1 028</b>	<b>100</b>	<b>31 175</b>	<b>100</b>

Source : *Asociacion Ganadera de Coalcomán, Registro de ganado, 1986.*

## *Les communautés indiennes davantage marginalisées*

En 1950, tous les observateurs soulignaient déjà les différences de développement qui opposaient les communautés indiennes de la commune de Aquila aux ranchos des communes de Coalcomán et de Villa Victoria. Maintenues à l'écart du mouvement général d'accumulation déclenché sur les « hautes terres » de Coalcomán, les villages indiens de la commune de Aquila restaient caractérisés par une économie de cueillette, de chasse et de culture périodique sur brûlis, économie partiellement intégrée aux échanges marchands.

Aujourd'hui, les communautés indiennes ne contrôlent plus qu'une partie de leur ancien territoire et accusent le contrecoup de la spécialisation régionale vers la production extensive de brouards. Tandis que les clôtures et les prairies temporaires envahissaient peu à peu le nord de la commune, de nombreux villages de « fugitifs » ont vu le jour sur la frange côtière.

Malgré ces transformations, la commune de Aquila est toujours considérée par les pouvoirs publics comme une zone « déprimée » (*zona deprimida*) et ses habitants comme des groupes « marginalisés » (*grupos marginados*). Devant la gravité de la situation dans les campagnes et l'extension des ceintures de misère périurbaine, l'administration fédérale décide, en 1978, de dresser à l'échelle du Mexique une carte de la « pauvreté ». Pour mesurer les inégalités régionales de développement, une série de critères sociaux (éducation, alimentation, santé)

1. Néanmoins, certains critères pris en considération mesurent davantage un degré d'urbanisation (pourcentage de population rurale, PEA agricole, consommation de viande, possession d'une télévision) plutôt qu'un niveau de bien-être réel ou de développement.

et géographiques (habitat, voies de communication) sont sélectionnés. Leur expression conjuguée permet la définition d'un « indice de pauvreté » (*índice de marginación*). La commune de Aquila obtient alors l'un des indices les plus élevés de l'État de Michoacán et constitue un « noyau de marginalité très forte » (COPLAMAR, 1982)<sup>1</sup>. Les données utilisées pour le calcul de cet indice sont issues pour la plupart du recensement démographique de 1970.

Malgré la construction de la route nationale côtière (achevée en 1982) et le désenclavement de nombreux villages, le « retard » de la commune de Aquila et son sous-développement relatif ne s'amoin-drissent pas (tabl. xvii)<sup>2</sup>. Une fraction importante de sa population connaît alors une paupérisation accentuée. Le maïs subventionné par l'État se vend maintenant en grande quantité dans les épiceries de la commune, tandis que la production vivrière par habitant régresse.

	Coalcomán	Aquila
Population totale	17 191	19 726
Population chef-lieu	5 829	1 095
% maison en dur*	62	27
% eau courante	60	20
% maisons électrifiées	40	5
Véhicules particuliers	227	66
Bétail exportation**	6 500	3 000
Maïs kg prod./hab.***	450	150

Tableau xvii

*Les inégalités de développement Sierra-côte en 1980*

Sources : recensement démographique de 1980.

\* Les maisons en dur sont celles construites en briques crues (*adobe*) ou cuites, ou en ciment.

\*\* Ventes de bétail à l'extérieur de la commune (annexe 8, p. 347).

\*\*\* D'après SARH, *Distrito de desarrollo* 083, Aguillilla, Michoacán, moyenne pour les années 1980-1985. Pour la commune de Aquila, le chiffre présenté est une estimation réalisée par nous d'après les ventes de maïs subventionné par l'État.

Si la commune de Aquila reste globalement plus pauvre que celle de Coalcomán, l'agriculture paysanne y connaît également un processus de différenciation accélérée. Tandis que les exploitations récemment installées sur les indivis communautaires évoluent conformément à de nombreux ranchos de la commune de Coalcomán (spécialisation vers la production de brouillards, développement des prairies temporaires), d'autres agriculteurs poursuivent la culture sur brûlis sur un espace de plus en plus réduit. Certaines familles, enfin, choisissent de mettre en valeur les quelques parcelles planes situées à l'embouchure des rivières ou sont acculées à chercher un complément de revenu dans d'autres branches d'activité.

2. Les « indices de marginalisation » et « niveaux de bien-être » présentés par les statistiques récentes sont toujours aussi préoccupants (INEGI, 1986). La situation des communautés indiennes de la commune de Aquila est dénoncée par la presse nationale au mois de janvier 1988 (*La Jornada*, 17 janvier 1988).

## *La crise de la culture du maïs*

Les conditions actuelles de la production de maïs reflètent une situation de crise généralisée. Dans les ranchos de la Sierra de Coalcomán et sur la fraction clôturée du territoire des communautés indiennes, le développement d'une nouvelle association maïs/graminée fourragère a entraîné la détérioration des conditions de culture du maïs (partie 3, p. 139). Dans le meilleur des cas, au prix d'une fertilisation de plus en plus coûteuse et d'un surcroît de travail, les rendements peuvent être maintenus mais la productivité du travail baisse. Sur la frange côtière, les conditions climatiques et la texture souvent trop sableuse des sols réservent au maïs des conditions de productivité encore plus défavorables, malgré l'existence de grands espaces non défrichés.

Les surfaces semées sur brûlis et le volume de la production s'accroissent légèrement depuis 1980 dans la commune de Coalcomán<sup>3</sup>, car l'extension des surfaces en herbe exige l'abattage et la mise en culture temporaire des friches. Dans les grandes exploitations spécialisées dans la production de broutards, le maïs n'est pas le premier produit recherché et les rendements en grains sont volontiers sacrifiés à la production fourragère. Si la production vivrière de ces exploitations dépasse les besoins de la famille du propriétaire, c'est que la production excédentaire représente la rémunération des métayers chargés de l'implantation des prairies temporaires. Les petits tenanciers, par contre, attachent beaucoup d'importance à l'obtention d'une récolte suffisante pour couvrir les besoins de la famille et de l'exploitation, mais ils ne peuvent guère espérer vendre une partie de ce grain sur un marché souvent trop éloigné.

Dans la commune de Aquila, la production de maïs, déjà faible, a été perturbée par le développement des prairies temporaires sur les terrains clôturés et par l'entrée en scène d'un maïs allochtone subventionné par les pouvoirs publics et destiné à la consommation locale.

Dès 1966, en effet, la croissance de la production agricole du pays commence à se ralentir. Tandis que l'oligarchie s'approprie peu à peu les terres « vierges » des régions tropicales humides - pour y développer l'élevage extensif - et engage les régions tropicales sèches dans la voie de l'élevage naisseur, les plantes fourragères (sorgho) concurrencent le maïs en cultures pluviales. Les importations de maïs, de plus en plus volumineuses, compensent alors la diminution de la production nationale de grain par habitant. Cette dégradation de la production vivrière conduit les pouvoirs publics à réorienter une politique agricole qui, jusque-là, s'est surtout intéressée aux périmètres irrigués. À partir de 1976-77, l'agriculture pluviale

3. Les surfaces de maïs pluvial de la commune de Coalcomán seraient passé de 5 800 ha (moyenne entre 1980 et 1984) à 6 800 ha (moyenne entre 1985 et 1987), d'après les données présentées par la SARH (Aguililla). Les surfaces semées sur les parcelles labourées de la vallée de Coalcomán et du village de Trojes (nord-ouest de la commune) sont incluses dans ces statistiques.

devient l'objet d'une intervention croissante de l'État (LINCK, 1988 a). Celui-ci tente d'étendre aux vastes régions d'agriculture pluviale les « paquets technologiques » jusque-là appliqués sur les terres irriguées dans le cadre de la « Révolution verte ».

Cette nouvelle politique culmine lors de la mise en place, en 1980, du Système alimentaire mexicain (Sam). Dans l'euphorie provoquée par l'augmentation des revenus pétroliers, une vaste politique est mise au point dans le but de relancer la production vivrière paysanne. Les prix de garantie des produits vivriers sont revalorisés ; des prêts bonifiés sont distribués massivement ; de plus, l'État accepte de partager avec le producteur les risques inhérents à l'utilisation des nouvelles variétés et à l'application de l'itinéraire technique prôné par les techniciens du ministère de l'Agriculture<sup>4</sup>. Pour augmenter les surfaces emblavées, on propose même de réduire les surfaces abusivement consacrées à l'élevage extensif. Les petits et moyens éleveurs font également l'objet d'une attention spéciale afin d'encourager la production.

Malgré tout, ces nouvelles mesures sont plutôt réservées aux régions qui, bien que dépourvues de système d'irrigation, jouissent de conditions de productivité relativement favorables : sols fertiles, mécanisation possible, accessibilité, etc. Les régions qui ne bénéficient pas de cette « viabilité productive » sont cependant concernées par le Sam, car celui-ci se propose également de lutter contre la pauvreté (rurale ou urbaine) et d'élargir le marché intérieur en redynamisant les secteurs les plus marginalisés de la société. Un important réseau de magasins d'État (*tiendas* Conasupo) est mis en place dans le cadre du programme d'approvisionnement des « zones marginales ». Chacune des 5 200 épicerie prévues doit alors proposer une série de produits de première nécessité, constituant le « panier de la ménagère » (maïs, farine de maïs, haricots, sucre, riz, etc.), à des prix fortement subventionnés par le gouvernement<sup>5</sup>.

Cette politique ne dure pas longtemps. Contrairement aux intentions déclarées, les grands domaines d'élevage extensif ne sont pas affectés le moins du monde par la nouvelle politique qui, en privilégiant les problèmes techniques posés par l'agriculture pluviale, relègue au second plan les problèmes liés à la tenure de la terre. La nouvelle loi-cadre agricole de 1980 (votée au mois de décembre) contredit déjà certains aspects « progressistes » du Sam, quelques mois seulement après son lancement (LERIN et TUBIANA, 1983). En 1982, la chute brutale du prix du pétrole précipite la crise latente du système. La crise financière devient insurmontable et la dette est multipliée. Le changement de gouvernement qui intervient à cette époque s'accompagne de l'abandon immédiat de la politique agricole mise en place

4. La politique des « risques partagés » (*riesgos compartidos*) est mise en place par *Banrural* et *Anagsa*. Sur la politique du Sam, voir François LERIN et Laurence TUBIANA (1983).

5. C'est le *Sistema Conasupo-Coplamar de Abasto a Zonas Marginadas*, décrété le 20 novembre 1979. (Conasupo-Coplamar, tercera, cuarta, quinta y sexta clausulas).

dans le cadre du Sam et de l'adoption d'une politique plus libérale (qui prépare l'adhésion du Mexique au Gatt, réalisée quelques années après). Les prix de garantie proposés aux producteurs ne sont plus augmentés et recommencent à baisser (en pesos constants) ; les dépenses sont réduites et beaucoup de mesures visant à accroître la production vivrière sont abandonnées. Dans la grande récession qui caractérise les années quatre-vingt, la production vivrière recule, tandis que se creuse l'écart entre prix agricoles et indice du coût de la vie (CALVA, 1988). Aujourd'hui, cultiver du maïs ne rapporte plus grand-chose. Si l'on ajoute aux dépenses proportionnelles, qui augmentent très vite (engrais, pesticides, location éventuelle d'un tracteur, gasoil, etc.), le coût d'opportunité du travail consacré à la culture de 1 ha de maïs, son prix de vente est loin de couvrir les frais engagés. Bien que les salaires réels aient été considérablement réduits ces dernières années, les agriculteurs sont tentés de réduire les surfaces emblavées en maïs car celui-ci rapporte souvent moins que le salaire minimum obtenu par les journaliers agricoles<sup>6</sup>.

Si toute politique incitative à la production est maintenant abandonnée, le système de distribution subventionnée aux groupes « déprimés » des zones « marginales » est, en revanche, maintenu et élargi (tout comme celui destiné à approvisionner les zones urbaines plus dangereuses politiquement).

C'est ainsi que 42 épicerie d'État (*tiendas*) sont installées sur la côte du Michoacán, dispersées sur les 250 km qui séparent Coahuayana du pôle sidérurgique de Lázaro Cárdenas. Parmi elles, 7 se situent sur le territoire de la communauté indienne de Pómaro, dans les villages de Maruata (où l'on construit de surcroît le magasin principal qui supervise les 42 *tiendas* de la région), Pómaro, Cáchan Echeverria, Cáchan Santa Cruz, Tizupa, Guagua et San Pedro Naranjestil.

Sur la figure 41 sont reportées les ventes mensuelles de maïs subventionné dans les villages de Maruata (sur la côte) et de San Pedro Naranjestil. On constate que les ventes de maïs à la population de ces villages augmentent très rapidement vers la fin de la saison sèche (avril-mai) alors que les stocks vivriers s'épuisent. La courbe des ventes s'effondre à l'annonce de la prochaine récolte, pendant les mois de novembre et décembre. Lors d'une année moyenne, la production locale de maïs suffit à la satisfaction des besoins nutritionnels pendant à peine cinq mois. Plus de la moitié du maïs consommé par les habitants de ces villages est donc acheté à la Conasupo. Dans le village de San Pedro Naranjestil, 73 t sont distribuées en 1974 et près de 90 t en 1987, ce qui représente une quantité de 130 et 160 kg/hab., soit plus de la moitié de la consommation annuelle (sauf exception, ce maïs est exclusivement consacré à la consommation humaine).

6. La détérioration des termes de l'échange est continue entre 1982 et 1987. Pendant cette période, les prix agricoles sont dévalorisés de 30 % par rapport à l'évolution générale du coût de la vie. Pendant cette même période, la baisse du salaire minimum agricole est de 40 % (CALVA, 1988).



Il faut la bonne récolte de 1985 pour permettre aux habitants de San Pedro Naranjestil de se passer du maïs subventionné par le gouvernement pendant l'année 1986. Dans le village de Maruata, les ventes de maïs représentent près de 300 kg/hab. en 1974. L'importance de ce chiffre tient à ce que beaucoup d'habitants de Pómaro descendent à Maruata pour acheter leur maïs (à cette époque, la *tienda* de Pómaro n'est pas encore installée). Il s'explique aussi par le fait que de nombreuses familles de ce village abandonnent alors toute activité agricole. Le maintien des achats en 1986 (alors que la récolte précédente a été relativement abondante) semble confirmer cette évolution.

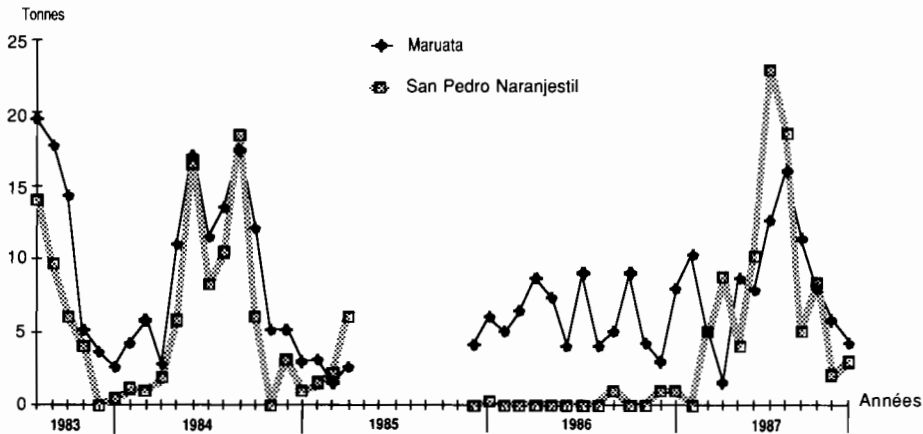


Figure 41

*Ventes mensuelles de maïs subventionné dans deux villages de la communauté indienne de Pómaro.*

Le maïs semé dans la communauté indienne de Pómaro ne suffit donc plus à l'alimentation de ses habitants. Les premières importations massives de maïs ont lieu après les récoltes catastrophiques de 1973-74, quand la communauté indienne de Pómaro est ravitaillée de toute urgence par mer. Dix ans plus tard, la construction de la route nationale et l'installation du réseau de distribution Conasupo confrontent soudainement la production locale de maïs à la concurrence imposée par les régions hautement productrices qui bénéficient de meilleures conditions de productivité. Malgré l'intervention de l'État dans la fixation des prix de garantie et des prix subventionnés, la pression des millions de tonnes de maïs importés chaque année des États-Unis, à bas prix, incite les agriculteurs de la commune de Aquila à acheter leur maïs plutôt qu'à le produire<sup>7</sup>. Les mauvais rendements habituels sur la frange la plus aride de la côte (celle dont les Indiens sont encore maîtres) et l'élévation du coût d'opportunité du travail effectué sur le champ de maïs (d'autres activités sont possibles) accentuent la contraction progressive de cette activité. La production résiduelle de maïs est obtenue aujourd'hui dans le nord de la commune (région

7. Au niveau national et depuis 1973, entre 30 et 80 % du maïs distribué par Conasupo est importé des États-Unis, soit 1 à 4 millions de tonnes par an (MARTIN DEL CAMPO, 1989).

plus arrosée, encore dépourvue de *tienda* Conasupo) et sur les quelques parcelles planes et labourables de la frange côtière. Mais le surplus commercialisé représente peu de chose par rapport aux quantités de maïs allochtone entreposées dans le hangar Conasupo de Maruata. Même ces parcelles (les meilleures de la côte) sont de plus en plus emblavées en prairies temporaires.

Dans la commune de Coalcomán, l'intervention de Conasupo est plus ancienne mais de nature différente. L'achat de maïs aux producteurs (au prix de garantie) est son activité principale jusqu'en 1984. Chaque année, Conasupo achetait aux producteurs 1 500 à 1 600 t de maïs, soit 15 % à 20 % environ de la production. Les achats diminuent progressivement pour atteindre une moyenne de 600 t/an après 1975, soit moins de 10 % de la production. Les derniers achats ont lieu en 1984 (584 t)<sup>8</sup>. Dans ce cas, l'interruption des achats de maïs par les magasins d'État ne reflète pas une baisse de la production, mais davantage la baisse des prix de garantie offerts par le gouvernement et la réactivation consécutive du commerce privé des grains.

Bien que la production municipale de grain soit suffisante pour couvrir les besoins de la population, les habitants du bourg de Coalcomán ne consomment pas le maïs produit dans la commune. Celui-ci est plutôt vendu par les commerçants dans la ville de Tepalcatepec (dans la vallée des Terres Chaudes). Les éleveurs de cette région (qui n'ont pas droit au maïs subventionné du « panier de la ménagère ») sont prêts à le payer plus cher pour le donner au bétail ; Conasupo distribue donc aux habitants de Coalcomán un maïs importé (et de moins bonne qualité) par l'intermédiaire des deux fabriques de tortillas du bourg (336 t/an). Les ventes de maïs subventionné aux particuliers sont interrompues « depuis que le maïs fait défaut » et parce que des éleveurs se livrent à un trafic parallèle en en donnant une partie au bétail.

## *Des écarts de productivité de un à quatre*

Quelle que soit la région étudiée (commune de Coalcomán ou région côtière), on constate que le processus de développement analysé dans la partie 3 (p. 139) s'accompagne d'une différenciation rapide. Tandis que certains groupes de producteurs sont progressivement évincés (métayers, petits tenanciers, Indiens dans l'incapacité de clore) d'autres exploitations connaissent une phase d'accumulation prolongée. L'analyse des systèmes de production et de leur évolution situe chaque exploitation étudiée dans ce mouvement contradictoire de la différenciation paysanne. Elle permet une estimation de la production (produit brut) et des quantités vendues sur le marché par chaque agriculteur. Elle autorise aussi l'évaluation des

8. Enquête auprès de Javier Marin, chargé de la Conasupo à Coalcomán, avril 1987.

dépenses nécessaires à l'obtention de cette production (charges proportionnelles et charges fixes) et le calcul de la productivité du travail. 129 enquêtes furent ainsi réalisées dans les communes de Coalcomán (56 enquêtes), Villa Victoria (8 enquêtes) et Aquila (65 enquêtes). Chaque fois que les données réunies étaient jugées suffisamment fiables, une évaluation de la productivité du travail fut tentée.

Avant même d'analyser, pour chaque groupe de producteurs, le fonctionnement du système de production et ses résultats, la comparaison des niveaux de productivité atteints illustre l'état actuel de la différenciation (tabl. xviii). Les écarts de productivité sont suffisamment significatifs pour dépasser largement l'ordre de grandeur des erreurs et imprécisions inhérentes à la qualité de l'information recueillie et aux conventions de calcul adoptées.

Tableau xviii

*Les écarts  
de productivité  
enregistrés entre  
différents groupes  
de producteurs  
(en dollars)*

	Très grands domaines d'élevage	Moyennes et grandes exploitations familiales d'élevage	Petits et moyens producteurs'	Métayers**	Système de production traditionnel sans clôture	Doubles actifs (artisanat, pêche) et semi-prolétaires
Surface totale (ha)	700-5 000	200-600	10-100	0	-	0
Surface/travailleur (ha)	150-600	65-200	1-70	-	-	-
Effectifs bovins	150-800	70-200	10-60	1-5	0-5	0-2
Produit brut (\$)	13 500	5 000	2 300	2 160	815	500
Charges proportionnelles(\$)	2 100	1 090	500	615	210	120
Charges fixes (\$)	1 200	500	280	145	80	40
Capital constant (\$)**	3 300	1 590	780	760	290	160
Valeur ajoutée/travailleur (\$)	2 000	1 220	670	670	450	(290)
Valeur ajoutée/ha (\$)	7,8	12	20	-	-	-
Nombre d'enquêtes	6	23	45	14	24	15

Sources : enquêtes auprès des agriculteurs.

\* Leur cas est détaillé dans le tableau xx (deux premières colonnes).

\*\* Moyenne établie sur 11 cas seulement. Les trois autres cas correspondent à des métayers auxquels a été confiée la « gérance » d'une propriété. La productivité de leur travail est supérieure (voir plus loin).

\*\*\* Capital constant = charges proportionnelles + charges fixes.

Ainsi l'élevage extensif, peu exigeant en travail, permet l'obtention d'une productivité presque trois fois plus élevée que celle des petits tenanciers, obligés d'intensifier leur exploitation pour en compenser la trop petite taille. La productivité du travail de ces derniers reste cependant largement supérieure à celle obtenue par les paysans indiens qui sèment toujours le maïs sur brûlis sans que la clôture fasse partie de leurs moyens de production.

Quand les surfaces effectivement mises en valeur sont connues (même approximativement), on peut représenter chaque exploitation sur un graphique où l'on porte en abscisse la surface par travailleur et en ordonnée la productivité du travail (la valeur ajoutée produite par travailleur). Cette représentation n'est guère possible dans le cas où les agriculteurs font paître leurs troupeaux sur de vastes parcours collectifs. Pour ceux qui ont accès aux indivis, les parcelles qu'ils ont pu clôturer assurent l'alimentation du troupeau pendant une partie de l'année seulement et la surface effectivement utilisée est plus vaste.

Les points portés sur la figure 42 représentent la situation de quarante unités de production pour lesquelles la surface travaillée est approximativement connue. La plupart des exploitations étudiées dans la commune de Aquila n'y sont donc pas inscrites. Trois groupes d'exploitations assez différenciés apparaissent sur la figure.

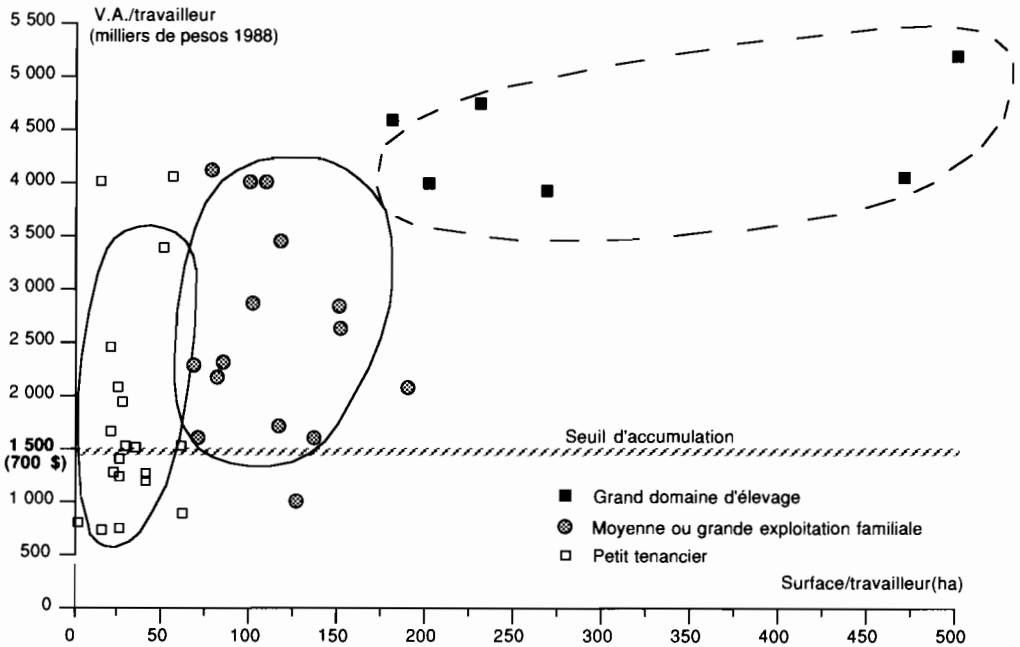


Figure 42

*Productivité du travail  
et seuil d'accumulation :  
représentation de quelques  
exploitations agricoles de  
la commune de Coacomán.*

- Deux d'entre eux sont constitués par les exploitations où l'élevage extensif est prédominant : les grands domaines d'élevage qui appartiennent à l'oligarchie locale d'une part ; les moyennes et grandes

exploitations familiales, elles aussi consacrées à la production de broutards mais dont la productivité moyenne est inférieure, d'autre part. Si l'élevage extensif caractérise les exploitations de ces deux groupes, les raisons qui incitent ces producteurs à conserver ce système d'élevage ne sont pas les mêmes pour tous. Pour les membres de l'oligarchie, l'élevage ne constitue qu'une activité parmi d'autres, les bénéfices obtenus étant plutôt investis dans d'autres domaines. Dans les moyennes ou grandes exploitations familiales, au contraire, c'est plutôt le départ des jeunes vers les États-Unis ou l'existence de sources de revenus supérieurs (cultures illicites, etc.) qui limitent la quantité de travail investie sur l'exploitation. Ces différentes logiques et les pratiques mises en œuvre par ces éleveurs seront détaillées dans la deuxième section de cette partie.

- Le troisième groupe mis en évidence sur la figure 42 est celui des petits tenanciers dont la productivité du travail est encore plus faible. Contrairement aux éleveurs des deux premiers groupes, les petits tenanciers, pour lesquels de véritables opportunités de travail à l'extérieur sont plus rares, ont toujours intérêt à intensifier leur système de production afin d'accroître le revenu dégagé par hectare. À ce groupe de producteurs, représenté sur le tableau XVIII et sur la figure 42, il faut ajouter nombre de petites exploitations sises sur les terrains appartenant juridiquement aux communautés indiennes et quelques exploitations installées sur la côte.

Néanmoins, tous ces agriculteurs n'ont pas les moyens de mener à bien une telle intensification. Pour certains, la productivité du travail est suffisante pour dégager une faible marge d'accumulation. Des dépenses supplémentaires peuvent alors s'envisager et une certaine intensification est possible. Pour d'autres, au contraire, la stricte satisfaction des besoins minimaux de la famille s'obtient au prix du non-renouvellement des outils et de la détérioration du capital d'exploitation. Dans l'incapacité d'investir, ils n'ont guère de chances de mener à bien l'intensification de leur exploitation. L'étude des différentes tentatives d'intensification réalisées par ces petits producteurs et leurs résultats sont détaillées dans la troisième section de cette partie.

- Pour les agriculteurs soumis au métayage (non représentés sur la figure 42), les obstacles qui entravent l'intensification ne sont pas de même nature. Tous auraient intérêt à mener à bien une intensification de leur système de production si une grande partie des fruits de leur travail n'était prélevée par le propriétaire. Nous verrons qu'une telle intensification a effectivement lieu pour les activités non soumises au partage de la récolte et lorsque la marge d'accumulation du métayer suffit pour mener à bien ces transformations.

- Les familles indiennes qui survivent sur la fraction non close des terrains indivis et n'ont pas accès aux quelques parcelles planes de la frange côtière subissent un processus de paupérisation accélérée. Aucune ne dispose des moyens nécessaires pour clore une partie des indivis. Pour ces familles, l'intensification n'est guère possible et ne correspond même pas à leurs intérêts, tant que chacun ne dispose pas d'un ensemble clôturé suffisant.

La situation des métayers et de ces familles indiennes dans l'impossibilité de clore sera analysée dans la quatrième section de cette partie, ainsi que celle de tous ceux qui ont dû abandonner partiellement ou totalement l'agriculture et trouver, dans d'autres domaines d'activité, les moyens de leur survie.

### *Définition d'un seuil d'accumulation*

Ce seuil est défini par la valeur de la productivité du travail qui autorise la satisfaction des besoins minimaux de la famille et l'entretien des moyens de production.

Les besoins minimaux correspondent aux exigences de survie en matière d'alimentation, de santé et d'éducation. Si ce niveau n'est pas atteint, la reproduction de la force de travail est menacée : on hésite de plus en plus avant de consulter le médecin ; les vêtements usés ne sont plus remplacés ; les sandales sont indéfiniment rafistolées ; les jeunes enfants marchent pieds nus ; les aînés ont moins de chance de continuer leur scolarité après le certificat d'étude ; la maison n'est plus réparée convenablement. Si la situation ne s'améliore pas, le lait est vendu plutôt que consommé, les haricots noirs sont progressivement rationnés et l'on commence à manger les tortillas avec seulement une pincée de sel à l'intérieur.

Ces situations surviennent en dessous d'un seuil qui n'est pas constant et immuable. Il est socialement défini par l'évolution des besoins considérés comme minimaux, à une époque déterminée. Le développement des échanges et la généralisation de modèles de consommation d'origine urbaine le poussent vers le haut. Dans les hameaux isolés où la camionnette n'est pas privilégiée comme moyen de transport, un jeune qui ne peut pas acheter avec le fruit de son travail une monture digne de ce nom et un revolver d'un calibre suffisant supporte difficilement la vie « au rancho » et préfère tenter sa chance ailleurs. La monture et le revolver font alors partie des « besoins sociaux minimaux ». Avec la multiplication des pistes, la monture perd progressivement de son attrait (mais pas le revolver !) au profit de la camionnette qui permet d'accéder, en quelques heures seulement, au chef-lieu de la commune.

Cette valeur limite de la productivité du travail doit être suffisante pour permettre également l'entretien du capital d'exploitation. En deçà de ce seuil, les outils ne peuvent plus être remplacés ni les clôtures consolidées. C'est le capital productif qui s'effrite peu à peu et qui est consommé pour assurer la survie immédiate de la famille. Les génisses sont vendues et les effectifs du troupeau réduits ; les porcelets sont vendus au lieu d'être engraisés.

Ce niveau minimal de la productivité du travail constitue donc le seuil en deçà duquel aucune accumulation n'est envisageable (seuil d'accumulation). Il sépare ainsi ceux pour lesquels un espace d'accumulation est possible de ceux dont la survie et l'entretien des moyens de production ne peuvent plus être assurés en même temps. Il constitue donc un seuil de reproduction (ou seuil de reproductibilité) de l'exploitation agricole.

Pour assurer la couverture des besoins énergétiques de la famille (consommation de maïs, engraissement de un ou deux cochons, basse-cour, alimentation complémentaire pour les montures et le bétail), 3 t de maïs constituent une quantité minimum. Pour que les dépenses monétaires absolument indispensables à la couverture des autres besoins minimaux soient possibles, il faut vendre 6 ou 7 bovins chaque année (5 taurillons et 2 vaches de réforme par exemple), à moins que d'autres produits soient portés sur le marché (lait, fromage, fruits et légumes, cochons). Déduction faite des coûts entraînés par cette production minimale, nous fixerons la productivité minimale (le seuil d'accumulation) à environ 700 dollars par travailleur et par an (environ 1,5 million de pesos au premier semestre 1988). Ce seuil est représenté sur la figure 42. Il marque la frontière entre ceux qui peuvent mettre à profit une marge d'accumulation minimale et ceux pour lesquels toute reproduction élargie du capital semble exclue.

## ÉLEVAGE EXTENSIF ET ACCUMULATION

---

La production de broutards est devenue l'activité principale d'un grand nombre d'agriculteurs de la Sierra de Coalcomán. C'est, pour beaucoup, la seule activité qui dégage des revenus monétaires relativement importants. Mais tous n'ont pas eu accès à cette spécialisation. Quels sont les producteurs qui ont pu adopter un tel système de production et bénéficier des marges d'accumulation qu'il permet de dégager ?

Ce type d'élevage demande assez peu de travail mais exige beaucoup d'espace. Aussi devine-t-on que ce système de production convient mal à ceux qui ne disposent que de petites surfaces.

On sait que les techniques de fenaison ne sont pas développées et que les possibilités d'intensification fourragère, offertes par les prairies temporaires, n'ont pas toujours été valorisées par une gestion adéquate des pâturages et des parcours.

Les charges animales (le nombre de têtes de bétail entretenues par hectare) varient beaucoup d'une exploitation à l'autre, mais dépassent rarement 0,4 animal par hectare (tous bovins confondus). La moyenne pour l'ensemble de la commune de Coalcomán n'est que de 0,25 tête par hectare.

Dans ces conditions, quelle surface permet au propriétaire d'obtenir le revenu minimal défini plus haut ? On admet que la fécondité moyenne des troupeaux est comprise entre 50 et 60 % et que, dans la composition du troupeau, les femelles adultes représentent entre 30 et 40 % des effectifs, suivant les exploitations<sup>9</sup>.

Tableau XIX  
*Élevage extensif  
et surface minimale*

Nombre de ventes annuelles	5 taurillons + 2 réformes
Nombre de mises-bas	10
Nombre de vaches adultes	20
Effectif du troupeau	60
Surface nécessaire (ha)	150-300
Charge animale (tête/ha)	0,2-0,4

Ce n'est donc qu'à partir d'une superficie minimale de quelques centaines d'hectares que la production extensive de broutards permet l'obtention d'une valeur ajoutée par travailleur supérieure au seuil d'accumulation défini. Parmi les 29 exploitations de l'échantillon, spécialisées dans cette production, aucune ne dispose d'une superficie inférieure à 200 ha.

## *Oligarchie et élevage extensif*

Les grands propriétaires, membres de l'oligarchie de Coalcomán, possèdent des ranchos dont la surface dépasse généralement le millier d'hectares pour atteindre parfois plus de 5 000 ha (6 cas étudiés). Ces producteurs sont les héritiers des grandes familles qui s'étaient partagé le contrôle du territoire au début du siècle. Leurs ranchos ont échappé au morcellement provoqué par les divisions héréditaires ou sont le fruit d'une concentration foncière plus tardive. On peut estimer leur nombre à une quinzaine pour la commune de Coalcomán.

<sup>9</sup>. Ces moyennes nous sont suggérées par les résultats des enquêtes effectuées auprès des éleveurs de la région.



## LES LIMITES DE L'ACCUMULATION DU CAPITAL

C'est pour les membres de ce groupe que les produits bruts dégagés sont les plus importants (tabl. XVIII, p. 226). Les valeurs ajoutées par travailleur sont aussi les plus fortes mais elles n'augmentent plus à partir d'une certaine superficie. Elles sont de l'ordre de 2 000 dollars par travailleur. Il faut encore de la main-d'œuvre pour s'occuper du bétail, défricher et implanter les prairies temporaires (métayers). C'est pourquoi ces propriétés produisent encore une quantité de maïs proportionnelle au nombre de métayers associés. Tout ou partie de ce maïs constitue la fraction de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération de la main-d'œuvre, tandis que la valeur créée par l'implantation des prairies temporaires et la multiplication du bétail est accaparée par le propriétaire. Le revenu dégagé par ce dernier est donc beaucoup plus élevé (voir plus loin le calcul de la plus-value extorquée aux métayers).

Mais certaines de ces exploitations n'emploient qu'un nombre très limité de travailleurs (2 ou 3). Les surfaces semées en graminées fourragères sont alors faibles et la propriété prend un aspect quelque peu abandonné : prédominance de prairies non entretenues et de friches de plus ou moins longue durée, anciennes terres à bœufs abandonnées et recouvertes de petits acacias buissonneux (*huizache*). Les charges observées sont parmi les plus faibles de la commune : 0,1 à 0,15 bovin par hectare seulement. L'abondance des friches assez âgées permettrait à de nombreux métayers d'y semer leur maïs sur brûlis, mais ils refusent souvent de rester si la totalité de la récolte de grain ne leur est pas acquise. Parfois encore, la peur éprouvée par le propriétaire à l'idée que se forme sur son domaine un groupe de travailleurs revendicatifs le dissuade d'inviter un trop grand nombre de métayers à travailler chez lui.

Pour tous ces grands ranchos d'élevage extensif, les revenus du capital sont fortement limités par la division régionale du travail qui réserve aux grands éleveurs des régions d'embouche la plus grosse part des bénéfices. L'échange inégal qui s'opère entre les régions « naisseuses » du versant pacifique et les zones d'engraissement du golfe du Mexique reflète de grandes différences de productivité. Bien que l'élevage de la Huasteca reste en général assez extensif, il bénéficie de conditions de productivité particulièrement favorables, largement dues aux conditions naturelles (une production fourragère abondante pendant la plus grande partie de l'année). Sans exiger aucun investissement coûteux, les ranchos de la Huasteca supportent facilement une charge d'un animal par hectare, des taux d'extraction<sup>10</sup> voisins de 20 % et une production de 100 à 150 kg par hectare et par an (CSHIAVO, 1985 ; RUTSCH, 1984). Le taux d'extraction ne serait

10. Le taux d'extraction est le nombre d'animaux produits annuellement par rapport au nombre total d'animaux du troupeau.

que de 12 à 13 % pour la commune de Coalcomán et la production annuelle de 11 kg de poids vif par hectare seulement<sup>11</sup>. Enfin, dans la région de la Huasteca, un travailleur peut surveiller aisément une centaine d'animaux et l'on estime la productivité de son travail au quintuple de celle obtenue dans les grands domaines d'élevage de la commune de Coalcomán<sup>12</sup>.

Les exploitations d'engraissement intensif (hors-sol ou « zéro pâturage ») situées dans le Bajío se réservent également la plus grosse part des bénéfices. En 1986, l'une d'elles achète la totalité des animaux maigres dont elle a besoin à Coalcomán (1 200 têtes par an). Tous les risques inhérents à la reproduction et au transport des animaux restent à la charge des producteurs de Coalcomán. L'unité d'engraissement met à profit la période de croissance rapide des animaux et les sacrifie dès que le gain moyen quotidien (GMQ) commence à baisser<sup>13</sup>.

À l'exception de ce dernier cas, la commercialisation du bétail à longue distance échappe généralement aux éleveurs de Coalcomán qui se trouvent donc dans une situation de dépendance et de soumission vis-à-vis des régions d'embouche. Le bétail sur pied leur est payé à faible prix par les négociants qui organisent son transfert vers la côte est.

Tous les efforts de ce groupe de propriétaires convergent pour faire sauter ce verrou qui limite leur marge d'accumulation. C'est là le fondement même de leur logique économique. L'une des solutions choisies a déjà été évoquée : elle consiste en l'achat de terrains dans les régions d'embouche du golfe du Mexique (Tamuin et *Ciudad Valles* dans l'État de San Luis Potosi, Las Choapas au sud de l'État de Veracruz, etc.), le bétail du rancho de Coalcomán étant transféré dans celui d'engraissement. Cette solution est choisie par un petit nombre de propriétaires de Coalcomán, mais la plupart d'entre eux s'établissent définitivement sur l'autre versant du pays. On a vu que l'un d'eux est même devenu l'un des éleveurs les plus puissants de la commune de Tamuin, en plein cœur d'une des régions d'embouche qui alimente le grand marché de Mexico<sup>14</sup>. Jusqu'en 1986, c'était l'un des deux principaux acheteurs de jeunes taurillons de la région de Coalcomán.

Pour ceux qui n'ont pas quitté Coalcomán, le contrôle de la filière reste une priorité et l'enjeu d'une concurrence acharnée entre les principales familles. Ainsi, le commerce de détail de la viande est aux mains de ce groupe de producteurs. Ils contrôlent directement ou indirectement les boucheries de Coalcomán et de Tepalcatepec. Mais ce contrôle s'arrête en général à l'échelon local ou régional et à l'organisation de la collecte des animaux dans les hameaux épar-

**11.** Les ventes annuelles totalisent environ 8 000 têtes pour les 60 000 à 70 000 bovins estimés pour la commune de Coalcomán, ce qui correspond à un taux de 11,5 à 13,5 %.

**12.** En s'occupant d'une centaine de bêtes, un travailleur de la Huasteca peut produire annuellement 20 animaux (taux d'extraction de 20 %) de 400 kg au moins dont le prix de vente, au kilo et sur pied, sera supérieur à celui offert à l'éleveur de Coalcomán. Ce dernier peut surveiller 80 bêtes au maximum et produire 10 animaux de 250 kg chacun (taux d'extraction de 12-13 %).

**13.** Enquête réalisée au rancho El Tajo qui appartient au syndicat des travailleurs de la pétrochimie de Salamanca, Salamanca, Guanajuato, mai 1986.

**14.** Cette région produirait 52 % des taurillons abattus sur le marché de Mexico (CSHIAVO, 1985).

pillés de la commune. Les grands éleveurs de la Huasteca (originaires ou non de Coalcomán) et les négociants de Guadalajara gardent le contrôle des principaux transferts de bétail vers les régions d'engraissement.

L'obtention d'un quota d'exportation directe vers les États-Unis constituerait pour ces producteurs une autre façon de dépasser le plafond d'accumulation imposé par leur situation en zone « naisseuse ». L'« ouverture » périodique de la frontière et l'exportation de bétail maigre sur pied réservent aux producteurs des plus-values élevées, car le prix payé par les importateurs nord-américains est en général très supérieur aux prix nationaux. Mais seuls les États du nord du Mexique bénéficient de tels privilèges : l'attribution d'un quota à l'État du Michoacán dépendrait, dit-on, de l'éradication des tiques, parasites qui infestent encore la plupart des troupeaux. À cet effet, plus de cinquante bains anti-tiques ont été installés dans la commune de Coalcomán. L'absence de quota réservé à l'État du Michoacán n'empêche pas le bétail local de franchir la frontière des États-Unis, mais les circuits clandestins qui opèrent sont contrôlés par les grands éleveurs des États du nord. En 1986-87, près de 20 % des taurillons produits dans la commune de Coalcomán ne sont-ils pas convoyés vers les États frontaliers de Tamaulipas, Coahuila, Nuevo Leon et Chihuahua ? Durant le premier semestre 1987, le prix proposé à la frontière des États-Unis pour les jeunes taurillons aptes à l'exportation est deux fois supérieur aux prix pratiqués à l'intérieur du pays (CALVA, 1988).

Le contrôle de la commercialisation des taurillons et l'obtention d'un quota d'exportation vers les États-Unis constituent des thèmes porteurs pour les dirigeants de la politique locale. Il est en effet facile de convaincre les petits et moyens éleveurs que de telles améliorations bénéficieraient à tous. La politique constitue d'ailleurs l'une des activités lucratives complémentaires de l'oligarchie de Coalcomán. Elle permet de s'imposer en tant qu'interlocuteur privilégié de l'administration pour toutes les affaires locales et régionales. Elle permet aussi de bénéficier en priorité des subsides de l'État et des projets de développement prônés par les agents du ministère de l'Agriculture.

#### LA POLITIQUE AGRICOLE AU SECOURS DES GRANDS ÉLEVEURS

Depuis la pacification de la révolte des *Cristeros* en 1930, les régions montagneuses du sud de l'État du Michoacán n'ont guère retenu l'attention des autorités régionales ou fédérales. Aucune installation hydraulique ne pouvait transformer le paysage agricole de la région comme ce fut le cas dans la vallée voisine des Terres Chaudes. Ce n'est qu'à partir de 1987 et à l'initiative du nouveau gouverneur, Luis

Martinez Villicaña, qu'une nouvelle politique agricole est définie pour toute la moitié sud de l'État du Michoacán. Le Plan d'élevage du sud (*Plan ganadero del Sur*) se propose alors :

- « de promouvoir le développement des 25 communes du sud de l'État ;
- de mettre en valeur les terrains à vocation pastorale de la région pour augmenter de moitié la production de viande bovine de l'État de Michoacán ;
- de créer des emplois qui permettent le maintien de la population rurale »<sup>15</sup>.

Pour cela, les autorités prévoient l'implantation de 700 000 ha de prairies temporaires pendant les six années du *sexenio* gouvernemental, dont 100 000 ha dès la première année (1987). Les dirigeants du projet espèrent porter à 180 000 le nombre de taurillons exportés chaque année vers la Huasteca<sup>16</sup>. La région concernée est divisée en cinq pôles de développement. L'un d'eux, centré autour du bourg de Coalcomán, regroupe la plus grande partie de la portion michoacan-naise de la Sierra Madre del Sur en incluant les communes de Coalcomán, Villa Victoria, Aguililla, Tumbiscatio et Arteaga. Il faisait office de « pôle pilote » (pôle de confiance) car le directeur du projet appartient lui-même à l'oligarchie de Coalcomán. Plusieurs banques nationales sont sollicitées pour participer au financement du projet, soit 2 millions de dollars en 1987 et plus de 12 millions pour 1988. Comme pour de nombreux projets de développement de l'élevage en Amérique latine, une participation directe de la Banque mondiale et du Bid est prévue par l'intermédiaire du Fonds de garantie pour l'agriculture, l'élevage et l'aviculture (Fira)<sup>17</sup>.

Chaque éleveur est invité à faire connaître la surface qu'il souhaite emblaver avec des graminées fourragères pour obtenir un prêt spécial, correspondant aux semences (fournies en nature) et au surcroît de travail occasionné par rapport au semis de maïs sur brûlis (part versée en liquide). Les techniques d'implantation ne sont pas modifiées et reposent sur l'association de la graminée fourragère avec le maïs semé sur brûlis. Le crédit accordé à chaque producteur est limité par les effectifs déclarés de son troupeau, qui fait office de garantie. Pendant la première année du programme, les semences sont données gratuitement aux membres du « secteur social », c'est-à-dire aux bénéficiaires de la Réforme agraire (les *ejidatarios*). En 1988, les responsables du projet décident d'étendre cette mesure à tous les propriétaires privés pour accélérer le développement du programme. On prévoit aussi, pour chaque commune, la distribution de 25 taureaux sélectionnés aux éleveurs qui le souhaitent et qui ont démontré leur intérêt pour le programme.

15. Dirección de ganadería del Estado de Michoacán (1987).

16. *La voz de Michoacán* du 5 juillet 1987 et 7 novembre 1987, *El Sol de Zamora* du 15 novembre 1987.

17. Le Mexique semble toujours être l'un des principaux bénéficiaires des très nombreux projets d'élevage financés par les organisations internationales depuis le début des années cinquante. Entre 1971 et 1977, le Mexique aurait bénéficié de 53 % des fonds prêtés par la Banque mondiale et le Bid pour financer des projets d'élevage (FEDER, 1982).

Dès la mise en place du projet, les organisations écologiques dénoncent les conséquences du défrichement massif de 700 000 ha qu'elles imaginent semblable aux grands défrichements opérés dans le sud-est du pays. Mais ce projet d'implantation de prairies ne représente, en réalité, que la poursuite et l'accélération d'une tendance déjà observée dans les ranchos de la Sierra de Coalcomán depuis près de vingt ans : tendance qui a provoqué, d'une part, le rétrécissement progressif de l'espace propice au semis de maïs sur brûlis au profit des prairies temporaires et, d'autre part, la « savanisation » progressive de l'écosystème.

En développant la « vocation pastorale » de la région, les autorités affirment alors pouvoir « passer de l'extensif à l'intensif »<sup>18</sup> à travers l'augmentation de la capacité fourragère du système et de la charge animale. Mais une telle intensification n'apparaît guère possible si les nouvelles prairies ne sont pas entretenues et gérées (mise en défens, pâturage tournant, fauche des refus, brûlis). Or, aucune mesure d'accompagnement n'est prévue pour permettre aux producteurs d'intensifier leurs pratiques. Les petits tenanciers, qui auraient intérêt à le faire, ne sont pas réellement concernés par les distributions de semences et plutôt effacés des listes des bénéficiaires potentiels, par manque de solvabilité. Quant aux métayers, concernés au plus haut point par l'implantation des prairies temporaires, leur existence même est ignorée par bon nombre d'agents de développement chargés de faire appliquer les consignes gouvernementales.

En distribuant les semences de graminées fourragères, le Plan d'élevage du sud a pour objectif l'abaissement des coûts d'implantation des prairies temporaires. Mais cette implantation coûte déjà fort peu aux grands propriétaires qui font faire le travail gratuitement par leurs métayers en échange du droit de semer leur maïs associé la première année.

Le Plan d'élevage du sud est donc fait « sur mesure » pour accompagner les tendances observées du développement de l'élevage extensif. Il affirme la volonté politique de renforcer la position des grands éleveurs de la moitié sud de l'État. Bien que ce projet soit abandonné à la suite de la chute du gouvernement Villcaña en 1988, ses deux premières années de fonctionnement permettent de désigner clairement ses bénéficiaires. Dans la région de Coalcomán, caractérisée par la prédominance des moyennes et grandes propriétés privées, le programme suscite beaucoup d'intérêt parmi les grands éleveurs malgré le faible pouvoir germinatif des semences distribuées. Dans les communes dotées de nombreux *ejidos*, le programme bénéficie essentiellement aux caciques de ces différents *ejidos*. La participation conjointe du ministère de la Réforme agraire vise à conditionner l'ob-

18. Dirección de ganadería del Estado de Michoacán (1987).

tention de semences et de crédits à la privatisation et à la légalisation définitive des espaces accaparés et clôturés, au détriment des parcours collectifs (LEONARD et MEDINA HERNANDEZ, 1988). En renforçant ainsi les effets de la différenciation paysanne et en négligeant les actions de formation et de vulgarisation auprès des petits producteurs, ce programme de développement ne peut qu'avantager les grands éleveurs sans provoquer le développement global annoncé. En guise de création d'emplois, la légalisation des abus fonciers perpétrés au détriment des parcours collectifs (dans les régions où dominent les structures *ejidales* ou communautaires) et la poursuite de la « savanisation » de l'écosystème ne peuvent guère inciter les petits producteurs à développer leurs activités. Quant aux métayers, ils sont invités à participer activement à l'implantation des prairies temporaires, mais leur droit de pâturage n'en est pas accru pour autant.

Avant la mise en place du Plan d'élevage du sud, d'autres projets de développement - de moindre envergure - furent imaginés pour la région de Coalcomán. En 1986, 25 propriétaires s'engageaient à planter 500 ha de canne à sucre dans la vallée de Coalcomán et à construire, avec l'appui du gouvernement, une petite sucrerie. Les sous-produits de cette industrie (mélasse) auraient alors constitué une ressource disponible pour l'alimentation animale en fin de saison sèche. On prévoyait aussi la construction d'une usine d'aliments du bétail où chaque producteur, membre du groupe, aurait pu apporter ses résidus de culture, les broyer, et y ajouter les éléments nécessaires à un bon équilibre de la ration. Mais là encore, les petits propriétaires, qui constituent souvent des réserves de fourrage pour la fin de la saison sèche (en récoltant une à une les feuilles de leur maïs), n'étaient pas les instigateurs du projet. Pour les grands propriétaires de Coalcomán, il s'agissait surtout d'une manœuvre destinée à occuper les terrains de la vallée, afin de mieux résister à la pression de quelque 300 paysans sans terres qui semblaient prêts à demander la constitution d'un *ejido* sur ces terres faiblement travaillées. L'utilisation systématique du tracteur aurait permis de se passer des services des métayers, alors trop revendicatifs pour constituer une main-d'œuvre conforme aux besoins du projet.

### L'ACCUMULATION EXTRAPASTORALE

Pour ce groupe de grands propriétaires, l'accumulation du capital ne se limite pas aux seules activités d'élevage extensif. La plupart d'entre eux réalisent des investissements dans d'autres domaines de la production agricole. L'essentiel de la production résiduelle de maïs commercialisé est accaparé par les propriétaires qui possèdent les parcelles planes de la vallée de Coalcomán. Aux conditions favo-

rables liées à la topographie de ces parcelles (la mécanisation est aisée sur une surface plane) s'ajoute leur situation à proximité de la route de Coalcomán, qui permet une commercialisation peu coûteuse. En outre, ces producteurs bénéficient largement des crédits accordés par la Banque agricole.

Mais les terrains irrigués situés dans la vallée des Terres chaudes (Apatzingán) ou sur la plaine côtière de Tecoman (État de Colima) sont plus attractifs, car les infrastructures d'irrigation y permettent de dégager des revenus particulièrement élevés. Plusieurs membres de l'oligarchie de Coalcomán sont ainsi propriétaires d'importantes surfaces consacrées aux cultures d'exportation (fruits et légumes). Ils participent aussi au développement de l'élevage à viande que l'on peut observer sous les plantations fruitières de l'État de Colima. L'achèvement prochain d'un nouveau grand barrage dans le bassin du Río Tepalcatepec et l'extension probable du périmètre irrigué (1989-90) provoquent alors une intense spéculation à laquelle participent activement certains grands propriétaires de Coalcomán. Plus loin encore, ce sont les vastes plantations d'avocatiers des rebords et balcons du plateau tarasque (Uruapan, Peribán, etc.) qui attirent les capitaux de Coalcomán.

Enfin, au-delà des activités strictement agricoles, d'importants investissements sont réalisés dans d'autres secteurs de la production. Le conditionnement, la transformation, l'emballage et l'exportation de produits agro-alimentaires réservent en effet d'importants bénéfices à qui dispose du capital nécessaire à l'investissement initial. Ici aussi, c'est dans les régions limitrophes de Colima et de Apatzingán que sont développées ces activités : transformation du citron vert et du coprah, emballage et expédition du melon, des mangues et des bananes. Cette activité dépasse même, dans certains cas, les limites régionales : une famille de Coalcomán organise l'exportation vers les États-Unis d'oignons, de tomates et d'autres légumes produits dans diverses régions du pays. En 1988, elle projette la construction d'un entrepôt non loin de la frontière des États-Unis.

L'industrie forestière est l'une des activités non agricoles les plus rémunératrices pour les quelques familles qui la contrôlent. 100 ha de pinède exploités selon les méthodes prônées par les techniciens forestiers peuvent produire, tous les dix ans, 4 000 m<sup>3</sup> de bois (en fûts) d'une valeur approximative de 16 000 dollars. Mais les 2 000 m<sup>3</sup> de planches confectionnées avec ce bois représentent un capital dix fois supérieur. Les bénéfices obtenus par les rancheros détenteurs du capital industriel (scieries, flotte de camions) sont donc considérables. Malgré les coûts financiers, le taux de profit atteindrait près de 50 % pour le groupe Madeco, constitué par les membres d'une famille élargie de Coalcomán<sup>19</sup>. En admettant que de telles coupes ne sont

19. Estimation effectuée d'après les enquêtes réalisées auprès des responsables du groupe.

possibles qu'une fois tous les dix ans, la valeur ajoutée produite par hectare de forêt peut s'estimer à 100 dollars au moins, quand celle dégagée par l'élevage extensif de broutards ne dépasse guère les 15 dollars par hectare et par an.

L'entreprise forestière Madeco est aussi la seule à disposer des engins nécessaires à l'ouverture de pistes dans le relief tourmenté de la Sierra Madre del Sur. Ce monopole lui confère un très grand pouvoir sur l'ensemble de la commune, car le désenclavement des villages et l'exploitation consécutive de la forêt sont soumis à sa volonté. Elle lui donne aussi un pouvoir de négociation avec les pouvoirs publics, soucieux de multiplier les pistes d'accès au village pour accroître leur contrôle et faciliter la campagne de répression anti-drogue.

Pour les quelques familles qui constituent l'oligarchie de Coalcomán, l'élevage extensif n'est qu'une activité parmi d'autres. Les capitaux circulent aisément entre les différentes branches d'activité retenues, en fonction des bénéfices retirés dans chacune d'entre elles : élevage extensif et commercialisation des taurillons, cultures d'exportation, transformation, conditionnement et exportation des produits, industrie forestière, commerce, politique, etc. Tant que la terre est bon marché (en situation de quasi-frontière agricole), l'investissement le plus rentable reste celui qui consiste à étendre la surface possédée pour y développer l'élevage extensif. La valeur ajoutée dégagée par hectare est très faible (reflétant le caractère extensif du système), mais la forte productivité du travail, l'installation « gratuite » des prairies temporaires par les métayers et les faibles charges proportionnelles mises en jeu réservent des taux de profit élevés.

Cependant, le prix du terrain a fortement augmenté à la suite du développement de la culture des plantes à stupéfiants. Dès lors, un tel investissement ne se justifie plus si la seule activité pratiquée reste la production extensive de broutards. La valeur ajoutée par hectare est bien supérieure dans l'exploitation forestière ; tout autre investissement devient plus rentable. Mais les grandes propriétés ne sont pas vendues pour autant, car la libre circulation des capitaux d'une branche d'activité à l'autre est limitée par l'interdépendance de ces différentes activités. En effet, le rancho d'élevage reste le substratum indispensable au développement de toute autre activité. Il est à la base de tout pouvoir politique et fait office de paravent quand d'autres activités (prohibées) sont entreprises. Grâce à la vente ou à l'achat de bétail, il permet une mobilisation rapide du capital ou, au contraire, son utilisation non moins rapide pour un recyclage éventuel (blanchiment des narcodollars). La puissance conférée à certaines familles par la combinaison de ces diverses activités leur permet alors d'envisager d'autres formes de contrôle de la filière viande et d'étendre leur hégémonie au-delà des frontières municipales.



## *Les moyennes et grandes exploitations familiales*

Ce groupe de producteurs (23 cas étudiés) rassemble les moyennes et grandes exploitations familiales dont l'élevage extensif de broustards constitue l'activité principale, la taille des troupeaux variant de 75 à 200 têtes (moyenne : 108 têtes). Contrairement aux membres du premier groupe, ces agriculteurs n'appartiennent pas à l'oligarchie de Coalcomán. Leurs ranchos sont de dimension plus réduite (200 à 600 ha) et n'offrent pas la possibilité d'investir d'importantes sommes d'argent dans d'autres domaines d'activités. Il s'agit toujours d'exploitations familiales : le propriétaire vit et travaille sur sa propriété. Il est aidé par ses enfants ou, à défaut, par un ou deux métayers (rarement plus) auxquels sont confiés l'abattis-brûlis des friches et l'implantation des prairies temporaires.

Bien que la taille de ces exploitations agricoles soit variable, le groupe reste assez homogène du point de vue des pratiques d'élevage mises en place et des résultats économiques obtenus. Tous ont intérêt à augmenter la rémunération de leur travail et comparent le revenu qu'ils peuvent espérer tirer de leurs activités dans le rancho à celui qu'ils obtiendraient en travaillant aux États-Unis.

### L'ÉLEVAGE AU CENTRE DU SYSTÈME DE PRODUCTION

Alors qu'obtenir des données quantitatives fiables s'est révélé très difficile dans le cas des grands propriétaires fonciers, l'étude des exploitations de ce groupe a été plus facile à réaliser par enquête. Si les données concernant la superficie du terrain et sa qualité apparaissent souvent insuffisantes, il a toujours été possible d'en estimer la surface en reportant les limites présentées par le propriétaire (et ses voisins) sur une carte topographique. Les effectifs du troupeau et sa composition ont pu également être vérifiés, bien que partiellement, quand les vaches allaitantes et leur suite étaient rassemblées près de la maison à l'occasion de la traite matinale.

Malgré des différences importantes de taille et de topographie entre les exploitations, la gestion de l'espace et le mode de conduite du troupeau sont assez semblables pour tous les membres du groupe. Malgré leur taille, ces exploitations n'ont jamais été divisées en de nombreuses parcelles clôturées. Elles sont le plus souvent fractionnées en grands parcs (*potrero*) séparés les uns des autres par une clôture fixe en fil de fer barbelé. Parmi les 23 exploitations étudiées, 3 seulement possèdent plus de 10 parcs, tandis que la plupart n'en ont que 4 ou 5 (moyenne : 7). La taille des blocs clôturés dépasse en général 50 ha (moyenne : 60 ha). Chacun d'eux ne constitue pas une

parcelle travaillée de manière homogène et ne renferme pas un seul type de fourrage. Ainsi, le bloc dans lequel est semé le maïs sur brûlis peut comporter des friches de différents âges ; un deuxième ensemble peut inclure plusieurs prairies temporaires, de la friche, et une fraction de forêt, sans que ces différentes parcelles ne soient elles-mêmes séparées par une clôture en fil de fer barbelé.

Le nombre de ces parcs ne dépend pas de la taille du rancho ou de celle du troupeau. Il correspond plutôt à la nécessité d'un fractionnement minimal de la propriété permettant :

- la protection du maïs pendant le cycle de culture ;
- la mise en défens d'une ou plusieurs prairies temporaires ;
- des déplacements limités pour les vaches traites quotidiennement ou pour lesquelles la distribution d'une alimentation complémentaire est indispensable en fin de saison sèche.

La topographie de la propriété, sa végétation (forêt résiduelle, friches) et l'emplacement des torrents ou points d'eau disponibles commandent alors la disposition des clôtures et l'agencement des différents blocs. On observe souvent une disposition de ces parcs en « lanière » verticale, de sorte que chacun d'eux atteigne le ruisseau qui coule au fond du ravin et dispose ainsi d'un abreuvoir naturel. Si les cours d'eau à écoulement permanent ne sont pas accessibles à partir de tous les parcs de la propriété, de petits réservoirs sont parfois aménagés en contrebas des sources ou alimentés à l'aide d'un tuyau.

À proximité de la maison et de l'enclos où sont regroupés chevaux, mules et vaches (pour la traite), un parc de dimension plus réduite est souvent aménagé, permettant d'accéder facilement aux animaux que l'on y fait pâturer. Il dispose d'un point d'eau permanent et communique directement avec l'enclos de la maison. C'est là que sont lâchées puis de nouveau capturées les montures de la famille, les quelques vaches traites et celles qui nécessitent des soins particuliers. On y rassemble aussi les taurillons prêts à la vente quelques jours avant leur départ de l'exploitation.

#### GESTION DES FOURRAGES ET CALENDRIER D'ALIMENTATION

Pendant les premières semaines de la saison pluvieuse (juin, juillet), les prairies temporaires doivent être maintenues en défens et les animaux sont le plus souvent conduits là où la végétation naturelle (graminées locales et repousses arbustives) redémarre le plus vite. Les parcs situés vers les sommets et dépourvus de point d'eau permanent sont réservés pour cette période. Ils sont plus frais et davantage arrosés par les premières pluies de la saison. La reprise de la végétation (bourgeonnement, rejets de souche) est plus rapide et l'on peut y

conduire le troupeau précocement, avant même que les prairies situées en contrebas viennent à reverdir.

À partir du mois d'août, les prairies temporaires assurent au bétail une alimentation abondante. Un autre parc de l'exploitation, lui aussi pourvu de prairies temporaires, est maintenu en défens et réservé pour le début de la saison sèche. Il assurera l'alimentation du troupeau jusqu'à la récolte du maïs (fig. 43).

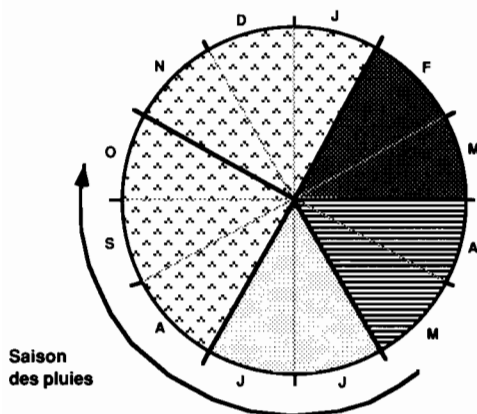
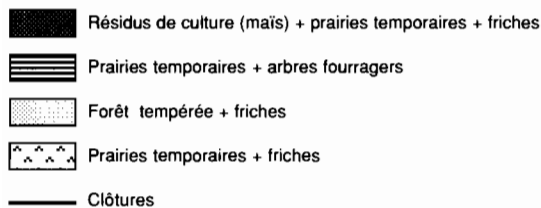


Figure 43

*Calendrier fourrager dans une exploitation de la commune de Coalcomán qui dispose de cinq parcs clôturés.*



Note : dans chaque parc, seule la ressource fourragère principale a été représentée. Les terrains irrigués n'ont pas été pris en considération. Ils ne couvrent que d'infimes superficies, dans quelques exploitations seulement.

Il est difficile de donner, pour chaque rancho, une estimation précise des surfaces semées en prairies temporaires. En effet, tous les stades d'évolution de la prairie sont présents dans chaque exploitation, les prairies les plus dégradées ou les plus mal entretenues ne se distinguant plus clairement des jeunes recrûs arbustifs. Néanmoins, comme il est exceptionnel de semer une prairie sans y associer une culture de maïs pendant la première année, on peut estimer les surfaces en graminées fourragères en multipliant la surface brûlée et semée de maïs chaque année par la durée de vie moyenne de la prairie temporaire. Ainsi, les surfaces en pâturage varient beaucoup d'une exploitation à l'autre. Elles couvrent 10 ou 20 ha dans certains ranchos mais plus de 100 ha dans d'autres. La majorité cependant disposent d'une surface de pâturage comprise entre 40 et 60 ha. La technique d'entretien des pâturages la plus répandue consiste à met-

tre le feu à la fin de la saison sèche, sans même couper préalablement les refus et rejets de souche. Pour accroître encore les surfaces en herbes, certains producteurs font brûler les feuilles accumulées sous les bois de chênes pour semer ensuite des graminées fourragères, sans avoir préalablement abattu la forêt ni semé de maïs. Cette pratique et les brûlis de graminées sèches contribuent à la multiplication des feux mal maîtrisés et des incendies de forêt.

Les résidus de la culture du maïs offrent toujours une ressource fourragère importante au milieu de la saison sèche (février-mars). Le maïs est encore semé dans toutes les exploitations ; il assure l'approvisionnement de la famille du propriétaire, de celles de ses fils mariés et éventuellement des métayers encore présents dans le rancho. Les surfaces emblavées ne sont donc pas négligeables ; elles couvrent une douzaine d'hectares par exploitation, soit en moyenne 3,5 ha par travailleur. Plusieurs facteurs ont contribué au maintien du maïs dans ce système de production :

- le maïs est lui-même une plante fourragère, car les résidus de la culture sont disponibles à une époque où la situation alimentaire du troupeau commence à se détériorer. Sa culture s'insère donc parfaitement dans la logique fourragère des exploitations ;

- l'établissement de prairies temporaires exige que les friches soient périodiquement abattues et brûlées. La culture du maïs facilite le développement des pâturages en se prêtant parfaitement à la culture associée. Elle constitue même la condition première à toute extension des surfaces en herbe (partie 3, p. 139). La culture du maïs sur brûlis aurait vraisemblablement régressé, comme celle pratiquée sur les terres à bœufs, si l'on n'avait pas eu besoin du brûlis pour augmenter les surfaces en herbe de l'exploitation ;

- le maïs subventionné par les pouvoirs publics et distribué grâce aux services de la Conasupo est souvent de moins bonne qualité que le maïs produit localement. Aussi préfère-t-on le cultiver soi-même, en association avec les graminées fourragères.

Pourtant, les conditions de la culture du maïs n'ont cessé de se détériorer à la suite du raccourcissement de la période de recrû précédant chaque cycle de culture. Dans certaines exploitations, l'espace propice à la culture sur brûlis est réduit à l'extrême car les graminées fourragères ont envahi la totalité de la surface du rancho. Il arrive alors que le maïs soit semé sous les pins, là où l'acidité de la litière (aiguilles accumulées) et l'ombre des arbres ménagent de petits espaces encore libres de couvert herbacé. Ce cas particulier illustre la place résiduelle accordée parfois à la production de grain (fig. 44).

Quand les chaumes de maïs sont épuisés, ainsi que les autres fourrages disponibles dans le même enclos, les animaux sont acheminés

vers un nouveau *potrero* précédemment mis en défens. Avril et mai sont les mois les plus difficiles de l'année car les tiges lignifiées de *jaragua* ne sont plus consommées par les animaux. C'est aussi l'époque où beaucoup de mises-bas ont lieu. Une alimentation complémentaire est donc indispensable pour éviter de trop fortes baisses de poids et la mort de nombreux animaux. Une partie seulement du troupeau en bénéficie. Celui-ci est d'ailleurs réduit au minimum par la vente des animaux de réforme et éventuellement de quelques taurillons.

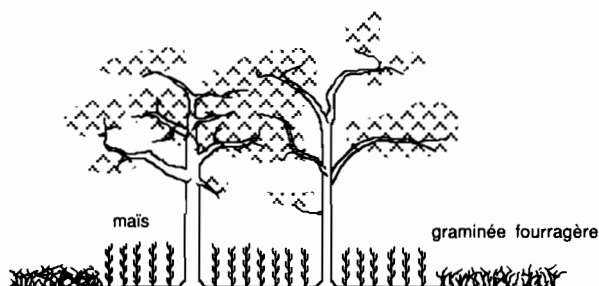


Figure 44

Maïs semé à l'ombre des pins.

Dans 2 exploitations seulement (sur les 23 cas étudiés), on sème encore du pois chiche en alternance avec le maïs sur les terres labourées. Les producteurs avaient délaissé cette culture, mais sa valeur fourragère a incité quelques-uns d'entre eux à la reprendre. Les maladies cryptogamiques qui avaient provoqué son abandon n'ont pas disparu, mais il est possible d'arracher les plants précocement (dès que les premiers symptômes apparaissent) pour les distribuer au bétail, entiers ou broyés à l'aide de moulins mécaniques. Alors que la récolte de pois chiche se partageait traditionnellement entre les cochons (grains) et le bétail (résidus après battage), elle est maintenant entièrement consacrée au troupeau bovin. À l'exception de ces quelques parcelles, les anciennes terres à bœufs situées sur les versants sont recouvertes d'une végétation clairsemée d'arbustes *huzache* (*Acacia schaffneri*, *Acacia farnesiana*) dont les gousses sont consommées par le bétail au mois d'avril.

Pour les autres exploitations du groupe, le maïs de mauvaise qualité ou impropre à la consommation humaine (*maiz rayado*) constitue souvent la seule source d'alimentation complémentaire. Les feuilles de maïs sont parfois ramassées (avant la récolte des épis) et stockées en vue d'une distribution différée, mais le volume de cette récolte dépend surtout de la main-d'œuvre familiale disponible à la fin de l'automne. Alors que tous les petits tenanciers attachent beaucoup d'importance à cette récolte de fourrage, les moyens et les grands éleveurs sont peu nombreux à récolter les feuilles de maïs en quantité appréciable (plusieurs centaines de brassées). Seuls ceux qui disposent d'une main-d'œuvre familiale importante et dont la propriété est

très éloignée du bourg de Coalcomán y consacrent du temps. Pour eux, en effet, le surcoût entraîné par le transport jusqu'au rancho d'aliments achetés à Coalcomán serait dissuasif. L'achat d'aliments concentrés ou de fourrages produits dans d'autres régions (luzerne, sorgho) reste rare et réservé aux situations de grave pénurie fourragère, quand la survie des animaux est directement menacée.

Dans les exploitations situées à basse altitude (< 1 000 m), les arbres fourragers jouent un rôle important à la fin de la saison sèche et permettent au troupeau de se passer d'alimentation complémentaire. La *parota* (*Enterolobium cyclocarpum*) est l'arbre fourrager par excellence, chaque rancho disposant de quelques individus de cette espèce. Les dimensions grandes de cet arbre et sa cime en parasol en font un élément caractéristique du paysage. Les enclos construits à proximité des habitations s'adosent le plus souvent à de tels arbres qui fournissent l'ombre en saison sèche. La chute des gousses en fin de saison sèche permet aux animaux rassemblés quotidiennement dans l'enclos de les consommer sans qu'aucun travail préalable ne soit nécessaire.

Dans les ranchos où des lambeaux de forêt tropicale ont été préservés, d'autres arbres fourragers permettent au bétail d'attendre la saison végétative dans de meilleures conditions. Les animaux restent en sous-bois et consomment les fruits secs et les feuilles jusqu'à l'arrivée des premières pluies. Celles-ci provoquent le pourrissement rapide des feuilles accumulées en sous-bois ; le troupeau est alors déplacé vers d'autres pâturages.

Dans la commune de Aquila, les plus grosses exploitations familiales d'élevage installées sur les terrains appartenant aux communautés indiennes (4 cas étudiés dans la communauté de Pómaro) disposent d'une surface plus réduite, comprise entre 100 et 200 ha. Mais tous bénéficient, en sus, d'un accès quasi illimité aux parcours non encore clôturés de la communauté. Les ravins à végétation tropicale, encore libres de clôtures et particulièrement riches en arbres fourragers, sont largement pâturés par le bétail de ces exploitations. Il n'est donc pas nécessaire de récolter les feuilles de maïs pour la fin de la saison sèche. Les animaux sont vendus à la fin du printemps (engraissés par leur séjour en sous-bois) ou pendant les mois de décembre et janvier.

### L'AMÉLIORATION GÉNÉTIQUE

La gestion de la reproduction est un autre aspect important du système d'élevage. Les phénotypes zébus dominent les troupeaux depuis déjà longtemps mais de plus en plus d'éleveurs recherchent maintenant des croisements plus diversifiés, afin d'améliorer la conformation de leurs animaux et la production laitière des mères (fortement affaiblie

par les croisements d'absorption avec les races zébus). Pour les petites exploitations situées à proximité du bourg de Coalcomán, la vente du lait et du fromage sur le marché urbain de Coalcomán permet d'obtenir un revenu monétaire régulier de plus en plus attrayant (voir plus loin). Dans les moyennes et les grandes exploitations familiales, l'acquisition de taureaux croisés avec les races Brune des Alpes (*pardo-suizo*) ou Jersey illustre plutôt la volonté d'améliorer la conformation des brouards par un brassage génétique adéquat, et leur alimentation pendant les premiers mois de leur existence (lait). Les génisses descendantes de ces nouveaux taureaux sont ensuite réfécundées par un taureau de race zébu.

L'amélioration génétique des troupeaux est facilitée depuis que les animaux mâles sont vendus plus jeunes (dix-huit mois), mais la reproduction ne peut être complètement maîtrisée tant que le ou les taureaux circulent librement dans le troupeau toute l'année. La plupart des vaches sont fécondées pendant les premiers mois de la saison des pluies lorsque les conditions d'alimentation sont satisfaisantes. Les mises-bas ont alors lieu dans les derniers mois de la saison sèche (avril-mai) quand les ressources fourragères font le plus défaut. Si une alimentation complémentaire suffisante est distribuée au printemps (mars-avril), les vaches qui ont vêlé à la fin de la saison sèche précédente peuvent être à nouveau fécondées. Les mises-bas auront alors lieu vers le mois de janvier suivant, ménageant un intervalle de vingt mois entre deux vêlages. Le début de l'année correspond donc à une deuxième période de naissances (moins importante que celle du printemps), mais les veaux nés à cette époque doivent franchir deux saisons sèches avant d'atteindre l'âge de dix-huit mois. Le plus souvent, les vaches ne sont fécondées une deuxième fois qu'au début de la saison des pluies et l'intervalle entre vêlages est alors de deux ans.

#### RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET LOGIQUE DU SYSTÈME DE PRODUCTION

Les charges animales qu'il est possible de calculer d'après les données recueillies par enquêtes auprès des éleveurs de ce groupe varient de 0,12 à 0,4 tête par hectare (moyenne 0,28 tête par hectare). Malgré les risques d'erreur inhérents à ce genre de calcul, on peut constater que ces charges sont supérieures à la moyenne estimée (sur un échantillon réduit, il est vrai) pour le groupe des très grands éleveurs membres de l'oligarchie de Coalcomán (0,2 tête par hectare).

Pour évaluer les résultats de l'exploitation des troupeaux, c'est le nombre d'animaux vendus (moyenne : 18) qui constitue la seule donnée généralement fournie par le propriétaire. Ce nombre donne une estimation de la productivité numérique du troupeau, en admet-

tant que les variations annuelles d'inventaire sont faibles. D'après les données recueillies par enquêtes, ce taux serait de 16 % en moyenne pour les troupeaux de ce groupe. Il est vraisemblablement surestimé car la taille réelle de chaque troupeau est souvent supérieure à celle déclarée par le propriétaire interrogé. Ce taux ne serait que de 12 à 13 % pour l'ensemble de la commune. Enfin, la productivité pondérale des troupeaux peut être estimée par le poids vif produit par hectare. En prenant un poids moyen de 250 kg pour chaque animal vendu, on obtient une production de 5 à 15 kg de poids vif par hectare pour les différents troupeaux du groupe, alors que la moyenne communale s'établit autour de 11 kg/ha.

Le système d'élevage mis en place dans toutes ces exploitations reste donc globalement semi-extensif. Malgré la présence de prairies temporaires, le faible nombre de divisions en fil de fer barbelé limite l'efficacité de la gestion des pâturages, la fréquence des rotations, le contrôle de la reproduction et donc la quantité et la qualité des produits obtenus.

Dans la formation du produit brut de ces exploitations d'élevage semi-extensif, le maïs occupe encore une place appréciable. Chacun de ces ranchos produit en moyenne plus de 10 t de maïs par an. En affectant à ce grain le prix moyen pratiqué dans la commune de Coalcomán, on constate que cette production représente souvent 20 à 30 % du produit brut de l'exploitation. Mais l'essentiel de cette production est consommée sur place ou distribuée aux animaux à la fin de la saison des pluies. Les possibilités réelles de vente sont faibles, compte tenu des frais de transport élevés occasionnés par cette commercialisation. En réalité, seuls les producteurs qui habitent dans la vallée de Coalcomán ou dans ses environs immédiats et qui disposent d'une camionnette peuvent commercialiser un surplus de grains. Dans les ranchos trop éloignés, ce surplus, s'il existe, est utilisé pour engraisser quelques cochons comme on le faisait couramment avant 1960. Le bénéfice retiré est cependant très faible car les porcs gras ne sont plus valorisés sur le marché. Quelques exploitants du sud de la commune de Coalcomán augmentent leurs marges en achetant les porcs maigres (et à bas prix) dans les hameaux de la commune de Aquila où le maïs fait défaut.

La vente des taurillons représente donc la quasi-totalité des revenus monétaires de l'exploitation, sauf lorsque les cultures illicites font passer la production de brouards au second plan. Cette production éventuelle, mais irrégulière et imprévisible, n'a pu être prise en compte dans l'évaluation économique des unités de production (fig. 42, p. 227). Elle ne concerne cependant qu'un nombre réduit de ranchos (partie 3, p. 139).



Les charges proportionnelles se limitent aux engrais et herbicides, utilisés pour les semis de maïs, aux vaccins et soins éventuels dispensés aux animaux. Les charges fixes se limitent également à l'entretien et au renouvellement des clôtures, au remplacement des quelques outils et ustensiles nécessaires au semis et à la récolte du maïs : machette, lance à semer, paniers et hottes, selles et bâts. Ces charges fixes sont nettement supérieures pour ceux (13 cas) qui disposent d'une camionnette, car son entretien coûte cher.

La valeur ajoutée par travailleur et par an est le plus souvent comprise entre 800 et 1 500 dollars (1 200 dollars en moyenne). Elle est inférieure à celle des grands domaines de l'oligarchie mais toujours nettement supérieure au seuil de reproduction défini précédemment. Un seul membre de ce groupe reste en deçà du seuil d'accumulation : c'est un propriétaire absentéiste occupé à des activités extra-agricoles (profession libérale) ; son exploitation est faiblement mise en valeur. Dans tous les cas, la valeur ajoutée par hectare et par an est très faible (de l'ordre de 9 à 13 dollars par hectare) et reflète le caractère largement extensif du système de production. La faible quantité de travail et de capital investie dans le rancho permet l'obtention d'une productivité relativement élevée. Bien que les ventes annuelles se limitent à 10 ou 20 taurillons, une marge d'accumulation peut être dégagée. Elle se manifeste le plus souvent par l'achat d'une camionnette ou d'un terrain urbain dans le bourg de Coalcomán, terrain qui sera progressivement bâti.

Pour les producteurs les plus isolés, engrais, semences de graminées fourragères et fil de fer barbelé reviennent plus cher car il faut louer les services d'un camion ou organiser le transport, soit en camionnette (dépenses monétaires), soit à dos de mules (nombreuses journées de travail supplémentaires). Les veaux produits sont vendus moins cher pour les mêmes raisons, ainsi que les cochons et le maïs excédentaire. Cet éloignement introduit donc des différences de productivité qui pénalisent les ranchos isolés. Ces différences n'ont cependant pas été prises en compte dans le calcul des résultats économiques de chaque exploitation (hypothèse d'un prix unique pour chaque produit). Cette simplification gomme quelque peu les écarts de productivité entre les différents membres du groupe. Le surcoût occasionné par les transports atteint parfois 15 ou 20 %.

Pour tous les membres de ce groupe de producteurs, il est préférable d'augmenter la rémunération du travail plutôt que de chercher à élever le revenu dégagé par unité de surface. Ils y sont incités par de nombreuses opportunités de travail mieux rémunéré aux États-Unis. Lorsque plusieurs fils mariés s'installent à proximité de la maison de leurs parents et travaillent la même exploitation, celle-ci ne manque

pourtant pas de bras pour la cultiver. Mais le système d'élevage n'est pas modifié par cette abondance relative de main-d'œuvre : l'émigration massive des jeunes *al Norte* limite fortement la quantité de travail consacrée à l'exploitation agricole comme à l'intensification des pratiques d'élevage. Ceux-ci ne passent pas toujours la saison des pluies dans le rancho. Ils partent aux États-Unis, aussitôt achevé le travail de préparation du champ (abattis et brûlis), et ne reviennent pas avant le mois de décembre.

Tout travail supplémentaire ne peut donc être entrepris si sa rémunération immédiate (et non différée) n'est pas élevée. La culture des plantes à stupéfiants est bien la seule activité susceptible de retenir certains jeunes au pays pendant la saison des pluies. Mais les gains fabuleux qu'elle peut procurer n'incitent guère les jeunes à améliorer les pâturages de l'exploitation, à multiplier les sections clôturées et à suivre « de plus près » le troupeau. Même si la récolte de cannabis n'est pas acquise d'avance et que cette culture comporte de grands risques, le travail investi sur le maïs ou dans les activités d'élevage reste faible. Il s'agit simplement de « s'occuper » en attendant la récolte.

Quand, à partir des années soixante, la plupart des métayers sont partis, les enfants du propriétaire ont pu remplacer une partie de cette force de travail. Lorsque ces derniers abandonnent à leur tour le travail au rancho, on fait de nouveau appel aux métayers. Mais ceux-ci hésitent de plus en plus à semer si la totalité du grain récolté ne leur est pas promise. La limite du droit de pâture qui leur est accordé ne les encourage pas à faire quoi que ce soit pour entretenir pâturages et clôtures.

Dans ces conditions, on comprend qu'une modification des pratiques d'élevage n'a guère de chances d'intervenir. Une véritable intensification exigerait un surcroît de travail important et quelques investissements (achat de fil de fer barbelé, moulin à fourrage). La taille moyenne de ces exploitations (350-400 ha) justifierait la multiplication des parcs et l'organisation d'un pâturage tournant qui permettrait à chaque prairie d'être pâturée au moment favorable (montaison) et laissée en défens après une courte période de pâturage. Mais la surface de prairie semée chaque année dépend de l'étendue des semis de maïs de la famille. Elle est donc strictement limitée par le nombre de personnes en âge de travailler et le niveau des forces productives (techniques, outillage). Elle est aussi limitée par la faible valorisation commerciale d'un éventuel surplus de maïs qui n'incite pas les producteurs à augmenter les surfaces emblavées au-delà des nécessités d'autoconsommation.

Un regroupement des vêlages à une époque d'alimentation abondante (début de la saison des pluies) nécessiterait un isolement strict du

taureau et un suivi sanitaire du troupeau beaucoup plus continu (le début de la saison des pluies est une période critique : changement brusque d'alimentation, parasites internes et externes). Cette perspective ne retient guère l'attention des éleveurs, car les veaux nés pendant la saison des pluies n'atteignent pas un poids suffisant pour l'automne de l'année suivante, époque des ventes aux régions d'embouche. Les conditions d'alimentation du troupeau en fin de saison sèche déterminent donc non seulement ses effectifs mais aussi sa reproduction et le poids des veaux disponibles au mois d'octobre.

L'amélioration de ces conditions ne peut être envisagée sans une gestion plus intensive des pâturages et une distribution de fourrages stockés préalablement (feuille de maïs, foin). Ces techniques exigent l'une et l'autre un surcroît de travail que peu de moyens et grands éleveurs (il en existe cependant) sont prêts à mettre en œuvre.

## LES TENTATIVES D'INTENSIFICATION DES PETITS TENANCIERS

---

Les producteurs qui disposent seulement de petites surfaces et n'ont pas de véritables opportunités de travail à l'extérieur sont les seuls à accepter un surcroît de travail. Sur un terrain exigu, le système d'élevage pratiqué par les grands éleveurs ne permettrait pas de dégager le revenu minimal nécessaire à l'entretien de la force de travail. C'est donc dans ces exploitations agricoles que certaines tentatives d'intensification peuvent être observées. Ces tentatives sont variées et ne concernent pas toujours le même type d'activité. Les résultats obtenus sont également très variables. Aussi toutes les exploitations rassemblées dans ce groupe n'adoptent-elles pas nécessairement le même système de production. Mais tous ces paysans se trouvent confrontés à la nécessité d'accroître les revenus dégagés à l'hectare, même si la rémunération du travail supplémentaire exigé est le plus souvent faible. Parmi les 45 cas étudiés, 19 exploitations se situent dans la commune de Coalcomán, souvent sur les versants qui entourent la vallée. 12 exploitations appartiennent à des familles métisses installées sur les indivis communautaires des communes de Aquila (San Pedro Naranjestil, Las Campanas, La Parotita) et de Villa Victoria (Estopila, La Nuez). 14 cas concernent des familles indiennes qui, en descendant précocement sur la frange côtière, ont pu bénéficier des rares terrains labourables disponibles.

Il n'est pas douteux que l'élevage constitue pour tous ces agriculteurs une activité essentielle, souvent la première source de revenu moné-

taire. Ils ont donc intérêt à augmenter la capacité fourragère de leur terrain en semant des prairies temporaires. Néanmoins, l'extension des graminées fourragères est limitée par la nécessité de maintenir une partie de la propriété à l'abri d'une progression excessive du tapis herbacé, afin d'y semer le maïs sur brûlis dans de bonnes conditions. Un équilibre est donc recherché entre les surfaces consacrées à l'herbe et celle réservées à la production de grains.

## *Le maïs sauvegardé*

### LA CULTURE DU MAÏS SUR BRÛLIS

Ce système de culture n'est donc pas uniquement destinée à faciliter l'implantation des prairies temporaires, comme c'est souvent le cas dans les grands ranchos d'élevage. La surface emblavée en maïs sur brûlis est comparable à celle semée dans les ranchos d'élevage extensif - 3 à 4 ha par travailleur (l'outillage est le même), - mais les soins apportés au maïs sont souvent plus intensifs. Les quantités de sulfate d'ammonium apportées sont comprises entre 60 et 80 unités par hectare, alors que cette quantité n'est que de 50 unités par hectare dans les grandes exploitations productrices de brouards. Les apports sont souvent fractionnés en deux applications (montaison et pré-épiaison), quand la plupart des grands éleveurs répandent la totalité de l'engrais en une seule fois. Alors que ces derniers préfèrent semer le *jaragua* en même temps que le maïs (parfois même plusieurs jours avant), les petits producteurs attendent souvent que le maïs ait « pris un peu d'avance » (quelques semaines) avant d'y semer les graminées fourragères associées. Enfin, l'herbe semée à la volée entre les pieds de maïs est souvent éliminée à la machette pour dégager un peu les alentours de chaque poquet de maïs. On ne la laisse pousser qu'en fin de saison des pluies, quand les épis sont déjà formés.

Comme la surface moyenne de ces exploitations ne dépasse guère 40 ou 50 ha de terrain montagneux, la surface cumulée de pâturage (semé chaque année en association avec le maïs) menace rapidement les semis de maïs des années à venir. Dans ce cas, une fraction seulement du champ de maïs est associée aux graminées fourragères. Parfois, les paysans les plus mal lotis préfèrent semer « à moitié » chez l'un de leurs voisins pour laisser la friche repousser quelques années sur leur propre terrain.

Les données rassemblées par enquêtes sont trop imprécises et les mesures utilisées par les paysans trop variables pour permettre une connaissance exacte des rendements. Bien que les parcelles soient en moyenne mieux fertilisées et parfois défendues contre une

concurrence sévère des graminées fourragères, la supériorité des rendements en grains obtenus par les petits producteurs n'est pas vérifiable. Pourtant leur attitude particulière permet d'identifier une logique productive différente. Le maïs et le *jaragua* constituent bien deux cultures associées : le rendement en grains n'est plus « sacrifié » au profit des prairies temporaires.

#### LES TERRES À BŒUFS REMISES EN CULTURE

Devant l'étroitesse du terrain disponible et après épuisement des friches, certains petits producteurs ont tenté de resemer les anciennes terres à bœufs abandonnées par leurs pères. Les rares arbustes qui ont poussé sur ces terrains (*huizache*) sont alors abattus, rassemblés en tas et brûlés, mais la biomasse ainsi consommée est trop faible pour constituer un véritable brûlis : la pelouse n'est pas détruite. Il faut alors répandre un herbicide non spécifique capable de détruire toutes les adventices présentes (Gramoxone) pour ensuite semer quand la toxicité du produit est atténuée. Le semis s'effectue « à la lance » comme dans le cas du semis sur brûlis, mais le sol induré ralentit l'opération.

Certains producteurs n'ont pas d'autres choix que de retourner les anciennes terres à bœufs. Les vieilles charrues sont encore disponibles, mais les bœufs ont pratiquement disparu et il n'est pas aisé de s'en procurer. Malgré ces difficultés et les coûts supplémentaires entraînés par l'achat et l'entretien de tels animaux, 8 agriculteurs (parmi les 45 de ce groupe) possèdent de nouveau l'attelage nécessaire au travail du sol. Le désherbage s'effectue parfois à la main (et non à l'Esteron) pour permettre le semis associé de la courge. Plusieurs agriculteurs ont même recommencé à semer du pois chiche pour le distribuer aux bovins ou aux porcs. La remise en culture des anciens terrains labourables exige beaucoup de travail et ne procure pas toujours les rendements que les *rancheros* du début du siècle connaissaient, avant que le pois chiche ne soit attaqué par les maladies cryptogamiques. Cela caractérise l'intérêt que certains producteurs ont à augmenter, coûte que coûte, les quantités produites, malgré la faible rémunération de ce travail supplémentaire<sup>20</sup>.

#### DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE ATTELÉE CHEZ LES COMMUNAUTÉS INDIENNES

Dans la commune de Aquila, on cultive encore les quelques parcelles de *yunta*, situées à proximité des villages, qui ont toujours été travaillées de la sorte (partie 2, p. 67). Des changements significatifs peuvent cependant être observés à la frontière entre les communautés indiennes de Pómaro et de Coire. Alors que les terrains plats sont rares, la culture attelée se développe sur les versants, là où les forêts

**20.** Parmi les agriculteurs ayant réhabilité la culture attelée, il faut signaler les paysans qui occupent illégalement le terrain « des pauvres », non loin de Coalcomán, et qui demandent la constitution d'un *ejido*. La plupart d'entre eux ont retourné les prairies qui avaient envahi les anciennes terres à bœufs pour y semer maïs et haricots, malgré les menaces proférées par certains membres de l'oligarchie.

environnantes étaient périodiquement mises en culture grâce au brûlis. Des parcelles sont peu à peu défrichées et travaillées à l'araire, comme on le faisait dans les ranchos de la commune de Coalcomán au début du siècle. Entre deux sillons tracés par la pointe de l'outil (entièrement en bois et dépourvu de soc) est ménagée une sorte de microterrasse horizontale - fraction de la superficie non remuée par le passage de l'outil - qui permet de limiter l'érosion. On y sème ensuite du maïs ou des haricots (*Vigna sinensis*) après avoir désherbé au Gramoxone.

Le développement d'une telle technique a de quoi surprendre. Connue depuis plus d'un siècle dans les ranchos de la Sierra de Coalcomán et abandonnée depuis plusieurs décennies, elle apparaît soudainement à moins de 50 km de distance, faisant figure d'innovation technique ! Sa signification est pourtant différente. Alors que la zone frontière entre les deux communautés indiennes se caractérise par la fréquence des conflits fonciers et une pression sur la terre relativement forte, la culture attelée facilite l'appropriation privée du sol. En « cristallisant » sur une même parcelle le travail de plusieurs années, elle permet d'éviter l'installation d'un autre membre de la communauté, alors que la culture traditionnelle sur brûlis rend cette appropriation définitive plus délicate. En outre, le terrain ouvert à la culture permanente est plus facile à clore qu'un espace forestier suffisamment vaste pour y poursuivre la culture sur brûlis. La logique qui sous-tend le développement d'une telle technique, pourtant rudimentaire, n'est donc pas identique à celle qui avait provoqué l'accroissement des surfaces labourées dans la région de Coalcomán. L'évolution des techniques ne suit pas un cheminement linéaire, à sens unique, dépourvu de contradictions. Son analyse ne peut être menée à bien sans prendre en compte, cas par cas, les conditions historiques d'émergence et de développement de chacune d'elles.

### EXTENSION AGRICOLE EN ZONE CÔTIÈRE

Les quelques parcelles planes disposées à l'embouchure des torrents et leurs berges étaient déjà mises en valeur avant que ne s'installent les villages indiens de bord de mer. Les paysans descendaient fréquemment sur la côte pour cultiver ces terrains encore humides en saison sèche et récolter les noix de coco (partie 2, p. 67). La formation récente des villages côtiers a accru la pression sur la terre et provoqué défrichements et extension des surfaces labourées. Aux anciennes parcelles cultivées en saison sèche se sont donc ajoutés quelques grands champs semés pendant la saison des pluies. La charrue a remplacé l'araire à partir de 1970, avant d'être elle-même détrônée par la charrue à disques portée par le tracteur. L'achèvement de la route côtière (1982) a permis à tous les villages indiens de

la côte de bénéficiaire, d'une part, des crédits de campagne accordés par la Banque agricole (*Banrural*) et, d'autre part, du tracteur mis à leur disposition pour les labours du mois de juin (semis et désherbage s'effectuent toujours avec l'araire et la charrue). Seules les parcelles planes, mécanisables et aux sols plus profonds sont donc mises en culture. Leur taille dépasse souvent plusieurs hectares (4 à 5 ha en moyenne pour les exploitations côtières étudiées).

Malgré l'intervention du crédit agricole, les quantités de sulfate d'ammonium utilisées sont très faibles (10 unités par hectare en moyenne). Les agriculteurs considèrent souvent que les parcelles côtières, encore « jeunes », ne nécessitent aucun engrais. Ils préfèrent revendre les sacs distribués par les techniciens agricoles à ceux qui n'ont pas eu accès au crédit ou qui cultivent le maïs sur brûlis. L'usage du tracteur ne permet pas toujours une amélioration des conditions de la culture. Il permet de gagner du temps en début de cycle et donc, théoriquement, de mieux choisir la date de semis. Mais le choix de la date du travail du sol échappe complètement au producteur. Elle dépend davantage des lourdeurs administratives de la banque, de la bonne volonté du chauffeur et des rapports de pouvoir et de clientélisme qui favorisent tel ou tel agriculteur. En revanche, le labour motorisé permet d'alléger le travail des producteurs sollicités par d'autres activités (pêche en mer, commerce, etc.), pour lesquels le coût d'opportunité du travail consacré à la préparation du champ serait excessif. Bien que les dépenses occasionnées par ce système de culture soient importantes (tracteur, herbicides, insecticides), compte tenu du risque climatique encouru, ces quelques parcelles planes rassemblent l'essentiel de la culture de maïs destinée (en partie) au marché. Mais pour combien de temps encore ? Le maïs y est de plus en plus associé aux graminées fourragères ; les parcelles sont alors abandonnées au pâturage.

Ces parcelles planes, peu nombreuses, ont été accaparées par les premières familles indiennes installées sur la côte. Ces mêmes familles se sont souvent approprié les quelques parcelles irrigables ou dont l'humidité résiduelle est suffisante pour permettre la culture en saison sèche. Elle constituent actuellement le seul groupe indien dont les revenus agricoles sont encore importants.

## *L'intensification fourragère*

### LA RÉCOLTE DES FEUILLES DE MAÏS

Cette récolte est très répandue dans les petites exploitations car elle constitue la seule façon de franchir la période difficile qui précède les

premières pluies. Une nouvelle fois, un compromis doit être trouvé entre rendement en grains et qualité du fourrage stocké. Si les feuilles (et la tige située au-dessus de l'épi) sont récoltées trop tôt, le remplissage des grains et leur poids peuvent en être affectés. À l'inverse, si cette récolte est trop tardive et les feuilles déjà desséchées, la valeur nutritive du fourrage diminue. Le ramassage des feuilles de maïs est une opération très exigeante en travail<sup>21</sup> qui demande, pour être efficace, la participation de tous les membres de la famille. Elle s'effectue en général au mois de novembre et peut durer plusieurs semaines. Les brassées sont liées avec quelques feuilles torsadées puis chargées sur les bêtes de somme et rassemblées à proximité de la maison, à l'abri de la dent des animaux. Les constructions réservées à cet effet sont rares. Les brassées sont plutôt agencées de façon à former une meule, ou perchées à la fourche des arbres qui entourent la maison. En fin de saison sèche, elles sont distribuées quotidiennement, et souvent individuellement, aux animaux : ânes, chevaux et mules, bovins.

La récolte des feuilles de maïs représente la seule pratique répandue pour stocker un fourrage, en vue d'une distribution différée à la fin de la saison sèche. Cependant, un cas de véritable fenaison a été observé : l'agriculteur fauchait le *jaragua* à la faucille. Après séchage (la fauche avait lieu au début de la saison sèche), le foin était stocké sous un toit aménagé à cet effet et défendu contre le bétail par une clôture en fil de fer barbelé. Dès le mois d'avril, l'agriculteur prélevait chaque soir quelques brassées de foin et les jetait de l'autre côté de la clôture, où se rassemblait le bétail de l'exploitation. Il estimait le volume de sa récolte à environ 3 000 brassées. Si l'on évalue le poids de chacune d'elle à 3 ou 4 kg, la quantité de fourrage stockée avoisine les 10 t, soit l'équivalent d'environ 5 000 UF. C'est la quantité nécessaire à l'alimentation d'une dizaine de vaches (et leurs veaux) pendant plus de trois mois.

Ce cas particulier illustre parfaitement l'intérêt de telles techniques de fenaison. L'agriculteur chez lequel nous avons observé ces pratiques ne dispose plus d'aucune friche pour semer le maïs et se contente de l'acheter à l'épicerie du village. Les graminées qu'il a semées représentent donc l'unique ressource fourragère dont il dispose et la topographie peu accidentée de sa propriété facilite la fauche. Dans la plupart des autres exploitations, la pente accentuée et la très forte « pierrosité » constituent autant d'obstacles à la fenaison. En outre, la machette et la *guadaña* (sorte de machette à lame recourbée en forme de point d'interrogation) ne sont pas adaptées à la fauche car la pointe de l'outil heurte le sol, tandis que la partie de la lame située près du manche coupe le fourrage trop haut.

21. Un homme peut récolter entre 50 et 100 brassées de feuilles (*manojos*) par jour.



Dans les petites et moyennes exploitations, les techniques de fenaison seront probablement amenées à se développer davantage, pour peu que les outils nécessaires (faux, faucilles et fourches) soient mis à la disposition des agriculteurs. Il faudrait cependant pouvoir mettre en défens les prairies au début de leur deuxième saison sèche (pendant la première année, l'association avec le maïs entrave la fauche) et donc multiplier les clôtures.

Dans beaucoup de petites exploitations, les feuilles de maïs ne constituent pas la seule alimentation donnée au bétail pendant les mois de pénurie fourragère. Les épis de maïs impropres à la consommation humaine sont aussi utilisés, comme cela se pratique couramment dans les ranchos de taille plus importante. D'autres ressources, très variées mais disponibles en petite quantité, sont également distribuées : paille de pois chiche et haricot noir, courges, extrémités de canne à sucre, feuilles de bananier, écorces de pastèque et, bien sûr, les arbres fourragers présents sur l'exploitation. De petites parcelles de luzerne et de sorgho sont parfois semées pour compléter la ration.

Pour accroître l'efficacité de l'alimentation, des mangeoires peuvent être construites dans l'enclos où sont rassemblés les animaux. Les aliments disponibles sont alors moulus (à l'aide de moulins mécaniques ou à moteur) et répartis dans les mangeoires. Cette technique est souvent utilisée pour broyer les feuilles de maïs, les mélanger aux épis et, éventuellement, au pois chiche.

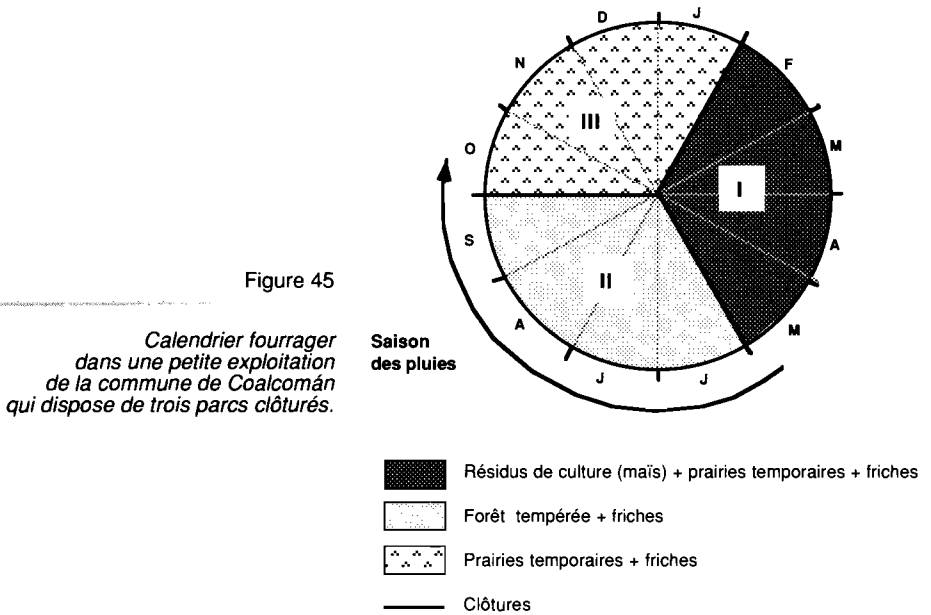
Les agriculteurs attachent donc beaucoup d'importance à l'alimentation complémentaire distribuée aux animaux en fin de saison sèche. Toutes les ressources fourragères de l'exploitation sont sollicitées, quel que soit le travail nécessaire à cette mobilisation (l'achat d'aliments concentrés ou de fourrage est exceptionnel).

## LA GESTION DES PÂTURAGES

En dehors de la période critique, la gestion des pâturages dépend du nombre de clôtures qui fractionnent la propriété. Les parcs ainsi constitués sont au nombre de trois, en moyenne, pour les petites exploitations de la commune de Coalcomán<sup>22</sup>. Mais la surface de chacun n'est que de 15 ha environ, alors qu'elle était d'environ 60 ha pour les exploitations plus vastes, entièrement spécialisées dans la production de broutards. Le bétail reste le plus souvent dans le parc qui contient les résidus de la culture du maïs (et la prairie qui a pu être associée au maïs) pendant toute la deuxième partie de la saison sèche jusqu'aux premières pluies. Il est ensuite conduit sur les friches où les animaux profitent d'un bourgeonnement précoce et des herbes spontanées. Un troisième parc est alors mis en défens et ouvert au bétail vers la fin de la saison des pluies. Le troupeau y reste jusqu'à la récolte des épis de maïs.

<sup>22</sup>. Les membres du groupe des moyens producteurs de Coalcomán disposent, en moyenne, de quatre blocs clôturés de 20 à 40 ha chacun.

Cette gestion des déplacements du troupeau est cependant rendue délicate par la nécessité de protéger les semis de maïs. Sur un espace réduit (40-60 ha), il faut donc rendre compatibles les déplacements saisonniers du bétail et la rotation de la parcelle de maïs imposée par la culture sur brûlis (fig. 45). Quand, au bout de deux ou trois ans, la friche est épuisée dans le bloc I, celle que renferme le bloc II est à son tour abattue et brûlée. Le troupeau ne peut plus y séjourner pendant la saison des pluies (il détruirait les semis) et doit être conduit vers le bloc III. C'est le bloc I, ensemençé en graminées fourragères pendant les années précédentes, qui est alors mis en défens, et ainsi de suite... La gestion des pâturages serait facilitée par la multiplication des clôtures, mais l'achat de fil de fer barbelé représente un investissement coûteux alors que les marges dégagées sont très faibles.



Les charges en bétail que l'on peut calculer pour les petites et moyennes exploitations de la commune de Coalcomán avoisinent 0,35 tête par hectare, soit l'équivalent de 3 ha par animal (petits et grands). Elles sont donc supérieures à celles des grandes exploitations plus extensives pour lesquelles la charge moyenne calculée n'était que de 0,28 tête par hectare. Malgré une gestion parfois plus minutieuse des ressources fourragères, on observe, çà et là, des traces de surpâturage et d'érosion dans de nombreuses petites exploitations : tassement du sol et formation de microterrasses, griffes d'érosion aux endroits de passage fréquent, goyaviers sauvages.

Sur le territoire des communautés indiennes, les différentes parcelles occupées et clôturées par un même agriculteur (le plus souvent

métis) ne sont généralement pas jointives. Elles ne résultent jamais de la séparation d'une propriété en plusieurs parcs, mais illustrent plutôt les différentes phases de l'appropriation des terrains indivis. Une première parcelle est d'abord clôturée, puis une autre, et ainsi de suite selon les capacités financières de l'agriculteur et l'état d'avancement des enclosures à l'époque de son arrivée. Les différentes parcelles closes sont donc, le plus souvent, disjointes et éparpillées sur le territoire. Il en est de même dans le cas des familles indiennes qui, en descendant s'installer sur la côte, ont progressivement clôturé la parcelle irriguée qu'elles cultivaient déjà, une parcelle plane (pour la défricher et y semer du maïs) et, enfin, une ou deux parcelles forestières. La gestion des ressources fourragères doit donc s'adapter à de nouvelles contraintes spatiales, mais l'accès aux terrains encore libres de clôtures facilite beaucoup l'alimentation du troupeau à la fin de la saison sèche. Tous les animaux se regroupent alors dans les ravins plus humides où subsiste la forêt tropicale semi-pérenne, riche en arbres fourragers. Il n'est plus indispensable de constituer des réserves de fourrages pour le mois de mai (feuilles de maïs).

L'accès aux indivis communautaires permet donc d'entretenir un troupeau plus nombreux, même si la surface clôturée est relativement limitée. Les petits producteurs métis installés à proximité des parcours non clôturés des communautés de Coire et de Pómaro possèdent en moyenne 24 bovins, alors que la surface appropriée et close n'est que de 37 ha (moyenne établie sur 7 enquêtes). Les familles indiennes de la côte les plus aisées possèdent en moyenne 15 bovins pour une surface clôturée par famille de 24 ha seulement (moyenne sur 14 enquêtes). En revanche, les petits éleveurs de San Pedro Naranjestil qui n'ont accès à aucun parcours communal (l'ensemble du terroir est clôturé) ne peuvent avoir que 9 animaux (moyenne sur 5 enquêtes).

#### LES DIFFICULTÉS SANITAIRES

Si le calendrier fourrager est souvent mieux maîtrisé dans les petites exploitations, ce n'est pas toujours le cas de la reproduction et des conditions sanitaires du troupeau. L'entretien d'un taureau pour le service d'un petit nombre de vaches revient cher. En conséquence, la qualité génétique du taureau laisse souvent à désirer, alors que les grands éleveurs possèdent souvent des reproducteurs de bonne qualité et en changent plus fréquemment. Les petits producteurs doivent se contenter de racheter les taureaux « réformés » des grands éleveurs ou négocier l'utilisation d'un reproducteur extérieur à l'exploitation. Dans ce cas, les chances de fécondation sont plus faibles car le taureau passe moins de temps avec le troupeau (ou pendant une période moins favorable).

Beaucoup de petits producteurs vaccinent régulièrement leurs animaux, mais la fréquence des traitements et leur date dépendent davantage de l'argent dont ils disposent que des exigences sanitaires des animaux. En revanche, les moyens et petits producteurs ne profitent guère des 50 bains anti-tiques construits dans la commune de Coalcomán. La mise en service d'un bain nécessite l'achat d'un insecticide coûteux et représente une dépense équivalente à la valeur d'un taurillon de 200 kg (pour une année d'utilisation). Ces bains ne peuvent donc être mis en service sans la participation d'un grand nombre de petits éleveurs. Dans la pratique, les bains sont le plus souvent installés (par le gouvernement) dans les grands ranchos, et l'éleveur qui en profite exige des petits producteurs une participation aux frais égale pour tous les utilisateurs, quelle que soit la taille du troupeau de chacun. Par ailleurs, la dispersion des exploitations ne facilite pas les déplacements du bétail vers le bain anti-tiques, déplacements qui doivent être fréquents pour que le traitement soit efficace. Certains producteurs tentent de soigner leur bétail en appliquant l'insecticide à l'aide d'une pompe portable, mais la plupart des troupeaux restent parasités alors que les bains anti-tiques ne sont pas utilisés.

### *Une relative diversification des activités*

À partir de 1950-1960, le mouvement général de spécialisation régionale vers la production de broutards s'est accompagné de la régression et parfois de l'abandon de la plupart des autres productions des anciens ranchos de la Sierra de Coalcomán (partie 3, p. 139). Mais les productions marginales de lait, porcs, fruits, légumes et cassonade sont maintenant assurées par les petites exploitations situées à proximité de Coalcomán. Ces activités complémentaires permettent souvent le maintien de petites exploitations qui auraient disparu si elles avaient été situées loin du bourg. De fait, on constate que les petites exploitations sont beaucoup moins nombreuses dès que l'on s'éloigne de Coalcomán (une ou deux heures de chemin en camionnette ou à cheval). L'urbanisation relative du bourg de Coalcomán a entraîné le développement d'un marché pour lequel les denrées produites localement peuvent encore être compétitives.

#### LA PRODUCTION DE LAIT

L'éloignement de la région et l'étroitesse relative du marché de Coalcomán ne justifieraient pas l'organisation d'un transport réfrigéré depuis les régions productrices du nord de l'État (San José de Gracia, Uruapan, Maravatío).

La production est abondante pendant la saison des pluies car les conditions d'alimentation sont alors satisfaisantes. Par ailleurs, la plu-

part des mises-bas ont lieu vers la fin de la saison sèche et les vaches en lactation sont plus nombreuses en été<sup>23</sup>. Lorsque la production commence à diminuer (novembre-décembre), les prix pratiqués sur le marché de Coalcomán augmentent rapidement et s'établissent à plus du double de ceux de la saison humide. La vente quotidienne de 20 l de lait procure alors une rentrée d'argent régulière deux fois plus élevée que le salaire journalier local. Les éleveurs cherchent alors à prolonger la période de traite pour bénéficier de la hausse des prix<sup>24</sup>. Quand ils en ont la possibilité, ils tentent d'accroître la production potentielle du troupeau par des croisements avec des taureaux de race Brune des Alpes.

La tendance récente des petits et des moyens éleveurs à diversifier leur élevage, en accordant une importance accrue à la production laitière, a été observée dans de nombreuses régions tropicales du Mexique, pourtant considérées comme spécialisées dans l'élevage à viande<sup>25</sup>. Pour les petits éleveurs, la vente du lait est souvent moins aléatoire que la vente des taurillons dont le prix, fixé par les maquignons, est soumis aux aléas du marché national et international (ouverture ou fermeture de la frontière nord, politique et spéculation des grands négociants, intervention de l'État). Elle procure des revenus quotidiens alors que la vente du bétail n'intervient qu'une fois par an.

Cette production laitière est cependant réservée aux producteurs localisés non loin du bourg de Coalcomán, qui peuvent y acheminer la production chaque matin. Dans quelques exploitations plus éloignées, on confectionne plutôt du fromage porté sur le marché une fois par mois ou conservé dans l'attente de la hausse des prix de la saison sèche. Les métayers qui se sont vu confier la mise en valeur de l'exploitation par un propriétaire absentéiste participent également à cette production laitière.

**23.** Cependant, il semble que l'amélioration des conditions d'alimentation au début de la saison des pluies provoque une augmentation de la production de lait quelle que soit l'époque de la mise-bas.

**24.** La faible augmentation du prix de la viande bovine pendant la campagne 1984-85 encourage les producteurs à augmenter leur production de lait. Cette baisse relative est interrompue par une hausse du prix de la viande de près de 400 % en 1987.

**25.** Nombreuses études réalisées dans le cadre du *Diagnostico Integral de la Ganaderia Bovina en el Tropic Mexicano* (DIGBTM) et coordonnées par Eduardo Menocal. Voir en particulier Carlos N. CSHIAYO (1985).

## LA PRODUCTION DE PORCS

Les exploitations dans lesquelles la production de porcs tient une place importante ne sont pas les grands domaines héritiers des ranchos analysés en partie 2 (p. 67). Certaines grandes exploitations isolées dans les montagnes du sud de la commune engraisent encore quelques cochons quand la production de maïs est excédentaire (les marges obtenues sont alors très faibles). Mais la production de viande de porc est maintenant assurée par les petites exploitations des environs immédiats de Coalcomán. Le cochon n'est plus un simple recycleur de déchets destiné à produire le saindoux domestique. Il devient l'objet de soins spéciaux visant à accélérer sa croissance et à améliorer sa conformation « viande » (croisements avec les races Duroc ou Yorkshire). De véritables porcheries sont construites où les

cochons restent enfermés toute l'année. Pour diminuer la quantité d'aliments concentrés achetés au village, de petites surfaces sont emblavées en pois chiche (à l'automne) ou en luzerne (irriguée). L'élevage porcin est donc devenu une activité caractéristique des petites exploitations. Certains métayers y consacrent aussi une partie de leur temps quand le propriétaire leur donne le droit de semer luzerne ou pois chiche. Un tel travail est faiblement rémunéré, mais permet d'augmenter les revenus d'une exploitation trop petite pour dégager quelques revenus monétaires.

### LES PARCELLES IRRIGUÉES

Elles bénéficient également d'une intensification. Les surfaces concernées sont faibles et la moyenne par exploitation peut s'établir à 0,3 ou 0,4 ha. Certaines exploitations de taille moyenne ont le privilège de disposer d'importants terrains irrigables dans la vallée de Coalcomán, mais des propriétaires absentéistes préfèrent les abandonner à la friche plutôt que d'avoir « des problèmes » avec les métayers. Ainsi, une partie importante des anciennes terres consacrées à la canne à sucre n'est plus cultivée. L'intensification se manifeste plutôt dans les petites exploitations, dans les microparcelles aménagées sur les pentes ou le long des torrents. Pour y semer de la luzerne, les agriculteurs construisent de petites terrasses parfaitement planes. Au bord des torrents, les plantes cultivées sont destinées à l'autoconsommation : maïs, haricot, courge, tomate, piment, tabac, etc. Quelques fruits et légumes sont vendus sur le marché de Coalcomán (agrumes, avocat, pastèque), mais cette production commerciale est accaparée par un petit nombre d'agriculteurs dont les parcelles se situent à proximité des chemins. Enfin, deux agriculteurs (parmi ceux visités) confectionnent de la cassonade à des fins commerciales, grâce aux petites parcelles de canne à sucre qu'ils cultivent encore.

Les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et du gouvernement du Michoacán ont récemment « mis au point » un nouveau programme dont l'objectif est de rentabiliser les activités « marginales » que les paysans développent à proximité immédiate de la maison : basse-cour, arbres fruitiers, etc. Trois plants d'arbres fruitiers (manguier, citronnier, oranger, pommier, pêcher, etc.) sont remis gratuitement à chaque famille qui doit alors s'organiser pour vendre la production sur les marchés urbains<sup>26</sup>. Compte tenu du volume produit par les périmètres irrigués voisins de Colima, Tecoman et Apatzingán, on imagine mal comment la production de quelques arbres isolés dans la Sierra de Coalcomán pourrait rentabiliser un transport de plusieurs heures jusqu'aux marchés urbains !

<sup>26</sup>. Il s'agit du programme de *Traspasio et Uso Total de la Tierra*, SARH, Aguililla, Michoacán.

Cette activité, enfin, est assez répandue dans la Sierra de Coalcomán et les apiculteurs bénéficient souvent de revenus monétaires plus élevés. La région semble très propice à cette activité et la production des essaims peut être forte (50 à 100 kg de miel par ruche). Comme une telle activité n'exige aucune dépense monétaire importante, on peut s'étonner du faible nombre d'apiculteurs. Pourtant, l'apiculture permettrait à de nombreux minifundistes d'augmenter leur revenu sans qu'il soit nécessaire d'étendre la surface de la propriété. La recherche d'un marché plus vaste et une meilleure organisation des apiculteurs permettraient sans doute d'accroître la production et de multiplier le nombre des petits producteurs. Néanmoins, cette activité est menacée par la progression des abeilles « africaines » qui envahissent peu à peu le territoire mexicain (en remontant vers le nord) et provoquent la destruction des essaims autochtones.

### *De faibles marges d'accumulation*

La production semi-extensive de broutards ne permettrait pas à tous ces petits et moyens producteurs d'obtenir un revenu minimum. Sur une surface réduite, la seule solution qui s'offre à cette paysannerie est bien d'augmenter la quantité de travail par hectare pour accroître et diversifier la production commercialisée, sans sacrifier pour autant la production vivrière. La sécurité alimentaire de la famille et du bétail importe plus que la rémunération immédiate du travail. Dans les petites exploitations de la commune de Coalcomán, cette relative intensification se traduit par l'obtention d'une valeur ajoutée par hectare supérieure : elle est de 20 dollars environ<sup>27</sup> alors que celle des grandes exploitations familiales, consacrées à la production de broutards, n'est que de 12 dollars, et celle des grands domaines appartenant à l'oligarchie de Coalcomán de 7 à 8 dollars seulement (tabl. xviii, p. 226).

#### LES LIMITES DE L'INTENSIFICATION

La topographie même des propriétés et la rareté des terrains labourables ou irrigables limitent les possibilités d'aménagement de l'exploitation. Il n'existe guère de production pour laquelle une petite exploitation de Coalcomán dispose de conditions de productivité favorables.

L'insertion de la région dans une nouvelle division interrégionale et internationale du travail comme la généralisation de nouveaux rapports de prix imposent une limite stricte à la diversification des activités agricoles. La faible capacité d'absorption du marché de Coalcomán et la concurrence imposée par les régions spécialisées n'incitent guère

27. Certaines exploitations, spécialisées dans la production de lait ou ayant une activité complémentaire apicole importante, obtiennent des valeurs ajoutées par hectare très supérieures, comprises entre 40 et 70 dollars.

les agriculteurs à accroître une production (fruits et légumes, lait et fromage, cassonade, saindoux et viande de porc) qu'ils ne pourraient pas vendre ailleurs. Ces productions exigeantes en travail ne concernent pas de nombreux producteurs car le marché de Coalcomán s'en trouverait rapidement engorgé. Pour les petits tenanciers, c'est un premier facteur qui diminue fortement les possibilités de diversification et d'intensification.

La quantité de travail consacré à l'exploitation est aussi limitée par l'émigration saisonnière de nombreux jeunes vers les États-Unis. L'attraction exercée par ce pays demeure forte et les perspectives de gains plus élevés dans d'autres activités privent l'exploitation d'une partie de sa main-d'œuvre. Ce phénomène est cependant moins marqué que dans les grandes exploitations, car franchir la frontière du nord et trouver du travail de l'autre côté n'est pas toujours chose facile (partie 3, p. 139). Si l'on gagnait à coup sûr en partant aux États-Unis, la Sierra de Coalcomán aurait vu sa population diminuer plus rapidement. Une fois mariés et pères de famille, les agriculteurs d'un hameau isolé hésitent davantage avant d'abandonner leur famille (la situation en ville est parfois différente).

Pour ce groupe de petits producteurs, il semble que les solutions, encore possibles il y a quelques années, aient tendance à se réduire. Situés pour la plupart aux environs du bourg, il leur est maintenant difficile de se livrer à la culture des plantes à stupéfiants, d'autant qu'ils bénéficient rarement des protections nécessaires à cette activité. Par ailleurs, les terrains indivis de la frange côtière sont moins attrayants que vers 1970. Beaucoup sont déjà occupés et la fraction encore libre de clôtures est maintenant mieux défendue par les populations indiennes.

Les retards enregistrés dans l'accumulation du capital constituent un troisième obstacle à l'intensification. Pour les petits tenanciers, acquérir un nouvel attelage représente une dépense hors de portée. Il faudrait vendre une vache pour acheter le fil de fer barbelé nécessaire à l'érection d'une clôture supplémentaire ou à l'achat d'un petit moulin mécanique. Or, les marges d'accumulation dégagées par ce type d'exploitations sont en général trop faibles, voire nulles, pour permettre de telles immobilisations.

### SURVIE ET ACCUMULATION

Alors que le produit brut annuel dégagé par les moyennes et grandes exploitations familiales spécialisées dans la production de broutard est d'environ 5 000 dollars en moyenne, celui des petites exploitations plus diversifiées ne dépasse guère les 2 000 dollars et s'établit en moyenne à 1 500 dollars (tabl. xx)<sup>28</sup>.

**28.** Les quelques exploitations de taille moyenne que l'on rencontre dans la Sierra de Coalcomán obtiennent un produit brut supérieur, de l'ordre de 3 400 dollars (moyenne établie sur quatre exploitations étudiées). Voir tableau xx.



Tableau xx

*Quelques données  
sur les petits  
et moyens  
producteurs  
de la Sierra de  
Coalcomán*

	Moyens producteurs	Petits tenanciers	Petits producteurs sur indivis communautaires*	Minifundia sur indivis communautaires*	Exploitations côtières (communautés indiennes)*
Surface totale (ha)	115	46	37	-	24
Surface irriguée (ha)	0,75	0,4	0,8	0	0,3
Surface labourée sec (ha)	3,5	0,9	0,7	0,4	4,7
Maïs irrigué (ha)	0	0,2	0	0	0,2
Maïs pluvial (ha)	1,5	0,6	0,35	0,2	4,5
Maïs brûlés (ha)	11	5,6	5,4	1,2	1,5
N unités/ha (1)	66	77	50	+	10
Feuilles (2)	400	280	270		
Nombre bovins	40	15	24	9	15
Nombre vaches	13	4	8	3	7
Charge (3)	0,35	0,33	(0,7)	-	(1,23)
Porcs engraisés	5	5	5	2	7
Nombre travailleurs (UTH)	3	1,9	1,7	1,4	1,8
Produit brut (\$)	3 400	1 500	2 200	700	2 200
Capital constant (\$)	970	550	790	150	910
Valeur ajoutée/UTH (\$)	730	560	830	460	680
Valeur ajoutée/ha (\$)	21	20	(32)		(113)
Nombre d'enquêtes	4	11	7	5	14

Sources : enquêtes auprès des agriculteurs.

\* Les superficies indiquées et celles prises en compte pour le calcul de la valeur ajoutée/ha sont les surfaces encloses par le producteur.

(1) = nombre d'unités d'azote (sulfate d'ammonium) répandues par hectare de maïs sur brûlés.

(2) = nombre de brassées de feuilles de maïs récoltées et stockées en vue d'une distribution différée.

(3) = charge animale. Pour les exploitations ayant accès aux parcours communautaires, la charge indiquée ne prend en compte que la surface appropriée et clôturée par l'agriculteur.

Pour obtenir ces estimations, un prix moyen a été attribué à la production vivrière de maïs. Comme il est rare qu'un surplus de grains puisse être dégagé et vendu sur le marché, ce prix correspond plutôt à celui que paieraient les petits producteurs de Coalcomán s'ils achetaient des tortillas subventionnées (maïs de mauvaise qualité) dans les magasins de Coalcomán. Dans la formation du produit brut de ces exploitations, les productions de maïs, lait, porcs et autres produits agricoles occupent une large part. La ventes des taurillons ne participent qu'à hauteur de 30 à 35 % de ce produit brut et n'assurent pas la totalité des revenus monétaires.

La productivité du travail est cependant beaucoup plus faible que dans le cas des grandes exploitations d'élevage. La valeur ajoutée par travailleur peut être estimée à 560 dollars par an (730 dollars pour les

moyennes exploitations étudiées), soit moins de la moitié de celle des exploitations d'élevage (1 220 dollars par travailleur). Cette moyenne est donc inférieure à la valeur minimale de 700 dollars adoptée en début de partie. Sur la figure 42 (p. 227), le nuage de points qui représente ce groupe de producteurs illustre leurs possibilités de survie et d'accumulation. La moitié des exploitations (dont les points sont situés en dessous de la droite du seuil d'accumulation) ne permettent pas d'assurer la couverture des besoins minimaux de la famille sans provoquer une dégradation progressive du capital d'exploitation. Si les conditions de vie de la famille ne se détériorent pas, c'est le capital productif qui est progressivement « consommé » : on castre le goret pour l'engraisser et le vendre ; les taurillons sont cédés avant l'âge et dans de mauvaises conditions de prix ; les brassées de feuilles de maïs sont vendues précocement au lieu d'être conservées pour la fin de la saison des pluies ; les clôtures sont insuffisamment entretenues et l'on n'en construit pas de nouvelles.

Une faible marge d'accumulation peut cependant être dégagée par les exploitations les plus diversifiées ou qui bénéficient de meilleures conditions de productivité (terrain moins accidenté, parcelle irrigable). De petits investissements peuvent alors être envisagés et certaines améliorations de la propriété entreprises. Cette marge reste toujours fragile et soumise aux aléas climatiques. Elle est parfois épargnée (déposée sur un compte bancaire) pour faire face à des dépenses imprévues (maladie, accident) ou à des investissements plus lourds (camionnette, lopin urbain à Coalcomán).

Les petits éleveurs métis installés sur les terrains appartenant aux communautés indiennes bénéficient parfois d'une meilleure rémunération de leur travail. La valeur ajoutée annuelle produite par les petits éleveurs des villages de Estopila, La Nuez, et la Parotita est voisine de 830 dollars par travailleur et donc légèrement supérieure au seuil de satisfaction des besoins minimaux de la famille (tabl. xx). La proximité des communaux non clôturés des communautés de Coire, Pómaro ou Huizontla explique cette différence. Elle autorise le maintien d'un troupeau bovin plus important et permet l'élevage très peu coûteux des chèvres.

De la même façon, les familles indiennes qui ont réussi à s'approprier les quelques parcelles planes et mécanisables de la frange côtière obtiennent une valeur ajoutée par travailleur plus élevée que beaucoup de petits tenanciers de la commune de Coalcomán. Elle ne dépasse cependant pas les 600 ou 700 dollars par an (tabl. xx).

En revanche, les agriculteurs métis arrivés trop tard à San Pedro Naranjestil pour clôturer de grands espaces ne bénéficient pas d'un large accès aux ressources fourragères communautaires. À proximité du

village, l'espace est entièrement clôturé et leur pouvoir au sein de la « communauté d'accueil » est trop limité pour qu'ils puissent emmener leur troupeau paître sur les indivis non clôturés qui subsistent près de la côte. La productivité de leur travail est alors très faible (460 dollars par travailleur et par an) et inférieure à celle des petits tenanciers de Coalcomán.

### *Une différenciation sociale croissante*

Malgré diverses tentatives d'intensification, beaucoup de petits tenanciers de la région de Coalcomán restent en deçà du seuil d'accumulation défini. Cette paysannerie pauvre n'a donc pas les moyens nécessaires pour réaliser des investissements minimaux qui permettraient d'accroître sa capacité de production. Si aucune source d'accumulation exogène (envoi de devises nord-américaines par les enfants émigrés, double activité, etc.) ne vient sauver l'appareil productif, celui-ci est progressivement consommé (dégradé) pour assurer la survie. L'écart entre ces petites exploitations et celles dont la valeur ajoutée produite est suffisante pour ouvrir un espace d'accumulation important ne peut que s'amplifier. Les grands éleveurs utilisent plutôt leurs bénéfices pour acheter de nouvelles terres et augmenter la superficie de leur exploitation. À mesure que la surface du domaine augmente, le système de production a tendance à devenir de plus en plus extensif, peu exigeant en main-d'œuvre, mais générateur de productivité du travail élevée.

L'accumulation différentielle du capital se manifeste donc par un double mouvement, d'extensification pour les uns et d'intensification pour les autres :

- les grands éleveurs disposent du capital nécessaire à l'extension des surfaces labourées, à la multiplication des clôtures et à l'intensification de leur système d'élevage. Cette évolution n'est pourtant pas observée car elle n'est pas conforme à leurs intérêts. C'est le maintien et le développement d'un système extensif qui leur garantit, au contraire, une rémunération du travail élevée ;

- pour les petits tenanciers, en revanche, l'intensification est la seule solution qui permettrait une élévation du revenu. Mais ils n'ont guère les moyens de réaliser les améliorations nécessaires à cette évolution.

Cette contradiction est le reflet d'une différenciation sociale croissante, fruit d'un développement inégal qui a déjà appauvri bon nombre de producteurs. C'est le cas, par exemple, de tous les paysans dont les marges d'accumulation sont annihilées par le maintien des rapports de métayage. C'est le cas, aussi, des Indiens qui ont conservé un système de production fondé sur la culture du maïs sur brûlis et la vaine

pâture, système développé sur le reliquat de terres non clôturées qu'ils possèdent encore.

Une partie importante de la paysannerie, pour contrecarrer une paupérisation croissante, a dû chercher dans d'autres branches d'activité les moyens de sa subsistance, comme l'ont fait les familles indiennes - chassées de leur territoire par l'immigration métisse et les enclosures - qui ont appris à pêcher en mer.

## LES PLUS MAL LOTIS EN VOIE DE PAUPÉRISATION

---

### *Les métayers*

Malgré de nombreux départs vers les *ejidos* créés dans l'État de Colima, vers les États-Unis ou en direction des territoires indiens de la côte, les métayers constituent encore un groupe social important de la commune de Coalcomán. L'implantation des prairies temporaires exige le maintien d'une paysannerie soumise aux rapports de métayage car un tel travail, effectué par une main-d'œuvre salariée, coûterait beaucoup plus cher.

Tous les ranchos ne disposent pas forcément de métayers comme c'était le cas quelques décennies auparavant. Aujourd'hui, le plus gros contingent habite dans les propriétés accessibles depuis le bourg de Coalcomán. La précarité de leur situation et la menace constante d'un renvoi ne les encouragent pas à s'installer dans un hameau trop éloigné d'éventuelles solutions de rechange ou d'opportunités de travail. Dès que l'on s'éloigne du chef-lieu, on ne voit que ruines et hameaux semi-abandonnés. Ceux qui ont accepté de telles conditions d'isolement se sont vu confier la « gérance » du rancho, le propriétaire souhaitant lui-même déménager vers le bourg. D'autres enfin, très peu nombreux, arpentent encore les régions les plus sauvages de la commune à la recherche d'un propriétaire qui accepte de cultiver le cannabis ou le pavot « à moitié », « au tiers » ou « au quart ». Cette localisation des métayers, plus regroupée que par le passé, ne signifie pas que des formes de travail « à moitié » n'existent pas ailleurs. De tels « contrats » sont souvent de mise dans la commune de Aquila, par exemple, où les Indiens et Métis pauvres de San Pedro Naranjestil s'engagent parfois comme métayers.

Si tous les métayers ont en commun d'être soumis à de lourds prélèvements, leurs situations et activités sont très variées. Certains n'ont accès qu'à des parcours et à des friches peu productifs, mais d'autres

travaillent les terres irriguées de la vallée de Coalcomán. Malgré cette diversité de situations, leur condition de métayers détermine, plus que toute autre chose, leurs choix et leur marge d'accumulation.

Non limités par la surface et dépourvus d'autres perspectives de production, les métayers cultivent souvent d'importantes quantités de maïs. En effet, l'intérêt de tout propriétaire est d'accroître la surface en herbe, donc de laisser au métayer la possibilité de semer « tout le maïs qu'il veut ». Les métayers mettent en moyenne près de 4,5 ha en maïs par UTH, alors que les petits tenanciers ne sèment en général que 3,5 ha/UTH. Les quantités de sulfate d'ammonium apportées sont par contre moins élevées (50 unités par hectare contre 77 dans le cas des petits tenanciers), mais le contraire surprendrait : propriétaires et métayers tombent rarement d'accord pour augmenter une telle dépense (même si la Banque agricole finance la culture) car leurs intérêts ne coïncident pas.

Les activités d'élevage sont des plus limitées, aucune concession n'ayant été obtenue par les métayers en ce qui concerne le droit de pâturage. Ce plafond imposé par celui qui détient la terre est une donnée immuable du système agraire. Les métayers rencontrés possèdent en moyenne 4 bovins dont 2 vaches. Mélangées au troupeau du patron, celles-ci bénéficient en général des services du taureau de ce dernier. En d'autres cas, moins favorables, les vaches du métayer n'ont pas droit à ce service, afin que son troupeau n'augmente pas ! Les propriétaires se plaignent souvent de ne pas avoir assez de fourrage et ne laissent pas toujours au métayer la possibilité de récolter les feuilles de maïs qui lui sont dues. Les métayers rencontrés ne ramassent que 140 brassées de feuilles en moyenne alors que les petits tenanciers, maîtres chez eux, en récoltent en général le double sur de plus petites parcelles (tabl. xxi).

Quelle peut être la marge d'accumulation des métayers ? Dans le calcul du produit brut de l'exploitation, du capital constant et de la productivité du travail, les clauses précises du contrat de métayage importent peu. On prend en compte la totalité du maïs récolté sans se préoccuper de sa répartition. Ainsi, on remarque que le produit brut dégagé par les exploitations étudiées (2 200 dollars en moyenne) se situe entre celui des moyens producteurs (3 400 dollars) et celui des petits tenanciers (1 500 dollars). Les charges proportionnelles, surtout constituées par les intrants nécessaires au maïs, sont supérieures à celles des petits tenanciers car les surfaces semées sont plus importantes. Les charges fixes calculées sont cependant nettement inférieures : elles n'incluent pas la part à la charge du propriétaire (en particulier l'achat de fil de fer barbelé). Finalement, la productivité du travail des métayers (670 dollars par travailleur et par an) est en

moyenne comprise entre celle des petits tenanciers (560 dollars) et celle qui caractérise les exploitations de taille moyenne (730 dollars) (tabl. xx, p. 264, et xxi).

Tableau xxi

*Quelques données  
sur les métayers de la  
Sierra de Coalcomán  
et les exploitations  
dépourvues de  
grandes surfaces  
closes (communautés  
indiennes)\**

	Moyens producteurs	Petits tenanciers	Métayers	Exploitations côtières	Système traditionnel sur indivis	Doubles actifs lopin cultivé
Surface totale close	115	46	0	24	6	-
Surface irriguée	0,75	0,4	0	0,3	0,4	-
Surface labourée sec	3,5	0,9	0	4,7	0,1	-
Maïs irrigué	0	0,2	0,9	0,2	0,1	0
Maïs pluvial	1,5	0,6	1,7	4,5	0,1	0,4
Maïs brûlis	11	5,6	7	1,5	1,8	1,3
N unités/ha (1)	66	77	50	10	12	0
Feuilles (2)	400	280	140	0	-	0
Nombre de bovins	40	15	4	15	3	1-2
Nombre de caprins	5-10	0	0	14	11	0
UTH	3	1,9	2,2	1,8	1,1	-
Produit brut (\$)	3 400	1 500	2 200	2 200	800	500
Capital constant (\$)	970	550	760	910	290	160
Valeur ajoutée/UTH (\$)	730	560	670	680	450	(290)
Nombre d'enquêtes	4	11	11	14	24	15

Sources : enquêtes auprès des agriculteurs.

\* (communauté indienne). Pour faciliter les comparaisons, les données sur les petits et moyens producteurs de la région de Coalcomán ont été retranscrites ainsi que celles des exploitations côtières ayant accès aux parcelles planes de la côte.

(1) = nombre d'unités d'azote (sulfate d'ammonium) répandues par hectare de maïs sur brûlis.

(2) = nombre de brassées de feuilles de maïs récoltées et stockées en vue d'une distribution différée.

La rémunération réelle des métayers est bien sûr inférieure à ce chiffre car une partie de la valeur ajoutée produite leur échappe. Les contrats de métayage sont variés (partie 3, p. 139) et la quantité de travail non payé au métayer n'est pas facile à déterminer. Pour évaluer la rémunération réelle du métayer, il faut retrancher de la valeur ajoutée la valeur des prélèvements opérés par le propriétaire et ajouter, le cas échéant, les dépenses qu'il prend en charge. Mais la valeur créée par le métayer ne se limite pas au seul maïs. Les graminées fourragères qu'il sème permettent l'entretien d'un troupeau plus important et la production de taurillons supplémentaires. Cette production est difficile à estimer car certains travaillent « à moitié » avec plusieurs propriétaires : une parcelle irriguée avec l'un d'eux et une parcelle de maïs sur brûlis avec un autre, par exemple, ou deux par-

celles de maïs avec deux propriétaires différents. D'autres encore travaillent à plusieurs dans le même rancho et contribuent collectivement à l'extension des surfaces en herbe de la propriété.

Prenons un cas simple et favorable au métayer : la totalité de la récolte en grains lui est acquise, le fourrage étant seul réservé au propriétaire (le métayer paie alors toutes les dépenses nécessaires à la culture, sauf les semences de graminées fourragères). Dans cet exemple, le métayer sème 4 ha de maïs sur brûlis associé à du *jaragua* et obtient une production de 5 t de grains (12,5 q/ha).

La fraction de la valeur ajoutée consacrée à la rémunération du travail (capital variable) est alors de 5 t de maïs moins les charges proportionnelles (on néglige les charges fixes pour simplifier les calculs) : environ 550 dollars (1,2 millions de pesos début 1988). On peut y ajouter l'équivalent de la vente de 0,5 taurillon (un tous les deux ans) mais c'est une hypothèse favorable. La rémunération du métayer est alors de 630 dollars.

La fraction de la valeur ajoutée prélevée par le propriétaire est nettement supérieure. À la production fourragère des 4 ha emblavés (5 000 UF consommables), il faut ajouter la production simultanée des prairies plus âgées semées par le métayer les années précédentes, soit 4 ha de prairie âgée de un an, 4 ha d'une prairie âgée de deux ans, etc. (fig. 31 p. 161 et tabl. x p. 163). La quantité totale de fourrage consommable disponible cette année-là est donc de 17 000 UF. Cette quantité est suffisante pour permettre l'entretien de 20 vaches (et de leur suite) pendant la saison sèche et la production supplémentaire d'au moins 5 taurillons d'une valeur de 910 dollars.

Le taux de plus-value ( $\text{plus-value/capital variable} \times 100$ ) est alors de 145 %.

Lorsque les propriétaires se plaignent de ce que les métayers « ne veulent plus travailler » ou « veulent qu'on leur donne tout », ils oublient de signaler que 60 % de la valeur que ces derniers créent leur sont confisqués, et ce, dans le cas le plus favorable où « on leur donne tout ». On comprend mieux pourquoi les éleveurs n'hésitent plus à faire des concessions sur les termes du contrat concernant la culture du maïs sans accorder pour autant un droit de pâturage plus important. On comprend aussi pourquoi tant de métayers sont partis après l'abandon des terres labourables et devant la progression irrésistible du tapis herbacé. La fraction de la valeur ajoutée prélevée par les propriétaires était moindre dans les ranchos d'autrefois !

La valeur ajoutée par travailleur calculée pour les métayers (670 dollars par an, tabl. XXI p. 269) n'est qu'apparente car elle ne prend pas en compte la valeur du pâturage créé. Dans le cas favorable où le métayer conserve la totalité du grain produit, cette valeur ajoutée

apparente correspond approximativement à sa rémunération réelle. Elle est pourtant légèrement inférieure au seuil d'accumulation de 700 dollars. Mais beaucoup d'entre eux sont dans une situation encore plus défavorable : ils doivent laisser le patron et ses péons récolter la moitié des épis. Leur rémunération réelle est alors bien moindre et leur paupérisation accélérée (le taux de plus-value peut alors être estimé à 325 %).

Si le propriétaire persiste à exiger sa part de grain, le métayer est tenté d'abandonner la partie, de rassembler ses affaires et de chercher ailleurs un patron plus compréhensif ou désireux de stabiliser quelque peu sa main-d'œuvre. C'est le cas des propriétaires à la recherche d'un administrateur qui pourrait les dispenser d'habiter sur le domaine, en se chargeant de la traite matinale et de la surveillance du bétail. Cette évolution particulière du contrat de métayage a déjà été décrite en partie 3 (p. 139). Aujourd'hui, c'est la seule façon de « fidéliser » efficacement un métayer, à condition de lui laisser une marge d'accumulation (droit de pâture, activités annexes, etc.) suffisante. La multiplication des activités (élevage de porcs, confection de fromage) et le nouvel intérêt que le « gérant » trouve dans la gestion des pâturages permettent l'obtention d'une valeur ajoutée par travailleur nettement supérieure (plus de 1 000 dollars). Le seuil d'accumulation est alors dépassé et l'épargne devient possible, à défaut d'investissement productif qu'aucun métayer n'a intérêt à réaliser dans un rancho qui ne lui appartient pas. Certains, cependant, ont construit de petites porcheries et y développent l'élevage porcin, malgré le risque d'un tel investissement en cas de remerciement.

Les métayers qui n'obtiennent pas la « gérance » d'une exploitation ou la totalité de la récolte des grains sont peu à peu évincés et disparaissent en tant que producteurs agricoles. Ils rejoignent les doubles actifs ou les travailleurs prolétarisés à la recherche permanente d'un petit travail au bourg de Coalcomán (construction).

## *Communautés indiennes et enclosures*

L'intrusion récente d'un nouveau groupe métis dans la communauté indienne de Pómaro a provoqué des transformations agraires importantes : enclosures massives d'une partie des anciens indivis, départ des populations indiennes vers la côte et fondation de nouveaux villages. Entre les régions entièrement clôturées de San Pedro Naranjestil et la côte subsiste cependant un territoire encore contrôlé par les familles indigènes, peu clôturé, soumis à la culture périodique sur brûlis et à la vaine pâture (fig. 37, p. 205). 24 exploitations de ce type ont été étudiées dans les communautés indiennes de Pómaro (19 cas), Huizontla (4 cas) et Ostula (1 cas). Parmi les 19 enquêtes réalisées



auprès d'agriculteurs de la communauté de Pómaro, 3 sont des métis originaires de Coalcomán (maïs nés sur le territoire de la communauté), dont le système de production reste de même nature. Les familles indiennes qui ont pu s'approprier et clôturer les quelques parcelles planes et labourables de la côte ont été présentées dans le groupe des petits tenanciers.

### MAÏS SUR BRÛLIS ET VAINES PÂTURE

Les agriculteurs de ce groupe sèment en moyenne chaque année 2 ha de maïs sur brûlis dans les conditions défavorables déjà évoquées : restriction de l'espace propice à ce système de culture et/ou conditions climatiques et sols défavorables (partie 3, p. 139). Les seuls à utiliser le sulfate d'ammonium sont les *comuneros* de Huizontla car l'étroitesse du terrain dont ils disposent a provoqué l'épuisement rapide des friches âgées et la détérioration des conditions de fertilité. Dans la communauté de Pómaro, il est encore possible d'abattre des friches d'assez longue durée et la forêt tropicale caducifoliée occupe encore d'importants espaces. Les agriculteurs considèrent le plus souvent que l'engrais n'est pas indispensable ou qu'il coûte trop cher.

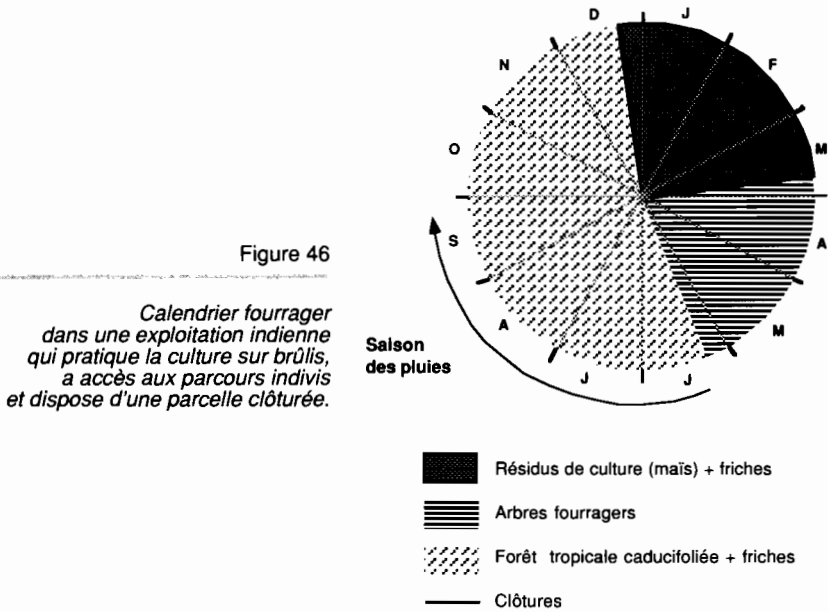
Pour la même raison, les seuls agriculteurs à employer l'herbicide Esteron sont ceux de la communauté de Huizontla et ceux de la communauté de Pómaro qui habitent encore à San Pedro Naranjestil. Enfin, parmi les 24 agriculteurs de ce groupe, 3 seulement pratiquent la culture associée de graminées fourragères, le plus souvent en petite quantité (une partie seulement du champ de maïs est semée de prairie).

La culture du maïs sur brûlis est organisée collectivement quand la petite taille du terrain disponible ne permet pas à chacun de semer où bon lui semble et impose un minimum de règles concernant la déambulation des animaux. Ainsi, tous les agriculteurs de Huizontla coupent et brûlent collectivement la végétation d'une portion de leur territoire pour que chacun puisse semer (individuellement) son maïs. Le fil de fer barbelé est acheté collectivement et chacun participe aux travaux d'édification de l'unique clôture qui entoure l'ensemble des parcelles ainsi semées. Une organisation similaire du travail peut être observée dans certains hameaux de la communauté de Pómaro dont le territoire se trouve réduit et menacé par les clôtures des métis.

Peu nombreux (7 cas parmi les personnes interrogées) sont ceux qui disposent d'une petite parcelle irriguée pour compléter cette maigre activité agricole. Les plus chanceux dans ce domaine sont les habitants de Huizontla car ils possèdent en général une petite plantation fruitière de bananes et de *mamey*.

Enfin, presque tous possèdent quelques animaux laissés libres de pâturer où bon leur semble pendant presque toute l'année : quelques bovins (3 têtes en moyenne) de petite taille, dont le phénotype est encore largement marqué par le « sang créole », 2 ou 3 cochons et parfois aussi un petit troupeau de chèvres. Le système fourrager repose largement sur l'utilisation des parcours non clôturés de la communauté mais le maïs est parfois semé dans une parcelle close. Les résidus de récolte sont alors individuellement appropriés (il ne s'agit donc plus, dans ce cas, de vaine pâture). Ce système est représenté sur la figure 46. À la fin de la saison sèche et après épuisement des résidus de culture, les seuls ressources fourragères disponibles sont celles des arbres fourragers de la forêt tropicale pérenne qui occupe encore le fond des ravins. Le bétail attend là le début de la saison des pluies avant de regagner les friches et la forêt caducifoliée qui commencent à reverdir.

Bien que 25 % des agriculteurs ne possèdent encore ni bovins ni chèvres, les activités d'élevage ont tendance à occuper une place de plus en plus importante dans ce système de production. Ce sont bien les seules capables de procurer quelque revenu monétaire nécessaire à l'achat d'un complément de maïs, à l'époque de la soudure, et à la couverture des autres besoins minimaux de la famille.



### LES BARBELÉS COÛTENT TROP CHER

L'estimation de la productivité du travail dégagée par un tel système de production permet d'affirmer que ces agriculteurs font partie des

plus mal lotis de l'ensemble de la région. Le produit brut dégagé ne serait que de 815 dollars en moyenne. Malgré la faiblesse des dépenses réalisées pour les cultures, la productivité obtenue ne serait que de 450 dollars par travailleur et par an. Elle serait inférieure à celle de tous les autres groupes de producteurs et bien inférieure au seuil de survie fixé à 700 dollars.

L'étude de ce système de production met en lumière un paradoxe. Ces agriculteurs jouissent tous d'un large accès aux parcours non clôturés de leur communauté. Or, un tel accès constituait la base même de l'accumulation primitive des premières familles métisses à avoir franchi les limites du territoire communal. Aujourd'hui encore, les éleveurs métis de San Pedro Naranjestil profitent largement des restes non clôturés de la forêt tropicale où poussent les arbres fourragers pour y faire paître le bétail en fin de saison sèche. C'est cette forêt et cet espace soumis à la vaine pâture qui font tant défaut aux petites exploitations de la commune de Coalcomán. Pourtant, c'est justement chez les agriculteurs indiens qui vivent sur cet espace que les troupeaux rencontrés sont les plus petits et que les revenus dégagés par l'élevage sont les plus limités. Pour les « gens de raison », la « non-chalance ancestrale » des Indiens et leur goût pour l'alcool suffisent à expliquer ces maigres résultats.

Qu'en est-il réellement et comment expliquer une telle contradiction ?

Avant 1970-1975, la multiplication du bétail des éleveurs métis et leur enrichissement se réalisaient sans que l'usage de la clôture fût indispensable. Mais ce mouvement d'accumulation supposait qu'un capital de départ soit préalablement constitué. Quand les métis s'installaient sur les indivis communautaires, il arrivaient toujours précédés d'un petit troupeau déjà constitué. C'est la détention de ce capital et l'écart d'accumulation qui existait déjà entre immigrés et indigènes qui ont déclenché le phénomène d'accumulation différentielle dont les résultats sont visibles aujourd'hui.

Actuellement, l'accès aux indivis communautaires ne suffit plus. Cet espace reste précieux en fin de saison sèche quand les autres ressources pastorales viennent à s'épuiser et que les arbres fourragers dispensent l'agriculteur d'une alimentation complémentaire exigeante en travail ou coûteuse. Mais les indivis non clôturés ne fournissent plus une alimentation suffisante du bétail pendant le reste de l'année. Tous les terrains bien exposés aux pluies sont maintenant clos et la fraction libre de clôture que se partagent encore les communautés de Pómaro, Coire et Ostula voit sa capacité fourragère diminuer très rapidement dès le début de la saison sèche. Il faut attendre le mois d'avril pour que les arbres fourragers commencent à perdre feuilles et fruits.

La possession d'une ou plusieurs parcelles clôturées semble alors constituer un préalable indispensable à tout développement de l'élevage. C'est la seule façon de rester maître de ses résidus de culture (feuilles de maïs) et, éventuellement, de la prairie associée. Parmi les 24 agriculteurs interrogés, 16 ont déjà clôturé une ou plusieurs parcelles mais les surfaces concernées sont très petites (6,6 ha de parcours en moyenne). Une fois encore, c'est la capacité d'accumulation de l'exploitation qui permet d'envisager ou non l'achat de fil de fer barbelé et l'extension des surfaces clôturées. Mais dans la plupart des exploitations concernées, les besoins minimaux ne sont pas satisfaits. L'acquisition du fil de fer barbelé est donc extrêmement difficile, d'autant que celui-ci coûte de plus en plus cher. Vers 1940, la vente de 1 t de maïs fournissait l'argent nécessaire à l'achat de 10 ou 12 rouleaux de fil de fer barbelé, mais ce rapport s'est détérioré par la suite (surtout après 1980). Aujourd'hui, la même quantité de maïs vendu autorise l'achat de 5 ou 6 rouleaux seulement.

Si la productivité du travail a été estimée à 450 dollars, les revenus monétaires représentent une somme inférieure. En revanche, les dépenses monétaires entraînées par l'acquisition du seul fil de fer nécessaire à la clôture d'une parcelle de 10 ha s'élèvent à 300 dollars et il faudrait ajouter à cette somme le coût d'opportunité du travail fourni pour préparer les poteaux et installer la clôture. Les capacités d'accumulation endogène des agriculteurs de la communauté ne sont donc pas à la hauteur de l'investissement nécessaire. Ainsi, la généralisation de l'emploi des clôtures très longues (plusieurs kilomètres), construites avec un matériel coûteux, exigeait l'intervention d'une source exogène d'accumulation du capital. Cette source, ce sont les éleveurs métis originaires de Coalcomán qui en disposaient : petit troupeau déjà constitué, commerce muletier, émigration aux États-Unis, cultures illicites, etc. Rien d'étonnant donc à ce qu'ils aient été les architectes (et les bénéficiaires) de cette véritable révolution agricole qu'a constitué le développement des clôtures à San Pedro Naranjestil.

Dans les autres hameaux de la communauté de Pómaro, les parcelles clôturées sont exiguës et dispersées. Cette limite imposée par la capacité d'investissement de chacun aggrave encore un peu plus les conditions dans lesquelles la culture du maïs est menée. Ainsi, pour éviter d'enclorre une nouvelle parcelle chaque année ou d'agrandir une parcelle déjà close, certains sont contraints de ressemer la parcelle de l'année précédente ou d'abattre une friche trop jeune (2 ou 3 ans) pour garantir la réussite de la culture. Pour les mêmes raisons, les surfaces semées sont faibles. Car les agriculteurs hésitent de plus en plus à emblaver une parcelle dont les résidus de culture seraient livrés à la communauté.

Dans la communauté indienne de Huizontla, au contraire, la réduction du territoire à moins de 2 000 ha de terrain abrupt a préservé la cohésion de la communauté et permis l'organisation collective du brûlis, de l'édification des clôtures et de la vaine pâture. Le territoire est divisé en secteurs et l'organisation des cultures obéit à des règles strictes (« assolement » réglé et contraintes collectives). Une telle organisation ne permet pas l'appropriation individuelle des résidus de culture, mais limite les dépenses de chacun en matière de clôture<sup>29</sup>.

Depuis que la clôture en fil de fer barbelé est devenue le moyen de production privilégié sur le territoire des communautés indiennes, les écarts d'accumulation se sont accrus entre ceux qui ont eu les moyens de clore (à temps et une surface suffisante) et ceux pour lesquels un tel investissement est demeuré impossible. Tandis que la clôture en barbelé développait la capacité de production et la productivité du travail de ceux qui la mettaient en place, les autres voyaient l'efficacité de leur travail décroître. L'acquisition ou non de ce moyen de production est à la base de la différenciation paysanne qui s'est manifestée à l'intérieur même de la communauté de Pómaro depuis une quinzaine d'années. Par ailleurs, aux écarts de productivité qui existaient déjà entre les zones plus hautes de la Sierra et la frange côtière (écarts liés aux conditions naturelles) se sont ajoutées les différences de productivité liées à une répartition inégale des moyens de production et du capital d'exploitation.

#### LE CAS DE L'ÉLEVAGE CAPRIN

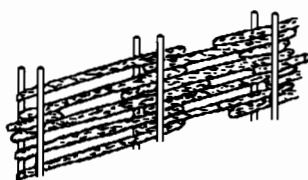
Depuis une vingtaine d'années, l'élevage caprin s'est développé dans les hameaux où une grande partie du territoire est encore libre de clôtures. La moitié des agriculteurs interrogés (indiens ou métis) qui habitent sur le territoire de la communauté indienne de Pómaro possèdent un troupeau de chèvres. Les plus gros troupeaux (plus de 50 têtes) appartiennent en général aux familles métisses ou aux Indiens qui se sont approprié les meilleures terres de la côte. Certains ont fait de l'élevage caprin et de la commercialisation de ses produits leur activité principale (6 cas rencontrés). Les autres familles, et parmi elles beaucoup de celles qui ne disposent d'aucune parcelle clôturée importante, ont en général de petits troupeaux (5 à 20 têtes).

L'élevage caprin semble *a priori* fort bien adapté aux conditions plus difficiles de la frange côtière et à l'abondance des parcours communaux non clôturés. Le troupeau quitte les alentours de la maison le matin et ne rentre qu'après une longue pérégrination sur les parcours indivis. Les animaux, rustiques, se contentent des ressources fourragères disponibles dans la maigre forêt tropicale caducifoliée qui recouvre le massif granitique de la côte. Les ventes ont lieu le plus

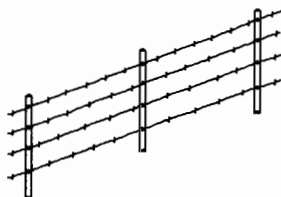
29. Une organisation similaire peut être observée dans le petit *ejido* de Coahuayula, situé à proximité de la communauté de Huizontla. Cet *ejido* ne dispose que de 1 300 ha de parcours montagnoux.

souvent vers la fin de la saison sèche afin de faciliter quelque peu le gardiennage du troupeau pendant la saison des pluies et la protection des cultures.

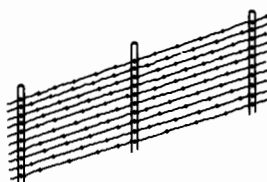
Bien que peu onéreux (l'immobilisation de capital est moindre que pour les bovins), cet élevage entraîne des dépenses importantes pour la protection des parcelles cultivées à proximité des maisons (c'est l'ancien rôle attribué aux clôtures). Un bon gardiennage ne suffit pas toujours à éviter les dégâts sur les parcelles à risques dont les clôtures doivent être renforcées. Elles comportent alors jusqu'à dix rangées de fil de fer barbelé afin que chèvres et cochons ne puissent pas les franchir. La construction d'une telle clôture coûte donc beaucoup plus cher, à moins d'utiliser à la fois fil de fer barbelé et branchages pour limiter les dépenses (mais les branchages doivent être changés très souvent, fig. 47, III et IV). Son prix limite, en réalité, les bénéfices qu'attendaient ces agriculteurs en développant cet élevage « alternatif ». La production caprine ne constitue donc qu'un pis-aller pour les populations indiennes refoulées au-delà des dernières clôtures.



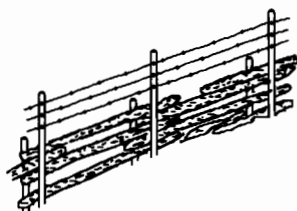
I Clôture en branchages.



II Clôture en fil de fer barbelé.



III Clôture à chèvres (et cochons).



IV Clôture mixte branchage-barbelés.

Figure 47

*Quelques types de clôtures dans la communauté indienne de Pómaro.*

Les chèvres pouvant aisément franchir les clôtures à quatre fils, érigées pour les troupeaux bovins, elles seraient donc en mesure de profiter des pâturages enclos destinés aux bovins. L'élevage caprin constituerait alors une possibilité pour les paysans dépossédés de leur territoire par les éleveurs métis.

La réalité est différente car les éleveurs métis, spécialisés dans la production de brouillards, ne tolèrent en aucune façon l'incursion d'un animal tiers dans leurs parcelles et abattent sans hésiter d'éventuels intrus (chèvres ou cochons). Dans les villages où le terrain est entièrement clos (San Pedro Naranjestil), personne ne se risque à élever de pareils animaux. L'élevage des chèvres ne représente donc pas une forme de résistance efficace à la progression des clôtures à quatre fils sur lesquelles est assise l'hégémonie des éleveurs métis. Alors que la possession d'un grand territoire permettait autrefois aux familles indiennes de se livrer à un vaste éventail d'activités, les enclosures réalisées à San Pedro Naranjestil ont condamné les familles indiennes qui y vivent encore à abandonner toute forme de petit élevage, sans leur permettre pour autant de développer l'élevage bovin.

Après vingt ans de transformations agraires, la plupart des familles indiennes ne disposent plus d'aucune marge d'accumulation. Le seuil de reproduction fixé à 700 dollars est largement supérieur aux résultats obtenus par ces unités de production. Les besoins minimaux du moment ne sont donc pas satisfaits et ces familles subissent un processus de paupérisation accéléré. Cette fragilisation du système de production a conduit beaucoup de jeunes à abandonner partiellement les activités agropastorales et à chercher un complément de revenu dans d'autres activités. Ils disparaissent alors en tant que producteurs autonomes.

### *Double activité, pêche ou semi-prolétarisation ?*

Si le bourg de Coalcomán a été récemment « embelli » par quelques villas somptueuses construites avec les narcodollars, les « colonies populaires » se sont aussi étendues à sa périphérie. En 1986, la colonie Emiliano Zapata est créée sur un terrain proche du bourg, divisé en 132 lots constructibles. Un an plus tard, une cinquantaine de maisons en bois ou en carton goudronné y sont construites. Quelques-unes, déjà pourvues de murs en briques, trahissent l'arrivée récente de devises nord-américaines envoyées par les émigrés. Seulement trois habitants de ce quartier sèment encore une petite parcelle de maïs dans les environs de Coalcomán, en abandonnant résidus de culture et prairie temporaire au propriétaire. Beaucoup sont alors ouvriers dans le secteur du bâtiment, particulièrement actif grâce aux

séismes fréquents et au volume d'argent frais qui arrive périodiquement à Coalcomán (émigration aux États-Unis ou cultures illicites). Les habitants de ces quartiers périphériques sont souvent des fils d'anciens métayers ou petits tenanciers ou eux-mêmes d'anciens agriculteurs. Ils constituent une population prolétarisée, conséquence directe des transformations agraires analysées.

Dans la communauté indienne de Pómaro, ce mouvement de prolétarianisation a été partiel. Quinze familles soumises à un tel processus ont été interrogées. Se livrant à d'autres activités, elles ne constituent plus de véritables unités de production agricole. Un lopin est presque toujours emblavé en maïs (1,6 ha en moyenne) et certaines possèdent encore des animaux domestiques (quelques cochons et parfois une vache). Dans tous les cas, le produit brut agricole annuel est inférieur à 500 dollars et les activités agricoles ne permettent l'obtention d'aucun revenu monétaire. Si ces paysans n'avaient pas d'autres activités, la valeur ajoutée produite serait à peine de 300 dollars par personne et par an.

Les Indiens et Métis qui vivent à San Pedro Naranjestil et qui n'ont pu clore aucune parcelle se trouvent dans une situation particulièrement critique. Les seuls espaces encore accessibles aux animaux sont les rues du village et les principaux chemins des alentours. Comme le lopin cultivé « à moitié » ne suffit pas, tous tentent de multiplier les sources de revenu complémentaires. Ils se font embaucher comme péon par les éleveurs les plus importants ou se consacrent à l'artisanat. La confection des tapis de selle (à l'aide de l'écorce d'un palmier sauvage) occupe ainsi plusieurs personnes. Mais la vente des tapis aux cavaliers de la commune de Coalcomán rapporte davantage d'argent aux commerçants qu'aux artisans.

Les familles indiennes installées dans les villages de la côte disposent de plus amples possibilités d'emplois. Des équipes mobiles sont chargées de l'entretien de la route. Le trafic (faible) de la route nationale a aussi permis à quelques familles d'ouvrir de petits restaurants où il est toujours possible de consommer une bière ou du Coca-Cola quand il n'y a rien d'autre de disponible. La construction de la route goudronnée a renforcé l'attrait des plages du Pacifique qui attirent un petit nombre de touristes (quelques campeurs pendant la Semaine sainte et les week-ends de la saison sèche) et entraînent la multiplication de ces activités.

Dès leur arrivée sur la côte, les familles indiennes refoulées par le développement des clôtures ont recherché d'autres activités. Abandonnant partiellement l'agriculture, beaucoup de jeunes se sont lancés dans la pêche le long du littoral. Sans expérience, ils ont acquis leur savoir-faire au contact des quelques pêcheurs de l'État voisin de



Guerrero qui venaient de temps à autre travailler sur les côtes michoacanaises. Une petite coopérative de pêcheurs se crée dès 1973 à Maruata et d'autres voient le jour dans les autres villages indiens de la côte<sup>30</sup>.

Aujourd'hui, l'équipement dont disposent ces pêcheurs est encore très sommaire. La pêche se réalise à la ligne, ou à l'aide de filets, et à bord d'embarcations légères.

Avant que soit achevée la route nationale, les produits étaient expédiés par mer aux commerçants de Tecoman et de Manzanillo (État de Colima). Des intermédiaires, équipés de camions frigorifiques, viennent maintenant s'approvisionner directement sur les lieux de la production. La qualité des produits obtenus (langoustes, tortues, huîtres, *buachinango*, etc.) pourrait réserver aux membres de la coopérative des revenus importants (une bonne journée peut « rapporter » dix fois le salaire d'un péon), mais leur rémunération est en réalité extrêmement irrégulière, saisonnière (la pêche est presque interrompue pendant la saison des pluies) et soumise à la bonne volonté des commerçants.

Dépourvus d'infrastructures permettant le stockage des produits, les pêcheurs ne peuvent conserver longtemps leurs produits (la glace vendue par les distributeurs de bière ne suffit pas !). Aussi les prix d'achat aux producteurs sont-ils 25 à 30 % moins élevés que ceux proposés aux pêcheurs des États de Colima ou de Guerrero (ALCALA MOYA, 1986).

Depuis de nombreuses années déjà, les pêcheurs de la commune de Aquila tentent d'attirer l'attention des pouvoirs publics pour obtenir un crédit qui leur permettrait d'acquérir un matériel plus performant et les moyens d'acheminer la production sur les lieux de vente, mais en vain<sup>31</sup>.

En élargissant l'éventail des occupations possibles, la construction de la route et sa mise en service (1982) attirent de nouvelles familles indiennes vers la côte, renforçant ainsi le mouvement général de descente vers la mer. Les pêcheurs et ceux qui ont réussi à installer un petit restaurant sont cependant les seuls à échapper à une semi-prolétarianisation accentuée par le désenclavement des villages et l'accès facile à l'emploi saisonnier dans les périmètres irrigués de l'État de Colima.

Toutes ces familles achètent une partie ou la totalité de leur maïs aux magasins d'État. Ce sont les principaux consommateurs du maïs subventionné par les pouvoirs publics.

**30.** Dans la communauté indienne de Pómaro, les pêcheurs constitueraient un groupe organisé de 51 membres d'après M. Graciela ALCALA MOYA (1986). Un groupe plus réduit fonctionne en réalité de manière autonome dans chaque village côtier de la communauté.

**31.** ALCALA MOYA (1986). Voir aussi *La jornada* du 19 janvier 1988.

Malgré une très grande diversité des situations, la spécialisation progressive de la région a provoqué un accroissement significatif des inégalités.

D'un côté, peuvent être rassemblés tous ceux dont la productivité du travail autorise la reproduction élargie du système de production. La totalité des grands éleveurs sont dans cette situation sans compter, bien sûr, les membres de l'oligarchie de Coalcomán pour lesquels la production de broutards ne constitue qu'une activité parmi d'autres. Certains petits et moyens tenanciers entrent également dans cette catégorie, en particulier ceux qui ont « réussi » à intensifier leur système de production ou qui bénéficient d'une situation privilégiée (accès à l'irrigation, au marché, aux parcours indivis des communautés indiennes, etc.). D'autres, enfin, réussissent à se maintenir très au-dessus de ce seuil d'accumulation grâce aux cultures illicites.

D'un autre côté, il faut considérer tous les producteurs pour lesquels la satisfaction des besoins minimaux et/ou l'entretien et le renouvellement du capital productif ne sont plus assurés. Beaucoup de petits tenanciers de la Sierra de Coalcomán entrent dans ce cas. La construction d'une nouvelle clôture, l'achat d'un moulin pour broyer les résidus de récolte ou le simple renouvellement des outils et du cheptel sont, pour eux, hors de portée. Les métayers, pour lesquels la répartition des épis en deux parts égales reste de mise et qui n'ont obtenu aucune marge de manœuvre supplémentaire, connaissent aussi la paupérisation et la misère. Dans la commune de Aquila, les agriculteurs dans cette situation sont très nombreux. À l'exception des éleveurs métis qui ont accaparé une fraction des territoires indiens et des familles indiennes qui bénéficient des rares parcelles planes de la côte, il n'est pas exagéré d'affirmer que la plupart des familles indiennes des communautés de Pómaro, Coire, Ostula et Hui-zontla vivent en-deçà du seuil de satisfaction des besoins minimaux.

Accumulation pour les uns, crise et paupérisation pour les autres, telles sont les deux facettes, contradictoires mais intimement liées, d'un même processus de « développement », celui de l'élevage extensif et de la production de broutards. Car c'est bien le même mouve-

ment général de spécialisation régionale qui a entraîné l'extensification de l'élevage dans les ranchos de la Sierra de Coalcomán, l'invasion des parcours indivis des communautés indiennes de la région côtière et la marginalisation consécutive des agriculteurs incapables de mener à bien ces transformations. Cette évolution et la monoproduction de brouillards ont été possible parce que de nombreux paysans (les métayers d'abord, puis les enfants des propriétaires de rancho) ont quitté la région (émigration vers les *ejidos* de l'État voisin de Colima ou vers les États-Unis), parce que d'autres, encore, ont abandonné l'agriculture ou complété leurs revenus par des activités non agricoles et, enfin, parce qu'un certain nombre de ceux qui restent sont encore soumis au métayage.

Si la production locale de maïs a souffert de cette spécialisation, le maïs subventionné par les pouvoirs publics et distribué par Conasupo est là pour prendre la relève, accompagner et compenser l'évolution de la production et accentuer ainsi la division interrégionale du travail<sup>32</sup>.

Dans tous les systèmes de production qui ont été identifiés, la place tenue par l'élevage tend à augmenter. Dans les ranchos d'élevage de la Sierra de Coalcomán, toutes les autres activités ont déjà laissé place à l'élevage, à l'exception du semis de maïs sur brûlis, indispensable à l'extension des surfaces en pâturage. Mais la vente des taurrillons représente aussi la seule façon d'obtenir un revenu monétaire pour presque tous les autres producteurs, y compris pour les membres des communautés indiennes (à l'exception des exploitations situées près du bourg de Coalcomán, pour lesquelles la vente d'un autre produit est plus facile, et de celles où l'on sème pavot et cannabis). Quand la surface de l'exploitation n'est pas trop petite, l'élevage est bien l'activité qui permet l'obtention de la plus forte productivité du travail, compte tenu de sa valorisation relative sur le marché et de la dépréciation du maïs.

Dans la communauté indienne de Pómaro, la productivité du travail des petits éleveurs (et *a fortiori* des plus grands) qui ont clôturé une fraction des terrains indivis est deux fois supérieure à celle des agriculteurs indiens qui n'ont pas réalisé un tel investissement (830 dollars au lieu de 450). Elle est aussi supérieure à celle des petits tenanciers et métayers de la Sierra de Coalcomán (560 et 670 dollars respectivement). On comprend mieux, dès lors, pourquoi tant de petits tenanciers et de métayers ont abandonné le rancho ou vendu leur lopin de terre pour tenter leur chance du côté des communautés indiennes. Malgré des conditions climatiques souvent moins favorables, celui qui disposait d'un petit capital (quelques têtes de bétail) pouvait mettre à profit les pâturages indivis puis, une fois enrichi aux dépens

**32.** La participation active de Conasupo dans la division du travail et la spécialisation régionale se voit particulièrement dans les régions fortement spécialisées dans les productions d'exportation. C'est notamment le cas dans les périmètres irrigués de l'État de Colima où le maïs subventionné est surtout acheté par les paysans sans terre, embauchés pour la cueillette des fruits, et par ceux dont le lopin de terre ne suffit plus à produire tout le maïs nécessaire (COCHET, 1988). Voir également l'exemple de la zone caféière de Xalapa (BERNARD et HOFFMANN, 1990).

des paysans indiens, ériger des clôtures. En d'autres termes, tout le dynamisme du processus d'aliénation progressive des communautés indiennes repose sur ces écarts d'accumulation pré-existants et sur la productivité différentielle qu'ils contribuent à créer.



Au terme d'une migration paysanne commencée deux cents ans auparavant, voici donc les représentants de cette paysannerie originaire du centre du pays installés à quelques heures de marche seulement de la côte Pacifique.

Pour chaque étape de ce glissement démographique, l'identification des groupes sociaux concernés par l'émigration, de leurs intérêts respectifs différents et contradictoires et des moyens dont ils disposent permet de comprendre qui sont ces paysans candidats au départ, pourquoi ils partent, dans quelle direction, avec quel argent et pour quoi faire.

Ainsi, vers la fin de l'époque coloniale, les *hacendados* exercent un monopole sur le stockage et la commercialisation des grains. Le système agraire du grenier de la Nouvelle Espagne est bloqué par la permanence de rapports sociaux qui empêchent le changement. L'intensification, pourtant techniquement possible, n'est pas réalisée. Pour les métayers, fermiers et petits tenanciers du centre du pays, l'émigration apparaît alors comme la meilleure solution à la baisse de la productivité de leur travail. En se rapprochant du rebord sud-ouest de l'altiplano et des versants encore peu peuplés qui descendent vers les Terres Chaudes, cette paysannerie peut mettre à profit la permanence de grands espaces encore faiblement peuplés, partiellement recouverts de forêts propices à la culture sur brûlis.

Près d'un siècle plus tard, alors que la société agraire qu'ils ont contribué à construire est en plein essor (à Cotija) - mais fortement différenciée par la permanence des mêmes rapports sociaux (métayage) -, les conditions d'une intensification des systèmes de production ne sont pas réunies. Les métayers n'ont pas les moyens d'acheter une charrue. Un tel investissement, pourtant à la portée des propriétaires, ne correspond pas à l'intérêt de ces derniers. Sur les terres périodiquement mises en culture à l'aide du brûlis, la pression démographique entraîne une réduction de la période de repousse forestière et une diminution des rendements. Une nouvelle fois, l'émigration permet à une fraction de cette paysannerie de reproduire le même mode de mise en valeur du milieu, les mêmes rapports sociaux de production et d'enrayer la baisse de la productivité du travail. La « désamortisation » des terrains indivis de la communauté indienne de Coalcomán est l'occasion d'une installation facile et gra-

tuite en situation de quasi-frontière agricole. Tandis que les premiers arrivés, et ceux qui disposaient du petit capital nécessaire à l'appropriation d'une partie de l'ancien territoire indien, deviennent à leur tour *rancheros*, d'autres, moins fortunés, deviennent métayers. Malgré les prélèvements opérés par le propriétaire, la part de grains qui leur revient dépasse le plus souvent la quantité nécessaire à la couverture des besoins minimaux de leur famille et une marge d'accumulation, limitée, peut être dégagée.

Lorsqu'une place nouvelle est assignée à la Sierra Madre del Sur par la division interrégionale et internationale du travail, le système agraire connaît une crise profonde, déclenchée par la ruine d'une culture originale (celle du pois chiche qui remet en cause la pratique de la culture attelée). La productivité du travail baisse pour tous les petits tenanciers qui, trop à l'étroit et démunis de moyens financiers, ne peuvent se lancer dans la production de brouillards. Les métayers voient leur maïs durement concurrencé par les graminées fourragères, sans pouvoir pour autant profiter des nouveaux pâturages. La part de la valeur ajoutée qui leur revient tend à baisser.

Tandis que s'accroissent les surfaces semées de prairies temporaires et qu'un système d'élevage extensif est mis en place par les grands propriétaires, de nombreux métayers et petits tenanciers préfèrent poursuivre la migration vers le territoire des dernières communautés indiennes de la côte. La « gratuité » du terrain et la possession d'un petit capital constitué tant bien que mal permettent aux nouveaux migrants de s'approprier une parcelle de terrain communal, puis de l'entourer d'une clôture. Le fil de fer barbelé devient le moyen de production central du nouveau système, mais aussi un instrument d'appropriation de l'espace. Dans l'incapacité de clore, les populations indiennes sont alors contraintes de se replier vers la mer et d'y chercher quelque complément de revenus. Plus de quatre siècles après la Conquête, on assiste encore à un véritable processus de « réduction » des communautés indiennes.

À chaque étape du « glissement démographique », l'émigration apparaît, pour les petits tenanciers ou les métayers, comme la meilleure solution à la baisse de la productivité du travail. Si l'intensification est pour eux impossible (soit parce qu'ils n'en ont pas les moyens, soit parce qu'une partie des fruits de leur travail leur est prélevée dans le cadre du métayage), l'émigration autorise une extension spatiale du mode de mise en valeur. Elle permet d'enrayer cette baisse de la rémunération du travail, sans exiger pour autant de changements techniques importants.

Ceux qui partent ne sont pas les grands propriétaires. Ce ne sont pas davantage les plus démunis, péons des haciendas ou mendiants affamés, car c'est la possession d'un petit capital même très réduit - qui

permet au migrant l'installation sur les indivis communautaires puis l'érection de clôtures. C'est la confrontation entre deux systèmes de production, caractérisés chacun par un niveau d'accumulation différent, qui provoque l'expansion de l'un au détriment de l'autre et la progression du mouvement migratoire.

Ceux qui trouveraient le plus d'intérêt à intensifier leur système de production n'en ont généralement pas les moyens. L'émigration, par contre, est pour toutes ces petites gens l'occasion de mettre à profit le modeste capital dont ils disposent pour devenir eux-mêmes propriétaires, là où les populations qu'ils évincent ne disposent pas d'un capital équivalent. L'écart d'accumulation qui sépare les éleveurs des agriculteurs indiens est représenté par les clôtures en fil de fer barbelé. En permettant un accroissement de la productivité du travail, celles-ci contribuent à augmenter les écarts de productivité entre les différents systèmes de production. Les écarts d'accumulation en sont accrus d'autant et les groupes sociaux ainsi marginalisés doivent à leur tour partir.

Aujourd'hui, le « front de colonisation » semble à nouveau stabilisé, mais pour combien de temps encore ? Le territoire qui reste entre les mains des populations indiennes des communautés de Pómaro, Ostula et Coire dispose des pires conditions de productivité, ce qui a contribué à ralentir quelque peu la progression des clôtures. Mais rien ne viendra s'opposer à la disparition de cette agriculture si de tels retards d'accumulation ne sont pas comblés. La frange côtière, dernier bastion indien, est en effet menacée par l'implantation de grands complexes miniers (Aquila) et touristiques (Maruata) qui viendraient ôter aux communautés indiennes le résidu de terres dont elles disposent encore.

La concurrence imposée par le maïs nord-américain et la spécialisation progressive de la région vers la production extensive de broustards semblent directement responsables de la crise que connaît cette agriculture paysanne. L'émigration et le maintien du métayage ont permis aux grands éleveurs de développer des systèmes extensifs, en faisant du système de culture sur brûlis le moyen le plus rentable d'augmenter les surfaces en herbe.

Pour enrayer un tel mouvement d'accumulation différentielle, l'appauvrissement de ceux pour lesquels toute intensification est impossible et la disparition des communautés indiennes résiduelles, une autre politique agraire est nécessaire qui, seule, pourrait stopper le cycle de la paupérisation en restaurant une économie paysanne capable de dégager une marge d'accumulation.

Au lieu de financer l'implantation de centaines de milliers d'hectares de prairies temporaires, il conviendrait de donner à tous ceux qui ont intérêt à intensifier leur système de production (et ils sont nombreux)



les moyens d'entreprendre les investissements nécessaires à la réalisation de ces transformations.

La majorité des petits tenanciers de la Sierra de Coalcomán seraient prêts à consacrer davantage de travail à leur exploitation si les produits de leur activité pouvaient être mieux valorisés (commercialisation des taurillons, augmentation du prix de garantie payé pour le maïs). L'amélioration des pâturages ne pourrait-elle être menée à bien par l'utilisation des plantes pérennes (légumineuses), dont la production fourragère est de meilleure qualité (matière azotée digestible) et beaucoup plus opportune (fin de saison sèche) ? Les techniques de fenaison et de stockage des fourrages seraient probablement pratiquées par un plus grand nombre d'agriculteurs si ceux-ci disposaient des outils et infrastructures de stockage nécessaires, ainsi que des moyens d'accroître le nombre de clôtures qui divisent leur exploitation. De même, la confection d'aliments complémentaires plus digestibles et moins chers pourrait être généralisée si un système de crédit permettait l'acquisition de moulins.

Néanmoins, le nombre d'agriculteurs qui ont intérêt à développer de telles techniques augmenterait si les métayers étaient libérés des prélèvements (qui diminuent leur marge) et de la limitation de leur droit de pâturage (qui bloque toute forme d'accumulation) par une redistribution plus égalitaire de la terre. Aujourd'hui, le morcellement (inégal) des propriétés rend toute redistribution extrêmement délicate, car la loi les protège au travers des « coefficients de pâturage » calculés par les fonctionnaires du ministère de l'Agriculture. Bien que quelques grandes exploitations puissent encore être fractionnées, il est manifestement trop tard : ce sont les grands domaines du début du siècle qu'il aurait fallu diviser. Dans les quelques villages où la Réforme agraire a été appliquée, la majorité des maisons sont encore habitées ; le contraste est grand avec les ranchos quasi déserts que l'on rencontre ailleurs.

Dans les communautés indiennes de la frange côtière, toute forme de mise en valeur qui exclurait l'usage de clôtures semble vouée à l'échec. Si les agriculteurs indiens n'installent pas rapidement des clôtures sur le territoire auquel ils ont encore accès, d'autres le feront à leur place, les privant du peu d'espace qui leur reste. Une politique d'appui à l'édification de clôtures semble donc à la base de tout renversement du phénomène de « réduction » des communautés indiennes. Pour cela, des crédits avantageux seraient accordés afin de permettre l'achat de fil de fer barbelé (la marge d'accumulation dégagée par la culture du maïs sur brûlis et la vaine pâture n'y suffit pas) et la recherche de techniques moins coûteuses, en particulier pour la protection des parcelles contre les chèvres et les cochons (haies vives

par exemple). Une parcellisation individuelle partielle des terrains communaux faciliterait la gestion des résidus de culture et l'organisation de pâturages tournants. Les forêts tropicales résiduelles, riches en arbres fourragers, seraient alors maintenues en usage collectif mais également clôturées pour augmenter l'efficacité de la gestion des ressources fourragères. Un tel système de production permet l'obtention d'une productivité du travail deux fois supérieure.

Quand d'autres opportunités de travail ou de rémunération existent, seules des pratiques qui garantissent une productivité élevée du travail pourront retenir l'attention des agriculteurs. Ainsi, malgré la présence de nombreux torrents côtiers à écoulement permanent, la construction de terrasses et l'aménagement de parcelles irrigables semblent peu conformes à l'intérêt des agriculteurs.

Enfin, la pêche constitue une autre activité pour de nombreux jeunes des communautés indiennes. Là aussi, des crédits aux petites coopératives villageoises faciliteraient l'acquisition d'un matériel plus performant, la construction d'infrastructure pour le stockage des produits et l'achat de camions permettant une commercialisation directe sur les lieux de consommation.

Pour accroître la productivité du travail des plus démunis, diminuer les écarts de productivités et ralentir l'accroissement de ces écarts, il faut les compenser autant que faire se peut par des crédits ciblés. Au contraire, le désengagement de l'État, la baisse généralisée des prix de garantie, la limitation des crédits et de toute forme d'intervention laissent libre cours aux lois de l'accumulation différentielle.



## Bibliographie

---

- AGUIRRE BELTAN (G.), 1952 - *Problemas de la población indígena de la Cuenca del Tepalcatepec*, Ini.
- ALCALA MOYA (M. G.), 1986 - Los pescadores de la costa de Michoacán y de las lagunas costeras de Colima et Tabasco, *Cuadernos de la Casa Chata* n° 123, Mexico, Ciesas.
- ALVA VEGA (C.), 1983 - División de la propiedad sin reforma agraria : la formación de los ranchos alteños, *Encuentro* n° 1, El Colegio de Jalisco : 35-46.
- ARREOLA CORTES (R.), 1980 - *Coalcomán*, monografías municipales del Estado de Michoacán, Morelia, Michoacán, Gobierno del Estado de Michoacán.
- AVILA (A.), 1981 - *Los orígenes del campamento Tierra y Libertad*, tesis de licenciatura, Enah.
- AVILA (A.) et CERVANTES (A. E.), 1986 - *Procesos de organización campesina en las Huastecas*, Las organizaciones de productores rurales en Mexico 1, Mexico, Unam-Conasupo.
- BANDA (L.), 1982 - *Estadística de Jalisco 1854-1863*, Gobierno del Estado de Jalisco, 2<sup>e</sup> édit.
- BARCENA (M.), 1888 - *Ensayo estadístico del Estado de Jalisco*.
- BARRAGAN (E.), 1990 - *Mas alla de los caminos, los rancheros de « Potrero de Herrera »*, Zamora, Michoacán, Colegio de Michoacán.
- BARRETT (E. M.), 1975 a - *La cuenca del Tepalcatepec, I- Su colonización y tenencia de la tierra*, Mexico, SepSetentas 177.
- BARRETT (E. M.), 1975 b - *La cuenca del Tepalcatepec, II- Su desarrollo moderno*, Mexico, SepSetentas 178.
- BARTRA (A.), 1985 - *Los Herederos de Zapata, movimientos campesinos posrevolucionarios en Mexico*, Mexico, Era.
- BERNARD (C.) et HOFFMANN (O.), 1990 - Le paysan, le commerçant et l'État : les inégalités de l'approvisionnement alimentaire dans une région caféière (Mexique), *Cah. Sci. hum.* 27 (1-2) 1991 : 85-95, Paris, Orstom.
- BOJORQUEZ (J. D. de), 1941 - *Algunas Estadísticas de Michoacán*, Mexico DF, Departamento de la estadística nacional.
- BOUDET G., 1975 - *Manuel sur les pâturages tropicaux et les cultures fourragères*, Paris, ministère de la Coopération-IEMVT.
- BRADING (D. A.), 1988 - *Haciendas y ranchos del Bajío ; Leon 1700-1860*, éd. Grijalbo, SA (1<sup>re</sup> édit. en anglais : Cambridge University, 1978).
- BRAND (D. D.), 1952 - Bosquejo de la geografía y la antropología en la región Tarasca, *Anales del museo Michoacano*, n° 5, 2da época.

- BRAND (D. D.), 1958 - *Costal study of southwest Mexico*, t II, Austin 12, Texas, Department of Geography, The University of Texas.
- BRAND (D. D.), 1960 - *Coalcomán and Motines de Oro, an exdistrito of Michoacán, Mexico*, The Latin American studies, Austin, Texas, The University of Texas.
- BUSTOS (E.), 1880 - *Estadística de la República Mexicana*, Mexico.
- CALVA (J. L.), 1988 - *Crisis agrícola y alimentaria en Mexico*, Mexico, Fontamara 54.
- CALVO (T.), 1988 - « Migraciones a Zamora en los albores de la Independencia », in : CALVO et LOPEZ *Movimientos de población en el occidente de Mexico*, El Colegio de Michoacán-Cemca : 213-229.
- CALVO (T.) et LOPEZ (G.), 1988 - *Movimientos de población en el occidente de Mexico*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán-Cemca.
- CARDENAS (L.), 1972 - *Obras*, t I et II, Mexico, Unam.
- CARDENAS (P. J.), 1973 - *Datos históricos de la parroquia de San Miguel Arcangel de Aquila del Estado de Michoacán, Obispado de Colima, Aquila, Michoacán, multigr.*
- CARDOZO GALUÉ (G.), 1973 - *Michoacán en el siglo de las luces*, Mexico DF, El Colegio de Mexico.
- CARRENO ALVARADO (G.), 1978 - Mortalidad en el Obispado de Michoacán a consecuencia de la crisis económica de 1785-86, *Anuario* n° 3, Escuela de Historia, UMSNH.
- CASTILLO (I. M. DEL) et GUERRERO (R. G.), 1946 - *En los motines de oro, expedición etnográfica y lingüística*, Inah, multigr.
- CHAVEZ (C.), 1985 - *Diario de historia de la comunidad de Pómaro, non publ.*
- CHAVEZ (J. M.), 1873 - Distrito de Coalcomán, *Noticias históricas, geográficas y estadísticas coleccionadas y publicadas por la redacción del periodico oficial del Estado*, Morelia.
- CHAVEZ OROSCO (L.), 1953 - *La crisis agrícola novo-hispana de 1784-1985 (recopilación de documentos y prologo)*, Mexico DF, Banco Nacional de Credito Agrícola y Ganadero SA.
- CHAVEZ OROSCO (L.), 1954 - *Alzate y la agonomía de la Nueva España*, Mexico, Banco Nacional de Credito Agrícola y Ganadero SA.
- CHEVALIER (F.), 1953 - *La formation des grands domaines au Mexique : terre et société aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Institut d'ethnologie.
- CHEVALIER (F.), 1982 - « Acerca de los orígenes de la pequeña propiedad en el occidente de Mexico. Historia comparada », in : MORENO GARCIA *Después de los latifundios*, III<sup>e</sup> Coloquio de Antropología e Historia Regionales, Zamora, El Colegio de Michoacán SA : 3-8.

- CHEVALIER (F.), 1983 - La formación de la pequeña propiedad en los Altos de Jalisco, *Encuentro* n° 1 : 27-34.
- CHEVALIER (F.), 1989 - *Un double voyage dans le bas Michoacán en 1947-48. Indiens et gente de razon*, Mexico, Cemca.
- CIERA-MIDINRA, 1984 - *Nicaragua... Y por eso defendemos la frontera. Historia agraria de las Segovias Occidentales*, Managua, Nicaragua.
- COCHET (H.), 1988 - *Historia agraria del municipio de Coquimatlán, Colima*, Colima, Universidad de Colima-Cemca.
- COCHET (H.), LÉONARD (É.) et SURGY (J. D. DE), 1988 - *Paisajes Agrarios de Michoacán*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.
- COCHET (H.) et FELIX (I.), 1988 - « Campesinos y ganaderos de la comunidad de Pómaro », *in* : COCHET *et al. Paisajes Agrarios de Michoacán*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.
- Comision tecnico consultativa para la determinación de los coeficientes de agostadero - *Estado de Michoacán y Colima*, SARH (année inconnue 1980-1985 ?).
- CONASUPO-COPLAMAR, 1979 - *Sistema Conasupo-Coplamar de abasto a zonas marginadas*, Mexico, Conasupo-Coplamar.
- COOK (S. F.) et BORAH (W.), 1977 - *Ensayo sobre historia de la población. Mexico y el Caribe*, t I, siglo XXI.
- COPLAMAR, 1982 - *Necesidades esenciales en Mexico, 5- Geografía de la marginación*, Mexico, Coplamar-siglo XXI.
- CORROMINA (A.), 1986 - *Recopilación de leyes, decretos, reglamentos y circulares expedidas en el Estado de Michoacán*, Morelia, t 3.
- COSTA BARBOSA FERREIRA (I.), 1986 - Ceres et Río Verde : deux moments de l'expansion de la frontière agricole dans l'État de Goïas, *Cab. Sci. hum.* 22 (3-4) 1986 : 281-295, Paris, Orstom.
- CSHIAVO (C. N.), 1985 - *La ganadería bovina en Las Huastecas*, DIGBTM-UACH, *multigr.*
- DREUMONT (A.), 1873 - *Planos del puerto de Maruata*, Mexico DF, mapothèque SARH (collection Orozco y Berra).
- DUFUMIER (M.), 1986 - *Rapport de mission auprès du Colegio de Michoacán*, Paris, *multigr.*
- DURAN JUAREZ (J. M.) et BUSTIN (A.), 1983 - *Revolución agrícola en la Tierra Caliente de Michoacán*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.
- Echagaray (S.), 1914 - *División territorial de los Estados Unidos Mexicanos*, Estado de Jalisco, Dirección General de Estadísticas, Mexico.
- ECHENIQUE MARCH (F. I.), 1982 - La tenencia de la tierra en la Intendencia de Valladolid al finalizar el siglo XVIII, *V Jornadas de Historia*

de Occidente, Mesoamérica Ayer y Hoy 1982, AC, Jiquipán, Michoacán, Mexico, Cerm Lazaro Cardenas : 63-70.

EGLIN (J.) et THÉRY (H.), 1982 - *Le pillage de L'Amazonie*, Paris, Maspero n° 266.

EMERSON (R. A.), 1953 - A preliminary survey of the milpa system of maize culture as practiced by the maya indians of the northern part of Yucatan peninsula, *Annals of the Missouri Botanical Garden*, vol. 40.

ESPARZA GUERRERO (A.), 1953 - « Suroeste michoacano », *Cbinicuila-Aguila Coahuayana*, Mexico DF.

EWEL (J.) *et al.*, 1981 - Slash and burn impacts on a Costa Rican wet forest site, *Ecology*, vol. 62 (3), The Ecological Society of America.

FABREGAS (A.), 1986 - *La formación histórica de una región : los Altos de Jalisco*, Ciesas, éd. Casa Chata.

FEDER (E.), 1982 - Vacas flacas, ganaderos gordos. Las ramificaciones internacionales de la industria del ganado vacuno en Mexico, *El desarrollo agroindustrial y la ganadería en Mexico*, Mexico, SARH-Coordinacion de Desarrollo agroindustrial.

FERNANDEZ ORTIZ (L.) et TARRIO (M.), s. d. - *Ganadería y granos básicos : competencia por el uso de la tierra en Mexico, informe de avances del estudio sobre el proceso de ganaderización*, Programa SAS, El caso mexicano, UAM-Xochimilco/Unrisd, *multigr.*

FERNANDEZ ORTIZ (L.) et TARRIO (M.), 1983 - *Ganadería y estructura agraria en Chiapas*, Mexico, UAM-Xochimilco.

FLORESCANO (E.), 1969 - *Precios del maíz y crisis agrícola en Mexico 1708-1810*, Mexico, El Colegio de Mexico, Centro de Estudios Históricos, Nueva serie 4.

FLORESCANO (E.), 1976 - *Origen y desarrollo de los problemas agrarios de Mexico 1500-1821*, Era. (1<sup>re</sup> édit. SepSetentas, 1971).

FLORESCANO (E.), 1981 - *Fuentes para la historia de la crisis agrícola de 1785-86*, Mexico, AGN.

FOGLIO MIRAMONTES (F.), 1936 - *Geografía económica agrícola del Estado de Michoacán*, Mexico, Editorial Cultura, 4 vol.

FOURT (G.), 1983 - L'espace de la migration du personnel de la sidérurgie à Lazaro Cardenas, *Nouvelles contributions à l'étude de l'espace social dans les zones d'influence des ports industriels du Pacifique mexicain*, document de travail n° 9, *multigr.*

GARCIA (C.), 1873 - *Noticias históricas, geográficas y estadísticas del Distrito de Jiquipán, coleccionadas y publicadas por la redacción del periodico oficial del Estado*, Morelia.

Gobierno municipal de Coalcomán, 1984 - *Primer Informe del Gobierno Municipal*, 14 décembre 1984, Coalcomán, Michoacán, *multigr.*



- Gobierno municipal de Coalcomán, 1985 - *Segundo Informe de Gobierno Municipal*, 7 diciembre 1985, Coalcomán, Michoacán, *multigr.*
- GONZALES (F.), 1869 - *Memoria de Gobierno*, Morelia, Imprenta de Octaviano Ortiz.
- GONZALES (M.), 1877 - *Memoria de Gobierno*, Morelia, Imprenta del Gobierno en Palacio.
- GONZALEZ (L.), 1979 - *Pueblo en vilo*, Mexico, El Colegio de Mexico (1<sup>re</sup> édit. 1968).
- GONZALEZ (S. I.), 1985 - *El Obispado de Michoacán en 1765*, Morelia, Comité editorial del Gobierno de Michoacán.
- GUTELMAN (M.), 1974 - *Capitalismo y Reforma Agraria en Mexico*, Mexico, Era.
- GUTIERREZ DE SALCEDA (P.), 1905 - Coalcomán, *Boletín de la Sociedad Michoacána de Geografía y Estadísticas*, t I n° 11-12 (1<sup>re</sup> édit. 1827).
- GUZMAN AVILA (J. N.), 1982 - *Michoacán y la inversión extranjera, 1880-1911*, Morelia, UMSNH.
- GUZMAN AVILA (J. N.), 1985 - *Compañías forestales y bosques en Michoacán, 1875-1920*, *Boletín* n° 8, Morelia, UMSNH, coordinación de la investigación científica : 27-32.
- GUZMAN CUESTA (P.), 1877 - « "Aduana de Maruata", 30 junio 1876 », *in* : GONZALEZ *Memoria de gobierno*, Morelia, Imprenta del gobierno (documento n° 30).
- HENDRICHES PEREZ (P.), 1945 - *Por tierras ignotas, viajes y observaciones en la región del Río de las Balsas*, Mexico DF, éd. Cultura.
- HERNANDEZ (J.), 1984 - *Estudio sobre movilización comercial del ganado bovino en pie de Michoacán*, Inifap-DIGBTM, *multigr.*
- HIJAR Y HARO (L.), 1984 - « El distrito de Coalcomán y los criaderos de fierro al noreste de la cabecera », *in* : DE LA TORRE VILLAR *El tropico Michoacáno, hombres y tierras*, Mexico, Sidermex (1<sup>re</sup> édit. 1921).
- HUMBOLDT (A. von), 1984 - *Ensayo político sobre el Reino de Nueva España (1793)*, Mexico, éd. Porrúa, SA (1<sup>re</sup> édit. 1793).
- ILLSLEY GRANICH (C.), 1984 - *Vegetación y producción de la milpa bajo roza-tumba-quema en el ejido de Yaxcaba, Yucatán, Mexico*, tesis de licenciatura, Morelia, Michoacán, UMSNH.
- Índice alfabético de la división territorial del Estado de Michoacán de Ocampo, 1912 - Morelia.
- INEGI, 1981 - *Síntesis geográfica de Jalisco*, SPP.

- INEGI, 1984 - *Geología de la República Mexicana*, Mexico, Inegi-Una/facultad de ingeniería.
- INEGI, 1985 - *Síntesis geográfica del Estado de Michoacán*, Mexico.
- INEGI, 1986 - *Michoacán, Cuadernos de información para la planeación*, Mexico.
- INEGI-INAH, 1986 - *Estadísticas Históricas de México*, t I et II, Mexico.
- KAERGER (K.), 1986 - *Agricultura y colonización en México 1900*, Mexico, UACH-Ciesas (1<sup>re</sup> édit. 1901).
- KATZ (F.), 1987 - *La servidumbre agraria en México en la época porfiriana*, Mexico, Era (1<sup>re</sup> édit. SepSetentas, 1976).
- LABARTHE (M. DE LA CRUZ R.), 1969 - *La Provincia de Zacatula, historia social y económica*, Enah, tesis de maestría.
- LAMEIRAS (J.), 1982 - « El Estado que parte y reparte... El caso de los ejidatarios indígenas de Tuxpan, Jalisco », in : MORENO GARCIA *Después de los latifundios*, III Coloquio de Antropología e Historia Regionales : 125-139 (1<sup>re</sup> édit. 1981).
- LASAGA (D.), 1978 - Descripción del partido de Motines en 1792, *Anuario* n° 3, Escuela de Historia, UMSNH, Morelia.
- LECOIN (S.), PERCHERON (N.) et VERGNEAULT (F.), 1986 - Cartographie et recherche historique : le diocèse du Michoacán au xvi<sup>e</sup> siècle d'après les Relations géographiques des Indes 1579-1580, *Trace* n° 10, Cemca.
- LÉNA (P.), 1986 - Aspect de la frontière amazonienne, *Cah. Sci. hum.* 22 (3-4) 1986 : 319-343, Paris, Orstom.
- LÉONARD (É.) et MEDINA HERNANDEZ (H.), 1988 - « Emergencia y desarrollo de un caciquismo ganadero en el ejido de Turitzio », in : COCHET et al. *Paisajes Agrarios de Michoacán*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.
- LEONARDO (P. DE) et ESPIN (J.), 1978 - *Economía y sociedad en los Altos de Jalisco*, Centro de Investigaciones Superiores del Inah, Nueva Imagen.
- LERIN (F.) et TUBIANA (L.), 1983 - Intentions et contraintes de la politique agricole (1980-1982), *Problèmes d'Amérique latine*, n° 70 : 58-73.
- Ligue de la petite propriété agricole de Coalcomán, 1954 - *Informe General de Labores desarrollados en el año de 1954*, Coalcomán, Michoacán, *multigr.*
- Ligue de la petite propriété agricole de Coalcomán, 1958 - *Informe anual de trabajos realizados por la... 1958*, Coalcomán, Michoacán, *multigr.*

- LINCK (T.), 1988 a - *El campesino desposeído*, Mexico, Cemca-El Colegio de Michoacán.
- LINCK (T.), 1988 b - « Stratégies paysannes et agropolitique, un exemple dans la Meseta Tarasca », in : LINCK et SANTANA *Les paysanneries du Michoacán au Mexique*, Toulouse, CNRS.
- LINCK (T.) et al., 1986 - *Población y poblamiento II- ocupación del espacio y migraciones*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.
- LOBATO (R.), 1979 - *Qu'ixim Qu'inal, la colonización tzeltal en la selva Lacandona*, thèse Enah, Mexico.
- LOPEZ (G.) et PARDO (S.), 1988 - *Migraciones en el occidente de Mexico*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.
- LOPEZ (N.), 1883 - *Memoria presentada a la legislativa de Michoacán, por el Secretario del despacho en representacion del Poder Ejecutivo del Estado...*, Morelia, Imprenta del Gobierno en Palacio.
- MACEDO GARCIA (R.), 1980 - *Estudio de la comunidad indigena de « San Juan Huizontla », municipio de Chinicuila, Estado de Michoacán*, IMSS-Coplamar, *multigr.*
- MACEDO (M.), 1829 - *Memoria sobre su administración publica presentada...*, Morelia, Imprenta del Estado.
- MARTIN DEL CAMPO (A.), 1989 - « La politica economica reciente y la agricultura », in : ZEPEDA P. *Las sociedades rurales hoy*, Zamora, El Colegio de Michoacán-Conacyt : 143-195 (1<sup>re</sup> édit. 1988).
- MARTINEZ GOMEZ (J.) - *Tuxpan, cambios y alternativas etnico-sociales, non publ.*
- MARTINEZ DE LEJARZA (J. J.), 1974 - *Analisis Estadístico de la provincia de Michoacán en 1822*, Col. Estudios Michoacáanos IV, Fimax publicistas, Morelia, Michoacán, Mexico (1<sup>re</sup> édit. 1824).
- MAZIN (O.), 1988 - *Entre dos majestades*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.
- MAZOYER (M.) - Développement de la production et transformation agricole marchande d'une formation agraire en Côte-d'Ivoire, *Agriculture et capitalisme en Afrique*, Paris, Anthropos : 143-166.
- MAZOYER (M.), s. d. - *Notes de cours*, Ina-PG.
- MENDIETA Y NUÑEZ (L.), 1986 - *El problema agrario de Mexico y la ley federal de reforma agraria*, Mexico, éd. Porrúa, SA (1<sup>re</sup> édit. 1923).
- MENOCAL (E.) (coordinateur), 1982-1986 - *Diagnóstico Integral de la Ganaderia Bovina en el Tropico Mexicano (DIGBTM)*, divers documents et études régionales.
- MERCADO (A.), 1900 - *Memoria sobre la administración publica del Estado de Michoacán de Ocampo 1896-1900...*, Morelia, Imprenta de la EIM Porfirio Díaz.

- MEYER (J.), 1973 a - *La Cristiada 1- La guerra de los Cristeros*, Mexico, siglo XXI.
- MEYER (J.), 1973 b - *Problemas campesinos y revueltas agrarias (1821-1910)*, Mexico, SepSetentas 80.
- MEYER (J.), 1973 c - *Perspectivas de analisis sociobistórico de la influencia de Guadalajara sobre su región*, Mexico, SepSetentas 111.
- MEYER (J.), 1974 - *La Cristiada 3- los Cristeros*, Mexico, siglo XXI.
- MEYER (J.), 1984 - *Esperando a Lozada*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán-Conacyt.
- MEYER (J.), 1986 a - *Haciendas y ranchos, peones y campesinos en el Porfiriato. Algunas falacias estadísticas*, *Historia Mexicana*, vol. XXXV (3) : 477-510.
- MEYER (J.), 1986 b - *Notes de cours*, El Colegio de Michoacán.
- MEYER (J.), 1988 - « Movimientos de población en el Centro-occidente de Mexico : Tercera sesion, siglo XIX », *in* : CALVO et LOPEZ *Movimientos de población en el occidente de Mexico*, Mexico, El Colegio de Michoacán-Cemca : 207-211.
- Ministère de la Coopération, 1980 - *Mémento de l'agronome*, Paris.
- MOLINA ENRIQUEZ (A.), 1985 - *Los grandes problemas nacionales (1909)*, Mexico, Era (1<sup>re</sup> édit. 1909).
- MORENO GARCIA (H.), 1980 a - *Cotija*, monografías municipales, Morelia, Gobierno del Estado de Michoacán.
- MORENO GARCIA (H.), 1980 b - *Guaracha, tiempos viejos, tiempos nuevos*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.
- MORENO GARCIA (H.), 1982 - *Después de los latifundios (La desintegración de la gran propiedad agraria en Mexico)*, III Coloquio de Antropología e Historia Regionales, Michoacán, Mexico, El Colegio de Michoacán-Fonapas.
- MORENO GARCIA (H.), 1983 - *La situación maicera de Michoacán en el siglo XIX*, *V Jornadas de Historia de Occidente*, Jiquilpan, Michoacán, Cerm Lazaro Cardenas : 71-90.
- MORIN (C.), 1979 - *Michoacán en la Nueva España del siglo XVIII, crecimiento y desigualdad en una economía colonial*, éd. Tierra Firme, Fondo de Cultura Economica.
- MUMMERT (G.), 1987 - *Almacenamiento de productos agropecuarios en Mexico*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.
- OCHOA (A. S.), 1988 - « Arrieros, braceros y migrantes del oeste michoacano (1849-1911) », *in* : CALVO et LOPEZ *Movimientos de población en el occidente de Mexico*, El Colegio de Michoacán, Zamora, Michoacán : 253-263.

- OCHOA (A. S.) et SANCHEZ DIAZ (G.), 1981 - *Relaciones y memorias de la provincia de michoacán 1579-1580*, Morelia, UMSNH.
- OLVEDA (J.), 1980 - *Gordiano Guzman, un cacique del siglo XIX*, Sep-Inah.
- OSORIO (E. A.), 1984 - *La liga de comunidades y sindicatos agraristas del Estado de Michoacán, practica politico-sindical*, coll. Investigadores, Mexico, Ceham.
- PASO Y TRONCOSO (F. DEL), s. d. - *Papeles de la Nueva España*, Segunda serie : geografía y estadísticas, t I : « Suma de visitas de pueblos por orden alfabetico », manuscrit 2 800 de la Biblioteca Nacional de Madrid, anonimo del siglo XVI.
- DE LA PEÑA (G.), 1987 - *Notes de cours*, El Colegio de Michoacán.
- DE LA PEÑA (G.), s. d. - *Evolución agricola y poder regional : El sur de Jalisco, multigr.*
- PENAFEL (A.), 1900 - *Censo y división territorial del Estado de Jalisco 1900*, Dirección general de estadísticas.
- PEREZ (P.), 1989 - *Cambios tecnicos, dinamica social y sus impactos sobre la organización del espacio : dos comunidades rurales del valle de Zamora*, tesis de maestria, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.
- PEREZ GIL (F.), 1885 - *Memoria sobre los diversos ramos de la Administración Publica leida ante el congreso del Estado de Michoacán de Ocampo*, Morelia, Imprenta del Gobierno.
- PEREZ GIL (F.), 1889 - *Memoria sobre los diversos ramos de la Administración Publica en el Estado de Michoacán, leida por...*, Morelia, Escuela de Artes.
- PEREZ GIL (F.), 1890 - *Memoria de Gobierno*, Morelia, Imprenta del Estado.
- PEREZ GIL (F.), 1892 - *Memoria de Gobierno*, Morelia, Imprenta del Gobierno.
- PEREZ TORO (A.), 1942 - *La Milpa*, Merida, Yucatán, Gobierno de Yucatán.
- PERRY (J. P.) *et al.*, 1957 - Efectos de la quema del monte sobre las propiedades quimicas de un suelo de Campeche, *Chapingo* vol. X (65), Mexico, Uach.
- RAMIREZ GARCIA (H.), 1982 - La agricultura moderna-traditional en la costa nahua de Michoacán, *Cuaderno* n° 20, Dirección General de Culturas Populares, Unidad regional Patzcuaro, Sep, *multigr.*
- RAMIREZ MORENO (P.) et ROSENFELD (A. B.), 1983 - Milpas, pastos y acahuales (campesinos, ganaderos y frontera agricola en el tropico hu-

medo), *Revista de Economía Mexicana*, Serie tematica n° 1 : sector agropecuario, Mexico, Cide : 83-98.

REIG (N.), 1982 - El sistema ganadero-industrial : su estructura y desarrollo 1960-1980, *El desarrollo agroindustrial y la ganadería en Mexico*, Mexico, SARH-Coordinación de Desarrollo agroindustrial.

Reparto de tierras de las Excomunidades de Indígenas. Disposiciones relativas, 1919, Morelia, Michoacán.

ROBINSON (D. J.), 1988 - « Patrones de migración en Michoacán en el siglo XVIII : Datos y metodología », in : CALVO et LOPEZ *Movimientos de población en el occidente de Mexico*, El Colegio de Michoacán, Mexico, Cemca : 169-205.

ROCHA (M. G. DE LA) et ESCOBAR LATAPI (A.), 1977 - *La Sierra del Tigre en el sur de Jalisco, multigr.*

ROJAS (B.), 1981 - *La destrucción de la hacienda en Aguascalientes, 1910-1931*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.

ROMERO (J. G.), 1984 - « La tierra caliente de Michoacán », in : DE LA TORRE VILLAR *El Trópico michoacano., Hombres y Tierras*, Mexico, Sidermex : 269-309 (1<sup>re</sup> édit. 1853).

ROMERO (J. G.), 1862 - Noticias para formar la estadística del Obispado de Michoacán, *Boletín de la Sociedad mexicana de geografía y estadísticas*, t IX, Mexico.

ROMERO (J. G.), 1980 - « Noticias estadísticas sobre el Partido de Coalcomán, y condiciones favorables del mismo para la colonización regnicola o estanjera, escrita por... », in : El Partido de Coalcomán en 1863, *Cuadernos Quahucomecas* n° 1 : Testimonios S XIX, UMSNH (1<sup>re</sup> édit. 1863).

ROMERO FLORES (J.), 1962 - *Historia de Michoacán*, Morelia, Gobierno del Estado.

ROMERO VARGAS (J.), 1973 - *Cotija : cuna de trotamundos*, primera parte, hasta fines del siglo XIX, Mexico DF.

ROUSE (R.), 1988 - « Migración al suroeste de Michoacán durante el Porfiriato : El Caso de Aguililla », in : CALVO et LOPEZ *Movimientos de población en el occidente de Mexico*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán-Cemca : 231-250.

ROUX (B.), 1973 - *Expansion du capitalisme mondial et permanence du sous-développement : l'économie de la viande bovine en Amérique centrale*, thèse de troisième cycle, Paris, Ina-PG.

ROUX (B.), 1975 - *Crisis agraria en la Sierra Andaluza (un estudio economico de las empresas ganaderas de la provincia de Huelva)*, Ediciones del Instituto de Desarrollo Regional, n° 3-1975, Séville, Universidad de Sevilla.

- RUA (V.), 1981 - *Estadísticas del Estado libre de Jalisco 1821-22*, Gobierno del Estado de Jalisco.
- RUIZ (E.), 1940 - *Historia de la guerra de intervención en Michoacán*, 2<sup>e</sup> édit., Mexico, Talleres Graficos de la Nacion.
- RUIZ CHIAPETTO (C.), 1980 - Proceso productivo, crecimiento y distribución de población en la zona de influencia del ingenio Emiliano Zapata, *Migración y Desarrollo* n° 5, Mexico DF, Clacso-El Colegio de Mexico.
- RUTSCH (M.), 1984 - *La ganadería capitalista en Mexico*, Mexico, CIIS, Editorial Linea.
- SANCHEZ DIAZ (G.), 1978 - El Movimiento Cristero en el Distrito de Coalcomán. 1927-1929, *Anuario* n° 3, Escuela de Historia, Morelia, UMSNH : 205-217.
- SANCHEZ DIAZ (G.), 1979 - *El suroeste de Michoacán, estructura economico-social 1821-1851*, Morelia, Michoacán, UMSNH.
- SANCHEZ DIAZ (G.), 1984 - Las crisis agricolas y la carestia del maiz en Michoacán (1886-1910), *Textual* 15-16, Uach : 26-39.
- SANCHEZ DIAZ (G.), 1987 a - Tierra y agricultura comercial en la Tierra Caliente, *Tzintzun* n° 8, Revista de Estudios Historicos, Morelia, Michoacán, UMSNH : 17-32.
- SANCHEZ DIAZ (G.), 1987 b - « Crisis agricolas y abastecimiento de granos en Michoacán 1880-1910 », *in* : MUMMERT *Almacenamiento de productos agropecuarios en Mexico*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán : 134-149.
- SANCHEZ DIAZ (G.), 1988 - *El suroeste de Michoacán : Economia y Sociedad 1852-1910*, Morelia, Michoacán, UMSNH.
- SANCHEZ DIAZ (G.) et GUZMAN AVILA (J. N.), 1981 - Levantamientos armados en la Tierra Caliente y en la mezeta Tarasca de Michoacán, 1911-1913, *IV Jornadas de Historia de Occidente*, ideologia y praxis de la Revolución Mexicana, Jiquilpan, Michoacán, Centro de Estudios de la Revolución Mexicana Lazaro Cardenas : 43-56.
- SAUCEDO MONTEMAYOR (P.), 1984 - *Historia de la ganadería en Mexico*, t I, Mexico, Unam.
- Secretaria de la economia nacional, Direccion general de estadistica, 1941 - Segundo Censo de Edificios. 20 octubre 1939, Michoacán, *in* : DE D. BOJORQUEZ *Algunas Estadísticas de Michoacán*, Mexico DF, Departamento de la estadística nacional.
- SIGAUT (F.), 1975 - *L'agriculture et le feu (rôle et place du feu dans les techniques de préparation du champs de l'ancienne agriculture européenne)*, EHESS, Mouton.

- SILVA HERZOG (J.), 1959 - *El agrarismo mexicano y la reforma agraria*, Mexico DF, Fondo de Cultura Económica.
- STEGGERDA (M.), 1941 - *Maya indians of Yucatan*, Washington DC, Carnegie Institution of Washington.
- TAPIA (J.), 1986 - *Campo religioso y evolución política en el bajo de Zamora*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.
- TARRIO GARCIA (M.), 1985 - Políticas y programas rurales del Estado mexicano desde Avila Camacho hasta Lopez Portillo, *Textual* vol. 5, nº 18-19, Mexico, Uach.
- TAYLOR (P. S.), 1933 - *A spanish-mexican peasant community, Arandas in Jalisco*, Mexico, California, University of California Press.
- TERAN (M.), 1987 - El almacenamiento de cereales en Michoacán al finalizar el periodo colonial, in : MUMMERT *Almacenamiento de productos agropecuarios en Mexico*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán : 83-102.
- TORRE VILLAR (E. DE LA), 1967 - Algunos aspectos acerca de las Cofradías y propiedad territorial en Michoacán, in : KONETZKE et KELLENBENZ *Jahrbuch fur geschichte von staat, wirtschaft und gesellschaft lateinamerikas*, Böhlau verlag köln graz.
- TORRE VILLAR (E. DE LA), 1984 - La congregación de indios de Michoacán, *El Tropico Michoacáno, hombres y tierras*, Mexico, Sidermex.
- URIBE SALAS (J. A.), 1986 - Política ferrocarrilera y el capital extranjero en Michoacán 1877-1886, *Tzintzun* nº 7, Morelia, Michoacán, UMSNH, departamento de historia : 26-41.
- VALDES (L. B.), 1894 - *Memoria sobre la administración publica del Estado de Michoacán... 1892-1894*, Imprenta del Gobierno.
- VALDES (L. B.), 1896 - *Memoria sobre la administración publica del Estado de Michoacán... 1896*, Imprenta del Gobierno.
- VASQUEZ MARQUEZ A.), 1984 - *La alimentación de los nabuas en Michoacán*, Cuadernos michoacanos, Morelia, Michoacán, Imisac.
- VASQUEZ PALLARES (N.), 1944 - *Un nuevo régimen de propiedad y un pueblo (ensayo histórico sobre Coalcomán)*, Morelia, Michoacán, éd. Sociedad Michoacána Morelos-Ocamp.
- VELASCO (A. L.), 1880 - *Geografía y estadística de la república mexicana*, t IV, Mexico, Secretaria de Fomento.
- VERDUZCO (G.), 1982 - *Campesinos itinerantes, colonización, ganadería y urbanización en el trópico petrolero de Mexico*, Zamora, Michoacán, El Colegio de Michoacán.
- VILLASEÑOR (L. G.), 1909 - Estudio acerca del distrito de Coalcomán, *Boletín de la Sociedad Michoacána de Geografía y Estadísticas*, t V, nº 17.



VILLASEÑOR (L. G.), 1910 - Estudio acerca del distrito de Coalcomán, *Boletín de la Sociedad Michoacána de Geografía y Estadísticas*, t VI, n° 4.

VILLASEÑOR Y SANCHEZ (J. A.) - *Teatro americano ; descripción general de los reynos y provincias de la Nueva Espana y sus jurisdicciones*, 2 vol., Mexico : 1746-1748.

WARMAN (A.), 1976 - *...Y venimos a contradecir, los campesinos de Morelos y el Estado nacional*, Mexico, Casa Chata.

ZARATE Y MANSO (J.), 1789 - *Descripción topografica del partido de Motines de Oro hecha por el subdelegado de Tlazazalca don Juan Zarate y Manso ; al tiempo que verifico la nueve matricula de tributarios*, AGN serie Historia, vol 73, F. 169-182.

## Archives consultées

### *Archives paroissiales de Coalcomán*

Informations matrimoniales 1855-1863, 1876-1883, 1925-1932.

### *Archives de la Casa de Morelos*

Legajo 892, Ramo de diezmo, 1829-1855, Morelia, Michoacán.

### *Archivo General de la Nación (AGN)*

Copie du titre original délivré par le roi d'Espagne à la communauté de Aquila et signé par Hernan Cortes le 5 décembre 1533, Coalcomán, 1898, n° 14, f. 38-39v (notaire : Ismael Velez).

### *Archivo General de Notarias de Michoacán (AGNM)*

- Copie du titre original délivré par le roi d'Espagne à la communauté de Pómaro et signé par Hernan Cortes le 16 décembre 1533, distrito de Apatzingán y Coalcomán, juzgado de primera instancia y otros, 1903, n° 3, f ; 257-267v.

- Distrito de Coalcomán, Distrito de Apatzingán, Salazar, Coalcomán y Jiquilpan, 1884-1920, Morelia, Michoacán.

### *Archivo Registro Público de la Propiedad (ARPP)*

Morelia, Michoacán.

### *Archivo histórico Manuel Castañeda Ramirez*

« Cartas del cura del curato de Coalcomán... de 1740 » ; Antiguo Obispado de Michoacán, Morelia, Michoacán (Ramo, negocios diversos, legajo 157-1740).

### *Mapothèque de la SARH, Mexico, DF (collection Orozco y Berra)*

- « Plano de las haciendas de Coahuayana San Vicente y anexas », Distrito de Coalcomán, Mexico, 1912.

- « Plano del Estado de Michoacán en 1863 », par Jose Guadalupe Romero.

### *Archives de la Secretaría de la Reforma Agraria (SRA)*

- « Acta de posesion y deslinde de los terrenos comunales que se confirma al poblado de Pómaro, Municipio de Aquila, Estado de Michoacán de Ocampo, 1961 »
- Dossier Huizontla, Uruapan : « Solicitud de restitucion de tierras », 1934 ; « Dictamen de la Comision Agraria Mixta », 1979.
- Dossier Aquila, Uruapan : Periodico oficial, 27 mars 1980.
- Dossier El Salitre de Estopila, Uruapan : résolution du 18 mars 1963.
- Divers dossiers concernant les *ejidos* et les communautés indiennes des communes de Coalcomán, Villa victoria et Aquila.
- Compte rendu de l'assemblée communautaire du 25 février 1979, Com. indigena de Pómaro y sus anexos, Uruapan.
- Lettre au président Luis Echeverria du 19 mars 1972.
- Lettre au gouverneur Carlos Galvez Betancourt (non datée), Uruapan.
- Censo Agrario de 1960, Communauté de Pómaro, Uruapan.
- Assemblée extraordinaire du 11 septembre 1964, communauté de Pómaro, exp. 79, n° 1541, Uruapan.
- Correspondance échangée avec le Departamento de Asuntos Agrarios y Colonizacion, exp 79, No 1541, lettres du 25 juillet 1961, 14 décembre 1961 et 2 février 1962, Communauté de Pómaro, Uruapan.

### *Archives de la Secretaría de Programación y Presupuesto (SPP)*

« Defunciones 1958-1962 », Departamentos de Agrupaciones mecanicas, Secretaria de Economia, Mexico DF.

### *Archives municipales de Zamora*

« Solicitud de restitucion de tierras que presentaron los vecinos de Aquila », Periodico oficial, 19 janvier 1931, Zamora, Michoacán.

## ***Divers documents et périodiques***

### *Administración de Rentas*

Registre de propriété de la commune de Coalcomán, 20 juillet 1978.

### *Asociación Ganadera Local de Coalcomán*

- Registro de ganado, 1986.
- « Guías de transito », 1985, 1986, 1987.
- Réponse à la circulaire n° 008, 10 juin 1987.

### *Asociación Ganadera Regional de Morelia*

Divers documents, 1981-1985

### *Boletín de la Sociedad Michoacána de Geografía y Estadísticas*

Divers articles - t I : n° 11, 12 et 15, t III : n° 19, t V : n° 6, t VI : n° 6.

*Dirrección de ganadería del Estado de Michoacán*

« Informe presentado al Ing. Luis Martínez Villicaña », juillet 1987.

*Secretaría de Programación y Presupuesto (SPP)*

Minería, 1984

*Fomento Rural*

« Movimiento general de ganado », Gobierno des Estado de Michoacán, 1986.

*La voz de Michoacán* - 5 juillet 1987 et 7 novembre 1987.

*El Sol de Zamora* - 15 novembre 1987.

*Proceso* - n° 599, 25 avril 1988.

*La Jornada* - 17, 18, et 19 janvier 1988.

*Guía* - 10, 24 et 31 octobre 1982 ; 07, 21 et 28 novembre 1982 ; 12 et 26 décembre 1983

## ***Statistiques et recensements***

### **RECENSEMENTS DÉMOGRAPHIQUES**

- Censo y division territorial del Estado de Michoacán verificados en 1900.
- Censo general de habitantes, 1921.
- V censo general de población, 1930.
- VI censo general de población, 1940.
- VII censo general de población, 1950.
- VIII censo general de población, 1960.
- IX censo general de población, 1970.
- X censo general de población y vivienda, 1980.
- Sep recensement scolaire, San Pedro Naranjestil, 1984.
- Sep recensement scolaire, Coalcomán, 1985-1986.

### **RECENSEMENTS AGRICOLES**

- I censo agrícola-ganadero, 1930.
- III censo agrícola-ganadero y ejidal, 1950.
- IV censo agrícola-ganadero y ejidal, 1960.
- V censo agrícola-ganadero y ejidal, 1970.
- INIFAP, 1986 : statistiques sur la commercialisation des bovins sur pied dans l'État du Michoacán (à partir de l'étude des *Guías de transito*).

- INIFAP-CIAB CELAYA : données sur le climat, station climatiques de Coalcomán, San Juan de Lima et Cachán.

- SARH, Distrito de Desarrollo Rural No 083 : statistiques sur les surfaces semées en maïs, productions et rendements 1980-1985, Aguililla.

## DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES ET PHOTOGRAPHIES AÉRIENNES

### SPP

- Carte topographique 1:250 000 Lázaro Cárdenas E13-6-9.

- Carte topographique 1:50 000 Coalcomán E13B56.

- Carte topographique 1:50 000 Tehuantepec E13B66.

- Carte topographique 1:50 000 El Ranchito E13B65.

- Carte topographique 1:50 000 San Pedro Naranjestil E13B76.

- Carte topographique 1:50 000 Colola E13B75.

- Carte topographique 1:50 000 Villa Victoria E13B55.

- Carte topographique 1:50 000 El Parotal E13B77.

- Carte topographique 1:50 000 Guagua E13B86.

- Carte topographique 1:50 000 Bahía Bufadero E13B87.

- Carte topographique 1:50 000 Cerro de Ortega E13B64.

- Carte topographique 1:50 000 Dos Aguas E13B57.

- Carte topographique 1:50 000 Aguililla E13B67.

- Carte géologique 1:250 000 Lázaro Cárdenas E13-6-9.

- Carte géologique 1:50 000 Coalcomán E13B56.

- Photos aériennes 1:50 000, juillet 1971. Zone 21-A

R.309 ligne de vol 56, photos 1 à 5,

R.309 ligne de vol 55, photos 15 à 18,

R.535 ligne de vol 54, photos 22 à 25.

### Aerofoto, SA

- Photos aériennes 1:10 000, vol No 1543, 1960, photos 2, 5, 7, 9, 11, 13, 14, 16, 18, 22, 28, 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 48, 50, 52, 55, 57, 59, 61, 63, 66, 70, 73, 75, 77, 80, 84, 85, 89, 91, 102, 108, 111, 114, 116, 124, 126, 129, 131, 134, 136 et 138.



## Annexes

---

### *Étude démographique*

Identifier les principaux phénomènes démographiques constitue une étape de la recherche particulièrement importante. Les grandes tendances observées sont significatives de changements profonds et durables qui dépassent et transcendent les simples événements de conjoncture. Pour analyser les différentes phases du glissement démographique observé depuis les plateaux des Altos de Jalisco jusqu'à la côte de l'océan Pacifique, il était indispensable de situer précisément ces mouvements démographiques et d'en mesurer la portée. Quelques éléments nécessaires à cette reconstitution sont rassemblés ci-dessous.

Reconstituer l'évolution démographique de la région de Coalcomán est une tâche difficile qui pose de nombreux problèmes d'interprétation. Les données sont rares, partielles et d'une fiabilité extrêmement variable. En outre, les régions citées dans les différents documents ou recensements ne sont jamais définies ni leurs limites clairement signalées. Les bouleversements politiques incessants du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle compliquent encore la tâche en modifiant à chaque fois le découpage administratif. Certains villages sont soudainement rattachés à un lointain chef-lieu puis deviennent eux-mêmes commune ou chef-lieu de district et vice-versa. Pour la période coloniale et prérévolutionnaire, notre reconstitution s'appuie surtout sur deux études démographiques particulièrement méticuleuses : celle de Donald D. BRAND publiée en 1960 et celle plus récente de Sherburne F. COOK et Woodrow BORAH (1977). Nous apportons certaines modifications pour faciliter la comparaison entre les communes actuelles de Coalcomán et de Aquila. Pour la période récente (XX<sup>e</sup> siècle), nous utilisons les recensements démographiques en tenant compte des remarques formulées par Donald D. BRAND.

#### COMPARAISON DE L'ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DE LA RÉGION DE MOTINES AVEC CELLE DE L'ENSEMBLE DU MEXIQUE CENTRE-OCCIDENTAL (FIG. 4, P. 23)

Nous utilisons les interpolations faites par Sherburne F. COOK et Woodrow BORAH (p. 300 et 356). La région de Motines correspond approximativement aux communes actuelles de Aquila, Coahuayana, Villa Victoria et Coalcomán.

Année de l'estimation	Région de Motines	Région centre-occidentale
1548	16 906	294 904
1560	9 000	165 890
1570	5 500	115 569
1580	3 650	85 250
1590	2 700	68 200
1600	2 100	57 700
1610	1 700	50 850
1620	1 450	46 650
1630	1 250	41 650
1640	1 050	39 150
1650	925	37 625
1660	800	38 000
1670	700	40 200
1690	620	49 270
1710	700	70 150
1720	900	87 900
1740	1 150	136 750
1760	1 650	219 150
1770	1 900	286 800
1780	2 100	373 100
1800	2 500	605 500
1820	3 400	721 400
1840	5 000	910 000
1860	7 500	1 127 500
1880	11 000	1 367 000
1900	17 065	1 661 041
1921	26 387	1 783 600
1940	27 182	2 088 000

Tableau 1

*Évolution démographique comparée des régions centre-occidentale et de Motines (1548-1940).*

## ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE COMPARÉE DES COMMUNES DE COALCOMAN ET DE AQUILA À L'ÉPOQUE COLONIALE (FIG. 5, P. 34)

Nous reprenons dans cette partie les principales données sélectionnées par Donald D. BRAND. Celui-ci présente les données par localité ou petite région. Pour chacune, il mentionne le nom actuel de la localité et les différents noms historiques rencontrés dans les archives, afin de permettre une meilleure localisation dans les limites des communes actuelles<sup>2</sup>. Pour obtenir les chiffres présentés dans le tableau 2, nous avons considéré le nombre de « tributaires », « indiens », « mariés » ou « familles » et nous l'avons multiplié par quatre en appliquant ainsi le ratio communément admis (bien que Donald D. BRAND critique ce coefficient et propose l'application d'un ratio de cinq).

Les données présentées par Donald D. BRAND pour 1533 n'ont pas été retenues. Elles seraient en effet très sous-estimées si l'on en croit son estimation globale selon laquelle la région aurait compté 35 000 habitants avant la conquête.

1. Donald D. BRAND estime à 35 000 le nombre probable d'habitants dans la région de Motines à l'époque de la conquête espagnole (1522).

2. - *In the following tables we have presented the population of the colonial period (practically 1532 to 1580 and 1740 to 1822) by communities that usually were tributary units. However, in all cases possible we have assigned the barrios or dependent pueblos of encomiendas and corregimientos to their proper geographic position within valleys or drainage basins or areal units - (BRAND, 1960).*



Tableau 2

*Évolution démographique  
des principales zones  
de la région de Motines  
(1540-1822)*

Village	1540	1560	1565	1569	1570	1580	1650	1725	1740	1791	1822
Coalcomán (1)	+764		-1 600			+800	1 000 (4)		+204	688 (5)	104
Aquila-Maquili	<b>1 760</b>	520		+400		+260			+376	<b>432</b>	203
Ostula (vallée)	<b>1 924</b>			+640		<b>1 156</b>				<b>284</b>	149
Motines-Pómaro	<b>3 368</b>	+640				744			<b>+460</b>	<b>592</b>	249
Huahua-Nexpa (2)	6 064	+1 640		+1 240	+1 040			424			0
<i>Total communes</i>											
<i>Aquila</i>	13 116	+2 800		+2 280		2 160			+836	1 308	601
Coahuayana (3)	+816	1 920								880	584
<i>Total Motines</i>	13 932	+4 720		+2 280		2 160			+836	2 188	1 185

Les nombres indiqués en caractères gras sont considérés par Donald D. BRAND comme les plus significatifs ; les nombres précédés du signe + sont sous-estimés ; ceux précédés du signe - sont surestimés.

(1) Villa Victoria (également appelé Chinicuila), créé tardivement, est considéré pour cette période comme hameau de Coalcomán. Il est impossible de le séparer pour en faire une entité individualisée avant le <sup>x</sup>e siècle (sa population est très faible jusqu'à cette date).

(2) Nexpa qui, actuellement, ne fait pas partie de la commune de Aquila était rattaché à la communauté indienne de Pómaro avant d'être abandonné en 1737 (BRAND).

(3) Ces statistiques comprennent celles de villages actuellement compris dans l'État de Colima.

(4) Approximation d'après les suggestions de Donald D. BRAND.

(5) 172 *vecinos* en 1792 d'après Donald D. BRAND.

Entre 1580 et 1740 les données sont particulièrement peu nombreuses. Néanmoins, les estimations présentées par Sherburne F. COOK et Woodrow BORAH pour cette période semblent exclure de grandes variations ; il nous semble raisonnable d'extrapoler cette continuité dans les cas particuliers qui nous intéressent. Le minimum démographique est atteint vers la fin du <sup>xvii</sup>e siècle. Les villages de Huahua, Tizupan, Tupitina, Nexpa et Motines disparaissent en 1736-37. Coire disparaît en 1643. Cachán est abandonné en 1798. Les survivants aux épidémies sont regroupés à Pómaro qui devient le village indien le plus important de la région devançant largement Coalcomán. (BRAND). Voir également Maria de la Cruz LABARTHE R. (1969).

Les données attribuées par Donald D. BRAND à Juan Jose MARTINEZ DE LEJARZA sont critiquées par Sherburne F. COOK et Woodrow BORAH qui les qualifient de sous-estimées. Suivant les observations de ces derniers, nous n'avons pas tenu compte de ces données très basses pour l'élaboration de la figure 5 (p. 34) et nous avons poursuivi la tendance observée à la fin du <sup>xviii</sup>e siècle, d'ailleurs assez stable.

Enfin, il faut signaler, pour cette période, l'installation des premières familles d'origine espagnole à Coalcomán dès la fin du <sup>xviii</sup>e siècle.

Pour construire la figure 5, nous avons additionné, pour chaque recensement, les données relatives aux actuelles communes de Coalcomán et de Villa Victoria.

## Principales sources sélectionnées par Donald D. BRAND

- Pour 1540 : FRANCISCO DEL PASO Y TRONCOSO : *Papeles de Nueva España*, Segunda serie : geografía y estadísticas, t 1 : « Suma de visitas de pueblos por orden alfabetico », manuscrit 2 800 de la Biblioteca Nacional de Madrid, anonimo del siglo XVI.
- Pour 1560 : « Lista de Ybarra » Epist. NE 9 : 2-48, *Boletín del Archivo General de la Nación* (AGN) II : 2 p. 195-222.
- Pour 1565 : *Libro de las tasaciones de pueblos de Nueva España*, siglo XVI, AGN, Mexico, 1952.
- Pour 1569 « Relación de los Obispados », in : *Documentos históricos de Mejico*, t II, Mexico, 1904 : 153-188.
- Pour 1580 : « Relacion de Quacomán » et « Relacion de Motines ». Nous avons consulté ces documents dans Alvaro OCHOA et Gerardo SANCHEZ (1981).
- Pour 1740 : José Antonio VILLASEÑOR Y SANCHEZ : *Teatro americano ; descripción general de los reynos y provincias de la Nueva España y sus jurisdicciones*, 2 vol, Mexico, 1746-1748.
- Pour 1791 : *Noticias de la jurisdicción de Motines del Oro 1791*, AGN Historia, 73 : 12 et 72 : 1, 4 et 8, AGN Tierras.
- Pour 1822 : Juan Jose MARTINEZ DE LEJARZA : *Analisis estadístico de la Provincia de Michoacán en 1822*, Mexico.

### ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE COMPARÉE DES COMMUNES DE COALCOMÁN ET DE ÁQUILA AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE (FIG. 6, P. 37).

C'est une période particulièrement perturbée pour laquelle il est très difficile d'obtenir des données détaillées par commune. D'après Donald D. BRAND, les données les plus fiables seraient celles de 1861, 1868, 1877, 1889 et 1895 date du premier recensement national.

Pour les années 1861 et 1868, Donald D. BRAND effectue d'importantes corrections afin de compenser l'agrandissement administratif du district de Coalcomán, provoqué par l'intégration en son sein des actuelles communes de Aguililla et de Tepalcatepec :

« *Since the comprehension of the distrito Coalcomán in 1861 and 1868 (including Aguililla and Tepalcatepec) was more than in the later years we have made rough corrections. Also, we have attempted to distribute the population in terms of the highlands (combined Chinicuila and Coalcomán municipalities of today) and the lowlands (combined Coahuayana and Aquila). The resultant figures are most tentative, excepting 1877 and 1889 when the municipios of Coahuayana and Coalcomán approximated the modern double municipalities.* ».

Année	District Coalcomán (non-corrigé)	Aquila Coahuayana	Coalcomán Chinicuila	District Coalcomán (corrige)
1861	12 800	4 980	3 900	8 880
1868	9 573	1 664	3 202	4 856
1877	10 491	2 372	8 119	10 491
1889	14 055	4 063	9 992	14 055
1895	15 020	5 000	10 020	15 020

Source : Donald D. BRAND.

Tableau 3

*Estimations  
démographiques  
pour le nouveau  
district de Coalcomán  
à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*

Cependant, pour permettre une meilleure interprétation des données et la comparaison des deux communes qui nous intéressent (Coalcomán et Aquila), nous avons recherché les données propres au seul municipe de Aquila (c'est-à-dire, aux communautés indiennes de la côte), d'une part, les données correspondantes au municipe de Coalcomán, d'autre part (l'actuelle commune de Villa Victoria reste incluse dans celle de Coalcomán jusqu'en 1902 ; pour respecter la cohérence de la figure 6, nous avons rassemblé la population des deux communes jusqu'en 1930). Plusieurs corrections ont été faites par rapport aux données présentées par Donald D. BRAND :

- Pour 1861 : ROMERO (1862). Les chiffres proposés sont les suivants :	
<i>Curato</i> de Maquili (= actuelle commune de Aquila)	2 800 hab.
<i>Curato</i> de Coahuayana	2 500 hab.
<i>Curato</i> de Aguililla	1 800 hab.
<i>Curato</i> de Tepalcatepec	1 800 hab.
<i>Curato</i> de Coalcomán	2 800 hab.
Total district	11 700 hab.

Le chiffre de 2 800 habitants proposé pour la région qui correspond à la commune de Aquila nous paraît fortement surestimé. D'une part, les estimations proposées pour les années suivantes (1868, 1877, 1889), cohérentes entre elles et nettement plus basses laisseraient supposer une très forte chute démographique entre 1861 et 1868, baisse difficilement explicable. D'autre part, les nombreuses erreurs que nous avons pu repérer dans les travaux de Jose Guadalupe ROMERO, concernant les communautés indiennes de la côte et la carte particulièrement fautive qu'il propose<sup>3</sup>, nous incitent à ne pas tenir compte de cette estimation vraisemblablement assez éloignée de la réalité. Nous prolongerons donc, à défaut d'autres informations, la tendance observée au début du siècle jusqu'en 1868.

Le chiffre de 2 800 habitants proposé pour Coalcomán est par contre assez plausible et nous le conserverons. Il semble d'ailleurs que Jose Guadalupe ROMERO connaissait mieux la région de Coalcomán, ce qui limite les risques d'erreurs.

- Pour 1868 : Francisco GONZALEZ - *Memoria de gobierno* (1869). Ce document officiel avance le chiffre de 1 661 habitants pour la com-

3. *Plano del Estado de Michoacán en 1863*, mapothèque SARH. Voir également l'annexe 2, p. 326.

mune de Coahuayana qui englobait, à cette époque-là, l'actuelle commune de Aquila. C'est un chiffre très bas que nous considérons minimal pour la seule région qui correspond à l'actuelle commune de Aquila. Les trois communes actuelles de Coalcomán (+ Villa Victoria), Aguililla et Tepalcatepec sont créditées d'une population totale de 7 917 habitants. La correction effectuée par Donald D. BRAND (3 200 habitants pour la seule région de Coalcomán) nous semble justifiée et cohérente malgré les critiques formulées par Sherburne F. COOK et Woodrow BORAH (p. 342).

- Pour 1877 : Manuel GONZALEZ - *Memoria de gobierno* (1877). Ce document propose le chiffre très approximatif de 5 000 habitants pour Coalcomán (+ Villa Victoria) et de 3 000 habitants pour les deux communes de Coahuayana et de Aquila. Donald D. BRAND propose des chiffres nettement plus élevés que nous conserverons. Nous estimerons la population de la région côtière (communautés indiennes) à 2 000 habitants environ.

- Pour 1889 : FRANCISCO PEREZ GIL - *Memoria de gobierno* (1890). C'est vraisemblablement l'étude la plus détaillée et la plus fiable obtenue avant les recensements nationaux. Nous obtenons 2 399 habitants pour la commune de Aquila et 9 992 pour celle de Coalcomán (+ Villa Victoria).

- Pour 1895 : *Primer censo de población*. Le recensement donne le chiffre de 10 020 habitants pour Coalcomán (+ Villa Victoria qui reste encore inclus dans la municipalité de Coalcomán). Il avance le chiffre approximatif de 5 000 habitants pour le municipe de Coahuayana qui comprend alors l'actuelle commune de Aquila. Nous proposons d'affecter une population de 3 000 habitants à l'actuel commune de Aquila et 2 000 habitants à celle de Coahuayana.

En résumé, les données utilisées pour l'élaboration de la figure 6 sont les suivantes :

Tableau 4  
Évolution  
démographique  
des communes de  
Coalcomán et de Aquila  
à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle

Année	Coalcomán (+ Villa Victoria)	Aquila (communautés indiennes)
1861	2 800	1 500
1868	3 200	1 650
1877	8 100	2 000
1889	9 992	2 399
1895	10 020	3 000

#### ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE COMPARÉE DES COMMUNES DE COALCOMÁN, AQUILA, VILLA VICTORIA ET COAHUAYANA AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Les recensements fournissent une information systématique et périodique (en général tous les dix ans) que l'on peut considérer comme

globalement de meilleure qualité. La dispersion des hameaux et le manque de voies de communication provoquent cependant de nombreux oublis et erreurs mis en évidence localement.

En ce qui concerne les chiffres de population proposés dans les sept premiers recensements, nous nous en tenons aux critiques formulées par Donald D. BRAND : Les quatre premiers recensements (1895, 1900, 1910 et 1921) sont encore très incomplets et erronés. Les trois suivants (1930, 1940 et 1950) sont en général meilleurs, mais de très nombreux hameaux échappent encore au recenseur.

Dans l'ordre décroissant en terme de couverture et de qualité, on peut signaler le recensement de 1930 comme le meilleur, suivi par ceux de 1910, 1950, 1921, 1940, 1900 et 1895. Le recensement de 1921 est considéré localement comme trop élevé et le recensement de 1940 comme trop bas. Pour la construction de la figure 6, nous négligeons pour la commune de Aquila le chiffre de l'année 1910 particulièrement exagéré, suivant ainsi les critiques formulées par Donald D. BRAND (p. 160). Nous rejoignons directement les points correspondants à 1900 et 1920. Pour respecter la cohérence de la figure 6, nous incluons la population de Villa Victoria dans la commune de Coalcomán jusqu'en 1930 (Villa Victoria devient commune en 1902 mais comprend alors une partie du territoire de Coahuayana, ce qui justifie les corrections apportées par Donald D. BRAND et que nous adoptons). Les 3 915 habitants annoncés pour la commune de Aquila en 1940 nous paraissent trop peu nombreux et nous redresserons ce nombre au niveau proposé pour 1930 et 1950 dans l'élaboration des figures 24 (p. 136) et 34 (p. 195). Nous reprenons les données apportées par les trois derniers recensements (1960, 1970 et 1980) sans apporter de modification, bien que l'émigration aux États-Unis d'Amérique ne soit pas prise en compte jusqu'au recensement de 1980.

Année	Aquila	Coahuayana	Coalcomán	Villa Victoria
1900	4 271	2 891	9 903	
1910	(12 513)	2 032	6 844	4 998
1921	6 793	1 736	11 361	7 161
1930	6 392	1 897	11 039	7 250
1940	3 915	2 598	13 611	7 058
1950	6 826	4 029	16 072	9 542
1960	11 693	6 661	20 818	9 044
1970	13 472	11 020	13 842	8 771
1980	19 726	11 853	17 191	8 062

Tableau 5

*Évolution démographique  
des communes de  
Coalcomán, Aquila,  
Villa Victoria et  
Coahuayana au xx<sup>e</sup> siècle*

Sources : Donald D. BRAND (1960). Recensements démographiques de 1960, 1970 et 1980.

## ÉVOLUTION COMPARÉE DES POPULATIONS INDIENNE ET CRÉOLE À COALCOMÁN (FIG. 9, P. 44)

Les rares informations qui permettent une estimation de la composition de la population de Coalcomán sont rassemblées ci-dessous :

Les premières familles d'origine espagnole ou métisse s'installent à Coalcomán à partir de la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

- En 1760, on compte 38 Espagnols et 140 Indiens d'après le « *Padrón de Yndios y Gente de Rrason deste Partido de Santiago Gualcomán* », cité par Raul ARREOLA CORTES (1980).

- En 1789, Juan ZARATE Y MANSO (1789) compte 59 familles indiennes, 25 familles espagnoles et 30 familles mulâtres. Bien que 50 % de la population des Terres Chaudes (dépression de Apatzingán) soient déjà composés de métis et de mulâtres à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle (AGUIRRE BELTAN, 1952), la présence de 30 familles mulâtres à Coalcomán est pour le moins surprenante et n'est jamais citée dans aucun autre document. Il paraîtrait plus logique de considérer ces familles comme appartenant au groupe indigène.

- En 1791, on ne mentionne que 12 familles espagnoles à Coalcomán et 59 familles indiennes, in : « *Noticias de la jurisdicción de Motines de Oro, 1791...* » (DEL CASTILLO et GUERRERO, 1946).

- À l'occasion du fractionnement des communaux de Coalcomán en 1871, 329 lots sont distribués théoriquement à autant de familles indiennes. En réalité, plusieurs d'entre eux ont été distribués à des personnes étrangères à la communauté. On peut alors penser qu'il n'y avait à Coalcomán que 250 ou 300 familles indiennes sur un total approximatif de 800 familles (la population étant estimée à 4 000 personnes).

- En 1884, la proportion de familles indiennes est réduite à 5 ou 10 % et devient nulle après le massacre des premières années du siècle.

### CALCUL DES DENSITÉS DÉMOGRAPHIQUES

Le calcul de la densité démographique pose le problème de la superficie des entités considérées dans les statistiques démographiques. En ce qui concerne la surface des actuelles communes de l'État de Michoacán, nous reprenons les données de l'INEGI (1985) qui sont les plus fiables. Les surfaces utilisées dans le calcul de la densité démographique sont les surfaces des municipes actuels et nous négligeons les modifications mineures éventuellement apportées au découpage administratif. Dans le cas où une unité administrative recouvrait le territoire de plusieurs communes actuelles, nous considérons la surface totale représentée par ces différentes communes.

Densité démographique	1822	1890
<i>Partido de Zamora</i>	15,3	34,2
<i>Partido de Jiquilpan</i>	8,3	30,0

Tableau 6

*Densité démographique de la vallée de Zamora et de la région de Jiquilpan (hab./km<sup>2</sup>)*

- Pour 1822 : MARTINEZ DE LEJARZA (1974). Pour évaluer la surface de ces deux *partidos*, on additionne, pour chaque *partido*, la surface actuelle de tous les municipes dont les villages apparaissent sur le recensement de Juan Jose MARTINEZ DE LEJARZA. Quelques corrections sont nécessaires pour les municipes situés à cheval sur plusieurs *partidos* (Tangamandapio, Tangancicuaro) et ceux de création récente dont les villages ne sont même pas mentionnés par Juan Jose MARTINEZ DE LEJARZA (Venustiano Carranza, Briseñas, Vista Hermosa, Chavinda).

- Pour 1890 : ALFONSO (1880), PEREZ GIL (1890). Le « district » de Zamora est de la même taille que le *partido* de 1822, mais il est décalé vers l'est. Certaines localités sont alors rattachées à Jiquilpan (Sahuayo, Guaracha).

Tableau 7

*Population (pop.) et densité démographique (DD) dans plusieurs communes du Michoacán*

Municipes (actuels)	Sup. (km <sup>2</sup> )	Pop. 1822	DD 1822	Pop. 1889	DD 1889	Pop. 1900	DD 1900	Pop. 1921	DD 1921
Coalcomán	2 882	1 500	0,3	9 992	2,6	9 903	2,6	11 361	4
Villa Victoria	930								
Aguila	2 312								
Coahuayana	362	1 000	2,7	1 664	4,6	2 891	8	17 36	4,8
Apatzingán	1 657	3 088	1	3 708	2,2	8 707	5,3	7 195	4,3
Aguililla	1 406								
Tumbiscatio	2 070								
Arteaga	3 455								
Lázaro Cárdenas	1 160			1 910	0,4			9 250	1,4
Paracuaro	4	686	0,8	3 980	4,6	5 962	6,8	7 745	8,9
Múgica	378								
Tepalcatepec	786	685	0,9	2 828	3,6	5 347	3,2	3 668	2,2
Buenavista	910	1 084	1,2	1 584	1,7				
Cotija	504	4 047	8	15 944	32	9 109	18	9 556	19

Tableau 7

Suite

Tinguindín	174	} 3 943	6,7	18 965	28	12 471	18,3	9 600	14,1
Tocumbo	507								
Los Reyes	480	5 212	10,8	6 308	13,2	3 088	6,4	8 313	17
Tancítaro	718	3 475	4,8	14 237	19,8	10 737	15	10 021	14
Peribán	332	2 617	7,9	4 087	12,3	4 881	14,7	4 519	13,6
Jiquipán	242	} 3 524	6	8 853	15,2			14 020	24
Marcos Castell.	340								

Sources : - Pour 1822 : MARTINEZ DE LEJARZA (1974). Une correction est apportée pour la région de Motines : Sherburne F. COOK et Woodrow BORAH proposent le chiffre de 2 500 habitants pour l'ensemble de la région. Nous affectons 1 000 habitants au municipe de Coahuayana et 1 500 aux trois municipes actuels de Coalcomán, Villa Victoria et Aquila.

- Pour 1889 : PEREZ GIL (1890). Les moyennes présentées dans le tableau I (p. 00) concernent successivement les municipes de Apatzingán, Paracuáro, Múgica, Tepalcatepec et Buenavista, d'une part, les municipes de Aguililla, Coalcomán et Villa Victoria, d'autre part.

- Pour 1900 : recensement.

- Pour 1921 : recensement.

Tableau 8

*Population (pop.) et densité  
démographique (DD)  
dans la région du sud de  
l'État de Jalisco*

Municipes (actuels)	Sup. (km <sup>2</sup> )	Pop. 1822	DD 1822	Pop. 1889	DD 1889	Pop. 1900	DD 1900
Tuxpan	727	10 165	14	6 104	8,4	10 406	14,3
Zapotiltic	252	9 530	37,8	9 102	36,0	9 927	39,4
Tamazula	1 311	16 301	12,4	14 675	11,2	18 783	14,3
Quitupán	678	7 329	10,8	7 573	11,2		
Mazamitla	135	} 6 348	19,1	5 277	39,0	4 661	34,5
V de Juarez	197			4 046	20,5		
Tecalitlán	1 103	6 755	6,1	4 552	4,1	9 473	8,6
Tonila	146	} 6 445	5,3	6 356	43,0	4 689	32,1
Pihuamo	1 074			12 006	11,2		
Jilotlán	1 491	} 8 680	3,8	8 832	3,8		
M M Dieguez	805						

Sources : - Superficie : INEGI (1981).

- Pour 1885 et 1930 : Francisco TOLENTINO : *Memoria de Gobierno*, 1887, in : G. DE LA PEÑA, *op. cit.*, p. 34. Mariano BARCENA (1888).

- Pour 1900 : Antonio PEÑAFIEL (1900).

Les moyennes présentées dans le tableau I (p. 30) sont celles des municipes de Zapotiltic, Tuxpan, Tamazula, Quitupán et Mazamitla, d'une part et de Tecalitlán, Pihuamo, Tonila, Jilotlán et Manuel M. Dieguez, d'autre part.



Année		Canton de Lagos (Altos de Jalisco)	Canton de Zapotlán <sup>4</sup> (Sur de Jalisco)
	Superficie (km <sup>2</sup> )	5 478	9 255
1794	Population	58 554	31 894
	Densité	10,7	3,5
1822	Population	93 138	34 350
	Densité	17,0	3,7
1830	Population	112 000	49 990
	Densité	20,4	5,4
1851	Population	151 117	89 727
	Densité	27,6	9,7
1857	Population	158 894	67 825
	Densité	29,0	7,3

Tableau 9

*Population et densité  
démographique  
au XIX<sup>e</sup> siècle dans deux  
régions de l'État de Jalisco*

Sources : - Pour la superficie : Salvador ECHAGARAY : *División territorial de los Estados Unidos Mexicanos, Estado de Jalisco, Dirección General de Estadísticas*, Mexico, 1914.

- Pour 1794, 1830, 1851 et 1857 : Longinos BANDA : *Estadística de Jalisco 1854-1863, Gobierno del Estado de Jalisco*, 2<sup>e</sup> édit., 1982.

- Pour 1822 : *idem* + Victoriano RUA : *Estadísticas del Estado libre de Jalisco 1821-22, Gobierno del Estado de Jalisco*, 1981.

4. Le canton de Zapotlán est créé en 1856. Il appartenait avant cette date au canton de Sayula (4<sup>e</sup> canton de Jalisco).

#### ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE DE QUELQUES HAMEAUX DES COMMUNES DE COALCOMÁN, AQUILA ET VILLA VICTORIA (1921-1980)

Ces trois communes sont caractérisées par l'extrême dispersion de leur habitat et totalisent plus de 1 000 localités recensées. Nous avons sélectionné celles qui nous paraissent les plus intéressantes, soit par leur importance, soit parce que leur évolution est caractéristique de certains phénomènes étudiés, soit encore parce que nous y avons réalisé de nombreuses enquêtes. D'autres hameaux que nous avons visités ne sont signalés dans aucun recensement.

Tableau 10

*Évolution démographique  
de quelques villages et  
hameaux de la commune  
de Coalcomán  
(1921-1985)*

Village/Hameaux	1921	1940	1950	1960	1970	1980	1985
Coalcomán	3 305	2 994	3 650	7 695	4 875	5 829	5 630
Las Albercas	195	6	52	26	66	14	
El Agostadero				125	92	41	93
El Aguacate	98	21	62	96	106	21	
Las Agüitas				100	69	60	38
Barranca Verde	141	11	23	15		53	
El Cantor	307	44	25	40			52
Los Carricitos	31	26	37	59	13	25	
Las Cebollas	100	12	81	67	45	46	
Los Cimientos	122	39	75	?	17	22	

Tableau 10

(Suite)

Village/Hameaux	1921	1940	1950	1960	1970	1980	1985
La Cofradia de Maruata	89	222	60	95	141	17	
El Crustel		95	110	100	67	57	76
La Cuchilla	135	36	94	349	46	28	181
La Chichihua	141	71	145	155	40	25	53
Desmontes Buena Vista	63		155	144	54	31	206
El Fresno	80	17	58	97	8	35	
Los Fresnos	7		118	21	49	10	
La Granada	43	60	78	70		39	
La Guayabera	64	11	155	?	72	15	
Los Herreros	52	68	245	116	76	51	
La Higuera				150	118	13	60
El Izote	59	31	100	47	8	13	
Ixtala	148	38	58	78	165	52	138
El Jordán		78	180	122	101	56	
Las Juntas	49	39	92	38	13	22	
El Limoncito	144	14	22	?		15	
La Mantilla				144		4	46
La Máquina		56	105	167	261	72	64
Maruata	6	129	134	50	46	180	
Maruatilla	13	86	46	239	56	40	
Mexiquillo	93	39	190	124		110	132
El Nacimiento	108	30	82	?			
El Naranjo	91	120	118	279	101	49	
Ocorlita	36	48	41	50		62	46
El Ocote			103	?	70	28	
Ojo de Agua del Cobre	251	54	75	?		152	134
Palanda	17		92	?	25	62	
El Palo Dulce	8		107	50		25	
El Palo Verde	6	53	88	119	84	73	
La Parrilla	1		60	100	65	34	
Piedras de Lumbre	8		59	177		28	
Las Pilas	13		74	75		104	37
Puerto de las Cruces	30	49	28	140	15	3	50
Rincón de Guadalupe	61	96	23	?		29	
Los Salgados	65	68	92	150		16	
El Salitre	264	274	240	297	376	118	404
San José de la Montaña	410	245	230	292	186	174	179
Santas Marias	30	50	20	45		28	230
Las Tabernas	70	119	137	47		35	63
El Tarasco	65	72		100	14	39	65
El Tejamanil	51	39	35	46	8	2	35

Tableau 10

(Suite)

Village/Hameaux	1921	1940	1950	1960	1970	1980	1985
Los Telares	87	141	71	103		42	50
Tepeguajes	114	19	77	?	31	16	
Texhuxhanes	65	75	111	?		29	
Ticuilocán					85	149	130
Las Trojitas				126		21	
La Verdura	72	31	18	131		64	
La Zarzamora	56	122	66	43		35	
Zacasihuite		112	225	49	28	24	
El Guallabillo*	35		157	127	136	75	97
El Guayabo*	133	103	201	95	111	131	300
Pantla*		23	34	205	250	146	62
El Sauz de Trojes*		127	184	220	213	154	315
El Terrero*					23	182	200
Trojés*		218	442	587	733	632	1 100
El Cuartón*		62	87	?	21	39	65
Barranca Seca de D.*		13		50	247	515	911
El Varaloso*		16	15	287	327	446	535

Sources : recensements démographiques. 1985 : recensement Sep.

\* *Ejidós*.

Tableau 11

*Évolution démographique  
de quelques villages  
et hameaux de la commune  
de Villa Victoria  
(1921-1985)*

Village/Hameaux	1921	1940	1950	1960	1970	1980
Villa Victoria	958	896	1 015	1 267	1 338	1 030
El Arco		62	32	29	28	33
Las Canoas	45	111	120	105	137	46
Coahuayula	77	88	69	36	161	128
Coatsuchil	29	39	33	23	63	58
Colmeneros de H.	65	55	47	59	132	54
Chorohuira	120	29	18	19		
Estopila			142	166	145	314
Huerta de Trujillo		24	55	50	85	48
Huizontla CI	105	272	224	342	274	249
Laguna de Calvillo	74	65	35	105	70	77
La Minita	86	86	173	147	134	98
Mundo Nuevo	56	26	79	21		
El Naranjillo	76	102	115	117		47
La Nuez					51	87
El Caimán	13	75	49			30

Tableau 11

(Suite)

Village/Hameaux	1921	1940	1950	1960	1970	1980
El Ranchual	115	90		75	50	46
Rasca Viejo	94	120	180	140	137	138
El Resumidero	55	54	60	50	53	44
Salitre de Estopila	320	281	223	271		297
Solosuchil	130	42	40	57	39	17
Tehuantepec	312	377	451	337	296	211

Sources : recensements démographiques.

Tableau 12

*Évolution démographique  
de quelques villages et  
hameaux de la commune  
de Aquila (1921-1980)*

Village/Hameaux	1921	1930	1940	1950	1960	1970	1980
Aquila	485	579	384	470	1 265	962	1 095
Maquili	274	229	144	256	464	519	373
Ostula	209	339	204	177	352	507	378
Coire	321	373	380	212	244	261	277
Pómaro	529	200	377	581	223	626	198
Cofradia de Coire		100	120	52	42		30
Cofradia de Ostula	202	197	111	182	496	386	256
La Cofradia	87				25		26
Coire Viejo				61	24	20	24
La Alberca						206	23
Barranca del Potrero		27		26	179	131	90
Cachán S. Cruz		0					82
Las Campanas							66
La Cayaquera		100			33	3	48
Casahuate	101	86			63		31
Cerro Prieto	63	78	69	87	54	361	23
La Ciénega	169	56	84	42	50	19	80
Los Cimientos		28		152	33	73	67
La Cruz	69	20	13	11	27	25	64
Cuchumala		6		40	19		63
La Cuchara de Ostula	83	25	11	80			62
Cuiria							34
Chacala de Ostula		49		76	120	148	97
El Chafre						157	103
Los Encinos		56			56	51	45
La Estanzuela	161	132	47	126	191	171	141

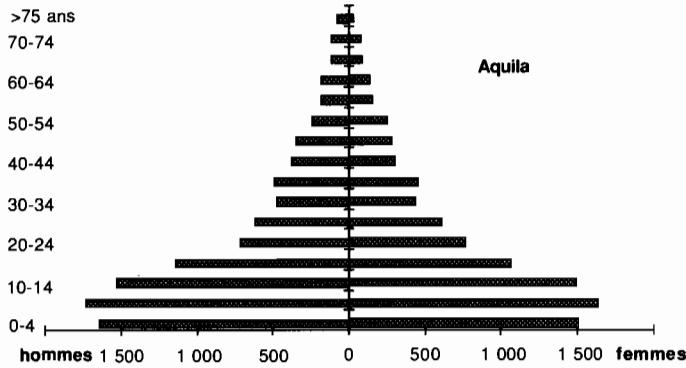
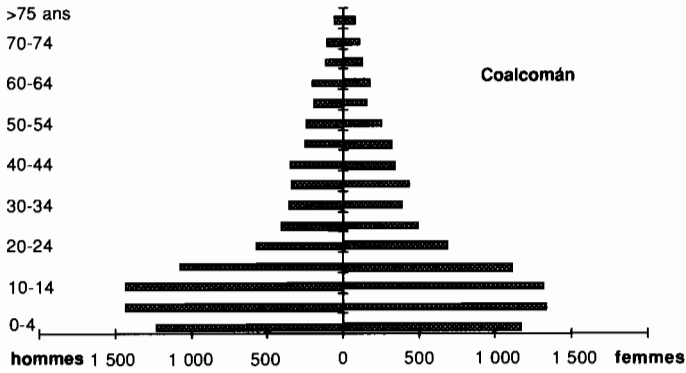
Tableau 12

(Suite)

Village/Hameaux	1921	1930	1940	1950	1960	1970	1980
Estopila	249	166	101	139	177	247	200
La Lima	77	34	30		38	36	38
El Manguito					121	17	31
La Manzanilla						159	58
La Mesa	79	20	17	26	7	25	23
La Mina de Ostula	124	72	83	71	100	196	233
El Naranjo		0			160	9	15
El Otate	108	8	56	70	90	77	121
La Parota	110			78	61	59	50
La Parotita					61	16	60
San Pedro N.		158	102	477	354	517	429
La Pitillera				71	76	43	36
Pueblo Viejo					248		5
San Antonio					120	148	59
El Saucito		24			37	125	133
San Juan de las P.					93	148	59
El Socorro						189	83
Las Trojitas	117	100	65	89	46	83	52
San juán de Lima		0					187
La Placita		69	241	399	731	1 113	1 437
La Ticla		15	31	104	40	171	281
Bucerías		85	10		5		332
Motines de Oro		0			100	267	117
Colola					72	283	262
Maruata		0			9	98	238
Paso Noria					9		57
Cachán Echevería		0			14	208	246
Tizupan		0			11	39	264
Guagua		14			76	372	376
Arenas Blancas							154
Tupitina		0		30	164		27
Boca de la Manzanilla							209

Sources : recensements démographiques.

COMPARAISON DES PYRAMIDES DÉMOGRAPHIQUES  
 DES COMMUNES DE COALCOMÁN ET DE AQUILA (1980).  
 DÉCALAGE ENREGISTRÉ DANS LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE  
 ET INFLUENCE DE L'ÉMIGRATION AUX ÉTATS-UNIS



## ANNEXE 2

### *Problèmes posés par la région orientale de la commune de Aquila. Définition et limites de la région de Motines. Cas du village de Coire*

La région de Motines correspond approximativement aux quatre communes actuelles de Aquila, Coahuayana, Villa Victoria et Coalcomán. Avant la Conquête, elle constitue un ensemble organisé autour des villages de Motines et de Coalcomán, regroupant vraisemblablement les communautés indiennes de Maquili, Aquila, Ostula, Pómaro et Motines, d'une part, Coalcomán et Huizontla, d'autre part. Cet ensemble semble clairement individualisé et indépendant du pôle d'influence de Zacatula (à l'emplacement actuel du complexe sidérurgique de Lázaro Cárdenas) (LECOIN *et al.*, 1986).

Pourtant, pendant l'époque coloniale, la région ne constitue pas une unité administrative en tant que telle. Elle est divisée entre la province de Colima (Motines de Colima) et celle de Zacatula (Motines de Zacatula). Elle désigne alors la totalité de la région côtière de l'actuel État de Michoacán (LABARTHE R., 1969). La frontière entre les deux « sous-régions » - Motines de Colima et Motines de Zacatula - n'a jamais été clairement établie. D'abord située au niveau du Río Cachán qui traverse la Sierra Madre del Sur depuis Coalcomán, elle se serait par la suite déplacée vers l'est jusqu'au Río Nexpa et même jusqu'au Río Chuta (BRAND, 1960 ; LABARTHE R., 1969). Cette confusion perdure jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle en dépit des bouleversements administratifs. Elle est particulièrement visible sur la carte présentée en 1863 par Jose Guadalupe ROMERO<sup>5</sup> où les villages de Pómaro et de Coire sont situés sur les rives du Río Balsas, comme si l'immense région comprise entre les Ríos Cachán et Balsas s'était brutalement volatilisée. Nous proposons, pour en finir avec autant de confusion, de fixer la limite de la région de Motines au niveau du Río Nexpa, actuelle frontière entre les communes de Aquila et de de Lázaro Cárdenas. Cette ligne de démarcation semble d'ailleurs indiquer la limite d'influence de la communauté indienne de Pómaro à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, après que les habitants des villages de Huahua et de Tizupan (pourtant tributaires de Zacatula au XVI<sup>e</sup> siècle), décimés par les pestes du XVIII<sup>e</sup> siècle, avaient été rassemblés à Pómaro en 1737 (BRAND, 1960). Ces villages auraient été repeuplés à partir de Zacatula

5. *Plano del Estado de Michoacán en 1863*, mapothèque SARH.

au début du XIX<sup>e</sup> siècle, leur aire d'influence étant reconnue comme appartenant à la communauté indienne de Pómaro. Ces mouvements migratoires sont très mal connus, mais restent pourtant gravés dans la mémoire des Indiens de Pómaro et de Coire. Pour justifier ou expliquer leurs incessantes querelles de frontière, ils entretiennent la mémoire collective selon laquelle les Indiens de Coire auraient été chassés au XVII<sup>e</sup> siècle de la région de Atoyac, sur la côte de l'actuel État de Guerrero. Après de longues pérégrinations sur la côte de l'État de Michoacán, ils se seraient d'abord établis à Guagua, puis à Coire où les communautés indiennes de Ostula et de Pómaro leur auraient cédé un territoire. L'étude ethno-linguistique réalisée par Ignacio M. DEL CASTILLO et Raul G. GUERRERO (1946) semble confirmer les différences anthropologiques, ethnologiques et linguistiques entre les habitants de Pómaro et de Coire, faisant de ce dernier un groupe allochtone installé à Coire au début du XVIII<sup>e</sup> siècle (par *Cedula Real* de 1704). D'après Donald D. BRAND (1960 : 75), les anciens habitants de Coire, installés à Pómaro après les épidémies, auraient regagné leur village au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, retrouvant ainsi leur indépendance.



### *Origine des immigrants installés sur le territoire de l'ancienne communauté indienne de Coalcomán*

Les *Informations matrimoniales*, exigées par le clergé au moment du mariage, constituent un document particulièrement intéressant pour étudier les migrations. On y trouve en général, le nom, l'âge et la paroisse d'origine de chaque conjoint, ainsi que son domicile, le nom des parents et parrains, et, le cas échéant, les dispenses obtenues des autorités ecclésiastiques en cas de lien de sang entre les deux conjoints. Il serait particulièrement intéressant, pour un démographe historien, de reconstituer à partir de ces registres paroissiaux l'ensemble du glissement démographique qui commence au XVIII<sup>e</sup> siècle dans la région des Altos de Jalisco en direction du sud jusqu'à Coalcomán, et même jusqu'aux paroisses côtières de Aquila et de San Pedro Naranjestil situées sur le territoire des communautés indigènes.

La série conservée à la paroisse de Coalcomán est particulièrement riche. Nous n'avons étudié que très partiellement cette masse d'informations en sélectionnant trois périodes. La première (1855 à 1863) permet d'analyser l'origine des familles installées à Coalcomán pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. La deuxième (1879 à 1883) permet de localiser l'origine des familles de la première vague migratoire qui correspond à la vente des terrains indivis de la communauté indienne de Coalcomán. Les volumes correspondants aux années 1884-1910 ne sont malheureusement pas disponibles à Coalcomán (peut-être sont-ils perdus ou conservés à l'archive de la cathédrale de Morelia). Ce « trou » de 25 années nous prive, bien sûr, d'un grand nombre d'informations. La troisième période analysée correspond aux années 1925 à 1932. La proportion d'immigrés y est plus faible, de l'ordre de 30 %, et beaucoup d'entre eux viennent de plus près, en particulier des communes voisines de la Sierra Madre del Sur. Cette période correspond aussi aux années troublées de la guerre des *Cristeros*.

L'étude des registres de mariage ne fournit qu'une information incomplète et partielle sur les mouvements migratoires. La coutume veut en effet que le fiancé aille se marier dans la paroisse de la jeune

filles avant de retourner vivre dans sa région d'origine avec sa femme, ce qui fausserait les conclusions d'une telle étude. En fait, la grande majorité des jeunes hommes mariés à Coalcomán y vivent déjà depuis plusieurs mois ou années et une forte proportion des fiancées sont également originaires d'une autre paroisse, ce qui valide nos conclusions. Par ailleurs, une telle étude ne permet pas de repérer les migrants déjà mariés, du moins avant que ne se marient leurs enfants, ni ceux qui restent célibataires (CALVO, 1988).

Les tableaux suivants rassemblent l'essentiel des informations recueillies au cours de cette étude.

Tableau 1

Immigration dans les  
Informations matrimoniales  
de la paroisse de  
Coalcomán

Année	Nombre de mariages	Fiancé			Fiancée		
		Originaire Coalcomán	Immigré	Non dit	Originaire Coalcomán	Immigré	Non dit
1855	85	27	56	2	43	41	1
1856	55	19	36	0	33	21	1
1858	83	34	48	1	45	38	0
1859	61	30	31	0	31	30	0
1860	67	48	29	0	49	28	0
1861	71	42	29	0	46	25	0
1862	62	24	38	0	30	29	3
1863	40	15	25	0	19	20	1
1876	31	14	17	0	16	15	0
1877	68	28	40	0	39	18	11
1878	69	28	41	0	43	26	0
1879	78	35	43	0	50	28	0
1880	51	28	23	0	35	16	0
1881	67	35	32	0	47	20	0
1882	65	30	35	0	46	19	0
1883	18	10	8	0	6	12	0
1925	92	64	28	0	67	25	0
1926	104	61	38	5	79	25	0
1927	24	18	5	1	17	7	0
1929	31	18	12	1	29	2	0
1930	64	55	8	1	55	9	0
1931	99	73	24	2	88	11	0
1932	111	86	25	0	87	23	1

Sources : archives paroissiales de Coalcomán, 1855-1932.

- Pour les années 1855-1863, nous incluons dans la colonne « originaire Coalcomán » les fiancés résidant dans les communautés indiennes de la côte qui se mariaient à Coalcomán mais retournaient vivre dans leur village.

- Pour 1963, le registre est interrompu à partir du mois de septembre.

- 1883 est une année incomplète.

- Les années 1857 et 1928 manquent.

Tableau 2

Origine géographique  
des immigrants (1855-1863)

Année	1855	1856	1858	1859	1860	1861	1862	1863
Altos de Jalisco	1	1		1	1			
Guadalajara							1	
La Piedad		1	1	1		1		
Churintzio	1		1		1			
Purépero		1	2	1		2	2	2
Ecuandurero								
Ixtlán								
Chavinda								
Zamora-Jacona	2			1				
Tangancicuaro			1					
Tangamandapio								
Sahuayo-Cojumatlán	1							1
Guaracha						1		
Jiquilpán	2	2	2		1	1	1	1
Mazamitla	1				1			
Quitupan								
Jaripo			1			1		
Cotija	8	5	8	8	2	9	2	9
Tocumbo-S. Ines	1	2	1	1			1	
Tinguindín								
Los Reyes	3		1	1				
Peribán	1					2		
Tancitaro	6							
Uruapan	1	1	1					2
Taretán-Ario		1						
Ciudad Guzman	1		1	2	1		2	2
Tamazula	1	1	2	3	1		1	2
Tuxpan					1			
Tecalitlán		2	1			1	2	1
Pihuamo	1				1			
Divers Sur Jalisco	1	1	1		1			
Colima	4	4	6	2	1	3		1
Divers Colima		2			3	1	2	1
Terres chaudes	3		1			1		
Aguilla			1			1	1	1
Villa Victoria			2	1				
Divers Sierra Mad.	3			1	2	1	2	
Divers Mich		1	1		1			
Autres États								

Source : archives paroissiales de Coalcomán, 1855-1863.

Tableau 3

Origine géographique  
des immigrants (1876-1883)

Année	1876	1877	1878	1879	1880	1881	1882	1883
Altos de Jalisco		1	2	2				
Guadalajara		1		2				1
La Piedad	1	1	2	1		1	4	
Churintzio				1		1	1	
Purépero	3	1	1	1	1	1	2	1
Ecuandurero							1	
Ixtlán					2	1	1	1
Chavinda		1						
Zamora-Jacona		1	1	1		1	1	
Tangancicuaro								
Tangamandapio			1	2			3	
Sahuayo-Coju.		1	1			5		
Guaracha								
Jiquilpán	1			1				1
Mazamitla				1				
Quitupán	1	1	2	1	3	1		
Jaripo			1					
Cotija	3	7	13	11	8	6	6	3
Tocumbo-S.Ines			1				1	
Tinguindin							1	
Los Reyes			3		1		1	1
Peribán	1	4			1	1		
Tancítaro			1	1			1	
Uruapan		2						
Taretán-Ario			1	1		1		
Ciudad Guzman	1			1		1		
Tamazula		2		1	1	1		
Tuxpan		1		1	1	1		
Tecalitlán		1		2	1	1	1	
Pihuamo	1	1	1	2		1		
Divers Sur Jalisco		1		1		1	1	
Colima		1	5		1	2	2	
Divers Colima				2				
Terres Chaudes				1				
Aguililla	1		1	1			1	
Villa Victoria				1		1		
Divers Sierra Mad.	1	1	1			1	1	
Divers Mich		1		1	1	2	1	
Autres États			1		1			

Source : archives paroissiales de Coalcomán, 1876-1883.

Année	1925	1926	1929	1930	1931	1932
Altos de Jalisco						
Guadalajara						
La Piedad						
Churintzio						1
Purépero	1					
Ecuandurero						
Ixtlán						
Chavinda						
Zamora-Jacona			1			
Tangancicuaro						
Tangamandapio						
Sahuayo-Cojumatlán						
Guaracha						
Jiquilpán						
Mazamitla		1				1
Quitupán		1				
Jarípo						
Cotija	4		1	1		
Tocumbo-S.Ines		1				
Tinguindin						
Los Reyes						
Peribán		2			1	
Tancítaro	1	2				
Uruapan					1	
Taretán-Ario						
Ciudad Guzman					1	
Tamazula	2	2		1	2	
Tuxpán						
Tecalitán						
Pihuamo	1	1			2	1
Divers Sur Jalisco	1		1		1	1
Colima		1			1	2
Divers Colima						
Terres Chaudes	3	1				3
Aguililla	4	4			6	2
Villa Victoria	2	6	2	1	2	4
Divers Sierra Mad.	4	8		1	2	2
Divers Mich		1			1	
Autres États			5			

**Tableau 4**  
**Origine géographique**  
**des immigrants (1925-1932)**

Source : archives paroissiales de Coalcomán, 1855-1863.

## *Communautés indiennes de la région de Coalcomán avant le fractionnement et la vente des indivis.*

### *Établissement de la figure 8 (p. 41)*

Les contours approximatifs du territoire des communautés indiennes (CI) ont été reconstitués à partir de l'examen des documents suivants :

- CI de Aquila : copie du titre original délivré par le roi d'Espagne et signé par Hernán Cortes le 5 décembre 1533, AGN, Coalcomán ;
- CI de Maquili : Arturo LE HARRIVEL : « Plano del terreno de la comunidad de indígenas de Maquili, en 1900 », *in* : SANCHEZ Diaz (1988), corrigé par nos soins d'après les plaintes formulées par les Indiens de Aquila ;
- CI de Huizontla : « *Convenio de Guzmán de 1861* », copie par Ignacio Moreno Rubricado, Coalcomán, 30 janvier 1895, présenté par Rolando MACEDO GARCIA (1980), médecin à Huizontla. Enquête auprès de Manuel Ortiz, membre de la communauté de Huizontla ;
- CI de Pómaro : copie du titre original délivré par le roi d'Espagne et signé par Hernán Cortes le 16 décembre 1533, AGNM, *distrito de Apatzingán y Coalcomán*. « *Acta de posesión y deslinde de los terrenos comunales que se confirma al poblado de Pómaro, Municipio de Aquila, Estado de Michoacán de Ocampo, 1961* » Archives du *Departamento de Asuntos Agrarios y Colonización* (archives de la SRA). Enquêtes auprès de Sebastian Garcia et de Camilo Chavez, membres de la communauté de Pómaro. D'après certains témoignages, l'influence de la communauté de Pómaro se serait étendue, à l'époque coloniale, jusqu'aux rives du Río Balsas ;
- CI de Ostula et de Coire : par déduction à partir des documents cités et de plusieurs enquêtes à El Salitre de Estopila et El Sauz del Algodon. La frontière entre ces deux communautés a été tracée de manière approximative ;
- CI de Coalcomán : ces limites correspondaient approximativement à celles du bassin hydrographique du Río Coalcomán, légèrement élargies. À l'ouest, la limite suit la ligne de sommets nord-sud (Cerro

de La Mina, Cerro Cópore, Cerro de Las Tablas, Cerro El Laurel), mais s'élargit un peu pour embrasser la vallée de Tehuantepec et le plateau de Las Canoas où elle fait frontière avec la communauté de Huizontla. Au nord, la limite correspondait sans doute à la ligne de partage des eaux entre les Ríos Coalcomán et Tepalcatepec (Col de Las Cruces). Au nord-est, la limite de la communauté reste en deçà de celle de la commune, car l'hacienda de El Terrenate avait déjà envahi les versants nord-est des plateaux de Los Desmontes et Resumidero. C'est la frontière est qui est la plus incertaine car s'il semble certain que les grands plateaux calcaires de Varalaso et de Barranca Seca (d'ailleurs inhabités à l'époque) étaient sous contrôle de la communauté, les versants est qui descendent vers la région de Aguililla lui échappaient vraisemblablement depuis déjà longtemps. L'imprécision concernant les limites de l'hacienda de Aguililla ne permettent pas de trancher cette question.

## *Formation de la propriété privée à Coalcomán*

Pour permettre une étude précise de la formation progressive de la propriété privée dans la Sierra de Coalcomán, nous avons consulté *Archivo General de Notarias de Michoacán* (AGNM) à Morelia, capitale de l'État. La recherche des actes notariés permet en effet de vérifier les informations recueillies par enquête auprès des personnes âgées de la commune et d'obtenir de nombreuses informations sur les familles pour lesquelles les enquêtes historiques ne permettaient pas de remonter aussi loin. Le Registre public de la propriété est créé en 1884. Pour les années antérieures, nous ne disposons pas d'informations systématiques regroupées en archives notariales, les éventuels actes notariés étant actuellement dispersés dans d'autres rubriques. L'examen systématique des archives notariales a été effectué pour les années 1884 à 1920 grâce au concours de Martín Sanchez. Elles sont essentiellement constituées d'actes de vente et de testaments. Il resterait, pour compléter cette étude, à rechercher les actes réalisés entre 1871 et 1884, période de désintégration de la communauté indienne. Malgré ces insuffisances, l'étude des archives notariales nous a permis de reconstituer approximativement l'état de la propriété privée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

### LES PREMIERS MAÎTRES DU SOL

- *J. Antonio Valladares*, originaire de Jiquilpan, est l'un des premiers grands propriétaires de la région sud-ouest de la commune de Coalcomán et de la commune de Villa Victoria. Il aurait acheté une fraction immense de l'ancienne communauté à un dénommé Gomez, « amis des Indiens de Coalcomán », dont le nom correspond à celui du commissaire du gouvernement chargé justement du fractionnement des communaux de Coalcomán et accusé par les Indiens de ventes illégales à des membres extérieurs à la communauté<sup>11</sup>. Curieusement, ces transactions ne sont pas dénoncées comme illégales, contrairement à beaucoup d'autres en 1874<sup>12</sup>. Il faudrait admettre, dans cette hypothèse, qu'un lien quelconque lie alors Antonio Valladares à la communauté indienne. Le fait que le nom de sa femme (Maria de Los Angeles Gutierrez) apparaisse dans une liste

<sup>11</sup>. Enquête auprès de Concepción Reyna, Tehuantepec.

<sup>12</sup>. Cette dénonciation est citée par Gerardo SANCHEZ DIAZ (1988).



de membres de la communauté qui a participé à une réunion en 1877 semble confirmer cette hypothèse<sup>13</sup>.

D'après Concepción Reyna, agriculteur à Tehuantepec, le terrain contrôlé ou acheté par Antonio Valladares est alors délimité par les lieux-dits suivants : El Naranjo, La Chichihua, Las Cebollas, Puerto del aire, El pozo, El Ocotito, La Sierrita, Agua Colorada, Los Laureles, Tapolillo, Santas Mariitas, Ocote de Sereno, Rizco Blanco, La Nogalera, Puerto de los Puercos, Cerro del Burro, La Changuguera, Río de Coalcomán, El Tarasco, El Paso Pedregoso, La Angustera, Ocorlita, Chinillagua, Palanda, Estillero, La Guadalupe et El Naranjo, soit approximativement 30 000 ha.

Cette immense propriété est ensuite fractionnée et revendue par sa femme (Maria de los Angeles Gutierrez) et ses filles à partir de 1887 et jusqu'en 1909<sup>14</sup>. Parmi les propriétés qui s'établissent à la suite de ces ventes, il faut mentionner celles des familles Sanchez (dont l'un des membres assassine Antonio Valladares en 1895), Gonzalez, Ramos, Reyna, Magallon et Valencia (Pedro Valencia) dont les propriétés, établies à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ont été approximativement dessinées sur la figure 10 (p. 46).

- *Concepción Inojoso*, originaire de Tuxpan (Jalisco), émigre très tôt vers la Sierra de Coalcomán et achète le domaine de La Hierbabuena jusqu'au Río de Coalcomán, sans doute dès les premières années qui suivent la « désamortisation »<sup>15</sup>.

- *Antonio Pallares* est considéré comme l'un des premiers usurpateurs et leaders du groupe des nouveaux propriétaires pour la défense de la propriété privée (VASQUEZ PALLARES, 1944). Dès 1871, il achète plusieurs lots aux indigènes dont un terrain « urbain » aux frères Riveira pour la modique somme de 15 pesos<sup>16</sup>. Il devient rapidement propriétaire d'un grand nombre de terrains dispersés sur l'ensemble de la commune de Coalcomán et achète, en 1884, dix fractions de l'hacienda de Tepostlan dans le district de Apatzingán<sup>17</sup>. Après sa mort survenue en 1887, sa femme Juana Ortiz et ses enfants commencent à vendre les propriétés. Ces actes notariés et son testament permettent de reconstituer approximativement l'ensemble de ses anciennes propriétés qui comprenaient les ranchos suivants : Lomas de Teshushanes, El Corongoro, La Bueyera del Ocote, Las Rosas, El Llano de Guadalupe, El Puertecito, La Maquina, El Naranjo, El Llano del Campo Santo Viejo, Potrero de Toro, Potrerillo del Rincón, El Cerro de Chipiagua, Las Mesas del Terrenate, El Rincon de Chinistila, La Canita, Rincón de Magallanes, El Granadillo, Las Cañaditas, La Peñita, La Sauceda, Sierra de Torrecillas, Baranca del Muerto, Rancho Ventura Gomez, La Bueyera de Garibay, les terrains de Tepostlán (Apatzingán) et une trentaine de maisons d'habitation<sup>18</sup>.

13. AGNM,

10 mars 1884 :

- *Poder otorgado por Cruz Meza a favor de Doroteo Suarez* -.

14. AGNM 1887 :

n° 5, 8 et 9 ; 1889 : n° 3 ;

1893 : n° 10 ; 1909 : n° 39.

ARPP : Leg. n° 2, T n° 6,

Reg. 745, f. 137 et T. n° 8,

Reg. n° 999, f. 101.

15. Ces informations

proviennent d'une

enquête effectuée

auprès de Ismael Alvarez

à La Peña. Les documents

notariés dont nous

disposons ne permettent

pas de confirmer

ni d'infirmer

ces informations.

16. Les frères Riveira,

membres de l'ex-

communauté, vendent

également le terrain de

La Chipiagua à Rafael

Gonzalez Pallares pour

la somme de 280 pesos.

Ces écritures sont visibles

au dos du certificat de

propriété délivré par

le commissaire Gomez

à la famille indienne

Riveira. Ce document

nous a été prêté par

Manuel Moreno Munguia

à Coalcomán.

17. AGNM, 20 juin 1884.

18. AGNM, *jusgado de*

*primera instancia*,  
Coalcomán. 1887 : n° 28 ;

1888 : n° 22 ; 1889 :

n° 14 ; 1890 : n° 6, 12, 27

et 31 ; 1891 : n° 8 ; 1893 :

n° 23 ; 1896 : n° 12 ;

1897 : n° 18 ; 1920 : n° 22.

- *Juan Sanchez*, originaire de Colima, semble également l'un des premiers immigrés à avoir constitué une propriété d'importance. Nous ne disposons pas d'actes notariés avant 1886 et son nom ne figure pas parmi les leaders du groupe créole, mais il semble qu'il se soit installé à Coalcomán dès les années 1860 ou 1870, si l'on en croit les informations communiquées par son arrière-petite-fille, Concepción Sanchez. Le testament de sa femme et ceux de trois de ses fils donnent une idée approximative des propriétés accumulées<sup>19</sup> : El Corongoro, Las Rosas, El Ocote Seco (l'ensemble représente environ 6 500 ha et fait partie du domaine de Antonio Pallares avant 1886), El Tejocote. Ses enfants agrandissent encore la propriété en achetant El Puerto de las Cruces, La Cofradia et El Izote<sup>20</sup>. Cette famille ne doit pas être confondue avec la famille Sanchez qui s'installe sur les terres des héritières de Antonio Valladares dans la région de Los Telares, sur les terrains indivis de Huitzontla et de El Salitre de Estopila.

- *Juana Mendoza* représente l'une des nombreuses familles Mendoza, pour la plupart originaires de Cotija, installées à Coalcomán à la fin du siècle dernier. Elle est signataire du texte rédigé par le « groupe des 65 » nouveaux propriétaires en 1874. Elle est propriétaire des ranchos de Maruata et de Guassima de Maruata dans la vallée irrigable en amont de Coalcomán. Il est probable que les Mendoza (Juan Mendoza), propriétaires des ranchos de Torrecillas, Llamadero, La Cebollita, La meza alta, El llorón, El Ahijadero, El Pozo Arcadio, Ferreria, El Llano Largo et Los Cimientos et Mesas del Terrenate<sup>21</sup>, tous situés sur le plateau calcaire au nord-est de Coalcomán, appartiennent à la même famille. En contrebas, les ranchos de La Parrilla et de El Naranja ont appartenu également à des Mendoza sans qu'il nous soit possible d'établir avec certitude le lien de parenté. En tout état de cause, un immense territoire est vraisemblablement contrôlé par une même famille Mendoza, certaines fractions étant achetées à la famille Pallares.

- *Pablo Mendoza*, également originaire de Cotija, ne semble pas appartenir à la même famille. Il aurait acheté directement aux Indiens de Coalcomán une propriété dans le sud de la commune, dans les environs de l'actuel village de San José de la Montaña. « C'étaient des milliers d'hectares achetés en échange d'un miroir »<sup>22</sup>. Ces informations sont complétées par l'étude des actes de vente de ces terrains à partir de 1898 et du testament de Pablo Mendoza. La propriété comprend alors les ranchos de El Viboro, Las Tecatas, El Palo Redondeado, Cabeza de Vaca, El Fresno, El Rancho de la Palma et El Rancho Real del Favor<sup>23</sup>. Certains de ces terrains sont revendus aux compagnies privées américaines au début du xx<sup>e</sup> siècle.

- *Maria Celsa Alvarez de Riveira* est propriétaire de El Cantor, El Naranjal et Coacoyulito dans le sud de la commune de Coalcomán,

19. AGNM 1886 : n° 15 ; 1896 : n° 2 ; 1898 : n° 24 ; 1903 : n° 16 ; 1918 : n° 10.

20. AGN. 1893 : n° 13 ; 1911 : n° 15.

21. Enquête auprès de Concepción Sanchez, Coalcomán. AGNM 1892 : n° 5 ; 1896 : n° 12 ; 1903 : n° 3 ; 1907 : n° 29 ; 1908 : n° 10 et 20 ; 1911 : n° 52 et 53.

22. Enquêtes auprès de Santos Virueta, El Aguacatito et de Daniel Betancourt Mendoza à San José de la Montaña.

23. AGNM 1892 : n° 13 ; 1898 : n° 22 ; 1902 : n° 9 ; 1908 : n° 9 ; 1911 : n° 5 (district de Coalcomán, Salazar et Jiquilpan, *jusgado de primera instancia*).

sans doute depuis la « désamortisation » des communaux, ainsi que des terrains de Las Campanas. Les actes d'achat, antérieurs à 1884, n'apparaissent pas dans les archives notariales et son testament de 1899 ne précise pas les terrains concernés. Seules les enquêtes effectuées auprès des personnes âgées de la commune et les hypothèques réalisées en 1891 et 1908 nous ont permis de situer cette propriété<sup>24</sup>.

- *Prudencio Avila* fait partie d'une famille immigrée très tôt à Coalcomán puisque son testament de 1890 précise qu'il est né à Coalcomán. Il est alors propriétaire d'un très vaste terrain à Las Tabernas sur la rive gauche du Río de Ixtala, ainsi que d'autres terrains plus petits de Campo Santo et de La Playa. Prudencio Avila est très probablement également l'un des premiers Créoles devenus propriétaires à l'occasion de la « désamortisation »<sup>25</sup>. Ses enfants agrandissent encore le domaine avec les propriétés de La Gallina et Teshushanes<sup>26</sup>.

- *Dolores Valencia*, originaire de l'Hacienda del Durazno à Jiquilpan, achète à la communauté indienne de Coalcomán les terrains de Camichines et de La Parrilla jusqu'au Cerro del Tejocote et Las Tabernas sur la rive droite du Río de Ixtala, domaine représentant plus de 5 000 ha (1871)<sup>27</sup>.

- *Pedro Valencia* constitue dès 1787 une très grande propriété sur la rive gauche du Río El Aguacate en rachetant Los Ocotes aux héritières de Maria de los Angeles Gutierrez, soit plus de 3 000 ha. Sa propriété comprend les hameaux suivants : San Acamilán, Ocorla, Ocorlita, Mantilla, El Potrero, Barranca del Petron, Las Juntas et Los Ocotes. Après division par héritage, l'un de ses petits fils, Isidro Valencia reconstitue le grand domaine initial en rachetant de nombreuses parts aux autres héritiers<sup>28</sup>.

- *Ignacio Moreno*, originaire de la commune de Aguillilla, est l'un des leaders anti-Indiens des années 1870. Il fait main basse sur de très nombreux terrains situés dans la vallée de Coalcomán ou dans les environs immédiats : Carricitos (fraction achetée à l'un des derniers membres de la communauté en 1890), Potrero de Guzmán, Potrero de los Nogales, El Plan de la Guadalupe, El Rancho de Cristobal, La Barranca de los Guayabillos, La Lobera, Las Canoas, El Valaroso<sup>29</sup>.

- *Famille Farias* : terrains de El Potrero et rive droite du Río El Aguacatito, ancêtres de Elvira Hernandez.

## ÉTABLISSEMENT DE LA FIGURE 10 (p. 46)

### Cartographie des haciendas

- *Hacienda de Coahuayana et de San Vicente* : « *Plano de las haciendas de Coahuayana San Vicente y Anexas* », *Distrito de*

24. Enquête auprès de Vidal Riveira, petit fils de M. Celsa Alvarez à Las Campanas. AGNM 1908 : n° 37 et 42 ; 1891 : n° 13 ; 1899 : n° 15.

25. AGNM 1890 : n° 5 ; 1891 : n° 15.

26. *Idem, Distrito de Salazar, Coalcomán et Jiquilpán, juzgado de primera instancia* ; 1911 : n° 35 et 37.

27. AGNM 1886 : n° 14 ; 1887 : n° 26 ; 1903 : n° 14 (ces deux dernières écritures concernent Basilio Valencia, très probablement fils de Dolores).

28. AGNM 1884 : testament de Pedro Valencia du 8 mars 1884 ; 1887 : n° 5 ; 1900 : testament de Pedro Valencia, fils, n° 38. Enquête auprès de Elvira Hernandez (El Terrero de los Ocotes).

29. AGNM 1890 : n° 21 ; 1892 : n° 11 ; 1899 : f. 6-8 ; 1901 : n° 23 ; 1902 : n° 12 ; 1904 : n° 18 ; 1905 : n° 11 ; 1907 : n° 5, 24 et 25 ; 1908 : n° 21 et 45.

*Coalcomán, Estado de Michoacán, Mexico, octubre de 1912.*  
Mapothèque SARH (collection Orozco y Berra).

- *Hacienda de Achotán (ou de Chacalapa), hacienda de Hibuittlán, hacienda de Trojes* : carte approximative réalisée à partir de l'inventaire des ranchos qui dépendent de ces haciendas dans : « *Indice alfabético de la división territorial del Estado de Michoacán de Ocampo* », 1912, Morelia.

L'hacienda de Trojes contrôle 70 000 ha en 1890. Dans les années qui suivent, son endettement provoque l'intervention du fisc qui la confisque en partie en 1893 et vend plusieurs fractions. L'un des acquéreurs rachète par la suite les autres fractions et contrôle à nouveau l'ensemble de l'hacienda en 1903 (SANCHEZ DIAZ, 1988). L'hacienda de Hibuittlán est également hypothéquée à la suite de problèmes d'endettement (SANCHEZ DIAZ, 1988). L'hacienda de Achotán (17 000 ha) est vendue en 1885. C'est l'hacienda de Chacalapa qui est mentionnée par la suite, en particulier dans « *Indice alfabético...* » où la plupart des ranchos qui dépendaient auparavant de l'hacienda de Achotán sont mentionnés comme dépendant de l'hacienda de Chacalapa. Cette dernière achète à la communauté indienne de Maquili la Barranca de la Mojonera en 1908 mais ce terrain semble faire partie de l'hacienda de San Vicente et de Coahuayana d'après le plan de 1912.

- *Haciendas de La Mesa del Terrenate et El Terrenate* : « *Indice alfabético...* », *idem*. Cette hacienda est alors en expansion au détriment des terrains communaux de Coalcomán (SANCHEZ DIAZ, 1988).

- *Hacienda de Aguililla* : nous ne disposons d'aucune indication sur ses limites précises. D'après Gerardo SANCHEZ DIAZ (1988), la surface de cette hacienda est, à l'époque, de 140 000 ha.

- *Hacienda de San Isidro Ticuilucán* : elle mesure alors 126 000 ha (SANCHEZ DIAZ, 1988), mais nous ne connaissons pas ses limites précises.

- *Hacienda de Coahuayula* : l'origine de cette hacienda remonte à l'achat, en 1893 des terrains de Coahuayula à la communauté de Huizontla par un Allemand : Daniel Gruhle. La propriété est ensuite revendue à Enrique G. Fortune et agrandie grâce au rachat de plusieurs propriétés privées, acquises par différentes familles à la suite du partage des communaux de Coalcomán, et à l'achat des terrains qui appartiennent aux communautés indiennes de Huizontla et de Coire. Elle se constitue tardivement et regroupe donc plusieurs terrains déjà soustraits aux communautés depuis plusieurs années. Elle reste de dimension relativement modeste, si l'on tient compte du relief particulièrement escarpé à cet endroit et par comparaison avec les autres haciendas mentionnées<sup>30</sup>.

30. AGNM, 1893 : n° 8 ;  
1899 : f. 29 à 33.

Situation approximative  
de quelques propriétés privées  
de la Sierra de Coalcomán  
vingt ans après la « désamortisation »

(les numéros correspondent à ceux indiqués sur la figure 10, p. 46)

1. *Lazaro Magallon* : enquêtes auprès de Manuel Moreno Munguia et de Everaldo Magallon ; AGNM 1905 : n° 1.
2. *Ismael Alvarez* : enquête auprès de Ismael Alvarez, rancho de la Peña.
3. *Lazaro Sanchez* : AGNM 1891 : n° 9 ; 1893 : n° 10 et 18 ; 1897 : n° 3.
4. *Manuel Reyna* : terrain de Buenavista, communauté de Hui-zontla. Enquête auprès de Concepcion Reyna, Tehuantepec ; AGNM 1897 : n° 6.
5. *Pablo Ramos* : AGNM 1894 : n° 1 ; 1887 : n° 8 ; 1897 : n° 12 ; 1903 : n° 15.
6. *Manuel Reyna* : terrain de Tehuantepec. Enquête auprès de Concepcion Reyna ; AGNM 1909 : n° 39.
7. *Ignacio Sanchez* : Los Belenes. *Idem* 1887 : n° 9.
8. *Antonio Valladares* : résidu de la très grande propriété qui a appartenu à Antonio Valladares, père, puis à Maria de los Angeles Gutierrez, sa veuve.
9. *Pedro Valencia* : terrain de Los Ocotes. Enquête auprès de Elvira Hernandez ; AGNM 1884 : (8 mars) ; 1887 : n° 5 ; 1900 : n° 38.
10. *Farias* : enquête auprès de Elvira Hernandez.
11. *Celsa Alvarez de Riveira* : terrain de Las Campanas. Enquête auprès de Vidal Alvarez, La Campana.
12. *Celsa Alvarez de Riveira* : terrain de El Cantor. Enquête auprès de Vidal Riveira.
13. *Niño* : terrain de San Miguel. Enquête auprès de Rogelio Mendoza, San Miguel.
14. *Prudencio Avila* : AGNM 1890 : n° 5 ; 1891 : n° 15.
15. *Mauro Torres* : AGNM 1887 : n° 28 ; 1889 : n° 19 ; 1890 : n° 2, 25 et 28 ; 1891 : n° 8 ; 1903 : n° 7 ; 1907 : n° 24 ; 1920 : n° 22.
16. *Ignacio Haro* : AGNM 1886 : n° 14.
17. *J. Mendoza* : enquête auprès de Emilio Mendoza, Higuera de Vanegas.
18. *Juan Sanchez* : enquête auprès de Concepcion Sanchez, Coalcomán.
19. *José Mendoza* (Cecilio et Gregorio) : *idem*.

20. *Juan Sanchez et héritiers* : *idem*.
21. *Juana Mendoza* : AGNM 1903 : n° 3.
22. *José Vaca* : AGNM 1890 : n° 24 ; 1893 : n° 23 ; 1897 : n° 18 ; 1908 : n° 4.
23. *Tejeda* : propriété de sa mère à El Puerto de la Zarzamora. Enquête auprès de R. Tejeda.
24. *Eudocio Mendoza* : rancho de Las Mesas del Terrenate. AGNM 1896 : n° 12.
- 25-26. *Ignacio et Gregorio Gonzalez* : rancho de Ixtala et de La Manchita. AGNM 1887 : n° 26 ; 1920 : n° 4.
27. *Luciano Mendoza* : El Crustel. AGNM 1900 : n° 1.
28. *Miguel Diaz* : Barranca Seca. AGNM 1908 : n° 8.
29. *Josefa Barragán* : AGNM 1911 : n° 52 et 53.
30. *Manuela Barragán* : La Chichihua. *Idem*, 1897 : n° 5.
31. *Pablo Mendoza* : enquête auprès de Santos Virrueta, El Aguatito.

#### Terrains loués ou vendus par les communautés indiennes de la côte

- *Communauté de Huizontla* : AGNM 1889 : n° 21 ; 1890 : n° 3 ; 1891 : n° 4 ; 1892 : n° 15 ; 1893 : n° 8, 17, 18 et 19 ; 1897 : n° 6, 12 et 16 ; 1900 : n° 31. Voir également Gerardo SANCHEZ D. (1988).
- *Communauté de Pómaro* : ventes : AGNM 1899 : n° 6 et 24 ; 1908 : n° 17. Camilo CHAVEZ : commune de Aquila (1985, *non publ.*). Les terrains La Parota, Las Trojillas, Agua Fria, Siete Ocotes, Santiaguillo, Guagua et Cerro Verde sont loués en 1907 (SANCHEZ D., 1988).
- *Communauté de Maquili* : AGNM 1908 : n° 22 ; 1911 : n° 24.
- *Communauté de Ostula* : AGNM 1914 : n° 12.
- *Communauté de Aquila* : AGNM 1914 : n° 8, 1920 : n° 5.
- *Communauté de Coire* : AGNM 1914 : n° 13.

#### Les compagnies américaines

Jose Napoleon GUZMAN AVILA (1982) et Gerardo SANCHEZ D. (1988) ont fait l'inventaire des propriétés achetées par la *Pacific Timber Company*. Nous signalons ici quelques propriétés qu'ils ne mentionnent pas et qui figurent dans les archives notariales de Morelia :

- *El Santo Niño y La Reforma* : AGNM 1909 : n° 18.
- *Camichines y la Hacienda de Santa Fé* : *idem*, 1911 : n° 17.
- *Ojo de Agua de Martin y El Paredon Colorado* : *idem*, 1911 : n° 20.
- *El Potrero de Guzman* : *idem*, 1911 : n° 33.

## ANNEXE 6

### Réforme agraire dans la région de Coalcomán

Les informations rassemblées dans les tableaux suivants proviennent des archives du ministère de la Réforme agraire (*Secretaría de la Reforma Agraria*). Celles-ci sont en général classées par village, *ejido*, ou groupe solliciteur, et regroupées par commune (*municipio*). Dans le meilleur des cas, un plan détaillé annexé au dossier permet de situer les limites des parcelles affectées. Il est par contre impossible de vérifier le nombre de personnes effectivement bénéficiaires, à moins d'effectuer de nombreuses enquêtes dans chaque *ejido*.

<i>Ejido</i> **	« Sollicitude »	Dotation*	Surface (ha)	Nb bénéficiaires
El Guayabillo (1)	1 938	1 941	1 922	103
El Guayabo (2)	1 934	1 941	1 833	158
Mesa Bonita (3)	1 938	1 943	2 213	85
Trojes (4)	1 931	1 940	1 132	127
Extension	-	1 956	160	-
Rancho Viejo (?)	1 938	1 943	2 184	84
El Sauz de Trojes (5)	1 943	1 945	784	41
Pantla (6)	1 941	1 945	736	26
Extension (6)	1 960	1 972	955	30
El Terrero (7)	1 944	1 965	2 480	31
El Cuarton (8)	1 962	1 974	1 442	54
El Varaloso (9)	-	1 959	2 715	155
Barranca Seca (10)	1 949	1 959	4 215	280

Tableau 1

*Ejid*os créés dans la commune de Coalcomán

\* Date de la Résolution définitive ou de la parution au journal officiel.

\*\* Le numéro est celui indiqué sur la figure 23 (p. 130).

Source : SRA Uruapan.

<i>Ejido</i> **	« Sollicitude »	Dotation*	Surface (ha)	Nb bénéficiaires
Villa Victoria (11)	-	1 940	4 408	278 ?
El Zipimo (12)	-	1 969	2 214	80 ?
Paso Potrerillos (13)	1 940	-	3 514	38
Zapote de F. (14)	-	1 943	2 208	48
B.Seca de Larios (15)	1 944	1 945	4 584	67 ?
Coahuayula (16)	1 938	1 969	1 366	50

Tableau 2

*Ejid*os créés dans la commune de Villa Victoria

\* Date de la Résolution définitive ou de la parution au journal officiel.

\*\* Le numéro est celui indiqué sur la figure 23 (p. 130).

Source : SRA Uruapan.

<i>Ejido</i> **	« Sollicitude »	Dotation*	Surface (ha)	Nb bénéficiaires
Maquili (17)	1 936	1 965	5 700	57
Salinas de la P. (18)	1 935	1 967	1 398	76

\* Date de la Résolution définitive ou de la parution au journal officiel.

\*\* Le numéro est celui indiqué sur la figure 23 (p. 130).

Source : SRA Uruapan.

Tableau 3

*Ejid*os créés dans la commune de Aquila

Hameaux	« Sollicitude »	Refus officiel
La Limita	-	1 943
Coalcomán	1 939	1 957
Barranca del Molino	1 967	1 968
Marvata	1 968	1 971
La Pajara	1 963	1 971
La Zanja	1 969	1 974
La Cofradia	1 957	1 979
Los Chapiles	1 950	1 979
El Salitre	1 960	1 980
Las Tabernas	1 965	1 980
Corral de Piedra	1 965	1 980
Monte Verde	1 952	1 980
Gal. Gildardo	1 957	-
Lucio Blanco	1 973	-

Tableau 4

Quelques demandes de dotation *ejidal* qui ont été refusées dans la commune de Coalcomán

Source : SRA Uruapan et enquêtes (Los Pobres)



## ANNEXE 7

### *Évolution comparée des prix de quelques denrées produites dans la région de Coalcomán*

Année	Maïs pesos/kg	Viande de bœuf	Saindoux	Viande de porc
1927	0,11	0,95	1,15	1,25
1928	0,11	0,72	1,02	1,21
1929	0,12	0,53	1	1,14
1930	0,15	0,73	0,95	1,18
1931	0,12	0,57	0,95	1,03
1932	0,09	0,39	0,83	0,89
1933	0,09	0,35	0,88	0,85
1934	0,08	0,34	0,80	0,76
1935	0,09	0,4	1,1	0,9
1936	0,12	0,45	1,19	0,92
1937	0,17	0,56	1,50	1,14
1938	0,17	0,61	1,58	1,26
1939	0,16	0,83	1,58	1,36
1940	0,16	1,09	1,49	1,5
1941	0,16	1,19	1,58	1,66
1942	0,16	1,45	2,07	1,92
1943	0,23	2,32	2,68	2,90
1944	0,43	3,75	3,26	4,53
1945	0,41	3,9	3,55	6,31
1946	0,48	4,37	5,13	6,03
1947	0,51	4,13	4,95	6,11
1948	0,53	4,03	5,01	6,19
1949	0,50	4,47	5,01	6,73
1950	0,63	4,92	4,94	6,93
1951	0,87	6,55	5,98	10,07
1952	0,82	6,65	6,15	12,11
1953	0,75	5,77	5,66	11,42
1954	0,81	5,98	6,18	11,84
1955	0,76	8,15	6,98	13,74
1956	0,89	8,60	7,33	14,39
1957	1,17	9,52	7,45	14,78
1958	1,16	10,39	8,32	15,64
1959	1,02	11,85	8,97	16,90
1960	1,04	13,34	9,11	17,88

Tableau 1

Évolution des prix du maïs, de la viande de bœuf, du saindoux et de la viande de porc en pesos courants (1927-1979)

Année	Maïs pesos/kg	Viande de bœuf	Saindoux	Viande de porc
1961	1,11	14,39	9,52	18,51
1962	1,1	14,35	9,08	18,80
1963	1,11	14,38	8,96	17,89
1964	1,17	14,77	9,22	18,86
1965	1,20	15,48	9,43	19,43
1966	1,26	16,16	9,91	20,37
1967	1,29	16,96	8,82	20,17
1968	1,30	17,96	8,69	20,61
1969	1,31	18,21	9,04	21,09
1970	1,39	19,77	9,93	22,81
1971	1,42	20,84	10,53	23,05
1972	1,46	22,14	10,34	23,05
1973	1,56	25,88	12,65	25,5
1974	2,03	32,73	23,54	36,65
1975	2,76	35,6	23,8	38,82
1976	3,12	38,97	25,88	40,7
1977	3,72	45,4	32,17	48,34
1978	4,23	62,45	36,56	57
1979	4,49	86,18	38,9	73,47

Source : INEGI-INAH (1986).

Tableau 1

(Suite)

Année	Indice général	Viande de bœuf	Maïs	Saindoux	Viande de porc
1927	100	100	100	100	100
1928	90	76	100	88	97
1929	90	56	109	86	91
1930	99	77	136	83	94
1931	88	60	109	82	92
1932	74	41	82	72	71
1933	74	37	82	76	68
1934	71	36	73	70	61
1935	72	42	82	95	72
1936	79	47	109	103	74
1937	101	59	155	131	91
1938	114	64	155	137	101
1939	121	87	145	137	109
1940	129	115	145	129	119
1941	136	125	144	137	133
1942	147	152	145	178	154
1943	196	245	211	233	232
1944	282	395	395	283	362
1945	313	411	368	308	505
1946	374	461	436	446	482
1947	382	434	464	430	489

Tableau 2

Évolution de l'indice général des prix et de celui de la viande de bœuf, du maïs, du saindoux et de la viande de porc (1927-1979) (indice 100 en 1927)

Année	Indice général	Viande de bœuf	Maïs	Saindoux	Viande de porc
1948	382	424	484	435	495
1949	401	470	456	435	539
1950	437	518	571	429	554
1951	566	690	794	519	806
1952	618	700	747	534	969
1953	581	608	686	491	914
1954	621	630	739	536	947
1955	732	858	687	606	1 099
1956	765	905	780	636	1 151
1957	805	1 002	1 060	647	1 183
1958	890	1 094	1 055	722	1 251
1959	919	1 247	928	779	1 353
1960	945	1 404	949	791	1 430
1961	978	1 515	1 009	826	1 481
1962	978	1 511	1 000	789	1 504
1963	974	1 513	1 011	777	1 431
1964	1 018	1 555	1 066	800	1 509
1965	1 033	1 630	1 092	818	1 555
1966	1 074	1 701	1 148	861	1 629
1967	1 103	1 785	1 175	766	1 614
1968	1 136	1 890	1 183	754	1 649
1969	1 154	1 917	1 190	785	1 687
1970	1 195	2 081	1 268	862	1 825
1971	1 257	2 194	1 287	914	1 844
1972	1 283	2 330	1 327	897	1 844
1973	1 463	2 724	1 420	1 098	2 040
1974	1 985	3 445	1 845	2 044	2 932
1975	2 250	3 747	2 514	2 066	3 105
1976	2 548	4 102	2 833	2 247	3 256
1977	3 162	4 779	3 378	2 793	3 867
1978	3 676	6 573	3 844	3 174	4 560
1979	4 386	9 071	4 078	3 377	5 878

Tableau 2

(Suite)

Sources : calculs réalisés à partir des données du tableau 1 (p. 344). L'indice général est calculé à partir des données présentées par INEGI-INAH (1986).

## Ventes de bétail dans les communes de Coalcomán et de Aquila

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Total	% total
Janvier	500	350	400	420	600	708	566	3544	7,7
Février	460	350	250	380	380	287	536	2643	5,7
Mars	500	700	280	420	550	285	481	3216	7
Avril	400	370	250	350	480	214	338	2402	5,2
Mai	340	300	180	300	280	115	226	1741	3,8
Juin	210	220	150	100	150	22	91	943	2
Juillet	200	180	100	150	150	56	28	864	1,9
Aout	560	480	500	400	280	63	149	2 432	5,3
Septembre	1 360	730	1 550	600	500	869	605	6 214	13,5
Octobre	1 500	1 250	1 470	2250	1 200	1 831	2 186	11687	25,3
Novembre	900	600	640	750	1 050	1 321	1 660	6 921	15
Décembre	380	300	700	400	750	581	471	3 582	7,8
<b>Total</b>	<b>7 310</b>	<b>5 830</b>	<b>6470</b>	<b>6 520</b>	<b>6 370</b>	<b>6 352</b>	<b>7 337</b>	<b>46189</b>	<b>100</b>

Tableau 1

Ventes mensuelles de bétail à l'extérieur de la commune de Coalcomán (1981-1987)

Sources : 1981-1985 : *Asociación Ganadera Regional de Morelia*, Michoacán. 1986-87 : *Asociación Ganadera de Coalcomán*. Les chiffres présentés sont ceux qui correspondent au bétail vendu en dehors de la commune d'après les fiches de transit (*Guías de transito*) conservées par l'association.

	Femelles	Mâles	Total
Janvier	227	339	566
Février	231	305	536
Mars	224	257	481
Avril	135	203	338
Mai	61	165	226
Juin	8	83	91
Juillet	24	4	28
Aout	91	58	149
Septembre	202	403	605
Octobre	366	1 820	2 186
Novembre	300	1 360	1 660
Décembre	256	215	471

Tableau 2

Répartition par sexe des ventes de bétail à l'extérieur de la commune de Coalcomán (1987)

Source : *Asociación Ganadera de Coalcomán*. Les chiffres présentés sont ceux qui correspondent au bétail vendu en dehors de la commune d'après les fiches de transit conservées par l'association.

**Tableau 3**  
Destinations principales des ventes de taurillons de la commune de Coalcomán (1986-87)

Destination des mâles	1986	1987	Total	%
Huasteca	2 146	2 423	4 569	44,4
Tamaulipas-Coahuila	1 269	0	1 269	12,3
Guanajuato-Queretaro	468	173	721	7
Jalisco	365	419	784	7,6
Nuevo Leon	0	404	404	3,9
Chihuahua	330	0	330	3,2
Autres destinations	513	1 713	2 226	21,6

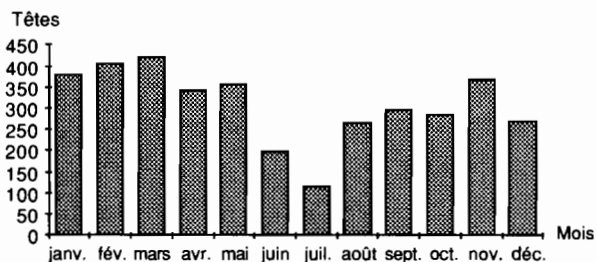
Sources : d'après les *Guías de transito*. Documents consultés dans les bureaux de l'*Asociación ganadera de Coalcomán*.

**Tableau 4**  
Ventes mensuelles de bétail à l'extérieur de la commune de Aquila (1977-1983)

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
Janvier	791	344	402	132	380	208	402
Février	988	284	345	175	423	264	373
Mars	887	699	326	258	241	213	329
Avril	524	373	?	262	215	260	422
Mai	961	444	187	215	167	339	195
Juin	276	218	77	170	443	157	48
Juillet	194	155	71	100	93	77	
Aout	405	327	94	173	114	562	193
Septembre	616	220	328	216		261	145
Octobre	593	245	167	306	307	132	244
Novembre	816	403	159	534	166	168	346
Décembre	420	455	204	223	144	245	213
<b>Total</b>	<b>7 471 ?</b>	<b>41 67 ?</b>	<b>2 360</b>	<b>2 764</b>	<b>2 693</b>	<b>2 886</b>	<b>2910</b>

Source : *Fomento Rural : Movimiento general de ganado*, 1986.

**Figure 1**  
Répartition mensuelle des ventes de bétail à l'extérieur de la commune de Aquila : moyenne (1977-1983) (d'après le tableau 4).



## *Immigrés originaires de la Sierra de Coalcomán installés dans le village de Tecolapa, Colima*

Commune d'origine	Arrivée à Tecolapa	Obtention de la parcelle	Mode d'acquisition	Ancienne situation	Superficie actuelle*
Coalcomán	1961	?	achat	métayer	III
Coalcomán	1942	1942	dotation	peon	II
Coahuayana	1964	1967	adjudication	métayer	V
Villa Victoria	1966	1966	achat	ranchero	III
Villa Victoria	1962	1965	adjudication	métayer	VI
Coahuayana	1965	1965	achat	métayer	V
Villa Victoria	1979	1980	achat	rancho	III
Villa Victoria	1967	1967	achat	rancho	III
Coalcomán	1960	1966	adjudication	métayer	V
Villa Victoria	1969	1969	achat	rancho	IV
Villa Victoria	1962	1966	achat	rancho	IV
Villa Victoria	1982	1982	achat	?	VII
Villa Victoria	1951	1969	dotation	métayer	VI
Villa Victoria	1962	1969	dotation	rancho	V
Villa Victoria	1974	1974	achat	rancho	VI
Coalcomán	1968	1969	dotation	métayer	VII
Villa Victoria	1974	1974	achat	rancho	VI
Villa Victoria	1962	1969	achat	rancho	VII
Villa Victoria	1964	1976	adjudication	métayer	VI
Coalcomán	1962	1969	dotation	métayer	VII
Coalcomán	1969	1969	dotation	métayer	VI
Villa Victoria	1974	1974	achat	rancho	III
Coalcamán	1963	1969	dotation	métayer	VI
Villa Victoria	1959	1969	dotation	métayer	VI
Villa Victoria	1974	1974	achat	rancho	VI
Coalcomán	1969	1969	dotation	métayer	VII
Coahuayana	1970	1975	achat	rancho	VI
Aquila	1971	1979	achat	rancho	VI
Coalcomán	1971	1980	dotation	peon	VII
Coalcomán	1968	1980	dotation	?	VII

\* - I : plus de 10 ha de terres irriguées.

- II : plus de 10 ha de terres labourables dont au moins 4 ha irrigués.

- III : plus de 10 ha de terres labourables dont moins de 3 ha irrigués.

- IV : 5 à 8 ha de terres labourables dont 1 à 3 ha irrigués.

- V : 5 à 8 ha de terres labourables. Pas d'irrigation.

- VI : moins de 5 ha de terres labourables. Pas d'irrigation.

- VII : pas de terres labourables. Pas d'irrigation.

Les quatre *ejidos* créés dans le village de Tecolapa sont ceux de Tecolapa (1938-1942), La Salada (1959), A. Pr. Carranza (1969) et F. Gallardo (1980).

Sources : informations gracieusement communiquées par François Léger (d'après des enquêtes réalisées à Tecolapa).

### *Coefficients de pâturage proposés par la SARH pour la région de Coalcomán*

Conditions du pâturage	Forêt tropicale semi-pérenne 0-600 m	Forêt tropicale caducifoliée 200-1 000 m	Bois de pins et chênes 1 200-1 400 m	Étage intermédiaire (feuillus) 800-1 200 m
Excellente	1,39	2,22	4,12	9,54
bonne	<b>1,5</b>	<b>3,32</b>	<b>6,24</b>	<b>11,67</b>
moyenne	2,63	5,06	9,51	14,75
mauvaise	5,07	8,74	13,62	19,01

Les chiffres en caractères gras sont ceux suggérés par la commission mixte chargée du calcul des coefficients de pâturage (nombre d'hectares par tête de bétail). Une carte de chaque région est établie sur laquelle la commission indique les zones pour lesquelles chaque coefficient sera appliqué. Les limites entre les différentes zones correspondent aux courbes de niveau. Pour les deux premières zones (forêt tropicale semi-pérenne ou caducifoliée), le coefficient correspond à une prairie semée dans les mêmes conditions. Pour les autres zones (bois de pins et chênes et étage intermédiaire) les coefficients sont donnés pour la végétation naturelle. Cette hétérogénéité rend les comparaisons peu significatives. Le coefficient le plus faible (qui correspond au meilleur pâturage) est recommandé pour la frange côtière la plus aride, comme si la forêt semi-pérenne y était continue alors qu'un coefficient très élevé (reflétant une faible capacité fourragère) est proposé pour les versants qui entourent la vallée de Coalcomán pourtant beaucoup plus propices à l'élevage !

Source: *Comisión técnico consultativa para la determinación regional de los coeficientes de agostadero*, SARH, *Estado de Michoacán y Colima*.

*Localisation des exploitations agricoles  
étudiées dans les communes de Coalcomán,  
Villa Victoria, Aguililla et Aquila*

Village/Hameau	Histoire	Histoire + Système de prod.	Système de production	Total enquêtes
Coalcomán	10	1	3	14
Higuerita de Vanegas	0	0	2	2
San José de la Montaña	1	4	0	5
La Gallina	0	0	1	1
Las Aguítas	0	1	0	1
La Parrilla	0	0	2	2
San Miguel	0	1	0	1
Santas Marias	0	1	0	1
Zacasihuite	0	1	0	1
Salitre de Maruata	0	1	0	1
Ixtala	1	1	1	3
Ocorlita	0	1	0	1
Capilla de los Desmontes	0	0	1	1
La Campana	1	0	1	2
La Planta	0	1	1	2
Terrero de los Ocotes	1	1	0	2
El Palo Verde	0	1	0	1
El Crustel	0	2	0	2
Maruata	0	1	0	1
Canoyitas	0	0	1	1
El Llamadero	0	1	0	1
Las Canoas	0	1	0	1
Tepeguajes	0	1	0	1
La Zanja	0	1	0	1
Las Juntas	0	0	1	1
Barranca Seca	0	0	1	1
El Nacimiento	0	0	1	1
Camichines	0	1	0	1
La Maquina	0	0	1	1
La Guayabera	0	0	1	1
La Guadalupe	0	1	0	1
Los Telares	1	0	3	4
Las Higueras	0	1	0	1
La Peña	1	0	2	3
B.del Naranja	0	1	0	1
El Coyul	0	1	1	2

Tableau 1

Commune de  
Coalcomán



Tableau 1

(Suite)

Village/Hameau	Histoire	Histoire + Système de prod.	Système de production	Total enquêtes
Puerto de la Penguilla	1	0	0	1
El Cantor	0	1	0	1
Corongoro	0	0	1	1
El Guayabal	0	0	1	1
La Cañita	0	0	1	1
La Cofradia	0	0	1	1
El Izote	0	1	0	1
La Nieve	1	0	0	1
<b>Total com. Coalcomán</b>	<b>18</b>	<b>29</b>	<b>28</b>	<b>75</b>

Tableau 2

Commune de  
Villa Victoria

Village/Hameau	Histoire	Histoire + Système de prod.	Système de production	Total enquêtes
Villa Victoria	2	0	0	2
Tehuantepec	3	0	1	4
El Salitre de Estopila	0	2	0	2
La Nuez	0	1	0	1
Huizontla	1	3	1	5
Coahuayula	1	0	0	1
<b>Total Villa Victoria</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>15</b>

Tableau 3

Commune  
de Aquila

Village/Hameau	Histoire	Histoire + Système de prod.	Système de production	Total enquêtes
San Pedro Naranjestil	2	10	8	20
Maruata	2	3	7	12
Pómaro	2	3	5	10
Las Campanas	1	1	2	4
Cachán Santa Cruz	1	5	3	9
Cachán Echeverría	0	2	1	3
Las Trojitas	0	0	1	1
La Parotita	1	2	2	5
La Cruz de Pómaro	0	0	1	1
EL Chorito	1	0	1	2
Maruata Viejo	0	0	1	1
El Mirador	0	1	0	1
Los Encinos	1	0	1	2
El Manguito	0	0	1	1
Cerro Prieto	1	0	0	1
Colola	1	0	0	1
El Potrero de Ostula	0	0	1	1
Estopila	1	0	2	3
El Sauz del Algodón	0	2	0	2
<b>Total Aquila</b>	<b>14</b>	<b>29</b>	<b>37</b>	<b>80</b>

Village/Hameau	Histoire	Histoire + Système de prod.	Système de production	Total enquêtes
Aguililla	1	0	0	1
Los Nogales	0	1	0	1
<b>Total Aguililla</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>2</b>

Tableau 4

Commune  
de Aguililla

Village/Hameau	Histoire	Histoire + Système de prod.	Système de production	Total enquêtes
<b>Total enquêtes</b>	<b>40</b>	<b>65</b>	<b>67</b>	<b>172</b>

Tableau 5

Total global



**Barbed wire across the Sierra**  
The origin and changes in a farming system in Mexico

---

*Summary*

The hilly relief of the Sierra Madre del Sur, the dry tropical climate, the scarceness of lines of communication and the almost complete absence of arable land (approximately 1% of the area) make south-west Michoacán a region lacking in “comparative advantages” which is sparsely populated. The dominant farming method is still cultivation of burned land.

However, the main activity of farms is now extensive cattle farming, with the young bulls produced are sold to breeders in the wetter part of the country. This specialisation is less marked in the few Indian villages and hamlets along the coastal strip, but the area still controlled by Indian communities has been considerably reduced by half-breed cattle breeders from higher parts of the Sierra Madre del Sur (Coalcomán). The latter have fenced part of the former community land and made the local population abandon part of their territory and progressively move down towards the coast to found new villages.

Although the half-breed cattle breeders are the participants in this recent invasion of common land, study of the agrarian history of this agropastoral society shows that the “creole” or slightly half-breed people were themselves from areas further north: the Cotija region at the edge of the altiplano and from still further away in the vast Bajío region and the Altos de Jalisco plateau. These families started to emigrate at the end of the 18th century in the direction of the south-western edge of the altiplano. They settled in the Sierra Madre del Sur mountains at the end of the 19th century when abolition of the right of mortmain (which obliged Indian communities to divide up common land) made it easier to repurchase part of the former community land.

A population drift thus began at the end of the 18th century in the heart of New Spain. In several stages and nearly two centuries of history, farmers travelled 300 km from central Mexico to the Pacific coastal area. This migration was the result of a differentiated peasant system which had existed for a long time but which is often forgotten because of the all-powerful 19th-century hacienda system and immense numbers of agricultural labourers dispossessed of all means of production. Small tenant farmers and sharecroppers were nevertheless a (heterogeneous) social group of major importance from the 18th century onwards throughout western Mexico. They formed the majority of the emigrants who moved to Cotija and then Coalcomán before going further to the Pacific coast.

As a result, the origins and differentiation of the agrarian system in Sierra de Coalcomán cannot be understood without referring to this slow farmers’ migration, its deep-seated causes, its fundamental mechanisms and its successive historical expressions.

## AGRARIAN SYSTEM AND FARMERS' MIGRATION: THE ORIGINS OF THE SETTLEMENTS IN THE SIERRA DE COALCOMÁN

---

Towards the end of the colonial period, a large proportion of the maize produced was not grown directly by the haciendas of "the granary of New Spain". Independent tenant farmers and sharecroppers harvested most of the maize but, with the exception of small independent farmers, they were obliged to hand over a large fixed or proportional fraction of their harvests. Large landowners thus creamed off a large percentage of the harvest and had a monopoly of the storage and marketing of grain. Landowner-speculators made profits by taking advantage of price rises during crises caused by several successive poor years when stocks of staples were exhausted in the villages. Whereas it was in the interest of the hacendados to enhance this monopoly by increasing their control of the land, the small farmers tried to cover the minimum requirements of their families and ensure regular supplies.

Although technically possible, intensification was not envisaged since the agrarian system of the New Spain "granary" was blocked by permanent social relations which prevented change. In order to increase their control of grain marketing, it was in the large landowners' interest to increase the size of their holdings and the number of "associated" sharecroppers rather than to develop more intensive techniques to increase yields. The latter remained small (about 5 or 6 quintals per hectare) and the swing-plough was the only ploughing implement used.

For the small sharecroppers and tenant farmers in the centre of the country, emigration thus appeared to be the best solution to handle the steady fall in the productivity of their labour. These people moved closer to the south-west edge of the altiplano and profited from the large, less-populated areas subjected to less strict control by the owners. Another farming system - slash and burn cultivation - was possible in the still sparsely inhabited areas running down to the "Hot Lands".

Nearly a century later, when the agrarian society that they had helped to build was at its peak (in Cotija) but strongly differentiated by the continuation of the same social relations (share-cropping), conditions for the intensification of farming did not prevail

The plough was known almost everywhere, but most sharecroppers continued to use the swing-plough on the few hectares placed at

their disposal. They could not afford to buy ploughs, and such an investment was not in the landlords' interest. In shifting slash and burn cultivation, a population increase leads to a reduction in the re-growth period and decrease in yields.

The development of heavy transport systems (railways) and the regional specialisation that this enhanced encouraged large land-owners to change their relations with small farmers. Sharecroppers still grew rainfed maize but within the strict limits of the requirements of the labour force. Cash crop maize grown by sharecroppers was no longer in the landlord's interest as sales further away prevented a strong decrease in price after bumper harvests. Likewise, the sugar-producing hacendados tended to replace the sharecroppers who still had access to sugar-cane fields by hired day labour. Owner-farming increased at the expense of share-cropping since salaries (which did not increase) became considerably less than the value of the half-harvest left to the sharecropper.

Once again, emigration enabled some peasant farmers to escape impoverishment and stem the decrease in labour productivity. The absence of technical change gave the strong population increase at the end of the 19th century all its "power of expulsion".

With the abolition of mortmain rights, the sharing and batch sale of the Coalcomán Indian community land was an opportunity for families from the Cotija region for easy, almost free installation in the Sierra Madre del Sur mountains.

The old right of every native family to use land throughout the community territory was replaced by permanent, individual rights which precluded any periodic redistribution of land: this was private ownership. Land was not a good before the immigrants took possession of the territory. The exchange value of a plot had been limited to the amount of labour accumulated (cutting, burning, sowing, etc.) but became nil after growth of the grain crop as all the labour had then been recovered. A long period of forest fallow was required to ensure the viability of the farming system and the labour accumulated during a cropping cycle formed no part of the following cycle. There could therefore be no "individual memory" of the cultivated plot or the holding. The Indians willingly accepted the money, alcohol or glass goods offered by the half-breed immigrants when the administration forcibly shared out community land. The Indians considered that such goods had a better exchange value than what they considered to be worthless land. They realised too late that these "sales" had deprived them of usufruct and that the despoiling was final and definitive. The immigrants' weapons silenced complaints and led rapidly to the physical elimination of all the members

of the Coalcomán Indian community. When all the land of the latter had changed hands, the movement partially affected the Indian communities of Huizontla, Aquila, Maquili, Coire, Ostula and Pómaro, whose lands were on the Pacific slope of the Sierra.

While the first immigrants from the Cotija highlands and those who possessed the small capital required to appropriate part of the former Indian land became *rancheros* in their turn, other poorer people became sharecroppers. They formed the major part of the labour required by the new landholding units (*ranchos*) in the Sierra de Coalcomán.

## A NEW AGRARIAN SYSTEM IN THE SIERRA DE COALCOMÁN

---

The slash and burn cultivation practiced by the Indians for several centuries was still used on the new *ranchos* of Sierra de Coalcomán. Yields (calculated according to the real sown area and not the whole of the cultivated ecosystem) were distinctly higher than those of the land farmed with swing-ploughs in the region that the immigrants had come from. No heavy work was involved in this farming system - apart from felling operations - and labour productivity was fairly high.

However, not all *ranchero* sharecroppers practiced slash and burn cultivation. As soon as they had settled on the former Indian community land, they cleared the most level plots to enable surface cultivation with swing-ploughs. Chick peas were then sown towards the end of the rainy season and harvested in April. This was followed by maize sown as soon as the rains started.

The new farming system had heavy labour requirements since weed control (not complete after use of the swing-plough) required long periods of manual labour. Productivity was therefore lower, but complementary working calendars and two crops (maize and chick peas) made it possible to combine pig breeding, the only commercial form of use of grain surpluses. Every year, large herds of lard pigs made the long journey from Sierra de Coalcomán to the towns, where lard consumption was high.

A second animal product was put on the market: draught cattle bred in extensive operations in the Coalcomán mountains. These were sold once a year at the large Peribán fair. Farmers came from the central part of Mexico to buy their draught animals.



With the development of communications (the railways), the pre-revolutionary period was marked by strong regional specialisation. Although it was very isolated and far from the railway system, Coalcomán integrated the new division of labour by producing the energy required for the development of cultivated areas in the central Bajío region (by providing draught animals) and animal energy required for human consumption (lard).

The number of sharecroppers “associated” with the owner was the measure of the importance of a rancho and determined the number of pigs sold on the urban market. By taking half the grain harvest of all the sharecroppers, the owner could accumulate large amounts of maize and chick peas for fattening pigs, while the share of the grain kept by the sharecroppers was used to feed their families and a pig and for a small surplus. In spite of the amounts taken by the landowner, the amount of grain kept by the sharecroppers often exceeded that needed to cover the minimum requirements of their families.

Real access to half of the fodder produced would have enabled the sharecroppers to keep small herds and to increase their capital. However, the sharing of crop residues (fodder) and the grazing rights awarded by the landowner were the subject of many disputes. In fact, the sharecropper never controlled the 50% of crop residues that were theoretically his since the landowner’s cattle entered the fields as soon as the grain had been harvested. In addition, it was strictly forbidden for him to have more than two or three head of cattle; increasing grazing rights was the main request - even more so than the distribution of half of the grain. This would seem to show that the sharecroppers had a real margin of accumulation and that their small herds could increase. If not, why would the landowners consider the strict limiting of grazing rights to be so important?

The situation of Coalcomán sharecroppers was not too bad in comparison with that of those of the more central parts of Mexico who had not emigrated to the Sierra Madre del Sur highlands. This explains why the flow of immigrants did not stop after the purchase of all the land of the former Indian community in Coalcomán by the firstcomers.

However, landowners’ limits on grazing rights and hence on accumulation by sharecroppers maintained the latter in a precarious situation and encouraged mobility. They often changed “bosses” after their various dismissals and visited many villages. Many were tempted by the proximity of common land belonging to the Indian communities along the coastal fringe.

Whereas a true agricultural revolution took place in the Coalcomán “highlands” (based on private appropriation of land, large grain

production, the generalisation of share-cropping as the dominant production relation and participation in inter-regional division of labour), the Indian communities on the coast remained at the edge of the process and were little involved in commercial exchanges. They still had many of the features described in 1580 by the early chroniclers who visited the region. Slash and burn shifting cultivation and common land remained the basic elements of the system.

However, there was no fixed, impermeable frontier between the “new” agrarian society founded in Coalcomán by the half-breed immigrants and the coastal Indians. There was in fact a slow, diffuse advance of a real “colonisation front” which, generation after generation, continued the southward population drift at the expense of the community land belonging to Indian populations. Owners always followed their cattle in the front line where common land was taken over. However, the sharecroppers participated actively in the movement as settling in Indian land relieved them of dues to landowners. In spite of the existence of a decreasing productivity gradient nearer the coast (there is less, more irregular rainfall), they could hope for a harvest larger than half of their harvest on the rancho where they used to work.

The Mexican Revolution and agrarian reform laws did not affect the emergence and development of ranchos. The Indian communities along the coast were too weakened to obtain the “return” of the land which had been taken from them and the Coalcomán community was wiped out. A few ejidos were formed in the 1930s on land controlled by the haciendas. However, the rancho system was unaffected by this distribution of land. On the contrary, it became stronger and encroached on the land of moribund haciendas. The cohesion of the new agrarian society was even increased by its active participation in the Cristeros peasant revolt which stood up to the government from 1927 to 1930.

## **CRISIS IN THE OLD SYSTEM AND AGRARIAN CHANGES: TOWARDS NEW REGIONAL SPECIALISATION (1950-1990)**

---

From 1960 onwards, the inter-regional and international division of labour gave the Sierra Madre del Sur a new role. Over a period of a few years, a set of changes upset farming methods and the organisation of work within the ranchos. Sierra de Coalcomán became an area for the production of young bulls and cannabis and most other crops were abandoned.

The changes began with a specific crisis. Chick peas were infected by fungal diseases and this had repercussions on the whole of animal draught cultivation. It was progressively abandoned and the former cattle land was left wild. Grain production (maize and chick peas) fell strongly, causing a rapid decrease in lard pig production. Although the abandoning of cultivated land seems to have been the cause of the collapse of pig production, the same phenomenon would doubtless have been observed if grain production had been kept high. Changes in diet (urbanisation) and the growth of world oil plant production caused the definitive replacement of animal fats by vegetable products.

The draught cattle market collapsed simultaneously. The replacement of oxen by draught horses in the Bajío and then the progressive motorisation of numerous farms removed Sierra de Coalcomán's main market. The production of oxen for training decreased strongly and was then completely abandoned. While cattle breeding is increasing considerably in the humid tropical regions in the Gulf of Mexico, many young cattle fattened in the east are born on the drier Pacific side of the country. The Coalcomán region therefore produces store cattle about 18 months old whose phenotype is increasingly marked by crosses with zebu races. They are transported by truck to the fattening regions at the end of the rainy season (September - October). A "pastoral vocation" is thus emerging in the Sierra Madre del Sur as a direct result of increased regional specialisation.

Slash and burn cultivation is still central to the structure, but it has changed. It used to be practiced for maize but has also become the most effective way of obtaining grass and is now part of the basis of the development of cattle breeding. However, the appearance of the cultivated fields has changed. The vegetation cut and burned is merely thin tree scrub only a few years old. Grass now covers the plots from the first weeks of the rainy season and grain yields are decreasing. There is a crisis in slash and burn cultivation of maize today. But what kind of crisis is it?

Forage grasses were introduced from 1960 onwards and sown on all burned fields bearing maize. Arable pasture is sown at the same time as the maize or even a few days before. The new arable pasture lasts for several years (3 to 6) when the maize has been harvested before gradually reverting to shrub fallow. All farmers now use herbicide but this is not specific and only kills dicotyledon weeds. The fact that the product used does not kill grass means that the arable pasture combined with maize is now as important as the latter. Finally, application of chemical fertilizers became more frequent from 1970 onwards. Far from halting the downward spiral of maize yields,

fertilizer (ammonium sulphate) is more profitable for the associated forage grass.

More than the pressure of population on the ecosystem (the population is still less than 10 persons per sq. km), the new maize-arable pasture-fallow combination/sequence and the use of new means of production (herbicides and fertilizer) cause a shortening the forest regrowth period. The development of arable pasture causes gradual savannisation of the ecosystem followed by a decrease in the amount of land suitable for growing maize. The pasture delays regenerative growth and the use of herbicides and fertilizer is making it possible to clear younger and younger fallow growth. Forest was central to the slash and burn cultivation system and the basis of its effectiveness. It now serves no purpose. It is felled so that forage can be grown. Grass used to be the major enemy of crops and is now the main object. Every effort is made to help it to grow instead of controlling it.

The forage capacity of the new maize-arable pasture-fallow rotation is greater than that of the former rotation in which fallow and forest formed nine-tenths of the cycle. However, the quantity and quality of the forage available at the end of the dry season - the critical period - have not improved. Crop residues (maize straw and chick pea haulm) are a decreasing forage resource and forage tree resources are reduced by deforestation. It can be seen that in all the holdings where extensive animal husbandry is replacing grain production the total forage capacity of the rancho does not increase but the number of forage units (FU) per worker does. This increase in labour productivity is accompanied by the departure of many sharecroppers as a result of the crisis in animal draught cultivation, the increased area under grass and deterioration caused by the cultivation conditions of the slash and burn maize crop.

Only sharecroppers and small tenant farmers are affected by the maize crisis since the crop is difficult to sell profitably on the market and is no longer of much interest to landowners. The sharecroppers have the task of establishing arable pasture but do not gain greater grazing rights and draw no benefit at all from the fodder produced. Some manage to acquire the whole grain harvest but in this case must finance the crop entirely. In contrast, no concessions are obtained for animal husbandry, the only activity likely to produce some cash income. Whereas extra work by sharecroppers was taken in the form of maize and turned into lard by the landowners, the establishment of arable pasture now draws rent from the land.

Maintenance of pasture has a high labour cost for large cattle breeders and it is much more profitable to let it lie fallow and then

establish new pasture several years later. This costs nothing and slash and burn cultivation is by far the most economical method and has the highest labour productivity.

Large cattle breeders are thus not concerned with intensifying their forage system since the productivity of extensive breeding, which requires little labour, is three times as high as that achieved by small tenant farmers. In contrast, the latter's holdings are too small and they are obliged to intensify to a maximum to compensate for this. Even though animal husbandry is for many an essential activity and the main source of monetary income, balance is always sought between the area under grass and that used for grain crops. Intensification is the only way in which small producers can increase their incomes, but few have the means to make the necessary improvements. Any kind of accumulation seems to be impossible for most of them and there is a tendency for the farm capital to be used up gradually (degradation without replacement) to ensure that minimum family survival requirements.

Since they are prevented from increasing their capital and from increasing the productivity of their labour, many sharecroppers and small tenant farmers choose to emigrate once again since the struggle for better land distribution is failing and not enough jobs are available in the region (forestry and mining) for all the former sharecroppers. The cultivation and trafficking of drug plants (cannabis, opium poppies) is reserved for large landowners or farmers with good protection and is not an alternative open to small farmers.

## MIGRATION, ENCLOSURE AND THE DWINDLING OF THE INDIAN POPULATION IN THE COASTAL REGION

---

Formerly a migrants' destination for farmers from the centre of the country, Sierra de Coalcomán became a source of migrants from 1960 onwards. Many left for the United States either permanently or on a seasonal basis. Others were drawn by the large irrigated perimeters in the neighbouring state of Colima.

However, the outstanding feature of the new population movement is emigration to the Indian community land on the Pacific slope of the Sierra. It is a continuation of the slow peasant migration which started in central Mexico two hundred years ago. The agrarian changes in the ranchos in Sierra de Coalcomán and the new regional specialisation (extensive breeding of store cattle) have led to a

sudden return to the taking of community land. After the abandoning of arable land and faced with the progressive savannisation of the ecosystem, many sharecroppers and small tenant farmers prefer to try their luck in an area where land is still free and not covered with forage grasses.

In a period of a few years, a large proportion of the land which still belongs to the Indian communities along the coast has been occupied illegally and fenced by these farmers from Coalcomán. The new arrivals soon specialised in breeding young cattle, profiting from their control of enclosed land and considerable access to forest rangeland which is still unfenced but rich in forage trees.

The small margin of accumulation of sharecroppers from Coalcomán and cash earned from the sale of a small plot of land or a few head of cattle is enough to buy several rolls of barbed wire. This has become the most important means of production, representing the accumulation gap between the cattle farmers and Indian farmers and is the basis for the widening of this gap. The labour productivity of the small cattle farmers who enclose part of the community land is twice as high as that of Indian farmers, whose farming system is still based on slash and burn maize cultivation and common land. The labour productivity of the small cattle farmers is also greater than that of small tenant farmers and sharecroppers in Coalcomán. The difference is accounted for rush to appropriate a plot of "free" Indian community land. The dynamism of the progressive alienation of the Indian communities is based on pre-existing differences in accumulation and on the productivity differential which they help to create.

The Indian farmers do not possess the capital required to practice enclosure and are pushed towards the coast; they are obliged to adapt their farming system to a decrease in accessible land and less favourable climatic conditions. Many seek to survive through other activities and the distribution of subsidised maize by the authorities is encouraging them to abandon food crops.

Accumulation for some and crisis and impoverishment for others are the two contradictory facets of a single "development" process - that of extensive animal husbandry and the production of store cattle. The same general regional specialisation trend is causing the "extensification" of animal husbandry in the ranchos in Sierra de Coalcomán, invasion of the community rangeland belonging to the Indian communities in the coastal region and the resulting marginalisation of farmers who are incapable of completing these changes.



Alambrados de espinas en la Sierra  
Origen y transformación de un sistema agrario de México

---

*Resumen*



Los relieves escarpados de la Sierra Madre del Sur, el clima tropical seco, la falta de vías de comunicación y la superficie laboral casi ausente (en promedio el 1 % del territorio), hacen del sur-oeste de Michoacán ; una región desprovista de “ventajas económicas” y poco poblada. El cultivo sobre quema domina todavía todos los otros modos agrícolas de explotación del suelo.

Sin embargo, la actividad principal de dichas explotaciones, es actualmante, la producción extensiva de ganado bovino, cuyos productos - novillos -, son comprados por ganaderos instalados en las regiones más húmedas del país. Esta especialización, se encuentra menos acentuada en algunos de los pueblos y, poblados situados sobre la franja costera. Además, el territorio que controlan las comunidades indígenas ha sido considerablemente reducido por los ganaderos mestizos originarios de regiones más altas de la Sierra Madre del Sur (Coalcomán). Estos últimos - construyendo sus límites sobre porciones de antiguos terrenos comunales -, empujan las poblaciones indígenas al abandono de una parte de sus tierras y, a descender poco a poco hacia la costa ; fundando así nuevas poblaciones.

Según el estudio de la historia agraria de esta sociedad agropecuaria - los ganaderos mestizos -, autora de esta reciente invasión de terrenos comunales, muestra que ; las familias de origen “criollo”, o poco mezcladas, son originarias de regiones más septentrionales como : la región de Cotija - sobre el borde del altiplano - y, más allá, la vasta región Del Bajío y la meseta de Los Altos de Jalisco. La emigración de dichas familias comienza a partir de fines del siglo XVIII, en dirección del borde sur-oeste del altiplano. Su instalación en las montañas de la Sierra Madre del Sur remonta a fines del siglo IX, cuando la abolición del derecho de sucesión (que obligaba las comunidades indígenas a fraccionar los terrenos comunales), facilita la recompra de lotes de tierra de los antiguos terrenos comunales.

Es así que comienza un verdadero “deslizamiento” demográfico al fin del siglo XVII, justo en el centro de la Nueva España. Después de varias etapas sucesivas, durante casi dos siglos de historia y, 300 km de distancia, éste conduce a los campesinos del centro de México hasta los bordes de la costa del Océano Pacífico. La emigración consecuente, es la obra de un campesinado diferenciado desde hace largos períodos de tiempo, sin embargo frecuentemente olvidada ante al gran poderío de la hacienda del siglo XIX y, al tumulto sin precedente de pequeños agricultores desposeídos de todo medio de producción. A partir del siglo XVIII, pequeños propietarios y arrendatarios constituyen en forma definida un grupo social (heterogéneo) de gran importancia en todo el occidente del país. Son ellos que constituyen la mayor parte del batallón de emigrantes que van hacia

Cotija, después a Coalcomán, antes de haber continuado hasta la costa del Pacífico.

El origen y la diferenciación del sistema agrario de la Sierra de Coalcomán no podrán ser enteramente comprendidos si no se hace alusión a esta lenta emigración campesina, a sus causas profundas, a sus mecanismos fundamentales y a sus expresiones históricas sucesivas.

## SISTEMA AGRARIO Y EMIGRACIÓN CAMPESINA : ORÍGENES DE LA POBLACIÓN DE LA SIERRA DE COALCOMÁN

---

Hacia fines de la época colonial, una gran parte de la producción de maíz no proviene directamente de las haciendas del “granero de la Nueva España”. Arrendatarios y pequeños propietarios independientes, cosechan, la mayor parte de la producción de maíz, exceptuando los pequeños agricultores, que deben restituir al propietario una parte equivalente, ya sea, fija o proporcional, a la de la cosecha obtenida. Los grandes propietarios recaudan así un buen porcentaje de la cosecha, ejerciendo un monopolio sobre el almacenaje y la comercialización de los granos.

Las crisis provocadas durante algunos años consecutivos de malas cosechas, agregadas al hecho que, en los pueblos el almacenaje de viveros se agota, los propietarios especuladores aprovechan entonces de la alza de precios para realizar sus beneficios.

Al mismo tiempo, el interés de los “hacendados” consistía en consolidar ese monopolio, engrandeciendo el control que ejercían sobre la tierra. Mientras tanto, los campesinos hacían la inversa, tratando de obtener el mínimo necesario para sus familias y ; asegurando la regularidad de los aprovisionamientos.

No obstante, la intensificación, técnicamente posible, no había sido hasta entonces vislumbrada ; ya que el sistema agrario del “granero de la Nueva España”, estaba bloqueado por las relaciones permanentes ; mantenidas con la madre patria que evitaban el cambio. Para aumentar su control sobre la comercialización de granos, los grandes propietarios tuvieron que intezarse al aumento de la superficie de sus dominios, así como al número de arrendatarios “asociados” más que al desarrollo de técnicas intensivas, permitiéndoles aumentar los rendimientos de cultivo. Estos últimos siendo todavía muy bajos - del orden de 5 a 6 q/h -, en regiones donde el arado sigue siendo el único instrumento agrícola utilizado.

Para los arrendatarios y, pequeños propietarios del centro del país, la emigración, parece ser entonces la mejor solución frente a la baja progresiva de la productividad de su trabajo. Acercándose al borde sur-oeste del altiplano, este campesinado aprovecha de la existencia de grandes espacios aún escasamente poblados y, sometidos a un control menos estricto de parte de los propietarios. Sobre las vertientes, en ese entonces poco pobladas, - que descendían sobre las Tierras calientes -, otro sistema de cultivo se vislumbra : el cultivo sobre quema.

Casi un siglo después, mientras que la sociedad agraria que ellos habían contribuido a construir está en pleno apogeo (Cotija), aún cuando profundamente diferente - a causa de los mismos tipos de explotación agrícola que prevalecían : el arrendamiento -, las condiciones para llevar a cabo la intensificación de los sistemas de producción no estaban todavía reunidas. La carreta es conocida casi en todas partes, pero la mayoría de los arrendatarios continúan a trabajar con el arado - sin tener los medios para comprarse una - las pocas hectáreas puestas a su disposición. Ese tipo de inversión no corresponde a los intereses de los grandes propietarios. Sobre los terrenos puestos periódicamente al cultivo, con ayuda de la quema, el aumento de la población tiene por efecto la reducción del período de renovación forestal y la disminución de los rendimientos.

El desarrollo de los medios de transporte (vías férreas) y, la especialización regional que éste contribuye a reforzar, incita a los grandes propietarios a modificar sus relaciones con el campesinado.

Los arrendatarios, són siempre los encargados de la producción de maíz sobre terrenos de tierras lluviosas y, esto en los límites estrictos de las necesidades alimentarias de su fuerza de trabajo. Hacer producir por los arrendatarios, el maíz destinado al mercado, no representa más los intereses del propietario, ya que las oportunidades de venta en lugares distantes, logran evitarle una baja demasiado brutal del precio, en caso de una cosecha abundante. Igualmente, los "hacendados" productores de azúcar tienden a despedir con facilidad a los arrendatarios que puedan tener acceso a una parcela de caña de azúcar y, así poder contratar jornaleros. En todos los cultivos destinados al mercado, la utilización de la mano de obra a destajo progresa en perjuicio del campesinado, pues el monto de un salario (que no tiene aumentos) viene siendo inferior al equivalente de la mitad de la cosecha reservada teóricamente al arrendatario.

Una vez más, es la emigración que permite, a una fracción del campesinado, poder evitar el empobrecimiento y, de contrarrestar la baja observada de la productividad del trabajo. La ausencia de cambios técnicos en la agricultura, otorga entonces al crecimiento demográfico

- tan fuerte en esta última década del siglo XIX -, todo su poder "favorecedor de exclusión social".

Puestos en práctica por la abolición de los derechos de sucesión, la división y, la venta por lotes de los terrenos comunales de los indígenas de Coalcomán, dán a las familias originarias de Cotija, la oportunidad de instalarse fácil y casi gratuitamente en las montañas de la Sierra Madre del Sur.

El antiguo derecho de explotación, del que aprovechaban todas las familias indígenas de todo el territorio de la comunidad, es reemplazado por un derecho individual y permanente que excluye toda forma de redistribución eventual de la tierra : la propiedad privada. Antes que los emigrantes tomaran posesión de esos territorios, la tierra nunca había sido tomada como una mercancía. El valor de cambio de una parcela se limitaba a la cantidad de trabajo obtenida de la acumulación de cultivos de tala, de quema y de siembra ; que era anulada una vez realizada la cosecha de mazorcas de maíz ; así, era recuperado el fruto del trabajo. Unicamente, el largo período de tala forestal aseguraba la viabilidad del sistema de cultivo, y el trabajo acumulado durante un ciclo no intervenía en forma alguna sobre el siguiente. No se valoraba entonces la experiencia adquirida a través de la labor agrícola. De ahí que los indígenas aceptaran con contento lo que los emigrantes mestizos les proponían, ya fuera dinero, alcohol o visutería ; en retribución - forzada por la administración - a la adquisición de sus lotes de tierra (provenientes de terrenos comunales). Estos bienes tienen un valor de intercambio muy superior a los de la tierra, considerada a sus ojos sin valor alguno. Cuando las poblaciones indígenas constatan que dichas "ventas" los privan del derecho de su explotación, es hasta ese entonces que toman conciencia del carácter definitivo del despojo y, ya es demasiado tarde. Las armas de las que disponen los emigrantes hacen callar las réplicas, realizando rápidamente la eliminación física de todos los miembros de la comunidad indígena de Coalcomán. En el momento en que la población cambia así de manos, otras comunidades indígenas están en espera, Huizontla, Aquila, Maquili, Coire, Ostula y Pomaro, cuyos territorios se extienden hacia la vertiente del pacífico de la Sierra.

Mientras tanto, los primeros emigrantes provenientes de las tierras altas de Cotija, y aquellos que disponían del pequeño capital para efectuar la apropiación de una parte del antiguo territorio indígena, se convierten automáticamente en rancheros, otros con menos suerte ; se transforman en arrendatarios. Estos constituyen la parte principal de la mano de obra de las que necesitan las nuevas unidades de bienes raíces de la Sierra de Coalcomán "los ranchos".

## UN NUEVO SISTEMA AGRARIO PARA LA SIERRA DE COALCOMÁN

---

El sistema de cultivo sobre quema, practicado por los indígenas desde siglos, es aún parte de los hábitos de los nuevos ranchos de la Sierra de Coalcomán. Los rendimientos (calculados con respecto a la superficie realmente sembrada y no a los relacionados con el conjunto del ecosistema cultivado), son netamente más elevados que los obtenidos sobre las tierras trabajadas con arado (región de donde los emigrantes son originarios). Fuera de la etapa de tala de bosques, este sistema de cultivo no exige arduas tareas y la productividad de trabajo obtenida es relativamente elevada.

Sin embargo, no todos los arrendatarios del rancho se consacran al cultivo sobre quema. Desde su instalación en los antiguos terrenos comunales de los indígenas, los agricultores, realizan la tala de parcelas localizadas en pequeñas pendientes, permitiendo así el trabajo superficial del arado sobre el suelo. El garbanzo es sembrado hacia los fines de la estación de lluvias para ser cosechado durante el mes de abril. El ciclo de maíz lo sucede, una vez la llegada de las primeras lluvias.

Este nuevo sistema de cultivo, impone trabajos pesados, pues el control de malahierba realizado en forma incompleta con el arado, exige el desherbado manual. Por lo tanto, la productividad es más baja, no obstante ; la complementaridad de los calendarios de cultivo y la doble producción de maíz y de garbanzo permiten el establecimiento asociado de la ganadería porcina, única forma de optimización comercial de los exedentes de grano. Todos los años, numerosas bandadas de puercos engrasados abandonan la Sierra de Coalcomán para llegar a pié y, después de un largo viaje a las ciudades populosas consumidoras de manteca de puerco.

Un segundo producto es puesto al mercado : los novillos para amanzar, fruto de una ganadería extensiva de las montañas de Coalcomán ; vendidos una vez al año en la gran feria de Peribán. Los agricultores del centro de México acuden y efectúan la compra de animales necesarios para el cultivo de tracción.

Con el desarrollo de las vías de comunicación (el tren), el período prerevolucionario está marcado por una fuerte especialización regional. Aún cuando muy aislada y lejana de la vía férrea, la región de Coalcomán a integrado la nueva división del trabajo, produciendo la

energía indispensable al desarrollo de las superficies cultivadas en la región central Del Bajío (animales de tracción) y, la energía calórica de origen animal necesaria para el consumo humano (la manteca de puerco).

El número de arrendatarios “asociados” al propietario es el factor que establece la importancia de un rancho y determina el número de puercos vendidos en los mercados urbanos. Tomando la mitad de la cosecha de granos de todos los arrendatarios, el propietario, podía así acumular grandes cantidades de maíz y de garbanzo, destinadas a la engorda de puercos. La cantidad de granos que éste acuerda al arrendatario le permiten asegurar su sostén familiar, la alimentación de un puerco y la constitución de una pequeña alacena. A pesar de las grandes cantidades recaudadas por el propietario, el arrendatario tiene asegurado el volúmen suficiente para cubrir las necesidades mínimas de su familia.

Esta seguridad le permite además, poder alimentar un pequeño hato y aumentar su capital. Sin embargo, la repartición de los restos de la cosecha (pasto) y el derecho de pastoreo concedido por el propietario, dá lugar a innumerables litígios. El arrendatario no controla jamás los restos del cultivo que debieren otorgársele teóricamente (50 %). El ganado del propietario invade la parcela aún cuando la cosecha de mazorcas no se haya terminado todavía. Le era también estrictamente prohibido, poseer más de dos o tres cabezas de ganado. La usurpación del derecho de pastoreo siempre era signo de discordia y, tenía mucha más importancia que la repartición teórica de la mitad de los granos. Esta reivindicación fundamental muestra entonces que, los arrendatarios disponen efectivamente de un márgen de acumulación de capital real y, que sus pequeños hatos pueden en un momento dado convertirse en futuras cabezas de ganado y crecer. ¿ Si no, porqué los propietarios otorgan tal importancia a la limitación del derecho de pastoreo ? Los arrendatarios de Coalcomán no están en tan malas condiciones, si las comparamos con las que conocieron, durante el mismo período, los de las regiones más centrales de México - que no emigraron hacia los relieves de la Sierra Madre del Sur -. Esta situación explica porqué, el flujo de emigrantes nunca cesó, aún cuando la totalidad de la tierras de la antigua comunidad indígena hubiere sido comprada por los primeros llegados.

No obstante, la limitación impuesta por el propietario al derecho se pastoreo, y con ello a las posibilidades de acumulación de bienes, mantiene siempre a estos últimos en una situación precaria conduciéndoles a errar. Con el ritmo impuesto por los despidos sucesivos, los arrendatarios cambian entonces con frecuencia de “patrón” y visitan así numerosos pueblos. Muchos de ellos, estarán tentados por la

proximidad de los terrenos comunales pertenecientes a las comunidades indígenas de la franja costera.

Mientras tanto en las “tierras altas de Coalcomán” se conoce una verdadera revolución agrícola ( fundada por la apropiación privada del suelo, la gran producción de granos, la generalización del arrendamiento de la tierra, como alternativa ante la producción dominante y ; la integración dentro de la división interregional del trabajo), las comunidades indígenas de la costa se quedan al margen de este proceso y se integran débilmente a los intercambios mercantiles. Estas, conservan numerosas características ya descritas desde 1580 por los primeros historiadores que visitan la región durante esta época. El cultivo sobre quema y la producción de pastos son los dos elementos fundamentales que conserva el sistema. Pero la “nueva” sociedad agraria fundada en Coalcomán por los emigrantes mestizos, no está separada por una frontera, rígida e impenetrable de los terrenos comunales indígenas de la franja costera. Esta situación geográfica permite la progresión lenta y difusa de un verdadero “frente de colonización” que, al transcurso de las generaciones explica el efecto continuo del deslizamiento demográfico hacia el sur, realizado en perjuicio de los terrenos comunales ; pertenecientes a las poblaciones indígenas. Se llega a constatar que, el ganado siempre precede a su propietario en la conquista de espacios comunales. Curiosamente, los arrendatarios participan activamente a ese movimiento, pues su instalación en tierra indígena les convierte en eximptos de pago de las rentas fijadas por sus propietarios. A pesar de la existencia de un gradiente de productividad que decrece a medida que la costa aproxima (las lluvias son menos abundantes y su repartición más irregular), la cosecha esperada, sobrepasa en general la mitad de la que pudiesen haber obtenido en el racho donde trabajaban con anticipación.

La Revolución Mexicana y las leyes de la reforma agraria no cambian en nada la resurgencia y el desarrollo de los ranchos. Durante este mismo período, las comunidades indígenas de la región costera se desestabilizan en el logro de la “restitución” de las tierras usurpadas y, con ello ; la comunidad indígena de Coalcomán encuentra su ruina. En los años treinta, algunos ejidos se constituyen en la periferia de la región de Coalcomán, en las tierras controladas por las haciendas. No obstante, ese tipo de distribución de tierras no afecta el sistema de ranchos. Por el contrario, este se refuerza y se extiende sobre los terrenos de haciendas moribundas. La cohesión de esta nueva sociedad agraria se consolida a través de su participación activa en la rebelión campesina de los Cristeros, enfrentándose al gobierno de 1927 a 1930.

## CRISIS DEL ANTIGUO SISTEMA Y TRANSFORMACIONES AGRARIAS : HACIA UNA NUEVA ESPECIALIZACIÓN REGIONAL (1950-1990)

---

A partir de 1960, la división interregional e internacional del trabajo asigna un nuevo lugar a la Sierra Madre del Sur. En sólo algunos años, una serie de transformaciones a grandes giros cambia, los modos de explotación del medio agrícola y, la organización del trabajo en el seno mismo de los ranchos. Al cabo de estas transformaciones, la Sierra de Coalcomán se convierte en productora de novillos y de canabis, abandonándose poco a poco la mayoría de todas las otras producciones.

Este gran desorden comienza por una crisis específica : la del cultivo de garbanzo (infestada por enfermedades criptogámicas) y, con ella el conjunto del cultivo de la tierra con animales de tracción. Este último es abandonado progresivamente y las que fueron tierras de "bueyes" son igualmente abandonadas sin cultivo. La producción de granos (maíz y garbanzo) disminuye considerablemente, llevando consigo un rápido descenso de la producción de puercos de engorda. Si el abandono de tierras laborables, es posiblemente el origen del derrumbamiento de la producción de puercos, sin duda un fenómeno idéntico, hubiera podido ocurrir con una producción de granos mantenida a un nivel más elevado. De hecho, la evolución de costumbres alimentarias (adquiridas por la urbanización) y, la explosión de la producción mundial de oleaginosas, descalifican definitivamente las grasas de origen animal, propiciando el auge de aceites de origen vegetal.

Durante la misma época, el mercado de animales de trabajo, sufre también un derrumbamiento. El reemplazo de bueyes por caballos para el trabajo agrícola de la región Del Bajío y, la motorización progresiva de numerosas explotaciones ; privan posteriormente la Sierra de Coalcomán de su principal sostén económico. La producción de toros para amanzar disminuye con fuerza, antes de ser completamente abandonada después. Mientras tanto, las regiones húmedas tropicales del Golfo de México, son el teatro de un gran desarrollo para la producción de ganado, muchos de los bovinos de engorda provenientes del Este nacen en la vertiente del pacífico menos lluviosa. La región de Coalcomán produce entonces becerros, animales de un promedio de 18 meses ; con un genotipo cada vez más marcado por los cruces con las razas cebús. Se les embarca en camiones con desti-



no a las regiones de engorda al fin del período de lluvias (septiembre-octubre). Así comienza el nacimiento de la “vocación pecuaria” de la Sierra Madre del Sur, “vocación” creada expreso para reforzar la especialización regional.

El cultivo sobre quema persiste en medio de toda esta situación, pero su estructura a cambiado. De productora de granos se convierte también en el medio más eficaz para la producción de hierba forrajera, encontrándose definitivamente a la base del desarrollo de la ganadería de engorda. No obstante, las parcelas cultivadas de esta forma cambian de aspecto. La vegetación, destruida y quemada, no es más que una masa de matorrales, llevada a su mínima expresión, datada de sólo algunos años. La malahierba invade las parcelas a partir de las primeras semanas de la estación de lluvias y los rendimientos de granos disminuye. Actualmente, el cultivo de maíz sobre quema está en crisis. ¿ Pero de que tipo de crisis se trata ?

Desde 1960, las gramíneas forrajeras se introducen y, su cultivo se generaliza en todas las parcelas de quema sembradas de maíz. La pradera de temporal se cultiva al mismo tiempo que la del maíz o en ocasiones algunos días más antes. Una vez realizada la cosecha de la mazorca, los nuevos prados de temporal se conservan durante algunos años (de 3 a 6 años) ; antes de regresar progresivamente al cultivo de arbustos. Actualmente, todos los agricultores utilizan herbicidas, estos no siendo específicos, no llegan a destruir los dicotiledones adventicios - es un hecho que, si las gramíneas persisten es que, la pradera asociada al maíz está tan invadida como ésta -. A partir de 1970, la utilización de fertilizantes químicos se convierte en una tarea frecuente. Lejos de evitar la baja brutal de los precios del maíz, el explotación de fertilizantes (sulfato de amonio) aprovecha ventajosamente el crecimiento de gramíneas forrajeras asociadas.

Aún más que la presión demográfica ejercida sobre el ecosistema (aún inferior a 10 hab./km<sup>2</sup>), es la generalización de una nueva asociación/sucesión (maíz - pradera de temporal - cultivo de arbustos) y, la utilización de nuevos medios de producción (herbicidas y fertilizantes), que provocan la reducción del período de renovamiento forestal. El desarrollo de prados de temporal provoca la “savanización” progresiva del ecosistema, así como la reducción consecutiva del espacio propicio al cultivo de maíz. Mientras que las prados retardan el renovamiento forestal, la utilización de herbicidas y de fertilizantes permite la tala de arbustos cada vez más jóvenes. Los bosques que constituían el centro del sistema de cultivo sobre quema y sobre el cual reposaba su eficacia, no sirve más a nada. La tala se considera necesaria para poder producir forraje. La malahierba que era el

enemigo número uno de los cultivos, se convierte en su objetivo principal. En lugar de combatirla, todo está hecho para favorecer su desarrollo.

La capacidad forrajera de la nueva rotación de cultivos maíz-prados de temporal-plantación de arbustos, es superior a la antigua rotación de cultivos, que hacía ocupar el noventa por ciento de los ciclos, los terrenos de arbustos y bosques. No obstante, ninguna mejora se observa ni en la cantidad, ni en la calidad de los forrajes disponibles a fines de la estación seca (período crítico). Los recursos aportados por los restos de cultivo (paja de maíz, hojas y tallos secos de garbanzo) disminuyen y, los obtenidos de árboles forrajeros ; se reducen a causa de la deforestación. Se constata así que, en todas las propiedades, donde la producción extensiva de ganado reemplaza la producción de granos, no es la capacidad forrajera total de los ranchos que aumenta sino ; con certeza, la producción de unidades forrajeras (UF) por ejidatario. Este aumento de la productividad del trabajo, se acompaña de la salida de los campos agrícolas de numerosos arrendatarios. Salida motivada por : la crisis del cultivo con animales de carga, el desarrollo de superficies cultivadas de malahierba y, la deterioración consecutiva de las condiciones de cultivo del maíz sobre tierras de quema.

De esta crisis del cultivo de maíz, sólo los arrendatarios y los pequeños propietarios sufren las consecuencias, pues el maíz, cuyo potencial ha sido mal calculado ; no interesa más los propietarios. Responsables de introducir los prados de temporal, los arrendatarios, no aprovechan en alguno el derecho de pastoreo prolongado ; ni tampoco obtienen provecho de los productos forrajeros. Algunos de ellos logran el acuerdo de obtener la totalidad de la cosecha de granos, para ello, deben financiar el cultivo por entero. Por el contrario, ninguna concesión es atribuida para la producción de ganado, única actividad susceptible de emanar entradas de dinero. Durante todo ese tiempo e incluso hasta 1960, la sobre carga de trabajo de los arrendatarios se calcula y se obtiene en forma de maíz y, transformada al final por el propietario en manteca de puerco. Actualmente, es la introducción de prados de temporal que permite el establecimiento de la renta de la tierra. Para los grandes ganaderos, el pago de la manutención de los prados resulta honerosa, pareciendo ser más rentable el abandono de las tierras de pastoreo sin cultivo y ; poder introducir así nuevas praderas algunos años más tarde. Dado que, para la introducción de prados ninguna inversión es necesaria, el cultivo sobre quema es irremediablemente considerado como el más económico y, el más seguro para obtener una alta productividad del trabajo.

A pesar de ello, los grandes ganaderos, no demuestran por lo tanto gran interés en intensificar sus sistemas forrajeros puesto que, la producción extensiva de ganado - poco exigente de trabajo - les permite obtener una productividad tres veces más elevada que la obtenida por pequeños propietarios. Estos últimos por el contrario, están forzados de intensificar al máximo sus explotaciones y, poder compensar así su talla tan reducida. Aún cuando la producción de ganado constituya para muchos de ellos la actividad más importante y, la primera fuente de entrada de recursos, buscan con ello un equilibrio entre las superficies consagradas a la producción de malahierba y, las reservadas a la producción de granos. La intensificación es, para todos esos pequeños productores, la única posibilidad de poder aumentar sus ingresos, pese a todo ; son muy pocos los que poseen los medios necesarios para lograr este objetivo. Para la mayoría, toda forma de acumulación de capital parece excluida y, el capital obtenido de la explotación del cultivo, (degradado y no reemplazado), es sobre todo consumido, para asegurar las necesidades mínimas de la familia. Impedidos de aumentar su capital y, de hacer crecer la productividad de su trabajo, numerosos arrendatarios y pequeños propietarios escogen una vez más la emigración. La lucha por la obtención de una mejor repartición de la tierra se termina en bancarota y, los empleos propuestos en la región (bosques y minas), no logran absorber la masa acumulada de antiguos arrendatarios sin trabajo. Reservados a grandes propietarios o, a agricultores pudientes de sólidas protecciones, el cultivo y tráfico de plantas y de estupeficientes (comenzando por la cannabis, la amapola, hasta llegar al opio), no ofrecen ni representan tampoco, ninguna alternativa a este campesinado.

## EMIGRACIONES, ENCERCADOS Y REDUCCIÓN DE COMUNIDADES INDÍGENAS DE LA REGIÓN COSTERA

---

Al mismo tiempo que esta fué una tierra de albergó para los campesinos venidos del centro del país, a partir de 1960, la Sierra de Coalcomán ; se convierte en región donadora de emigrantes. Muchos de ellos parten en dirección de Estados Unidos, iniciando así una emigración de tipo ocasional y permanente. Otros, son atraídos por los grandes perímetros irrigados del vecino Estado de Colima.

Sin embargo, la emigración hacia las tierras comunales indígenas de la vertiente del pacífico de la Sierra, es la que constituye el fenómeno más significativo de este nuevo movimiento demográfico. Esta se

manifiesta como la prolongación de la lenta emigración campesina iniciada a partir del centro del país dos siglos antes. Las transformaciones agrarias llevadas a cabo en los ranchos de la Sierra de Coalcomán y, la nueva especialización regional (producción extensiva de cría de ganado reproductor), ponen brutalmente a la orden del día la conquista de espacios comunales. Después del abandono de tierras de laboreo y, ante la “savanización” progresiva del ecosistema, muchos de los arrendatarios y, pequeños propietarios, prefieren partir en búsqueda de fortuna ; ahí donde la tierra es todavía gratuita y, no la invadida de gramíneas forrajeras.

En sólo pocos años, una gran parte de los terrenos, que pertenecen aún a las comunidades indígenas de la costa, son ilegalmente ocupados, por campesinos venidos de Coalcomán, que desde entonces los han encercado. Los nuevos llegados, se especializan rápidamente en la cría de ganado reproductor, aprovechando del control que ejercen sobre los espacios cerrados y, del fácil acceso a los terrenos forestales aún sin encercado ; pero ricos en arbustos forrajeros. El pequeño margen de acumulación de capital del que disponen los arrendatarios de la región de Coalcomán y, de los recursos obtenidos por la venta del pequeño lote de tierra cultivado o, por algunas cabezas de ganado ; les son suficientes para la compra de algunos rollos de alambrado de espinas para cerco. Este último se convierte en el medio de producción más importante y, representa la diferencia de los rangos de acumulación de capital que existe entre, ganaderos y agricultores indígenas. Esto significa que, la productividad del trabajo de pequeños ganaderos - poseedores de una parte de los terrenos comunales -, es entonces, dos veces superior a la de los agricultores indígenas, cuyo sistema de producción reposa aún sobre el cultivo de maíz de quema y él de pastisales. La productividad del trabajo, de los ganaderos instalados en los terrenos comunales es, también superior a la de los pequeños propietarios y arrendatarios de Coalcomán. Esta diferencia, explica la rapidéz con la que se apropian de una parcela estando dentro de terrenos comunales indígenas “aún gratuitos”. De ahí que, todo el dinamismo del proceso de alienación progresiva de los terrenos comunales indígenas, esté basado sobre estos rangos de acumulación de capital y sobre la productividad diferencial que estos mismos contribuyen a crear.

Ante la incapacidad de encerrar sus terrenos por falta de capital, los agricultores indígenas, son hechados fuera hacia la costa, debiendo adaptar su sistema de producción al de la reducción de espacios y, al de condiciones climatológicas menos favorables. Numerosos son los que buscan en otras áreas de actividad los medios necesarios para sobrevivir, pues la distribución de maíz subvencionada por los poderes públicos les empuja a abandonar la producción vivrera.

La acumulación de capital realizada por los unos, la crisis y, el empobrecimiento por los otros, tales son las dos facetas contradictorias de un mismo proceso de “desarrollo”, el de la producción extensiva de ganado y, el de la producción de becerros. Sin duda es el mismo movimiento generalizado de especialización regional, que provoca : una gran expansión de la producción de ganado en los ranchos de la Sierra de Coalcomán, la invasión de terrenos comunales pertenecientes a los indígenas de la región costera y, la marginalización consecutiva de aquellos agricultores que fueron incapaces de bien llevar a cabo dichas transformaciones.

## Table des illustrations

---

## LISTE DES FIGURES

---

Fig. 1 - Ouest du Mexique et glissement démographique vers la Sierra Madre del Sur.

Fig. 2 - Région de Coalcomán (ancienne province de Motines), au sud-ouest du Michoacán.

Fig. 3 - Haciendas, fermes, métairies et petites propriétés.

Fig. 4 - Évolution démographique comparée des régions de Motines et du centre-occident mexicain (1540-1840).

Fig. 5 - Évolution démographique des communes de Aquila et de Coalcomán pendant la période coloniale.

Fig. 6 - Évolution démographique des communes de Coalcomán et de Aquila pendant le XIX<sup>e</sup> siècle.

Fig. 7 - Origine géographique des familles immigrées à Coalcomán (1870-1890).

Fig. 8 - Territoire des communautés indiennes avant le fractionnement des indivis.

Fig. 9 - Évolution comparée des populations indienne et créoles à Coalcomán.

Fig. 10 - Formation de la propriété privée à Coalcomán.

Fig. 11 - Progression généalogique des familles créoles vers les communautés indiennes de la côte.

Fig. 12 - Carte géologique de la Sierra Madre del Sur (État du Michoacán).

Fig. 13 - Réseau hydrographique de la région de Coalcomán.

Fig. 14 - Gradient climatique Sierra-Côte.

Fig. 15 - Comparaison des précipitations enregistrées à Coalcomán et à Cachán.

Fig. 16 - Éparpillement de l'habitat dans la Sierra de Coalcomán en 1921.

Fig. 17 - Araire et charrue utilisés dans la Sierra de Coalcomán.

Fig. 18 - Représentation schématique d'une propriété de la commune de Coalcomán au début du XX<sup>e</sup> siècle et profil topographique.

Fig. 19 - Destinations principales des produits de l'élevage de la Sierra de Coalcomán.

Fig. 20 - Répartition de la récolte de maïs au début du xx<sup>e</sup> siècle dans une propriété (qui dispose de six métayers) de la commune de Coalcomán.

Fig. 21 - Organisation de l'espace dans une communauté indienne : exemple du village de San Pedro Naranjestil (communauté de Pómaro) avant 1950.

Fig. 22 - Représentation simplifiée des conflits fonciers entre la communauté indienne de Coire et le hameau métis de El Salitre de Estopila.

Fig. 23 - *Ejid*os créés dans la région de Coalcomán.

Fig. 24 - Évolution démographique des communes de Coalcomán et de Aquila (1900-1950).

Fig. 25 - Évolution comparée du prix (en pesos) de la viande de porc et du saindoux à Mexico (1927-1970).

Fig. 26 - Destinations des ventes de taurillons de la commune de Coalcomán (1986-87).

Fig. 27 - Destinations principales des ventes de taurillons de la commune de Coalcomán et des régions d'embouche.

Fig. 28 - Ventes mensuelles de bétail hors de la commune de Coalcomán (1981-1987).

Fig. 29 - Répartition par sexe des ventes de bétail hors de la commune de Coalcomán en 1987.

Fig. 30 - Évolution comparée de l'indice général des prix et de l'indice du prix de la viande bovine (1927-1977) (indice 100 en 1927).

Fig. 31 - Représentation schématisée de l'évolution de la culture sur brûlis dans la commune de Coalcomán.

Fig. 32 - Urbanisation et exode dans la commune de Coalcomán (1950-1980).

Fig. 33 - Émigration dans la Sierra de Coalcomán.

Fig. 34 - Évolution démographique comparée des communes de Coalcomán et de Aquila (1930-1980).

Fig. 35 - Enclosures à San Pedro Naranjestil : schéma de l'organisation de l'espace en 1980.

Fig. 36 - Exemple de « stratégie anti-enclosures » dans la communauté de Pómaro : le hameau de Los Encinos.

Fig. 37 - Enclosures et migrations dans la communauté indienne de Pómaro (1960-1980).

Fig. 38 - Répartition par décennie des précipitations enregistrées pendant la saison des pluies à Cachán.



Fig. 39 - Répartition de la propriété foncière dans la commune de Coalcomán.

Fig. 40 - Taille des troupeaux déclarés dans la commune de Coalcomán.

Fig. 41 - Ventes mensuelles de maïs subventionné dans deux villages de la communauté indienne de Pómaro.

Fig. 42 - Productivité du travail et seuil d'accumulation : représentation de quelques exploitations agricoles de la commune de Coalcomán.

Fig. 43 - Calendrier fourrager dans une exploitation de la commune de Coalcomán qui dispose de cinq parcs clôturés.

Fig. 44 - Maïs semé à l'ombre des pins.

Fig. 45 - Calendrier fourrager dans une petite exploitation de la commune de Coalcomán qui dispose de trois parcs clôturés.

Fig. 46 - Calendrier fourrager dans une exploitation indienne qui pratique la culture sur brûlis, a accès aux parcours indivis et dispose d'une parcelle clôturée.

Fig. 47 - Quelques types de clôtures dans la communauté indienne de Pómaro.

## LISTE DES TABLEAUX

---

Tableau I - Évolution de la densité démographique dans quelques régions du Mexique occidental pendant le xx<sup>e</sup> siècle.

Tableau II - Comparaison du prix de la terre à Cotija et à Coalcomán.

Tableau III - Temps de travaux et productivité du travail dans le système de culture à rotation forestière longue.

Tableau IV - Temps de travaux et productivité du travail dans le système de culture continue.

Tableau V - Rendements et productivités exprimés en calories et kilogrammes de protéines.

Tableau VI - Population, activité agricole et bétail recensés dans les communes de Coalcomán et de Aquila en 1950.

Tableau VII - Rendements et productivité du travail pour la culture du maïs après abandon du pois chiche.

Tableau VIII - Régression de la culture attelée dans la commune de Coalcomán (1950-1970).

Tableau ix - Évolution de la production de maïs et de porc gras dans la commune de Coalcomán (1950-1970).

Tableau x - Estimation de la production fourragère consommable de la culture sur brûlis dans l'ancienne et la nouvelle rotation.

Tableau xi - Évolution de la population dans quelques hameaux de la commune de Coalcomán (1921-1985).

Tableau xii - Évolution de la population dans les villages « forestiers » de Varaloso et de Barranca Seca.

Tableau xiii - Évolution de l'activité agricole dans la commune de Aquila (1950-1970).

Tableau xiv - Croissance démographique des villages côtiers de la commune de Aquila (1930-1980).

Tableau xv - Répartition de la propriété foncière dans la commune de Coalcomán.

Tableau xvi - Répartition du bétail déclaré dans la commune de Coalcoman.

Tableau xvii - Inégalités de développement Sierra-Côte en 1980.

Tableau xviii - Écarts de productivité enregistrés entre différents groupes de producteurs.

Tableau xix - Élevage extensif et surface minimale.

Tableau xx - Quelques données concernant les petits et moyens producteurs de la Sierra de Coalcomán.

Tableau XXI - Quelques données concernant les métayers de la Sierra de Coalcomán et les exploitations dépourvues de grandes surfaces closes.

## LISTE DES PHOTOGRAPHIES

Photographie 1 - Semis du maïs sur brûlis à l'aide de la lance.

Photographie 2 - Rancho de la commune de Villa Victoria en 1960 : La Huerta de Sanchez.

Photographie 3 - Hameau indien de la communauté de Pómaro en 1971 : La Cayaquera.

Photographie 4 - « Nouveau » village indien de Maruata.

Photographie 5 - Semis au bâton fousseur sur une parcelle en cours de défriche à proximité du village indien de Cachán.

Photographie 6 - Premières parcelles de maïs sur brûlis à proximité de la côte en 1971.

Photographie 7 - Rancho de la commune de Coalcomán : San Miguel (la maison du propriétaire).

Photographie 8 - Parcelle travaillée à l'araire non loin du hameau indien de La Cruz de Coire.

Photographie 9 - Traitement à l'herbicide Gramoxone, effectué pour préparer les semis de maïs sur une parcelle travaillée à l'araire.

Photographie 10 - Stock de fourrage (feuilles de maïs) perché à la fourche d'un arbre fourrager (*Ficus padifolia*) dans une petite propriété de la commune de Coalcomán.

Photographie 11 - La communauté indienne de Huizontla en 1960.

## Table des annexes

---

Annexe 1 : Étude démographique.

Annexe 2 : Problèmes posés par la région orientale de la commune de Aquila.

Annexe 3 : Origine des immigrants installés sur le territoire de l'ancienne communauté indienne de Coalcomán.

Annexe 4 : Communautés indiennes de la région de Coalcomán avant le fractionnement et la vente des indivis.

Annexe 5 : Formation de la propriété privée à Coalcomán.

Annexe 6 : Réforme agraire dans la région de Coalcomán.

Annexe 7 : Évolution comparée des prix de quelques denrées produites dans la région de Coalcomán.

Annexe 8 : Ventes de bétail dans les communes de Coalcomán et de Aquila.

Annexe 9 : Immigrants originaires de la Sierra de Coalcomán installés dans le village de Tecolapa, Colima.

Annexe 10 : Coefficients de pâturage proposés par la SARH pour la région de Coalcomán.

Annexe 11 : Localisation des exploitations agricoles étudiées dans les communes de Coalcomán, Villa Victoria, Aguililla et Aquila.

# Table des matières

---

Introduction .....	7
--------------------	---

<b>1</b> Système agraire et migrations paysannes à l'ouest du Mexique (fin XVIII <sup>e</sup> -1920) .....	15
---	----

---

<i>Haciendas et paysannerie de l'altiplano avant l'Indépendance</i> .....	16
Quelques éléments du système agraire .....	17
• L'hacienda .....	17
Les rapports d'échange .....	20
La famine de 1785-86 .....	21
Oscillations foncières .....	22
 <i>Système agraire et migrations</i> .....	25
L'intensification est-elle possible ? .....	25
L'émigration .....	27
 <i>Histoire du peuplement dans la Sierra de Coalcomán</i> .....	31
Les origines indiennes .....	32
L'arrivée massive des populations blanches .....	36
 <i>L'appropriation privée des indivis</i> .....	39
Fractionnement et vente des terrains indivis de Coalcomán .....	39
Formation et développement de la propriété privée .....	45
 <i>Sur l'origine et les causes de l'immigration</i> .....	50
Sur la notion de rancharo .....	51
Participation des muletiers au mouvement migratoire .....	53
Spécialisation régionale et migration .....	54
Les régions d'émigration sont-elles en crise ? .....	56
Pression démographique, système agraire et migration .....	56
Les sources de l'accumulation .....	61
 <i>Le port de Maruata et l'intervention des capitaux étrangers</i> .....	62

<i>Les grands traits du paysage</i> .....	68
<i>Le système de culture sur brûlis</i> .....	78
L'itinéraire technique .....	78
La rotation forestière .....	81
Signification et logique du système de culture .....	82
Rendements et productivité du travail .....	84
• Rendements .....	84
• Productivité du travail .....	85
<i>Les terres travaillées à l'araire</i> .....	88
Un nouveau système de culture .....	88
De meilleurs rendements mais la productivité du travail n'augmente pas .....	91
Les terres irriguées .....	94
<i>L'élevage</i> .....	95
Mais, pois chiche et production associée de porcs gras .....	95
Le troupeau bovin et la production de taureaux à dresser .....	97
Intégration aux échanges marchands et spécialisation régionale .....	101
<i>Les rapports sociaux de production</i> .....	102
Le contrat de métayage .....	102
La plus-value .....	103
Métayage et migration .....	106
Accumulation et dépendance .....	109
<i>Les communautés indiennes</i> .....	110
Paysage et organisation de l'espace .....	112
Diversité des ressources du milieu et système de production .....	115
Surplus et échanges .....	117



<i>Frontière et invasions foncières</i> .....	120
<i>Réforme agraire et rébellion cristera</i> .....	127
L'application locale de la Réforme agraire.....	128
La révolte des <i>Cristeros</i> .....	132
<i>Conclusion</i> .....	135

### **3** Crise de l'ancien système et nouvelle spécialisation (1950-1990)..... 139

---

<i>La spécialisation vers l'élevage naisseur</i> .....	141
L'élimination progressive de la plupart des activités de l'ancien système agraire.....	141
• La maladie du pois chiche.....	141
• L'évolution de la production de porcs gras.....	144
• Les cultures irriguées.....	146
• La production d'animaux de travail.....	147
La transformation de l'élevage bovin et la nouvelle spécialisation régionale.....	148
<i>Culture sur brûlis et intensification fourragère</i> .....	155
L'évolution de la culture sur brûlis :	
l'herbe au dépens de la friche.....	156
Peut-on parler d'intensification fourragère ?.....	161
Le sens véritable de l'association maïs-prairie temporaire.....	166
L'évolution du contrat de métayage.....	167
<i>La reconversion des métayers</i> .....	170
L'échec de la lutte pour la terre.....	172
L'exploitation forestière absorbe une partie de la main- d'œuvre excédentaire.....	177
L'essor des cultures illicites.....	181
L'émigration.....	187
• L'émigration temporaire ou définitive vers les États-Unis.....	188
• L'émigration vers les périmètres irrigués de l'État de Colima.....	190

- L'émigration vers les indivis  
des communautés indiennes ..... 193

*Les transformations agraires dans les communautés  
indiennes : le cas de Pómaro* ..... 194

Spoliations, enclosures et développement de l'élevage ..... 195

- Les spoliations foncières ..... 195
- Les enclosures ..... 198
- Le développement de l'élevage  
et la spécialisation régionale ..... 199

Conséquences des transformations agraires  
opérées sur les indivis ..... 200

- La désorganisation du système de production antérieur ..... 200
- Les formes de la résistance indienne ..... 203
- L'émigration vers la côte ..... 204

Productivité et migrations ..... 207

*Conclusion : pâturage, métayage et développement  
de l'élevage extensif en Amérique latine* ..... 210

**4** Inégalités de développement,  
accumulation et paupérisation ..... 215

*Panorama général sur la différenciation* ..... 216

À Coalcomán, terre et bétail restent concentrés  
en peu de mains ..... 216

Les communautés indiennes davantage marginalisées ..... 219

La crise de la culture du maïs ..... 221

Des écarts de productivité de un à quatre ..... 225

Définition d'un seuil d'accumulation ..... 229

*Élevage extensif et accumulation* ..... 230

Oligarchie et élevage extensif ..... 231

- Les limites de l'accumulation du capital ..... 232
- La politique agricole au secours des grands éleveurs ..... 234
- L'accumulation extrapastorale ..... 237

Les moyennes et les grandes exploitations familiales ..... 240

- L'élevage au centre du système de production ..... 240
- Gestion des fourrages et calendrier d'alimentation ..... 241

• L'amélioration génétique .....	245
• Résultats économiques et logique du système de production .....	246
<i>Les tentatives d'intensification des petits tenanciers</i> .....	250
Le maïs sauvegardé.....	251
• La culture du maïs sur brûlis.....	251
• Les terres à bœufs remises en culture .....	252
• Développement de la culture attelée chez les communautés indiennes.....	252
• Extension agricole en zone côtière .....	253
L'intensification fourragère.....	254
• La récolte des feuilles de maïs .....	254
• La gestion des pâturages.....	256
• Les difficultés sanitaires .....	258
Une relative diversification des activités.....	259
• La production de lait.....	259
• La production de porcs.....	260
• Les parcelles irriguées.....	261
• L'apiculture.....	262
De faibles marges d'accumulation .....	262
• Les limites de l'intensification.....	262
• Survie et accumulation .....	263
Une différenciation sociale croissante .....	266
 <i>Les plus mal lotis en voie de paupérisation</i> .....	 267
Les métayers.....	267
Communautés indiennes et enclosures .....	271
• Maïs sur brûlis et vaine pâture.....	272
• Les barbelés coûtent trop cher .....	272
• Le cas de l'élevage caprin .....	276
Double activité, pêche ou semi-prolétarianisation.....	278
 <i>Conclusion</i> .....	 281
 <b>Conclusion générale</b> .....	 285
 Bibliographie .....	 291
 Annexes .....	 309

Summary .....	355
Resumen .....	367
Table des illustrations.....	381
Table des annexes .....	387
Table des matières .....	389

Achevé d'imprimer par



31240 L'UNION (Toulouse)

Tél. (16) 61.74.27.67

Dépôt légal : Février 1993

Les transformations de l'agriculture dans l'une des régions de la Sierra Madre del Sur, au sud-ouest de l'État du Michoacán (Mexique), illustrent tout un pan de l'histoire agraire mexicaine. Le peuplement et l'histoire agraire de la région trouvent leur origine dans une longue migration paysanne commencée dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Au gré des déplacements d'un « front pionnier » sans cesse instable, les métayers d'un moment deviennent des propriétaires-rancheros : petites gens de la culture du maïs sur brûlis. La chance aidant, ils se transforment en éleveurs-possesseurs de bétail et, du même coup, en dépossesseurs de terres indiennes. Dans un mouvement comparable à un jeu de pousse-pousse, des métayers promus en propriétaires secrètent de nouveaux métayers n'ayant d'autres fins que de devenir, à leur tour, des propriétaires. Pour tous, quelles que soient les origines sociales, le chemin à parcourir et les moyens pour y parvenir, l'objectif est le même : s'installer comme éleveur sur ses propres terres. L'étude des systèmes de production, de leurs origines et de leurs transformations mesure les conséquences de la spécialisation régionale assignée à la Sierra Madre del Sur : une monoproduction de jeunes bovins destinés à être engraisés dans d'autres régions.

Restent, au bout du chemin, les collectivités indiennes de la côte du Pacifique dont on spolie aujourd'hui les terres de la même manière que le faisaient, au XVI<sup>e</sup> siècle, les premiers Européens. Cette ultime « réduction » des communautés indiennes est une conséquence de la nouvelle division du travail qui entraîne un processus de différenciation sociale accélérée.

Hubert COCHET, agro-économiste, a séjourné plus de quatre années au Mexique, d'abord dans la région de Colima, puis dans l'État du Michoacán, en effectuant des recherches en collaboration avec l'Orstom et le *Colegio de Michoacán*. Il est actuellement enseignant à l'Institut national agronomique de Paris-Grignon.

---